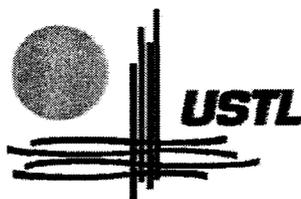


Université des Sciences et Technologies de Lille – Lille1
Faculté des Sciences Économiques et Sociales
Institut de Sociologie



Doctorat Changement social, option Ethnologie

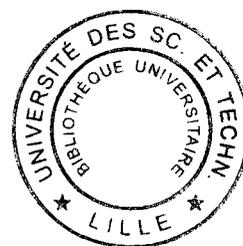
Vivre ou survivre ? Pour
une analyse des modes d'adaptation et d'intégration des enfants/jeunes de la
rue à la ville de Mexico

Présentée et soutenue publiquement le 21 novembre 2006 par

Ruth PÉREZ LÓPEZ

Sous la direction de

Françoise LESTAGE et Jean-Pierre LAVAUD



JURY :

Patrick GABORIAU : Chercheur au CNRS, Laboratoire d'Anthropologie Urbaine.

Jean-Pierre LAVAUD : Professeur à l'Université de Lille 1, Directeur de Thèse.

Françoise LESTAGE : Professeur à l'Université de Paris 7, Directrice de Thèse.

Alain MUSSET : Directeur d'études à l'EHESS, Rapporteur.

Michel PARAZELLI : Professeur à l'École de travail social de l'Université du Québec, Rapporteur.

REMERCIEMENTS

Mes premiers remerciements s'adressent à mes directeurs de thèse, Jean-Pierre Lavaud et Françoise Lestage, et particulièrement à cette dernière pour avoir suivi et guidé mes travaux depuis la maîtrise, pour ses commentaires stimulants et ses encouragements constants mais surtout, pour sa grande disponibilité.

Merci à Patrick Gaboriau, pour avoir accepté d'être membre de mon jury et à Alain Musset et Michel Parazelli pour avoir lu cette thèse à titre de rapporteurs. Une mention particulière à Michel Parazelli que j'ai contacté à un moment où je me sentais isolée dans le processus de la recherche et qui a eu la gentillesse de me faire parvenir bon nombre de ses publications.

Mes remerciements vont également au CEMCA pour m'avoir accueillie comme boursière pendant trois ans à travers l'octroi d'une bourse du Ministère des Affaires Étrangères. Sans son appui, cette démarche n'aurait pu être menée à bien. Dans ce cadre, je tiens à remercier Jérôme Monnet qui, par son ouverture d'esprit et sa curiosité scientifique, m'a spécialement soutenue dans l'élaboration et la mise en pratique de méthodes de recherche non conventionnelles. Merci également à Anath Ariel de Vidas et Odile Hoffmann qui ont été successivement à la direction du CEMCA et m'ont donné les moyens de me consacrer entièrement à la rédaction de cette thèse. Merci à Irène Pochetti pour son aide lors des premiers mois de terrain ; à Elise Tenret pour SPSS et à Eric Janssen pour l'aide aux statistiques ; à Guénola Capron pour avoir levé mes doutes en matière de géographie et pour la relecture d'un chapitre de ce manuscrit ; à Camille Foulard pour nos longues discussions autour de la thèse et du monde en général, et à toutes les personnes qui ont rendu mon séjour au CEMCA plus qu'agréable : Arnaud Exbalin, Chloé Pomedio, Delphine Cano, Séverine Bortot, Caroline Stamm, Julie Penven, Julie Devineau et Matias Paniagua.

Je tiens également à remercier les ONG qui m'ont accueillie à Mexico et qui m'ont permis de réaliser mon travail de terrain sans me poser d'entraves : *Renacimiento* et *Pro Niños de la Calle*. J'adresse spécialement mes remerciements à Mario Díaz qui m'a accompagnée à plusieurs reprises dans la rue et qui m'a aidée à appliquer les

questionnaires ; à Ignacio Pérez qui a su me relever le moral lorsqu'il était au plus bas et à Perla Mendoza et Elena Mendez pour nos échanges amicaux et professionnels.

Je remercie encore, les professeurs au Mexique avec lesquels j'ai eu plusieurs discussions autour de cette thèse et du sujet des enfants/jeunes de la rue, et tout particulièrement Roger Magazine de l'Université Iberoamericana, Ricardo Fletes du Colegio de Jalisco et Norma Del Río Lugo de la UAM.

Je souhaite également faire part de toute ma gratitude envers tous les enfants et jeunes qui m'ont permis de partager leur quotidien pendant plus d'un an, et qui m'ont autorisée à les interviewer.

Je veux adresser mes plus sincères remerciements à Thierry Depasse qui, le *Girodet* sous un bras et le *Grevisse* sous l'autre, a relu intégralement et avec minutie cette thèse et m'a réconciliée avec l'une ou l'autre bizarrerie de la langue française, ainsi qu'à tous ceux qui ont trouvé du temps pour une lecture partielle du manuscrit : Claire Bazin, Lucie Curdy, Elise Tenret, Jane Birman et Nicolas Hossard.

Je ne saurais remercier tous mes amis qui ont été pendant ces années près de moi et qui, au fil du temps, se sont éparpillés autour du monde. Ils se reconnaîtront. Je tiens particulièrement à remercier Hélène Périn pour être venue me rendre visite à Mexico ainsi que Caroline Maurice et Dario Vergara qui m'ont aidée pour mes inscriptions successives à l'université pendant que j'étais au Mexique.

Un grand merci à mes parents, Benoist et Rosa, qui m'ont soutenue et encouragée tout au long de mon parcours universitaire. Merci aussi à ma sœur Naiara et à mon frère Ijahl qui se sont toujours montrés curieux et intéressés par mon travail.

Une pensée particulière à mon père, Juan, qui, malgré une longue absence involontaire, a toujours su se faire présent à travers ses nombreuses lettres. Il est finalement parvenu à m'inculquer une partie des valeurs et des idéaux auxquels il n'a jamais cessé de croire.

Enfin, je n'en serais pas arrivée à ce point sans le soutien constant de mon mari et compagnon de vie, José, qui a fait montre d'une patience exemplaire et sans faille vis-à-vis de mes changements d'humeur et n'a jamais cessé de m'encourager. Merci aussi à sa musique qui m'a accompagnée durant la rédaction de ce travail.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	3
TABLE DES MATIÈRES	5
INTRODUCTION	9
Précisions terminologiques	10
Enfants ou jeunes ?	10
Enfants « dans » et « de » la rue.....	11
Le mode de vie de la rue.....	12
Problématique et questions principales de la recherche	13
Intégration « parallèle »	13
Survie.....	14
L'importance accordée à l'étude de l'espace	14
Présentation du plan de l'étude	15
PREMIÈRE PARTIE : UNE ÉTUDE D'ETHNOLOGIE URBAINE DANS LES « MARGES»	19
CHAPITRE 1 : MÉTHODE DE TERRAIN.....	21
1 Outils classiques d'investigation	22
1.1 Observation.....	22
1.2 Entretiens : récits de vie.....	28
1.3 Questionnaires	31
2 Outils empruntés à d'autres disciplines ou méthodes expérimentales.....	34
2.1 Cartes mentales : outil d'analyse des usages et représentations de l'espace.....	35
2.2 Cartographie des quartiers	37
2.3 La photographie comme support à l'étude de l'espace et des réseaux relationnels	38
3 Difficultés rencontrées	42
3.1 L'identité du chercheur et les effets induits par sa présence.....	43
3.2 Entre participation et distanciation.	49
CHAPITRE 2 : CADRE DE L'ÉTUDE	55
1 Caractéristiques globales de l'échantillon étudié	55
1.1 Localisation des groupes.....	55
1.2 Jeunes interrogés par questionnaire	60
1.3 Jeunes interrogés par entretien.....	65
2 Contexte général dans lequel s'inscrivent les jeunes.....	68
2.1 Cadre macroéconomique	68
2.2 Contexte micro-social : les familles.....	71
2.3 Le départ du domicile familial.....	76
3 La rue, espace d'adversité	83
3.1 Hostilité de l'espace.....	83
3.2 Hostilité des individus	85
3.3 L'expérience de la mort	89

CHAPITRE 3 : ONG, INSTITUTIONS ÉTATIQUES ET ORGANISMES INTERNATIONAUX FACE AUX ENFANTS/JEUNES DE LA RUE	95
1 Représentations sociales des enfants/jeunes de la rue	95
1.1 L'enfant victime	96
1.2 Le jeune délinquant.....	102
2 Modèles d'intervention : entre assistance et répression.....	105
2.1 Politiques d'assistance	105
2.2 Politiques répressives.....	112
DEUXIÈME PARTIE : AGIR SUR LE CONTEXTE DE LA RUE	119
CHAPITRE 4 : DES STRATÉGIES DE RÉPONSE FACE A L'ADVERSITÉ.....	121
1 Définition du cadre conceptuel : l'acteur et sa stratégie.....	121
1.1 Déterminismes sociaux et marges de manœuvre	122
1.2 Capacité d'action de l'individu en situation de précarité.....	125
1.3 Les stratégies des acteurs dits « marginaux »	133
2 Les stratégies pour accroître la sécurité.....	135
2.1 Stratégies et compétences	136
2.2 Analyse de quelques stratégies individuelles et collectives.....	138
3 Les ressources économiques	144
3.1 Travailler dans le secteur informel	144
3.2 La mendicité	150
3.3 Activités illicites et recours à la déviance.....	158
3.4 Dépenses et fonction de l'argent.....	165
4 Une ressource parmi d'autres : l'institution d'assistance.....	170
4.1 Confrontation du jeune avec l'institution	171
4.2 Rejet.....	174
4.3 Détournement de l'institution	181
CHAPITRE 5 : LA CONSTITUTION DE GROUPES ET L'EXPLOITATION DE L'ESPACE COMME PRINCIPAUX MODES D'ADAPTATION AU CONTEXTE DE LA RUE.....	189
1 Les groupes de jeunes	189
1.1 Structure des groupes.....	190
1.2 La fonction du groupe.....	196
1.3 Les jeunes non insérés dans un groupe	201
2 Le rapport à l'espace.....	203
2.1 Évaluer un espace	203
2.2 S'approprier un espace	210
2.3 Détournement des espaces publics	215
2.4 Conservation du territoire.....	218
3 Entre sédentarité et mobilité	224
3.1 L'espace comme habitat	224
3.2 L'espace comme ressource pour vivre.....	231
TROISIÈME PARTIE : LA MARGE COMME MOTEUR D'INTÉGRATION « PARALLÈLE »...	239
CHAPITRE 6 : RELATIONS SOCIALES ET RÉSEAUX DE SOCIABILITÉ.....	241
1 Le groupe de pairs.....	241
1.1 Relations d'amitié et de solidarité	241
1.2 Récréation et divertissement.....	246
2 Les personnes extérieures au groupe.....	252
2.1 Interactions avec les commerçants	252
2.2 Interactions avec d'autres individus qui pratiquent la ville	260
2.3 Fonction des réseaux de relations	268

CHAPITRE 7 : LA RUE COMME RÉFÉRENCE	271
1 Le rapport à la rue	271
1.1 La rue comme référence positive.....	272
1.2 La rue comme référence négative.....	277
1.3 Un rapport à la rue ambigu et évolutif.....	284
2 La construction d'une identité dans et par la marge	286
2.1 Éléments constitutifs de l'identité.....	287
2.2 Identité d'enfant/de jeune de la rue.....	290
2.3 Identité de quartier, identité populaire.....	293
3 S'intégrer dans un quartier	295
3.1 Histoire du groupe et mémoire collective.....	295
3.2 La marge comme mode d'intégration parallèle	298
3.3 Routines ou survie ?	301
4 S'inscrire dans la ville.....	305
4.1 Habiter la ville	306
4.2 La rue comme mode de vie permanent.....	310
CONCLUSION.....	317
Les jeunes de la rue : des acteurs sociaux/des acteurs de la ville.....	317
Les quartiers populaires de Mexico	319
Vers un changement social ?.....	321
BIBLIOGRAPHIE	323
1 Références bibliographiques citées dans le corps du texte.....	323
2 Références bibliographiques complémentaires.....	337
ANNEXES	341
1 Outils de recherche	343
1.1 Questionnaire (traduit de l'espagnol)	343
1.2 Grille d'entretien : entretiens semi-directifs	348
1.3 Grille d'entretien : entretiens directifs, étude des réseaux sociaux à travers la photographie (traduit de l'espagnol).	350
1.4 Tableau récapitulatif des jeunes ayant dessiné des cartes mentales.....	351
2 Histoires de vie des jeunes interrogés par entretien.....	353
3 Photographies	365
3.1 Espaces de vie et lieux d'occupation	365
3.2 Les groupes de jeunes.....	378
TABLES ET INDEX.....	389
1 Liste des tableaux	391
2 Liste des figures.....	392
3 Liste des graphiques.....	393
4 Liste des clichés	394
5 Index des auteurs.....	395
6 Index thématique.....	397

INTRODUCTION

Au Mexique, la littérature scientifique sur les enfants/jeunes de la rue n'est pas abondante ; en outre, elle répond davantage à des motivations d'ordre social plutôt que scientifique. Par ailleurs, de nombreuses études réalisées sur le sujet sont financées par des institutions d'assistance ou des organismes internationaux d'aide à l'enfance. Dans ce contexte, les recherches se limitent souvent à souligner la misère et la violence auxquelles les enfants de la rue sont soumis, et à condamner le système économique dans lequel ils sont insérés. Or, si nous ne mettons nullement en doute le fait que la pauvreté et la violence intrafamiliales sont des facteurs qui sont à l'origine du départ de l'enfant du foyer familial, et que leurs droits, d'après la Convention des Nations Unies, sont bafoués dès le moment où ils vont vivre dans la rue, il nous semble regrettable que la plupart des études scientifiques se bornent exclusivement à décrire – dans une perspective de dénonciation – les conditions de vie de ces enfants en accentuant l'aspect misérabiliste. Nous pensons d'ailleurs fermement que se restreindre à un type d'analyse qui, rarement, tente de saisir le point de vue de ceux qui sont concernés ou qui ne s'intéresse qu'à une partie du discours qu'ils reproduisent, ne facilite en rien la tâche de ceux qui élaborent des politiques d'intervention. Aussi, sans chercher à entrer dans le débat sur la neutralité du chercheur face à son terrain d'étude ni à mettre en doute la difficulté d'« étudier scientifiquement, c'est-à-dire froidement [...] des choses qui suscitent les réactions affectives les plus extrêmes, et qui sont d'ordinaire abordées dans le registre "chaud", de la révolte, de la dénonciation et de l'indignation » (Pollak, 1990 : 182), nous voulons nous focaliser sur l'importance de pouvoir réaliser une étude – de quelque nature qu'elle soit –, sans avoir à obéir à des logiques idéologiques.

Précisons tout de même que notre objectif n'est pas d'écarter les logiques de domination sociale dont les enfants/jeunes de la rue sont victimes, mais bien d'analyser

pourquoi, alors qu'ils sont sujets à tous types de violences dans la rue, ils demeurent dans cet espace et ne s'insèrent pas, au contraire, dans l'une des nombreuses institutions d'assistance qui ont pour objectif de leur venir en aide. En d'autres termes, nous pouvons nous demander pourquoi les enfants/jeunes qui vivent dans la rue ne choisissent pas une autre alternative de vie alors qu'ils ont la possibilité de le faire ? Cette question nous incite à réfléchir sur la signification que prend la rue pour les enfants, mais aussi au sens qu'ils attribuent à la violence et la précarité dans laquelle ils vivent. Nous en arrivons alors au constat suivant : soit les éléments négatifs de la rue ne sont pas aussi négatifs pour eux que les nombreuses études veulent bien le faire croire, soit il existe d'autres éléments qui leur permettent de neutraliser les aspects négatifs de la rue et de construire une réponse positive dans un milieu qui est *a priori* « négatif ».

Précisions terminologiques

Avant tout, nous tenterons de répondre à plusieurs interrogations qui concernent la définition des concepts d' « enfant » et de « jeune de la rue », ainsi que celle d'une notion à laquelle nous ferons référence tout au long de ce travail, à savoir celle de « mode de vie de la rue ».

Enfants ou jeunes ?

La première question concerne la distinction entre la notion d' « enfant » et celle de « jeune ». La notion d' « enfant » est généralement définie d'après un critère juridique : elle désigne l'ensemble de la population qui n'a pas atteint la majorité pénale de 18 ans (âge réduit à 16 ans ou moins dans certains pays), et qui fait l'objet d'un ensemble de droits décrits dans la Convention Internationale des Droits de l'Enfant adoptée le 20 novembre 1989 par les Nations Unies. Néanmoins, il est commun de désigner certains individus qui se trouvent dans la tranche d'âge des 0-17 ans sous l'appellation de « jeunes » ou d'« adolescents », notions qui dépendent davantage de critères biologiques et sociaux que juridiques. Ces notions tendent alors à être assez floues et varient considérablement selon les pays.

En ce qui concerne le concept de « jeunes », alors que dans le texte des lois internationales il recoupe les 15-25 ans, au sein des différents pays européens, les

politiques de la jeunesse s'adressent à des tranches d'âges très hétérogènes¹. Quant au Mexique, sont considérés comme « jeunes » tous ceux qui ont entre 12 et 29 ans. Pour ces différentes raisons, je n'ai pas cherché à délimiter une tranche d'âge en fonction de catégories établies dans un contexte ou dans un autre, mais à m'ajuster à l'âge des jeunes observés lors de l'enquête de terrain : les 12-25 ans. Finalement, nous avons choisi de parler aussi bien d'enfants que de jeunes, d'une part, parce que notre échantillon est assez équilibré quant à la proportion entre mineurs et majeurs de la rue et, d'autre part, parce qu'une partie importante des jeunes ont fugué en bas âge (avant les onze ans) et tous – à deux exceptions près – avant l'âge de leur majorité. La quasi-totalité des majeurs de la rue qui ont participé à cette étude ont donc été auparavant des mineurs de la rue. Aussi l'important, du point de vue qui nous occupe, est de souligner cette continuité en tenant compte du fait que notre population d'étude est en partie constituée par de jeunes adultes (au sens juridique) qui ont passé une bonne partie de leur enfance dans la rue ; à ce titre, ils ont été des « enfants de la rue » avant de devenir de « jeunes adultes de la rue ». Dans ce sens, notre recherche s'inscrit aussi bien dans les études qui portent sur le sujet des « enfants de la rue » (Stöcklin, 2000 ; Lucchini, 1999, 1998, 1996, 1988 ; Hecht, 1998 ; Tessier, 1998, 1995 ; Marguerat et Poitou, 1994 ; Lutte, 1997 ; etc.), que dans celles s'intéressant à la jeunesse dite « marginale » et/ou vivant dans la rue (Parazelli, 2002, 2000 ; Hurtubise et Vatz Laaroussi, 2002, 2000 ; Feixa, 1998 ; Guillou, 1998 ; Roulleau-Berger, 1997 ; Kokoreff, 1994 ; etc.)

Enfants « dans » et « de » la rue

Au sein des études qui se concentrent tout particulièrement sur la problématique des enfants de la rue, une question a été rapidement soulevée : celle de la définition de ce concept et de la différence entre les enfants « dans » et « de » la rue. Cette différence est désormais acquise, aussi bien par les chercheurs en sciences sociales que par les organismes internationaux qui ont réalisé des études ou des recensements de cette population (UNICEF, 1996 ; BICE, 1987) et les institutions caritatives qui lui viennent en aide (en contexte mexicain : Casa Alianza, Pro Niños de la calle, Hogares Providencia, EDNICA, etc.). Il nous paraît néanmoins important d'en faire part ici, non seulement parce

¹ Les politiques de la jeunesse de l'Autriche, de la Belgique, de l'Allemagne et de la Finlande recouvrent l'intervalle d'âge allant de la naissance à 25/30 ans ; celles de la France, l'Islande, la Norvège et le Royaume-Uni recouvrent l'intervalle allant de 11/13 ans à 25 ans ; celles du Danemark, de l'Espagne, de la Grèce, de l'Italie, du Portugal et de la Suède, l'intervalle allant de la fin de l'éducation secondaire à 25/30 ans, etc. IARD, *Étude sur la condition des jeunes et sur la politique pour la jeunesse en Europe : résumé exécutif*, Milan, IARD, 2001, p. 58.

que la distinction entre ces deux catégories est importante sur un plan théorique, mais aussi parce qu'elle a des implications directes sur l'évaluation du nombre d'enfants qui se trouvent en situation de rue. Ainsi, la première catégorie comprend les enfants qui passent une partie importante de la journée dans la rue, puis rentrent chez eux le soir. Ce temps passé à l'extérieur du cadre familial est utilisé exclusivement pour travailler afin d'aider économiquement la famille et de subvenir à ses besoins. La seconde catégorie comprend tous ceux qui vivent dans la rue. Alors que pour les premiers, la rue représente essentiellement un lieu de travail, pour les seconds, elle est avant tout un lieu d'habitation. Dans le cadre de cette étude, nous nous intéresserons exclusivement aux enfants *de* la rue. Il s'agit des enfants qui ont fugué du domicile familial et qui sont devenus la cible de nombreuses institutions caritatives qui tentent, par différents moyens, de les réintégrer socialement. Notre sujet porte plus précisément sur les enfants de la rue qui se sont insérés dans des groupes, c'est-à-dire qui ne vivent pas seuls. Ces enfants en particulier ont mis en place des stratégies d'adaptation aux dynamiques de la rue et ont appris à agir sur elle de manière à en altérer sa signification première, à savoir celle d'un espace hostile et nuisible.

Le mode de vie de la rue

Dans notre étude, nous ne pouvons pas nous limiter à définir les enfants et jeunes de la rue en fonction de l'espace qu'ils se sont appropriés pour vivre. Plusieurs de ces enfants alternent entre différents espaces de vie et ne dorment pas toujours dans la rue. Pour cette raison, nous préciserons souvent qu'ils ont adopté le mode de vie de la rue, c'est-à-dire un mode de vie qui signifie fréquenter non seulement la rue, mais aussi le foyer familial, les institutions d'assistance, les maisons de redressement et d'autres espaces de vie comme les hôtels ou les maisons d'amis. Le point d'ancrage reste néanmoins la rue et, pour plusieurs d'entre eux, le quartier au sein duquel est inséré leur groupe d'appartenance. Aussi, lorsque les enfants et les jeunes précisent que cela fait tant ou tant d'années qu'ils vivent dans la rue, ils se réfèrent en réalité au temps qu'ils vivent en dehors de leur foyer familial et non pas à celui où ils vivent à proprement parler dans la rue. Cela ne veut pas dire pour autant que ces enfants cessent par moments d'être des enfants de la rue. Cela veut dire, comme nous le verrons, que vivre dans la rue implique de créer plus ou moins des routines autour d'autres espaces qui viennent compléter les dynamiques de la rue.

Problématique et questions principales de la recherche

Intégration « parallèle »

Il ne s'agit pas dans le cadre de cette thèse d'appréhender l'intégration sociale comme une finalité de la prise en charge et un processus qui mène les individus situés « en marge » de la société à se « réhabiliter » et à se « réadapter ». Notre étude ne porte pas sur l'intégration normative, sur l'insertion d'un groupe d'individus au sein de logiques sociales dominantes et par le biais de pratiques approuvées socialement. Au contraire, elle s'intéresse à un type d'intégration « parallèle » qui est celui dont disposent les populations dites « marginales » et/ou « exclues », qui rejettent les voies d'intégration « formelles » ou ne peuvent s'y adapter. Il est alors question de saisir la manière dont les enfants/jeunes de la rue adhèrent à des valeurs et sont régis par des normes non reconnues par la société, afin de démontrer comment ils parviennent non seulement à se créer une identité positive, mais aussi à neutraliser – aussi paradoxal que cela puisse paraître – les rapports de pouvoir et les logiques de mise à l'écart dont ils sont généralement victimes. Ainsi, tout en défendant l'idée que les enfants/jeunes se créent une place dans la société à travers une intégration « parallèle », nous nous interrogerons sur le concept de marginalité qui tend à retirer aux individus en situation de grande précarité leur qualité d'acteurs sociaux. Nous démontrerons comment, alors même que les jeunes sont exclus des dynamiques sociales globales, ils ne le sont pas pour autant de celles plus locales, à savoir celles qui prennent place dans leur groupe de référence et au sein d'un quartier en particulier.

L'angle de la recherche étant donc l'intégration des enfants et des jeunes au sein de logiques sociales informelles, nous porterons tout particulièrement notre attention sur les dynamiques de ceux qui sont intégrés dans un groupe – et non pas de ceux qui vivent seuls dans la rue –, ainsi que des groupes qui sont globalement parvenus à s'insérer de manière positive dans les dynamiques de la rue. En d'autres termes, nous ne nous focaliserons pas sur les groupes fortement « désocialisés » dans le sens où une partie importante de leurs membres subissent de manière passive leur situation et ne tentent pas d'agir sur elle pour la rendre moins négative, mais sur ceux qui interagissent avec leur milieu afin d'améliorer leurs conditions de vie. L'analyse de ces modes informels de socialisation nous permettra de voir ce que ce type d'intégration peut signifier sur le long terme. Dans ce sens, nous ne raisonnerons pas en termes de handicaps, comme le font généralement les théoriciens de

l'exclusion, mais analyserons au contraire le capital social et les ressources dont disposent les enfants et les jeunes pour faire face à leur environnement.

Survie

Affirmer la possibilité d'une intégration « autre » et se refuser à analyser la problématique posée par les populations dites « exclues » ou « marginales » en restant dans les sentiers battus, implique de revenir sur un concept qui est systématiquement employé lorsque l'on se réfère à ces populations : celui de survie. Nous montrerons tout au long de cette étude, comment les enfants et jeunes de la rue ne vivent pas constamment sous la pression de la survie, mais parviennent à mettre en place certaines routines élaborées à partir du développement de réseaux de relations et de l'usage qu'ils font de l'espace. Ces routines leur offrent une certaine stabilité, tant sur le plan économique que social.

L'importance accordée à l'étude de l'espace

Nous avons accordé dans cette thèse une place centrale à l'étude de l'espace et ce, pour différentes raisons. Premièrement, il n'existe à notre connaissance aucune étude portant sur les enfants et jeunes de la rue en contexte mexicain qui fasse de l'espace une problématique centrale. Par ailleurs, la thématique de l'espace est souvent absente ou peu abordée dans les études sur les enfants/jeunes de la rue en Amérique latine. Or, dans d'autres aires géographiques, cette question fait de plus en plus l'objet de réflexions de la part de chercheurs qui s'intéressent aux populations urbaines itinérantes en général, ou aux jeunes de la rue en particulier (Morelle, 2004 ; Zeneidi-Henry, 2002 ; Wako, 2003 ; Parazelli 2002, 2000 ; Rouay-Lambert, 2001 ; Laberge et Roy, 2001 ; Roulleau-Berger, 1997 ; etc.). Il nous a donc paru important d'attacher de l'intérêt aux dynamiques spatiales des enfants/jeunes en nous centrant sur le rapport qu'ils entretiennent avec les espaces qu'ils s'approprient et qu'ils pratiquent au quotidien.

Deuxièmement, d'après Lucchini (1996) qui a mené une étude comparative entre trois villes latino-américaines – Rio de Janeiro, Montevideo et Mexico –, Mexico est la seule ville où les enfants de la rue ne partagent pas les espaces publics avec d'autres usagers. Cette monopolisation de l'espace représente, selon l'auteur, une particularité mexicaine face à d'autres grandes villes latino-américaines où les enfants n'ont pas un usage exclusif de l'espace. Par ailleurs, dans des contextes autres que l'Amérique latine, divers auteurs font également état de l'impossibilité pour ces enfants de s'approprier un espace de façon

durable, étant donné les répressions policières dont ils sont fréquemment victimes. C'est le cas par exemple des enfants de la rue en Chine (Stöcklin, 2000) ou au Cameroun (Morelle, 2005). Il nous semble dès lors intéressant de considérer la possibilité de s'approprier des espaces ou non comme une variable qui expliquerait, en partie, certaines différences entre les dynamiques sociales des enfants et jeunes de la rue de Mexico, et de ceux issus d'autres aires géographiques.

Enfin, l'espace, son appropriation et son exploitation quotidienne par les groupes de jeunes de la rue, jouent un rôle clé dans l'insertion des jeunes au sein des dynamiques de la rue et du quartier. Il nous est donc impossible de parler de formes informelles d'intégration sociale, sans les inscrire dans l'étude de l'espace.

Présentation du plan de l'étude

La première partie de cette thèse, intitulée *Une étude d'ethnologie urbaine dans les « marges »*, propose de mettre en place le cadre de la recherche en décrivant d'une part, l'enquête de terrain et les outils d'investigation (chapitre I), et d'autre part, les sujets qui font l'objet de l'étude et le contexte général dans lequel ils s'inscrivent (chapitres II et III). Le premier chapitre porte donc sur la collecte des données. Il nous a semblé important de consacrer un chapitre entier aux conditions dans lesquelles elle s'est déroulée et ce, pour une raison majeure : étant donné que toute recherche ethnologique repose sur un travail de terrain conséquent auprès des populations étudiées, il est intéressant, voire nécessaire, que ce travail fasse automatiquement l'objet d'un rapport détaillé. En effet, les données de terrain et la manière dont elles ont été recueillies sont à l'origine des réflexions et des raisonnements menés tout au long de cette thèse ; elles constituent un apport substantiel pour la recherche et ne doivent donc pas être traitées comme secondaires. Par ailleurs, l'enquête ethnologique étant « affaire de méthode de travail individuelle », mais aussi d'« empathie inter-personnelle et de chance » (Izard, 1991 : 472), elle est intimement liée au chercheur et à ses interactions avec ses interlocuteurs, et constitue par conséquent un événement « quasi expérimental » (Althabe, 1990). Pour cette raison, il est important d'en faire part dans les études et de rompre avec l'« ignorance méthodologique » qui consiste à sous-estimer ou à ne pas prendre en compte les expériences personnelles du chercheur avec son terrain d'étude (Frégné, 2004). Or, si les ouvrages et les articles abondent quant aux questions soulevées par l'enquête de terrain en ethnologie (Leservoisière, 2005 ; Céfaï, 2003 ; Obadia, 2003 ; Ghasarian, 2002 ; Copans, 1998 ; Laplantine, 1996 ; Althabe, 1990 ;

entre autres), nous pouvons encore constater le peu de chercheurs qui reconstituent de manière minutieuse leur expérience de terrain. Le deuxième chapitre tentera de dégager les caractéristiques globales de l'échantillon étudié et de le placer dans son contexte macro- et microsocial. Nous y verrons également comment la rue représente un espace néfaste pour les enfants et jeunes de la rue qui font l'objet de notre étude. Nous chercherons ensuite, au cours du troisième chapitre, à analyser les représentations sociales en vigueur sur notre population étudiée, ainsi que les modèles d'intervention des institutions caritatives qui cherchent à lui venir en aide.

Après avoir présenté le contexte dans lequel s'inscrit cette recherche et avoir fait une description de l'espace de la rue, on se proposera, dans la deuxième partie intitulée *Agir sur le contexte de la rue*, d'analyser les moyens dont les jeunes disposent pour agir sur leur milieu. Ainsi, nous étudierons dans un premier temps (chapitre IV), les stratégies de réponse qu'ils développent dans une situation de vulnérabilité et face à l'adversité, puis nous verrons, dans un deuxième temps (chapitre V), comment la constitution de groupes et l'exploitation de l'espace à leur avantage représentent deux principaux modes d'adaptation au contexte de la rue. Pour ce faire, nous délimiterons le cadre conceptuel dans lequel s'inscrit cette étude à travers la définition de différents concepts comme acteurs sociaux, stratégies et compétences, dans l'objectif de démontrer que les jeunes ne sont pas seulement des sujets qui subissent leur environnement, mais aussi des acteurs qui ont une capacité d'action et qu'ils peuvent, dès lors, interagir avec leur milieu et parvenir à créer un équilibre entre ses aspects négatifs et positifs. Cette capacité d'action est notamment celle qui renforce les jeunes dans leur décision de rester dans la rue et dans leur refus de s'intégrer dans les institutions caritatives.

Ainsi, la dernière partie intitulée *La marge comme moteur d'intégration « parallèle »*, consistera justement à voir comment, à partir du moment où ils sont des acteurs sociaux mais aussi se constituent en groupes et s'approprient des espaces urbains, parviennent-ils à développer des réseaux de relations plutôt stables aussi bien avec leurs pairs qu'avec des personnes du quartier (chapitre VI) et ainsi, à s'intégrer de manière positive aux dynamiques de la rue (chapitre VII). Dans un premier temps, nous procéderons donc à une description des réseaux de sociabilité que les groupes d'enfants et de jeunes de la rue mettent en place au sein des quartiers où ils sont implantés. Il s'agira non seulement d'étudier la nature de ces relations, mais aussi de démontrer comment les enfants/jeunes ne se trouvent pas dans une situation d'isolement social. Dans un deuxième temps, et après

avoir vu comment la rue représente une référence tantôt positive, tantôt négative, nous nous intéresserons aux jeunes qui ont établi une relation principalement positive avec cet espace afin de voir de quelle manière ils parviennent à s'intégrer au niveau micro (le quartier) et macro (la ville). Enfin, nous analyserons comment cette intégration « parallèle » offre aux enfants/jeunes la possibilité de se créer une place dans la société à travers l'adoption du mode de vie de la rue à long terme et l'adhésion à des dynamiques socio-économiques informelles dites « marginales ».

**PREMIERE PARTIE : UNE ETUDE
D'ETHNOLOGIE URBAINE DANS LES
« MARGES »**

CHAPITRE 1 : METHODE DE TERRAIN

La méthode qui a été adoptée au cours de la recherche est expliquée dans le présent chapitre. Les deux premières parties décrivent la technique du recueil de données et les outils utilisés pour l'analyse. L'originalité de notre méthode se traduit globalement par la pluridisciplinarité et la complémentarité des outils adoptés. Le choix de ces outils contribue à renforcer la validité des résultats de la recherche. Nous y abordons les fonctions scientifiques de chaque outil en distinguant les méthodes utilisées couramment en ethnologie et/ou en sociologie des outils utilisés moins fréquemment dans ces disciplines mais exploités dans d'autres, principalement en géographie. Il nous semble important de décrire précisément les circonstances dans lesquelles s'est déroulée la recherche ainsi que les méthodes qui ont été employées, afin de ne pas ignorer tout le travail ethnographique qui est à la base de l'analyse des dynamiques internes des groupes des jeunes de la rue. Selon Ghasarian (2002 : 9), « il est virtuellement impossible pour le chercheur de montrer de façon adéquate aux lecteurs des ethnographies pourquoi ce qu'il rapporte doit être accepté au-delà de l'affirmation : "c'est comme ça parce que j'y étais" », d'où l'importance d'analyser les méthodes que nous avons employées au cours du travail de terrain ainsi que l'information qu'elles nous ont permis de recueillir, pour en informer le lecteur et lui faire connaître au mieux les outils et le contexte de la recherche. Enfin, selon ce même auteur, l'expérience ethnographique passant « malheureusement » trop souvent sous silence (2002 :11), il nous paraît indispensable de faire part de celle-ci ainsi que des difficultés auxquelles nous avons été confrontés sur le terrain.

Dans la troisième partie, il est donc question d'apporter des éléments de réflexion aux problèmes de la pratique ethnologique en terrain « miné »². Il ne s'agit pas ici de reconstituer « gratuitement » le récit de mon arrivée sur le terrain, mais d'analyser le rapport du chercheur à son objet d'étude. Comme l'indique Lepoutre :

« S'il n'est plus besoin aujourd'hui de souligner la nécessité et les vertus de la méthode dite participante [...], en revanche il semble qu'il reste beaucoup à dire sur les relations très spécifiques qui s'instaurent entre le chercheur et les personnes qui font l'objet de sa recherche [...]. Ces relations sont évidemment, et pour qui en fait la plus mince expérience, fondées sur bien autre chose que la simple nécessité de transmission des informations ethnographiques » (Lepoutre, 1997 : 10).

1 OUTILS CLASSIQUES D'INVESTIGATION

Nous entendons par « outils classiques d'investigation » les méthodes de recherche qui sont couramment exploitées en anthropologie et en sociologie. Nous exposerons, dans un premier temps, deux méthodes qualitatives – l'observation de terrain et l'entretien –, qui ont permis aussi bien de réunir de l'information sur les dynamiques des groupes, que sur les parcours individuels de chaque enfant/jeune de la rue, puis, dans un deuxième temps, un outil quantitatif – le questionnaire –, qui a été exploité dans l'objectif de regrouper le plus de détails possible sur différents sujets touchant principalement à des aspects de la vie quotidienne dans la rue.

1.1 Observation

J'ai réalisé des observations de terrain d'octobre 2003 à janvier 2005. J'avais déjà acquis une certaine expérience avec mon terrain antérieur, puisque ma maîtrise portait sur les enfants et jeunes de la rue séropositifs³, et j'ai donc décidé de le diviser en deux étapes distinctes : une première, en m'intégrant comme éducatrice bénévole au sein de deux institutions d'assistance implantées à différents endroits de la ville afin d'atteindre un plus

² Ce terme fait référence au titre du numéro janvier-mars 2001 de la revue *Ethnologie française*, « Terrains minés en Ethnologie », où les auteurs contribuent à une réflexion sur les « enjeux scientifiques, sociaux et éthiques du métier d'ethnologue » (Albera, p. 5) en faisant part de leur expérience sur des terrains dits « périlleux », ou auprès de populations difficilement accessibles comme celles des jeunes de banlieues (Lepoutre, p. 89-101), des Tsiganes (Bordigoni, p. 117-126) ou des femmes incarcérées (Cunha, p. 81-87).

³ R. Pérez López, *Mexico : enfants de la rue et SIDA*, mémoire de maîtrise d'ethnologie, Lille, Université des Sciences et Technologies de Lille, 2001, 107 p.

grand nombre de zones et une population diversifiée, et une seconde, en réalisant des sorties dans la rue sans le statut formel d'éducatrice. Je savais que si le rôle d'éducatrice me faciliterait l'approche des jeunes dans leur contexte même de vie, il allait limiter ma recherche sur plusieurs points. D'abord, ce rôle allait me contraindre à adopter un certain comportement et discours en accord avec les valeurs et objectifs de l'institution. Ensuite, il allait avoir des implications directes sur ma relation avec les jeunes.

Nous pouvons donc identifier deux phases principales dans mon travail de terrain :

- Du 20 octobre 2003 au 26 mai 2004 : Début de l'observation de terrain. Travail comme éducatrice de rue dans les institutions *Renacimiento* et *Pro Niños de la Calle*.
- Du 1^{er} juin 2004 au 31 janvier 2005 : Travail de manière indépendante. Fin de l'observation de terrain.

Pendant la première phase d'observation, j'ai donc travaillé comme éducatrice bénévole au sein de deux institutions d'assistance privée (I.A.P)⁴. Je me suis intégrée en premier dans l'institution *Renacimiento*. Étant donné qu'elle ne disposait d'aucune équipe d'éducateurs de rue, j'ai décidé d'en créer une avec deux anciens jeunes de la rue et une assistante de recherche⁵. Le travail que nous devions effectuer pour l'institution coïncidait avec les objectifs de la recherche. Aussi, nous avons décidé de scinder l'équipe en deux afin de réaliser un premier repérage des lieux et d'identifier les endroits où se situaient des groupes de jeunes. Nous avons repéré huit zones⁶ et avons porté notre attention sur sept d'entre elles, la huitième ne correspondant pas aux objectifs de l'institution⁷. Après avoir effectué un diagnostic de chacune d'elles (nombre de jeunes, sexe, âge et activités réalisées), nous sommes entrés en contact avec les jeunes à travers une brève présentation de *Renacimiento* et une proposition pour jouer et/ou nous accompagner à l'institution. Pendant trois mois, nous avons travaillé quotidiennement dans les zones et j'ai pris des notes des observations réalisées aussi bien dans la rue qu'à l'intérieur de l'institution.

⁴ Institutions d'assistance consacrées à des activités à but non lucratif, régies par des lois étatiques (*Ley de Instituciones de Asistencia Privada para el Distrito Federal*) et soumises au contrôle de la *Junta de Asistencia Privada*.

⁵ Irène Pochetti, étudiante à l'Université de Bergamo, Italie, et stagiaire du CEMCA de novembre 2003 à mars 2004.

⁶ Buenavista, Guerrero, Indios Verdes, La Raza, Niños Héroes, Reforma, Soledad et Zarco.

⁷ Aucun mineur ne vivait dans le groupe de Reforma.

À la fin de ce travail, j'ai commencé à collaborer avec *Pro Niños de la Calle*. Contrairement à *Renacimiento*, cette institution possédait une équipe permanente d'éducateurs de rue. Mon emploi du temps était donc prédéfini et j'avais peu d'influence sur les décisions de l'équipe. Le matin, nous allions chercher les enfants avec qui nous avions travaillé antérieurement pour les amener à l'institution et l'après-midi, nous sortions par groupes de deux ou trois afin de jouer avec ceux qui ne désiraient pas encore s'y rendre. Ainsi, pendant trois mois et demi, j'ai travaillé avec l'équipe dans douze zones différentes⁸.

Pendant la deuxième phase de terrain, j'ai préféré m'intéresser exclusivement à deux groupes de jeunes afin de réaliser des observations plus approfondies⁹ : celui de Santa Anita, que je connaissais de nom, et celui de Niños Héroes, avec lequel j'avais déjà travaillé pendant la première phase de la recherche. Alors que dans les phases précédentes j'occupais un rôle prédéfini, dans cette dernière étape j'ai dû en improviser un. Je me suis alors introduite dans le groupe de Santa Anita en me présentant comme une « étudiante en vacances » et en gagnant leur confiance à travers le récit de mes expériences passées dans d'autres groupes. Pour justifier ma présence qui allait devenir régulière, j'ai proposé aux jeunes de leur amener chaque jour une activité différente.

Les premiers jours nous avons élaboré des travaux manuels, mais rapidement je me suis rendu compte que ce type d'approche comportait deux inconvénients majeurs : premièrement, cela cassait le rythme de leurs activités quotidiennes et deuxièmement, après l'activité, ma présence ne se justifiait plus et ils attendaient que je parte. Par conséquent, il m'était pratiquement impossible d'observer leurs routines. C'est ainsi qu'un jour je suis arrivée sans avoir d'activité à leur proposer. Je leur ai expliqué que je n'avais plus les moyens d'acheter du matériel¹⁰ et c'est ainsi qu'ils m'ont accepté progressivement dans leur groupe sans avoir à leur donner quelque chose en échange.

En ce qui concerne le groupe de Niños Héroes, lorsque j'y suis retournée, les jeunes me reconnaissaient comme une éducatrice de l'institution *Renacimiento*. Dès le départ, j'ai été la cible de nombreuses questions concernant ma nouvelle identité : pourquoi je ne

⁸ Cf. Aeropuerto, Bondojito, Cuauhtemoc, Galerías, Mariano Escobedo, Pino Suárez, Plaza del Estudiante, Plaza Talavera, Portales, Salto del Agua, Tacuba et Tacubaya.

⁹ J'ai toutefois rencontré d'autres groupes à qui j'ai appliqué des questionnaires.

¹⁰ Je réalisais avec eux des activités qui exigeaient un minimum de matériel : peinture, papier, plastiques, cartons, perles en plastique, cuir, etc.

travaillais plus dans cette institution, ce que j’attendais d’eux, et si j’étais encore éducatrice ou pas. Cette réaction était similaire à celle des interlocuteurs de Whyte (2002 [1943]), lorsque ce dernier a affronté son terrain sans son ami Doc : « Quand j’ai commencé à traîner seul à Cornerville, j’ai compris qu’il fallait que je trouve quelque chose pour expliquer qui j’étais et ce que je faisais. Tant que j’étais avec Doc [...], personne ne me demandait des comptes. Quand j’allais dans d’autres groupes [...] sans lui, il était évident qu’ils s’interrogeaient sur moi » (p. 330). C’est ce qui s’est passé dans mon cas : lorsque je venais dans le groupe avec le statut d’éducatrice, ma présence se justifiait pleinement par ce rôle ; en revanche, lorsque je suis arrivée sans ce rôle, ma présence perdait toute justification. Il a donc fallu que je leur fournisse un argument valable et que j’adopte un nouveau statut. J’ai alors expliqué, tant bien que mal, qu’en réalité j’étais étudiante – et non éducatrice – et que je ne travaillais plus dans l’institution parce que mon contrat de bénévole avait pris fin. Et, enfin, que je devais faire un travail pour mon école sur les enfants de la rue et que je m’intéressais particulièrement à leur groupe.

Au début, ils me percevaient toujours comme une éducatrice ; puis, avec le temps, ils ont commencé à modifier leur regard à mon égard. Je m’en suis aperçue lorsqu’une fille du groupe m’a demandé si je pouvais lui prêter de l’argent pour aller s’acheter de la nourriture. À aucun moment auparavant un jeune ne m’avait sollicité pour ce motif, ce qui s’explique par le fait que les institutions interdisent formellement à leurs travailleurs de donner de l’argent aux enfants. Ces derniers le savent et c’est très rare qu’ils s’exposent à un refus. Après cet incident, où je me suis quand même abstenue de lui donner de l’argent, j’ai remarqué que les jeunes me sollicitaient fréquemment pour des petits services : leur offrir de vieux vêtements personnels, leur acheter de la nourriture, remettre un message à un ami, me confier des objets personnels, les accompagner à une institution ou chez le médecin, etc. Leur relation avec moi, sur ce point, était similaire à celle qu’ils entretenaient avec les autres membres du groupe, où ceux qui ont plus d’argent achètent de la nourriture pour tous et où les jeunes qui n’en gagnent pas assez, en réclament à ceux qui en gagnent un peu plus. Me trouvant inévitablement dans une position privilégiée, j’ai été de plus en plus sollicitée, et même si je me suis rarement pliée à leurs demandes d’ordre matériel, j’ai rarement refusé un service.

Avec le temps, les questions qu’ils se posaient à mon propos ont complètement disparu et lorsqu’une personne externe au groupe demandait à un jeune qui j’étais, il répondait simplement « *une amie* » (*una amiga*), ou encore « *elle traîne avec nous* » (*se queda con*

nosotros), « elle est là, c'est tout » (*aquí está, nada más*). Finalement, comme l'affirme Whyte (2002 [1943]), pour que le chercheur soit admis dans le groupe étudié, l'explication qu'il peut fournir sur les raisons de sa présence n'ont pas autant d'importance que les relations qu'il est capable de créer avec le groupe : « Je compris que mon acceptation dans le quartier dépendait bien plus des relations personnelles que je pouvais nouer que d'une quelconque explication de mes objectifs » (p. 330). Cependant mon immersion totale au sein des bandes de jeunes a été un leurre dans la mesure où je ne pouvais pas devenir un membre à part entière du groupe que j'étudiais : contrairement à Whyte qui vivait dans le quartier qui faisait l'objet de sa recherche et qui a réussi à être perçu comme un habitant de Cornerville, pour ma part, à aucun moment je n'ai adopté la rue comme lieu de vie. Néanmoins, si mon immersion n'a pas été totale au sein des groupes étudiés, elle l'a été dans les quartiers populaires en tant qu'habitante et voisine. En effet, pendant trois ans, j'ai vécu successivement dans une *vecindad*¹¹ située près de l'aéroport, à l'est de la ville, et dans un immeuble du centre historique, au milieu de rues envahies de commerçants ambulants. Le fait de résider dans ces quartiers m'a permis d'interagir avec les différentes populations qui y habitent et de mieux saisir les dynamiques qui s'y jouent. C'est notamment de ce type de quartiers que sont issus les enfants et jeunes de la rue dont il est question dans le présent travail.

On distingue habituellement quatre types de rôles possibles pour les chercheurs qui enquêtent sur le terrain (Junker, 1960)¹² : le pur participant (*complete participant*), le participant-comme-observateur (*participant-as-observer*), l'observateur-comme-participant (*observer-as-participant*) et le pur observateur (*complete observer*). Le degré d'assimilation du chercheur au groupe varie selon le type de participation dans lequel il se trouve. Dans le premier cas, le chercheur est un membre à part entière du groupe qu'il étudie : le degré d'assimilation est beaucoup plus élevé que dans les autres types de participation. Aussi, nous pouvons dire que la méthodologie que j'ai employée n'a pas été strictement de type participatif : les activités réalisées *avec* les jeunes (jeux, discussions, accompagnement) n'étaient pas des activités réalisées *par* eux (mendicité, inhalation de solvants, vente d'objets divers).

¹¹ Ancienne maison convertie en immeuble avec cour intérieure (*patio*), dont les chambres ont été transformées en habitations logeant plusieurs familles. Il s'agit notamment des logements décrits par Lewis (1963 [1961]) dans son autobiographie d'une famille mexicaine.

¹² Cité dans R. Gold, « Jeux de rôles sur le terrain : observation et participation dans l'enquête sociologique », in D. Céfai (dir.), *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2003, p. 341.

Tout au long du travail de terrain, j'ai été confrontée à plusieurs situations d'approche. D'abord, j'ai pu observer les groupes accompagnée d'autres éducateurs, avec toute la « rigidité » que le respect de mon statut d'éducatrice impliquait ; ensuite, comme éducatrice mais sans être accompagnée, c'est-à-dire avec plus de liberté d'action et de flexibilité dans le discours ; seule, enfin, avec par conséquent une marge totale d'action et d'autonomie. De même, ma participation a pris plusieurs formes. Comme éducatrice, d'abord, avec ce que l'adoption de ce rôle impliquait – connaissance de l'institution et propagation de ces valeurs aux jeunes, respect d'un certain langage, etc. ; comme « amie », ensuite, avec tout ce que je devais faire pour conserver ce statut, – jouer, les conseiller, etc. Nous reviendrons, dans la troisième partie de ce chapitre, sur les implications que ces diverses participations et ces différents rôles à tenir ont pour la recherche.

Quant au choix et à la délimitation du terrain, je n'ai pas cherché à constituer un échantillon représentatif de la catégorie d'enfants et jeunes de la rue, mais plutôt à identifier les particularités de chacun des groupes pour parvenir à réaliser des rapprochements et à opérer des distinctions entre eux. Avant d'entamer ma deuxième étape de recherche, j'ai choisi les zones de Niños Héroes et de Santa Anita, non pas en fonction de critères de pertinence théorique, laquelle selon Arborio et Fournier (1999) ne saurait par ailleurs être garantie *a priori*, mais en fonction de certaines caractéristiques du terrain, de son accessibilité ou encore des liens déjà établis dans celui-ci. Précisons toutefois que je n'ai volontairement pas pris en compte les groupes fortement « désocialisés », en situation de grande déchéance ou à caractère trop violent.

En ce qui concerne la zone de Santa Anita, comme je n'y avais jamais été pendant la première étape de terrain, les jeunes ne me connaissaient pas en tant qu'éducatrice, ce qui m'a semblé particulièrement intéressant dès le départ, étant donné que la majorité des membres des autres groupes m'assimilaient à une institution caritative en particulier. J'ai ainsi pu accéder à ce groupe dans des conditions de recherche un peu différentes. Quant aux jeunes du groupe de Niños Héroes, j'avais auparavant établi une bonne relation avec eux¹³ et j'en ai profité pour entreprendre des observations plus approfondies, d'autant que

¹³ Pendant la première phase de terrain, à travers mes activités avec eux comme éducatrice dans leur cadre même de vie, mais aussi au cours d'un camp organisé à la mer par *Renacimiento* où la majorité de ce groupe était présente (décembre 2003). Ce camp a été très intéressant du point de vue de la recherche étant donné que les jeunes n'avaient pas accès à la drogue. J'ai donc pu avoir là des conversations et des échanges qui auraient été impossibles dans leur espace de vie.

les dernières avaient été effectuées dix mois auparavant. Ceci m'a notamment permis d'observer l'évolution du groupe.

J'ai fait de l'observation directe dans vingt-quatre zones et, plus minutieusement, dans deux d'entre elles, où j'ai pris des notes de terrain détaillées. Lors de ma première visite, j'indiquais sur un tableau le nom de la zone (en fonction d'un métro proche, d'une rue, d'une avenue ou d'une place), la date et la description du lieu. Après avoir travaillé quelques fois dans le groupe, je précisais dans le même tableau le nombre d'individus estimés en fonction du sexe et d'une échelle d'âge approximative. Enfin, à chaque sortie, j'y insérais la date et l'heure d'arrivée dans la zone, puis les observations réalisées.

Tableau 1. Description des zones observées

Zone	Date de la première visite	Nombre d'individus	H ♂	F ♀	Âges [...-...]	Description du lieu
------	----------------------------	--------------------	--------	--------	-------------------	---------------------

Les zones qui ont été observées trois fois ou moins (douze au total) ne nous permettent certainement pas d'analyser des structures de groupe ou des logiques organisationnelles précises. Cependant, elles aident à se faire une idée des formes sous lesquelles les groupes existent, à identifier les différents lieux qu'ils s'approprient et les activités qu'ils développent, ainsi qu'à avoir un bref aperçu des rapports qu'ils entretiennent entre eux et avec leur milieu.

J'ai également réalisé des observations à l'intérieur des deux institutions, d'une part auprès des jeunes qui y étaient présents de manière plus ou moins régulière et, d'autre part, auprès du personnel et des éducateurs, dont je faisais partie, et j'ai pu étudier les interactions entre ces deux groupes.

1.2 Entretiens : récits de vie

Dix-neuf entretiens semi-directifs ont été réalisés sous forme de récits de vie auprès de jeunes vivant en institution et de jeunes vivant dans la rue. Ces récits de vie n'ont pas eu pour objectif de traiter de la « totalité » de l'histoire des sujets comme a pu le faire par exemple Lewis (1963 [1961]) avec ses multiples entretiens à plusieurs membres d'une famille mexicaine. Sa méthode, qui résultait plus de l'autobiographie peu orientée que du récit de vie guidé par les intérêts et attentes du chercheur, n'est pas souvent adoptée au cours des recherches : elle implique un très long travail avec une seule personne. Les récits

de vie ne sont que très rarement perçus sous leur forme « maximaliste » ou « complète », mais plutôt comme une narration qui permet de toucher à certains aspects (déterminés par le chercheur ou sélectionnés par le narrateur) de la vie sociale d'un individu. C'est dans ce sens que j'ai conçu les entretiens : comme un moyen de réunir des informations sur le processus de socialisation des jeunes de la rue permettant d'identifier leurs pratiques sur une longue durée et de saisir leurs représentations en rapport à différents thèmes d'étude – la famille, la rue, les institutions, etc.

J'ai distingué deux attitudes différentes au moment de les solliciter en vue de la réalisation d'un entretien : ceux qui réagissaient positivement, qui démontraient une certaine curiosité envers les questions que j'allais leur poser et qui m'ont tout de suite donné leur accord, et ceux qui résistaient, qui me répondaient directement par la négative ou qui cherchaient à négocier l'entretien. Les premiers étaient généralement des jeunes vivant en institution, tandis que les seconds vivaient dans la rue au moment de la recherche. Comme je l'explique dans la troisième partie de ce chapitre, dans le contexte de rue, les jeunes cherchent souvent à tirer profit d'une situation imprévue. Aussi, dans certaines situations, j'ai accepté de les interviewer en échange d'une petite rémunération¹⁴. Je tiens à préciser que cette relation monétarisée n'a eu lieu que dans un nombre restreint d'entretiens. Je me suis refusée, le reste du temps, à entrer dans ce type de rapport avec eux. Je n'ai toutefois pas perçu de différence significative entre l'attitude des jeunes interviewés et leur manière de répondre aux questions moyennant rétribution, et celle des jeunes qui ont participé à l'entretien de manière désintéressée, ou du moins sans contrepartie pécuniaire.

Pendant les entretiens, les adolescents de seize ans ou moins ressentaient des difficultés pour réaliser une rétrospective de leur vie. Pour cette raison, j'ai modifié dans certains cas l'aspect linéaire de l'entretien et je leur ai posé des questions plus ciblées. De même, ils éprouvaient plus de facilité à narrer des événements proches dans le temps, à relater des aventures vécues, des péripéties de la bande ou des incidents liés à leur groupe, que des épisodes éloignés de leur vie, dont principalement ceux qui touchaient à leur famille et à leurs débuts dans la rue. Aussi, j'ai recentré l'entretien sur leurs expériences présentes et j'ai cherché à ce qu'ils approfondissent leur récit dans ce sens. À l'inverse, ceux de dix-sept ans et plus portaient facilement un regard rétrospectif sur leur vie et je n'avais pas

¹⁴ 30 pesos, soit environ 2,30 €. 1€ ± 13 pesos. Taux de change d'avril 2006.

besoin de les relancer aussi souvent que les plus jeunes. Toutefois, je devais beaucoup plus souvent les recadrer : l'entretien leur servait en quelque sorte de thérapie et ils se fixaient sur les événements douloureux et traumatisants de leur parcours. Dans les deux cas, les récits étaient riches en détails. Les jeunes ne se limitaient pas aux faits, mais fournissaient une multitude de précisions à leur narration.

La consigne initiale était la même dans tous les entretiens : « *J'aimerais que tu me parles de toi, de ta vie avec ta famille et de ta vie dans la rue* ». Cependant, pour les sujets qui ne parvenaient pas à entamer un récit automatiquement (principalement les moins de dix-sept ans), je reformulais ou précisais la consigne : « *Raconte-moi un peu d'où vient ta famille, quels étaient tes rapports avec elle* », ou « *Si je me souviens bien tu viens de l'État de Veracruz, tu habitais avec ta famille là-bas ?* », ou encore « *J'aimerais savoir comment tu vivais avec ta famille, tu avais des frères et sœurs ?* ». La grille d'entretien se voulait chronologique par rapport aux histoires de vie des jeunes. Cependant, les moins de dix-sept ans ont rarement fait le récit d'une série diachronique d'épisodes de vie et ont préféré raconter des faits juxtaposés, sans chercher à établir de continuité ou de logique linéaire entre les événements. Pour cette raison, certains entretiens ne sont pas organisés comme des récits de vie.

Cette grille se décompose en huit grands thèmes : la famille, la rue, le groupe, les personnes externes au groupe, l'espace, les activités réalisées, les institutions d'assistance et l'avenir. Le premier axe, qui a pour objectif de réunir des informations générales quant à l'origine de l'enfant/jeune, s'intéresse à différents aspects du cadre familial dans lequel celui-ci était inséré avant son arrivée dans la rue, soit principalement la relation qu'il entretenait avec les différents membres de sa famille et sa perception vis-à-vis de ces derniers. Le deuxième axe examine le rapport de l'enfant/jeune avec la rue, et tout particulièrement ses premières prises de contact avec cet espace et avec d'autres enfants qui vont le conduire progressivement à s'insérer dans un groupe. Le troisième thème aborde les relations qu'il entretient avec les différents membres de son groupe et le statut qu'il occupe au sein de celui-ci, tandis que le quatrième s'intéresse plutôt à la nature des liens qu'il a tissés avec des personnes externes à sa bande : s'agit-il de relations d'amitié, de solidarité, ou utilitaires ? Le cinquième thème, axé sur l'espace, interroge pour sa part les formes d'appropriation et d'exploitation des lieux publics par les groupes de jeunes et le sixième, le type d'activités économiques développées et les stratégies mises en place pour s'adapter au contexte de la rue. Enfin, les deux derniers axes s'intéressent aux

interactions entre le jeune et les institutions d'assistance, puis à ses tentatives de sortie de la rue et finalement, à sa perception de l'avenir¹⁵.

En ce qui concerne le choix de l'échantillon d'étude, il a été constitué d'une part au hasard des rencontres en ce qui concerne les jeunes qui vivaient dans la rue, et d'autre part en les sélectionnant dans une liste réalisée lors de mon travail dans l'institution *Renacimiento*¹⁶. J'avais fait passer aux jeunes qui y vivaient, une feuille avec quelques questions simples – âge, temps vécu dans l'institution, temps vécu dans la rue, nombre d'institutions dans lesquelles ils ont vécu auparavant et État d'origine¹⁷ – afin de voir quel type de population se trouvait dans l'institution. J'ai constitué mon échantillon en cherchant à rendre compte du plus grand nombre de situations, en vue d'identifier une variable commune pouvant expliquer pourquoi ces jeunes, malgré des caractéristiques différentes, étaient finalement parvenus à s'intégrer dans une institution (cinq jeunes sur sept vivaient là depuis un temps supérieur ou égal à cinq ans). Quant aux jeunes vivant dans la rue, j'ai effectué des entretiens uniquement avec des membres des groupes de Santa Anita et de Niños Héros ; je n'ai pas pu négocier dans d'autres groupes la non-prise de drogue pendant l'entretien, or c'était une condition que j'exigeais. Tous les entretiens ont été réalisés dans différents espaces publics à la marge du groupe.

1.3 Questionnaires

Étant donné que je ne pouvais pas appliquer aisément la méthode de l'entretien et que je ne possédais des données sur certains groupes qu'à partir des observations réalisées, j'ai décidé d'élaborer un questionnaire qui regrouperait les thèmes abordés dans les entretiens et de l'appliquer dans plusieurs zones¹⁸. Si la grille d'entretien a pour objectif d'orienter la narration du sujet en lui concédant une certaine marge de liberté, le questionnaire limite son discours en privilégiant certaines catégories plutôt que d'autres ou en les imposant par les modalités de réponses « fermées ». Dans le cas qui nous concerne, j'ai privilégié les questions de « fait » (concernant les pratiques) sous forme de questions fermées et j'ai introduit quelques questions d'opinion, globalement sur des thèmes en rapport avec la famille, la rue et les institutions. Le questionnaire, relativement long, comportait quatre-vingt-quatorze questions et sous-questions organisées autour de neuf thèmes : 1. les

¹⁵ Pour accéder à une information plus précise à propos de la grille d'entretien, se référer aux annexes (1.2).

¹⁶ Cf. annexes (1.4).

¹⁷ Le Mexique est une République fédérale composée d'un district fédéral (la capitale) et de trente et un États.

¹⁸ Les questionnaires ont été ensuite exploités avec le logiciel de statistiques SPSS.

données socio-démographiques ; 2. la famille ; 3. l'arrivée dans la rue ; 4. la violence ; 5. les addictions ; 6. les ressources économiques ; 7. la sexualité ; 8. les relations avec l'entourage et 9. les institutions. Les objectifs de chaque thème consistaient notamment à :

(1) identifier l'âge du jeune, son sexe, son lieu de naissance et son niveau scolaire ;

(2) déterminer le type de famille dans laquelle il vivait avant de fuguer (nucléaire, monoparentale, reconstituée) ainsi que ses perceptions vis-à-vis de celle-ci. Entretient-il toujours des relations avec des membres de sa famille et, dans ce cas, selon quelle fréquence ? Cette question permet de savoir avec exactitude s'il s'agit d'un enfant *de* ou *dans* la rue ;

(3) discerner le début de sa vie dans la rue ainsi que les causes qui, selon lui, l'ont poussé à fuguer ;

(4) déterminer le degré de violence vécu et perçu dans le foyer familial et dans la rue ;

(5) voir si la consommation de drogue coïncide avec l'arrivée dans la rue, l'hypothèse étant que les jeunes commencent à consommer de la drogue lorsqu'ils sortent dans la rue et qu'il s'agit donc d'une dynamique de groupe et non pas d'une dépendance préalable qui aurait motivé la fugue. Identifier la fréquence de sa consommation pour voir de quelle manière la drogue peut orienter ou affecter sa relation avec les jeunes de son groupe ou avec des personnes externes à celui-ci ;

(6) identifier les ressources dont il dispose ainsi que son degré de dépendance vis-à-vis de la bande, l'hypothèse étant que plus le jeune réalise des activités diverses et variées, plus son autonomie est grande et plus facilement il s'intègre dans le contexte de la rue et développe une vision positive de celle-ci. Ici, deux questions principales sont associées à chaque fois à une ressource (travail, vol, mendicité, prostitution et vente de drogue) : d'une part, les revenus du jeune en fonction de ses heures de travail et d'autre part, les lieux qu'il fréquente pour développer l'activité. Ce dernier point permet notamment de déterminer le degré de mobilité du jeune dans la ville ou dans la zone ainsi que de voir si à chaque activité correspond un territoire en particulier, ou si le revenu varie en fonction du lieu ;

(7) reconnaître le rôle qu'ont joué des tierces personnes en cas de grossesse ou de maladie : s'est-il/elle débrouillé(e) seul(e) ou a-t-il/elle fait appel à des personnes, des membres de la famille ou des institutions pour lui venir en aide ?

(8) Identifier les relations que le jeune entretient avec son entourage – habitants du quartier, policiers, commerçants, institutions d'assistance, etc. S'agit-il de réseaux de relations personnels ou de groupe ?

(9) Déterminer les interactions (présentes et passées) du jeune avec les institutions et ses perceptions vis-à-vis de celles-ci.

Les questionnaires ont été soumis exclusivement à des jeunes qui vivaient dans la rue au moment de l'enquête (et non pas aux jeunes qui étaient en institution). Plusieurs m'ont demandé à quoi et à qui cela servait ; certains sont restés méfiants, mais très rares sont ceux qui ont refusé de répondre aux questions. La plus grande difficulté a cependant été d'exiger des jeunes d'arrêter de se droguer pendant le questionnaire et de parvenir à ce qu'ils se concentrent pendant environ une demi-heure (temps variable toutefois en fonction des capacités de chacun à saisir les questions et à y répondre). Dans certains cas, je n'ai pas pu conclure le questionnaire le jour même parce que le jeune commençait à s'impatienter et fournissait des réponses vagues, répondait « *je ne sais pas* » (*no sé*) ou « *qui sait...* » (*quien sabe...*) à chaque question posée, ou encore semblait inventer les réponses. Par ailleurs, il fallait être persistant auprès des interrogés et répéter ou relancer une question à plusieurs reprises pour obtenir des précisions de leur part. Ceci m'est souvent arrivé avec les questions « *Qu'est-ce qui te plaît de ton groupe ?* » (7.1.1) ou « *Qu'est-ce qui te plaît du quartier dans lequel tu vis ?* » (7.1.2). Ici, les jeunes avaient tendance à répondre simplement « *tout* » (*todo*). Ou encore, à la question « *Que penses-tu des institutions en général ?* » (7.5.5), ils répondaient « *ben rien* » (*pues nada*), « *elles sont cool* » (*están chidas*) ou « *elles sont nulles* » (*están chafas*). Bref, dans tous les cas, et particulièrement vers la fin des questionnaires, il fallait sans cesse insister auprès des jeunes pour qu'ils apportent des précisions à leurs réponses. Aussi, vu la taille des questionnaires et la lenteur avec laquelle la plupart des jeunes fournissaient des réponses, j'ai reçu l'aide d'une assistante de recherche assignée par le CEMCA, et j'ai sollicité plus tard les services d'un jeune éducateur, moyennant rétribution.

Nous avons donc fait passer des questionnaires auprès de cent jeunes dans neuf zones différentes. En estimant à cent trente-cinq le nombre de jeunes qui vivent dans ces zones, la proportion paraît significative (74%). Cependant, elle est loin d'être représentative de la population totale : selon le dernier recensement officiel réalisé par l'UNICEF (1996), 1850 mineurs vivaient dans la rue en 1996. Toutefois, dans la mesure où le faible nombre

d'individus interrogés exclut toute représentativité au sens statistique du terme, elle ne l'exclut pas dans un sens qualitatif :

« [La méthode de cas] est destinée à l'exposition d'une spécificité, posée comme explicative, dont la valeur de généralité est acquise de par les qualités du cas en tant qu'intersection de différents plans de l'organisation sociale, relatives à une stratégie théorique et méthodologique qui autorise cette valeur » (Hamel, 1989 : 63).

Aussi, la taille d'un échantillon ou le nombre d'individus interrogés au cours de la recherche n'altère en rien le caractère macroscopique d'une étude, et l'interprétation des données recueillies sur le terrain est notamment « reconnue possible dans sa valeur de généralité en vertu d'une concentration du global dans le local » (Hamel, 1989 : 65). Il nous faut donc considérer que la méthode de cas possède une valeur représentative sans pour autant suivre une logique statistique. Elle contribuerait même à définir cette valeur :

« L'approche monographique offre seule la possibilité de préciser les conditions sociologiquement pertinentes de la représentativité, puisque s'attardant à décrire les processus concrets de la formation des usages sociaux [...], elle met à jour les facteurs les plus importants, les moments de rupture les plus déterminants du moins pour chaque culture ou chaque objet d'étude » (Zonabend, 1985 : 35)¹⁹

Par conséquent, il est probable que les résultats auxquels nous parviendrons tout au long de l'étude permettent de comprendre des dynamiques existantes dans d'autres groupes de jeunes de la rue à Mexico, voire dans d'autres villes du Mexique. De même, il ne faut pas exclure que nous pourrions parvenir à des résultats similaires à ceux de chercheurs qui ont développé cette problématique dans des contextes différents, ou du moins qu'il nous soit possible de créer des parallélismes entre diverses études²⁰.

2 OUTILS EMPRUNTES A D'AUTRES DISCIPLINES OU METHODES EXPERIMENTALES

Dans cette partie, nous allons décrire les méthodes complémentaires que nous avons exploitées au cours de notre étude. Elles sont généralement empruntées à d'autres

¹⁹ Cité dans J. Hamel (1989 : 66).

²⁰ Je pense notamment aux études menées par Lucchini (1996, 1993, 1988) à Rio de Janeiro et Montevideo et par Parazelli (2002, 2000) à Montréal.

disciplines, dont principalement la géographie, ou ont été élaborées par mes propres soins en m'inspirant d'outils visuels comme la photographie.

2.1 Cartes mentales : outil d'analyse des usages et représentations de l'espace

La carte mentale, qui est utilisée en géographie et tout particulièrement en géographie des représentations, permet notamment de « saisir la structuration de l'espace et ses valeurs symboliques et sentimentales » (Bailly, 1990 : 11). Elle est ici perçue comme une méthode complémentaire d'analyse et de compréhension du quotidien des enfants/jeunes, de leurs déplacements et des espaces qu'ils utilisent ou qu'ils ont territorialisés. Elle est complémentaire dans le sens où son interprétation ne permet pas à elle seule de révéler l'usage que les jeunes font de leur entourage, mais contribue à saisir certaines logiques spatiales. Par ailleurs, complétée par des questionnaires regroupant les caractéristiques des sujets et permettant dès lors d'accéder à des éléments explicatifs, elle nous apporte des informations supplémentaires tout en nous fournissant des pistes quant aux comportements des jeunes face aux espaces qui les entourent.

L'élaboration de cartes mentales par les enfants/jeunes de la rue a pour objectif initial, dans le cadre de cette recherche, d'analyser leurs stratégies en relation aux espaces publics et urbains. Il s'agit d'identifier ces stratégies et de voir si elles sont centrées sur la proximité. Par « proximité », nous discernons principalement le quartier, la « *colonia* », c'est-à-dire les espaces accessibles à pied en vingt minutes ou moins. Par ailleurs, nous distinguons à l'intérieur de cette catégorie les espaces de proximité *immédiate*, soit ceux qui sont accessibles en moins de cinq minutes, ce qui nous permet de voir si leurs réseaux sociaux, que nous pensons être intimement liés aux espaces fréquentés, se réduisent au quartier ou s'élargissent à d'autres zones. Ainsi, dans les zones de Santa Anita et de Niños Héroes, j'ai proposé aux jeunes de réaliser des cartes mentales de la ville et de leur quartier à travers des dessins à main levée. Dans le premier cas, alors que j'apprenais aux jeunes à fabriquer des *origami* et que chacun d'entre nous avait élaboré sa figure en papier, plusieurs m'ont demandé de leur offrir la mienne. J'ai profité de cette situation pour leur proposer un petit concours : celui qui ferait le dessin le plus réussi recevrait la figure. Évidemment, il ne s'agissait pas ici d'évaluer leurs dessins et de récompenser le meilleur, mais de les encourager à réaliser l'exercice et de les motiver à s'appliquer. Les circonstances de l'exercice étaient donc excellentes : les jeunes se trouvaient déjà en

situation de concentration et ils n'étaient plus sous l'effet de la drogue depuis environ une heure.

Dans le cas de Niños Héroes, je n'ai pas pu adopter la même démarche, étant donné que je ne proposais pas d'activités manuelles à ce groupe. C'est donc à la fin de l'entretien que j'invitais individuellement chaque jeune à réaliser une carte de la ville. Je bénéficiais ainsi des mêmes conditions que pour le groupe de Santa Anita, puisque j'exigeais des jeunes qu'ils ne consomment pas de drogues pendant l'entretien.

Dans les deux cas, la consigne était la même : « *Dessine ta ville, le quartier, en indiquant sur la carte tous les lieux que tu fréquentes régulièrement* ». Il s'agissait donc, à travers la carte, de chercher à connaître et à identifier les lieux importants et les moins significatifs, les repères dans la ville ou dans le quartier, les points de rencontre, les lieux de passage et les lieux territorialisés, les endroits de regroupement, etc. Par ailleurs, dans le sens où les représentations cognitives résultent des relations entre les sujets et leur environnement (Cauvin, 1999 : 4), la collecte aidait automatiquement à comprendre la nature des liens, des relations des jeunes à ces endroits et aux personnes qui y travaillent, les fréquentent ou les habitent : « Les images de l'environnement sont le résultat d'une opération de va-et-vient entre l'observateur et son milieu » (Lynch, 1995 [1960] : 7)²¹.

Nous disposons de dix-huit cartes élaborées par six filles et douze garçons âgés de 13 à 22 ans²². Le nombre moyen de lieux identifiés par jeune est de six, trois étant le plus réduit et dix-neuf le plus élevé. Ces cartes sont très hétérogènes quant à leur aspect : les lieux sont représentés par différentes formes – cercles, carrés, triangles –, certaines cartes figurant les lieux tels quels, avec des formes d'immeubles, avec la représentation d'un marché ou d'un restaurant. Deux dessins seulement ressemblent à de véritables cartes, dont l'une est approximative par rapport à la réalité physique et l'autre lui est assez fidèle : celui d'Alejandra (22 ans) et celui de Carlos (20 ans)²³. Ce dernier a disposé les rues, les avenues, les marchés et les métros sur la feuille conformément à la réalité à l'exception d'une rue, *Doctores*, qui n'existe pas (il l'a confondue avec le nom d'un quartier). Il faudrait se demander ce que signifie cette approche qui a été exceptionnelle dans le cas de notre objet de recherche. Au début, j'ai pensé que cela pouvait être en relation avec le niveau de scolarisation : Alejandra, qui a été scolarisée jusqu'au troisième niveau de

²¹ Cité dans C. Cauvin (1999 : 4).

²² Pour voir les caractéristiques des jeunes qui ont élaboré les cartes mentales, se référer aux annexes (1.5).

²³ Cf. figures n°17 et n°11.

secondaire (3^{ème} française), se situe largement au-dessus de la moyenne qui se trouve au cinquième niveau de primaire (CM2 français). Cependant, Carlos n'a été scolarisé que jusqu'au quatrième niveau de la primaire (CM1), se trouvant ainsi un peu en dessous de la moyenne. Par ailleurs, Carlos montre qu'il connaît très bien la zone alors qu'il ne vivait là que depuis un mois au moment de faire la carte (10 mois pour Alejandra). Je n'ai donc pas trouvé de point commun entre eux, si ce n'est depuis combien de temps ils vivent dans la rue, un an²⁴, ce qui est peu de temps par rapport au reste du groupe qui a élaboré les cartes. On pourrait alors l'interpréter, si nous n'étions pas limités par la faible représentativité de notre échantillon, comme une capacité individuelle à visualiser l'espace.

Sur aucune carte on ne peut percevoir de hiérarchisation de lieux, d'endroits qui semblent plus importants que d'autres : les figures sont généralement d'une même taille. Par ailleurs, plusieurs jeunes n'indiquent pas le point de regroupement de la bande, c'est-à-dire le lieu qui est fortement territorialisé. La nomination n'est donc pas systématique, elle est même souvent absente lorsque les lieux sont intégrés, appropriés au quotidien : « Les territoires font tellement partie intégrante des individus et des groupes qu'ils n'ont pas besoin d'être désignés. Ils n'ont pas besoin d'être nommés pour exister » (Zeneidi-Henry, 2002 : 87). Nous verrons par la suite comment il est possible d'interpréter les cartes mentales à l'aide de différentes données dont nous disposons sur les jeunes, et comment leur analyse nous aide à comprendre la relation du jeune à l'espace ainsi que sa relation avec la rue (positive, négative ou ambiguë).

Les principales variables de l'analyse sont l'âge, le sexe, le temps vécu en dehors du foyer familial, le temps vécu dans le groupe, et le niveau de scolarisation. Nous avons réuni toutes ces informations dans un tableau en rajoutant le prénom du jeune et le numéro auquel il correspond dans le questionnaire (afin d'accéder à plus d'informations si nécessaire), une liste des lieux qu'il a localisés sur la carte et si c'était lui ou moi qui avait inscrit les commentaires : dans plusieurs cas, les jeunes étaient illettrés et j'ai écrit sur la carte, une fois finie, les indications qu'ils me fournissaient.

2.2 Cartographie des quartiers

Nous venons de voir comment il est possible d'analyser l'espace tel qu'il est perçu par les jeunes. Ici, il est question de saisir la ville objective et de localiser sur une carte les

²⁴ Alejandra a vécu pendant six ans dans une institution et Carlos est sorti de chez lui à 19 ans.

éléments que les jeunes ont indiqués. Alors que la ville « vécue » fait référence à des représentations subjectives de l'espace, la ville physique se rapporte à un seul espace identifié à partir de ses attributs « objectifs » (Cauvin, 1999 : 2).

Dès les premiers mois du travail de terrain, j'ai parcouru les zones où se déroule la recherche, ainsi que ses alentours, afin de porter sur une carte les éléments pouvant représenter un intérêt pour l'étude : les zones de commerces, les institutions d'assistance, les parcs, les drogueries²⁵, les avenues, etc. J'y ai ensuite ajouté les lieux indiqués par les jeunes et que je n'avais pas identifiés au départ. Ce quadrillage a été réalisé exclusivement dans les zones où ont été appliqués les questionnaires. Il nous permet notamment de déterminer si les cartes sont fidèles à l'espace physique ; de positionner les lieux indiqués par les jeunes et d'identifier la distance entre eux et en fonction d'un point de référence ; d'analyser leurs déplacements quotidiens dans le quartier et en dehors de celui-ci et d'identifier leurs différentes localisations au fil des ans (lorsque l'on dispose de ces données).

2.3 La photographie comme support à l'étude de l'espace et des réseaux relationnels

J'ai également utilisé la photographie comme outil de recherche et ce, de trois manières différentes. Une première, en prenant des clichés des jeunes selon leurs demandes, une deuxième, en choisissant moi-même les prises de vue, et une troisième, en demandant aux jeunes de prendre des photos de leur entourage.

Par ailleurs, plusieurs séries de photographies ont été réalisées : d'une part, des clichés argentiques en noir et blanc, que j'avais commencé à prendre dès le début du travail de terrain, et d'autre part, des images numériques à haute définition. Au départ, j'ai fait quelques sorties avec un appareil photo reflex, assez encombrant et trop visible : un SDF a voulu me le voler alors que j'étais en train de prendre des clichés à l'intérieur d'un égout. J'ai alors préféré réaliser des photos avec un appareil numérique, de dimensions plus réduites et beaucoup plus discret.

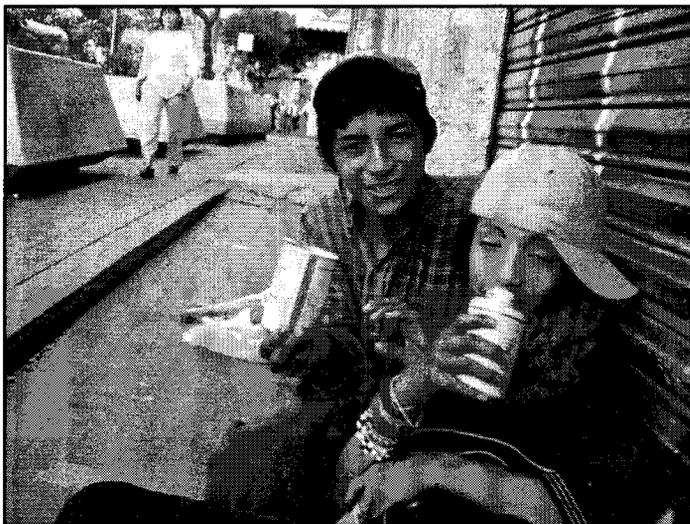
Les photos réalisées au cours des observations de terrain (environ quatre cents), comprennent deux types de clichés : ceux qui ont été réalisés à la demande des jeunes, et ceux que j'ai réalisés selon mes propres critères de sélection. Dans le premier cas (cf. cliché 1 ci-dessous), ce sont les jeunes qui ont choisi comment ils voulaient apparaître sur

²⁵ *Tlapalerías*, endroit où les enfants/jeunes achètent du solvant (décapant utilisé comme drogue).

la photo : les deux ensemble, assis sur le trottoir et avec leur bouteille de solvant à la main. Ulises (le garçon à gauche sur le cliché) apparaît les yeux mi-clos insinuant qu'il est drogué et qu'il est en train de sniffer du solvant (remarquons que bouchon de la bouteille est fermé). Les éléments relatifs au cadrage – horizontal, qui permet de percevoir le trottoir et certains éléments de l'arrière plan – reflètent mon propre choix.

La prise de vues, en se laissant guider par les attentes des jeunes qui décident de la composition de la photographie, permet de recueillir des indices sur leur perception d'eux-mêmes, du groupe ou de l'espace. Dans une étude réalisée au sein de deux groupes de jeunes de la rue de Mexico (Taracena et Tavera, 1998), les chercheurs ont utilisé la photographie pour comparer les rapports que les jeunes entretenaient entre eux. Quant à la prise de photographies selon mes propres critères (cf. cliché 2 ci-dessous), elle avait, au départ, une fonction principalement illustrative. En effet, selon l'idée de Mauss (1967), le procédé photographique a pour objectifs de collecter des données visuelles et d'enregistrer des éléments relatifs aux faits observés, dont principalement, dans le cas qui nous concerne, ceux qui étaient en relation avec l'espace. De cette manière, les clichés m'ont permis d'identifier certains détails que je n'avais pas perçus dans un premier temps. Ils m'ont également aidé dans l'élaboration de certains plans. Dans ce cas, ils ont été principalement utilisés comme moyen d'enregistrement d'éléments ethnographiques²⁶.

Cliché 1. Pancho, 17 ans et Ulises, 14 ans. Zone de Niños Héroes



²⁶ Voir également l'article de O. Hernández Espejo, « La fotografía como técnica de registro etnográfico », *Cuicuilco*, vol. 5, n° 13, mai-août 1998, p. 31-51.

Cliché 2. Jeunes regardant la télévision. Zone de Santa Anita.



Enfin, j'ai également utilisé la photographie comme méthode exploratoire pour l'analyse des pratiques spatiales et des réseaux sociaux des jeunes de la rue. Cette méthode a été élaborée selon le modèle d'analyse de réseau « classique » qui consiste à interroger un échantillon d'enquêtés à qui l'on demande de citer toutes les personnes avec lesquelles ils entretiennent un ou plusieurs types de relations (Ferrand, 1999 : 2). Considérant toutefois que l'interrogation par entretien directif, faisant uniquement appel à la capacité du sujet d'identifier une série de personnes, ne produirait pas de résultats satisfaisants à cause de la difficulté de mobiliser les jeunes pour lesquels l'exercice resterait abstrait, j'ai cherché un moyen pour qu'ils disposent d'un support visuel durant l'entretien.

Au moment de concevoir cette méthode, je ne disposais pas d'information sur des expériences similaires réalisées dans le cadre d'autres études. Cet outil de recherche relève donc plus de l'ordre de l'improvisation que d'une élaboration qui suivrait fidèlement un modèle bien défini. En découvrant *a posteriori* des méthodes de recherche en sciences sociales en rapport avec la photographie, et en particulier celles appliquées par Michelin (1998) sur les représentations paysagères, j'ai pu évaluer ma méthode. Cette dernière partage finalement beaucoup de points avec certaines autres, principalement sur la formulation des questions et la réalisation d'entretiens individuels à partir de clichés.

La mise en place de cet outil méthodologique demandait une double participation de la part des interrogés : une première fois, lors du choix et de la réalisation des photographies, et une seconde, lors des entretiens. Pour cette raison, les jeunes n'ont pas été sélectionnés sur des critères spécifiques : j'ai tout simplement choisi ceux qui semblaient être les plus

motivés par l'exercice, afin qu'ils ne l'abandonnent pas en cours de route. Toutefois, l'un d'eux (Martín, 16 ans), m'a rendu l'appareil photo après deux jours avec uniquement trois photos. En parlant avec lui, j'ai appris que cela lui procurait un véritable stress d'avoir à garder l'appareil photo parce qu'il n'avait pas d'endroit où le cacher et il avait peur qu'on le lui vole²⁷. Il m'a laissé comprendre que cela signifiait trop de responsabilité pour lui.

La première étape de cette méthode, soit la prise de vues, s'est déroulée en attribuant des appareils photos jetables, économiques et faciles à utiliser, à trois jeunes de la zone de Santa Anita : Elena (16 ans), Gloria (22 ans) et Leonardo (18 ans). L'exercice, qui a été présenté comme la réalisation d'un album photo souvenir, consistait à photographier leurs connaissances ainsi que les espaces qu'ils avaient l'habitude de fréquenter. Pour éviter qu'ils ne vendent ou perdent l'appareil photo, je leur ai précisé qu'ils recevraient 50 pesos²⁸, un album photo et une copie de leurs photographies s'ils respectaient la consigne. Les prises de vues ont été réalisées dans un laps de temps assez court : entre deux jours et une semaine.

La deuxième étape consistait à réaliser un entretien avec chaque participant. J'ai expliqué aux jeunes que j'aimerais connaître à mon tour ces personnes et que, pour ce faire, j'aimerais qu'ils me parlent un peu d'elles. Les clichés ont été préalablement numérotés de manière visible et étalés devant eux. Les jeunes devaient alors choisir une photographie au fur et à mesure et répondre aux questions formulées pour chacune d'entre elles. Les entretiens ont été enregistrés et ont suivi scrupuleusement une grille d'entretien²⁹.

Enfin, la troisième étape consistait à retranscrire les résultats. J'ai donc élaboré un classeur avec les photographies et les retranscriptions des entretiens en dessous de chacune d'elles.

Mon hypothèse de départ suggérait que les réseaux de relations des jeunes constitueraient un enjeu stratégique qui s'inscrirait dans leurs manœuvres pour vivre au quotidien. Leur insertion dans un réseau personnel, voire collectif, représenterait non seulement une ressource économique ou matérielle importante, mais aussi un moyen pour s'intégrer dans un quartier. Toutefois, et contrairement à ce que je présupposais, les jeunes

²⁷ Contrairement aux autres jeunes qui vivaient dans le terrain vague de Santa Anita, Martín ne possédait pas de chambre privée et dormait sur un des canapés sans aucune protection. Les autres membres du groupe disposaient de tentes ou de chambres en béton où ils pouvaient ranger ou cacher leurs affaires.

²⁸ À peu près 4 €, soit le prix approximatif d'un appareil jetable.

²⁹ Cf. annexes (1.3).

n'ont pas toujours photographié des personnes avec lesquelles ils entretiennent un quelconque type de relation ou des lieux qu'ils fréquentent régulièrement. En dehors d'Elena qui a photographié les personnes et les lieux qu'elle rencontre au quotidien, Gloria et Leonardo se sont un peu détournés de la consigne initiale. Pratiquement la moitié des clichés de Gloria représentent des personnes qu'elle venait de connaître dans un stade lors d'un événement sportif, à savoir des bénévoles d'une institution d'assistance, et une grande partie des espaces photographiés par Leonardo sont des lieux qu'il fréquentait uniquement dans le passé. Par conséquent, l'exercice n'a pas toujours donné les résultats que j'espérais obtenir en fonction d'hypothèses prédéfinies. Toutefois, si les photographies assorties d'entretiens ne nous permettent pas d'en apprendre davantage sur les réseaux des jeunes, les discours obtenus à partir des photos (qui par ailleurs ont été globalement très bien cadrées), nous fournissent des éléments concernant le rapport des jeunes aux différentes personnes et à l'utilisation des espaces.

Ainsi, ces différentes manières d'utiliser la photographie ne constituent pas des instruments de recherche à part entière comme le comprend Plattet (2002), dans le sens où elles seraient un point de départ à une analyse ethnologique approfondie, mais elles nous aident à repérer certains lieux, personnes et détails d'espaces occupés ou appropriés et à comprendre certaines logiques relationnelles avec le groupe ou des individus externes à celui-ci. Dans la mesure où la recherche dans l'espace public est assez difficile à mener, toute méthode d'analyse complémentaire représente un élément qui peut nous fournir de nouvelles explications ou nous aider à la compréhension des faits que nous prétendons étudier.

3 DIFFICULTES RENCONTREES

Dans cette partie, je souhaite apporter quelques éclaircissements et précisions sur la question du/des rôle(s) adopté(s) par le chercheur en contexte de rue afin de constater les implications de ces identités différentes dans l'interaction avec les jeunes ainsi que dans le recueil et l'analyse des données. La question des difficultés rencontrées sur le terrain, qui touche aussi bien à des problèmes de nature scientifique qu'éthique ou de sécurité personnelle, sera également abordée au cours de cette partie.

3.1 L'identité du chercheur et les effets induits par sa présence

La première question concerne l'identité du chercheur face à son objet d'étude. La nature de cette identité est importante car elle influence ou même détermine le type de rapport que le chercheur entretient avec les personnes auxquelles il s'intéresse. Pour le cas qui nous concerne, le chercheur qui désire observer les jeunes de la rue dans leur cadre même de vie, doit se créer une identité très rapidement : « Le chercheur qui étudie les enfants dans un espace public ne peut pas être qu'un simple observateur [...], les enfants repèrent très rapidement sa présence, et cette présence, il devra la justifier » (Lucchini, 1993 : 38). En effet, les enfants qui vivent dans la rue font l'objet d'intérêts multiples. Ils sont sollicités par des journalistes, des travailleurs sociaux, des personnes qui veulent se procurer de la drogue ou qui cherchent des filles ou des garçons qui se prostituent, etc. Les enfants repèrent rapidement ces personnes et adaptent leur comportement en fonction de ce qu'ils pensent pouvoir obtenir de leur présence. Ainsi, face aux journalistes, ils ont appris à formuler les « bonnes » réponses en échange d'argent³⁰ et, habitués à la présence régulière de travailleurs sociaux, ils leur font état de leurs soucis personnels et en particulier de leurs problèmes de santé en attendant que la personne les guérisse sur place, leur fournisse des médicaments ou encore les autorise à se rendre à l'institution pour se faire soigner. Alors qu'avec les journalistes ils obtiennent facilement de l'argent, ils savent, comme nous l'avons déjà dit, qu'ils recevront un refus catégorique de la part du personnel des institutions s'ils leur font une telle demande.

Le chercheur doit donc être attentif au rapport qu'il entretient avec les enfants et doit s'interroger constamment sur la fiabilité de ses résultats. Comme le fait remarquer Lucchini (1993 : 32) : « Il doit identifier le sens de ce que l'enfant lui demande et s'immerger le plus possible dans son monde. Toute recherche qui concerne les enfants de la rue, comporte des attentes très personnalisées envers le chercheur lui-même ». Pour cet auteur, le marchandage et souvent le chantage constituent des stratégies de survie. Les jeunes cherchent souvent à tirer un quelconque profit de la présence ponctuelle ou exceptionnelle de certaines personnes qui sont susceptibles de pouvoir leur apporter

³⁰ J'ai réussi à obtenir l'entretien complet enregistré qu'une journaliste avait réalisé avec un jeune de 17 ans (Oscar) que j'avais moi-même interviewé auparavant, et les récits de vie coïncidaient en très peu de points. Le récit enregistré par la journaliste se fondait sur de multiples souffrances et violences que l'auteur aurait vécues, alors qu'il en avait fait très peu référence au cours de notre entretien. J'ai interrogé le jeune à ce propos et il m'a répondu qu'il avait inventé une grande partie de ses propos parce que « *les journalistes sont morbides* » (*a los perdioidistas les gusta el morbo*) et comme il n'y avait rien dans sa vie de palpitant et qu'il allait être payé pour l'entretien, il a fallu qu'il invente des faits pour la « satisfaire ».

quelque chose en termes matériels. Par conséquent, selon le rôle adopté par le chercheur, l'attitude et les attentes des jeunes envers lui seront différentes.

En abordant ce thème, nous sommes inévitablement confrontés à la question des effets que la présence du chercheur induit sur la population qu'il observe. Pour Schwartz (1993), la simple présence du chercheur sur son terrain d'étude crée une situation de perturbation qui mène à ce que Labov (1978)³¹ nommait le « paradoxe du chercheur », c'est-à-dire au fait que toute observation est perturbatrice et donc conduit à une connaissance « difficile » ou « impossible » de la population étudiée.

Dans le cas qui nous concerne, les caractéristiques des effets induits par ma présence étaient déterminées par le rôle que je tenais, soit d'éducatrice, soit d'« amie-étudiante ». Dans le premier cas, les jeunes avaient intériorisé des codes de conduite et des comportements à tenir face au personnel des institutions, d'où par exemple la modification de leur vocabulaire habituel en limitant ou en éliminant les grossièretés, l'arrêt momentané de leurs activités (et en particulier de la mendicité), le refus d'offrir ou vendre de la drogue, etc.³² À Niños Héroes, dans mes débuts de travail de terrain avec mon statut d'éducatrice, lorsque j'employais leurs expressions et grossièretés certains jeunes me disaient « *ne parle pas comme ça* » (*no hables asi*), ou « *tu es trop grossière* » (*eres bien grosera*), ce qui ne m'est pas arrivé dans la zone de Santa Anita où les jeunes me connaissaient exclusivement comme une amie et par conséquent acceptaient le fait d'utiliser leur langage.

Dans le deuxième cas, les jeunes s'attendaient à ce que je m'implique dans leur vie quotidienne, en me demandant des conseils, des petites faveurs, et même dans certains cas des décisions à prendre. Lorsque Martín (16 ans) de Santa Anita s'est fait mordre par un chien et que son doigt s'est gravement infecté, les jeunes sont venus vers moi et m'ont demandé ce qu'il fallait faire. Devant le sérieux de la situation, j'ai décidé de l'amener aux urgences. Cette prise de décision m'a empêchée de voir ce qu'ils auraient fait dans le cas où je ne serais pas intervenue, ce qui de toute façon aurait été impossible à voir puisque ma

³¹ Cité dans O. Schwartz (1993 : 271).

³² Un exemple révélateur de cette dernière attitude : lorsque j'étais dans le terrain vague de Santa Anita en train de discuter avec les jeunes, un garçon externe au groupe est arrivé. J'avais connu ce jeune dans les locaux de l'institution *Pro Niños de la Calle* et il me reconnaissait comme une éducatrice. Il est venu s'installer auprès de nous et après un certain temps, deux jeunes du groupe lui ont demandé s'il avait du solvant pour mouiller leur étoffe déjà sèche. Embarrassé, il s'est tourné vers moi et m'a demandé s'il pouvait leur en donner. Tout de suite, les jeunes sont intervenus et lui ont dit « *c'est une amie* » (*es una amiga*). Le reste du temps il était un peu perturbé quant au comportement à tenir face à moi à cause de l'ambiguïté de mon identité.

présence imposait nécessairement une différente prise de décision des jeunes face à des situations imprévues.

Aussi, faut-il comme le formule Schwartz (1993), chercher à limiter les effets perturbateurs déclenchés par l'observation ? Apparemment non, puisque selon les ethnologues, ce problème peut représenter un outil significatif pour la recherche :

« Cette dialectique est mise à profit des ethnologues, qui montrent comment les effets induits par l'observateur, plutôt que d'être traités comme des difficultés dont il faudrait se défaire – tâche vaine et utopique – peuvent au contraire se présenter comme des atouts potentiels de l'enquête, pourvu que le sociologue sache les penser et les mettre en œuvre correctement » (Schartz, 1993 : 276).

D'où l'importance d'identifier et d'analyser ces « effets » afin de les inclure dans le processus de recherche. Comme le fait remarquer Laplantine (1996), la perturbation que l'ethnologue impose par sa présence ne doit pas être considérée comme un obstacle épistémologique qu'il faudrait neutraliser, mais comme une source de connaissance : dans le cas des jeunes de la rue, l'adaptation du comportement et l'adoption de nouvelles attitudes, démontrent une grande adaptabilité de leur part face à des situations et des personnes différentes, ainsi que leur capacité à adopter un langage qui soit compréhensible, ou du moins « accepté » par l'interlocuteur ou « agréable » pour lui. Certains jeunes avec qui j'étais dans mon rôle d'amie et qui ne modifiaient pas leur langage en ma présence, adoptaient toutefois un autre vocabulaire lorsque je les enregistrais, à croire que ce n'était plus moi l'interlocuteur mais le magnétophone.

Par ailleurs, au cours du travail de terrain dans la zone de Santa Anita, les jeunes me proposaient automatiquement de partager avec eux de la marijuana, chose qu'ils n'auraient pas faite si je m'étais présentée comme éducatrice. D'autre part, ils s'autorisaient un langage qu'ils ne se seraient pas permis devant une éducatrice : « *arrête de te la péter* » (*no seas mamona*), « *tu déliras* » (*chale, estás bien pinche loca*), et ils me posaient des questions personnelles, touchant aussi bien à des sujets intimes (sur la sexualité et la vie de couple) que plus généraux (sur la vie en Europe et mes connaissances sur des sujets divers). Alors qu'avec mon statut d'éducatrice je perdais tout intérêt comme « individu » (cette identité me définissait apparemment à part entière), avec celui d'« étudiante en quête

de divertissement », les jeunes se sont intéressés à qui j'étais, à ce que je faisais et à la façon dont je voyais les choses.

Aussi, considérant que l'intrusion de l'ethnologue a un impact inévitable sur la population étudiée, Schwartz (1990 : 52) propose d'assumer deux types de perturbations : la « perturbation utilisée », qui consiste à jouer des effets induits par la présence du chercheur, et la « perturbation réduite », qui consiste à limiter ces effets. Dans le cas qui nous concerne, j'ai choisi d'assumer le premier type de perturbation, bien que par la suite et toujours selon le même auteur, l'obstacle scientifique des effets induits par la présence de l'ethnologue se résout naturellement par sa présence continue sur le terrain, cette dernière tendant à se banaliser avec le temps : progressivement, l'événement constitué par son intromission perd de l'importance et gagne en banalité ; les enjeux de la vie quotidienne prennent le dessus et reviennent au premier plan. Le chercheur doit toutefois s'investir dans la vie du groupe :

« Pour que l'insertion s'opère [...], il faut accepter d'entrer sans réticence dans toute situation qui, si peu que ce soit, permet d'échanger une position d'observateur extérieur contre celle de partenaire ou d'acteur au sein du groupe étudié. [...] peu importe s'il s'éloigne de son "sujet" (ce dernier évolue nécessairement au cours de l'enquête), ou s'il a le sentiment de perdre sa "neutralité" (celle-ci est de toutes façons largement fictive) »
(Schwartz, 1993 : 279).

Peraldi insiste quant à lui sur le partage des expériences pour comprendre le sens des actions de nos interlocuteurs:

« Notre métier et la posture descriptive que nous adoptons supposent [...] non seulement le recueil et la description la plus minutieuse des faits, mais encore le partage [...] des expériences sociales dont nous voulons rendre compte. Nous pensons que les expériences sociales sont d'abord des accomplissements relationnels dans lesquels il est nécessaire de s'engager, même épisodiquement, pour en comprendre le sens. Il ne suffit donc pas de recueillir des propos et des récits, des histoires de vie ou des échanges verbaux en situation. Il faut aussi faire, ou du moins accompagner »
(Peraldi, 2001 : 24)

Enfin, à trop se concentrer sur les effets de la présence de l'ethnologue, on tend à ignorer notre propre subjectivité. Le travail de terrain que j'ai mené au cours de quinze mois a nécessité une forte implication personnelle de ma part. Au-delà de l'étude interne des groupes et des données recueillies, cette longue période de recherche m'a amenée à réfléchir sur ma propre perception des jeunes. Aussi, il n'est pas seulement important d'analyser le comportement des jeunes face à moi, mais aussi mon comportement face à eux. Comme l'indique Ghasarian :

« À trop vouloir ignorer sa subjectivité, l'ethnologue risque de fausser ses résultats. Son effort pour analyser les réactions des autres ne suffit pas s'il oublie d'analyser ses propres réactions aux autres. Si la colère, l'ennui, la confusion, le dégoût, le doute, la dépression, la frustration et l'embarras sont assez souvent associés au terrain, ces sentiments sont peu traités [...]. Or, les résultats ne doivent pas négliger l'interaction du chercheur avec ceux qu'il étudie car la prise en considération des faits subjectifs favorise, au lieu d'anéantir, l'objectivité du travail » (Ghasarian, 2002 : 11).

Declerck (2001), dans son introduction à l'ouvrage sur les clochards de Paris, évoque quant à lui la répulsion qu'il a ressentie pour les SDF : « On ne peut pas ne pas les haïr » (p.12). Il est donc essentiel d'intégrer dans la recherche les émotions en jeu sur le terrain puisque « l'observateur ne peut être dissocié de l'observé : il n'observe que les comportements qu'il lui est donné d'observer et ne relate que ce qu'il a entrevu sur le terrain » (Ghasarian, 2002 : 16), d'où l'importance de prendre en compte le rapport subjectif du chercheur à son objet d'étude. En accord avec Laplantine (1996), l'objet ne peut être totalement indépendant de ses conditions d'observation. Il ne peut exister de données ethnographiques neutres ou une réalité indépendante du regard ou de la perspective prise par l'observateur, mais une interaction entre le chercheur et la population qu'il étudie, qui permet de produire des connaissances. On ne pourrait dissocier la perception du monde ou la compréhension de faits sociaux, du regard du chercheur, de même que l'on ne peut décrire ce que l'on perçoit en dehors de la parole ou de l'écriture. C'est cette confrontation qui constitue, selon cet auteur, l'objet même de l'expérience ethnographique.

Dans le cas qui nous concerne, j'ai toujours été partagée entre deux sentiments contradictoires face à ces jeunes. D'un côté, je ressentais souvent une grande tristesse, de

l'impuissance et du découragement face à leur situation, lorsqu'ils me faisaient part de leurs récits de vie, lorsque je les voyais drogués, sous-alimentés ou malades ; de l'autre, je me sentais en colère, quand je voyais des scènes de violence au sein des groupes ou lorsque j'étais la cible d'attouchements ou d'allusions sexuelles. Par ailleurs, certains jeunes étaient très irritables et j'ai dû m'excuser à plusieurs reprises de mon comportement, alors qu'il ne me semblait pas reprochable : j'allais réaliser un entretien auprès d'un garçon et je lui avais demandé si on pouvait utiliser sa chambre pour éviter d'être dérangés et avoir plus de confidentialité. Sa petite amie a mal interprété ma demande et cela a abouti à une dispute assez violente entre eux. Le lendemain, j'ai dû m'excuser auprès d'elle alors que, selon moi, c'était elle qui avait mal interprété les faits. J'ai réagi de manière similaire dans d'autres cas, même lorsqu'il y a eu des insultes et une forte agressivité à mon égard. J'ai donc dû maîtriser mon sentiment de colère pour éviter de mettre en péril mon accès au groupe ou à certains jeunes.

Ces désagréments m'ont cependant permis de saisir certaines dynamiques qui, jusque-là, étaient restées occultes. Comme en témoigne Lepoutre (2001) dans un article paru dans le numéro de la revue *Ethnologie française* consacré aux « terrains minés en ethnologie », on ne comprend parfois certaines dynamiques que quand on se trouve soi-même pris dans celles-ci : il n'a pu saisir les codes de l'honneur que parce qu'il a subi personnellement les désagréments de la pratique de l'affichage. Il va de même pour Favret-Saada (1977), qui n'a commencé à observer la sorcellerie qu'à partir du moment où elle s'est trouvée impliquée dans celle-ci.

C'est vers la fin de mon travail de terrain à Santa Anita que j'ai été victime d'un vol par un ou plusieurs membres du groupe. J'avais laissé mes affaires – magnétophone, cahier de notes, argent, portable, clés – dans la chambre d'un couple, et à mon retour, elles n'y étaient plus. Je me suis sentie attaquée et déçue par les jeunes avec qui j'avais passé tant de jours et avec qui il y avait eu des échanges amicaux, mais cette expérience m'a permis d'en apprendre beaucoup sur les vols commis à l'intérieur du terrain vague par les membres mêmes du groupe. J'ai découvert que les jeunes se volaient entre eux, ce que j'ignorais jusque-là : ils m'ont parlé des affaires qui leur avaient été dérobées, une chaîne hi-fi, une bouteille de solvant, un téléphone portable, une paire de bottes, etc. Lorsqu'ils venaient me parler séparément à propos des événements, ils spéculaient sur qui cela avait bien pu être, en accusant certains et en innocentant d'autres, tout en fournissant des éléments d'explication : j'ai vu untel fouiner dans mes affaires l'autre jour, celui-là n'a jamais réussi

à s'intégrer dans notre groupe, cet autre n'est pas vraiment des nôtres, ou encore, untel est un « expert », il revend les objets tout aussi vite qu'il les vole, etc. Finalement, cet incident m'a permis d'en apprendre sur certaines tensions, alliances et oppositions au sein du groupe, c'est-à-dire d'accéder à des connaissances sur un sujet précis qui serait peut-être resté caché si je n'avais pas été directement touchée par le vol.

3.2 Entre participation et distanciation.

Après avoir apporté quelques éclaircissements sur la question de l'identité du chercheur et des effets induits par sa présence, nous nous attacherons à étudier le type d'implication/de participation du chercheur dans le milieu qu'il étudie. Alors que, pour Schwartz (1993) et Peraldi (2001), la participation dans la vie de groupe s'avère indispensable pour parvenir à une véritable insertion et par conséquent à une compréhension des faits observés, dans le cas de ma recherche, elle a pu devenir problématique. D'une part, et comme nous l'avons dit plus haut, je me trouvais face à l'impossibilité de réaliser les mêmes activités que les jeunes. Dès lors, j'ai adopté la participation « périphérique »³³ : je n'ai jamais participé à leurs activités centrales, parce que la situation ne me l'a pas permis ou parce qu'il s'agissait d'activités illicites, mais j'ai participé à d'autres types d'activités en m'impliquant ainsi, ni trop ni pas assez, dans la vie des groupes. D'autre part, je ne pouvais pas toujours suivre les jeunes dans leurs déplacements à travers la ville pour deux raisons principales : soit c'étaient eux qui manifestaient leur désaccord pour que je les accompagne, soit c'était moi qui devais, pour des questions de sécurité, éviter de les accompagner.

Dans le premier cas, j'ai voulu à plusieurs occasions suivre les jeunes de Santa Anita lorsqu'ils allaient mendier ou demander de la nourriture au marché. La première fois que je leur ai proposé d'aller avec eux, ils se sont moqués de moi et m'ont répondu par la négative en me fournissant toutes sortes d'excuses et d'explications : « *On va très loin et il faut marcher beaucoup* » (Leonardo, 18 ans), « *Les gens vont dire que c'est toi qui nous envoies mendier et ils ne vont rien nous donner du tout* » (Elena, 16 ans), « *Tu sais c'est quoi le problème ? Qu'après ils nous invitent à nous asseoir pour nous donner à manger et toi tu vas faire quoi ? Tu vas rester debout ?* » (Martín, 16 ans). Par la suite, et selon le

³³P.A. Adler et P. Adler, (1987 : 36-37), distinguent trois degrés d'appartenance: la « participation périphérique » (peripheral membership), la « participation active » (active membership) et la « participation complète » (complete membership).

contexte, j'ai pu les accompagner en insistant ou en m'imposant par moments, néanmoins cela n'a pas toujours été facile de les suivre dans leurs périples dans la ville.

Au sein du groupe de Niños Héroes, les jeunes refusaient rarement que je les accompagne, ce sont même eux qui me proposaient de les suivre dans leurs déplacements. Toutefois, ils distinguaient les activités auxquelles je pouvais participer,³⁴ de celles auxquelles je ne pouvais prendre part³⁵. Aussi, malgré ma présence continue dans certains groupes et ma participation non seulement comme chercheuse mais aussi comme amie, j'ai été volontairement exclue de certaines activités dont je n'ai jamais pu observer le déroulement, mais dont je dispose des témoignages.

Dans le deuxième cas, j'ai dû mettre des limites à ma participation. Devant mes nombreuses interrogations sur la question de l'achat du crack et de la cocaïne, et l'absence ou le flou de leurs réponses qui me laissaient insatisfaite, j'ai décidé un jour, malgré leur refus initial, de les accompagner lorsqu'ils iraient s'en procurer. Nous avons pris le métro et nous sommes retrouvés à la *Lagunilla*³⁶. Apparemment gênés par ma présence, ils ont commencé à marcher de plus en plus vite, si bien que je les ai perdus de vue dans la foule. J'ai réussi à les localiser de loin et me suis retrouvée seule derrière les stands et dans des *vecindades*³⁷, dans une ambiance très différente de celle du marché : des toxicomanes étaient en train de s'injecter, des jeunes sniffaient du solvant, d'autres fumaient du crack ou brûlaient de la cocaïne. Quelques personnes surveillaient une éventuelle arrivée d'agents de police. J'ai été rapidement identifiée par un homme avec un *talkie-walkie* qui m'a demandé ce que je faisais là. Je lui ai répondu que j'attendais quelqu'un et il m'a dit de faire vite parce que la police n'allait pas tarder à arriver. L'un des jeunes est alors sorti et nous sommes partis hâtivement. Je pensais que les jeunes achetaient leur drogue furtivement aux commerçants du marché, mais ils l'achètent dans des endroits isolés et fortement surveillés par la police. Après cette expérience, j'ai pris conscience du fait que je ne pouvais pas me permettre de participer à certaines activités pour des questions de sécurité. Aussi, il m'a fallu déterminer mon degré de participation, faire des choix et

³⁴ Visiter des amis, aller chercher de l'eau pour leurs besoins personnels, les accompagner dans une institution ou chez le médecin, etc.

³⁵ « Participer » et « prendre part » dans le sens où je pouvais observer ces activités et non pas les réaliser. Ici, principalement les activités illicites ou économiques : achat de drogue, mendicité dans des espaces fermés (marchés), etc.

³⁶ Marché populaire situé dans le centre-ville.

³⁷ Cf. note de bas de page n° 11.

prendre des décisions au détriment de la recherche : ne pas rentrer tard le soir³⁸, refuser d'accompagner les jeunes à certains endroits, ne pas m'introduire dans des endroits fermés ou solitaires même si j'y étais invitée, etc. Il m'a fallu faire un tri, choisir les activités auxquelles il me semblait raisonnable de participer et refuser systématiquement celles qui me paraissaient dangereuses.

Quant à ma présence quotidienne au sein des groupes de jeunes de la rue, elle a fait l'objet de nombreux questionnements et interventions de la part d'utilisateurs des espaces publics, de personnes qui y travaillent ou qui entretiennent un quelconque type de relation avec les jeunes. Généralement, les questions posées sur mon identité ou les propos tenus à mon égard n'avaient pas de conséquences sur ma relation avec les jeunes. Les questions étaient désintéressées et répondaient couramment à la satisfaction d'une curiosité émanant de différents acteurs. Par ailleurs, la plupart du temps, ces personnes me saluaient par la suite et j'échangeais avec elles quelques mots, en particulier avec les commerçants et les dealers. Certains questionnements m'étaient toutefois dirigés personnellement, les plus courants étant ceux d'agents de police qui me demandaient sur un ton accusateur ce que je venais faire avec eux ou qui, lorsque nous jouions, vérifiaient qu'il n'y avait pas eu de pari d'argent. À une occasion j'ai été fouillée avec d'autres éducateurs de rue pour vérifier que nous ne venions ni leur acheter, ni leur vendre de la drogue. J'ai toujours porté avec moi une carte d'éducatrice ou une lettre du centre de recherche auquel j'étais rattachée, ce qui m'a évité d'avoir des ennuis, particulièrement lors de rafles³⁹.

Il y a eu cependant une intervention qui a eu, dans un premier temps, un effet négatif sur ma relation avec les jeunes de Santa Anita. Il s'agit de celle d'une assistante sociale qui travaillait depuis plusieurs mois avec le groupe avant que j'arrive dans celui-ci. Lorsque les jeunes étaient en train de prendre des photographies pour le projet d'analyse de l'espace et de réseaux sociaux, elle leur a dit de se méfier de moi, qu'ils ne pouvaient pas savoir ce que j'allais faire avec ces clichés⁴⁰. Ce commentaire a eu pour conséquence l'arrêt momentané de l'activité par deux des jeunes qui sont devenus méfiants vis-à-vis de moi. Les propos tenus par l'assistante sociale se sont intensifiés et devant les soupçons croissants des jeunes, je leur ai demandé de lui dire que je voulais lui parler. Lors de mon

³⁸ Sauf lorsque j'ai été accompagnée par un ex-jeune de la rue et actuel éducateur. En sa compagnie, je suis restée certains jours jusqu'à minuit ou 1h du matin dans des groupes différents.

³⁹ *Redadas*. Brigades policières qui arrêtent les enfants des rues et les enferment pour quelques jours ou les placent dans des institutions.

⁴⁰ Ce sont les jeunes qui m'en ont informée.

rendez-vous avec elle, j'ai insisté pour que les jeunes soient présents et nous avons eu une discussion au cours de laquelle elle m'a expliqué qu'elle ne trouvait pas normal que je les paye pour faire *mon* travail. Finalement, ce n'est pas le contenu de notre conversation qui a convaincu les jeunes de ma crédibilité, mais le fait que je me sois confrontée à l'assistante sociale au lieu de l'éviter. Ainsi, ma présence dans les groupes a pu soulever des soupçons sur le travail que je venais réaliser avec eux et influencer le regard qu'ils portaient sur moi.

Enfin, une question qui concerne davantage l'éthique que la sécurité, mais qui traite tout aussi bien de la question de l'implication : me fallait-il intervenir lorsque je me trouvais face à une situation dans laquelle je pouvais aider – directement ou indirectement – un enfant à sortir de la rue ? Je me suis retrouvée face à ce dilemme lorsque Mario (13 ans) est arrivé pour la première fois dans le groupe de Santa Anita. Il avait fugué de chez ses parents quelques jours auparavant, avait une connaissance très restreinte de la rue et ne consommait pas de drogues. Il se trouvait dans la phase idéale, selon les institutions d'assistance, pour être canalisé dans un de leurs établissements avant qu'il ne s'« attache » davantage à la rue. J'ai hésité avant d'avertir une institution, puisqu'il s'agissait, d'un point de vue scientifique, d'une situation intéressante, et dans le cas de ma recherche, d'une situation à laquelle je n'avais jamais été confrontée. J'ai voulu attendre quelques jours avant d'en contacter une, en justifiant cette prise de position par le fait que ce n'était pas mon rôle de canaliser les enfants dans des maisons d'accueil, mais finalement j'ai informé l'équipe d'éducateurs de rue de *Pro Niños de la Calle* le jour même⁴¹. Ici, je me suis trouvée face à une situation où la responsabilité du chercheur était engagée, non seulement par respect d'une position éthique, qui consiste à « abandonner le statut de spectateur pour choisir une position d'acteur, de témoin engagé [...] qui met ses compétences au service d'une cause estimée juste » (Bézille, 2000 : 208), mais aussi par adhésion, avec le terrain d'étude, d'une responsabilité sociale (Labov, 1978). Cette responsabilité est d'autant plus forte que la population que j'étudie fait l'objet d'une véritable demande sociale au Mexique, où convergent aussi bien les acteurs sur le terrain (institutions publiques et privées, travailleurs sociaux), que les chercheurs de différentes disciplines, ces derniers n'étant pas seulement préoccupés par la production d'un savoir scientifique sur les enfants des rues, mais aussi – et surtout – par l'apport de réponses à ce « problème social » et par la participation, avec les acteurs de terrain, à son éradication. Il est d'ailleurs courant de voir, au cours de colloques universitaires portant sur le sujet des enfants en situation de

⁴¹ Ils sont venus le chercher seulement deux semaines après.

rue, des intervenants provenant aussi bien de la sphère scientifique et universitaire que sociale⁴².

Je dirai en guise de conclusion que la question des effets de la présence du chercheur dans le groupe qu'il étudie, celle de son objectivité scientifique ou des problèmes qu'il rencontre sur le terrain, répondent à une exigence de vouloir à tout prix contrôler la recherche. Cependant, comme le précise Ghasarian (2002 : 8) « Fondée sur l'imprévu et les changements de perspectives, la recherche ne peut pas être maîtrisée, elle peut tout au plus être améliorée » et il rajoute : « Il n'y a ni consensus méthodologique, ni ethnographie idéale (comment pourrait-il y en avoir une ?) ». Aussi, le travail de recherche sur le terrain repose principalement sur des ajustements aux circonstances et aux différents contextes.

* * * * *

Le présent chapitre a eu pour propos de présenter la méthode que nous avons adoptée au cours de la recherche à travers une analyse des outils exploités pour recueillir les données. J'y ai exposé les situations d'approche auxquelles je me suis confrontée et j'ai analysé les effets que les différents types de participation et rôles à tenir peuvent avoir sur l'objet d'étude. Par ailleurs, j'ai reconstitué le déroulement du travail de terrain ainsi que la narration des principaux problèmes rencontrés, ce qui m'a permis, notamment, de démontrer l'importance d'accorder toute l'attention nécessaire à l'« expérience ethnographique » afin de tenir compte des limites imposées par le contexte et de les inclure dans le processus de la recherche.

⁴² Au XXVème Congrès Pre ALAS (Association Latino-américaine de Sociologie) qui a eu lieu les 7 et 8 mars 2005 à Guadalajara, j'ai participé à une table ronde intitulée « Inégalité, vulnérabilité et exclusion sociale » autour de laquelle a été exclusivement discutée la problématique de l'enfance dans les rues. Neuf conférenciers intervenaient sur cette problématique dont trois provenaient d'institutions publiques, de programmes gouvernementaux ou d'ONG. Par ailleurs, les questions du public (principalement universitaire) gravitaient autour des « solutions » perçues ou envisagées pour faire face à ce problème.

CHAPITRE 2 : CADRE DE L'ETUDE

Dans ce chapitre, nous présentons le cadre de cette étude. Dans un premier temps, nous exposerons les principales caractéristiques de la population qui nous intéresse, à savoir les groupes d'enfants/ jeunes de la rue qui ont été directement observés dans leurs lieux de vie respectifs, mais aussi ceux qui ont été interrogés par questionnaire et ceux qui ont fait l'objet d'un entretien. Dans un deuxième temps, nous proposerons de restituer quelques données socio-économiques du contexte dans lequel s'inscrivent les jeunes afin de saisir les causes qui ont pu les mener à prendre la décision de quitter leur foyer familial et à aller dans la rue. Puis, dans un troisième temps, nous décrirons l'espace de la rue tel qu'il est vécu par les jeunes.

1 CARACTERISTIQUES GLOBALES DE L'ECHANTILLON ETUDIE

Nous présentons ici les caractéristiques des groupes de jeunes qui ont été observés pendant la phase de travail de terrain, mais aussi celles des enfants et jeunes de la rue qui ont participé à notre enquête par le biais du questionnaire et de l'entretien. Quand bien même ces trois échantillons sont principalement constitués par une même population, les données recueillies par des méthodes variées nous permettent d'accéder à une plus ample diversité d'informations quant à notre objet d'étude.

1.1 Localisation des groupes

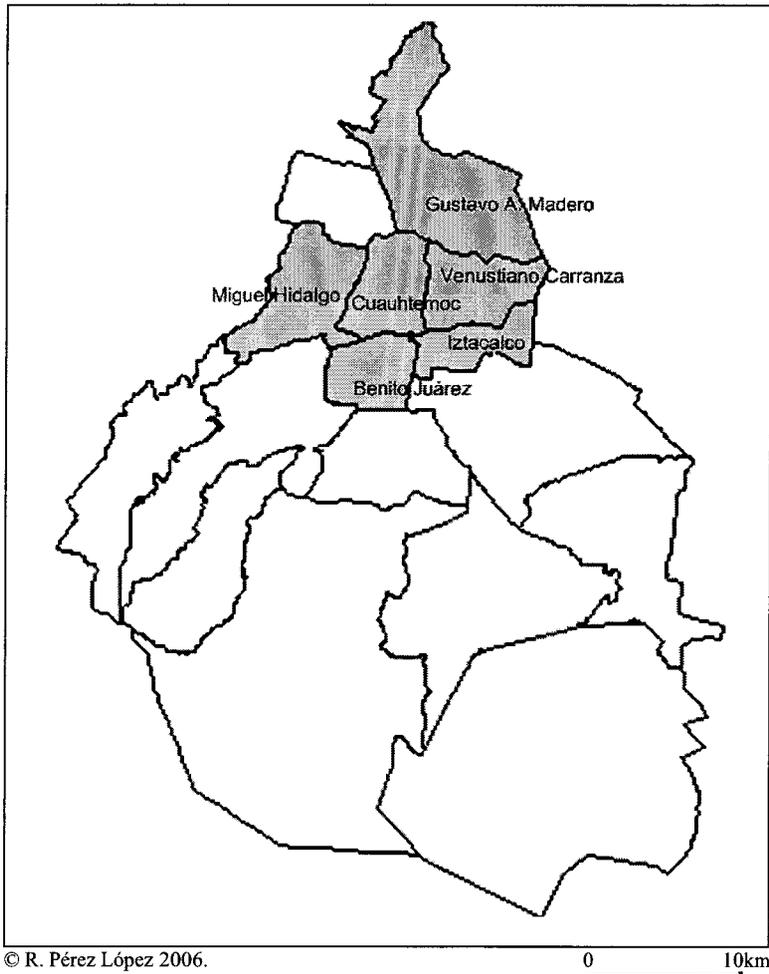
Les groupes étudiés dans le cadre de cette étude, vingt-quatre au total, sont ancrés dans six délégations différentes du District Fédéral (D.F.)⁴³, dans des proportions inégales : la

⁴³ Le District Fédéral (l'entité administrative correspondant à la ville de Mexico) est divisé en 16 délégations qui disposent chacune d'une mairie.

moitié est située dans la délégation Cuauhtémoc et l'autre moitié se répartit dans les délégations Benito Juárez, Gustavo A. Madero, Iztacalco, Miguel Hidalgo et Venustiano Carranza. Ces délégations sont de celles qui non seulement concentrent une densité de population des plus élevées (Secretaría de Desarrollo Económico, 2001), mais qui réunissent en outre la majeure partie des activités du secteur tertiaire dont principalement les activités commerciales, financières et touristiques (INEGI, 2001). Elles concentrent aussi un grand nombre de populations fluctuantes. Par ailleurs, les délégations Benito Juárez, Cuauhtémoc et Miguel Hidalgo regroupent les populations aux revenus les plus élevés du D.F. (Schteingart et Rubalcava, 2000). Toutefois, la distribution des revenus étant très inégale en leur sein, nous y trouvons de nombreux quartiers populaires aux revenus bas. C'est dans ces quartiers que se situent principalement les groupes de jeunes, lieux où sont tolérées différentes formes de marginalité : nous y trouvons un indice élevé de commerce informel (Pino Suárez, Salto del Agua), de mendicité (Zarco, Plaza Talavera, Plaza del Estudiante), de prostitution (Zarco, Alameda, José Martí) ou encore de petits trafics de drogue (Guerrero, Santa Anita). Les délégations étudiées sont également celles qui détiennent le taux le plus élevé de délinquance⁴⁴.

⁴⁴ Pour mille habitants: Cuauhtémoc 7.1, Benito Juárez 3.9, Miguel Hidalgo 3.6, Venustiano Carranza 3.6, Iztacalco 2.4, Gustavo A. Madero 2.3, INEGI, 2002, « Indicadores socio-económicos del Distrito Federal », in *Anuario Estadístico del Distrito Federal*, Aguascalientes, 2002.

Figure 1. District Fédéral : délégations étudiées



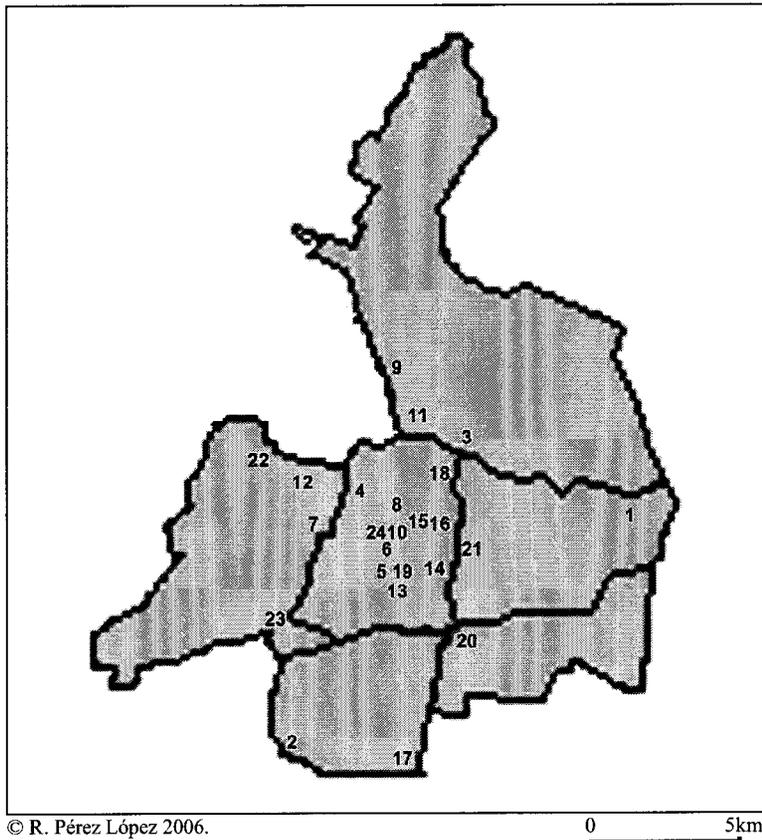
© R. Pérez López 2006.

0 10km

Les délégations que nous avons étudiées regroupent la majorité des points de rencontre (zones) d'enfants en situation de rue enregistrés par l'UNICEF (1996)⁴⁵, soit 68% sur la totalité des délégations. Cuauhtémoc comptabilise à elle seule 254 points, soit 21% sur l'ensemble des seize délégations existantes.

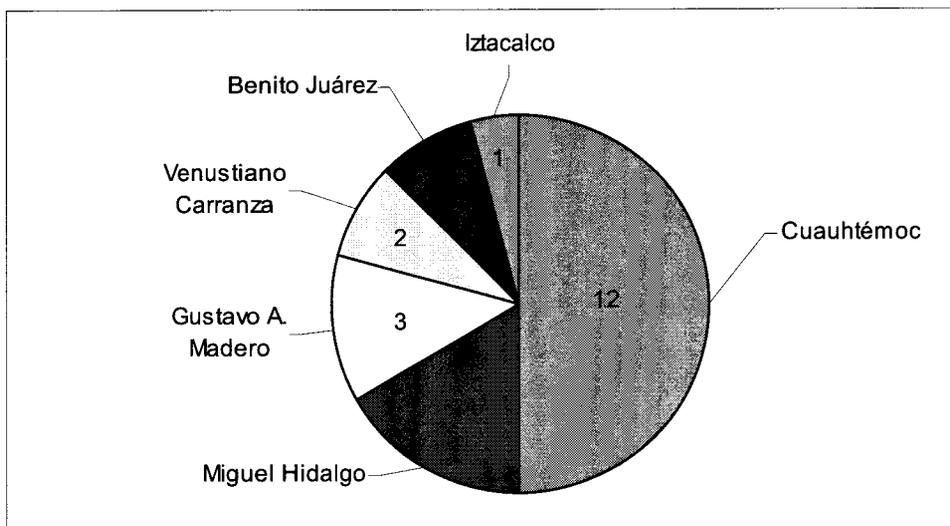
⁴⁵ L'organisme comptabilise 1214 points de regroupement d'enfants en situation de rue, dont 788 dans les délégations Cuauhtémoc (254), Venustiano Carranza (188), Gustavo A. Madero (159), Miguel Hidalgo (94), Benito Juárez (93) et Iztacalco (42).

Figure 2. Emplacement des groupes par délégation



1. Aeropuerto	7. Galerías	13. Niños Héroes	19. Salto del Agua
2. B. del Muerto	8. Guerrero	14. Pino Suárez	20. Santa Anita
3. Bondojito	9. Indios verdes	15. P. del Estudiante	21. Soledad
4. Buenavista	10. José Martí	16. P. Talavera	22. Tacuba
5. Cuauhtemoc	11. La Raza	17. Portales	23. Tacubaya
6. Excelsior	12. Mariano Escobedo	18. Reforma	24. Zarco

Graphique 1. Nombre de points étudiés par délégation



La composition des groupes est très variable : nous trouvons quatre membres dans les groupes de Galerías et Bondojito et jusqu'à vingt-cinq dans celui d'Indios Verdes. Ces chiffres sont approximatifs et peuvent varier sensiblement d'une semaine à l'autre : certains changent de groupe, d'autres voyagent, d'autres encore partent dans une institution ou retournent temporairement dans leur famille. Ici il ne s'agit pas de départs définitifs du groupe, mais d'aller-retour réguliers et déterminés, comme nous le verrons par la suite.

Les espaces occupés en tout ou partie sont très hétérogènes : places et parcs publics, terrains vagues, égouts, fontaines, métros, passages souterrains, immeubles ou locaux abandonnés, etc. J'ai comptabilisé dix types différents de lieux regroupant les jeunes qui ont fait l'objet de cette recherche. Pour sa part, l'UNICEF (1996) en a comptabilisé plus de vingt. D'après les données réunies par celle-ci, les trois lieux regroupant le plus d'enfants, soit 71% de la totalité, sont des avenues ou carrefours (32%), des marchés (27%) et des stations de métro (12%). Néanmoins, il s'agit de lieux occupés exclusivement pour y développer une activité économique. En effet, la majorité des enfants observés par l'organisation appartient à la catégorie d'enfants travailleurs (86%) et non pas à celle d'enfants vivant dans la rue (seulement 14%). Dès lors, uniquement 10% de la totalité des lieux identifiés par l'UNICEF correspondent à des lieux de vie, alors que dans le cadre de notre étude, la totalité des lieux observés sont des espaces de vie.

Les groupes d'enfants et de jeunes de la rue que nous avons étudiés se sont pour la plupart installés dans des espaces situés à proximité d'un métro, ainsi que dans des zones fortement fréquentées pendant la journée. Cependant, certains groupes se sont volontairement établis dans des lieux plus retirés ou cachés afin, notamment, d'obtenir davantage de sécurité (Santa Anita, Mariano Escobedo, Indios Verdes). Dans ce cas, il s'agit d'espaces de vie utilisés principalement pour dormir ou se retrouver avec les membres du groupe, alors que les lieux de passage peuvent aussi être exploités pendant la journée pour y développer différents types d'activités économiques (mendicité, vente d'objets divers, prostitution, etc.). Ces derniers lieux développent ainsi une double fonction habitat/travail : ils représentent à la fois leurs principaux lieux de vie et des espaces dont ils tirent leurs ressources économiques.

Tableau 2. Caractéristiques des groupes étudiés

Nom de la zone	Nombre approximatif d'individus	Emplacement du groupe
Aeropuerto	Inconnu	Dans la structure d'un pont
Barranca del Muerto	15	Sur le trottoir
Bondoquito	4	À la sortie du métro et sur le trottoir
Buenavista	6	Dans un stationnement
Cauhtémoc	8	À la sortie du métro
Excelsior	13	Sur le trottoir
Galerías	4	Sur le trottoir
Guerrero	5	Dans le métro et les rues piétonnes
Indios Verdes	25	Dans les égouts et dans un terrain vague/parc
José Martí	8	Sur des bancs face au centre culturel José Martí
La Raza	20	Dans un parc et dans des habitations
Mariano Escobedo	5	Dans les égouts, sous un pont et dans une fontaine
Niños Héroes	20	Dans un immeuble ; un parc ; sur le trottoir et les marches d'un théâtre
Pino Suárez	20	Dans un passage souterrain
Plaza del Estudiante	20	Sur une place
Plaza Talavera	20	Sur une place
Portales	15	Sous un pont de métro aérien
Reforma	20	Dans un terrain vague
Salto del Agua	12	Sur le trottoir
Santa Anita	13	Dans un terrain vague
Soledad	8	Dans une place et à l'intérieur de l'enceinte d'une Église
Tacuba	Inconnu	Inconnu
Tacubaya	Inconnu	Inconnu
Zarco	20	Sur une place

1.2 Jeunes interrogés par questionnaire

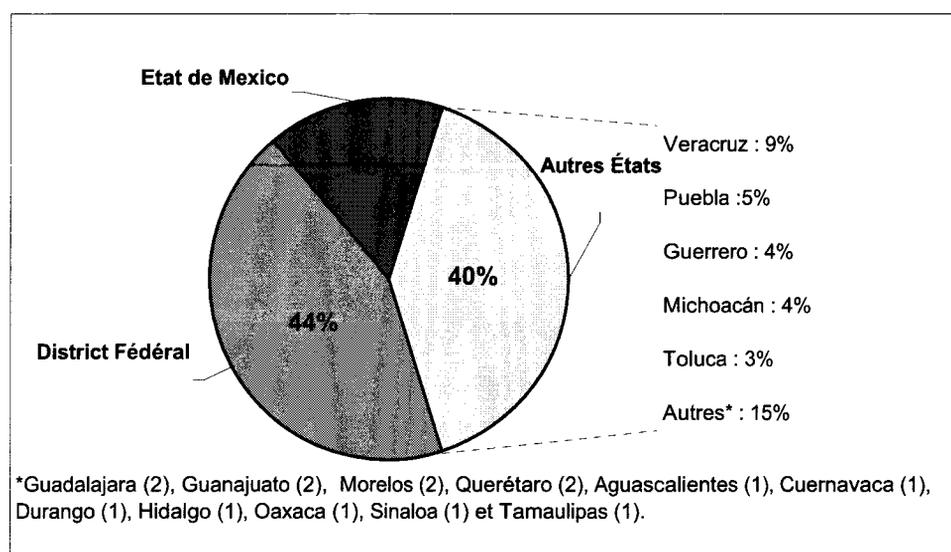
Nous avons interrogé cent jeunes dont une majorité de garçons, soit 76% de la population totale, pourcentage un peu en dessous de celui enregistré par l'UNICEF (1996) qui est de 85%⁴⁶. D'après les données de certaines institutions d'assistance privée, on trouve dans la population des enfants des rues une fille pour quatre garçons, proportion qui correspondrait davantage à notre échantillon⁴⁷.

⁴⁶ Il s'agit du pourcentage des garçons sur la population d'enfants de la rue. Le pourcentage des garçons sur la population d'enfants en situation de rue (enfants de et dans la rue) s'élève à 68,5%.

⁴⁷ Rappelons que l'échantillon de la population interrogée par questionnaire s'est constitué au fur et à mesure selon les circonstances du moment et n'a pas été choisi au préalable. Cf. ch. I, 1.1.3.

Les jeunes ont été interrogés dans des proportions inégales (généralement en fonction du nombre d'individus vivant dans chaque lieu) dans les zones de Niños Héroes (20 jeunes), Zarco (16), Santa Anita (13), Excelsior (13), La Raza (10), Plaza del Estudiante (9), Barranca del Muerto (7), José Martí (6) et Buenavista (6). Un peu moins de la moitié (44%) proviennent du District Fédéral et le reste de l'État de Mexico (16%) ou d'autres États du Mexique (40%), dont principalement des États proches du D.F. tels que Veracruz, Puebla, Michoacán et Guerrero.

Graphique 2. Région d'origine des enfants/jeunes



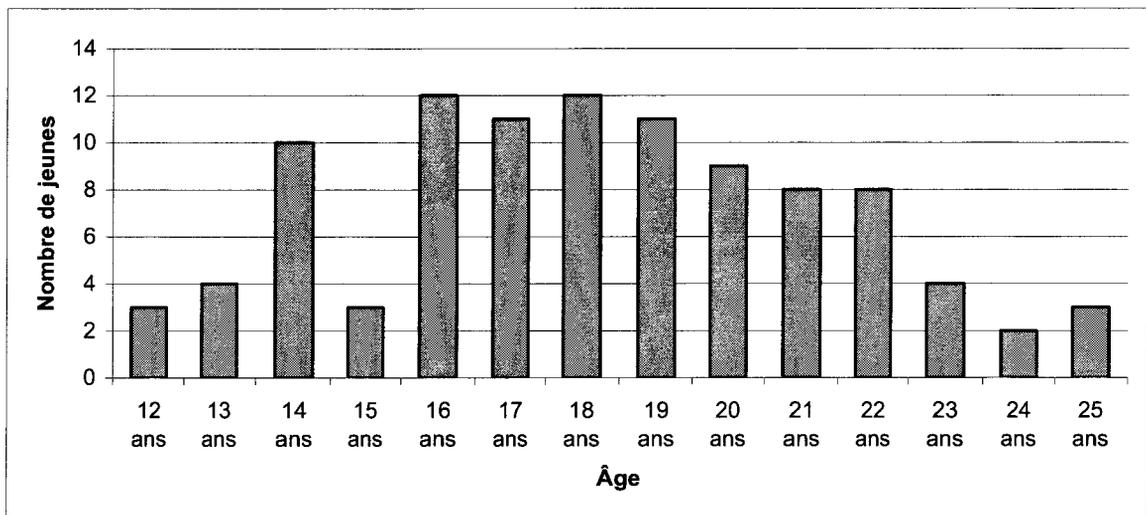
Sur les cinquante-six jeunes qui ne proviennent pas du D.F., près de la moitié (27) sont arrivés seuls, seize accompagnés d'un adulte et treize d'un ami ou d'un membre mineur de la famille (frères, sœurs et cousins). Nous sommes ici face à différents cas de figure d'enfants qui sont venus à la capitale soit seuls ou avec un autre mineur (cas de figure 1), soit avec un adulte (cas de figure 2) :

- (cas de figure 1.1) des enfants qui vivaient dans la rue dans leur État d'origine et qui sont venus à Mexico directement dans la rue ou dans une institution ;
- (cas de figure 1.2) des enfants qui vivaient avec leurs parents dans leur État d'origine et qui sont venus à Mexico lors de leur première fugue, dans la rue ou dans une institution ;
- (cas de figure 2.1) des enfants qui vivaient ou non avec leurs parents et qui ont été placés directement dans une institution de la capitale ;

- (cas de figure 2.2) des enfants qui sont arrivés à la capitale avec un adulte pour y réaliser une certaine activité (achat de marchandises, par exemple), puis y sont restés seuls.

Les jeunes interrogés ont une moyenne d'âge de 18 ans et deux mois et ont entre 12 et 25 ans. Ceux observés au cours de l'étude et n'ayant pas répondu au questionnaire se trouvent également dans cette catégorie d'âge à l'exception de quelques enfants de moins de cinq ans qui sont les propres enfants des jeunes de la rue : pratiquement un jeune interrogé sur trois est parent d'un enfant⁴⁸. Nous trouvons plus de majeurs dans notre échantillon que de mineurs, cependant la proportion entre les uns et les autres reste assez équilibrée : respectivement 57% contre 43%. Les zones de La Raza et Zarco (hors tableau) sont celles qui ont un majeur pourcentage de jeunes adultes (18 ans et plus).

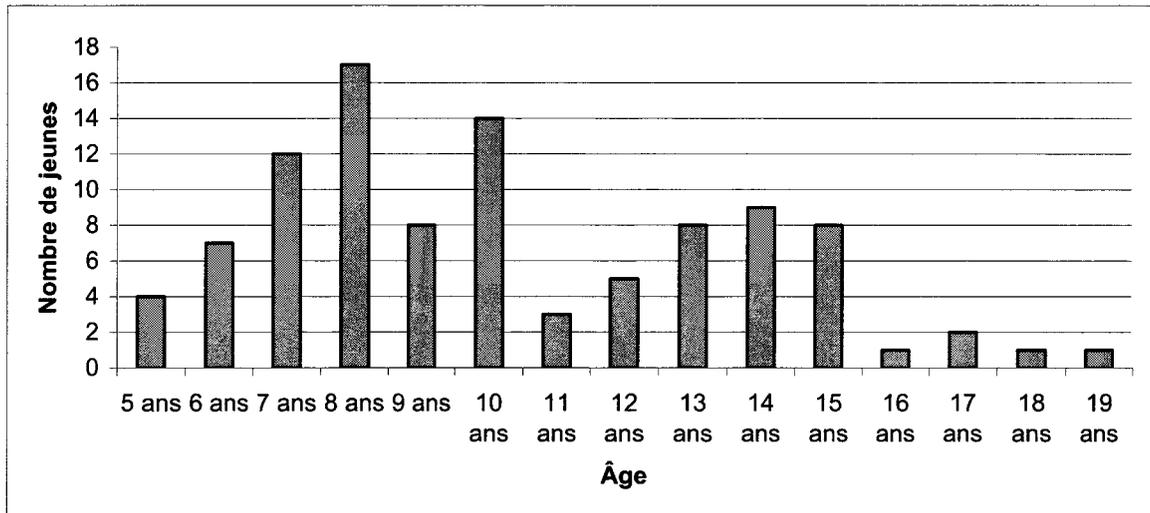
Graphique 3. Distribution des enfants/jeunes, selon l'âge



L'âge moyen auquel le jeune a fait sa première fugue, c'est-à-dire auquel il a commencé à adopter le mode de vie de la rue, est de dix ans et trois mois et au minimum à cinq ans et au maximum à dix-neuf ans. Notons ici que les jeunes composant notre échantillon d'étude ont, pour la majorité, grandi dans la rue : 62% ont fugué avant l'âge de onze ans, 78% avant l'âge de quatorze.

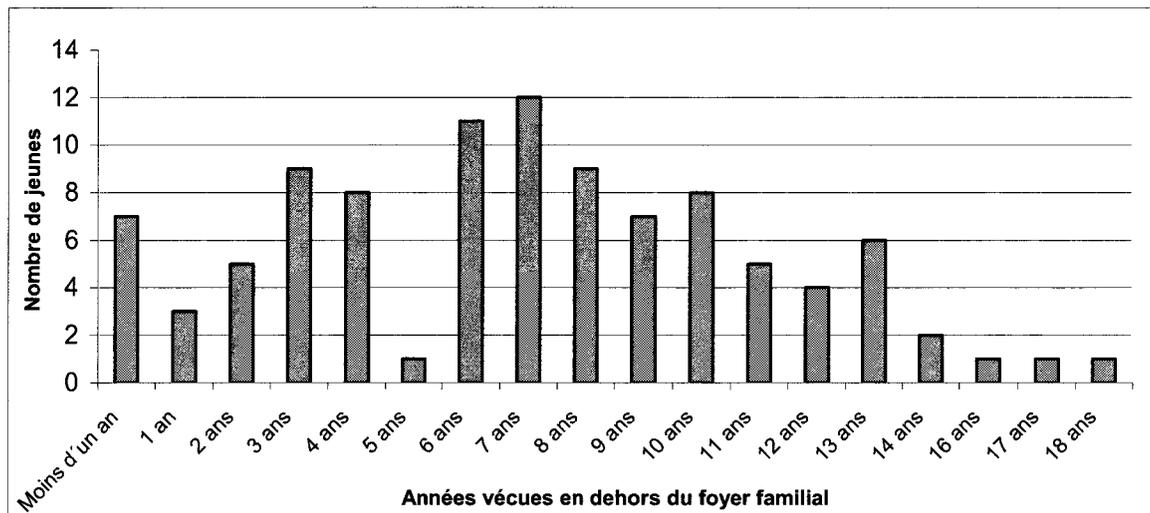
⁴⁸ 15% sont parents d'un enfant, 13% de deux et 2% de trois enfants. Seuls quelques jeunes vivent dans la rue avec leurs enfants.

Graphique 4. Distribution des jeunes selon l'âge de la première fugue



La moyenne de temps vécu hors du foyer familial est de sept ans. Les jeunes ont vécu au minimum un mois hors du foyer et au maximum dix-huit ans. Cela ne veut pas dire qu'ils vivent exclusivement dans cet espace depuis en moyenne sept ans, mais qu'ils ont vécu pendant ce temps selon le mode de vie de la rue.

Graphique 5. Distribution des jeunes selon les années vécues en dehors du foyer familial



Le mode de vie de la rue nécessite pour plusieurs jeunes de rendre visite à leur famille d'origine. Même si ces visites sont majoritairement occasionnelles, nous pouvons affirmer que le fait de vivre dans la rue n'entraîne pas automatiquement la rupture totale des liens qui unissent les jeunes à leurs familles respectives : la moitié des jeunes de notre échantillon fréquentent un ou plusieurs membres de leur famille. Près de huit jeunes sur dix ne leur rendent visite qu'occasionnellement et deux jeunes sur dix entre une fois par

mois et une fois par semaine. La seule qui dit visiter « tous les jours » sa famille est une fille de 19 ans de La Raza, qui au moment de l'étude faisait d'innombrables aller-retour entre la maison de sa mère et la rue. N'ayant pas réussi à quitter son foyer définitivement, elle dormait fréquemment dans celui-ci et aidait économiquement sa mère en vendant des confiseries et du solvant. Même si elle se trouvait dans une situation quelque peu différente du reste des jeunes interrogés, elle avait déjà intégré les dynamiques de vie dans la rue en adoptant les mêmes pratiques et habitudes que les autres membres du groupe (mendicité, vente de drogue, consommation quotidienne de solvant, visite aux institutions, etc.).

En ce qui concerne le niveau scolaire, il est assez bas si l'on considère que tous les enfants et jeunes de notre échantillon ont plus de 12 ans et qu'à cet âge, ils auraient déjà dû terminer leur cycle primaire ; or, 64% n'ont pas été scolarisés au-delà des études primaires et 7% n'ont jamais été scolarisés du tout. Le niveau est bas, considérant aussi les chiffres officiels sur l'éducation au Mexique : au niveau national, 27,7% des individus de 15 ans et plus n'ont pas fini leurs études primaires ou n'ont jamais été scolarisés, 12,1% au niveau du District Fédéral (INEGI, 2000), contre 52% dans le cadre de notre échantillon (15-25 ans). Par ailleurs, 7% des jeunes de notre échantillon sont analphabètes et 13% illettrés⁴⁹. Seulement un jeune sur quatre a été scolarisé au niveau du secondaire et un jeune sur dix est arrivé jusqu'au troisième niveau du secondaire (3^{ème} française). Dans le dernier cas, il ne s'agit pas essentiellement de jeunes qui vivent depuis peu de temps selon le mode de vie de la rue, mais surtout de jeunes qui ont longtemps vécu en institution. Ils y ont tous séjourné pour un temps supérieur ou égal à quatre ans, à l'exception de deux jeunes qui vivent en dehors de leur foyer familial depuis moins longtemps que la moyenne (respectivement un an et trois ans) et qui n'ont qu'une expérience précaire des institutions. Les premiers ont pu poursuivre leurs études dans le cadre de ces structures, tandis que les seconds ont suivi leur scolarisation aussi longtemps qu'ils ont vécu avec leur famille.

Tableau 3. Scolarité, selon le système scolaire mexicain

Dernière année de scolarité	Primaire						Secondaire			Total
	1	2	3	4	5	6	1	2	3	
Effectif	6	7	13	11	14	13	8	7	10	89*

⁴⁹ Analphabètes : jeunes qui n'ont jamais été scolarisés; illettrés : jeunes qui ont été scolarisés mais éprouvent de grandes difficultés à lire et à écrire.

* Sept n'ont jamais été scolarisés et quatre n'ont pas donné de réponse.

1.3 Jeunes interrogés par entretien

L'objectif de cette partie est d'exposer les caractéristiques principales des jeunes qui ont été interrogés par entretien. Nous ne nous attarderons pas sur l'histoire de vie de chacun⁵⁰, mais nous identifierons les caractéristiques des jeunes qui seront cités tout au long de ce travail et les récapitulerons dans un tableau afin de pouvoir nous y référer à tout moment.

Dix-neuf jeunes ont été interviewés, dont trois filles et seize garçons ; neuf jeunes du groupe de Niños Héroes, sept de l'institution *Renacimiento* et trois du groupe de Santa Anita. Au moment de l'entretien, ils avaient en moyenne dix-neuf ans et huit mois et ne vivaient plus dans le foyer familial depuis au moins trois ans et au plus vingt-cinq, à savoir depuis neuf ans et onze mois en moyenne. Contrairement aux jeunes interrogés par questionnaire, sept vivaient en institution au moment de l'enquête. Ces derniers ont vécu en moyenne cinq ans dans l'institution *Renacimiento*. Certains ont une expérience beaucoup moins importante de la rue que les jeunes y vivant au moment de l'entretien, qui ont cependant tous séjourné dans une institution à un moment ou à un autre de leur vie. Il faut préciser que le temps vécu dans l'institution ou le groupe dans lequel chaque jeune a été interrogé n'est pas tout à fait exact. Les jeunes alternant entre différents espaces de vie, le temps vécu dans un espace a pu être interrompu, par intervalles, par la fréquentation d'autres espaces. Il s'agit donc ici d'une donnée approximative qui a été directement évaluée par les jeunes.

L'échantillon est constitué par des jeunes âgés de treize à vingt-quatre ans, à l'exception de César et Antonio qui ont respectivement trente-deux et vingt-six ans. César partage l'espace de vie du groupe de Niños Héroes depuis dix ans, ce qui fait de lui l'un de ses plus anciens membres. Il est arrivé dans la rue à l'âge de sept ans et s'est inséré dans le groupe de Niños Héroes à 22 ans. Même s'il est beaucoup plus âgé que les autres jeunes du groupe, il est considéré par les autres et se perçoit lui-même comme un membre à part entière. Il n'a jamais séjourné en institution. Il est perçu par le groupe avec respect sans pour autant représenter un leader⁵¹. Il m'a paru intéressant d'interroger César pour plusieurs raisons. D'abord, il s'agit d'un adulte qui a été lui-même enfant, adolescent, puis jeune de la rue, ce qui l'inclut automatiquement dans la problématique de notre recherche.

⁵⁰ Cf. annexes (2).

⁵¹ Nous reviendrons sur cette notion par la suite.

Ensuite, il est le seul adulte de cet âge que nous connaissons, à avoir eu un parcours d'enfant de la rue et à vivre encore dans cet espace. On peut donc s'interroger sur les dynamiques qui l'ont mené au cours de ces vingt-cinq années à rester dans la rue : a-t-il cherché pendant ce temps des alternatives à celle-ci ? Enfin, ses longues années d'expérience, aussi bien dans la rue que dans un des principaux groupes étudiés, nous apportent des renseignements primordiaux quant à différents aspects de la vie du groupe : César représente non seulement un sujet d'étude, mais aussi l'un des principaux témoins de la vie du groupe de Niños Héroes. Il a su me renseigner quant aux différents espaces que celui-ci s'est appropriés au cours des années, m'informer sur son origine ainsi que sur son évolution, données auxquelles j'aurai eu difficilement accès s'il n'avait pas été là. César a été, à certains moments, un informateur privilégié, le seul qui a vraiment pu tenir ce rôle si l'on tient compte de l'attitude des jeunes qui refusent de répondre aux questions qui leur sont posées ou qui, par moments, fournissent des réponses tellement ambiguës, qu'elles laissent insatisfaites les interrogations du chercheur.

Quant à Antonio, il a également passé une partie importante de sa vie dans la rue, mais à l'opposé de César, il s'est intégré progressivement dans une institution et a réussi à abandonner définitivement la rue depuis plusieurs années. Il est parti de chez lui à cinq ans, à la mort de sa mère, et a vécu en dehors de son foyer familial pendant sept ans avant de commencer à fréquenter l'institution *Renacimiento* sans toutefois s'y intégrer : elle représentait pour lui un espace alternatif à la rue où il venait se « reposer ». Ce n'est qu'à l'âge de dix-sept ans qu'il a cessé de fréquenter la rue et a réussi à rester dans l'institution. Après César (32 ans) et Alejandro (24 ans), Antonio (26 ans) est celui qui a vécu le plus longtemps dans la rue (douze ans) et il est le seul de notre échantillon à s'être intégré dans une institution de manière durable après trois ans de vie dans la rue. Son cas est d'autant plus intéressant que la majorité des jeunes qui vivent dans l'institution *Renacimiento* ont vécu relativement peu de temps dans la rue. En effet, nous pouvons constater que, globalement, plus le temps passé dans la rue est long, plus les chances de s'intégrer dans une institution sont faibles. Antonio représente donc ici un cas assez exceptionnel qu'il nous semble important d'étudier.

Nous nous trouvons donc face à deux adultes qui ont une expérience similaire de la rue comme enfants et adolescents, mais qui se retrouvent à présent dans une situation très différente. Le premier vit toujours dans la rue, tandis que le second est établi dans une institution depuis huit ans, espace qui est devenu son unique lieu de vie. Nous avons choisi

d'interroger ces deux adultes ainsi que deux groupes distincts de jeunes (jeunes vivant en institution/jeunes vivant dans la rue), afin d'identifier et d'analyser les éléments qui ont pu les motiver à s'intégrer dans une/des institution(s) ou, au contraire, à la/les repousser.

En dehors des liens qui unissent les jeunes interviewés comme membres d'un même groupe ou institution, nous trouvons deux frères, Genaro (24 ans) et Mario (20 ans), et deux couples : Esteban (18 ans) et Gloria (22 ans), qui attendaient un enfant au moment de l'enquête et Mayra (22 ans) et Alejandro (24 ans), qui avaient deux enfants vivant avec eux et en attendaient un troisième. Par ailleurs, certains jeunes qui vivent dans la rue se sont connus au préalable dans une institution. C'est le cas de Leonardo (18 ans) et Esteban ainsi que de Francisco (17 ans), David (15 ans) et Ulises (14 ans) qui se sont respectivement rencontrés dans les institutions *Hogares Providencia* et *Visión Mundial*, toutes deux implantées dans les quartiers où se situent leurs lieux de vie. Par ailleurs, tous les jeunes qui vivaient dans la rue au moment de l'enquête, à l'exception de César⁵², ont vécu dans une ou plusieurs institutions entre trois mois et cinq ans. Ils ont donc une expérience plus ou moins importante de celles-ci, ce qui nous permet de comparer les histoires de vie des uns (jeunes vivant en institution) et des autres (jeunes vivant dans la rue).

En ce qui concerne le lieu d'origine des jeunes, sept seulement vivaient avec leur famille dans le District Fédéral, trois dans l'État de Mexico et neuf dans d'autres États de la République, dont principalement celui de Veracruz. Parmi ces derniers, tous sont arrivés seuls à la capitale ou accompagnés d'un ou de plusieurs amis. Ils ont passé un certain temps dans la rue dans leur État d'origine avant de se rendre à Mexico à la recherche d'un petit boulot, d'argent ou simplement par « divertissement ». Ces jeunes nous ont souvent fait part de la différence entre le fait de vivre dans la rue dans leur État d'origine et dans la capitale.

⁵² Il a vécu son enfance dans la rue à un moment où n'étaient pas encore implantées autant d'institutions, ce qui explique qu'il n'en a jamais fréquenté.

Tableau 4. Récapitulatif des caractéristiques des jeunes interviewés

Prénom	Âge	Zone	Temps vécu dans la zone/institution	Temps vécu en dehors du foyer familial	Lieu d'origine
Alejandro	24	Niños Héroes	4 ans	15 ans	Guerrero
Antonio	26	Institution	8 ans	21 ans	Jalisco
Carlos "Chino"	18	Niños Héroes	7 ans	10 ans	Veracruz
César	32	Niños Héroes	10 ans	25 ans	District Fédéral
David	15	Niños Héroes	7 ans	8 ans	District Fédéral
Esteban	18	Santa Anita	1 an et demi	8 ans	Veracruz
Fernando	18	Institution	1 mois	6 ans	Guerrero
Francisco	17	Niños Héroes	2 ans et demi	3 ans	État de Mexico
Genaro	24	Institution	7 ans	14 ans	Veracruz
Gloria	22	Santa Anita	1 an	9 ans	District Fédéral
Jacqueline	21	Niños Héroes	4 ans	4 ans	District Fédéral
Jesús	13	Niños Héroes	2 ans	5 ans	État de Mexico
Juan Carlos	16	Institution	7 ans	8 ans	Puebla
Leonardo	18	Santa Anita	2 ans	10 ans	District Fédéral
Mario	20	Institution	5 ans	7 ans	Veracruz
Mayra	22	Niños Héroes	4 ans	9 ans	Michoacán
Miguel Angel	19	Institution	6 ans	13 ans	District Fédéral
Oscar	17	Institution	2 ans	11 ans	État de Mexico
Ulises	14	Niños Héroes	2 ans et demi	3 ans	District Fédéral

✦ 2 CONTEXTE GENERAL DANS LEQUEL S'INSCRIVENT LES JEUNES

La présence des enfants de la rue dans les grandes villes d'Amérique latine est liée à des facteurs de nature macro- et microscopique. Dans cette partie, nous présentons les facteurs, qui ont pu – de loin ou de près – influencer le départ de l'enfant dans la rue.

2.1 Cadre macroéconomique

Ici, nous exposons brièvement les facteurs de nature macroscopique, afin d'intégrer la problématique de l'enfant/jeune de la rue dans son contexte politique et économique. L'objectif n'est pas d'identifier les causes macro-sociales qui ont directement provoqué la

rupture de l'enfant avec sa famille – il faudrait pour cela s'appuyer sur une étude empirique sérieuse –, mais de dépeindre un tableau général de la réalité dans laquelle s'inscrivent ces enfants et leurs familles, en Amérique latine et au Mexique.

Le Mexique, comme la grande majorité des pays latino-américains, s'est vu touché dans les années 1980 par une politique de réajustement économique à la suite d'un endettement provenant de l'emprunt de capitaux internationaux pour financer sa croissance. Les conséquences de cette politique ont été une baisse des dépenses dans le domaine social, scolaire, de la santé et du logement, ainsi que des subventions destinées à l'agriculture. Par ailleurs, la politique menée par le gouvernement de Salinas de Gortari (1988-1994), soucieux de moderniser le pays à travers l'application d'idées néolibérales, a eu pour conséquences l'appauvrissement d'une grande partie de la population mexicaine et l'augmentation des inégalités (Musset 1997 : 68). Ces différentes politiques ont rapidement touché les secteurs les plus pauvres de la population, dont principalement les populations rurales. Elles sont à l'origine d'un long mouvement d'exode rural. Aujourd'hui, l'Amérique latine est le continent le plus urbanisé des régions « les moins développées »⁵³ : 76,8% de sa population totale vit en zone urbaine contre 38,8% en Asie et 38,7% en Afrique (ONU, 2003). Ce chiffre se situe au-dessus de la moyenne du taux d'urbanisation dans les régions « les plus développées »⁵⁴ qui est de 74,5%. Par ailleurs, l'indice de Gini⁵⁵ s'élève à 0,55, plaçant le Mexique parmi les pays les plus inégaux du monde : 10% de la population détient 42% du revenu national, 40% des habitants se trouvent sous le seuil de pauvreté⁵⁶ et 13% d'extrême pauvreté⁵⁷. Un enfant/adolescent de moins de 18 ans sur quatre vit en situation de pauvreté et 16% des enfants de moins de quinze ans travaillent (UNICEF, 2005). Par ailleurs, Mexico⁵⁸ compte aujourd'hui près de 20 millions

⁵³ « Less developed regions », ONU.

⁵⁴ « More developed regions », ONU.

⁵⁵ L'indice de Gini est un outil statistique qui calcule les inégalités d'une distribution. Il varie entre 0 et 1. 0 signifie une distribution uniforme (égalité parfaite, tout le monde perçoit les mêmes revenus) et 1 une distribution inégale (inégalité parfaite). Au Mexique, cet indice est en augmentation depuis 1984 où il s'élevait à 0,42. Banque Mondiale, *World Development Report 2005*, New York, Oxford University Press et Banque Mondiale, 2004, p. 268.

⁵⁶ Le revenu familial est inférieur au double du coût d'un panier basique d'aliments, il est insuffisant pour satisfaire les besoins minimes : alimentation, santé, logement. CEPAL, «Personas en situación de pobreza e indigencia, por áreas urbanas y rurales », in *Anuario Estadístico de América Latina y el Caribe 2004*, Santiago de Chile, CEPAL, 2005, p. 119.

⁵⁷ Le revenu familial est inférieur à un panier basique d'aliments, il ne couvre pas les besoins alimentaires, *Ibidem*.

⁵⁸ Mexico inclut le District Fédéral (16 délégations) et quarante et une municipalités dans la banlieue de conurbation sur l'État de Mexico et d'Hidalgo (Lindon, 2001 : 119).

d'habitants, et constitue de ce fait la quatrième ville la plus peuplée du monde (INSEE, 2006).

D'après différentes études, qui ne s'appuient toutefois pas sur des analyses empiriques, ces facteurs sont à l'origine de l'existence des enfants dans la rue dans tout le continent latino-américain : « La prolifération des grandes métropoles, l'accélération de l'exode rural, les projets socio-économiques qui aggravent la concentration des richesses et, en conséquence, l'inégalité de distribution des ressources mettent la situation de l'enfant paupérisé au cœur des problématiques sociales de la société latino-américaine » (Paiva, 1998 : 299). En résumé, la pauvreté serait la cause du problème. Cette pauvreté est représentée différemment selon les auteurs, étant liée pour certains au sous-développement ou au manque d'éducation, et relevant pour d'autres du travail de l'enfant et des inégalités sociales (Invernizzi, 2000 : 11). Cependant, nous verrons ultérieurement que la notion de « pauvreté » ne suffit pas à expliquer la présence d'enfants dans la rue.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les enfants/jeunes de la rue qui font l'objet de notre étude. L'évaluation de leur nombre au Mexique et en Amérique latine varie fortement. En effet, il existe une forte diversité statistique qui pourrait s'expliquer par une définition imprécise et variable de l'enfant de la rue et du travail de l'enfant. En 1996, l'UNICEF parlait de 40 millions d'enfants dans la rue en Amérique latine⁵⁹, alors que cette même année, une étude de terrain réalisée par la même organisation ne comptabilisa « que » 13373 enfants dans la rue à Mexico dont 1850 enfants de la rue⁶⁰. D'autres études mentionnent des données tout à fait différentes et parfois même absolument démesurées, dont celle de De Venanzi et Hobaica (2003) qui signalent 1 900 000 enfants de la rue à Mexico en précisant qu'il s'agit de la première ville au monde qui contient le plus d'enfants dans cette situation. Néanmoins, les auteurs ne précisent ni l'origine de ces données, ni la population qu'elles incluent (limite d'âge, population d'enfants dans ou de la rue, etc.). Quoi qu'il en soit et contrairement au thème du travail des enfants, il n'existe pas de statistiques officielles récentes sur cette population au Mexique. Enfin, alors que dans certains des pays « les plus développés », une politique d'assistance massive mise en œuvre dès le début du 20^{ème} a permis de quasiment éradiquer le phénomène des enfants de

⁵⁹ UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 1997* (pour l'année 1996), New York, UNICEF, 1997, 120 p.

⁶⁰ UNICEF, *II Censo de los niños y niñas en situación de calle*, Mexico, UNICEF, 1996, 42 p.

la rue, au Mexique, les ressources économiques ainsi que la volonté publique ont fait défaut, ce qui a laissé au secteur caritatif le soin de combler les lacunes du secteur public.

Les facteurs macroscopiques ne rentrent pas dans la réalité directe de l'enfant. Cependant, les facteurs microscopiques qui mènent les enfants à quitter le foyer familial et à aller dans la rue, font partie de l'univers proche de l'enfant dans lequel il est impliqué en tant qu'acteur social.

2.2 Contexte micro-social : les familles

La composition des familles dont sont issus les enfants/jeunes de la rue interrogés par questionnaire est assez hétérogène. 67% des jeunes sont issus de familles éclatées ; 33% uniquement vivaient avec leurs deux parents, 27% avec des membres de la famille élargie et 6% avec des personnes non issues de la famille. Par ailleurs, 20% proviennent d'un foyer monoparental et 14% d'un foyer reconstitué. Lorsqu'il y a désintégration familiale, les enfants restent le plus souvent à la charge de la mère, d'où une présence beaucoup plus importante de foyers monoparentaux féminins que masculins (dix-sept foyers contre trois). Par conséquent, dans le cas de foyers reconstitués, les enfants se retrouvent plus fréquemment en présence d'un beau-père que d'une belle-mère (douze foyers contre deux). Dans plus du quart des cas (27%) et à la suite d'un abandon, d'une rupture familiale, de la mort d'un des parents ou encore de l'arrivée d'un beau-père ou d'une belle-mère dans la famille, les enfants peuvent se retrouver à la charge d'autres membres de la famille, principalement d'un oncle, d'une tante ou de grands-parents, soit par décision propre, soit par décision d'un parent. Le tableau ci-dessous présente les personnes avec qui vivait l'enfant avant de fuguer.

Tableau 5. Répartition des enfants/jeunes selon la structure familiale

Structure familiale	Effectif
Mère et père	33
Mère et beau-père	12
Père et belle-mère	2
Mère seule	17
Père seul	3
Oncles, tantes, grands-parents	27
Personnes externes à la famille	6
Total	100

En ce qui concerne le statut professionnel des chefs de ménage, le groupe n'est pas très diversifié si l'on considère que pratiquement la moitié (43%) d'entre eux sont commerçants (22%) ou artisans (21%). Les commerçants sont partagés entre ceux qui développent une activité non réglementée, dite « ambulante »⁶¹, et ceux qui disposent d'un local en béton, loué ou acheté, et qui paient des impôts. Quant aux artisans, la profession de maçon est celle qui est la plus représentée (quinze maçons sur une totalité de vingt-et-un artisans). Dans cette catégorie, étant donné l'incapacité des enfants/jeunes à fournir plus de précisions sur le statut professionnel de leurs parents ou de l'adulte responsable, nous ne distinguons pas les artisans salariés de ceux qui sont à leur compte. Dans le cas des foyers monoparentaux avec la mère à la charge des enfants, nous trouvons plus d'un tiers de femmes commerçantes ambulantes et un tiers de femmes sans emploi (hors tableau). De même, la moitié des chefs de ménage qui sont commerçants ambulants et la totalité de ceux qui sont sans emploi, sont en réalité des femmes seules ayant charge de famille. On peut donc constater que les deux tiers des femmes seules sont dans une situation de grande précarité : soit elles ne perçoivent aucun revenu, soit elles perçoivent un revenu issu de la vente ambulante, revenu très faible lorsque la vente est réalisée sans le soutien d'une association ou d'un réseau de commerçants et/ou sans investissement d'argent important pour acheter une marchandise plus coûteuse qui permettrait d'accroître les bénéfices.

⁶¹ Au Mexique, le concept de commerce ambulante ne se réfère pas exclusivement à un type de vente proprement dite « ambulante » ou réalisée en déplacement, mais aussi à un type de vente sédentaire. L'article 135 de la « Ley de Hacienda » (loi du Trésor Public) définit le commerçant ambulante comme une personne qui utilise la voie publique pour réaliser n'importe quel type d'activité (vente d'objets divers ou location de services), sous forme ambulante ou non (dans des locaux fixes ou semi-fixes) et sans que son activité soit reconnue, structurée ou réglementée par les autorités publiques. Aussi, ce concept se réfère plutôt au caractère informel de ce type d'activité, qu'à sa réalisation à proprement parler.

Tableau 6. Répartition des enfants/jeunes selon la profession du chef de ménage

Profession du chef de ménage	Nb. de jeunes
Agriculteur	5
Commerçant (à son compte)	22
Dans un local	10
Ambulant	12
Artisan (sans distinction : salarié ou à son compte)	21
Maçon	15
Divers (menuisier, cordonnier, ferblantier, plombier, électricien)	6
Cadre et profession intellectuelle supérieure (architecte, médecin, professeur, politicien)	4
Profession intermédiaire	5
Instituteur	3
Divers (boxeur, technicien)	2
Employé	11
Serveur/barman	2
Policier, gendarme	4
Divers	5
Ouvrier	12
Sans emploi	5
Ne sait pas	15
TOTAL	100

Cette précarité dans les cas de foyers monoparentaux maintenus par une femme se renforce considérablement lorsque nous constatons le nombre d'enfants présents dans ce type de ménage : deux tiers des foyers sont composés de quatre enfants ou plus et un tiers de huit enfants ou plus. Autrement dit, sur les six familles composées de plus de dix enfants, quatre sont à la charge de la mère seule (hors tableau). Bien sûr, il y a une forte probabilité pour que, dans ces circonstances, plusieurs enfants contribuent à l'économie familiale. Toutefois, nous pouvons supposer que malgré la participation des enfants, les revenus sont insuffisants pour maintenir une famille nombreuse. Or la majorité des enfants et jeunes de notre échantillon proviennent de familles nombreuses : ils ont en moyenne 3,9 frères et sœurs (consanguins), c'est-à-dire qu'il y a presque cinq enfants en moyenne par foyer, chiffre bien au-dessus de la moyenne nationale qui est de 2,4 (INEGI,1995)⁶².

⁶² Les derniers chiffres correspondant au nombre moyen d'enfants par foyer du *II Censo de Población y Vivienda 2005* n'étaient pas disponibles au moment de la remise de ce manuscrit.

Tableau 7. Nombre de frères et sœurs par enfant/jeune

Nombre de frères et sœurs	Consanguins	Non consanguins
0	9	3
1 à 3	45	37
4 à 6	31	32
7 à 9	8	16
10 à 12	3	6
13 à 15	3	3
Plus de 16	0	2
Ne sait pas	1	1

Nous venons de présenter brièvement quelques caractéristiques des familles des enfants et des jeunes de la rue de notre échantillon (interrogés par questionnaire) ; toutefois, n'ayant pas centré principalement notre attention sur ce sujet, nous ne disposons pas d'assez d'éléments pour tenter de tracer un profil socio-économique plus complet. L'information fournie par l'institution d'assistance *Casa Alianza* qui travaille avec les familles des enfants dans un souci de réintégration familiale, nous permet d'identifier d'autres traits caractéristiques des familles d'où sont issus ces enfants et jeunes. L'école nationale de travail social de Gijón (Espagne) a exploité 814 fichiers d'enfants réalisés par *Casa Alianza* au Mexique et en Amérique centrale (Calleja Jiménez *et al.*, 2004). Ces fichiers récapitulent l'historique d'enfants de la rue provenant de Mexico ainsi que de Tegucigalpa (Honduras), Ciudad de Guatemala (Guatemala) et Managua (Nicaragua). Ils se centrent tout particulièrement sur leurs conditions de vie au sein de leurs familles d'origine, c'est-à-dire avant même leur arrivée dans la rue. Nous remarquons tout d'abord qu'il s'agit de familles qui, de par leur situation géographique et/ou résidentielle, se situent dans les couches les plus pauvres de la société. La moitié provient de zones d'habitations précaires (*infravivienda*) mal ravitaillées en eau courante et électricité et situées aux périphéries de Mexico ou d'autres capitales centre-américaines ; l'autre moitié du milieu rural ou de zones urbaines marginales des capitales départementales. Ensuite, les familles perçoivent des revenus très faibles qui ne suffisent généralement pas à la subsistance de tous leurs membres, d'où une participation importante des enfants à l'économie familiale à travers la réalisation de petits boulots comme la vente ambulante, le lustrage de chaussures, ou encore la mendicité. En ce qui concerne les enfants issus du milieu rural, ils ne réalisent pas un travail complémentaire de celui de leurs parents, mais les assistent souvent dans les différentes tâches agricoles. Enfin, les enfants sont pour la plupart issus de familles nombreuses (quatre enfants ou plus) et désintégréées. En résumé, il s'agit de familles qui

sont victimes d'une précarité tant économique que résidentielle et qui ont été fragilisées au niveau de leur structure. Ces caractéristiques ont également été relevées dans différentes études sur les enfants des rues en Amérique latine, notamment par Lucchini (1988, 1996) à Rio de Janeiro et Montevideo, par Lutte (1997) à Ciudad de Guatemala, par Levenson (1997) à Buenos Aires et par Merienne Serria (1995) à Bogotá, mais aussi par d'autres auteurs ayant analysé cette même problématique dans des villes africaines, à savoir par Marguerat et Poitou (1994) à Lomé, par Lugalla et Mbwambo (1999) à Dar es-salam ou encore par Le Roux (1996) à Pretoria. Il existe, à ma connaissance, peu de recherches sur ce sujet portant sur le continent asiatique ; nous trouvons cependant l'étude réalisée par Stöcklin à Shanghai (2000), qui identifie principalement les causes de la misère, de la pauvreté et de la désintégration familiale dans les politiques chinoises de régulation des naissances, de migration et de libéralisation économique.

Dans tous les cas, et malgré des contextes culturels, politiques et économiques très différents, nous pouvons constater que les enfants/jeunes de la rue sont généralement issus de familles pauvres et déstabilisées à plusieurs niveaux. Cependant, pouvons-nous pour autant affirmer que la crise économique et la désintégration familiale sont à l'origine du départ de l'enfant dans la rue ? Plus concrètement, la pauvreté, la précarité et l'éclatement de la cellule familiale sont-ils responsables de l'existence des enfants de la rue ? Nous pouvons joindre ces interrogations à celles formulées par Griesbach et Sauri (1997 : 221) sur les raisons de la fugue de l'enfant : pourquoi, parmi les familles qui partagent les mêmes caractéristiques socio-économiques, certaines « provoquent » le départ de l'enfant et d'autres pas ? Nous déduisons automatiquement de ces quelques questionnements que les caractéristiques socio-économiques des familles ne suffisent pas à expliquer pourquoi l'enfant quitte le foyer familial, et nous pourrions même envisager qu'il n'y ait pas de relation de cause à effet entre une condition et l'autre, comme l'établissent plusieurs chercheurs : « La plupart des enfants des couches sociales défavorisées ne sont pas enfants des rues » écrit Lucchini (1996 : 49), « Il n'existe pas assez d'évidences qui nous permettent de conclure que le processus de rue⁶³ soit associé de manière directe à la pauvreté »⁶⁴, souligne Cornejo Portugal (1999 : 214).

Aussi, pour saisir les facteurs qui non seulement ont pu provoquer ou renforcer le processus de départ de l'enfant dans la rue, mais qui ont aussi directement déclenché ce

⁶³ « Proceso de callejerización » : processus qui amène l'enfant dans la rue et à rester dans celle-ci.

⁶⁴ En espagnol dans le texte (ma traduction).

départ, il nous semble essentiel de réaliser une analyse qui s'intéresse aux dynamiques intra-familiales et aux discours des acteurs, c'est-à-dire aux raisons que les enfants/jeunes évoquent pour expliquer leur présence dans la rue.

2.3 Le départ du domicile familial

Les enfants/jeunes de la rue fournissent trois explications principales de leur départ du domicile familial. D'après les questionnaires, 45% donnent comme motif de la fugue les mauvais traitements, 19% les problèmes familiaux et 15% l'aventure, la drogue ou le divertissement. 21% des jeunes évoquent d'autres points comme un décès dans la famille, l'abandon, un viol ou une tentative de viol, le manque d'affection, la solitude et les problèmes économiques. Nous pouvons remarquer qu'alors que 72% des jeunes affirment avoir souffert de mauvais traitements dans leur foyer, seulement 45% des jeunes identifient ces derniers comme ayant été la cause de leur départ. Il est d'ailleurs curieux de constater que parmi ceux-ci, plus de la moitié affirment que leur relation avec leur famille était soit « bonne » soit « très bonne ». Nous constatons par ailleurs que la famille unie n'est pas un facteur de protection contre les mauvais traitements ou les problèmes familiaux : parmi les trente-trois jeunes qui vivaient avec leurs deux parents biologiques, vingt-trois ont subi des mauvais traitements et vingt-et-un disent avoir fugué pour des mauvais traitements ou des problèmes familiaux. Notons que seulement un jeune sur cinq qualifie la relation avec ses parents de « mauvaise » ou « très mauvaise », alors que dans le cas de jeunes qui vivaient en famille recomposée, la quasi totalité (treize jeunes sur quatorze) disent avoir subi des mauvais traitements et une grande majorité, soit onze jeunes, qualifient négativement la relation avec leurs parents. De même, lorsqu'il y a présence d'un beau-père ou d'une belle-mère, le motif de la fugue est clairement défini par les mauvais traitements (10 enfants sur 14, contre 15 enfants sur 33 dans le cas d'une famille unie). Nous pouvons en déduire que les jeunes qui proviennent de familles unies font une évaluation plus positive de leur famille que les jeunes qui proviennent de familles reconstituées, ou qu'alors chez les premiers il y a une normalisation plus forte de leur situation que chez les seconds. Dans tous les cas, la famille unie n'évite pas le départ de l'enfant : deux tiers des jeunes qui disent avoir fugué à cause de mauvais traitements ou de problèmes familiaux vivaient avec leurs deux parents.

Mentionnons maintenant une raison supplémentaire du départ de l'enfant qui n'a pas été identifiée dans les questionnaires, mais qui revient souvent lors des entretiens : sa

participation dans l'économie familiale et/ou ses obligations vis-à-vis de celle-ci, qui le mènent à une situation d'épuisement et de lassitude. Carlos "Chino" qui vit depuis dix ans selon le mode de vie de la rue et depuis sept ans dans le groupe de Niños Héroes, témoigne des nombreuses activités économiques qu'il devait effectuer pour aider sa famille à s'en sortir :

« Je vivais avec ma mère et j'avais des soeurs. Ma mère vivait d'abord avec mon père, et puis ils se sont séparés. Je travaillais là-bas quand j'étais petit, je vendais, j'avais dix ans. D'abord je vendais des cacahuètes, des "chicharrones"⁶⁵, j'allais au Zocalo de Veracruz. Je vendais des chewing-gums, et puis après j'ai vendu des cigarettes, tout ce que je pouvais mettre sur un plateau, pour subvenir aux besoins de ma mère, ma famille, mes soeurs. Mes sœurs aussi vendaient la même chose [...]. J'allais à l'école et je sortais vers 15-16 heures. Je faisais mes devoirs et j'allais encore chercher tout ça. Je remplissais des poupées, j'allais vendre, travailler, et après je devais encore bosser pour l'école. J'en ai eu marre de tout ça et puis ma mère me frappait aussi, et je suis parti » (Carlos "Chino", 18 ans).

D'après une étude réalisée par Chapon (1995), basée sur différentes recherches menées auprès des enfants et jeunes de la rue dans plusieurs pays du monde, on peut souvent constater une différence de genre dans l'attribution des tâches productives. Alors que les garçons effectuent des travaux en dehors du foyer familial, directement dans la rue ou dans le travail de leurs parents, les filles se limitent à la sphère domestique. Dans le cas de notre étude toutefois, nous n'avons pas repéré de division systématique des tâches. Indistinctement de leur sexe, les enfants devaient la plupart du temps accomplir aussi bien des travaux dans la sphère domestique qu'en dehors de celle-ci.

« Moi je suis partie parce que je me sentais avec beaucoup d'obligations. Ma mère était âgée, elle m'aidait très peu, elle allait vendre des fleurs et moi je restais avec mes frères. Je gardais mon neveu et mon frère qui avaient presque le même âge [...]. Je devais leur donner le biberon. [...]

⁶⁵ Peau de porc frite.

Je vendais des "tamales"⁶⁶ et des gélatines aussi [...]. J'avais beaucoup de responsabilités et beaucoup de problèmes, beaucoup de traumatismes aussi parce que mon père lorsqu'il frappait ma mère il se défoulait aussi sur nous. Si je ne lavais pas bien un vêtement, il me disait: "Tu ne sers à rien, tu es une conne, va te faire foutre, casse- toi. Dans cette maison tu dois faire ce que l'on te dit, pas ce que tu veux". Voila, c'est pour ça que je suis partie » (Gloria, 22 ans).

Précisons ici, que la participation de l'enfant à l'économie familiale ne se fait pas seulement à travers le travail (vente, lustrage de chaussures, etc.), mais aussi à travers l'exercice d'autres activités comme la mendicité ou le vol. Par ailleurs, le rapport monétaire entre les parents et l'enfant évolue d'une situation où l'enfant accompagne seulement ses parents dans leurs différentes activités économiques, à celle où il devient une figure centrale dans le soutien de l'économie familiale :

« Au départ le rapport monétaire est essentiellement familial, mais la responsabilité de l'enfant par le travail peut provoquer une évolution des rapports sociaux et familiaux. D'une monétarisation relative par l'utilisation de l'enfant en bas âge dans les rapports marchands, on évolue vers une monétarisation absolue par l'utilisation de la force de travail de l'enfant comme support financier » (Chapon, 1995 : 119).

Il y a alors une lassitude dans le travail qui, complétée par d'autres facteurs, peut provoquer le passage d'un enfant *dans* la rue à un enfant *de* la rue. Ce passage d'une catégorie d'enfant à une autre n'est pas automatique. De même, seuls quelques enfants qui vivent dans la rue ont été préalablement des enfants travailleurs de la rue. Cependant, la contribution des enfants/jeunes à l'économie familiale paraît avoir été importante dans le cas de notre échantillon, ce qui nous permet de supposer qu'il existe un lien continu entre une situation et une autre, et que ces deux catégories d'enfants ne sont pas si étanches que l'on pourrait croire. Il existe, c'est vrai, des différences significatives entre les deux catégories, principalement dans la perception que les enfants ont de l'espace de la rue. Nous pensons pourtant pouvoir identifier une progression de cette perception qui mènerait, entre autres facteurs, un enfant travailleur à devenir un enfant de la rue.

⁶⁶ Pâte de farine de maïs sucrée ou salée enrobée dans une feuille de maïs ou de bananier et cuite.

En effet, alors que les enfants de la rue sont indépendants dans la manière de dépenser leurs gains, les enfants dans la rue doivent donner une grande partie ou la totalité de leurs gains à leurs parents. Aussi, pour les premiers, la rue représente un espace de liberté et d'indépendance dans lequel ils peuvent utiliser leur argent selon des besoins établis par eux-mêmes (drogue, divertissements, nourriture) et non pas par un adulte responsable, alors que pour les seconds, la rue signifie avant tout un espace de travail⁶⁷. Il est alors possible qu'il y ait un changement progressif dans les perceptions et l'attitude de l'enfant, par sa présence continue dans la rue, par son contact avec d'autres enfants, par le fait qu'il ne puisse pas dépenser de l'argent selon ses envies, par les problèmes dans son foyer familial, etc., ce changement menant à une situation de « ras-le-bol » et représentant à un moment ou à un autre une motivation supplémentaire pour quitter le foyer. Nous avons observé des enfants de la rue qui travaillaient simultanément aux feux rouges avec des enfants dans la rue et qui entretenaient avec eux une relation amicale. Ces derniers peuvent alors être confrontés à une situation qui les conduit à faire un rapprochement entre leurs conditions de vie et celles des autres enfants. La lassitude dans le travail se verrait alors accentuée dès lors que l'enfant se rend compte qu'il ne peut pas faire usage de l'argent qu'il gagne. Nous constatons, dans le cadre de notre étude, que cette lassitude apparaît principalement lorsqu'il est victime de mauvais traitements.

« Mon beau-père me frappait, m'insultait, m'humiliait et alors moi j'allais dans la rue. Il y avait même des fois où je ne rentrais pas, j'avais peur, tu vois ? J'avais peur que ce monsieur me frappe. Ma mère me défendait quelques fois mais ce monsieur la frappait aussi, et c'est pour ça que je préférais sortir. Il y avait des fois où je partais pendant des mois [...]. Quand je suis parti, j'ai connu des bandes. Je partais plusieurs fois, je restais dans la rue, une fois même dans la poubelle, et des fois sur des terrains vagues par peur que mon beau-père me frappe [...]. Ce monsieur m'agressait super fort. Il disait qu'il fallait que je lui donne de l'argent, depuis petit, il m'emmenait travailler avec lui, il était maçon. Je devais faire une cloison ou tout ce qu'il avait envie que je fasse, et si je ne le faisais pas eh bien il me frappait. C'est lui qui m'a laissé ces cicatrices sur

⁶⁷ Sur cette question voir mon article « Aprendiendo a sobrevivir : el uso del comercio informal como estrategia de subsistencia para los niños y jóvenes en situación de calle », in J. Monnet, J. Bonnafé, *El ambulante en la Ciudad de México : investigaciones recientes*, Mexico, PUEC-CEMCA, 2005, p.1-19.

le crâne [...]. Il m'a vraiment fait mal, il m'a fait mal sur tout mon corps et alors j'ai dit à ma mère que j'allais partir de la maison et elle m'a répondu "Eh bien tant pis", comme en voulant dire qu'elle s'en foutait que je parte ou pas. Eh bien un jour j'en ai eu marre et j'ai choisi de partir, à neuf ans » (Leonardo, 18 ans).

« C'est vrai que j'ai eu des conflits avec eux, surtout parce que mon beau-père me frappait, depuis mes huit ans, toujours. J'étais son chien. Je l'aidais à vendre et on allait de maison en maison. On vendait des costumes, des trucs de commerce, et alors à chaque fois que je ne vendais pas, il me maltraitait. Et si je vendais, tout était pour lui. Il allait dans un bar se bourrer la gueule. Et moi, je voulais une vie meilleure... » (Esteban, 18 ans).

Le travail, ménager et/ou économique, devient aussi très contraignant parce que les enfants doivent l'assumer en même temps que l'école.

« Quand j'étais petit, ma mère et mon père se sont séparés. Ma mère est partie avec un autre homme et mon père avec une autre femme [...]. J'avais six ans et j'ai vraiment souffert de beaucoup de mauvais traitements [...]. Ils me frappaient pour n'importe quoi, ils me criaient dessus [...]. Je devais tout faire à la maison, je devais nettoyer parce que ma mère partait travailler et je restais tout seul [...]. Quand je revenais de l'école, je devais faire le ménage [...] et après j'ai eu beaucoup de problèmes avec l'école parce que je devais faire beaucoup de choses et j'avais des mauvaises notes. Et puis ils me frappaient bien fort, parce que je ne faisais pas la vaisselle, parce que je ne balayais pas... Pour n'importe quoi, et puis après, à douze ans, je me suis demandé : "Qu'est-ce que je fous là ? Si je ne reçois même pas d'affection, au contraire ils me maltraitent, ils m'insultent" [...]. Et puis je me suis dit : "Je pars de la maison". Et alors je suis parti » (Fernando, 18 ans).

Comme en témoignent Fernando et Carlos "Chino" (plus haut), il devient alors difficile d'assurer l'école et le travail en même temps. Aussi, dans le cas des enfants qui réalisent

une activité économique, la cohabitation qui existe entre l'école et le travail peut disparaître progressivement en faveur du travail. Le départ du domicile familial peut toutefois surgir sans qu'il n'y ait de processus de désertion scolaire. Par ailleurs, comme nous le montre le témoignage de Leonardo, ce départ ne correspond pas toujours à un événement du parcours de l'enfant qui peut être clairement identifié. Ici, il ne s'agit pas d'un seul départ définitif mais de plusieurs départs⁶⁸, d'un processus : « Un enfant ne devient pas enfant de la rue du jour au lendemain. Le départ du domicile familial se prépare et c'est un processus plus ou moins long » (Lucchini, 1993 : 44). Plus l'enfant s'intègre dans des réseaux de la rue, plus l'éloignement avec son foyer s'accroît. Les fugues s'intensifient, ou les périodes passées dans la rue deviennent plus longues. L'affaiblissement ou la rupture des liens familiaux est donc progressif. Par ailleurs, on constate que 43% des jeunes connaissent quelqu'un dans la zone où ils se sont rendus lors de leur première fugue. Cela démontre bien qu'ils avaient déjà établi un contact avec des réseaux de la rue.

Pour revenir à notre questionnement initial, nous ne savons toujours pas ce qui distingue deux enfants dans les mêmes conditions de vie, dont l'un part dans la rue et l'autre pas. Différents auteurs (Lutte, 1997 ; Hecht, 1997 ; Lucchini, 1996 ; entre autres) affirment que l'enfant fait un choix lorsqu'il part dans la rue. Face à des alternatives différentes, l'enfant choisit soit de rester chez lui, sans se donner la possibilité de changer ses conditions de vie, soit de quitter le foyer en vue de faire changer ces conditions. Lugalla et Kazenie Mbwambo (1999) parlent même de « calculs rationnels » et d'évaluation des avantages et des désavantages que feraient les enfants lorsqu'ils quittent leur foyer dans le contexte tanzanien⁶⁹. Par ailleurs, ils identifient des facteurs similaires qui pousseraient les enfants à partir dans la rue : « We must understand that street children's decisions to leave their homes and migrate to cities are probably based on rational economic calculations of the advantages and disadvantages of remaining within the family networks in their rural areas or migrating. The need to improve their life conditions, experience alternative ways of life and to escape from hostile family situations appear to be the predominating factors » (Lugalla et Kazenie Mbwambo, 1999 : 341).

⁶⁸ Lucchini (1997 : 24) parle de départs (au pluriel).

⁶⁹ Concepts que l'on retrouve notamment dans la théorie du choix rationnel. Nous y reviendrons dans les chapitres suivants.

Cependant, pour les institutions d'assistance comme pour certains auteurs, cette notion de choix se voit limitée par « des facteurs déterminants de la construction de l'identité de l'enfant » (Chapon, 1995 : 127). En d'autres termes, l'enfant subit toute une série de contraintes qui ne lui permettent pas de décider délibérément. Alors que l'argument du choix a pu être avancé pour expliquer le départ de l'adulte dans la rue dans les sociétés occidentales « [Le clochard] est décrit comme un philosophe épris de liberté, aimant la vie de bohème et refusant de participer au jeu social » (Zeneidi-Henry, 2002 : 28), nous pensons que l'absence de cet argument dans le cas des enfants est étroitement liée à l'image occidentale de l'enfance, comme représentant une étape de la vie qui serait essentiellement irrationnelle. Aussi, même en reconnaissant le poids de certains déterminismes, nous pensons que les enfants réalisent un choix qui correspond à une évaluation de leur situation qui va les mener à partir. Rappelons les discours des jeunes : « *J'ai choisi de partir* » (Leonardo, 18 ans), « *Et moi, je voulais une vie meilleure...* » (Esteban, 18 ans), « *Et je me suis demandé : qu'est-ce que je fous là ? Si je ne reçois même pas d'affection, au contraire ils me maltraitent, ils m'insultent* » (Fernando, 18 ans), et Carlos "Chino" (18 ans) et Leonardo qui rajoutent « *J'en ai eu marre de tout ça* », en laissant entendre que leur situation devait finir par changer. Il est important d'insister sur cette notion de choix, afin de comprendre pourquoi il faut dès le départ considérer les enfants comme des acteurs, comme des sujets qui ont une certaine marge de manœuvre, et non pas uniquement comme des victimes soumises à toute une série de facteurs sociaux et de contraintes extérieures qui les empêcheraient de prendre des décisions et de faire des choix.

La pauvreté, la misère, la désintégration familiale, le manque d'alternatives et les mauvais traitements associés à toute une série d'autres facteurs – obligations vis-à-vis du foyer, de la famille ou des parents, travail, rejet, impossibilité de fréquenter l'école ou échec scolaire, etc. –, sont autant de raisons qui mènent les enfants à s'échapper de leur quotidien, caractérisé dans de nombreux cas par la violence et structuré par les nombreuses responsabilités qui leur incombent déjà. Cette situation les mène peu à peu à fréquenter la rue et à découvrir cet espace sous une autre perspective. La famille, qui est le pôle organisateur de la vie et du quotidien de l'enfant et l'école, qui prend le relais de la famille dans sa socialisation, vont disparaître peu à peu de l'univers de l'enfant, univers qui bientôt ne sera plus structuré que par la rue.

3 LA RUE, ESPACE D'ADVERSITE

La rue devient donc progressivement la référence principale de l'enfant. Or, en échappant à la violence dont ils sont victimes au sein de leurs familles, ils se retrouvent, paradoxalement, dans un espace qui les expose également à des agressions continues. En effet, la rue représente, avant tout, un espace d'adversité pour les enfants/jeunes qui doivent se protéger tantôt de l'agressivité du milieu, tantôt de l'hostilité des individus.

3.1 Hostilité de l'espace

Les jeunes perçoivent la rue comme un espace d'adversité en ce qui concerne, dans un premier temps, les incommodités et les désagréments liés à l'espace matériel, et dans un deuxième temps, l'intensité du trafic et le mouvement dans la ville.

La rue comme espace public est officiellement destinée à la circulation des individus. Dans ce sens, les trottoirs, les ponts, les avenues, les bancs, etc. sont totalement inappropriés à un usage qui ne relève pas de leur fonction d'origine. Alors que les espaces publics sont conçus comme lieux de circulation et de déplacement, les enfants/jeunes de la rue les conçoivent comme des lieux de vie. Inévitablement, ils se trouvent aussitôt confrontés à toute une série de désagréments, liés d'une part à la difficulté de se protéger du froid et des intempéries, et d'autre part, à celle non moins importante, d'accéder aux services d'hygiène dont principalement l'eau courante et les sanitaires. Toutefois, la majorité des jeunes qui ont été interrogés dans la rue étaient installés dans des espaces qui faisaient l'objet d'une appropriation importante depuis des années. Pour cette raison, seulement 15% des jeunes identifient comme étant un aspect négatif de la rue le froid et les intempéries. L'hostilité des espaces est ressentie de manière plus aiguë chez les enfants/jeunes qui ne sont pas insérés dans un groupe ou qui ne se sont pas approprié un espace. Aussi, les jeunes de notre échantillon ne souffrent pas tant du froid et de la pluie parce qu'ils disposent d'un espace qu'ils ont aménagé de manière à se protéger des intempéries et parce qu'ils ont acquis au fil du temps suffisamment d'objets pour éviter ces désagréments (plastiques, couvertures, cartons, etc.). C'est d'ailleurs dans le groupe de Santa Anita que l'on trouve la plus petite proportion de jeunes qui se plaignent du froid ; or, comme nous le verrons par la suite, Santa Anita est la zone qui a subi une transformation des plus radicales et un aménagement des plus développés.

Au cours des entretiens, plusieurs jeunes m'ont confié avoir souffert du froid lorsqu'ils vivaient seuls ou lorsqu'ils erraient dans la rue sans posséder d'espace fixe. C'est le cas de différents membres du groupe de Niños Héroes qui devaient chercher chaque nuit un espace pouvant leur offrir un refuge contre les intempéries :

« Avant on restait à l'intérieur d'une banque [distributeur automatique] de Balderas, on l'ouvrait avec une carte téléphonique, c'est moi qui ai appris à le faire, [...] on marchait [...] et on avait très froid, on tremblait tous. Moi j'avais une carte téléphonique et je l'ai introduite et la banque s'est ouverte [...]. Le lendemain les flics nous ont réveillés et nous ont dit de partir, alors nous sommes allés dans le métro pour dormir dans les wagons » (David, 15 ans).

Il en va de même pour l'accès à l'hygiène qui est perçu par les enfants et les jeunes comme très difficile, surtout au début de leur vie dans la rue. Au départ, la rue ne leur offre que des conditions d'hygiène très limitées. Puis, progressivement, ils acquièrent les outils nécessaires pour s'adapter de mieux en mieux à ce nouveau contexte et apprennent à exploiter les institutions caritatives qui disposent de douches et de toilettes, ou encore à mettre en place des stratégies pour faire leur toilette dans les espaces publics tout en se préservant des regards extérieurs. Dans le contexte de rue, le jeune fait aussi face à une importante dégradation physique qui est provoquée par les carences alimentaires, les drogues, diverses maladies et infections sexuelles.

La rue est non seulement hostile au sens des désagréments vécus au quotidien, mais aussi parce qu'elle peut s'avérer dangereuse pour bon nombre d'enfants qui traversent quotidiennement les avenues, nettoient les pare-brises ou vendent occasionnellement des confiseries au milieu des voitures. À Mexico, la circulation est abondante et plusieurs jeunes ont été victimes d'accidents, qui ne leur ont pas toujours coûté la vie mais leur ont laissé des séquelles corporelles importantes. Il m'est arrivé d'observer sur le corps de garçons et de filles des cicatrices résultant d'accidents violents ou encore des jeunes qui marchent avec difficulté, qui ont perdu l'usage partiel d'une jambe ou qui, dans le plus extrême des cas, ont du être amputés. Toutefois, malgré les accidents et les désagréments liés aux caractéristiques de l'espace, les jeunes souffrent beaucoup plus de l'hostilité des

individus. Le contexte de la rue est violent, pas seulement pour ses conditions de vie précaires, mais surtout de par ses conditions globales d'insécurité.

3.2 Hostilité des individus

Alors que seulement le quart des jeunes interrogés mentionnent la faim et le froid comme étant des aspects négatifs de la rue, les trois quarts d'entre eux mentionnent les violences, les insultes et l'humiliation provenant de populations diverses. D'après les données recueillies par questionnaire, 83% des jeunes ont souffert de mauvais traitements dans la rue, chiffre comparable à celui de l'UNICEF (1996) qui s'élève à 88%. Le pourcentage des garçons qui disent avoir subi de mauvais traitements dans la rue est un peu plus élevé que celui des filles : 84% contre 79%. Ces données nous paraissent de prime abord surprenantes. En effet, qu'il s'agisse des jeunes qui vivent dans la rue ou de différents auteurs qui abordent le sujet, tous affirment que les filles de la rue sont plus vulnérables aux agressions que les garçons. Toutefois, en ce qui concerne notre enquête, le nombre de filles interrogées est trop réduit pour pouvoir se prononcer sur la pertinence de ces chiffres. Dans les chapitres suivants, nous nous pencherons sur les stratégies de survie mises en place exclusivement par les filles afin d'analyser si, effectivement, ces stratégies leur permettent de se protéger des agressions de manière plus efficace que les garçons.

En résumé, la majorité des jeunes sont victimes de violences physiques, de coups, de menaces et d'insultes et sont exposés aux viols, aux tentatives de viols et aux propositions de libération par des policiers en échange de rapports sexuels. Même si les filles tendent à être plus vulnérables face aux violences sexuelles, les garçons en sont également victimes : 25% des filles et 13% des garçons disent avoir souffert d'abus sexuels dans la rue. Ces chiffres sont cependant loin de refléter la réalité : plusieurs jeunes n'ont pas voulu répondre à la question et il s'agit d'un sujet tabou qui est difficilement abordé au cours des entretiens et qui est évité lors des questionnaires, surtout par les garçons hétérosexuels. Les sujets touchant à la sexualité – abus sexuels, prostitution, maladies sexuellement transmissibles – sont moins tabous pour les garçons homosexuels que pour le reste de la population interrogée. Aussi, les chiffres dont nous disposons, qui touchent à la sexualité ou aux violences sexuelles ne correspondent vraisemblablement pas à la réalité vécue dans la rue.

Par ailleurs, un jeune sur quatre dit avoir subi de mauvais traitements par la police, un jeune sur trois par des membres du groupe, un jeune sur trois également par d'autres jeunes

de la rue et enfin un jeune sur dix par des inconnus. En ce qui concerne les agressions policières, elles revêtent souvent la forme du chantage et de la corruption. 43% des jeunes disent avoir une mauvaise relation avec la police et évoquent des coups, des menaces et des vols d'affaires comme étant les principales agressions dont ils sont victimes. 92% des jeunes se sont déjà fait arrêter une ou plusieurs fois par la police, principalement parce qu'ils se droguaient sur la voie publique. Les détentions ou avertissements liés à la consommation de drogues sont l'occasion pour les agents de police de les agresser physiquement.

« J'avais douze ans et j'avais encore des dents de lait et puis... Mes dents c'est un flic qui me les a fait tomber avec la crosse de son pistolet. J'étais en train d'inhaler du solvant et il arrive et me dit : "Gonfle ta joue", et poum ! Qu'il me donne un coup de crosse. On a dû me coudre ici, à l'intérieur de ma joue... » (Antonio, 26 ans).

Les jeunes dénoncent souvent la violence des policiers et les accusent de fabriquer de fausses preuves lorsqu'ils ne se soumettent pas à leurs envies, ou de faire l'objet de chantage lorsqu'ils sont détenus en leur exigeant de l'argent ou des rapports sexuels en échange de leur libération. Ils témoignent également d'une pratique qui semble être assez courante lorsqu'ils sont détenus pour avoir commis une infraction (consommation d'alcool ou de solvant sur la voie publique, trouble et désordre) ou un délit (vol ou tentative de vol) : afin de respecter certains quotas, les policiers leur attribueraient la détention de drogues plus dures comme du crack ou de la cocaïne ou encore des objets de valeur qu'ils n'auraient pas volés. Vivre dans la rue peut donc facilement mener en prison ou en maison de redressement : plus de la moitié des jeunes (56%) en ont fait l'expérience. La prison est perçue comme un espace plus hostile que la rue et, contrairement à celle-ci, elle est toujours vécue de manière négative. Aussi, la rue est dangereuse non seulement en elle-même, mais aussi parce qu'elle expose les jeunes, plus qu'ailleurs, à des peines d'emprisonnement. Les jeunes font également l'objet d'expulsions et de rafles. Leur présence dans les espaces publics est tolérée mais déplaisante. Par conséquent, n'importe quel motif est bon pour les en expulser⁷⁰.

⁷⁰ Nous présentons plus de détails sur les rafles et les politiques répressives de l'État dans le dernier chapitre de cette partie.

Les policiers ne représentent pas la seule menace pour les enfants. Les jeunes se confrontent également à des membres de leur groupe ainsi qu'à des membres d'autres groupes de la rue. Dans le premier cas, certains jeunes disent avoir été agressés par des membres de leur groupe lorsqu'ils étaient encore enfants – ils représentaient alors une cible facile pour les plus grands – ou à la suite d'un problème dans la zone : vol entre membres du groupe (objets de valeur, radio, lecteur de CD, vêtements ou bouteilles de solvant), disputes, etc. Dans le deuxième cas, sept jeunes sur dix affirment que leur bande a déjà eu des problèmes avec des membres d'autres groupes de jeunes de la rue. Cependant, il n'existe pas de bandes rivales à proprement parler, il s'agit plutôt de bagarres qui surgissent lors d'un conflit ou un désaccord, la majorité des conflits se présentant à la suite d'un vol ou d'une tentative de vol de vêtements, de nourriture, d'objets divers et de drogue.

« Cette bagarre a commencé parce que j'allais mendier et puis j'achetais ma bouteille de solvant. Et après, des mecs venaient et me disaient "Mouille mon étoffe". Et moi je leur disais "Eh ben quoi? Bougez de là" [...]. Et un jour, je descendais par là et je trouve le mec qui me dit : "Tu vas voir maintenant fils de pute, donne-moi ta bouteille". Il voulait me la prendre de mon pantalon [...]. Il m'a lâché un coup de poing et moi je me suis baissé et je lui ai lâché un coup de tête et je lui ai donné des coups de pied. "Fais attention à ce que tu dis enculé, tu vas me respecter fils de pute", il est resté par terre et moi je suis parti comme si de rien n'était »
(Leonardo, 18 ans).

Mentionnons toutefois que plusieurs jeunes évoquent le caractère conflictuel de certaines bandes – qui serait à la base des rivalités entre elles – et la plupart désignent le groupe Zarco comme étant le plus problématique de tous.

« Margarita [...] avait organisé une fête et puis il y a des mecs de Zarco qui sont arrivés et ils nous ont frappés, ils nous ont poursuivi avec des bouteilles. J'ai commencé à courir, ils allaient m'attraper...Ils ont failli tuer un mec, à force de le frapper [...]. Le mec est resté deux semaines à l'hôpital » (Francisco, 17 ans).

« Les mecs de Zarco sont lourds, c'est la Guerrero, c'est comme si c'était Tepito⁷¹, l'ambiance... Ils sont très agressifs, la majorité de la bande qui est dans la rue vient de sortir de maisons de redressement ou certains même de prison [...]. C'est pas pareil, l'ambiance est différente. Les flics y vont plus souvent, il y a plus de violence si tu vois ce que je veux dire. Il n'y a pas de compréhension entre les mecs du groupe, ils s'en foutent de ta gueule. C'est pas comme ça ici. Si quelqu'un ramène à manger, eh bien il partage » (Leonardo, 18 ans).

En fonction des bandes, les bagarres – individuelles ou de groupe – peuvent être plus ou moins violentes. Les jeunes ont mentionné lors des entretiens, des combats avec des chaînes, des bâtons, des bouteilles et des canifs, souvent sous l'effet de la drogue.

Les jeunes se battent entre eux, au sein du même groupe ou entre membres de bandes différentes, mais les risques d'agressions et de violences proviennent également de personnes inconnues. Il peut alors s'agir de violences sexuelles. Les circonstances dans lesquelles se déroulent ces agressions sont multiples mais les victimes ont souvent été des filles ou des garçons qui vivaient depuis peu de temps dans la rue, souvent lors de leurs premières fugues, ou qui s'étaient éloignés du groupe pendant la nuit.

« Et alors je suis ressorti dans la rue. La seconde fois a été très différente, je vivais dans le nord et comme la rue était très sombre, j'ai décidé d'aller à la gare routière. Mais là j'ai eu une mauvaise expérience. Un mec m'a violé, il m'a fait monter dans sa voiture, il m'a frappé et il m'a violé » (Alberto, 21 ans)⁷².

En dehors des violences physiques et sexuelles, les jeunes font aussi état de violences verbales. 22% des jeunes ont reporté comme étant des aspects négatifs de la rue l'humiliation et les insultes provenant de populations diverses – commerçants, passants, policiers, etc. Nous constatons que plus le nombre d'années vécues dans la rue est

⁷¹ Tepito est un quartier où se situe un *tianguis* (marché de rue) réputé par sa marchandise de contrebande ou volée et pour son insécurité. Guerrero est un quartier populaire du centre ville caractérisé également pour son insécurité, son taux élevé de délinquance et ses dealers. Alors que Tepito est un quartier au sens de *barrio*, la Guerrero est une *colonia*, c'est-à-dire un quartier délimité politiquement.

⁷² Entretien réalisé pendant le travail de terrain effectué de février à mai 2001 dans le cadre de mon mémoire de maîtrise au sein de l'institution d'assistance privée *Casa Alianza*.

important, plus l'humiliation représente un aspect négatif de la rue. Il est possible que cela soit dû notamment à la stigmatisation de l'enfant et du jeune qui est proportionnelle au nombre d'années vécues dans cet espace.

Certains commerçants comptent parmi les populations qui sont hostiles aux enfants. En effet, plus d'un commerçant informel sur quatre interrogés dans différentes zones du centre-ville partage un avis négatif sur les enfants des rues⁷³ : « *Ils donnent un mauvais aspect à la ville* », « *Ils sont très agressifs et n'acceptent l'aide de personne* », « *Ils sont pires que les chiens errants* », « *Ils sont fainéants et voleurs* », etc. Les espaces publics représentent un enjeu différent pour les enfants et les commerçants informels. Pour les premiers, les rues commerçantes sont des lieux stratégiques de mendicité, de vol ou de vente d'objets divers, pour les derniers elles représentent leur unique lieu de travail. Pour les commerçants, la présence d'enfants de la rue peut provoquer une dévalorisation de l'espace et, partant, une diminution de leurs ventes. Aussi, les relations entre ces deux populations tendent parfois à être conflictuelles – les deux populations ayant des intérêts à défendre – même si, comme nous le verrons par la suite, elles se fondent, dans la plupart des groupes étudiés, sur un rapport de solidarité.

3.3 L'expérience de la mort

Nous venons de voir comment la majorité des enfants/jeunes ont une expérience précoce de la violence, d'abord au sein de leurs familles où ils ont subi des mauvais traitements, ensuite dans la rue où ils font régulièrement face à l'hostilité de certains individus. C'est dans ce contexte d'adversité que s'installe progressivement l'expérience de la mort. Pour faire part de cette expérience, j'ai privilégié les citations issues de leurs propres témoignages, démarche qui m'a semblé la plus appropriée pour présenter de manière authentique le caractère aléatoire et précaire de leur mode de vie.

Nous identifions trois situations différentes qui confrontent l'enfant et le jeune à l'idée de la mort. Dans la première, il est directement exposé à la mort d'un de ses pairs, dans la deuxième, il est exposé à l'idée de sa propre mort, et enfin, dans la troisième, il est lui-même responsable de la mort d'autrui. La majorité des jeunes ont déjà été confrontés à une ou plusieurs de ces situations :

⁷³ Sur quarante-cinq entretiens réalisés par des éducateurs de rue et par moi-même dans le cadre d'une étude sur les enfants de la rue mandatée par l'institution d'assistance privée *Casa Alianza* en 2001.

« Dans le parc de l'Alameda la mort était là... Ils enfermaient certains dans les égouts et ils sont morts, beaucoup de petits enfants... Et puis la drogue, overdose. Une petite fille dehors, ses poumons ont lâché et puis ils ont sorti un enfant de l'égout. La petite fille, ils l'ont trouvée sur un banc [...]. On était beaucoup là-bas. La dernière fois que j'y suis allée, ils étaient en prison, certains réhabilités, d'autres dans des auberges, d'autres sont alcooliques, il ne reste plus que deux ou trois... D'autres filles ont été renversées, enceintes » (Mayra, 22 ans).

« On a déjà perdu le frère d'Ulises, Aarón, et aussi un garçon qui sortait avec son solvant à la main. On lui a demandé une mona⁷⁴, et alors il est parti en courant. Quand il est parti en courant de l'immeuble, il s'est fait écraser par une voiture et il est mort. Et Aarón est mort là-haut [dans l'immeuble]. Il disait qu'il ne pouvait pas se lever. On l'a amené à l'hôpital et puis ceux de Casa Alianza se sont occupés du corps et l'ont veillé » (Francisco, 17 ans).

« Certains sont morts par déshydratation, à cause de la drogue. Une fille qui s'appelait Liliana, elle avait 17 ans. Je me souviens, on était en train de nous droguer et qu'elle m'appelle. Elle commence à crier et comme on était drogués personne ne faisait attention à elle, et puis je me lève [...]. Je l'aide à aller aux toilettes [...] elle était lourde [...]. J'ai dit à un pote : "Qu'est-ce que tu crois ? Que Dieu me pardonne mais j'ai l'impression d'avoir porté un mort [...]". Le lendemain un pote me réveille et me dit : "Liliana est morte". L'ambulance est arrivée [...]. Une femme s'est mis des gants et lui a mis un doigt dans la bouche puis elle a dit : "Elle est morte de déshydratation" » (César, 32 ans).

« Qu'est-ce que tu peux sentir lorsqu'un enfant de la rue meurt à tes côtés ? Tu te couches avec lui, tu dors avec lui... Et tu te réveilles, tu vas prendre ton petit déjeuner et lui il est déjà mort, toi tu dormais avec lui, tu dormais avec un mort. Ces expériences te marquent. Ou, qu'est-ce que tu dis quand par exemple tu vois une fille boire son solvant [...] et te dire :

⁷⁴ Étoffe imprégnée dans du solvant qui est inspiré par le nez ou par la bouche.

"Adieu Llillo"⁷⁵ ? Ou voir comment un con devient encore plus con avec la drogue et se laisse tomber sur le capot d'une voiture... Ces choses-là te marquent » (Antonio, 26 ans).

Plusieurs causes peuvent provoquer la mort d'un jeune : celles qui sont en relation avec sa santé – on meurt par déshydratation, d'anémie, d'embolie pulmonaire ou encore d'autres problèmes médicaux qui surviennent à la suite d'une mauvaise alimentation ou de l'excès de consommation de drogue –, celles liées à des accidents de trafic ou à des bagarres, et celles plus rares, liées à un assassinat volontaire commis contre le groupe d'enfants/jeunes de la rue. Contrairement à d'autres pays d'Amérique latine (Brésil, Colombie, Guatemala, Honduras et Salvador), l'assassinat de jeunes de la rue n'est pas un fait courant au Mexique. Nous disposons tout de même de quelques témoignages d'assassinats. Plusieurs jeunes évoquent des incendies provoqués volontairement dans les égouts ou dans des bâtiments occupés.

« Je vivais dans une fabrique abandonnée avec d'autres potes [...]. Mais j'étais sorti chercher un peu d'argent. En revenant quelques heures après, j'ai vu qu'il y avait des pompiers près de la fabrique [...]. Alors j'ai demandé à l'un d'entre eux ce qui s'était passé, et il m'a dit que la fabrique avait pris feu [...]. Sept potes, dont quatre garçons, deux filles et une fille enceinte sont morts brûlés. Ils ont dit que c'était un accident, que la fabrique avait pris feu à cause des solvants qu'on consommait, mais mes potes qui ont survécu m'ont dit que ce sont les voisins qui en avaient marre de nous qui ont mis le feu » (Alberto, 21 ans).

Certains jeunes se sont aussi vus confrontés à l'idée de leur propre mort ou à celle qu'ils ont personnellement provoqué vis-à-vis d'autrui.

« Ces mecs me cherchaient [...]. Ils sont arrivés à quatre et ils m'ont piqué, ils m'ont piqué et m'ont fait tout ce qu'ils ont voulu. Moi aussi j'ai piqué l'un d'entre eux, avec une bouteille, dans le cou. Ce mec est mort, qu'il repose en paix. Et lorsque j'ai senti son sang couler, j'ai senti bizarre, je me suis dit, non Leonardo, tu ne vas pas tuer comme ça. Et c'est pour ça

⁷⁵ Surnom donné à Antonio.

que j'ai baissé la garde et ces mecs en ont profité. Ce que j'ai là [sur la main] c'est parce que j'ai mis les mains [...], sinon ils m'auraient même enlevé l'œil. Ils m'ont piqué partout ici [sur la tête], ici [dans le dos] [...]. Je me souviens quand ils m'ont laissé par terre, un gamin m'a dit : "Carnalito"⁷⁶, carnalito, ne meurs pas"» (Leonardo, 18 ans).

Si certains jeunes ont été directement responsables du décès d'un individu, rares sont ceux qui ont provoqué la mort volontairement. Il s'agit en général de fâcheux accidents que l'on regrette par la suite. Un seul jeune nous a parlé d'un assassinat qu'il a commis délibérément à la suite d'un viol. Dans ce contexte, les jeunes intériorisent rapidement que toute personne peut représenter une menace et que toute action ou situation peut être source de risque. Ils sont conscients de la violence qui prédomine dans la rue ainsi que de l'omniprésence de la mort. Ils développent alors un mode particulier de perception de la vie et de la mort. La vie est précaire et la mort peut surgir à tout moment.

« Tu t'endors comme ça, dehors. À coup sûr, il y a des mecs qui arrivent bien bourrés, bien drogués ou n'importe quel mec et poum, un coup de couteau, un coup de feu et voilà, tu y restes » (César, 32 ans).

C'est dans un tel contexte, où les jeunes sont conscients de la dangerosité de la rue et de la précarité de leur vie, qu'ils rendent un culte à la Vierge de Guadeloupe, symbole de l'identité nationale mexicaine, et à la Sainte Mort (*Santa Muerte*)⁷⁷, patronne des marginaux, vénérée dans les quartiers populaires de Mexico et protectrice de tous ceux qui l'honorent par des offrandes. Certains groupes de jeunes de la rue placent une statuette de la Sainte Mort à un endroit précis de leur lieu de vie et lui déposent des cigarettes, des bouteilles de bière, des fruits et d'autres objets qui lui « font plaisir ». Toutefois, lorsque l'on tente de parler de la mort avec les jeunes en leur demandant comment ils peuvent faire pour l'éviter, ils répondent toujours avec le même discours normatif : « En allant dans une institution », « En sortant de la rue », etc.

⁷⁶ Mexicanisme. Diminutif de « carnal » : ami, pote, compagnon, frère.

⁷⁷ Elle est représentée par un squelette revêtu d'un capuce généralement noir (la couleur varie selon ce qu'on lui demande) et portant une faux. Elle n'est pas reconnue par l'Église catholique, mais attire de plus en plus de fidèles issus des quartiers populaires. Elle aide les affligés sans juger leurs actes, ce pourquoi elle est souvent mise en relation avec les trafiquants de drogues, les prostituées, les voleurs et les assassins.

* * * * *

La description du contexte dans lequel s'inscrivent les jeunes de la rue nous permet de saisir un aspect fondamental de cette recherche. En prenant conscience de leur vécu quotidien, de leurs expériences et de leurs rapports avec leur milieu, qui, dans ce que nous venons de décrire, ont un caractère exclusivement négatif, une question surgit automatiquement : pourquoi les jeunes demeurent-ils dans un contexte qui ne semble représenter au premier abord qu'un lieu d'adversité ? Alors que la violence vécue dans le foyer familial a été le déclencheur de la fugue de l'enfant et le motif pour aller vivre dans la rue, la violence vécue dans la rue ne semble pas déterminer chez lui le besoin de chercher des espaces alternatifs. L'élément de réponse que pourrait apporter rapidement toute personne qui méconnaît le sujet, est que ces jeunes n'ont pas le choix, en d'autres termes, qu'ils ne disposent pas d'aides qui leur permettent de sortir de la situation de rue. Nous allons voir dans la partie suivante, comment il existe un grand nombre d'institutions caritatives qui ont pour tâche d'apporter de l'aide aux enfants qui vivent dans la rue dans un contexte où l'État se limite souvent à mettre en place des politiques répressives qui, contrairement aux institutions, ne veillent pas à la réinsertion sociale des enfants mais à la répression de leurs modes de vie.

**CHAPITRE 3 : ONG,
INSTITUTIONS ETATIQUES ET
ORGANISMES INTERNATIONAUX
FACE AUX ENFANTS/JEUNES DE
LA RUE**

Ce chapitre a pour objet de présenter, d'une part, les représentations sociales qui tournent autour des enfants et jeunes de la rue en général, et de ceux de Mexico en particulier, et d'autre part, les politiques d'assistance mises en place par les institutions caritatives et celles, plus répressives, développées par l'État. Ainsi, nous peindrons tout d'abord un tableau des représentations en vigueur sur les enfants/jeunes de la rue pour ensuite analyser les modèles d'intervention qui découlent directement de ces représentations.

1 REPRESENTATIONS SOCIALES DES ENFANTS/JEUNES DE LA RUE

Les enfants de la rue sont enfermés dans toute une série de clichés fondés sur deux perceptions opposées : celle de la victime et celle de l'agresseur. Comme le signale Parazelli (2002 : 13), « De cette bipolarité découle toute une gamme de représentations sociales contribuant à conditionner l'imaginaire de la population en général ». Il est ici question de reconnaître les acteurs qui participent non seulement à la création de ces stéréotypes, mais aussi à leur diffusion.

1.1 L'enfant victime

Sans chercher à identifier de manière exhaustive les acteurs qui véhiculent l'image de l'enfant victime, il est important d'en évoquer les principaux et d'analyser dans quelle mesure ils participent à la fabrication et à la diffusion des représentations sur les enfants et les jeunes de la rue. Trois acteurs principaux diffusent l'image de l'enfant victime au Mexique : les médias, les chercheurs en sciences humaines et sociales et les institutions caritatives.

Les premiers, principalement à travers la presse et la télévision, décrivent le quotidien des enfants de la rue en accentuant son caractère dramatique. L'importante campagne publicitaire réalisée par la fondation de la chaîne de télévision *Televisa* « Les enfants n'appartiennent pas à la rue, ils sont à nous⁷⁸ », a diffusé en 2004-2005 différents spots qui présentaient les enfants de la rue dans leur milieu de vie. Elle a insisté sur les conditions insalubres dans lesquelles ils vivaient, ainsi que sur les violences dont ils étaient victimes à travers un processus de projection d'images poignantes accompagnées de la voix *off* d'un enfant qui raconte ses mauvaises expériences de la rue. Ennew (2003)⁷⁹ a constaté ce même procédé de victimisation des enfants par les médias dans d'autres pays d'Amérique latine⁸⁰, procédé qui est généralement utilisé pour capter l'attention du public et pour optimiser le montant des dons. On le retrouve également dans l'usage journalistique des exclus en France, qui est marqué par la mise en exergue de la misère, de la survie, de la déchéance, etc., c'est-à-dire par une projection misérabiliste des plus pauvres, cristallisés dans la figure du SDF (Frégné, 1999 : 36). En ce qui concerne la presse, dans un ouvrage récent, *Infancia sin amparo : la realidad que enfrentan los niños de la calle*⁸¹, la journaliste de *La Jornada*, Calderón Gómez (2003), fait une synthèse des agressions qui sont perpétrées quotidiennement contre les enfants des rues à Mexico⁸². Il s'agit en quelque sorte d'un inventaire récapitulatif des articles sur les mauvais traitements envers ces enfants. L'auteur a d'ailleurs tendance à généraliser la problématique des enfants « en

⁷⁸ *Los niños no son de la calle, son nuestros.*

⁷⁹ Cité dans J. Rivard (2004 : 126-148).

⁸⁰ Et notamment au Brésil, voir les publications du journaliste G. Dimenstein dont *Los niños de la calle en Brasil: la guerra de los niños*, Madrid, Fundamentos, 1994, 140 p.

⁸¹ *Enfance sans protection : la réalité à laquelle se confrontent les enfants de la rue*. Intitulés de quelques parties : « Histoires de pauvreté et d'abandon », « Persécutions et assassinats », « Chronologie de quelques crimes envers les enfants de la rue en Amérique centrale », etc. En espagnol dans le texte (ma traduction).

⁸² Dans cette même perspective, nous trouvons également l'ouvrage des journalistes K. Avilés et F. Escarpit (2001) édité par le journal *La Jornada*, : *Los niños de las coladeras* (les enfants des égouts). Intitulés de quelques parties : « L'abîme », « L'enfer », « L'enfermement », « La peste », « La tourmente », etc. En espagnol dans le texte (ma traduction).

situation de rue » et, dans une plus large mesure, celle de tous les enfants en situation de vulnérabilité (enfants abandonnés, enfants travailleurs, orphelins, enfants de quartiers populaires, etc.). Dans la presse, ces enfants sont généralement perçus comme des victimes innocentes⁸³ et plus précisément comme celles d'une société et d'un gouvernement qui les a « oubliés »⁸⁴ et de parents qui les ont « abandonnés » ou « expulsés »⁸⁵. Outre le fait de cataloguer les enfants comme des sujets extrêmement vulnérables, incapables d'agir sur leur réalité, les descriptions faites par la presse dépeignent un tableau incomplet ou erroné de la réalité. D'une part, elle les présente comme des sujets « abandonnés à eux-mêmes », « délaissés » et « oubliés », alors qu'il existe, à Mexico du moins, une grande quantité de programmes non gouvernementaux qui ont pour tâche de leur venir en aide. D'après le Cemefi⁸⁶, on comptabilise à Mexico environ soixante-sept institutions d'assistance à cette population (sans inclure les programmes ecclésiastiques et gouvernementaux), donnée à laquelle, à notre connaissance, on ne fait jamais référence. D'autre part, elle les décrit comme des enfants qui auraient été abandonnés par leur famille alors qu'il s'agit pour la majorité d'enfants fugueurs⁸⁷. Cette incompréhension du phénomène contribue fortement à répandre l'image de l'enfant victime, objet d'indifférence et sans autres alternatives que la rue.

Les seconds, soit les chercheurs en sciences sociales, contribuent également à diffuser l'image de l'enfant victime, qui est principalement perçu comme un bouc émissaire du système économique capitaliste et/ou néolibéral. Les études que l'on trouve sur le sujet des enfants/des jeunes de la rue sont à caractère peu analytique et plutôt engagé. Il ne s'agit pas seulement de travaux financés par des organismes d'aide à l'enfance (Alemany, 1997 ;

⁸³ La presse a tendance à utiliser des titres qui présentent les enfants des rues comme des victimes sans défense : « Golpea violencia a niños de la calle » (La violence frappe les enfants des rues), *Reforma*, 15 février 2005 ; « Los desechables » (Les rebuts), *La Jornada*, 12 juin 2005 ; « La vida en el infierno » (La vie en enfer), *Reforma*, 6 juin 2004 ; « Niños de la calle, víctimas de la indefensión » (Enfants de la rue, sans défense) *El Universal*, 10 mai 2000.

⁸⁴ Cf. « Niños de la calle del olvido » *Milenio*, 16 janvier 2004 ; « Carecen los niños de la calle de apoyo real para dejar las adicciones », *El Universal*, 20 juin 2002 ; « Cuando no se tiene nada », *El Universal*, 27 février 2001, « Niños de la calle : la ayuda que nunca llegó », *El Universal*, 27 novembre 2001.

⁸⁵ Cf. « Con el editor : de la calle », *Vanguardia*, 18 juillet 2003 ; « 140 mil niños de la calle, saldo de la desintegración familiar : DIF », *La Jornada*, 14 janvier 2002 ; « Grupos vulnerables : el espejo de la desigualdad » *La Jornada*, 5 février 1998. Les expressions utilisées le plus couramment qui sont associées à cette problématique sont : « Enfants en situation d'abandon », « Enfants abandonnés », « Enfants expulsés de leur foyer » et « Enfants expulsés par leurs parents ».

⁸⁶ *Centro Mexicano para la Filantropía* (Centre mexicain pour la philanthropie), voir le répertoire des institutions philanthropiques qui comptabilise les associations et institutions d'assistance privée (IAP) qui travaillent pour l'amélioration des conditions de vie des enfants de la rue.

⁸⁷ Il existe en effet des enfants/jeunes qui sont dans la rue pour cause d'abandon, mais il s'agit d'une minorité.

López Echeverri, 1990 ; entre autres) qui se doivent de répondre aux attentes des institutions, mais aussi de travaux universitaires ou de recherches indépendantes de toute structure d'assistance (Durán Juárez, 2004 ; Pujol et Torres, 2000 ; Ortíz, 1999 ; Arenal *et al.*, 1997 ; Rodriguez Gabarron, 1993). Ces études se donnent généralement pour objectif de poser un diagnostic ou de dénoncer la situation des enfants et jeunes de la rue. Pour la majorité, il s'agit d'un problème qu'il faut traiter politiquement. L'enfant est perçu comme une victime du système économique et politique existant⁸⁸ et les chercheurs se sentent le devoir d'apporter des réponses. Nous pensons toutefois pouvoir inscrire cet engagement dans le caractère militant de l'anthropologie mexicaine⁸⁹ et, dans une plus large mesure, des sciences sociales au Mexique et en Amérique latine⁹⁰. Pour finir, nous pouvons indiquer que ces études transmettent souvent une perception simplificatrice de la situation des enfants de la rue en décrivant ces derniers comme des individus non organisés qui vivent constamment sous la pression de la survie : « Beaucoup ne savent pas ce qu'ils mangeront le jour suivant, où ils dormiront cette nuit et s'ils le feront sans danger, qu'est-ce qu'ils feront la semaine suivante pour gagner quelques monnaies »⁹¹ (Marcial, 1997 : 20).

Enfin, les institutions caritatives sont les principaux acteurs qui contribuent à l'élaboration du stéréotype de l'enfant de la rue. Ici, nous analyserons principalement les représentations de quelques institutions d'assistance privée (I.A.P.), organisations non gouvernementales (ONG) et associations situées à Mexico, en particulier *Pro Niños de la*

⁸⁸ Quelques exemples : « Il s'agit d'une problème social contemporain face auquel les agents du modèle économique néolibéral se montrent insensibles [...]. L'État et la société civile [...] sont complices de son existence », J. M. Durán Juárez, « Introduction » in *Niños de la calle*, Estudios Jaliscienses n°55, février 2004, p.3 ; « Un effet poignant, comme une plaie sociale douloureuse, se manifeste dans le cas de l'évidente prolifération des enfants de la rue dans n'importe quel coin du District Fédéral et d'autres endroits [...] qui ne sont que l'expression des conséquences sociales d'un matérialisme mercantile sans charme et du néolibéralisme », R. Pujol et E. Torres, « Videncia y eficacia de los derechos de los niños y niñas en México y los impactos de la globalización » in Y. Caraveo Corona (dir.), *Infancia, legislación y política*, Mexico, UAM, 2000, p. 38-39. En espagnol dans le texte (ma traduction).

⁸⁹ L'un des principaux courants fondateurs de l'anthropologie au Mexique, l'indigénisme, influence encore la recherche anthropologique aujourd'hui, même s'il a été fortement remis en question à partir des années 1970. Les anthropologues fondateurs de ce courant « insistaient sur l'aspect pratique et utilitaire de la recherche anthropologique ; selon eux, la connaissance de la réalité sociale devait déboucher sur des suggestions appropriées et réalisables pour l'amélioration des conditions physiques, intellectuelles et économiques des sujets d'études ». Ainsi, dès le départ, « l'anthropologie sociale [a] vu [son] champ d'intérêt se restreindre en faveur de l'étude et de la recherche de solutions utiles » (López Arellano, 1987 : 84). Plus tard, l'anthropologie s'est vue influencée par le courant marxiste et s'est principalement centrée sur une critique de la société. J. López Arellano, « L'anthropologie dans la crise et les crises de l'anthropologie au Mexique, 1979-1986 », *Anthropologie et Sociétés*, vol.11, n° 3, 1987, p. 80.

⁹⁰ Cf. M. Scheingart, « La investigación urbana en América Latina », *Papeles de Población*, n°23, janvier-février 2000, p. 9-25.

⁹¹ En espagnol dans le texte (ma traduction).

calle et Renacimiento, mais aussi Casa Alianza, institution dans laquelle j'ai travaillé antérieurement et d'autres organismes avec lesquels j'ai coopéré à un moment ou à un autre de la recherche (Caracol, Casa Ananda, Ednica, Comexani). Nous étudierons également les représentations des organisations internationales (UNESCO)⁹² et de protection de l'enfance (UNICEF et BICE)⁹³, ainsi que celles d'une institution gouvernementale : le DIF⁹⁴. Afin d'analyser leur position idéologique, on se centra sur les valeurs dévoilées dans leur discours officiel⁹⁵. Pour plus de simplicité, nous les regrouperons toutes sous le terme général d'« institutions d'assistance » ou d'« organismes caritatifs ».

Dans un premier temps, nous remarquons que ces organismes ont construit leurs discours et leurs objectifs sur des valeurs semblables de celles que nous trouvons dans les études en sciences humaines et sociales. En effet, ils attribuent également la cause du phénomène des enfants de la rue au système capitaliste et néolibéral qui génère de fortes inégalités au sein des sociétés économiquement moins riches : « Les politiques néolibérales ont fait des riches encore plus riches, et des pauvres encore plus pauvres. Le problème des enfants de la rue, qui a existé pendant des siècles, est devenu plus visible dans ces temps du néolibéralisme et de la globalisation économique » (Casa Ananda)⁹⁶ ; « Les enfants et jeunes qui vivent dans la rue [...] sont le résultat d'une structure [et] d'un système injuste » (Pro Niños de la calle)⁹⁷. Dès le départ, l'enfant des rues est perçu comme une victime du système dans lequel il se développe et de son environnement proche avec lequel il entretient un contact direct (la famille, l'école, etc.). Il est prisonnier d'une logique où il détient exclusivement un rôle passif. Il a été soit « abandonné » par ses parents, soit « expulsé » de son foyer, de l'école ou de la société : les enfants sont « jetés à la rue », ou la société « jette l'enfant à la poubelle » (BICE, 1987 :10). De même que les institutions



⁹² Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture.

⁹³ Respectivement : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance et Bureau International Catholique pour l'Enfance.

⁹⁴ *Desarrollo Integral de la Familia* (Développement Intégral de la Famille).

⁹⁵ Les documents dont nous disposons pour analyser ce discours sont d'accès public : ils peuvent être directement consultés sur la page web des différentes institutions. Nous analyserons donc exclusivement les discours officiels, qui sont ceux qui véhiculent une certaine image de l'enfance, et non pas les discours des propres acteurs sur le terrain, discours qui diffèrent parfois des premiers cités. Pour cette analyse des institutions, nous nous sommes inspiré des travaux de A. Invernizzi et R. Lucchini, « L'enfant, l'institution et les intervenants sociaux », in R. Lucchini, *Sociologie de la survie : l'enfant dans la rue*, Paris, PUF, 1996, p. 221-286.

⁹⁶ <http://www.casa-ananda.org/texts/spanish/proyecto.html>. En espagnol dans le texte (ma traduction).

⁹⁷ http://www.proninosdelacalle.org.nix/interior_proninos_02.asp?it_id=255&sec_id=114&com_id=0. En espagnol dans le texte (ma traduction).

parlent d'« enfants exploités⁹⁸ », en se référant aux enfants travailleurs et d'« enfants exploités sexuellement⁹⁹ », à propos des enfants qui se prostituent (librement ou sous la pression de proxénètes), les enfants de la rue sont perçus comme des sujets qui subissent et qui n'ont aucune emprise sur leur environnement : « Les enfants des rues, abandonnés, exploités, maltraités, ne savent pas comment demander de l'aide. Ils n'ont qu'une seule voix : la nôtre. Leur unique espérance est que nous soyons capables de réagir » (UNESCO, 1995 : 50). Cette conception, qui tend à réduire la condition d'enfant à celle de sujet passif et impuissant est, d'une certaine manière, directement liée à la perception occidentale de l'enfance : « L'image occidentale de l'enfance se fonde sur l'immaturation de l'enfant ainsi que sur l'articulation de trois concepts : la nature, l'universalité et le manque de rationalité de l'enfance. L'enfant idéal et immature, fondamentalement irrationnel, incompetent et hétéronome, originellement naturel, asocial et aculturel » (Invernizzi et Lucchini, 1996 : 254).

Cette conception est également influencée par les perceptions que les institutions ont de la rue : un lieu hostile, nuisible et inapproprié pour les enfants, une source de souffrances qui expose les enfants à toute une série de carences, qu'elles soient d'hygiène, affectives, ou alimentaires. À l'opposé, les institutions disposent d'espaces totalement adaptés aux nécessités des enfants : « La maison s'entend comme un espace différent de celui de la rue, un espace digne et sûr où l'on peut vivre, jouer, se développer » (Casa Alianza)¹⁰⁰. Ce discours suggère que les institutions se représentent la rue comme un espace où l'enfant ne peut pas exister (ni « vivre », ni « jouer », ni « se développer »). De fait, la rue est principalement décrite par les institutions en termes d'insuffisances et de privations. Elle représente un espace exclusivement négatif. À aucun moment elle n'est perçue comme un espace formateur, contrairement au sujet des enfants travailleurs où le développement d'une activité économique sous certaines conditions commence à être perçue comme formateur¹⁰¹.

⁹⁸ *Niños explotados laboralmente* (enfants exploités par le travail), *explotación laboral* (exploitation par le travail), etc.

⁹⁹ « Les filles et les garçons des rues qui sont rémunérés pour des services sexuels seront décrits comme étant exploités à travers la prostitution et non comme prostitués », EDIAC, *Diagnóstico sobre menores trabajadoras en situación de calle y prostitución en la zona de la Merced*, Mexico, EDIAC, 1993, p.12. En espagnol dans le texte (ma traduction).

¹⁰⁰ http://www.casa-alianza.org/meto_d.htm. En espagnol dans le texte (ma traduction).

¹⁰¹ L'UNICEF affirme que le travail des enfants conforme aux normes de l'OIT peut être « bénéfique » dans un contexte où ses « droits fondamentaux » sont respectés, c'est-à-dire à condition de « ne pas nuire à leur santé, à leur développement ou à leurs études ». Cf. « Postura del UNICEF ante el trabajo infantil », <http://www.unicef.org/mexico/trabajo/consiste.htm> ou en français, « Travail des enfants »

Pour les institutions, la rue place donc l'enfant dans une situation de vulnérabilité qui limite sa capacité à agir. Il se trouve alors « déprotégé » face à son entourage et se voit incapable de réagir face à des situations qui le mettent en danger. C'est ainsi que la rue ne représente pas seulement un obstacle au bon développement de l'enfant, mais aussi à sa socialisation. Dans cet espace, il devient antisocial et improductif : « Dans la rue, exposés à l'exploitation criminelle sous toutes ses formes, ces filles et garçons ont de très faibles perspectives de maturation productive » (Casa Alianza)¹⁰². N'étant pas socialisé selon les normes de la société, il perd ses valeurs et devient corrompu. Se trouvant dans un contexte extrêmement violent et soumis à différentes carences, il doit apprendre à subvenir à ses besoins et devient lui-même victime d'actes immoraux ou déviants : « Beaucoup d'enfants se voient forcés à mendier, voler, travailler à un niveau proche de l'esclavagisme ou à se prostituer » (Casa Ananda)¹⁰³. La rue est ici perçue comme un espace qui incite à la perversion et qui mène à la décadence : « Lorsque l'avenir est incertain, seul le présent compte. La loi de la rue, c'est la loi de la jungle, de la lutte pour la vie, et de la survie du mieux adapté » (BICE, 1987 : 95). Par la suite, influencé par tous ces facteurs, l'enfant devient instable émotionnellement et développe une faible estime de soi. La majorité des institutions insistent sur cette caractéristique partagée par tous les enfants vivant dans la rue¹⁰⁴ : « Les conditions de vie qu'affronte cette population, mènent beaucoup d'enfants à consommer des drogues comme mécanisme d'évasion [...], ce qui leur permet de couvrir la carence d'aliments, de protection et d'affection et ce qui provoque une faible estime de soi, d'abandon de soi et de nul intérêt pour leur futur » (Renacimiento, dépliant).

En conclusion, l'enfant est toujours représenté comme une victime de son environnement : « Il est victime des déterminants macroscopiques qui frappent les secteurs les plus pauvres de la population. Ensuite, il est victime de sa situation familiale, de sa situation scolaire et, enfin, il devient victime de la rue » (Invernizzi et Lucchini, 1996 : 231). Il n'échappe jamais à sa condition de victime, puisqu'elle est présente dans tous les contextes au sein desquels il se développe. Cette condition semble même être intrinsèque à

http://www.unicef.org/french/protection/index_childlabour.html. Voir aussi sur ce sujet A.-C. Défossez, « Travail de l'enfant : insertion ou exploitation », in S. Tessier (dir.), *Langages et cultures des enfants de la rue*, Paris, Karthala, 1995, p. 75-78.

¹⁰² http://www.casa-alianza.org/ante_c.htm. En espagnol dans le texte (ma traduction).

¹⁰³ <http://www.casa-ananda.org/texts/spanish/proyecto.html>. En espagnol dans le texte (ma traduction).

¹⁰⁴ Le développement de l'estime de soi semble d'ailleurs constituer l'un des objectifs principaux d'un grand nombre d'ONG et d'institutions d'assistance en Amérique latine : d'après une étude réalisée sur seize ONG du Pérou, de Colombie, d'Équateur, du Venezuela, du Brésil et de Bolivie, toutes partageaient cet objectif. V. Paiva, « Évaluation des ONG en Amérique latine », in S. Tessier (dir.), *À la recherche des enfants des rues*, Paris, Karthala, 1998, p. 297-312.

celle de l'enfant à partir du moment où il se retrouve dans la rue, c'est-à-dire dans une situation à laquelle il a été mené *malgré lui* : « Presque toujours, le jeune de la rue est plutôt une victime qu'un protagoniste » (BICE, 1987 : 106). Une fois dans la rue, il accumule toute une série de pathologies (asociabilité, immoralité, faible estime de soi, indifférence, etc.), que les institutions vont se proposer de combattre. L'enfant de la rue est toujours perçu à partir d'un modèle unique et universel de l'enfance et d'un modèle normatif duquel il est automatiquement exclu.

1.2 Le jeune délinquant

Pour les institutions, la socialisation de l'enfant dans l'espace de la rue le mène, comme nous l'avons dit plus haut, à commettre des actes déviants, ce qui remplace le statut de l'enfant victime par celui de jeune délinquant. Cette dernière image, certes moins véhiculée par les institutions, est également présente dans leur discours. Leur action se voit ainsi doublement légitimée : d'un côté, il faut protéger et secourir l'enfant innocent et de l'autre, protéger la société du jeune délinquant (Lucchini, 1998 : 267). Les enfants de la rue sont alors qualifiés par toute une série d'adjectifs opposés : « Tantôt par des adjectifs négatifs : *sales, agressifs, coupables, scélérats, bandits-nés, voyous, vicieux, pervers, monstrueux, libertins, fainéants, oisifs, effrontés*, et tantôt par d'autres associés à la pitié : *démunis, méprisés, exploités, solitaires, inculpés, malheureux* » (Costa Leite, 2003 : 65). Si les institutions d'assistance n'utilisent que rarement dans leur discours les adjectifs de la première catégorie, les éducateurs et travailleurs sociaux ont, eux, davantage tendance à le faire, quoique de façon non officielle. Au cours de mon travail de terrain, j'ai pu entendre à diverses reprises des propos comme : « *De toute façon, ils n'aiment pas travailler* » (*de todas formas no les gusta trabajar*) ; « *Tout leur est égal, ils sont trop fainéants* » (*les vale todo, son demasiado flojos*) ; « *Ils sont trop vicieux, le vice c'est la seule chose qui les intéresse* » (*son bien viciosos, el vicio es lo único que les interesa*) ; « *Ils aiment trop la pagaille* » (*les gusta demasiado el desmadre*), etc. Ces propos, provenant d'une population qui devrait *a priori* reproduire ou du moins respecter le discours institutionnel, dévoilent une fois encore l'existence d'un double stéréotype envers l'enfant de la rue, celui du démuné, de la victime, et celui non moins présent du délinquant, du fainéant, du coupable. Par analogie, nous constatons que cette dichotomie s'est souvent vue appliquée d'une manière plus générale aux pauvres : depuis le Moyen-Âge en France, nous trouvons d'un côté les « bons » pauvres, les méritants, à qui l'on doit acte de charité, et de l'autre côté, « les mauvais » pauvres, indignes de toute aide. On considérait les premiers comme des

personnes souffrantes et les seconds comme des indésirables, ce dernier type de pauvres se matérialisant, une fois de plus, dans la figure du vagabond :

« La distinction entre bons et mauvais pauvres se concrétise avec l'ordonnance de 1532 qui interdit aux vagabonds de bénéficier de l'assistance destinée aux bons pauvres. La limite entre les deux catégories commence à être désignée clairement : il s'agit de la sédentarité, faisant ses débuts de norme sociale, et jouant un rôle important dans la catégorisation des pauvres » (Zeneidi-Henry, 2002 : 23).

De même au Mexique, au 18^{ème} siècle, on distinguait trois catégories de pauvres : les pauvres physiquement incapables de travailler qui n'avaient d'autre recours que la mendicité, les pauvres « par convenance » ou les vagabonds qui rejetaient le travail et devenaient des mendiants habituels, et les pauvres « d'aspect », ceux qui se consacraient à la mendicité afin de couvrir leur véritable identité de voleur et de bandit (Martin, 1985 : 103). La première catégorie répondait à celle des « bons pauvres », alors que les deux autres correspondaient à ceux qui représentaient un véritable problème pour l'État. Dès lors, les premiers recevaient un traitement d'assistance et les seconds un traitement répressif. Les enfants abandonnés appartenaient à la catégorie des « bons pauvres » et bénéficiaient donc aussi des aides de l'État. Aujourd'hui, les enfants de la rue sont aussi perçus comme une menace, et ce, notamment pour deux raisons : premièrement, il ne s'agit pas ici d'orphelins qui sont « abandonnés » à leur sort, et deuxièmement, ils n'acceptent pas toujours l'aide des institutions publiques et privées. Ce refus indiquerait qu'ils ne souhaitent pas quitter la rue et qu'ils seraient donc conformes à leur état de pauvreté et, par conséquent, qu'ils aimeraient l'oisiveté, la marginalité et les vices. Leur comportement est alors remis en question et ils sont culpabilisés : ils ne montrent ni l'intention de changer, ni la volonté de s'intégrer. Bref, on leur reproche de s'accommoder de leur situation et de refuser la normalité.

À Mexico, dès la seconde moitié du 19^{ème} siècle, l'occupation de l'espace public est devenue fortement réglementée par l'attribution de permis¹⁰⁵ aux personnes qui travaillaient dans la rue afin de les distinguer des vagabonds qui, eux, s'adonnaient à

¹⁰⁵ Par exemple, on attribuait ces permis à ceux qui vendaient des journaux, aux chargeurs, aux porteurs d'eau et aux vendeurs de billets de loterie. Par ailleurs, tout individu qui vendait de la nourriture en dehors des marchés ou des endroits destinés aux ventes publiques, était automatiquement considéré comme un vagabond et par conséquent puni comme tel (Pérez Toledo, 1993).

l'inactivité (Pérez Toledo, 1993). Finalement, on stigmatisait l'individu à partir de sa présence continue dans l'espace public. C'est cette relation continue avec la rue et avec toute une série de personnes qui occupent les espaces publics de manière informelle ou qui y réalisent des actes illégaux, qui fait du jeune un marginal, un délinquant, une personne dangereuse. Comme certaines populations pauvres et marginales, on le stigmatise à travers l'équation « pauvre = criminel/délinquant » (Pedrazzini *et al.*, 2001 : 5). On associe le pauvre et plus précisément le sans-abri, l'errant, le vagabond, au danger : « Sous diverses formes, le vagabond a commencé à suggérer le danger à partir du Moyen-Âge. Il était comme une sorte de kaléidoscope englobant à la fois des figures de la marginalité, du mendiant, du délinquant, du criminel, de l'asocial, de l'anarchiste, du fou » (Zeneidi-Henry, 2002 : 22). Somme toute, le concept de marginalité a souvent été, et est toujours, lié à celui de dangerosité (Sacristán, 1994 : 191). Dans cette logique, l'enfant de la rue est perçu comme une menace publique, comme un perturbateur de l'ordre établi, comme un délinquant réel ou potentiel, comme un adversaire de la société et de ses normes. La mise en relation entre le marginal et le délinquant est à l'origine du traitement criminalisant des enfants de la rue : « [Leur] criminalisation [...] vient davantage de l'approche criminalisante que des délits réellement commis par les enfants, leurs infractions étant souvent en premier lieu le vagabondage » (Invernizzi, 2000 : 19).

Sans nous attarder sur une analyse rétrospective des représentations sociales de la pauvreté, nous dirons simplement que l'étude des groupes marginaux à partir d'une perspective historique peut contribuer à expliquer le regard que la société porte aujourd'hui sur eux (Le Goff, 1979 : 20-21). Dans le cas qui nous concerne, nous voyons comment les représentations sur les enfants de la rue proviennent de représentations plus anciennes sur les sans-abri et sur la rue, cette dernière étant considérée comme un espace de vie hors norme, de passage et non d'appropriation. Les représentations négatives sur la rue ont poussé les institutions d'assistance et les chercheurs à utiliser d'autres concepts pour nommer les enfants de la rue sans avoir à associer cette notion à leur nom. Les concepts de « jeunes en difficulté » ou « jeunes dans des circonstances particulièrement difficiles », sont apparus « en réponse aux réticences et aux tabous liés à la notion de rue » (Rivard, 2004 : 129).

En résumé, la distinction entre les pauvres légitimes, qui peuvent bénéficier des aides institutionnelles, et les pauvres illégitimes, qui sont persécutés, est encore d'actualité. Singulièrement, les enfants de la rue font l'objet de représentations antagonistes, où ils sont

aussi bien destinataires de différentes aides sociales que victimes de persécutions policières. Par ailleurs, si la stigmatisation à travers les médias de l'enfant de la rue comme délinquant n'est pas aussi systématique qu'en France où les journaux ont fortement contribué à produire une image négative des banlieues et de leurs jeunes (Champagne, 1993 : 113), les représentations sociales de ces enfants comme de « petits criminels » sont bien présentes chez les habitants de Mexico. Ces dernières sont toutefois moins repérables dans la mesure où le discours dominant et légitime sur l'enfant est celui de l'enfant « victime » propagé, notamment, par les institutions caritatives.

2 MODELES D'INTERVENTION : ENTRE ASSISTANCE ET REPRESSION

Les représentations sociales des enfants/jeunes de la rue influencent l'orientation des modes d'action des différentes institutions d'assistance et de l'État. L'analyse que nous venons de faire sur ces différentes représentations, nous permet maintenant d'étudier les modèles d'intervention de ces organisations, afin de comprendre, au chapitre IV, comment les modèles de vie et les valeurs que souhaitent leur imposer les institutions s'opposent fortement à ceux des jeunes.

2.1 Politiques d'assistance

Avant d'aborder l'analyse des modèles d'intervention prédominants chez les institutions d'assistance (I.A.P, ONG et associations) qui soutiennent directement les enfants et jeunes de la rue de Mexico, nous allons revenir rapidement sur les représentations sociales qui prévalent chez les acteurs de l'intervention sociale. Nous venons de présenter ces dernières en fonction du modèle bipolaire victime/délinquant ; or, s'il s'agit des deux représentations sociales dominantes, elles ne sont pas les seules qui existent. Aussi, pour saisir au mieux les dynamiques d'intervention des institutions caritatives, il est nécessaire d'identifier les autres représentations qui peuvent orienter leurs actions. Parazelli (2002) propose une typologie des représentations sociales qui guident les actions des intervenants envers les jeunes de la rue du Québec. Il en distingue sept types, qui sont associés à chaque fois à un mode de relation symbolique à l'enfant, à une perception générale du problème par les institutions et à un mode d'intervention.

Tableau 8. « Principaux types de représentations sociales de l'intervention auprès des jeunes de la rue » - Parazelli (2002 : 15).

Types de représentations sociales	Familialiste	Thérapeutique	Doctrinale	Religieuse	Commerciale	Répressive	Emancipatoire
Mode de relation symbolique au jeune	L'enfant	Le bénéficiaire	L'adhérent	Le croyant	Le client	Le délinquant	L'acteur
Perception générale du problème	Vulnérabilité sociale	Pathologie sociale	Absence de rapport de force	Absence de modèle	Non-satisfaction des besoins	Nuisances publiques	Aliénation sociale
Mode d'intervention	Protéger	Guérir	Guider	Donner l'exemple	Distribuer un service	Arrêter, disperser ou évacuer	Accompagner

Dans le cadre de cette étude, cinq approches nous intéressent particulièrement. Les approches « familialiste », « thérapeutique », « religieuse » et « commerciale », associées aux institutions d'intervention, et l'approche « répressive », associée à l'État. Étant donné que la dernière ne concerne pas les organismes d'aide qui nous intéressent ici, elle ne fera l'objet d'une analyse que dans la partie suivante. Nous allons voir au cours de cette partie, comment les quatre premières approches, complétées par les quatre modèles d'intervention qui ont dominé dans les politiques d'assistance mexicaines, régissent aujourd'hui l'action des institutions caritatives au Mexique.

Les trois premières approches peuvent s'interpréter facilement en se référant directement au tableau proposé par Parazelli. À titre d'exemple, le type de représentation « thérapeutique » considère l'enfant/jeune comme un bénéficiaire « affecté d'une pathologie sociale qu'il faut guérir » et l'approche commerciale le conçoit comme un enfant « dont la vulnérabilité sociale exige la protection d'un adulte à l'image du rôle parental » (Parazelli, 2002 : 14). En ce qui concerne les modèles d'intervention mexicains – autoritaire, paternaliste, de développement et participatif –, nous présenterons rapidement leurs principales caractéristiques pour ensuite étudier les actions concrètes mises en place par les institutions caritatives pour venir en aide aux enfants et aux jeunes de la rue. Ces modèles ont été identifiés et analysés dans les études menées par Azaola (1990), Camarena Bolaños (1986) et Zavala (1972 [1947]).

Le modèle autoritaire repose essentiellement sur la privation de liberté, l'usage de la punition et de la correction comme mesures de protection qui s'appliquent autant pour le bien du sujet que pour celui de la société. Ici, il est question de corriger le comportement de l'individu, avec pour objectif sa réadaptation à la société.

Le modèle paternaliste cherche à changer les habitudes et les valeurs des enfants des rues. Il s'exerce au travers d'une politique sociale et a comme but de combler les besoins des enfants, dont l'affection qu'ils n'ont pas reçue dans leur famille. Le paternalisme est une pratique très ancienne au Mexique. La conquête espagnole a produit des enfants en situation d'abandon social, qui ont perdu leurs parents ou qui ont été séparés de leur famille (Zavala, 1972 [1947] : 86-103). Avec les colons, sont arrivés différents groupes religieux qui se sont chargés d'évangéliser et d'apporter de l'aide aux individus victimes de la colonisation. Ils ont alors créé des hôpitaux et des écoles destinés à ces enfants (Camarena Bolaños, 1986 : 28) et, inspirés par les idéaux propres au christianisme que sont l'amour et la charité, ont commencé à assister les plus démunis avec l'idée de les « sauver » et de les évangéliser. En 1810, le mouvement d'indépendance a incité les secteurs mexicains libéraux à initier une lutte en vue d'arracher les institutions des mains de l'Église et en 1861, l'État a décrété l'incorporation des actions sociales à l'ensemble des actions exercées par celui-ci. Ce dernier a changé le sens de l'action sociale, laquelle est devenue pour tout citoyen le droit à demander les services de l'État. Dès lors, ces services sont devenus publics : l'État a assumé le rôle de protéger les plus démunis en se fondant sur l'inégalité sociale, mais aussi en reconnaissant la fonction sociale qu'exerçaient les institutions religieuses (Zavala, 1972 [1947] : 91). Cependant, même si l'assistance sociale a été régularisée par l'État, et même si ce dernier a retiré le pouvoir de l'Église sur l'éducation formelle, il a été incapable de couvrir le champ de l'assistance aux plus démunis. Aussi, l'une des premières institutions qui a été spécifiquement créée pour les enfants des rues, est-elle une institution religieuse : *Hogares Providencia*, fondée en 1978 par le Père Alejandro García Durán, dit Chinchachoma¹⁰⁶.

Sous la perspective du modèle éducatif de développement, l'éducation doit former les individus de telle manière qu'ils apprennent à administrer rationnellement les ressources. L'objectif d'une telle pratique est de réhabiliter et de réintégrer le sujet de manière productive à la société.

Enfin, le modèle participatif considère l'individu comme un acteur qui détient une capacité de décision sur son propre processus de réhabilitation. La majorité des institutions d'assistance se réclament aujourd'hui de ce modèle d'intervention. Elles sont toutefois fortement influencées par les trois premiers modèles.

¹⁰⁶ Prêtre espagnol mort en 1999, qui s'est consacré pendant plus de trente ans à aider les enfants de la rue de Mexico. Il est devenu une figure emblématique pour les enfants et jeunes de la rue.

Reprenons maintenant le discours des institutions d'assistance qui font l'objet de notre étude pour identifier sur quel(s) modèle(s) elles sont établies. Tout d'abord, dans la totalité des discours analysés, nous pouvons distinguer les objectifs généraux des institutions, de leurs objectifs plus spécifiques. Les premiers concernent tous ceux qui ciblent une transformation de la société et/ou un changement de comportement de la part des individus, tandis que les seconds touchent les enfants des rues en général et les problèmes auxquels ils sont confrontés en particulier. Selon les institutions, ces deux types d'objectifs sont étroitement liés. En effet, les droits des enfants ne seront respectés que dans la mesure où se réalisera « une transformation sociale dans laquelle les êtres humains [seront] respectés et [pourront] construire et exercer leurs droits¹⁰⁷ » (Ednica, 1992). De même, c'est à travers le respect des droits de l'enfant que l'on parviendra à une telle transformation. Aussi, *Comexani*¹⁰⁸ a pour objectif général de « participer activement à la promotion d'une culture de respect de l'enfance [...] afin de participer à la construction d'une société juste, plurielle et démocratique » (dépliant de l'institution). Nous considérons uniquement ici les objectifs spécifiques qui ont directement trait aux enfants de la rue et qui, par conséquent, cherchent à produire un certain résultat sur le comportement de ces derniers. Ceci nous permettra de saisir ultérieurement comment les enfants intègrent les différentes représentations sociales dont ils font l'objet et les exploitent en leur faveur, et par quels moyens ils parviennent à instrumentaliser les différents programmes d'assistance dont ils baignent la finalité.

Nous pouvons distinguer trois phases principales dans les modèles d'intervention adoptés par les institutions qui nous intéressent : une première phase désignée comme « travail de rue », qui a pour objectif de fréquenter directement les enfants dans la rue, de leur apporter des soins médicaux en cas de besoin et de les convaincre de visiter l'institution à travers un processus de persuasion plus ou moins long ; une seconde phase¹⁰⁹ qui consiste à intégrer peu à peu l'enfant dans l'institution et à satisfaire ses besoins primaires de nourriture, de toit, d'affection, d'hygiène et de santé, puis de le réhabiliter progressivement ; et une troisième phase¹¹⁰ qui propose aux enfants différentes alternatives

¹⁰⁷ En espagnol dans le texte (ma traduction).

¹⁰⁸ *Colectivo Mexicano de Apoyo a la Niñez* (Collectif mexicain de soutien à l'enfance).

¹⁰⁹ Phase qui porte un nom différent selon l'institution : *Centro de crisis* (centre de crise, *Casa Alianza*), *Centro de día* (centre de jour, *Pro Niños de la calle*), etc.

¹¹⁰ *Idem*, *Vida independiente* (vie indépendante, *Casa Alianza*), *Opción de vida* (option de vie, *Pro Niños de la calle*), *Inicio del despegue* (début de l'envol, *Renacimiento*).

pour devenir indépendants, soit à travers un travail, soit à travers une réintégration au sein de leur famille d'origine.

La première phase, qui est apparue avec le modèle d'éducation participatif, se déroule de manière différente selon les institutions. Certaines distribuent des services (aliments, vêtements, services médicaux, etc.) se situant ainsi dans une approche plutôt « commerciale » ou « familialiste » de l'intervention, selon la typologie proposée par Parazelli (2002). C'est surtout le cas des programmes ecclésiastiques que nous avons pu observer à différentes occasions. D'autres se refusent à entrer dans un type de rapport d'urgence et se limitent à proposer certaines activités aux enfants (jeux, lecture, discussions) afin d'établir des liens « d'amitié » et de « confiance » (*Caracol, Casa Alianza, Renacimiento*).

La seconde phase se situe plutôt entre les approches « familialiste » et « thérapeutique ». De fait, nous pouvons relever des liens étroits entre ces deux approches : d'après le discours des institutions, la vulnérabilité sociale (approche familialiste) mène à une pathologie sociale (approche thérapeutique). Dès lors, pour réussir la resocialisation de l'individu, il faut travailler sur ces deux types d'approches, c'est-à-dire en protégeant dans un premier temps l'individu (approche familialiste) pour ensuite le guérir (approche thérapeutique). Ainsi, au terme de la stabilisation de l'enfant à travers la satisfaction de ses besoins primaires et sa mise à l'écart du milieu de la rue, les institutions ont pour objectif sa réhabilitation. Considérant que l'enfant de la rue est devenu un individu marginal et amoral, la tâche première de sa réhabilitation est de le resocialiser et d'en faire un individu « moral ». Il faut « encourager la réinsertion sociale des enfants en situation ou en risque de rue pour qu'ils parviennent à une vie digne [...] à travers un programme qui facilite [...] une formation dans les valeurs et les vertus » (*Renacimiento, dépliant*). Il réussira cette resocialisation par le biais de l'école et/ou du travail c'est-à-dire en s'intégrant « dans une activité qui [est] utile à la société » (*Ibidem*). Nous pouvons proposer ici un rapprochement entre les représentations sur les SDF qui sont en vigueur dans les institutions caritatives en France et leur action envers ces derniers :

« La personne sans-logis apparaît comme un être "en manque". Il est "dé", déstructuré, désorganisé, déconstruit, ou "sans", sans-logis, sans-abri, sans-domicile, SDF. On comprend alors la logique qui s'impose : avec ses manques et ses carences, la société lui vient en aide : il est "accueilli" par

des "services", "aidé" par des "bénévoles" [...]. Bref, il s'agit de "refaire", "reconstruire", "réorganiser", faire "retrouver" des repères. Les "constructions" existantes des personnes sont gommées, leurs attitudes et leurs valeurs aussi » (Gaboriau, 2004 : 118).

Il en va de même chez les organismes d'aide au Mexique qui, pour réussir cette tâche « reconstructive », vont offrir aux enfants/jeunes des jeux formateurs ainsi qu'une éducation et/ou une formation professionnelle. Par ailleurs, comme ces derniers sont considérés « immoraux », les institutions leur apprennent que les valeurs de la rue ne sont pas acceptées par la société et que les « vraies » valeurs sont diffusées dans l'institution : « On leur apprend la valeur profonde des relations interpersonnelles basées sur l'amour inconditionnel, la confiance, le respect et la sincérité » (Casa Alianza, 1997). D'après les institutions d'assistance, ces valeurs vont leur donner la possibilité de faire des choix. Autrement dit, leur capacité à choisir n'apparaît qu'à partir du moment où ils abandonnent la rue, s'intègrent dans une institution et s'imprègnent de nouvelles valeurs : « Les valeurs que nous propageons permettent aux enfants de se rétablir peu à peu [...]. Elles leur offrent des alternatives de vie. Elles sont en relation avec le respect, la solidarité, l'honnêteté, la sincérité, la justice, la responsabilité et l'amour » (Renacimiento, dépliant). Ce principe d'inculcation de nouvelles valeurs (différentes de celles qu'ils ont acquises dans la rue), est adopté par certaines institutions selon le modèle d'intervention participatif qui offrirait aux enfants les éléments nécessaires leur permettant de prendre des décisions. Ainsi, l'approche de réhabilitation, principalement thérapeutique, s'accompagne souvent d'une approche religieuse : en l'absence d'un modèle éducatif positif, on corrige l'attitude de l'enfant et on inverse ses valeurs en lui indiquant l'exemple à suivre. Remarquons d'ailleurs qu'une partie importante des modèles d'intervention des institutions caritatives mexicaines sont fortement influencés par la doctrine catholique.

Enfin, pendant la troisième phase d'intervention, l'enfant est soit réintégré dans la famille et le quartier d'origine, soit réhabilité à travers son indépendance économique : « Nous offrons aux enfants et jeunes de la rue les possibilités d'un développement personnel et d'intégration au projet productif national à travers notre modèle éducatif » (Caracol, dépliant). Dans cette phase, les institutions parviennent finalement à leur objectif qui consiste à apporter aux enfants « des éléments de développement personnel pour qu'au jour de leur majorité ils possèdent les outils et les capacités nécessaires pour devenir indépendants » (Caracol, dépliant). Pour *Ednica*, il est important de consolider l'identité de

l'enfant avec son quartier d'origine. De même, *Casa Alianza* a pour objectif de participer activement dans des programmes destinés au quartier pour améliorer les conditions des familles et celles des enfants. Ce travail dans leur lieu d'origine cherche d'une part, à sensibiliser les habitants aux questions soulevées par la présence permanente d'enfants dans la rue et à les faire participer à leur processus de réhabilitation, et d'autre part, à prévenir l'arrivée d'autres enfants dans la rue et à comprendre les mécanismes qui les y ont menés. Ce travail dans le quartier ou dans les familles a donc deux facettes : un travail de réhabilitation qui comprend un travail d'éloignement progressif du contexte de la rue, et un travail de prévention qui cherche à générer dans le quartier des mécanismes de participation sociale.

Nous voyons comment les programmes de réhabilitation de ces institutions ont plusieurs points en commun, dont trois principaux : premièrement, l'incorporation des enfants dans des étapes différentes qui leur permettent de se réintégrer peu à peu ; deuxièmement, leur insertion dans des formations scolaires ou professionnelles, et troisièmement, leur réinsertion au sein de la famille ou du quartier, avec une contradiction importante sur ce dernier point : on cherche à réinsérer les enfants dans la cellule familiale qui a été préalablement considérée comme à l'origine du départ de l'enfant dans la rue. Précisons pour finir que tous ces programmes ont leurs « portes ouvertes » : l'enfant peut, théoriquement, sortir et revenir lorsqu'il le souhaite. Cependant, certaines institutions interdisent l'entrée aux enfants qui ont fugué un certain nombre de fois ou qui en ont été expulsés pour différentes raisons.

En résumé, nous pouvons dire que les programmes de réhabilitation sont fortement influencés par les quatre modèles d'intervention au Mexique et correspondent à certaines des approches d'intervention analysées et identifiées par Parazelli (2002). Ainsi, la vulnérabilité sociale de l'enfant de la rue dont les besoins ne sont pas satisfaits (perception du problème selon les types de représentations familialiste et commerciale) mène les institutions à réagir en distribuant, dans un premier temps, des services pour combler leurs besoins (approche commerciale) pour, dans un deuxième temps, tenter de le réintégrer socialement à travers l'éducation et le travail (modèle de développement). Pour y parvenir, il est impératif de corriger son comportement (modèle autoritaire et approche thérapeutique) en modifiant ses valeurs et modes de vie (modèle paternaliste). Les institutions mènent ce processus de « guérison » en leur donnant l'exemple à suivre (approche religieuse) et en prenant en compte la participation des enfants dans leur propre

processus de changement (modèle participatif). Précisons, pour finir, que ces programmes éducatifs sont fortement « normalisateurs » : ils se fondent principalement sur un enseignement de normes et de comportements conformes (Lucchini, 1998 : 270-271).

Dans la partie suivante, nous allons centrer nos propos sur l'approche « répressive », associée à l'État, qui a pour objectif principal de freiner les nuisances publiques à travers des actions d'arrestation ou de dispersion.

2.2 Politiques répressives

Le regard criminalisant porté sur les mendiants au cours de l'histoire a changé dans les années 1970. Aujourd'hui, ce n'est plus tant l'individu moralement coupable qui est au centre du problème, que ses interactions avec le reste des individus dans un souci de gestion des espaces publics : « Ce nouveau regard a une conséquence directe : la définition du problème ne se fait plus en référence à une catégorie fixe d'appartenance (le vagabond, le mendiant), mais par rapport à un code comportemental localement pertinent » (Gardella et Le Méner, 2005 : 74). On ne se focalise plus sur l'individu comme figure déviante, mais sur certains types de comportements qui peuvent perturber l'ordre des espaces publics, la circulation des individus, l'accès à certains espaces, bref, le contrôle de la ville. Or, ce contrôle, qui fait partie des politiques de sécurité urbaine, a des répercussions directes sur l'ensemble des populations marginalisées (Invernizzi, 2000 : 20). Quelles sont concrètement les mesures de contrôle de l'espace public à Mexico pouvant avoir des effets négatifs sur le quotidien des enfants/jeunes de la rue ?

La nouvelle loi de culture civique du District Fédéral¹¹¹ qui est entrée en vigueur le 1^{er} août 2004, est l'une des conséquences du programme de tolérance zéro (*cero tolerancia*) introduit à Mexico par Rudolph Giuliani¹¹², sollicité en début 2003 comme conseiller en matière de combat contre la violence par le gouvernement du District Fédéral. Elle

¹¹¹ « Ley de cultura cívica del Distrito Federal », (article 26, VI), publiée dans *La Gaceta Oficial del Distrito Federal*, n° 48, 31 mai 2004.

¹¹² Rudolph Giuliani a été maire de New York entre 1994 et 2001, soit pendant deux mandats consécutifs. Pendant cette période, la baisse de la criminalité a été mise au crédit de la politique qu'il a menée et qui reposait principalement sur une forte répression et sur la sanction au premier délit même mineur (politique de tolérance zéro) au détriment des services sociaux. Il a notamment criminalisé les sans-abri et d'autres populations marginales en leur interdisant de dormir dans la rue et en décrétant qu'ils ne pourraient plus trouver refuge gratuitement et qu'ils devraient se plier à une évaluation obligatoire pour trouver du travail. Ces mesures s'accompagnaient de sanctions sévères et ceux qui ne s'y pliaient pas n'obtenaient pas de logement ou encore étaient séparés de leurs enfants qui étaient ensuite recueillis par des familles. Rudolph Giuliani a alors été sollicité en 2003 par le gouvernement du District Fédéral afin de combattre, ce qui pourrait expliquer l'adoption, en 2004, de la nouvelle loi civique du D.F.

sanctionne quatre types d'infractions : les infractions contre la dignité des personnes (art. 23), contre leur tranquillité (art. 24), contre la sécurité citadine (art. 25) et contre l'environnement urbain (art. 26). Contrairement aux personnes qui exercent des activités à caractère informel ou illégal (commerçants ambulants, revendeurs de billets, prostitués et coyotes¹¹³), les enfants de la rue comme population ne sont pas ouvertement ciblés par ces sanctions, mais leur mode de vie et leurs pratiques urbaines les mènent inévitablement à commettre certaines infractions. Nous en repérons au total treize dont les plus significatives sont : fournir un service sans qu'il ait été sollicité (art. 24, I), empêcher ou gêner d'une manière ou d'une autre et sans autorisation l'usage de la voie publique et la liberté de passage (art. 25, II), utiliser les aires et voies publiques sans autorisation préalable (art. 25, III), consommer des stupéfiants ou inhaler des substances toxiques (art. 25, V), uriner ou déféquer dans les lieux publics (art. 26, II), et enfin changer, sous une forme ou sous une autre et sans autorisation, l'usage ou la fonction des aires ou des voies publiques (art. 26, VI). Cette loi pénalise donc certains types de comportements sans que ces derniers soient considérés comme délictueux.

Rappelons que 92% des enfants et des jeunes de notre échantillon ont été arrêtés au moins une fois par la police et 66% de ceux-ci l'ont été uniquement pour des infractions commises dans le cadre de la loi de culture civique : consommation de drogue et désordre public. Lorsque l'enfant commet ce type d'infractions, il est conduit au commissariat où il est mis en garde à vue entre treize et vingt-quatre heures, lorsqu'il n'est pas victime de chantage ou de corruption de la part des policiers. Les expériences d'arrestations sont nombreuses : plus de la moitié (57%) des jeunes ont été arrêtés cinq fois ou plus.

Afin de préserver les espaces publics et de faire respecter cette loi, l'État fait aussi usage des rafles comme mesure répressive envers les enfants et les jeunes de la rue. Il s'agit d'une action de « nettoyage social ». La forme la plus extrême en est l'homicide d'enfants et de jeunes dont la présence dans certains espaces provoque une dégradation physique (détérioration de l'espace) et symbolique (violence et délinquance urbaine). Ainsi, les autorités procèdent régulièrement à des expulsions en force : les policiers arrivent sans motif apparent et volent aux jeunes leurs affaires, matelas, vêtements, couvertures ou jettent leur nourriture. D'autres fois, ils les délogent en les aspergeant d'eau à l'aide de tuyaux d'arrosage, les menacent ou encore les expulsent à coups de matraque.

¹¹³ Les coyotes sont ceux qui offrent leurs services aux personnes allant solliciter un document dans les bureaux administratifs et s'occupent des démarches nécessaires pour obtenir le document plus rapidement.

« Les flics sont arrivés à deux heures du matin, ils ont tout pris [...], toutes les couvertures, tout ce qu'on avait [...]. Ils nous ont dit : "Si vous ne partez pas d'ici c'est nous qui allons vous virer". Ils nous ont aspergé d'eau et c'est là que nous sommes venus sur les marches » (Francisco, 17 ans).

« Ça fait trois fois qu'ils nous virent de là, deux fois au Rodéo et une dans le parc. On était ici dans le parc en train de regarder la télé et ils sont arrivés comme ça, tout à coup, et ils nous ont dit : "Enlevez vos affaires de là, prenez ce dont vous avez besoin". Et, nous avons pris presque toutes nos affaires, mais quand nous sommes pas là, ils nous prennent les couvertures, nos vêtements, des trucs comme ça. Ils voulaient nous prendre la télé mais on les a pas laissé [...]. La deuxième fois, c'était dans le parc [...]. On dormait et ils nous ont dit qu'ils allaient nettoyer. Et qu'est-ce qu'ils ont pris ? Un matelas, un fauteuil, quelques couvertures. Ils en ont juste laissé trois ou quatre [de couvertures] » (Ulises, 14 ans).

Ces rafles relèvent notamment d'un programme du Secrétariat à la Sécurité Publique qui mène des actions avec l'appui de la police pour retirer de la voie publique les enfants et jeunes de la rue, afin de « combattre les futurs délinquants »¹¹⁴. Il existe également un programme de rénovation de différents quartiers qui a pour objectif de les « retirer » de la voie publique afin de faire renaître des espaces « perdus » depuis des années¹¹⁵.

D'autres expulsions en force ont lieu lors de certains événements. Par exemple, pour la visite du Pape Jean-Paul II en juillet 2002, deux cent cinquante enfants selon la presse et les institutions¹¹⁶ ont été expulsés du centre-ville de Mexico et soixante ont été conduits de manière coercitive dans un entrepôt et remis en liberté après la visite. Une fois l'événement passé, la police fédérale préventive est restée sur les lieux pour éviter que les jeunes s'y réinstallent et ces espaces, qui faisaient l'objet d'une appropriation massive depuis plusieurs années, ont été réaménagés. Les jeunes qui y habitaient se sont dispersés et se

¹¹⁴ « Apoya Alemán Velasco retiro de niños de la calle », *La Jornada*, 15 mars 2002.

¹¹⁵ « Niños de la calle, limosneros e indigentes, fuera de la zona rosa », *La Jornada*, 29 janvier 2003.

¹¹⁶ « Desalojan a niños de la calle » (Ils expulsent des enfants de la rue), *La Jornada*, 30 juillet 2002; « Desaloja GDF a más de 250 niños de la calle por visita papal » (Le GDF expulse à plus de 250 enfants de la rue pour visite du Pape), *e-once Noticias*, 29 juillet 2002 ; « Limpieza social de niños callejeros por la visita del Papa » (Nettoyage social d'enfants de la rue pour la visite du Pape), *Red por los Derechos de la Infancia*, 29 juillet 2002.

sont intégrés dans d'autres groupes. Toutes ces nouvelles mesures ont pour objectif de protéger ce qui est « légitime » aux yeux de l'État, l'utilisation ponctuelle et limitée de l'espace, et de pénaliser ce qui ne l'est pas, son usage continu et sa monopolisation, en distinguant les « bons » citoyens qui ont le libre accès à ces espaces, des populations « marginales » à qui on veut en limiter l'accès. Malgré certaines politiques de l'État qui ont encouragé des actions moins violentes envers les enfants de la rue – comme c'est le cas de la démarche introduite par le DIF, qui embaucha en 1989 trois cents éducateurs de rue afin de rencontrer les enfants dans leur propre territoire et de les inciter à visiter les institutions et les programmes qui leur étaient destinés –, l'usage des rafles n'a pas disparu.

Ainsi, les représentations de l'enfant coupable ainsi que les politiques de préservation des espaces publics aboutissent à des actions pénalisantes et répressives. Ici, la priorité de l'État n'est pas l'insertion sociale de l'enfant, mais bien sa répression à travers différentes mesures coercitives, alors même qu'il n'a pas porté atteinte au code pénal. Cette priorité s'accroît lorsque l'enfant commet un délit. Les jeunes de notre échantillon qui se sont trouvés en maison de redressement ont été, pour la majorité, inculpés de vol. D'ailleurs, d'après les statistiques officielles, huit sur dix des mineurs internés dans ces établissements le sont pour vol ou tentative de vol¹¹⁷.

Les maisons de redressement pour mineurs délinquants sont destinées aux jeunes de plus de 11 ans et de moins de 18 ans. Elles ont été créées dans les années 1970 à la suite de l'apparition, dans les années 1920, de tribunaux pour mineurs, qui avaient pour objectif de retirer des mains des organismes religieux ou des institutions philanthropiques le destin des jeunes délinquants (Azaola, 1994 : 147). Aujourd'hui, les mineurs qui ont commis un délit sanctionné par le code pénal, sont soumis à la « Loi pour le traitement de mineurs ayant commis une infraction »¹¹⁸ créée en 1991.

Alors que le texte de loi défend l'idée de l'enfermement du mineur dans une mesure d'orientation et de protection, différentes études reconnaissent le caractère coercitif des établissements pénitenciers pour mineurs. Par ailleurs, si la loi qui régit le déroulement de ces établissements ne fait pas ouvertement l'usage de termes comme « correction » ou « punition », certains textes dévoilent le caractère punitif devant prévaloir au sein de ces

¹¹⁷ « Ingreso de menores infractores por infracción », in *Estadísticas del Consejo de Menores del Distrito Federal*, Mexico, Secretaría de Seguridad Pública, 2003.

¹¹⁸ *Ley para el tratamiento de menores infractores para el Distrito Federal común y para toda la República en materia Federal*.

établissements. Alors que la loi mentionne l'adaptation sociale et la protection des droits de l'enfant comme objectifs principaux (art. 1), les mesures d'orientation (art. 97) et de protection/prévention (art. 103) qui doivent assurer cette réintégration ont un caractère clairement coercitif et punitif. Ainsi, comme mesures d'orientation, nous trouvons en premier lieu l'admonestation (*amonestación*) (art. 98), soit « l'avertissement que des conseillers compétents adressent au mineur qui a commis une infraction, lui faisant voir les conséquences de l'infraction commise et l'incitant à l'amendement »¹¹⁹, puis, dans un deuxième temps, la notification (*apercibimiento*), à savoir la « menace que font les conseillers compétents au mineur quand il a commis une infraction, pour qu'il change de conduite [...] en l'avertissant que, dans le cas d'une nouvelle infraction, sa conduite sera considérée comme réitérative et qu'une mesure plus stricte lui sera appliquée »¹²⁰.

Ces différentes mesures sont présentes dans la pratique qui se déroule « dans une logique où règne [...] le désir de faire payer et de corriger le sujet qui, pour avoir commis une faute, se perçoit comme anormal, déviant »¹²¹ (Azaola, 1994 : 149). Ce système d'enfermement et de privation de liberté implique l'absence de mécanisme de participation des jeunes :

« La pratique et les modalités d'intervention qui structurent la vie quotidienne des mineurs internes dans les centres ne parviennent pas à les motiver [...]. Dans beaucoup d'établissements, prédomine le contrôle absolu du temps du mineur et ce dernier n'intervient pas [...] dans la définition de son propre temps parce qu'il n'existe pas de possibilités d'incorporation participative du jeune »¹²² (Mejía Machuca et Rodriguez, 1997: 14).

Par ailleurs, le jeune n'est jamais informé sur le temps qu'il lui reste à passer dans l'établissement. Dans ce sens, les établissements pénitenciers pour mineurs sont régis par le modèle d'assistance autoritaire décrit plus haut. Quant aux mesures de protection qui s'appliquent une fois que l'enfant a été mis en liberté, nous trouvons principalement l'enracinement dans la famille (art. 104), le transfert de l'enfant dans le domicile familial (art. 105) et l'encouragement à fréquenter des institutions spécialisées (art. 106). Ce

¹¹⁹ En espagnol dans le texte (ma traduction).

¹²⁰ *Ibidem.*

¹²¹ *Ibidem.*

¹²² *Ibidem.*

programme est clairement inadapté aux enfants qui sont en rupture avec leur foyer familial. Par ailleurs, le fait que les mesures de prévention interviennent une fois seulement le jeune arrivé dans le système judiciaire est assez contradictoire et dévoile à nouveau le caractère punitif de l'État.

L'important dans cette partie n'a pas été d'analyser les lois ni de montrer les différents moyens de répression de l'État envers les enfants/jeunes de la rue, mais de réunir les éléments qui vont nous permettre de comprendre comment le sujet s'adapte à l'hostilité de l'espace en lui faisant face, et comment il vit l'enfermement et son séjour dans les institutions d'assistance et ce que cela implique dans sa relation aux institutions en général et aux éducateurs en particulier. Rappelons que 56% des jeunes que nous avons interrogés par questionnaire ont déjà été soit dans des maisons de redressement, soit en prison, et 92% dans des institutions caritatives. Quand bien même ces dernières se différencient sensiblement des premières, elles en partagent, d'après les jeunes, quelques similitudes.

En résumé, la rue représente pour les jeunes un espace hostile où ils sont confrontés à une adversité supérieure par rapport à celle qu'ils rencontrent dans leur foyer d'origine : un pourcentage plus élevé de jeunes disent avoir souffert de mauvais traitements dans la rue (83%), qu'au sein de leur famille (72%). De même, plus de jeunes (18%) disent avoir souffert d'abus sexuels dans la rue que dans leur foyer familial (12%). On peut en conclure que les politiques répressives envers les enfants/jeunes tendent à renforcer l'aspect dangereux de la vie dans la rue. Par ailleurs, seules les institutions offrent des espaces de protection. Ainsi, parmi les différents espaces connus et fréquentés par les jeunes, la rue constitue celui qui offre le moins de sécurité et qui expose les jeunes à plus de danger, à l'exception de la prison. Ce constat est important car il est à l'origine de la problématique centrale de notre étude : comment se fait-il que, souffrant d'agressions et de violences permanentes dans la rue, les jeunes n'optent pas pour des espaces alternatifs qui sont à leur disposition et qui leur offrent la sécurité qu'ils n'ont pas ?

* * * * *

Nous venons de restituer le cadre général à l'intérieur duquel agissent les enfants/jeunes de la rue. Ce cadre, constitué notamment par les intervenants sociaux qui assistent les jeunes ainsi que par l'État, qui les réprime et les enferme, oriente la vie quotidienne des jeunes, leurs actions et prises de décisions. Il ne représente pas seulement

un support à la compréhension ultérieure des dynamiques sociales des jeunes de la rue, mais aussi un outil qui nous permet de recomposer ces dynamiques et d'identifier ce qui motive, en partie, les actions qu'ils entreprennent pour s'adapter au contexte de la rue. Alors que, comme nous l'avons vu dans ce chapitre, la rue est perçue comme un espace dangereux aussi bien par les institutions que par les enfants, nous verrons dans la partie suivante comment la rue n'est pas vécue par les enfants de manière seulement négative : ils développent certaines stratégies et exploitent des ressources qui leur permettent d'acquérir des compétences de la rue et par conséquent de développer une vision plus positive de celle-ci.

DEUXIEME PARTIE : AGIR SUR LE CONTEXTE DE LA RUE

CHAPITRE 4 : DES STRATEGIES DE REPOSE FACE A L'ADVERSITE

Ce quatrième chapitre se penche sur les stratégies de réponse que mettent en place les enfants/jeunes de la rue dans un contexte d'adversité. Il se charge d'une part, d'éclaircir les principes théoriques repris quant à certains concepts dont notamment celui de stratégie, et d'autre part, de décrire des exemples concrets de stratégies d'adaptation développées par les sujets qui nous intéressent. Dans ce cadre, nous analyserons les ressources exploitées par les enfants/jeunes pour s'adapter au contexte de la rue.

1 DEFINITION DU CADRE CONCEPTUEL : L'ACTEUR ET SA STRATEGIE

Les débats théoriques à propos du concept de stratégie, qui ont pris forme autour de la théorie du choix rationnel (TCR) dont l'origine remonte à Hobbes et qui a été reformulée trois siècles après par Von Neumann et Morgenstern (1944) et Savage (1954) puis reprise, commentée et/ou critiquée par d'autres auteurs (Simon, 1957 ; Coleman, 1990 ; Boudon, 2003), sont encore aujourd'hui d'actualité¹²³. Sans vouloir entrer ici dans la polémique ni prendre position par rapport à celle-ci, il nous semble nécessaire de la restituer synthétiquement et de voir en quoi son contenu est important, voire essentiel, pour la compréhension de notre étude. Le terme de stratégie apparaît être un concept clé dans l'analyse du quotidien des populations marginales en général et de celle des enfants/jeunes de la rue en particulier ; il s'agit d'ailleurs d'un concept qui est largement utilisé dans ce

¹²³ Voir notamment le numéro thématique de la revue *Sociologie et Sociétés* « La théorie du choix rationnel contre les sciences sociales ? Bilan des débats contemporains », vol. 34, n° 1, printemps 2002.

type d'étude et notamment à travers la notion de « stratégies de survie »¹²⁴. Ainsi, l'examen analytique de la position théorique de certains chercheurs face à ces débats, nous permettra non pas d'adopter l'une ou l'autre définition « rigide » de la notion de stratégie, mais d'élaborer une définition plus flexible de ce concept à travers notamment l'emprunt aux auteurs de certaines idées, notions et réflexions qui nous seront d'une grande utilité tout au long des chapitres suivants.

1.1 Déterminismes sociaux et marges de manœuvre

Ces débats concernent principalement la relation entre le concept de stratégie et d'action et de stratégie et de rationalité. Bien qu'à l'origine, la théorie du choix rationnel ait principalement représenté un outil pour l'économie, la philosophie ou encore les mathématiques (Cozic, 2005), son utilisation s'est rapidement étendue à d'autres branches des sciences humaines et sociales, et plus particulièrement aux sciences politiques, à la sociologie et psychologie de l'entreprise et à la sociologie du travail, de l'éducation et des organisations. Les discussions se sont alors construites autour du statut de l'acteur et de sa dénomination (faut-il parler d'acteur, d'agent, de sujet ?), de son degré de conscience (de quelle forme de conscience est-il pourvu ?), de celui de liberté (quel est le poids de la contrainte qui pèse sur les individus ? De quelle marge de manœuvre disposent-ils ?) et enfin de sa capacité à anticiper (à long ou à court terme) (Brais, 2000 : 75). Cette théorie repose, selon Boudon (2003), sur six postulats de base : l'individualisme (1), la compréhension (2), la rationalité (3), l'instrumentalisme (4), l'égoïsme (5) et la maximisation (6). Ainsi, tout phénomène social est le résultat de comportements individuels (1) qui peuvent toujours être compris (2) car ils sont le produit d'une rationalité (3). Ce dernier point s'explique par le fait que l'individu agit en tenant compte des conséquences qu'il perçoit de son action (4), qu'il s'intéresse exclusivement aux effets que son comportement va produire (5) et qu'il agit donc en fonction du gain qu'il peut tirer de celui-ci (6). Dans l'ensemble, l'individu est perçu comme un stratège rationnel et calculateur qui cherche la maximisation de ses intérêts. Il est un *homo-œconomicus* qui agit de manière libre et autonome. Une des premières critiques qui a été portée à cette théorie provient de Simon (1957) qui, en introduisant le concept de « rationalité limitée », soutient la thèse selon laquelle l'être humain n'est pas parfaitement rationnel mais fait preuve d'une rationalité relative, c'est-à-dire que le choix de l'individu ne peut être purement rationnel,

¹²⁴ Se référer particulièrement à l'ouvrage de R. Lucchini, *Sociologie de la survie : l'enfant dans la rue*, Paris, PUF, 1996, 323 p.

car pour cela, il devrait être idéalement informé de l'ensemble de ses options potentielles, or l'information dont il dispose est toujours incomplète.

À la TCR, Bourdieu oppose la théorie de l'*habitus*. À l'inverse des partisans de la théorie du choix rationnel, l'auteur place au centre de son analyse la structure sociale et non plus l'acteur. Par ailleurs, ce dernier terme ne rendant pas assez compte selon lui des contraintes qui pèsent sur les individus, il le remplace par celui d'agent. Ainsi, l'individu est avant tout le produit du contexte social dans lequel il agit ; en conséquence, ses stratégies sont conditionnées par toute une série de préférences qui sont le produit d'un *habitus*, à savoir de ce qui a été acquis et totalement intériorisé sous forme de disponibilités (ressources) permanentes (Zamorano Villareal, 2003 : 170)¹²⁵. La notion d'*habitus* rompt avec la conception d'un individu libre de tout conditionnement sans pour autant enlever à ce dernier la possibilité de faire des choix stratégiques. Dans ce sens, les stratégies sont comprises comme des « actions qui sont raisonnables sans être le produit d'un dessein raisonné ou, à plus forte raison, d'un calcul rationnel ; habitées par une sorte de finalité objective sans être consciemment organisées par rapport à une fin explicitement constituée : intelligibles et cohérentes sans être issues d'une intention de cohérence et d'une décision délibérée ; ajustées au futur sans être le produit d'un projet ou d'un plan » (Bourdieu, 1980 : 85-86). Dans cette définition du concept de stratégie et aussi paradoxal que cela puisse sembler, l'auteur prend en compte la contrainte structurale, mais aussi une certaine marge de manœuvre de la part des agents. En effet, ces derniers sont également considérés comme des « agents actifs » qui jouissent d'une certaine liberté, même si celle-ci est fortement conditionnée par la structure sociale (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 88). L'*habitus* ne serait donc pas si contraignant si l'on considère qu'il s'agit d'un « mécanisme structurant qui opère à l'intérieur des agents », qui n'est pas à lui seul « déterminant des conduites » et qui représente le « principe générateur des stratégies qui permet aux agents d'affronter des situations très diverses », d'où son caractère « créateur [et] inventif » mais toujours dans « les limites de ses structures » (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 21). Toutefois, malgré l'intention de Bourdieu de vouloir prendre en compte la liberté de

¹²⁵ L'*habitus* est ici défini de manière synthétique. Bourdieu, qui fournit une définition bien plus complexe de ce concept, le décrit comme un « système de dispositions durables et transformables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée consciente de fins et la maîtrise extraite des opérations nécessaires pour les atteindre, objectivement "réglées" et "régulières" sans être en rien le produit de l'obéissance à des règles, et, étant tout cela, collectivement orchestrées sans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre » (Bourdieu, 1980 : 88-89).

l'individu, ce dernier – conformément à la théorie de l'auteur – ne contribue qu'à reproduire machinalement les structures sociales qui lui ont été imposées et qu'il a progressivement intériorisées. À ce propos, et analysant la pensée de Bourdieu, Dubet (2005) commente :

« Ce que l'individu croit décider librement est en réalité ce qu'il a été programmé pour décider, ce que la nécessité lui impose [...] comme un choix nécessaire. [...]. Ici, la société étant définie comme un système de domination, cette autonomie individuelle est, en réalité, une illusion, une ruse de la domination puisqu'elle conduit à accepter librement la soumission à un ordre social ».

Dans ce sens, l'action des individus n'est que l'« accomplissement d'un programme précocement intériorisé puis oublié par les acteurs » (Dubet, 2005), et ne peut donc pas être délibérée.

Nous voyons ici comment les deux théories abordent la question de la relation de l'individu au système de manière très différente. Alors que dans la TCR, l'individu est rationnel et constitue « l'atome autonome d'un système, un joueur dans un jeu », chez Bourdieu il est avant tout un être social et constitue dans ce sens une « cristallisation singulière » du système (Dubet, 2005). Attirons ici à nouveau l'attention sur le fait que pour Bourdieu, les individus disposent d'une marge de manœuvre, même si celle-ci est conditionnée par le système.

À cette controverse, on peut ajouter la posture de Giddens (1987) qui, souhaitant dépasser la division entre la structure et l'action, l'objectivisme et le subjectivisme, tente de créer un équilibre entre l'acteur et le système en postulant que le premier étant constitutif du second (et vice versa), ils ne peuvent être dissociés. D'après lui, ce principe ne limite aucunement la liberté d'action dont dispose l'acteur puisque le structurel est appréhendé dans sa dualité : il est à la fois contraignant et habilitant (Giddens, 1987 : 75).

Finalement, pour essayer de concilier ces débats, on peut convenir avec Dubet (2005) que l'individu n'est tout compte fait que « le lieu où s'articule l'acteur et le système, l'action et les faits sociaux, la subjectivité et l'objectivité, la construction de la société et l'imposition de la société aux acteurs ». Ainsi, qu'il s'agisse d'un acteur libre, rationnel, indépendant de la structure sociale, ou au contraire, d'un individu avec une rationalité et

une marge d'action limitées par les déterminismes qui pèsent sur lui ou encore, les deux à la fois, ce qui est important de prendre en compte dans le cadre de notre étude, c'est que les actions sont tout compte fait directement déterminées par la prise de décisions des acteurs et donc motivées par ces derniers, peu importe le degré de conditionnement de leur comportement. Les individus, comme acteurs sociaux, s'inscrivent dans le système tout en agissant sur lui : « les propriétés structurelles des systèmes sociaux sont à la fois des conditions et des résultats des activités accomplies par les agents qui font partie de ces systèmes » (Giddens, 1987 : 15). Sans nous attarder alors sur le degré de contrainte sociale qui pèse sur les acteurs/agents – cette dernière pouvant être ressentie de manière plus ou moins intense selon son niveau d'intériorisation –, nous considérerons qu'elle est vécue de manière moins contraignante par les sujets, que les contraintes matérielles directes – économiques, physiques, etc. – auxquelles ils sont quotidiennement assujettis. D'après nous, ces dernières ont plus de probabilité de limiter la capacité d'action des acteurs, que celles qui sont intériorisées. Dans le cadre de cette étude, les premières représentent un obstacle bien plus important que les secondes : les enfants et jeunes de la rue en ont conscience et ce sont elles qu'ils prennent en compte au moment d'élaborer des stratégies, d'anticiper des actions, ou tout simplement d'agir. Dans ce sens, nous pouvons effectivement affirmer que les actions des individus sont en corrélation étroite avec le contexte dans lequel elles se développent. Sans chercher à écarter la domination sociale qui pèse sur eux ou encore les éléments de leur socialisation qu'ils ont intériorisés tout au long de leur existence et qui peuvent agir comme des cadres démarquant et restreignant leurs actions, ce qui nous semble intéressant ici, c'est de voir comment, malgré toutes ces contraintes et particulièrement celles qui sont en relation avec le contexte de précarité dans lequel ils s'inscrivent ainsi que les ressources dont ils disposent – considérées comme faibles –, les enfants/jeunes agissent sur leur environnement et interagissent avec lui. Ainsi, pour pouvoir proposer une définition du concept de stratégie, il nous faudra voir au préalable de quelle marge d'action disposent réellement les sujets qui font l'objet de notre étude. Identifier cette marge nous permettra de déterminer leur capacité à élaborer et adopter des stratégies diverses.

1.2 Capacité d'action de l'individu en situation de précarité

Nous venons de voir comment les individus disposent toujours d'une marge d'action dont le degré et la nature varient toutefois selon la théorie adoptée. L'intérêt est à présent de déterminer la possibilité d'action au sein de la population qui nous intéresse et, dans une

plus large mesure, chez les individus qui vivent dans un contexte de vulnérabilité et de précarité élevées. En d'autres termes, nous pouvons nous demander « Qu'est-ce qu'agir [...] dans une situation de forte démunition matérielle et symbolique rendant problématique la possibilité même d'agir ? » (Soulet, 2003 : 167), ou bien :

« Lorsque la part de prédétermination sociale est si grande que les règles de la reproduction sociale semblent vouer les individus à un destin inexorable en dehors de la société intégrée, peut-on encore parler de stratégie individuelle ? [...]. De quelles possibilités de choix disposent les individus dont le capital social – les ressources éducatives, culturelles, relationnelles – est faible ? » (Taboada Léonetti, 1994 : 183).

Tout d'abord, ces deux énoncés présupposent qu'en situation de vulnérabilité, les individus sont voués à un manque de ressources aussi bien d'ordre matériel et symbolique que social, c'est-à-dire à un capital social en dessous de la « norme ». Par ailleurs, Soulet précise que cette situation de vulnérabilité se caractérise non seulement par une absence de ressources, mais aussi par une « invalidité » de celles-ci, c'est-à-dire que les ressources acquises antérieurement par les acteurs en contexte normatif, deviennent « impertinentes » dans un contexte de vulnérabilité, rendant ainsi plus difficile la « possibilité d'agir » (Soulet, 2003 : 175). Dans cette logique, la situation de vulnérabilité est présentée comme inhérente à une absence de ressources de la part des acteurs et/ou à l'absence de ressources pertinentes qui seraient adaptées au nouveau contexte.

Nous pouvons formuler deux remarques principales concernant ces propos. Le premier commentaire qui s'impose concerne la situation de vulnérabilité qui semble être dépouillée de toute dimension temporelle. Or, toute situation n'est inconnue que pendant un certain temps. Il nous paraît donc inapproprié de comparer (indirectement) la condition d'un individu qui est confronté depuis peu à une situation de précarité, à celle d'un autre qui s'y mesure déjà depuis un certain temps. Cette constatation mène inévitablement à la deuxième remarque qui a précisément trait aux ressources dont disposent les individus qui se trouvent dans une telle situation. Selon le temps vécu dans la situation donnée, leurs ressources vont varier, de même que leur capacité à les mobiliser. En effet, si, dans un premier temps, les individus peuvent se sentir totalement démunis face à un nouveau contexte en raison d'une absence de ressources ou d'une possession de ressources « inadéquates », nous pouvons affirmer qu'ils développent par la suite des ressources

adaptées à l'environnement dans lequel ils évoluent. Dès lors, le faible capital dont ils disposent, entendu notamment comme les « ressources éducatives, culturelles, relationnelles » (Taboada Léonetti, 1994 : 83), ne peut être considéré comme un élément qui les restreint dans leur prise de décision et dans la réalisation de choix, car il s'agit justement d'une ressource qui devient « invalide » dans ce contexte et donc sans utilité à l'intérieur de celui-ci. L'utilité que ces ressources pouvaient avoir auparavant disparaît, et en conséquence ne pas en disposer ou en disposer faiblement ne peut constituer un désavantage. Dans ce sens, nous pensons qu'un capital social faible n'a pas de motif de limiter les actions d'un individu dans un contexte où ce capital n'est plus reconnu ou valorisé comme tel. En d'autres termes, les ressources qui le composent ne servent qu'à l'intérieur de la société « normative » et non pas en « dehors » de celle-ci, ou alors dans une bien moindre mesure. Dans ce nouveau cadre « marginal », les individus acquièrent des ressources adaptées. À titre d'exemple, les ressources relationnelles qu'un jeune possédait avant de vivre dans la rue – l'école, la famille, etc. – disparaissent totalement ou partiellement avec son arrivée dans ce nouvel environnement. Toutefois, loin de demeurer sans ressources, il développe progressivement de nouveaux réseaux relationnels – avec son groupe, avec le quartier dans lequel il s'inscrit, etc. – qui vont lui servir aussi bien pour s'ajuster à sa nouvelle situation, que pour agir sur celle-ci. Dans ces circonstances, nous pouvons même dire que les ressources – certaines du moins – ne disparaissent pas, mais se transforment ou sont remplacées par d'autres. Ainsi, de nouvelles ressources indispensables pour s'adapter et vivre dans la rue sont acquises, et le capital social du jeune se renouvelle, quand bien même ce nouveau capital n'est pas validé par le système « normatif ». En ce sens, le caractère inexistant ou faible d'un capital social qui est valorisé par la société ne peut pas représenter un handicap pour le jeune, car ce dernier est inséré dans des logiques sociales « marginales », c'est-à-dire dans des logiques qui peuvent ne pas prendre en compte ce capital.

En résumé, lorsque la situation de vulnérabilité d'un individu se prolonge – entendue ici comme un état où l'individu est privé de ressources et compétences validées socialement –, celui-ci acquiert des ressources qui l'aident à neutraliser en partie le contexte de carence dans lequel il se trouve et à élargir sa capacité d'action ainsi qu'à faire des choix, c'est-à-dire à rompre avec sa situation de « victime impuissante » en acquérant la possibilité d'interagir sur son environnement. Par conséquent, malgré un consensus

généralisé selon lequel les individus en situation de domination sociale « extrême »¹²⁶ disposeraient d'une capacité d'action très limitée, les observations directes réalisées par Goffman (1968), en hôpital psychiatrique ou encore par Rostaing (1996), en institution pénitentiaire, démontrent que les individus disposent tout de même d'une certaine marge de manœuvre que l'on peut observer à partir de leurs « adaptations secondaires ». Celles-ci sont définies par Goffman (1968 : 245) comme des stratégies qui leur permettent « d'utiliser des moyens défendus, ou de parvenir à des fins illicites (ou les deux à la fois) et de tourner ainsi les prétentions de l'organisation relatives à ce qu'il devait faire ou recevoir [...]. Les adaptations secondaires représentent pour l'individu le moyen de s'écarter du rôle et du personnage que l'institution lui assigne tout naturellement ». C'est ainsi par exemple, que les enfants et jeunes de la rue s'adonnent à des activités illégales (vente et/ou consommation de drogue, vol, etc.) qui leur permettent de contourner le rôle d'« assistés » et de s'adapter à un contexte défini comme « marginal »¹²⁷.

Or, si les détenus ou malades mentaux qui se trouvent en situation de domination institutionnelle, voire « absolue », disposent d'une marge d'action, comment les enfants/jeunes de la rue pourraient-ils ne pas, eux aussi, en disposer ? Il n'existe pas, selon nous, de raison valable de penser que les seuls sujets capables d'agir ou de faire des choix soient ceux qui sont intégrés à l'unique système de valeurs reconnu par la société. Dans un contexte ou dans l'autre, les individus sont soumis à des contraintes et disposent de ressources plus ou moins formelles, développées et pertinentes pour y faire face.

Après avoir démontré comment les individus en situation de précarité sont capables d'agir et ne sont pas forcément plus démunis que d'autres (face à leurs contextes respectifs, on l'entend, et non pas face à la société en général), nous verrons comment cet « agir » peut être aussi considéré comme stratégique malgré le point de vue de certains auteurs. Pour Soulet (2003 : 176), l'agir en situation de vulnérabilité ne peut pas être stratégique « en raison même d'un contexte qui rend impossible le travail de la projection par l'incertitude

¹²⁶ D'après P. Gaboriau et D. Terrolle (2003), les personnes sans logis sont soumises à une forme « extrême » de « domination sociale » dans le sens où elles sont le jouet de rapports de pouvoir dans le cadre desquels elles se situent au bas de l'échelle.

¹²⁷ Ils s'écarterent ainsi des « adaptations primaires » entendues comme la collaboration d'un individu à une organisation « en participant à une activité demandée dans les conditions requises, sous l'impulsion des motivations courantes telles que la recherche du bien-être qu'offre l'institution, l'énergie que procurent stimulants et valeurs associées et la crainte de sanctions prévues, il se transforme en collaborateur et il devient un membre normal, programmé ou incorporé » (Goffman, 1968 : 245). Dans le cadre de notre étude, l'« institution » ou l'« organisation » représenteraient la société en général, mais aussi les institutions caritatives.

des buts, l'absence de pérennité des normes et des cadres d'action et l'impertinence des ressources ». Afin d'expliquer pourquoi nous n'adhérons pas aux propos de l'auteur, nous allons tenter de démontrer comment les trois points, qui d'après Soulet annulent toute capacité de projection sont, d'après nous, invalides.

En ce qui concerne le premier point qui évoque l'incertitude des buts chez les personnes en situation de vulnérabilité, nous pouvons réfuter le discours de l'auteur en nous appuyant sur les travaux de Crozier et Friedberg (1977 : 55) qui soutiennent l'idée selon laquelle tout individu « n'a que rarement des objectifs clairs et encore moins de projets cohérents ». D'après eux, ces derniers sont toujours « plus ou moins ambigus, plus ou moins explicites, plus ou moins contradictoires », d'où la conclusion qu'il est « faux de considérer [le] comportement [de l'acteur] comme toujours réfléchi, c'est-à-dire médiatisé par un sujet lucide calculant ses mouvements en fonction d'objectifs fixés au départ ». Ainsi, si l'on tient compte des propos de ces auteurs, avoir des objectifs confus et instables n'est pas une particularité des populations qui se trouvent dans une situation de précarité, mais représente plutôt une caractéristique propre à l'ensemble des êtres humains, que ces derniers soient dits « intégrés » ou « marginaux ».

À propos du deuxième point qui se réfère à l'absence de « pérennité des normes » et des « cadres d'action », nous dirons, que du moins dans le cadre de la population qui nous intéresse – à défaut d'avoir observé les dynamiques existantes dans d'autres populations marginales – il est erroné de dire qu'elle n'est pas soumise à des règles ou qu'elle agit en dehors de tout cadre réglé. Certes, les normes qui régissent les comportements des enfants/jeunes de la rue ne sont pas forcément celles qui prédominent dans la société englobante. Or, si l'on entend par norme, toute règle de conduite implicite qui est admise et intériorisée par la majorité des individus rattachés à un contexte donné – une société, une époque, etc. –, et qui leur permet de distinguer ce qui est « normal » de ce qui ne l'est pas, on peut affirmer que dans une situation de « marginalité », les individus sont également régis par des normes qui peuvent cependant différer de celles de la société « normative ». Le contexte dans lequel ils s'inscrivent, ne se caractérise pas par une « absence de normes » et encore moins de « cadres d'actions » : d'une part, nous pensons que dans un contexte de précarité, les individus sont aussi assujettis à des normes « officielles », quoique dans une moindre mesure – les jeunes de la rue tout en agissant en dehors de certaines normes validées socialement, en admettent inconsciemment d'autres qui orientent aussi leur comportement – et d'autre part, que leurs actions répondent à des règles implicites qui ont

été préalablement intériorisées et acceptées par l'ensemble des individus qui se rattachent à un même contexte de précarité. Ainsi, même si ces dernières sont incompatibles avec les normes « officielles », elles représentent leur cadre de référence, c'est-à-dire ce qui est « vrai » et « acceptable » pour eux. À titre d'exemple, si le vol est une action considérée comme transgressive par la société qui condamne et stigmatise négativement ceux qui s'y adonnent, cette même activité peut être particulièrement valorisée dans le système de valeurs des enfants/jeunes de la rue, et par conséquent vécue comme gratifiante par ceux qui la réalisent. De même, si dans le premier cas, l'action de signaler le comportement d'un individu qui a enfreint une norme est une conduite considérée « normale » et dans ce sens encouragée, chez les jeunes, toute attitude qui consiste à dénoncer quelqu'un est particulièrement mal vue, même si ce quelqu'un – en l'occurrence un jeune de la rue – a transgressé une règle issue de son propre système de valeurs et, partant, de celui de l'ensemble des jeunes qui se trouvent dans la même situation.

Enfin, en ce qui touche au dernier point qui porte sur l'absence de ressources dont seraient victimes les populations en situation précaire, nous avons déjà démontré comment cela n'est vrai que pendant un certain temps. En conclusion, nous pouvons affirmer que les arguments qu'utilise Soulet pour témoigner de l'incapacité des individus qui se trouvent en situation de précarité à adopter des stratégies sont discutables et ne parviennent donc pas, d'après nous, à démontrer pourquoi ces individus ne disposeraient pas d'une capacité de projection dans le temps.

D'autres études¹²⁸, se situant dans cette même perspective, entreprennent de montrer comment ces populations et plus précisément les populations sans domicile fixe, sont incapables de mettre en place des stratégies, en raison, ici aussi, d'une incapacité de projection qui s'expliquerait cette fois par une maîtrise insuffisante de l'environnement. Elles agiraient donc exclusivement au « coup par coup » en saisissant les opportunités de l'instant et en rejetant celles qui nécessitent une projection dans le temps (Rullac, 2005 : 98-99). Dans ce sens, elles ne développeraient pas de stratégies, mais uniquement des tactiques, ces dernières se caractérisant par leur inscription explicite dans « l'ici et maintenant » en « consum[ant] tout dans l'instant » et sans « capacité aucune de capitaliser les avantages » (Soulet, 2003 : 184).

¹²⁸ On se réfère principalement ici à l'étude de D. Memmi et P. Arduin critiquée par S. Rullac : « L'affichage du corporel comme ruse du faible : les SDF parisiens », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 113, juillet-décembre 2002, p. 213-232.

En réponse à ces propos, nous pensons qu'il est possible d'affirmer que les individus en situation de précarité n'ont pas de maîtrise suffisante de leur environnement, seulement si l'on considère que le reste des individus non plus, c'est-à-dire que l'ensemble des acteurs sociaux ne disposent que d'une maîtrise limitée et partielle de leur entourage : d'une part, parce que leur comportement étant conditionné, au sens bourdieusien, ils n'agissent que sur ce que la société leur donne les moyens d'agir et d'autre part, parce qu'il existe des contraintes externes qui s'imposent à eux et qui délimitent leur cadre d'action. Dans cette perspective, aucun individu ne possède une maîtrise absolue du contexte dans lequel il s'inscrit. Néanmoins, les auteurs semblent entendre par « maîtrise insuffisante » une déficience qui serait propre aux acteurs « marginaux » ce qui, pour nous, s'avère tout à fait contestable. Comme nous l'avons déjà dit plus haut, les individus qui se trouvent dans un contexte de vulnérabilité depuis un certain temps déjà, ont développé des ressources et acquis des compétences adaptées à ce contexte, qui leur donnent la possibilité d'interagir avec lui (et non pas avec celui duquel ils sont exclus, cela s'entend). Par conséquent, nous convenons avec Rullac (2005 : 99) que « l'existence recrée au fil des jours [...] offre [aux SDF] des espaces de liberté nécessaires au choix et au développement de tactiques, mais aussi de stratégies spécifiques ; c'est-à-dire d'actions coordonnées dans le temps pour atteindre un but qui améliore leur quotidien ». Or, mettre en place des stratégies pour parvenir à une amélioration des conditions de vie nécessite forcément une projection dans le temps. Si les jeunes agissaient seulement sans tenir compte des conséquences de leurs actions, cette amélioration entendue comme une évolution positive de leurs conditions de vie et impliquant dès lors une transformation dans le temps, serait particulièrement difficile à atteindre. Précisons ici que, contrairement à ce que postule la théorie du choix rationnel, la prise en compte de ces effets ne se fait pas exclusivement de manière consciente. À titre d'exemple, un jeune de la rue pour qui l'amélioration de ses conditions de vie représente une motivation importante (consciente ou non), choisira une activité économique donnée comme moyen de parvenir à ses fins. Ici, entrent en jeu non seulement la satisfaction de besoins immédiats – obtenir de l'argent en vue de manger, par exemple – mais aussi celle de besoins à long terme – obtenir quotidiennement de l'argent pour ne pas souffrir de la faim. Dès lors, il exercera une activité économique tout en se donnant les moyens de pouvoir la réexploiter ultérieurement. Afin de mieux saisir cette idée, prenons l'exemple d'un jeune qui décide de se rendre à un feu de la circulation pour laver les pare-brises des voitures qui s'y arrêtent. Disons hypothétiquement que ce feu est déjà utilisé par des individus qui se consacrent à des activités informelles (réalisation de clowneries, vente

ambulante, mendicité, etc.), mais que le jeune le choisit tout de même en raison de sa situation de proximité qui constitue pour lui un avantage notoire. Sa stratégie consiste alors à déployer les moyens nécessaires pour parvenir à mettre en pratique cette activité, soit dans ce cas précis, à négocier l'espace avec les autres acteurs et à éviter d'entrer en conflit avec eux. Ce lieu l'intéressant tout particulièrement, il cherche d'emblée à en tirer parti tout en se donnant la possibilité de pouvoir y accéder par la suite, c'est-à-dire d'en tirer profit dans le temps. Dans cet ordre d'idée, et toujours hypothétiquement, un jeune qui serait poussé par la satisfaction urgente de sa faim pourrait spontanément choisir de voler : il détient l'habileté et les compétences requises pour s'adonner à ce type d'activité, il se trouve dans un lieu propice pour le faire (une rue commerçante fréquentée par de nombreux passants), et il estime que c'est le meilleur moyen de répondre rapidement à ses attentes. Or, cette action pourrait avoir des répercussions négatives sur la relation d'entraide qu'il entretient avec les commerçants, étant donné que, commettre des vols sur leur lieu de travail pourrait représenter un préjudice pour leurs ventes. Aussi, même s'il peut lui paraître à l'instant plus avantageux de voler, il sait que les conséquences de cet acte lui seront défavorables par la suite.

Précisons brièvement que les stratégies des enfants/jeunes se déroulent dans la pratique de manière bien plus subtile. Elles ne sont pas à proprement parler préméditées, mais adoptées rapidement en fonction de raisonnements intériorisés. Le jeune ne se détient pas à penser et réalise un argumentaire de ce type ; au contraire, il sait rapidement reconnaître ce qui est préférable pour lui. Néanmoins, pour faire part de ce raisonnement « spontané », il était nécessaire pour nous de reconstruire le processus à travers lequel le jeune parvient à faire un choix et élaborer une stratégie. Nous voyons donc, à travers les deux exemples développés ci-dessus, comment le comportement des jeunes ne répond pas uniquement aux intérêts du moment, mais aussi à ceux d'un « lendemain ». Il ne s'agit pas pour eux de restreindre leurs ressources, mais de les développer en vue d'une consolidation des moyens dont ils disposent pour améliorer leurs conditions de vie au quotidien et faire face aux contraintes que leur impose l'environnement dans lequel ils vivent. Leurs conduites et façons d'agir conservent un sens au-delà même de l'instant présent : « Derrière les humeurs et les réactions affectives qui commandent ce comportement au jour le jour, il est en effet possible à l'analyste de découvrir des *régularités*, qui n'ont de sens que par rapport à une *stratégie* » (Crozier et Friedberg, 1977 : 56-57). Vues sous cet angle, nous pouvons dire que ces actions ne se limitent pas à la simple survie, comme pourrait nous le faire

croire la notion largement employée dans les études sur les populations vulnérables de « stratégies de survie ». S'il est certainement vrai que lorsqu'un enfant/jeune arrive dans la rue, il se limite à développer des stratégies individuelles qui lui permettent d'agir dans l'urgence sans essayer de chercher une continuité dans ses actions, parler par la suite exclusivement de ce type de stratégies contribue, selon Hurtubise et Vatz Laaroussi (2002), à ne pas attribuer aux acteurs une position active mais plutôt « réactive, singulière et morcelée » (p. 98). Or, pour pouvoir attribuer le statut d'acteurs aux individus qui se trouvent en situation de précarité, il est indispensable de prendre en compte les stratégies qu'ils développent et de voir qu'elles ne représentent pas des actions isolées les unes des autres, mais constituent des actions qui s'inscrivent et prennent du sens dans un contexte global et par rapport à d'autres stratégies. Ainsi, dans le cadre de cette étude, nous limiterons l'usage du concept de « stratégies de survie » et utiliserons plutôt ceux de « stratégies d'adaptation » ou de « stratégies de subsistance », qui atténuent un peu plus le caractère « urgent » des actions réalisées par les jeunes.

1.3 Les stratégies des acteurs dits « marginaux »

En considérant toutes ces observations et en nous appuyant sur l'étude de Taboada Léonetti (1994), nous allons maintenant identifier quelle est concrètement la stratégie *centrale* adoptée par les enfants et jeunes de la rue, c'est-à-dire celle qui est intimement liée à une motivation principale et qui constitue un cadre qui guide leurs actions et leur donne cohérence. À la suite de cela, nous proposerons une définition de la notion de stratégie et discernons les différentes dimensions qui participent à son élaboration.

Taboada Léonetti (1994 : 186-187) identifie trois stratégies de réponse d'un individu face au contexte difficile dans lequel il se trouve : des stratégies de contournement, de dégageant de la situation et de défense. La première stratégie est liée à une contestation de l'image négative que la société renvoie aux individus en situation précaire. Ces derniers vont alors agir sur le sens que la société accorde à leur situation et ce, en s'appropriant un système de valeurs différent, au moyen duquel ils pourront valoriser leur situation et parvenir à une « intégration par les marges ». Nous pouvons rajouter ici, que cette stratégie leur permet notamment de s'évader de la situation de domination sociale qui pèse sur eux mais aussi, en ce qui concerne les enfants/jeunes qui font l'objet de notre étude, de celle d'une domination plus tangible imposée par leurs parents ou encore par les institutions d'assistance.

En adoptant la deuxième stratégie, les acteurs cherchent plutôt à agir sur leur situation, mais pour parvenir à se dégager de celle-ci, c'est-à-dire à se réintégrer socialement. La motivation qui inspire leurs actions est donc différente : ici, les sujets cherchent à retrouver une certaine reconnaissance sociale à partir d'un contexte normatif et non pas à partir d'un contexte « marginal ». Dans ce cadre, nous pouvons dire que le capital normatif dont ils disposent – dont nous avons soutenu plus haut qu'il ne les aide pas à s'adapter à un contexte de précarité – représente par contre ici une ressource importante dans le sens où elle contribue favorablement à les réintégrer dans les dynamiques sociales dominantes.

Enfin, la troisième stratégie consiste à « oublier » la situation dans laquelle on se trouve à travers notamment l'accès à l'alcool et aux drogues et/ou l'adoption d'un comportement autodestructeur. En l'absence de ressources qui permettent d'agir sur une situation de précarité dans un sens ou dans l'autre (par contournement ou par dégagement), l'acteur intériorise une image négative de lui-même et se résigne à sa situation en adoptant une attitude passive qui représente d'une certaine manière une façon de se protéger de sa situation. Alors même que ce comportement apathique peut s'interpréter comme une incapacité du sujet à agir et à adopter des stratégies, on peut envisager à travers les propos de Crozier et Friedberg (1977 : 56) que « même la passivité est toujours d'une certaine manière le résultat d'un choix ».

Les observations que nous avons réalisées à Mexico, ont porté principalement sur des enfants et jeunes de la rue qui ont mis en place de manière durable le premier type de stratégie. Ceci ne veut pas dire qu'ils n'aient pas adopté au cours de leurs parcours d'autres stratégies ou bien que celles-ci ne peuvent pas être développées parallèlement, mais plutôt qu'il s'agit de leur stratégie dominante. Elle leur permet de développer une perception positive de leur situation et du cadre dans lequel ils vivent ainsi que d'évoluer favorablement dans celui-ci. Indiquons ici, que l'adoption de cette stratégie pourrait être à l'origine de ce que les institutions d'assistance nomment « l'enracinement de l'enfant dans la rue » (*el arraigo del niño a la calle*), expression qui indique la manière dont les enfants/jeunes sont attachés à l'environnement de la rue et qui se réfère à l'impossibilité qu'ils éprouvent de demeurer dans des institutions d'assistance et/ou à chercher les moyens de parvenir à leur réinsertion. Bien sûr, une majorité de jeunes ont cherché, à un moment ou à un autre de leurs parcours, une alternative à leur situation en examinant la possibilité de se réintégrer par le biais des institutions (et en adoptant en conséquence le deuxième type de stratégie), mais ce choix a pu ne pas atteindre sa finalité : malgré une motivation

que nous ne saurions mettre en doute, beaucoup ont été déçus par les institutions et n'ont pas trouvé le moyen d'atteindre leurs objectifs par un autre biais.

Pour finir, nous proposons la définition suivante du concept de stratégie avancée par Taboada Léonetti (1994 : 183-184) :

« Les stratégies de réponse à une situation sociale difficile décrivent simplement les comportements, individuels ou collectifs, conscients ou inconscients, adaptés ou inadaptés, mis en œuvre pour atteindre certaines finalités. Ces finalités sont définies par les individus en fonction de leur évaluation de la situation d'interaction, c'est-à-dire de l'importance de contraintes extérieures et de leurs propres capacités d'action »

À la suite des réflexions émises ci-dessus, nous identifions plusieurs dimensions qui participent à la mise en place d'une stratégie : la poursuite d'un objectif défini selon les motivations des acteurs ; la prise en compte de contraintes extérieures ; la mobilisation de ressources (compétences, savoir-faire, capacités) ; la prise en compte de conséquences éventuelles ; et enfin, la prise de décision ou la réalisation d'un choix en tenant compte des différentes options qui s'offrent (options perçues et non pas objectivement « optimales », comme le soutient la théorie du choix rationnel). Aussi, au cours de cette étude, nous adopterons l'orientation qui définit l'individu comme un acteur qui est en mesure de choisir des lignes d'action, en tenant compte (de manière consciente ou non) des contraintes matérielles et des ressources qui sont à sa disposition.

2 LES STRATEGIES POUR ACCROITRE LA SECURITE

D'après Lucchini (1993 : 66), la plupart des stratégies développées par les enfants de la rue sont conditionnées par la recherche de sécurité. Sans coïncider totalement avec les propos de l'auteur – d'après nous, la plupart ont pour objectif d'adapter le jeune au milieu de la rue et d'y améliorer ses conditions de vie –, nous pensons que la recherche de protection représente une motivation centrale dans le quotidien de l'enfant et du jeune et tout particulièrement pour celui qui vient d'arriver dans la rue et qui a une méconnaissance aiguë de cet espace. Dans tous les cas, l'analyse de ces stratégies nous paraît essentielle, car elle nous permet de comprendre avant tout par quels moyens les jeunes accèdent à une certaine sécurité dans un espace où, par définition, elle fait défaut. Ainsi, nous survolerons rapidement le concept de compétence qui représente une ressource indispensable à

l'élaboration d'une stratégie, et nous verrons quelles compétences globales on peut attribuer aux enfants et jeunes de la rue, pour analyser par la suite quelques exemples de stratégies mises en place par ces derniers.

2.1 Stratégies et compétences

Le concept de compétence a été soumis à différentes définitions, particulièrement dans le domaine de la pédagogie, des sciences éducatives, de la sociologie du travail et de l'entreprise. Pour Le Boterf (1998 : 36), les compétences sont définies avant tout comme un « savoir agir reconnu » en entendant par savoir le regroupement de « connaissances intellectuelles » et de « représentations » ; l'agir comme « des capacités à mettre en œuvre » ; et le reconnu comme un ensemble « socialisé, validé, inséré dans un exercice, un lieu ». D'après cette définition, trois dimensions sont inhérentes au concept de compétence. Tout d'abord, la compétence est constituée par un ensemble de savoirs qui comprennent des connaissances, mais aussi, d'après De Montmollin (1984), des savoir-faire, conduites types et types de raisonnement. Ensuite, elle requiert que l'acteur soit capable de mettre en œuvre ses savoirs, c'est-à-dire de mobiliser des ressources qui lui sont propres. Dans ce sens et d'après Le Boterf, « il n'y a de compétence que de compétence en acte » :

« Chaque jour, l'expérience montre que des personnes qui sont en possession de connaissances ou de capacités ne savent pas les mobiliser de façon pertinente et au moment opportun [...]. L'actualisation de ce que l'on sait dans un contexte singulier [...] est révélatrice du " passage " à la compétence. Celle-ci se réalise dans l'action » (Le Boterf, 1994 :16).

Les compétences ne se limitent donc pas à un ou plusieurs savoirs, de même que posséder des connaissances n'implique pas d'être compétent. S'inscrivant dans la même perspective que Le Boterf, Perrenoud (1998 : 4) affirme que « si les ressources sont présentes, mais ne sont pas mobilisées en temps utile et à bon escient, tout se passe comme si elles n'existaient pas ». La compétence se définit donc comme une « capacité d'action efficace » que l'on maîtrise parce que l'on « dispose à la fois des connaissances nécessaires et la capacité de les mobiliser » (Perrenoud, 1999 : 16). Elle n'est pas statique, mais est une « capacité stratégique ». Elle s'approche alors de la notion de stratégie dans le sens où cette dernière est également soumise « aux informations dont l'enfant dispose et à sa capacité de les utiliser [...]. Un enfant n'a pas de stratégie si, disposant d'une information adéquate, il n'est pas capable de l'utiliser pour atteindre un objectif » (Lucchini, 1993 : 59). Enfin, la

troisième dimension de la compétence implique qu'elle soit reconnue pour être acceptée comme telle. Elle comprend ainsi un aspect normatif important (Merchiers et Pharo, 1992). Pour ces auteurs, la compétence est une action conduite avec succès, car elle n'existe que parce qu'elle fait l'objet d'une reconnaissance sociale : elle est mise en œuvre à l'intérieur d'un système qui reconnaît et valide ce qui relève ou non d'une compétence.

Il nous semble pertinent d'ajouter à la première dimension propre aux types de savoirs dont disposent les individus, un élément supplémentaire qui a été identifié par Crozier et Friedberg (1977). Ces auteurs offrent une définition de la compétence qui est en relation étroite avec les dynamiques internes aux organisations et plus particulièrement avec la spécialisation fonctionnelle. Dans ce cadre, celle-ci est accaparée par l'« expert », le seul qui dispose « du savoir-faire, des connaissances, de l'expérience du contexte qui lui permettent de résoudre certains problèmes cruciaux pour l'organisation » (Crozier et Friedberg, 1977 : 84). Quand bien même cette définition pourrait ne paraître opérationnelle que dans des contextes internes aux organisations, elle introduit une ressource propre à l'acteur, à l'« expert » (qui dans notre étude évoquerait un jeune qui détiendrait une compétence spécifique), qui n'a pas été mentionnée par d'autres auteurs. Il s'agit de l'« expérience du contexte » qui est acquise au fil des jours et qui paraît être l'unique moyen d'offrir aux jeunes la possibilité d'acquérir des connaissances et savoirs spécifiques à un contexte en particulier, et donc de devenir compétents dans certains domaines se rapportant à ce contexte. Cet élément permet par ailleurs, de saisir comment tous les savoirs acquis n'ont de sens que par rapport à un contexte donné, de même que les compétences ne sont valables qu'en fonction de l'environnement dans lequel elles s'inscrivent. Pour ajuster le concept de compétence à notre sujet d'étude, nous dirons que les enfants/jeunes possèdent des connaissances en relation avec le contexte de la rue, ces dernières résultant de l'expérience qu'ils ont acquise dans cet espace et donc, notamment, du temps qu'il vivent dans celui-ci. En général, plus le temps vécu dans la rue est important, plus les compétences et stratégies des jeunes sont nombreuses et développées. Celles-ci sont reconnues et validées par les autres enfants/jeunes de la rue et tout particulièrement par ceux qui sont membres de leur bande.

Maintenant, nous pouvons nous interroger sur la nature de ces compétences, qui sont évidemment bien différentes de celles que les individus acquièrent en entreprise ou à l'école. Zamudio Cárdenas (1998) identifie, à partir de différentes études menées en Amérique latine, deux types de compétences possédées par les enfants de la rue : les

compétences cognitives et les compétences instrumentales. Sans apporter une définition qui nous permette d'avoir une idée précise de ce que l'auteur entend exactement par ces termes, elle nous fournit des exemples concrets pour chacun d'entre eux. Ainsi, du premier type de compétence découle par exemple, la reconnaissance et l'interprétation des situations de risque et de danger, ou encore, la connaissance avec un maximum de détails de l'espace public, des routes, des refuges ou des lieux de fuite. Ces deux compétences permettent de réagir à des situations de danger et d'adopter un comportement en conséquence, c'est-à-dire d'élaborer des stratégies qui permettent par exemple de détourner le péril, de lui faire face ou encore d'éviter par la suite une confrontation avec celui-ci. Les compétences représentent une ressource indispensable à la mise en œuvre d'une stratégie. Par ailleurs, étant indissociables de l'action (il s'agit de savoirs « mis en pratique »), elles se rapprochent beaucoup de la stratégie qui est également une exploitation de ressources en vue de parvenir de manière satisfaisante à un objectif.

Quant aux compétences instrumentales, on y trouve par exemple la transformation de nécessités en opportunités, l'organisation du travail en équipe en développant des formes de coopération et de solidarité, la gestion du geste et de la parole pour simuler une invalidité et l'élaboration de stratégies de survie (Zamudio Cárdenas, 1998 : 68). Curieusement, si l'on tient compte de cette classification, l'élaboration d'une stratégie représenterait une compétence parmi d'autres, alors que d'après ce que nous avons dit auparavant, la compétence est une ressource indispensable à la stratégie. Quoiqu'il en soit, nous pouvons en conclure que stratégie et compétence sont intimement liées l'une à l'autre. Dans le cadre de cette étude, ces deux concepts sont centraux pour comprendre l'impact que les enfants et jeunes de la rue ont sur leur environnement, leur capacité à agir, leur aptitude à répondre à des situations difficiles et celle à éviter des événements néfastes. Dans la partie qui suit, il s'agit précisément d'analyser en détail les compétences qu'ils mobilisent ou les stratégies qu'ils mettent en place –individuellement ou collectivement – pour accroître leur sécurité au sein d'un contexte qui est, au premier abord, principalement nuisible.

2.2 Analyse de quelques stratégies individuelles et collectives

Pour 54% des individus de notre échantillon, la rue possède des aspects négatifs liés à la violence et à l'insécurité auxquelles ils doivent faire face. La présente partie propose une

analyse de la manière dont les jeunes parviennent, à travers des stratégies qui leur permettent d'accroître leur sécurité, à affronter l'hostilité et la dangerosité de la rue.

Nous discernons principalement trois moyens d'accéder à une protection majeure : l'adhérence à un groupe de jeunes, l'appropriation d'un espace et le développement de réseaux relationnels. Puisque nous analyserons précisément ces trois points dans les chapitres qui suivent, nous nous limiterons, ci-dessous, à voir dans quelle mesure ces trois moyens permettent aux jeunes de se préserver d'éventuels dangers.

En premier lieu, les jeunes les plus vulnérables aux agressions sont ceux qui ne sont pas insérés dans un groupe. Un enfant/jeune de la rue isolé est socialement invisible : non seulement, il n'est pas identifié par les populations qui vivent dans la rue ou la fréquentent, mais il est aussi difficilement repérable par les institutions d'assistance. Lui-même ne s'identifie pas encore comme un enfant de la rue, il est dans cet espace sans s'y assimiler clairement. Il se trouve dans une situation qui est généralement provisoire et qui correspond à une période de transition : il n'est pas encore éloigné du quotidien vécu dans son foyer familial, ni intégré aux dynamiques de la rue. Il est, d'une certaine manière, dans une phase d'expérimentation : il découvre ou redécouvre¹²⁹ le monde de la rue ainsi qu'une vie différente de celle qu'il menait avec ses parents. Avec le temps, et s'il n'a toujours pas intégré un groupe, il réalise que sa survie ne dépend pas seulement de son accès à des ressources économiques, mais aussi de sa capacité à assurer sa propre sécurité. Il se peut qu'il ne prenne pas l'initiative d'aller à la rencontre d'autres jeunes de la rue, mais il sera alors repéré tôt ou tard par des jeunes qui lui proposeront de se joindre à leur groupe.

« Comme j'avais déjà été dans la rue eh bien, c'était facile pour moi de partir dans la rue. Je suis alors retournée à l'Alameda, à Zarco, mais il n'y avait plus les mêmes jeunes. Alors, un monsieur m'a dit d'aller chercher une maison d'accueil qui se trouvait à Balderas, un asile temporaire, et comme il faisait nuit et je ne savais pas où rester, je suis allée le chercher. On m'a dit que je ne pouvais pas rester là parce que j'avais plus de 18 ans. [...]. À côté de l'asile, se trouvait un terrain vague et des mecs sont sortis et l'un d'entre eux m'a demandé ce que je faisais là et je lui ai dit : "Rien je n'ai pas d'endroit où rester", et il a dit : "Ah", et puis : "Tu te drogues ?" et

¹²⁹ Les enfants/jeunes qui travaillaient déjà dans la rue la « redécouvrent » dans le sens où cet espace prend une autre signification : il n'est plus désormais seulement un lieu de travail, mais aussi un lieu de vie.

je lui ai dit : "Avant, mais plus maintenant", et il a dit "Ah, si tu veux tu peux rester ici avec nous, nous sommes plusieurs garçons et filles" » (Jaqueline, 21 ans).

« Et puis après, j'ai connu Lycos [Leonardo]. Il était dans un parc et je suis allé me droguer et alors je l'ai vu et il m'a dit : "Alors mec ? Où est-ce que tu restes ?", "Eh ben...", et il m'a dit : "Moi je reste là, sur la rampe", et c'est comme ça que j'ai connu Leonardo » (Esteban, 18 ans).

« Je restais seul dans le métro. J'ai appris tout seul à mendier, j'ai vu une dame qui demandait de l'argent et j'ai copié ce qu'elle faisait et on m'a donné de l'argent [...]. J'ai duré comme ça un mois plus ou moins et puis j'ai rencontré d'autres jeunes de la rue. Je les ai connus parce que je les ai vus en train de parler, sales, et ils m'ont parlé. Je pensais qu'ils allaient me frapper mais non. Ils m'ont demandé : "Tu as une maison ?" et je leur ai dit : "Non", et ils m'ont dit : "Tu vis dans la rue ?" et je leur ai dit : "Oui" [...]. Et c'est comme ça que j'ai commencé à rester avec eux » (David, 15 ans).

David s'intègre dans un premier groupe, puis est repéré avec ses pairs par des éducateurs de rue. Après un séjour de quelques mois dans une institution d'assistance, il fugue avec ses amis et se retrouve à nouveau dans la rue où il rencontre les membres du groupe de Niños Héroes.

« J'avais envie d'aller aux toilettes et qu'on trouve une maison abandonnée, mais c'était en réalité un terrain vague. Et alors je regarde à l'intérieur et Alvaro était là [...] en train de se droguer. Et alors je lui dit "Eh mec, tu me laisses passer aux toilettes ?" et il me dit : "Vas-y, passe" [...], et alors qu'il me demande "Et vous, vous restez où ?" [...] et je lui dit : "Ben là où on trouve" [...] et qu'il nous donne la permission de rester : "Il n'y a pas de problème, vous pouvez rester, prenez ces couvertures" » (David, 15 ans).

Étant donné la solidarité dont font preuve les enfants/jeunes de la rue entre eux, l'organisation en groupe n'est pas seulement plus sûre parce qu'elle permet d'acquérir une visibilité certaine, mais aussi parce qu'elle met en relation des jeunes qui vont pouvoir se défendre et s'aider mutuellement lors d'un danger.

« Tu es plus en sécurité lorsque tu es en groupe parce que seul, tu dois toujours faire attention à toi. Avec tes potes, tu te défends, on se défend entre potes [...]. Les filles nous demandent de les défendre, comme Angélica, un jour un flic est arrivé et il a voulu l'emmener avec lui, il était en train de la tripoter. Alors "Pokemon" et moi sommes arrivés et on lui a dit : "Ne dépassez pas les bornes" et alors ce mec n'est plus revenu. »
(Ulises, 14 ans).

Ce type d'organisation facilite l'appropriation d'un espace qui requiert nécessairement l'investissement de plusieurs individus. Elle constitue « une prise de possession effective et la condition essentielle présidant à l'existence et au maintien des territoires » (Zeneidi-Henry, 2002 : 178). Elle permet alors d'accéder à une meilleure maîtrise de l'espace et à un contrôle des citadins. La présence des jeunes dans l'espace public devient forcément plus visible dans la mesure où elle est clairement affichée : leur objectif n'étant pas de passer inaperçus mais bien de s'imposer afin d'acquérir une certaine légitimité. Ils seront alors progressivement reconnus par les autres usagers des espaces publics et obtiendront une plus grande sécurité. Cette reconnaissance implique, pour Lucchini (1993), un processus d'identification des jeunes par des tierces personnes qui, par cette action, leur attribuent une place dans l'espace social qu'ils côtoient. Pour cet auteur, le « contrôle de visibilité » représente une des stratégies les plus importantes mises en place par les jeunes pour se préserver de menaces éventuelles (Lucchini, 1993 : 66-67). Il est automatiquement obtenu, dans le cas qui nous concerne, par l'investissement durable d'un espace, et n'est donc accessible qu'aux enfants qui se sont incorporés dans un groupe. La reconnaissance suppose également que les enfants/jeunes développent des relations avec leur entourage. La mise en place de réseaux relationnels est donc primordiale pour la sécurité du groupe. On dispose ainsi non seulement de l'aide apportée par les membres de la bande, mais aussi par des personnes externes à celle-ci : les commerçants, les habitants du quartier, les dealers, voire certains agents de police. Même s'il est possible que ces personnes n'apportent pas une protection active aux jeunes – nous ne disposons pas de témoignages

sur cette aide, alors que nous en avons sur celle que se portent les membres d'un groupe entre eux –, elles contribuent à faire de l'espace de la rue un lieu plus sûr par leur présence régulière et par les relations amicales qu'elles entretiennent avec les jeunes. En dehors de ces trois stratégies développées de manière collective afin de s'assurer une sécurité plus ou moins constante et de garantir celle du groupe, nous trouvons des stratégies plus individuelles qui ne sont pas mises en place par tous les jeunes.

Une stratégie qui est davantage exploitée par les filles, consiste à s'assurer une protection à travers le choix d'un partenaire sexuel. Ce choix est réalisé en fonction du bénéfice qu'elles pensent pouvoir tirer d'un individu. À ce propos, une fille qui vivait sur la place Garibaldi commentait au sujet d'un SDF avec qui elle partageait le même espace de vie :

« J'étais avec lui pour qu'on ne me frappe pas, on le respectait et alors je me disais, si je sors avec lui, personne ne va me frapper ni voler mon solvant. Alors j'étais avec lui, je ne l'aimais pas, c'était un vieux pour moi » (Diana, 21 ans)¹³⁰.

Ici, les filles identifient préalablement les capacités et aptitudes dont disposent généralement les membres de leur groupe, ou plus rarement des personnes externes à celui-ci, puis les évaluent. Lorsqu'elles considèrent que celles d'un individu sont assez élevées pour leur garantir une certaine sécurité, elles le choisissent comme partenaire. Dans le cas de Diana, le SDF était bien plus âgé que les membres de son groupe et avait plus d'expérience de la rue. Il disposait donc, selon elle, de plus de ressources pour se défendre et se faire respecter. Plusieurs auteurs ont illustré la question des stratégies mises en place par les individus de sexe féminin qui sont en situation de précarité et/ou qui vivent dans la rue. Lugalla et Mbwambo (1999 : 335) affirment au sujet des filles de la rue en contexte tanzanien, qu'elles optent pour un groupe en fonction de l'âge de ses membres afin d'obtenir la protection nécessaire à leur survie. Pour parvenir à cet objectif, elles maintiennent aussi des rapports sexuels avec certains membres du groupe qui ont une position privilégiée et avec des agents de police. Dans cette perspective, Marpsat (1999) mentionne comment les femmes « homeless » des États-Unis acceptent de maintenir des rapports sexuels en échange d'une solution passagère d'hébergement. Ces stratégies

¹³⁰ Entretien réalisé pendant le travail de terrain effectué de février à mai 2001 dans le cadre de mon mémoire de maîtrise.

seraient tout particulièrement développées par les filles/femmes parce qu'elles seraient plus vulnérables face à différents types d'agressions, et spécialement face aux violences sexuelles. Les garçons, conscients de cette vulnérabilité, confirment que la vie dans la rue est plus difficile pour les filles parce qu'elles « ne peuvent/savent pas se défendre », parce qu'on peut « les violer », « tuer » et « frapper » plus facilement, bref, parce qu'elles sont plus faibles physiquement. Pour cette raison, lorsqu'un danger se présente, les garçons disent y faire face en s'aidant mutuellement, alors que les filles s'orienteraient plus vers les institutions : « *Les filles s'en vont [dans les institutions] pour qu'on ne leur fasse rien. "Chino" et Carlos viennent à notre secours* » (Ulises, 14 ans). L'institution représenterait un moyen pour elles de fuir un danger. Nous avons observé dans la zone de Niños Héroes, comment celles-ci ont cherché à se rendre dans des institutions (et l'ont effectivement fait), lorsqu'il y a eu un fort sentiment d'insécurité dans le groupe. En novembre 2004, une femme a été brutalement assassinée dans cette zone. La nouvelle s'est rapidement propagée entre les jeunes qui ont hypothétiquement attribué le crime à un homme fréquentant la zone, identifié comme « el Negro ». Ceci a causé une véritable psychose chez les différents membres du groupe et particulièrement chez les filles. En une semaine, il n'en restait plus aucune dans le groupe. Au même moment, Mayra qui était déjà engagée dans une recherche active pour trouver une institution qui pourrait l'accueillir avec ses enfants, est partie à *Casa Alianza* le jour où elle a été insultée et menacée de mort par « el Negro »¹³¹. Les filles sont retournées progressivement dans la zone après quelques semaines, à l'exception de Mayra qui n'est plus repartie dans la rue. Cependant, les filles ne sont pas les seules à faire usage des institutions pour échapper à un danger. Nous avons observé comment les jeunes, quel que soit leur sexe, vont dans les institutions lors de rafles ou de problèmes particuliers avec des membres du groupe, ou encore avec des personnes externes à celui-ci. L'institution est alors perçue comme un refuge lorsque d'autres moyens pour éviter ou fuir un danger font défaut.

Ainsi, loin d'être démunis face aux aléas du quotidien, les enfants/jeunes développent des stratégies et mobilisent des compétences pour éviter de subir des événements négatifs. Quand bien même plusieurs jeunes se plaignent de la dangerosité de l'espace de la rue, ils ne paraissent pas dépourvus de moyens qui leur permettent d'y faire face. Pour cette raison, cette hostilité ne représente pas pour beaucoup un motif assez puissant pour vouloir quitter la rue, ou du moins pour y chercher une alternative à celle-ci.

¹³¹ En ma présence.

3 LES RESSOURCES ECONOMIQUES

Par ressources économiques, nous entendons la totalité des activités économiques, de quelque type que ce soit, qui sont exploitées par les enfants et jeunes de la rue pour gagner de l'argent. Dans cette partie, nous identifierons précisément celles qui sont exploitées par les sujets qui nous intéressent puis nous analyserons les stratégies qui sont rattachées à chaque activité et mises en place par les jeunes pour améliorer leurs gains. Enfin, nous nous interrogerons sur les différentes fonctions que remplit l'argent chez les jeunes ainsi que le type de dépenses qu'ils font.

3.1 Travailler dans le secteur informel

Nous parlerons ici des enfants/jeunes de la rue qui travaillent dans le secteur de l'économie informelle. Il est très rare que cette population soit employée légalement et/ou qu'elle réussisse à obtenir un contrat de travail. Toutefois, en ce qui concerne notre échantillon d'étude, quatre jeunes du groupe de Santa Anita avaient été employés par une mairie pour faire le ménage dans un centre d'aide aux toxicomanes, du lundi au vendredi entre 9h et 13h. Cette situation étant exceptionnelle – l'emploi leur avait été facilité par une assistante sociale chargée de leur réinsertion – nous ne la prendrons pas en compte dans cette partie.

La moitié (51%) des individus de notre échantillon travaillent. Les activités économiques sont généralement exercées à quelques minutes de leur lieu de vie à l'exception de celles qui impliquent un déplacement dans des espaces spécifiques situés en dehors de leur quartier, ou qui s'exercent directement dans les transports publics. Une partie importante des jeunes actifs aident les commerçants informels, qui sont en possession d'un local fixe ou mobile, dans différentes tâches ménagères comme jeter les poubelles, balayer et nettoyer les espaces de travail, faire la vaisselle, aller chercher de l'eau etc., ainsi que dans l'élaboration et la préparation d'aliments : laver et éplucher des légumes, préparer des jus de fruits, etc. Une autre partie se consacre à la vente ambulante. Il en résulte, que deux jeunes actifs sur trois obtiennent une part de leurs revenus du commerce informel. Les conditions de travail de ces deux activités sont toutefois assez différentes. Alors que la première se réalise sous la supervision d'un tiers, la seconde s'exerce de manière totalement indépendante. Par ailleurs, l'une est développée dans un endroit fixe – le local ou l'emplacement du commerçant – et l'autre de manière ambulante.

Enfin, les marchandises vendues et les revenus perçus varient sensiblement d'une activité à l'autre : dans le premier cas, il s'agit de marchandises qui nécessitent un investissement économique de la part du sujet – matières premières, petits équipements et autres approvisionnements pour la vente d'aliments cuisinés, par exemple –, et dans le deuxième cas, de produits qui ne requièrent pas d'investissement significatif d'argent – confiseries, encens achetés en sachets et revendus à l'unité ou images religieuses. La première activité génère donc plus de gains que la seconde, mais est moins rentable pour les jeunes. La vente ambulante représente pour ces derniers une activité bien plus profitable : elle leur permet de gagner entre 25 et 250 pesos, soit 100 pesos en moyenne¹³², alors que travailler pour les commerçants ne leur apporte qu'entre 5 et 175 pesos, soit en moyenne 54 pesos¹³³. Nous pouvons alors nous demander pourquoi davantage de jeunes se consacrent à l'aide aux commerçants (24% contre 13%), alors que cette activité leur apporte uniquement la moitié de ce que leur apporte la vente ambulante. Plusieurs éléments de réponse sont envisageables pour cette question. D'abord, aider les commerçants ne leur apporte pas seulement de l'argent mais aussi de la nourriture et des boissons gratuites ; ensuite, l'exercice de cette activité est davantage motivé par la relation qu'ils entretiennent avec leur entourage en général et avec les commerçants en particulier, que par le montant des gains perçus. D'après nous, les jeunes attribuent moins d'importance aux bénéfices en termes monétaires que leur apporte cette activité, qu'aux bénéfices en termes relationnels : ils entretiennent donc avec les commerçants une relation qui va au-delà d'un simple rapport commercial. Contrairement à la vente ambulante, cette activité leur permet de développer des réseaux sociaux à l'intérieur d'un quartier afin d'améliorer leurs conditions de vie dans la rue, de s'adapter à cet espace et de s'intégrer dans un nouveau « mode de vie ».

En dehors de ces deux activités principales, ils en réalisent bien d'autres qui leur permettent d'obtenir de l'argent : se coucher sur des bouts de verre (« fakirisme ») à l'intérieur des wagons du métro ou aux feux rouges, nettoyer les pare-brises et garder les voitures. Ces dernières rapportent plus de bénéfices que les activités que nous avons vues précédemment : 168 pesos en moyenne pour ceux qui gardent les voitures, 156 pesos pour ceux qui font le fakir et 135 pour ceux qui nettoient les pare-brises¹³⁴. Ceci nous amène à nous reposer la question précédente : comment se fait-il qu'alors qu'elles apportent des

¹³² Entre 1,92 € et 19,23 €, soit 7,69 € en moyenne. 1€ ± 13 pesos. Taux de change d'avril 2006.

¹³³ Entre 0,38 € et 13,46 €, soit 4,15 € en moyenne.

¹³⁴ Soit respectivement 12,92 €, 12 € et 10,38 €.

bénéfices plus élevés, il s'agisse des activités les moins développées ? La réponse que nous pouvons apporter à cette question est différente de celle que nous avons abordée auparavant. D'après nous, l'activité qui rapporte le plus est aussi celle qui mène à mobiliser des compétences auxquelles tous les jeunes n'ont pas accès de manière égale. Dans le cas de la supervision de voitures, il s'agit de deux compétences principales : savoir contrôler les relations de pouvoir et être en mesure de négocier de nouveaux espaces. Pour s'exercer comme fakir, il faut également mobiliser ces compétences, mais à un degré moindre: les espaces du métro, quoique fortement convoités, sont plus accessibles dans le sens où il y a une rotation dans les wagons entre ceux qui les exploitent à des fins lucratives, ce qui fait qu'ils ne sont pas de manière permanente à l'usage exclusif de quelques-uns. Par ailleurs, selon les horaires, la concurrence est plus ou moins forte, et les jeunes développent donc cette activité principalement dans des créneaux horaires où la concurrence se fait moins sentir. Enfin, les enfants/jeunes de la rue étant pratiquement les seuls qui s'adonnent au fakirisme, il n'existe pas de concurrence dans ce domaine, ce qui évite les conflits d'intérêts. Dans le métro, il n'y a donc pas d'appropriation exclusive de l'espace comme c'est le cas chez ceux qui gardent les voitures et qui détiennent le contrôle absolu sur leur stationnement et leur supervision. Il s'agit davantage de respecter une organisation établie et de se protéger des agents de sécurité, que de se disputer un espace de travail en soi.

En ce qui concerne les jeunes qui nettoient les pare-brises, certains ayant déjà réalisé cette activité antérieurement lorsqu'ils étaient des enfants travailleurs, disposent automatiquement de plus de compétences et ont un avantage considérable par rapport à d'autres. Certains ont également mis en place des réseaux et sont plus familiarisés avec la zone et les gens qui la fréquentent, ce qui peut atténuer les relations de pouvoir. Nous pouvons ainsi remarquer que les jeunes qui exercent une de ces trois activités vivent depuis plusieurs années selon le mode de vie de la rue, ce qui leur a permis d'accumuler des apprentissages et d'acquérir plus de compétences quant à celui-ci et aux activités qui lui sont liées : entre deux et treize ans pour les nettoyeurs de pare-brises (sept ans en moyenne), entre quatre et treize ans pour les fakirs (neuf ans en moyenne) et entre huit et douze ans pour les superviseurs de voitures (dix ans en moyenne).

Tableau 9. Activités économiques informelles réalisées par les enfants/jeunes (effectifs cumulés).

Type de travail	Effectif
Aide aux commerçants	24
Vendeur ambulant	13
“Fakir”	6
Nettoyage de pare-brises	5
Garder les voitures	4
Autres*	8

Travailler dans le secteur informel implique donc pour les enfants/jeunes de la rue d'acquérir les compétences nécessaires pour développer une activité, mais aussi pour obtenir par ce biais un maximum de bénéfices. Dans ce sens, ils élaborent des stratégies qui leur permettent d'accroître leurs gains. Bien sûr, ces stratégies sont intimement liées au type d'activité exercée. Par exemple, deux mineurs du groupe de Tacubaya nettoient les pare-brises des voitures à un carrefour afin de profiter des deux feux alternativement, ce qui leur permet d'obtenir plus d'argent en moins de temps. Ainsi, l'enfant/jeune choisit une activité en fonction de ses compétences et des apprentissages qu'il a acquis dans la rue, mais aussi des personnes qu'il y connaît, du hasard des rencontres ou des opportunités qui se présentent à lui.

« La gare routière [...] était un lieu qui m'était prédestiné. Quand j'y allais avec mon père j'entendais crier "Montez pour tel lieu" et après, on leur donnait de l'argent. Alors, j'ai pensé que je pouvais faire la même chose, crier pour qu'on me donne de l'argent, non ? Je suis donc arrivé à la gare routière et j'ai commencé à connaître ceux qui encaissaient l'argent, puis les chauffeurs : "Alors quoi, je te nettoie ton pare-brise ?". J'ai commencé à nettoyer des voitures, à gagner ma vie, non ? Puis, j'ai connu d'autres enfants qui restaient là, qui venaient d'arriver aussi [...] et ils me disaient : "Alors quoi, tu viens de sortir de chez toi ? Eh bien moi aussi". Et alors [...] on est devenus amis [...]. J'ai connu un garçon qui m'a dit : "Alors quoi, tu ne chantes pas ?" Et moi, je lui disais que non, que je ne chantais pas. "Eh bien", il m'a dit, "Que penses-tu si je chante et toi tu ramasses l'argent puis on partage ? Si tu veux faire du bruit avec cette boîte de

* Clown, serrurier, jouer de l'harmonica dans le métro, aider les conducteurs de microbus et faire le ménage dans des bureaux.

conserve, alors fais du bruit". Et je me souviens que j'avais honte, je regardais par terre et parfois je grattais la conserve. Et les gens se foutaient de moi parce que je devenais tout rouge et je ne savais pas quoi faire [...]. Et puis ils me donnaient de l'argent » (Genaro, 24 ans).

« J'ai commencé [...] à aider un monsieur qui travaillait [...]. Il m'a dit "Que fais-tu là ? [...] Tu sais travailler? Tu sais laver des voitures ?" "Non, ben je sais pas", "Eh bien lave celle qui est là et moi je te dis comment" [...]. Alors, on a commencé à la laver et il m'a payé "Si tu veux venir demain tu peux". Alors moi le lendemain matin, j'y étais dès huit heures [...]. Et alors, je suis resté travailler avec ce monsieur [...]. J'y suis resté trois ans parce qu'après je me suis ennuyé aussi » (César, 32 ans).

Selon leurs témoignages, les jeunes perdurent un certain temps dans un même travail jusqu'à ce qu'ils décident d'en chercher un autre. L'ennui semble être l'un des motifs principaux qui les pousse à partir à la recherche d'une nouvelle activité.

« Et tu t'ennuies de faire toujours la même chose [chanter] et alors, tu laves des pare-brises [...]. Une fois, je suis allé avec un monsieur qu'on appelait le Dragon et ce monsieur m'a appris à cracher du feu par la bouche. Il était clown, il jonglait avec des boules de feu... Mais après tu t'ennuies et alors tu pars avec un mec qui vend des ballons [...] et tu commences à en vendre aussi... » (Antonio, 26 ans).

Les gains obtenus à travers l'exercice d'une activité économique informelle varient évidemment en fonction du type d'activité exercée, mais également en fonction des compétences des jeunes qui dépendent notamment de leur âge et du temps qu'ils ont vécu selon le mode de vie de la rue et dans une zone en particulier. La moyenne des gains perçus en exerçant un travail est, toutes activités confondues, de 96 pesos¹³⁵. Cette moyenne ne tient pas compte des heures consacrées à l'activité. En effet, il n'existe pas de journées de travail à proprement parler : les jeunes qui assistent les commerçants cessent de travailler dès lors qu'ils ont accompli leurs différentes tâches, ceux qui exercent le "fakirisme" font autant d'aller-retour dans le métro qu'ils estiment nécessaire, et ceux qui

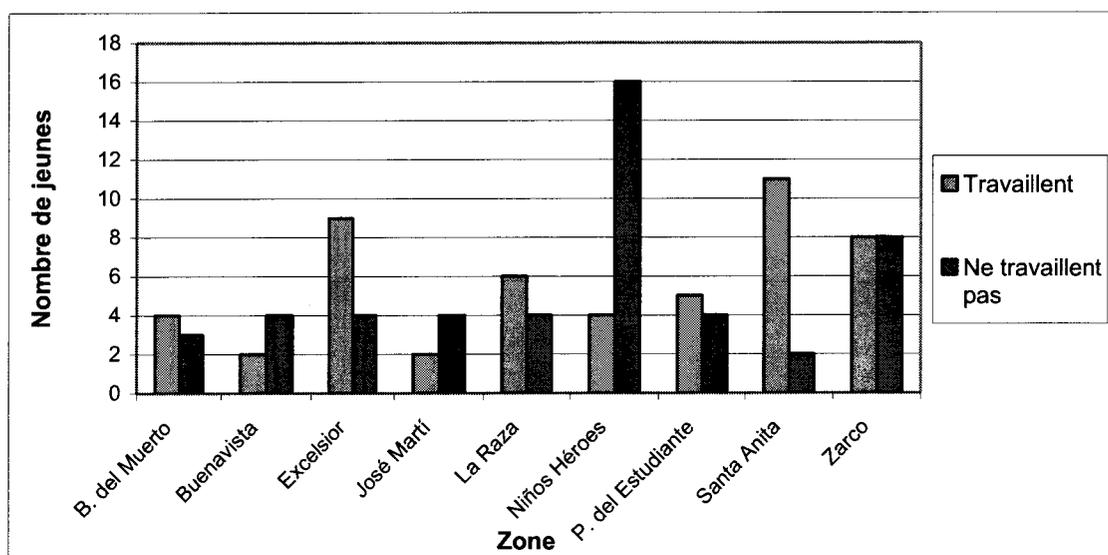
¹³⁵ 7,38 €

vendent des marchandises de manière ambulante ne travaillent plus lorsque celles-ci ont été épuisées, ou lorsqu'ils ont réuni assez d'argent pour satisfaire leurs besoins.

Les filles gagnent autant que les garçons, bien que celles-ci travaillent proportionnellement moins qu'eux : plus d'un garçon sur deux travaille, contre une fille sur trois. Elles préfèrent également l'aide aux commerçants et la vente ambulante. Seule une fille nettoie des pare-brises. Outre le fait qu'elles préfèrent généralement se consacrer à la mendicité, les filles qui sont en couple peuvent se voir interdire de travailler par leur partenaire. Les activités développées par celles-ci sont en relation, comme le fait remarquer Gentile (2005 : 24) dans une étude sur les enfants de la rue à Buenos Aires, avec les réponses socialement reçues : « Les filles réussissent plus à obtenir des ressources en développant des activités qui soient un prolongement de leur insertion dans leur foyer, ou celles dont le succès dépend du fait de savoir mobiliser face à une audience les idées de fragilité et de vulnérabilité, toutes les deux des caractéristiques associées socialement à ce qui est féminin ». Ceci pourrait notamment expliquer leur préférence pour la mendicité et le fait de se voir interdire de travailler.

Enfin, les zones qui détiennent une proportion plus grande de jeunes qui travaillent par rapport à des jeunes qui ne travaillent pas sont, par ordre d'importance, Santa Anita, Excelsior et La Raza. Il s'agit curieusement des zones où il existe une forte homogénéité des activités exercées par le groupe : sur onze jeunes qui travaillent à Santa Anita, huit le font en aidant les commerçants. Par ailleurs, sept jeunes sur neuf de la zone d'Excelsior et quatre jeunes sur six du groupe de La Raza sont vendeurs ambulants. Nous verrons ultérieurement comment, lorsque la majorité des membres d'un groupe développent une même activité, celle-ci peut être considérée comme une stratégie d'adaptation collective au contexte de la rue et du quartier.

Graphique 6. Rapport entre les enfants/jeunes qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas, selon la zone



Avec le temps passé dans la rue, les jeunes ont de moins en moins recours à ces activités et ils trouvent leurs ressources notamment dans le vol, la mendicité et la prostitution. Alors que seulement 51% des jeunes travaillent, 80 % se consacrent à la mendicité. Par exemple, Alejandra, qui était auparavant employée dans des restaurants, a cessé de travailler parce qu'elle estime que l'on peut aussi bien obtenir de l'argent sans qu'il soit nécessaire de travailler :

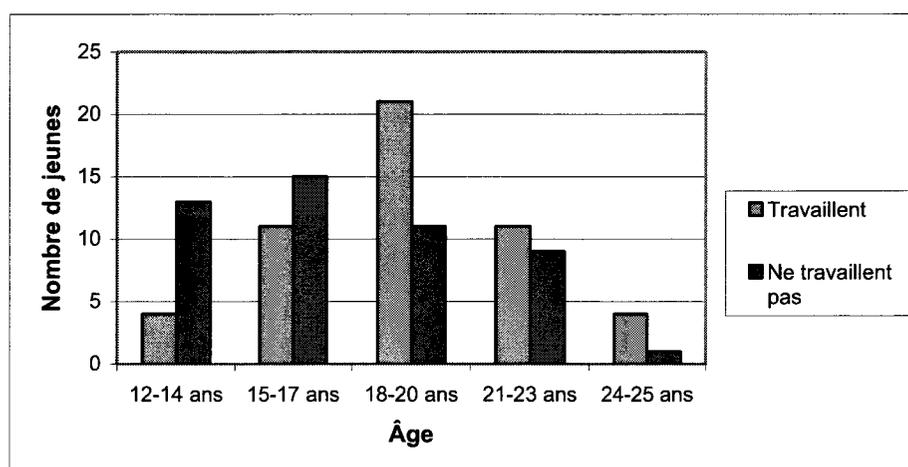
« Quand je travaillais en cuisine, j'entrais à 10h et je sortais à 22h et on me payait quatre-vingts pesos. Dans un autre restaurant, j'entrais à 9h30 et je sortais à 21h30 et on me payait cent pesos. Si tu sais comment t'y prendre, tu peux avoir cinquante pesos par jour sans avoir à travailler ou à acheter ta nourriture » (Alejandra, 22 ans).

3.2 La mendicité

Le choix des activités développées pour vivre dans la rue est conditionné par la manière dont les jeunes la perçoivent et donnent un sens à leur vie dans cet environnement. Cette façon de vivre la rue est spécifique à chaque jeune et dépend notamment de son âge, de son sexe et du temps qu'il a vécu selon le mode de vie de la rue. Lorsque l'enfant se retrouve pour la première fois dans cet espace, il est confronté à un monde inconnu et peu exploré. Il développe alors des activités économiques avec lesquelles il est familiarisé, comme par exemple la vente ambulante ou le nettoyage de pare-brises (Lucchini, 1993 :

135-148). Avec le temps, et au cours de sa socialisation dans la rue, il va alors rencontrer de plus en plus de difficultés pour effectuer un travail régulier et discipliné (Fernández 1995 : 60), et va recourir à d'autres activités comme la mendicité, le vol et la prostitution. Nous constatons, d'après les données obtenues par questionnaire, que l'exercice de la mendicité augmente considérablement après la première année de vie dans la rue. Néanmoins, au fur et à mesure que l'enfant grandit et qu'il prend conscience que son âge ne lui permet pas de gagner autant d'argent qu'auparavant, il va retourner progressivement à la vente ambulante ou à d'autres activités économiques. Dans le graphique ci-dessous, nous remarquons comment la proportion des individus qui ne travaillent pas est plus grande chez les plus jeunes, tendance qui s'inverse clairement à partir de la classe d'âge des 18-20 ans.

Graphique 7. Rapport entre les enfants/jeunes qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas, selon l'âge



Il en résulte que, dans les groupes constitués par une majorité de jeunes adultes, une partie importante d'individus se consacre à la vente ambulante, tandis que dans les groupes où la proportion de mineurs est plus élevée, les jeunes dépendent beaucoup plus de la mendicité, de la charité des commerçants et des institutions d'assistance. Les plus jeunes ne sont donc pas seulement ceux qui recourent davantage à la mendicité, mais aussi ceux qui en tirent le plus de profit. C'est ce qu'explique David qui, en dépit de son visage rond et enfantin, paraît nettement plus âgé à cause de sa grande taille :

« Avant, quand on était petits, les gens nous donnaient dix, vingt pesos. Après, on allait chez les personnes qu'on connaissait et on leur demandait de l'argent et elles nous donnaient trente, cinquante, soixante pesos... On

allait dans un restaurant et comme le patron aimait Pancho [Francisco] comme un fils, eh ben à chaque fois il lui donnait deux cents pesos [...]. On avait vite beaucoup d'argent [...]. Si disons je suis petit et je demande de l'argent à ces personnes-là, je te parie qu'elles me donnent...Si j'étais petit. Plus maintenant, maintenant c'est plus difficile. Regarde "Esponjita", eh bien lui, en une heure, il réussit à avoir cent, cent cinquante pesos, juste en restant à côté du guichet du métro [...]. Il fait un tour au marché et s'il est motivé, il revient avec deux cents pesos ou cent cinquante. Parce qu'il est petit, mais tu vas voir quant il va grandir [...]. Moi je ne réussis à avoir que soixante, soixante-dix pesos » (David, 15 ans).

Le revenus obtenus grâce à la mendicité sont inversement proportionnels à l'âge du jeune : plus il est âgé, moins il perçoit d'argent. D'après les données obtenues par questionnaire, 20% des jeunes qui s'adonnent à la mendicité gagnent moins de cinquante pesos, 64% entre cinquante et cent pesos, et 16% plus de cent pesos. Le minimum perçu est de vingt pesos et le maximum de trois cents, cette dernière somme étant réunie par les plus jeunes de notre échantillon. La moyenne des gains obtenus, toutes zones confondues, est de quatre-vingt-cinq pesos, soit onze pesos de moins que la moyenne d'argent obtenue en travaillant. Ces données ne tiennent compte ni du temps, ni de la fréquence consacrés à cette activité. La majorité des jeunes n'y passent que quelques heures par jour, rarement toute une journée, excepté dans le cas où ils ont besoin de réunir une certaine somme d'argent pour une raison bien précise.

Le montant des gains ne dépend pas seulement de l'âge des jeunes, mais également du lieu choisi pour l'exercice de la mendicité. Ces lieux se trouvent le plus souvent géographiquement proches de leurs espaces de vie, ces derniers étant même exploités par certains groupes comme des lieux propices au développement de la mendicité. Dans ce dernier cas, il s'agit principalement des groupes situés dans des espaces fortement fréquentés. Lorsque le lieu de vie ne se prête pas à la mendicité, les jeunes vont se déplacer vers des espaces stratégiques qui concentrent des flux importants d'individus: marchés, avenues, rues de commerce ambulant, parcs et places, mais aussi sorties de métros, centres commerciaux, petits commerces, hôpitaux et cinémas ainsi que d'autres lieux spécifiques comme la sortie des bureaux du gouvernement (Bureau du Procureur Général du D.F., Niños Héroes) ou des toilettes publiques (Barranca del Muerto). Les membres du groupe

de Niños Héroes se déplacent également vers d'autres lieux en fonction des événements qui s'y déroulent, comme par exemple aux Arènes de Mexico lors de compétitions de lutte mexicaine. Ils établissent alors progressivement des routines autour de ces différents endroits qu'ils fréquentent exclusivement à certaines heures : le cinéma à partir de 19h et les bureaux aux heures d'entrée et de sortie de bureau.

Dans cet espace urbain hétérogène, un lieu spécifique peut être propice au développement d'une activité et totalement inadéquat à l'exercice d'une autre. Ainsi, si une rue piétonne peut représenter un lieu stratégique pour la mendicité, elle peut être un lieu inopportun pour dormir la nuit. Le témoignage d'Antonio, qui a vécu toute son enfance et son adolescence à Garibaldi, place fortement touristique, montre comment les jeunes exploitent les ressources qui leur semblent les plus avantageuses en fonction du lieu :

« Le gamin de Garibaldi était très dynamique, il chantait quand les gringos arrivaient. Garibaldi était rempli de gens, donc j'allais avec les gringos et je leur chantais une chanson. Une chanson populaire qu'ils connaissaient. Et comme ils voyaient que j'étais petit, eh bien ils me lançaient des dollars » (Antonio, 26 ans).

Ici, plusieurs facteurs sont réunis qui permettent à Antonio de tirer un maximum de profit de son activité : la place Garibaldi qui est fréquentée par les touristes ; la chanson populaire qui plaît spécialement aux Nord-américains ; son jeune âge « j'étais petit ». Quand le jeune grandit, il prend alors conscience du fait que son aspect ne lui permet plus d'obtenir autant d'argent qu'avant, et il va changer de stratégie :

« Et puis tu commences à grandir et, comme tout enfant des rues, il faut que tu commences à voler, lorsque tu commences à avoir 12 ou 13 ans parce que les gens commencent à te regarder d'un mauvais œil et ils ne te donnent plus d'argent » (Antonio, 26 ans).

Il précise alors que Garibaldi est un lieu dangereux pour voler, car il est très surveillé par la police. Cette place représente donc un lieu stratégique pour obtenir de l'argent des touristes en développant un type précis d'activités – chanter et non mendier par exemple –, mais aussi un lieu totalement inadéquat pour voler – même si la présence de nombreux touristes pourrait en faire le lieu idéal. Aussi, en changeant de stratégie, Antonio doit

également changer d'espace et commence à fréquenter les transports publics, lieux idéaux, selon lui, pour s'adonner au vol.

Exercer la mendicité implique donc de développer des stratégies autour de celle-ci afin d'obtenir plus d'argent. Nous en distinguons principalement deux, qui sont en étroite relation avec les représentations sociales envers les enfants des rues. Pour les plus petits, la stratégie pour recevoir de l'argent est de susciter la pitié chez les personnes. Plus ils sont perçus comme des enfants sans ressources et abandonnés à eux-mêmes, plus les sommes d'argent qu'ils perçoivent sont importantes. Ils exploitent ainsi leur statut de victimes, pour en tirer des bénéfices économiques. Comme l'affirme Rullac (2005 : 95) à propos des SDF parisiens, « ces populations utilisent les représentations sociales des privations dont ils souffrent pour obtenir des ressources en affichant les stigmates de leur misère ». Pour les plus âgés, qui ne suscitent plus la compassion mais l'appréhension, la stratégie est de recevoir de l'argent par intimidation et par crainte. Cette dernière stratégie est comparable à ce que l'on désigne en France par « manche agressive ». Zeneidi-Henry (2002) commente à ce propos que les sans domicile fixe savent comment tirer profit des passants, en jouant sur la crainte qu'ils exercent sur eux : « Les mancheurs en groupe saisissent très vite, au fil de l'expérience, la psychologie générale des citadins et perçoivent aisément la crainte qu'ils véhiculent lorsqu'ils sont en groupe. Aussi gèrent-ils cette peur soit en jouant, soit en la neutralisant [...]. Ils n'ont pas besoin d'être agressifs pour inspirer la peur » (p. 185). On observe une dynamique similaire chez les jeunes de la rue de Mexico qui se réunissent généralement le soir afin d'obtenir de l'argent des passants en les intimidant, de manière directe ou indirecte. Ces différentes stratégies peuvent être exploitées alternativement par un même jeune, renforçant d'une part, l'image de l'enfant victime et d'autre part, celle de jeune délinquant. Cette manipulation d'une identité stigmatisée leur sert à améliorer leur qualité de vie dans la rue.

Les caractéristiques de la mendicité chez les enfants/jeunes de la rue de Mexico s'écartent en différents points de celles des populations sans abri et d'enfants de la rue d'autres pays. Dans le cas qui nous concerne, la mendicité se passe de manière libre contrairement, par exemple, à certains enfants de la rue en Chine qui sont soumis à la mendicité forcée et qui sont exploités et supervisés par des adultes (Stöcklin, 2000). Par ailleurs, les jeunes que nous avons observés exercent un type actif de mendicité, contrairement par exemple à certaines populations SDF en Europe, qui ont une attitude plutôt passive face aux passants : ils tendent la main, posent un récipient devant eux, visant

à recevoir de la menue monnaie, ou encore présentent un panneau exposant brièvement leur situation de précarité afin de recevoir la charité. À Mexico, les populations mendiantes passives ne constituent pas la majorité. On remarque bien plus souvent des individus qui interpellent directement les passants ou les usagers des transports publics : populations indiennes qui font la quête en déposant une feuille de papier sur les jambes des usagers du métro, jeunes adultes provenant d'associations de lutte contre le SIDA qui exposent verbalement leur situation en insistant sur le coût élevé de la thérapie antivirale, handicapés ou adultes majeurs qui décrivent leur difficulté ou leur impossibilité d'accès à l'emploi, etc.

Au Mexique, on différencie de plus en plus la mendicité usuelle de la « mendicité déguisée » (*mendicidad disfrazada*), cette dernière consistant à percevoir de l'argent en offrant des services non sollicités (nettoyage de pare-brises), ou en vendant certaines marchandises ne correspondant pas à une véritable demande (chewing-gums, confiseries)¹³⁶. Dans le cadre de cette étude, nous avons également fait une distinction entre ces deux catégories, mais nous avons placé la seconde sous le label plus large d'activité économique, alors qu'elle n'est pas reconnue comme telle par les autorités, ni par l'Institut mexicain de Statistiques (INEGI). Ce choix s'explique par le fait que nous n'adoptons pas dans notre étude les catégories normatives d'inclusion et d'exclusion. Celles-ci n'étant pas considérées comme opératoires pour l'analyse que nous abordons ici, nous ne prenons pas non plus en compte le concept d'emploi tel qu'il est défini officiellement et tel qu'il est utilisé comme variable principale pour déterminer la situation de précarité d'un individu ou sa condition d'« exclu » ou de « marginal ». Nous préférons ici tenir compte des perceptions propres aux acteurs qui considèrent les activités qu'ils développent comme étant du domaine du travail, et non de la mendicité. Dans son étude, Gaboriau (1993 : 26) commente également à propos des SDF que lorsqu'ils mendient, ils ont plutôt l'impression d'effectuer un travail. Alors que la mendicité chez les enfants/jeunes de la rue, qui consiste

¹³⁶ La « mendicité déguisée » a été notamment identifiée et définie au Mexique par la Loi de Culture Civique du District Fédéral (cf. ch. III, 2.2), et en Europe par certains règlements. La Belgique (« Règlement communal relatif à la mendicité ») et la Suisse (« Loi sur l'exercice des professions ou industries permanentes, ambulantes et temporaires ») ont établi une distinction entre la « mendicité » comme le « fait de demander aide et assistance au public sous forme d'aumône », tolérée, et la « mendicité déguisée » comme le fait de « dissimuler l'aumône sous le prétexte d'offrir un service, tel la vente de journaux ou de périodiques, ou l'offre d'objets à caractère religieux », illégale et pénalisée. Au Mexique, l'INEGI (Institut National de Statistique, Géographie et Informatique) a été confronté au problème de la distinction par les interrogés entre « mendicité déguisée » et « activité économique ». Les individus affirmaient avoir un emploi, alors que leur activité économique n'était pas reconnue comme telle dans le sens où elle n'était pas soumise à la loi de l'offre et de la demande. INEGI, 2005, *Encuesta Nacional de Ocupación y Empleo 2005*, Aguascalientes, p. 17-18.

dans le cadre de cette étude à solliciter de l'argent ou de la nourriture sans offrir de service en contrepartie, peut provoquer une certaine gêne ou honte à un moment ou à un autre de leur parcours, le travail (ou ce que certains nomment la « mendicité déguisée ») peut signifier une manière de retrouver la dignité et d'acquérir une certaine indépendance (réelle ou non, mais du moins perçue comme telle) vis-à-vis des individus. Aussi, même si l'une et l'autre sont souvent complémentaires (78% des jeunes qui travaillent se dédient aussi à la mendicité et 50% des jeunes qui mendient, travaillent), la seconde activité peut parfois être perçue comme une alternative à la première. Par conséquent, si l'on a tendance à percevoir l'exercice de la « mendicité déguisée » ou d'autres activités marginales comme un signe de précarité et de marginalité, nous considérons ici qu'elles peuvent signifier un désir d'accès, d'une certaine manière, à la normalité ou une volonté d'intégration de la part des acteurs. Comme l'affirment Laberge et Roy (2003 : 151) :

« Si une certaine unanimité semble marquer le regard extérieur porté sur les comportements des personnes sans domicile fixe, le point de vue des personnes elles-mêmes sur leurs situations et exigences que la survie suppose n'est pas monolithique [...]. Pour certains, faire la manche constitue une compétence performative certaine [...], tandis que d'autres n'y voient qu'un signe de paresse ».

Sans s'attarder sur cette idée que nous développerons plus amplement dans la dernière partie de cette thèse, prenons rapidement comme illustration l'exemple de Mayra qui vivait dans la rue avec ses deux enfants au moment de l'enquête. Alors que d'après Gentile (2005), le fait d'avoir un enfant donne la possibilité aux jeunes femmes de la rue de mendier en obtenant encore plus de gains en suscitant la compassion d'autrui, la venue d'un enfant dans le cas de Mayra, a provoqué un désir de « normalité ». Mayra vit depuis neuf ans selon le mode de vie de la rue et depuis quatre ans dans le groupe de Niños Héroes avec Alejandro, son petit ami. Elle a un caractère déterminé mais peut se montrer extrêmement timide dans des situations qu'elle ne contrôle pas et envers des personnes qui n'appartiennent pas à son groupe ou au quartier dans lequel elle est insérée. Elle agit de manière autonome par rapport aux activités quotidiennes d'Alejandro en se consacrant à la vente ambulante. En effet, c'est à la naissance de son premier enfant qu'elle se met à vendre des objets divers et tente d'abandonner la mendicité. Elle valorise fortement ce changement d'activité qui représente un premier pas vers la « normalité ». Cette mise en place d'une activité économique plus gratifiante est, pour Mayra, le début d'un processus

de sortie de la rue, ainsi que nous le verrons par la suite. Les observations réalisées par Lutte (1997) en contexte guatémaltèque, révèlent une dynamique similaire chez les filles, pour qui la grossesse et la maternité déclenchent une envie de changer de vie et de sortir de la rue.

Ainsi, le refus de poursuivre la mendicité survient fréquemment lorsque le jeune se stabilise dans un travail (informel ou non). Par exemple, César, qui se consacre depuis plusieurs années au lavage et à la supervision des voitures qui stationnent à quelques rues de l'espace de vie du groupe de Niños Héroes, a arrêté de mendier une fois stabilisés son emploi et de ses revenus – il gagne plus de 3800 pesos¹³⁷ mensuels, soit trois fois plus que le salaire minimum établi à Mexico. Par la suite, il a cessé de dormir dans la rue et a commencé à louer quotidiennement une chambre d'hôtel, en conservant toutefois des dynamiques propres à la vie dans la rue. Quant à Leonardo, Elena et Edgar, tous membres du groupe de Santa Anita, ils ont également arrêté de mendier lorsqu'ils ont obtenu un emploi formel dans les locaux d'une mairie. Ici, la valorisation de l'emploi n'était pas tant due au montant du salaire perçu – qui était sans doute plus bas que les gains obtenus d'activités informelles – ou à l'acquisition d'une certaine indépendance par rapport à des tiers, qu'au caractère formel de cet emploi qui faisait que ce dernier était fortement valorisé par les jeunes. Dans les deux cas, l'accès à un travail, formel ou non, provoque chez eux une certaine honte de la mendicité, activité qu'ils vont abandonner progressivement ou à laquelle ils ne vont plus recourir de façon systématique. Ils éprouvent de la honte à être perçus comme des jeunes dépendant des ressources d'autrui, et non pas comme des jeunes semblables à d'autres individus qui se suffisent par eux-mêmes, même si, paradoxalement, les gains obtenus par des activités informelles dépendent fortement de la générosité des individus.

« Avant j'allais mendier, je rentrais dans les cuisines pour demander à manger, demander de l'argent aux gens et jeter les poubelles [...]. Maintenant, je ne le fais plus, j'ai honte parce que maintenant je travaille, je ne mendie plus, j'ai honte » (Leonardo, 18 ans).

Enfin, la mendicité, qui consiste non pas à demander de l'argent mais d'autres marchandises convoitées comme de la nourriture, sera analysée en détail dans le chapitre

¹³⁷ Environ 292 €. Le salaire minimum à Mexico est de 48.67 pesos pour une journée de huit heures, soit un peu moins de 4 €.

VI de cette thèse : elle dépend bien plus des réseaux constitués par les jeunes que de la charité que peuvent consentir les passants.

3.3 Activités illicites et recours à la déviance

Les jeunes ont moins recours à la déviance qu'à la mendicité ou aux activités informelles. Même si la déviance apporte plus de revenus, elle implique aussi un risque plus important de se retrouver en prison ou dans une maison de redressement. Ainsi, alors que 51% des jeunes travaillent et 80% se consacrent à la mendicité, 39% seulement des jeunes volent, une même proportion vend de la drogue et 10% se prostituent.

Tableau 10. Proportion (%) des enfants/jeunes qui se consacrent à une activité économique, selon la zone (pourcentages cumulés)¹³⁸.

	Travail	Mendicité	Vol	Vente de drogue	Prostitution
B. del Muerto	57%	71%	29%	29%	-
Buenavista	33%	100%	67%	67%	17%
Excelsior	69%	92%	8%	15%	23%
José Martí	33%	50%	33%	33%	33%
La Raza	60%	80%	60%	60%	-
Niños Héroes	20%	85%	55%	55%	-
P. del Estudiante	56%	56%	11%	11%	11%
Santa Anita	85%	77%	15%	8%	-
Zarco	50%	88%	69%	63%	19%
Toutes zones confondues	51%	80%	39%	39%	10%

Nous percevons quelques différences entre les groupes en ce qui concerne le choix des activités économiques développées. La proportion des jeunes qui se consacrent au vol et à la vente de drogue est significativement plus basse dans les zones d'Excelsior, Plaza del Estudiante et Santa Anita. Ces différences pourraient notamment dépendre des caractéristiques des espaces dans lesquels ils vivent. Par exemple, on pourrait penser que les jeunes de Santa Anita ne vendent pratiquement pas de drogue parce que le terrain vague dans lequel ils vivent est inaccessible aux passants ou aux habitants du quartier. De même, la vente de drogue ne serait pas une activité envisageable par le groupe d'Excelsior, étant donné qu'il est implanté entre des hôtels de luxe et dans une zone plus chic non fréquentée

¹³⁸ Tous ces pourcentages ont été réalisés à partir de données représentant des effectifs très faibles. Néanmoins, ils fournissent une idée globale de la répartition des activités économiques réalisées en fonction de la zone.

par des populations à bas revenus. Pourtant, ces deux explications ne paraissent pas suffisantes dès lors que nous constatons que davantage de jeunes vendent à des membres de leur groupe qu'à des personnes externes à celui-ci. Puisque, comme nous le verrons ci-dessous, la vente de drogue ne représente pas une véritable ressource économique en soi, l'exercice d'une telle activité devrait dépendre davantage de facteurs liés aux caractéristiques de l'acquisition et de la consommation de drogues au sein de chaque groupe : lieux où ils se la procurent, type de consommation et fréquence, etc. Aussi, le choix d'activités économiques ne dépendrait pas seulement des particularités des espaces appropriés ni de celles du quartier, mais aussi des caractéristiques des groupes et des jeunes qui les constituent (âge, sexe, temps vécu dans la rue, etc.). Alors que chercher des activités qui ne sont pas en relation avec le vol peut être lié, pour les membres du groupe de Santa Anita, à un désir d'accéder à une certaine « normalité », cela peut l'être, pour ceux de Plaza del Estudiante, à une stratégie pour éviter d'entrer en conflit avec les nombreux commerçants des alentours.

À peu de choses près, deux jeunes sur cinq (39%) de notre échantillon, ont recours au vol comme ressource pour vivre dans la rue. La majorité de ceux qui volent (72%), le font en groupe. D'après les jeunes, il s'agit d'une activité qui est plus facile à exercer à plusieurs. Elle représente donc une activité réalisée principalement de manière collective. Parmi ceux qui volent à plusieurs, deux tiers le font uniquement avec des membres de leur groupe, et un tiers avec des jeunes d'autres zones ou, dans une moindre mesure, avec des jeunes qui ne vivent pas dans la rue. Dans le deuxième cas de figure, les jeunes volent principalement avec d'autres jeunes issus de bandes dans lesquelles ils étaient insérés antérieurement, mais aussi avec des bandes de jeunes délinquants.

« Eh bien nous, on arrive comme si de rien n'était, comme ça, la nuit, et alors des gens veulent passer et on les arrête. On leur demande une pièce et s'ils ne donnent rien, eh bien un autre pote arrive et sort son canif. Et alors on commence à les fouiller et s'ils se laissent pas faire, on les frappe [...]. Sinon, on leur pointe le canif sur le ventre, on prend leur fric et on commence à courir [...]. Un jour, on était à l'arrêt de bus et une femme est arrivée et alors nous sommes arrivés, Jesús, "el Negro"¹³⁹ et moi et j'ai

¹³⁹ Ici il s'agit d'un jeune de la rue qui est dénommé « Negro » et non pas de la personne qui était à l'origine d'une psychose généralisée dans la zone de Niños Héroes (voir parties précédentes).

sorti un canif et Jesús lui a pris son sac et moi son porte-monnaie avec l'argent et on a commencé à courir [...]. C'est plus facile de voler en groupe parce que tout seul, on t'attrape vite fait, plus facilement quoi » (Ulises, 14 ans).

« Après, je suis parti à Insurgentes, je volais déjà [...]. Et après, on volait à main armée avec d'autres mecs. On allait à deux ou trois, on était petits, alors c'était plus facile à trois pour pouvoir le frapper s'il nous causait des problèmes, non ? » (Leonardo, 18 ans).

Pour voler en réduisant les risques d'être arrêtés, les jeunes s'organisent entre eux afin que chacun participe à la bonne exécution du vol.

« On était Gabi [...], Ulises, moi, "el Moreno" et Jesús. Ce sont eux qui ont vu le couple mais ils pensaient qu'ils allaient continuer à marcher tout droit. Alors, j'ai vu qu'ils ont tourné et j'ai sifflé [il siffle], c'est comme ça qu'on siffle [il siffle à nouveau] ou comme ça [il siffle encore une fois], et je leur ai dit [aux membres de sa bande]: "Venez, venez", et alors, ils ont repris leur chemin et sont allés dans un stand d'hamburgers, et alors on a pensé : "Putain, c'est foutu, mais on va quand même les suivre" [...]. Et alors, ils sont repartis et sont revenus de ce côté et dans cette rue il n'y avait personne, il faisait tout noir... Gabi s'en est pris à la fille et lui a dit : "File ton sac", mais elle s'est accrochée à lui. Son mec voulait frapper Gabi mais à ce moment Jesús est sorti, puis Ulises et moi à la fin, et moi je lui ai dit : "Je vais te fouiller", et il s'est laissé fouiller de ce côté-ci et de celui-là, mais pas de cet autre et alors je lui ai dit : "Tu vas voir fils de pute" et il a sorti ses billets et les a cachés dans son cul [...]. J'ai seulement réussi à prendre 500 pesos » (David, 15 ans).

Dans le cas ci-dessus, la rue sombre représente un lieu propice permettant de commettre un vol sans risque d'être vu. Cependant, on peut aussi choisir des espaces réunissant d'autres caractéristiques qui permettent de voler plus facilement ou de gagner plus d'argent.

« Eux, ils volaient et après j'allais avec eux, mais moi je ne volais pas, seulement eux et après ils me donnaient à manger. Ils volaient les stands de commerçants¹⁴⁰, des chips, des sucreries, de la nourriture [...] et j'ai appris à voler et j'allais avec eux. On allait à Chapultepec, mais avant, on volait des trucs comme de la mousse pour jouer, des jouets, des appareils photos que l'on vendait pour manger et pour le solvant [...]. On volait dans le zoo de Chapultepec parce que comme il y a beaucoup de gens, eh bien c'était plus facile » (David, 15 ans).

« On contrôlait toute la gare [...] on volait là, on mangeait là. On donnait du fric aux "spéciaux", c'est comme ça qu'on nommait ceux qui gardaient la gare, on leur donnait du fric pour qu'ils nous laissent voler, alors on entrait dans les chiottes, on sortait des canifs et on volait [...] aux personnes qui allaient voyager [...] et on partageait le fric. Pendant un temps, on a vécu comme des riches » (Carlos "Chino", 18 ans).

Bien que le montant des gains perçus représente vraisemblablement une motivation suffisante pour se consacrer au vol, cette activité, selon Costa Leite (2003 : 75), détient une fonction sociale importante: « La véritable signification de l'acte de voler n'est pas nécessairement le fait de commettre un délit, mais plutôt celle de conquérir un espace social ». Dans ce sens, les jeunes sont à la recherche de reconnaissance et « d'une place qui soit vraiment [la leur], avec laquelle il[s] pourr[ont] s'identifier et être identifié[s], respecter et être respecté[s], accepter et être accepté[s] » (Costa Leite, 2003 : 76). Si l'on tente de cerner plus concrètement la signification du vol dans le cas du groupe dans lequel était intégré Carlos "Chino", on se rend compte qu'il ne répond pas seulement à des besoins d'ordre économique. En effet, à travers le discours de Carlos, on s'aperçoit que le groupe, par l'intermédiaire du vol, parvient à exercer un certain « contrôle » sur l'espace de la gare : il en fait son territoire en dépouillant ses usagers et en parvenant à maîtriser les relations de pouvoir avec les policiers, les « spéciaux ». Ce groupe perd d'ailleurs toute reconnaissance à la suite de la fermeture de la gare et de son déménagement dans une décharge. Les caractéristiques de ce nouvel espace de vie et leur méconnaissance des lieux, ne leur permettent plus de se consacrer au vol et ils commencent à entrer en conflit avec les policiers avec qui ils n'ont plus rien à négocier. Enfin, ils deviennent eux-mêmes des

¹⁴⁰ Remarquons ici qu'ils volaient uniquement des commerçants qui n'étaient pas de leur zone.

victimes de vols : « *Après ça [la gare], c'était bien différent. Après, c'est moi qu'on volait. On me piquait mes affaires* » (Carlos "Chino"). Il est intéressant de noter, dans ce cas particulier où le vol représente l'unique ressource d'un groupe et où il est exercé par la totalité de ses membres, comment ceux-ci parviennent à se créer une place sociale, à accéder à une reconnaissance à travers l'exercice d'une activité déviante. Il est possible, toutefois, que dans ce contexte, les jeunes ne s'identifient plus autant à des groupes de jeunes de la rue, mais plutôt à ceux de jeunes délinquants. En effet, pour certains jeunes de notre échantillon qui se sont unis à des groupes de jeunes délinquants, l'exercice du vol a graduellement monopolisé leur quotidien, et il est devenu leur référence à part entière. Ils ont alors cessé de s'identifier à leur groupe de départ. C'est le cas de Genaro qui débute sa vie dans la rue à l'âge de dix ans, dans l'État de Veracruz. Il se consacre à des petits boulots, à la mendicité et à la vente d'objets divers, jusqu'au moment où il rencontre des jeunes plus âgés que lui, qui lui proposent d'aller à Mexico. Il décide de les accompagner et une fois à Mexico, adopte leurs activités délinquantes.

« On dormait à l'hôtel, et eux se consacraient à voler les transports publics, ils avaient des armes, ils avaient de tout, et moi j'étais à moitié crétin, non ? [...]. Je voulais un changement de vie et ça m'a plu ici à Mexico, la bande et tout ça [...]. La façon de parler et tout ça et puis ici à Tepito, on venait et on s'achetait des fringues [...]. Après, la première fois qu'ils m'ont dit qu'ont allait voler j'ai dit : "Non, je veux bosser dans quelque chose". Mais après, ils m'ont motivé et je me suis dit : "Ils ne sont pas plus fous que moi !" [...] et alors j'ai commencé à voler avec eux, on allait dans le centre. Avant, dans le centre, c'était facile de voler... On volait aux touristes, les portefeuilles, les sacs à dos... On avait beaucoup d'argent, on payait l'hôtel, on avait 16 ans et le type de vie qu'on menait était plus accéléré » (Genaro, 24 ans).

Genaro fait bien la distinction entre ce mode de vie et celui qu'il menait avec le groupe de jeunes de la rue de la gare routière. L'adoption de nouvelles pratiques et langages l'amène à changer de groupe de référence, et ses intérêts se voient modifiés. La ville, l'argent et son pouvoir d'achat, exercent sur lui une grande fascination.

César s'est également consacré pendant plusieurs années au vol à main armée avec un groupe de jeunes délinquants. Contrairement à Genaro, qui a fini par s'intégrer dans une institution, puis par vivre de manière autonome en louant une chambre et en coupant toute relation avec des jeunes de la rue, César a rencontré des membres du groupe de Niños Héroes alors qu'il volait encore dans un groupe de jeunes délinquants, puis a décidé de rester avec eux. Son intégration dans ce groupe lui permet alors de basculer d'une identité de jeune délinquant vers celle de jeune de la rue. Il reconquiert cette identité un moment perdue, et le vol perd son caractère régulier au profit d'un caractère occasionnel.

« Après j'ai commencé à venir passer du temps ici [à Niños Héroes] et puis j'ai commencé à rester ici [...] et puis je n'ai plus eu envie de voler. Je me suis dit [...] que c'était mieux comme ça et j'ai traîné dans la rue avec eux, c'était mieux » (César, 32 ans).

Enfin, le vol peut également revêtir, pour les plus jeunes enfants, une fonction ludique. Il représente alors non seulement une activité économique mais aussi récréative. Nous y reviendrons au chapitre VI, 1.2.

En ce qui concerne la vente de drogue, les jeunes n'exercent pas à proprement parler comme des petits trafiquants, mais ils profitent de leur propre consommation pour en vendre de petites quantités. Ils achètent généralement une ou deux bouteilles de solvant, puis imprègnent avec le liquide les étoffes des membres de leur groupe ou de personnes externes à celui-ci, pour une modique somme d'argent (deux ou trois pesos). La moitié des jeunes vendent exclusivement à des membres de leur groupe, tandis que l'autre moitié vend seulement à des personnes externes, ou, de façon aléatoire, aux deux. Cette activité ne représentant pas une véritable ressource économique, elle leur permet seulement de rembourser leur achat de solvant ou de l'échanger contre une autre marchandise. Huit jeunes troquent effectivement de la drogue contre de la nourriture, des vêtements ou d'autres stupéfiants. Aussi, la vente de drogue ne constitue qu'une fonction économique mineure.

Enfin, la prostitution est la troisième activité illicite exercée par les jeunes. Les dix jeunes qui l'exercent ont entre 14 et 25 ans et la moitié sont de sexe masculin. Elle leur

permet de gagner entre 75 et 600 pesos pour un service, soit 250 pesos en moyenne¹⁴¹. Six jeunes se prostituent exclusivement pour de l'argent, et quatre le font également en échange de drogue, de nourriture ou d'un endroit pour dormir la nuit. Les trois zones qui regroupent la quasi-totalité des jeunes qui se prostituent sont Excelsior, José Martí et Zarco. Il s'agit de zones limitrophes qui se situent géographiquement près du parc Alameda¹⁴², haut lieu de prostitution juvénile et masculine. Certains se prostituent dans ce parc ou se déplacent vers d'autres lieux propices à la prostitution, comme la place Garibaldi et la « zona rosa », tandis que d'autres effectuent cette activité directement dans leur zone. Dans le premier cas, il s'agit d'espaces où la prostitution est clairement affichée, alors que dans le second, les jeunes s'y adonnent de manière dissimulée. De même, chaque espace regroupe un type précis de « clientèle »¹⁴³. Nous pouvons en distinguer deux types : une première, constituée principalement de personnes inconnues dont la relation avec les jeunes est purement d'ordre sexuel, et une seconde, de personnes connues qui fréquentent régulièrement leur lieu de vie ou qui le partagent avec eux, et dont la relation ne se limite pas à des rapports sexuels : commerçants, dealers, policiers, SDF, etc. En définitive, la prostitution chez les enfants/jeunes de la rue se pratique de façon libre (sans proxénètes) et non professionnelle, c'est-à-dire non systématique. Les jeunes se prostituent lorsque l'occasion se présente à eux ou lorsqu'ils convoitent un bien en particulier. Pour un seul de ces jeunes, la prostitution représente son unique ressource économique dans la rue. Les neuf autres effectuent entre une et trois activités complémentaires.

Les activités illicites, en dehors de la vente de drogue, sont celles qui rapportent le plus. Toutefois, même si une proportion significative de jeunes de la rue se prostituent, il nous paraît primordial de différencier ces groupes de ceux des bandes de jeunes délinquants qui se consacrent exclusivement à des activités illicites. Ces derniers ne font pas seulement l'objet de dynamiques sociales différentes, mais ont également une relation différente avec la rue. Tandis que cet espace représente un lieu de vie pour les jeunes de la rue, il est principalement perçu comme un « centre d'opérations » par les jeunes délinquants (Zamudio Cárdenas, 1998 :117).

¹⁴¹ Soit entre 5,76 € et 46,15 €, ou 19,23 € en moyenne.

¹⁴² Cf. figure n°3.

¹⁴³ Je mets « clientèle » entre guillemets, car il s'agit d'un terme qui s'applique aux prostitués professionnels et qui n'est pas approprié aux jeunes de la rue qui se prostituent occasionnellement.

3.4 Dépenses et fonction de l'argent

Nous venons de voir comment les activités exercées par les jeunes de la rue sont très diverses et comment les revenus peuvent varier en fonction du type d'activité développé, du lieu dans lequel elle s'exerce, de l'âge du jeune, de ses compétences, de ses connaissances de la rue et de son réseau social. Les jeunes ont donc recours à un choix varié d'activités et obtiennent des revenus qui suffisent largement à satisfaire leurs nécessités quotidiennes. D'après eux, il est facile de mobiliser des moyens pour obtenir de l'argent ou d'autres marchandises. Nul n'a mentionné au cours de la recherche de terrain avoir souffert de la faim en raison d'un manque de ressources.

« Je t'assure, celui qui meurt de faim dans la rue est vraiment crétin. Dans n'importe quel endroit, j'obtiens à manger ; si là, je vais au coin de cette rue, eh bien je t'assure que j'ai à manger. Dans n'importe quel endroit, tu survis » (Leonardo, 18 ans).

Lors du camp réalisé par l'institution *Renacimiento* avec des jeunes de bandes différentes, ces derniers nous ont indiqué à plusieurs reprises qu'ils avaient beaucoup plus faim dans le camp que dans la rue, parce que dans le premier cas, ils ne mangeaient « que trois fois par jour » alors que dans la rue, les personnes étaient constamment en train de leur offrir de la nourriture. Il est intéressant de noter, de quelle manière cette conception de la rue comme un lieu où l'on survit avec facilité, s'oppose fortement aux représentations en vigueur des enfants de la rue associés à des sujets victimes de diverses carences, principalement alimentaires. Nous nous bornerons ici à évoquer le discours sur la consommation de drogues qui prédomine dans les institutions caritatives, laquelle consommation est interprétée comme un moyen d'installer un équilibre passager entre les carences dont sont victimes les enfants et leurs besoins primaires, et de couper la faim : « Les conditions de vie auxquelles ils doivent faire face, les mènent à tomber dans la consommation de drogues qui représente un mécanisme d'évasion et de compensation, avec lequel on cherche à combler la carence d'aliment, de toit et d'affection¹⁴⁴ » (Renacimiento, dépliant). Pour les institutions d'assistance, les enfants/jeunes de la rue se trouvent dans une situation de pauvreté absolue dans laquelle il est impossible d'avoir accès au minimum vital.

¹⁴⁴ En espagnol dans le texte (ma traduction).

En ce qui concerne les dépenses réalisées, nous avons interrogé les enfants/jeunes à ce propos en leur demandant de citer trois choses qu'ils achètent régulièrement et de les classer par ordre d'importance. Dans le tableau ci-dessous, le chiffre 1 représente la première chose pour laquelle ils dépensent le plus, et ainsi de suite. 98% des jeunes ont été capables de fixer au moins une priorité, 82%, deux priorités, et 66%, trois priorités (cf. total ligne). De même, 80% de jeunes achètent de la nourriture, 80% de la drogue, 50% des vêtements, 11% des jeux vidéo, et ainsi de suite (cf. total colonne).

Tableau 11. Dépenses effectuées par les enfants/jeunes, par ordre d'importance.

Catégorie de dépenses	Priorité			Total
	1	2	3	
Nourriture	43	28	9	80
Drogue	40	25	15	80
Vêtements	9	16	25	50
Jeux vidéo	1	6	4	11
Friandises	0	3	4	7
Hôtel	2	4	0	6
Autres	3	10	9	16
Total*	98	82	66	-

L'achat d'aliments et l'acquisition de drogue représentent les priorités premières des enfants/jeunes. Viennent ensuite s'acheter des vêtements, se distraire avec des jeux vidéo, s'acheter des friandises, payer l'hôtel et acquérir d'autres articles comme des articles d'hygiène ou, en ce qui concerne ceux qui se consacrent à la vente ambulante, des marchandises qu'ils revendent par la suite. Plusieurs jeunes réservent une partie de leurs gains pour leur petit(e) ami(e) et/ou pour leur(s) enfants(s), d'autres pour aller chez le coiffeur et d'autres encore, pour l'épargne. Nous voyons comment les dépenses sont très variées et ne se limitent pas à des produits de subsistance. Même si l'obtention de nourriture représente une priorité, aucun jeune ne se limite à cette acquisition : leurs gains quotidiens sont largement suffisants pour satisfaire aussi bien des besoins alimentaires que d'ordre matériel ou autre. En outre, nous remarquons que dix-huit jeunes¹⁴⁵ ne paraissent pas dépenser leur argent dans de la nourriture. Plus précisément, nous découvrons qu'il s'agit principalement des jeunes des zones de Santa Anita et de Niños Héros. Plusieurs

* Nombres de réponses reçues. Deux jeunes n'ont pas répondu à la question.

¹⁴⁵ Total des jeunes qui ont répondu à la question (98) moins le total de ceux qui achètent de la nourriture (80).

membres de ces groupes n'ont pas besoin d'acheter de la nourriture, ou du moins dépensent très peu à cette fin, parce que soit ils la reçoivent gratuitement en la sollicitant aux commerçants de leurs zones respectives, soit ils l'obtiennent également des commerçants, mais en échange d'un service.

Le type de marchandises achetées, dépend aussi du degré d'appropriation d'un territoire et de la sécurité qu'on y ressent.

« Quand on vivait dans l'immeuble, c'était plus cool parce que regarde [...] on avait de la lumière, de l'eau, de la nourriture et plein d'autres choses. Esteban a acheté sa télé et il allait acheter son DVD. Moi, j'avais ma propre télé, j'avais une chambre pour moi tout seul, c'était mieux [...]. Ici, c'est plus ou moins bien [...]. Les gens viennent nous voler notre drogue la nuit » (Jesús, 13 ans).

Les jeunes du groupe de Niños Héroe ont cessé d'acquérir des marchandises et se sont fait dépouiller de celles qui étaient déjà en leur possession lorsqu'ils ont été contraints de changer d'espace de vie. Vivant auparavant à l'intérieur d'un immeuble abandonné, ils étaient protégés contre les agressions et les vols extérieurs. Occupant désormais une partie du trottoir, ils ne voient pas l'intérêt d'acquérir des objets qui leur seront tôt ou tard dérobés. Comme nous l'avons vu dans les parties précédentes, les policiers ou autres fonctionnaires les dépouillent régulièrement de leurs possessions dans un objectif de « nettoyage social ».

Les jeunes du groupe de Santa Anita qui ont l'usage d'un territoire fortement approprié, peuvent se permettre d'accumuler des biens sans souci d'expropriation¹⁴⁶. C'est pour cette raison que, contrairement à d'autres zones, ils disposent de différents objets aussi bien d'usage privé – lecteurs de CD, disques pirates, sac à dos, peluches, etc. – que collectif – télévision, stéréo, fauteuils, etc. Même si tous ces objets n'ont pas été achetés (une partie d'entre eux ont été trouvés dans la décharge du marché), ces différentes acquisitions révèlent bel et bien un désir de consommation et d'accumulation.

Les études qui portent sur les enfants/jeunes de la rue, ne leur confèrent généralement pas de capacité à épargner. Elles indiquent comment tous leurs gains sont dépensés sans

¹⁴⁶ Ce qui est tout de même relatif étant donné que nous avons constaté des vols internes dans la zone.

réflexion ni établissement de priorités. À ce propos, Zamudio Cárdenas (1998 : 130) commente au sujet des enfants et jeunes de la rue de Bogotá (Colombie) :

« N'étant pas articulés aux processus de production, ils se voient piégés par la consommation, dans l'ordre de l'éphémère et du remplaçable, par l'idée d'un tout achetable, en l'absence d'une logique d'accumulation et de travail organisé et stable. Ils ne font pas d'épargne, de planification des dépenses. Quant ils obtiennent l'argent, ils le dépensent dans l'immédiat sans plans ni priorités ».

En ce qui nous concerne, s'il est vrai que les jeunes s'inscrivent, en partie, dans une logique de l'immédiat et du moment présent, il est faux d'affirmer qu'ils dépensent tous leurs gains de manière effrénée. D'après Lucchini (1993), avoir toujours de l'argent sur soi constitue le meilleur moyen de négocier dans la rue. Dans un pays où le recours au bakchich est une pratique courante, l'argent peut s'avérer indispensable pour résoudre un conflit avec la police. Il permet aussi d'assurer sa sécurité et de négocier sa tranquillité : comme Lucchini, nous avons observé des jeunes qui versent quelque monnaie aux agents de police pour éviter que l'on vienne les importuner la nuit. Or, pour pouvoir disposer à tout moment d'une somme d'argent afin de faire face à des situations imprévues, il est indispensable de contrôler et de limiter ses dépenses. Aussi, ils sont capables d'ordonner leurs dépenses, même s'ils disposent rarement d'une capacité d'épargne à long terme. Cependant, nous pensons que pour certains, il ne s'agit pas tant d'une incapacité à épargner, mais plutôt de l'impossibilité à le faire, en raison des caractéristiques de l'espace dans lequel ils vivent. Les jeunes que nous avons observés qui recouraient à cette pratique, étaient insérés dans des groupes qui s'étaient fortement appropriés un espace : ils pouvaient donc épargner avec un souci moindre de se faire voler. Ils ont réussi à acheter, par ce biais, des téléviseurs ou des chaînes hi-fi, ou encore à payer des bus de longue distance¹⁴⁷ pour se rendre dans leurs familles. Ainsi, Alejandra qui vit depuis un an dans le groupe de Santa Anita, me commentait lors d'un entretien informel qu'elle économisait facilement :

« J'ai réussi à économiser 1150 pesos. Quand je travaillais, j'avais presque 5000 pesos, mais je me suis acheté des chaussures, des

¹⁴⁷ Le réseau ferroviaire au Mexique étant destiné exclusivement au transport de marchandises (en dehors du train qui dessert la ligne Chihuahua – Pacífico), le principal moyen de transport de voyageurs est l'autobus.

vêtements... [...]. On me dit que je suis mesquine et avare avec l'argent, mais moi, j'aime économiser » (Alejandra, 22 ans).

Cependant, l'épargne en vue d'accéder à des biens onéreux n'est pas toujours indispensable vu qu'une grande partie des marchandises peuvent être obtenues sans coût dans les décharges et les poubelles de la ville. Ainsi, les jeunes convoitent aussi des biens non périssables, même s'ils n'y ont accès que dans une moindre mesure.

L'argent permet aussi d'acquérir un statut différentiel au sein du groupe. Par exemple, dans celui de Niños Héroes, César a obtenu une certaine renommée de par son ancienneté et de par ses revenus élevés. Sans être considéré comme un leader – nous verrons ultérieurement comment l'emploi de ce terme est inapproprié dans le cadre de cette étude – il est perçu comme une figure de référence, comme le plus « expérimenté » d'entre tous. César se conforte dans ce rôle et veille à son maintien. Lorsqu'un ou plusieurs jeunes sollicitent une coopération économique auprès de chaque membre du groupe pour acheter de la nourriture ou de la drogue pour tous, César est celui qui donne le plus. Ici, il n'est pas question pour lui d'afficher le montant de ses revenus, mais bien de confirmer qu'il est toujours celui qui détient le plus de compétences quant au gain d'argent. D'après nous, cette action ne révèle pas une recherche de pouvoir, mais de reconnaissance. Nous avons observé à plusieurs reprises comment il cherche à véhiculer de la générosité en apportant fréquemment de la nourriture pour l'ensemble du groupe et en soutenant économiquement les jeunes qui ne possèdent pas assez d'argent ou de compétences pour accéder à de la nourriture ou de la drogue. César représente donc bien plus qu'une personne détenant des ressources importantes de la rue. Il est également perçu comme un protecteur, il représente une figure de bienveillance, un « mécène » auquel les jeunes recourent en cas de difficultés.

Nous constatons que d'autres jeunes détiennent ce statut particulier dans leur propre groupe, et même certains jeunes qui vivent dans une institution. Il s'agit, en effet, d'une dynamique que l'on retrouve chez les jeunes de l'institution *Renacimiento*. Ainsi par exemple, Antonio est l'un des plus âgés de cette fondation, mais aussi celui qui y vit depuis le plus de temps. Il est également l'un des rares à détenir un emploi. Dans le cas d'Antonio, il ne se distingue pas des autres bénéficiaires de l'institution en fonction des compétences du milieu dans lequel il se trouve – il ne faut mettre en pratique aucune compétence particulière pour y subsister – mais bien selon des critères d'ancienneté et de possession

d'un emploi. Comme le fait César envers les autres membres du groupe, Antonio dépense une partie de son salaire pour les besoins des autres jeunes, qu'il s'agisse d'une demande explicite de leur part ou non. Cependant, il ne suffit pas de réunir ces critères pour bénéficier de ce statut. Il faut surtout que le jeune recherche une reconnaissance par les autres membres du groupe, que cette dernière soit essentielle pour lui et qu'elle participe à la formation de son identité. En effet, Mario (20 ans), Genaro (24 ans) et Miguel Ángel (19 ans), regroupent les mêmes critères qu'Antonio mais ne bénéficient pas de son statut parce que les jeunes de l'institution ne représentent pas leur groupe de référence. Ils ont alors une attitude plus individualiste quant à leurs dépenses. Alors qu'Antonio est complètement intégré dans la vie du groupe et dans les dynamiques existant au sein de ce dernier, les autres jeunes se sont tournés vers l'extérieur, cherchant à se détacher du groupe et à s'intégrer dans des réseaux relationnels n'appartenant pas à des groupes de jeunes de la rue ou d'ex-jeunes de la rue. Ce désintérêt pour la vie du groupe se manifeste dans leur attitude envers lui et la position qu'ils ont au sein de ce dernier.

Enfin, l'argent peut représenter d'autres fonctions valorisées par les enfants/jeunes, comme celle de contrôle de certains espaces, d'accès à une reconnaissance de la part de personnes extérieures au groupe, mais aussi d'acquisition d'une certaine autonomie, ce dernier élément étant fortement recherché par les jeunes, ainsi que nous le verrons par la suite.

Nous venons de voir comment la subsistance des enfants et jeunes dans l'espace de la rue dépend de leur habileté à repérer des ressources économiques potentielles dont ils peuvent tirer profit. Nous avons analysé comment ces ressources exigent la plupart du temps de développer des compétences particulières pour les mettre en œuvre ainsi que pour améliorer les gains. Il convient de vérifier à présent que l'argent n'est pas l'unique source leur permettant d'accéder à des biens (aliments, boissons, vêtements, drogue, etc.) et services (métro, toilettes publiques, etc.).

4 UNE RESSOURCE PARMIS D'AUTRES : L'INSTITUTION D'ASSISTANCE

Les institutions étant souvent implantées dans des quartiers où l'on trouve des groupes d'enfants et jeunes de la rue, elles deviennent un élément potentiellement exploitable au même titre que d'autres. S'interroger sur le rapport des jeunes vis-à-vis des différentes institutions qui les assistent, nous permettra de saisir les stratégies qu'ils développent

autour d'elles. Dans ce cadre, nous chercherons à analyser la place des institutions dans le quotidien des jeunes, ainsi que la perception que les jeunes ont des institutions et le rôle qu'ils leur attribuent.

4.1 Confrontation du jeune avec l'institution

La confrontation qui a lieu entre les enfants/jeunes et les institutions d'assistance provient d'une opposition entre différents intérêts et représentations. Elle se produit concrètement à partir de la difficulté qu'a le jeune à s'adapter à la structure institutionnelle, ou d'un conflit avec les intervenants sociaux. Pour les jeunes, les institutions possèdent des aspects positifs liés à la satisfaction de leurs besoins matériels, mais aussi des aspects négatifs généralement liés aux différentes exigences auxquelles ils doivent se plier, à la présence de figures autoritaires et à la privation de liberté. Bien qu'une grande partie d'entre eux (60%) attribuent une image positive aux institutions, la majorité de ceux qui ont vécu dans ces établissements les rejettent en raison des contraintes disciplinaires – respect des horaires de lever et coucher, obligation de participer à différentes activités (formatives ou récréatives), interdiction de sortir de table sans l'accord préalable d'un éducateur –, des labours assignées – tâches ménagères, participation à la préparation des repas, rangement des chambres –, des conflits avec le personnel et de l'impossibilité de sortir sans autorisation ou aux heures souhaitées. Aussi, alors que les institutions se perçoivent comme des lieux de respect, d'échange, de tolérance et d'ouverture dans lesquels les enfants sont des acteurs participants et non des sujets soumis, elles sont principalement perçues par les jeunes comme des espaces où règnent la norme, l'obéissance, la restriction, la subordination et la limite.

Par ailleurs, tandis que les jeunes de la rue valorisent les apprentissages qu'ils ont acquis dans la rue, la société et les institutions ne les reconnaissent pas et rejettent automatiquement leurs espaces d'expression et leurs compétences. Comme l'affirme Leroy (1995 : 41) : « Généralement on leur dénie toute connaissance car les connaissances que nous valorisons sont liées au système éducatif formel, moderne, dont ils ont été exclus ». Pour sa part, Invernizzi (2001 : 108) insiste sur le fait que les « compétences reconnues comme légitimes par la société ne sont pas nécessairement celles dont font preuve l'adulte ou l'enfant qui se trouvent dans la rue, mais elles appartiennent souvent à d'autres groupes sociaux ». Ce refus de la part des institutions de reconnaître les compétences acquises par les jeunes dans le milieu de la rue, découle de leurs représentations de la rue et de

l'enfance. Comme nous l'avons déjà vu au chapitre précédent, la rue est d'une part principalement perçue comme un espace néfaste, et d'autre part, l'enfant est considéré comme un sujet qui n'a aucune emprise sur son environnement. Afin de survivre dans ce milieu, les institutions affirment que le jeune est contraint d'exercer des activités illicites et « amORAles ». La rue est alors comprise comme une source de souffrance, car elle expose les jeunes à différentes carences qui les mènent, malgré eux, à la corruption et à la dépravation. Pour les institutions, le jeune accumule au contact de la rue toute une série de caractéristiques négatives qui vont le conduire à adopter des « stratégies de survie » illicites. Lucchini (1998 : 270) propose l'analyse suivante quant aux conflits qui ont lieu entre les enfants et les institutions d'assistance : « Presque jamais le discours des professionnels ne relie l'infraction aux normes à une négociation de type identitaire chez l'enfant. Nous pouvons alors supposer qu'une partie des conflits entre l'enfant de la rue et l'intervenant sont la conséquence des stratégies de l'enfant et de leur stigmatisation par l'intervenant ».

On peut convenir avec Lucchini, que le discours institutionnel se confronte directement aux stratégies d'adaptation des enfants qui sont strictement interprétées d'après un critère normatif et jugées en fonction de celui-ci. Dès lors, non seulement les institutions ne leur attribuent aucune compétence « valable », mais elles cherchent aussi à faire disparaître toute trace de leur socialisation dans la rue, à anéantir leurs apprentissages et à modifier leur comportement à travers l'inculcation de nouvelles valeurs, attitudes et connaissances adaptées au système éducatif formel. Or, d'une part, l'expérience de la rue est pour les enfants/jeunes éloignée des représentations que les institutions se font d'elle, et d'autre part, cette volonté de corriger leur attitude et de les imprégner de valeurs « justes » et « réelles », notamment à travers l'exercice de l'autorité, n'est pas bien vécue par les jeunes. Pour illustrer le premier point, revenons sur les programmes que les institutions ont prévus pour la réinsertion des enfants/jeunes. À titre d'exemple, l'institution *Pro Niños de la Calle* a mis en place des activités qui cherchent à rompre avec le quotidien des jeunes « marqué par la monotonie » (dépliant). Le Bureau International Catholique de l'Enfance quant à lui, vise à promouvoir au sein de ses structures une culture du respect qui fait défaut dans le contexte de rue, et offre aux jeunes « l'affection que la rue ne peut leur donner » (BICE, 1987 : 80). La monotonie, le mépris et le manque d'affection qu'ils sont censés vivre dans la rue, représentent seulement quelques-unes des caractéristiques que les institutions attribuent à cet espace et qui divergent fortement de ce que les enfants y vivent réellement.

Nous en identifions d'autres que nous retrouvons uniquement de manière implicite dans les discours et programmes de ces structures. Guillaume en distingue principalement une, qui concerne la conception des trajectoires de vie de ces jeunes et qui contribue également à marquer une césure entre les discours des uns et les actions des autres :

« La conception linéaire des parcours individuels sous-jacente aux dispositifs d'intervention ou aux modèles explicatifs et la représentation d'un parcours de vie en tant que succession chronologique d'étapes à franchir, ne sont pas sans accentuer le contraste qui sépare les perspectives institutionnelles et les pratiques effectives des jeunes » (Guillaume, 2000 : 117)

Alors que les institutions comprennent les trajectoires individuelles comme une suite chronologique, les parcours des jeunes sont définis par une succession d'événements qui ne marquent pas toujours la fin d'une étape ou le début d'une autre : les entrées et les départs des institutions, les retours dans leur foyer familial et les fugues. Comme le souligne Guillaume (2000), dans la conception linéaire des institutions, aucune place n'est laissée à la rétroaction. Or, la situation de rue décrit plutôt un processus alternant entre la rue, le foyer familial et les institutions (Lucchini, 1993).

En définitive, alors que pour les institutions, la rue ne peut répondre en aucun cas aux besoins tant matériels que psychologiques des enfants/jeunes, elle représente pour ces derniers un espace d'apprentissage, de jeu, de liberté, d'autonomie et de socialisation ; un espace dans lequel leurs compétences sont reconnues et valorisées et au travers desquelles ils conquièrent un certain respect de la part des membres de leur groupe, mais aussi de personnes extérieures à ce dernier. Dans ce sens, Kokoreff (1994) indique dans le cas des jeunes de la banlieue parisienne, comment ils considèrent les institutions trop contraignantes et comment les bandes auxquelles ils appartiennent occupent un réel statut dans la « cité » : « Dans la cité on est quelque chose et quelqu'un, on y a ses repères et ses connaissances » (p.39).

Enfin, la rue leur permet d'échapper à la discipline et à l'autorité qui sont aussi bien présentes au sein de leurs familles respectives, qu'au sein des différentes institutions caritatives. Elle leur fournit un certain statut, une identité qu'ils construisent à partir de leur groupe de référence, et un pouvoir de décision et d'action déterminé par les compétences

qu'ils ont acquises dans cet espace. Ainsi, la rue possède deux significations bien différentes selon le point de vue des enfants ou celui des institutions : « Pour les uns, la rue est un apprentissage de vie, pour les autres, elle est un obstacle à la formation du sens moral de l'enfant » (Lucchini, 1993 : 17). La confrontation des uns et des autres a lieu lorsque le jeune se résout à entrer dans une institution et s'y retrouve subitement démuné : les compétences acquises dans la rue – habilité à voler ou mendier, savoir-faire pour exercer différentes activités, etc. – ne sont pas seulement refoulées par l'institution ; elles sont également inexploitable, car elles se rattachent au milieu de la rue. Par ailleurs, les institutions entretiennent un rapport autoritaire avec les jeunes afin de faire respecter l'organisation et le règlement interne, mais aussi dans un objectif de modification du comportement. Pour elles, l'autorité est *stricto sensu* nécessaire et doit permettre aux enfants d'adopter de nouveaux styles et valeurs de vie. Elle leur semble donc être absolument fondée puisqu'elle permet aussi bien la réinsertion des enfants/jeunes, que d'instaurer l'ordre interne. Or, une grande partie des enfants sont habitués à subir l'autorité sans partage de la part de leurs familles, autorité qui ne saurait être mise en question sous peine de sanction. Ceci les amène à avoir une vision très négative de l'autorité, qu'elle soit exercée par leur famille ou par les intervenants sociaux.

Il existe donc une forte divergence entre les représentations des institutions et les pratiques des enfants/jeunes, entre les valeurs propagées par les premières et celles acquises par les seconds. D'un côté, les jeunes considèrent trop sévères les façons d'agir des institutions ainsi que les styles de vie et le système de valeurs qu'elles veulent leur imposer ; de l'autre, les institutions estiment qu'il est indispensable d'entretenir une relation autoritaire afin de parvenir à une réintégration sociale des jeunes. Cette confrontation entre les jeunes et les institutions, les intervenants sociaux et les programmes dans lesquels on tente de les intégrer, mène les jeunes à repousser ce type d'établissement.

4.2 Rejet

Afin d'identifier de manière plus précise les raisons qui poussent les enfants/jeunes à renoncer aux institutions, il est essentiel d'analyser leurs représentations vis-à-vis de la rue et des structures institutionnelles. La confrontation des aspects positifs et négatifs d'un espace avec l'autre (la rue et l'institution), va nous permettre de comprendre comment ils les évaluent de manière à opter finalement pour ce qui correspond le plus à leurs attentes. Pour ce faire, revenons sur les points que nous avons déjà signalés plus haut et

développons-les. Reprenons d'abord les aspects des institutions desquels les jeunes sont insatisfaits – la discipline, les obligations, les conflits avec d'autres jeunes, le caractère autoritaire des intervenants, l'enfermement et l'ennui qu'ils ressentent au sein de ces structures – et confrontons les aux aspects positifs de la rue – la liberté, les amis, la drogue, l'indépendance, les apprentissages, les divertissements et l'argent.

Dans un premier temps, les enfants/jeunes de la rue se heurtent à l'intérieur des institutions à toute une série d'exigences et de contraintes qui s'opposent fortement à la liberté vécue dans la rue.

« Non, on n'aimait pas être là-bas. Pour aller au magasin, il fallait y aller avec un éducateur [...], on te laissait pas dire des gros mots [...] et la nuit, tu ne pouvais pas aller aux toilettes... On t'enfermait dans ta chambre, et si tu faisais pipi dans ta chambre ils te punissaient sans manger, c'est pour ça qu'on est sortis [...]. Ici on a pas de règles et personne qui nous donne des ordres...J'aime la diversion, le solvant et la marihuana » (David, 15 ans).

Ce rejet de la structure se manifeste plus particulièrement à travers leur confrontation avec les intervenants sociaux.

« Tu vois, Esteban va travailler, il revient et moi je vais demander de l'argent et personne ne nous dit rien, c'est différent. J'étais dans une institution où on devait se lever à six heures du matin. Après, on prenait notre petit déjeuner à huit heures, et les céréales étaient sur la table de la cuisine. Comme j'étais enceinte eh bien, tu en as envie, mais tu ne peux pas les manger. Tu leur demandais et on te disais : "Non, c'est pas encore l'heure du petit déjeuner"» (Gloria, 22 ans).

Leur discours (« personne qui nous donne des ordres », « personne ne nous dit rien ») dévoile bien un conflit direct avec des tierces personnes, en l'occurrence les éducateurs qui contrôlent leur comportement et limitent leurs actions. Mario, jeune qui vit dans l'institution *Renacimiento* depuis plusieurs années et qui rejette formellement l'idée de rejoindre un jour le milieu de la rue, propose une analyse de ce qui le séduisait dans cet espace :

« Oui finalement beaucoup de personnes sont dans la rue pour ça ou étaient dans la rue pour ça, parce qu'on aime pas les règles, les figures d'autorité. On aime pas les normes, dans la rue, tu vis dans le bordel complet, t'es flemmard. Si tu te laves, c'est bien et sinon c'est bien aussi. Et puis si tu manges, c'est ton problème et si tu manges pas eh bien c'est ton problème aussi. J'étais bien comme ça » (Mario, 20 ans).

Par ailleurs, Mario se représente la vie dans la rue, à l'instar d'une majorité de jeunes, comme un moyen d'échapper à un système disciplinaire strict et de se soustraire à certaines obligations, certains rapports de force. Le foyer familial représente le premier lieu dans lequel ils ont subi ces relations de pouvoir, sans avoir la possibilité de les neutraliser.

« Ce qui est drôle, c'est que ma famille ne me manquait pas, au contraire je me disais: "Putain, c'est trop cool d'être dans la rue", sans que tes parents te crient dessus, sans avoir à se réveiller à une heure déterminée. Mon père était comme ça, presque militaire, se lever à six heures du matin et à huit heures avoir déjà fait certaines choses, et à neuf heures être arrivé à un endroit précis et voilà...C'était des règles à suivre que je n'aimais pas » (Mario, 20 ans).

Il est donc fort probable que dans les maisons d'accueil, les jeunes ressentent la discipline et les règles imposées comme une forme d'autoritarisme parental, d'une certaine manière comme le prolongement des traitements qu'ils ont cherché à fuir en allant dans la rue. Or, ces rapports de force étant légitimés socialement, les jeunes doivent s'y soumettre sans protestation. À l'inverse, lorsqu'ils retrouvent ces types de rapports dans la rue, ils peuvent s'y confronter et s'y ajuster sans avoir à les subir de manière inconditionnelle. En d'autres termes, dans la rue ils disposent d'une marge de manœuvre qu'ils n'ont pas dans le foyer familial. Par ailleurs, alors que dans les institutions ils doivent respecter les règles préétablies et y obéir, dans la rue ils participent à l'établissement et au respect de leurs propres normes. Aussi, alors que les premières règles leur semblent incohérentes et arbitraires – elles reposent exclusivement sur des critères et des objectifs propres à l'institution –, les secondes s'avèrent totalement justifiées – elles sont fondées principalement sur la subsistance et la sécurité du groupe et de chaque jeune pris individuellement.

Un autre point négatif des institutions perçu par les jeunes est l'enfermement vécu au sein de leurs structures. Il est en relation étroite avec le premier point décrit ci-dessus, mais identifié à part par les jeunes. Les institutions analysées dans le cadre de cette étude sont toutes du type « portes ouvertes »¹⁴⁸ : théoriquement, les jeunes peuvent quitter l'institution quand ils le souhaitent. Dans la pratique, les faits sont sensiblement différents. Pour sortir, les jeunes doivent solliciter l'autorisation des éducateurs et justifier leur demande. Celle-ci peut être rejetée sans motif explicite. Par ailleurs, dans certaines institutions, on n'accorde la sortie qu'au terme de quelques semaines ou quelques mois de présence, et le jeune doit respecter l'heure limite de retour. Ce règlement a été créé afin d'éviter qu'il ne rompe avec la continuité de son processus d'intégration, et ne retourne dans la rue. Il lui semble toutefois trop contraignant. De fait, la liberté que lui offre la rue est vécue comme le refus de quelque coercition externe que ce soit.

« Non, je n'aime pas. Je n'ai jamais réussi à rester dans une institution parce que je m'y sens emprisonnée, je sens comme si quelqu'un pose des limites à ma vie, à ma manière de m'habiller, à ma forme de parler, de m'asseoir et tout ça. Dans la rue, je me sens libre » (Carmen, 22 ans)¹⁴⁹.

« Je n'aimais pas être là-bas, c'était comme un enfermement, je me sentais enfermé, c'est-à-dire, après avoir été si libre, si libre, depuis tout petit eh bien tu te dis : "Non". Je me sens comme si j'étais un lion dans une cage...Le lion commence à perdre sa fureur, il devient triste, son regard devient triste lorsqu'il apprend qu'il n'est pas libre. Et cette colère qu'il a, l'adrénaline de tuer, c'est comme moi. Quand j'étais petit j'avais l'adrénaline de jouer, de courir, sans que personne ne me dise quoi faire, comme les animaux » (Antonio, 26 ans).

« La vérité, c'est que parfois je n'aimais pas la maison d'accueil, parfois je m'y sentais emprisonné. Et c'est pour ça que je partais dans la rue. Dans la rue, j'avais la liberté que je n'avais pas dans d'autres endroits » (Leonardo, 18 ans).

¹⁴⁸ *Institución de puertas abiertas.*

¹⁴⁹ Jeune du groupe de Zarco.

« Ici, tu as plus de liberté, on te donne pas d'ordres » (Jesús, 13 ans).

Les jeunes ne se plaignent pas seulement de la discipline et de l'enfermement, mais aussi de l'ennui qu'ils vivent à l'intérieur des structures institutionnelles, ce qui peut paraître incohérent lorsque l'on sait que les activités et les jeux représentent pour eux le point le plus positif des institutions.

« Là-bas, c'était bien parce qu'on te donnait à manger, on t'inscrivait à l'école, on t'emmenait au cinéma. Mais après je me suis échappé et maintenant, on ne me laisse plus entrer...Parce que je me suis échappé plein de fois...Vingt fois... J'aimais pas, je m'ennuyais, je m'échappais tout le temps [...]. Ce que j'aime de la rue? La liberté et je m'amuse dans la rue parce que si je vais dans une maison d'accueil, je m'ennuie et pas dans la rue [...]. Dans la maison d'accueil, je suis enfermé, tous les jours... »
(Francisco, 17 ans).

Cet ennui correspondrait alors davantage aux règles et routines imposées dans les institutions qu'à un manque d'activités. Lorsque les jeunes se réfèrent à l'espace de la rue, ils ne lui attribuent jamais un caractère monotone. Au contraire, ils se le représentent comme un lieu de récréation. Or, on se représente aussi les institutions comme un espace de divertissement. La différence entre les deux espaces réside alors dans le fait que, dans l'institution, les activités sont imposées et ont un caractère répétitif, ce qui provoque rapidement l'ennui chez le jeune, alors que dans la rue, les activités ludiques ne sont pas planifiées, elles ont un caractère spontané et chacun est libre d'y participer ou pas. Parazelli (2000 : 206) identifie également cet ennui que vivent les jeunes de la rue en contexte québécois, et notamment à travers une jeune qui qualifie le type d'encadrement des institutions de « quotidien », terme qui révèle, selon l'auteur, « la monotonie, la banalité standardisée et l'enfermement » qu'elle y a vécus.

Cette différence pourrait également être en rapport avec le type de relation qu'ils ont réussi à établir dans un espace ou dans l'autre. Alors qu'une partie importante de jeunes se plaignent d'entrer en conflit avec les jeunes des institutions, quelques-uns seulement font référence aux problèmes qu'ils rencontrent avec les membres de leur groupe. Les relations avec d'autres jeunes sont l'une des principales raisons qui font de la rue un espace positif,

alors que les conflits avec ces derniers contribuent à faire des institutions un espace négatif.

Enfin, les jeunes valorisent à l'extrême leur indépendance dans la rue ainsi que le fait de gagner de l'argent. Dans les institutions, les jeunes sont soit réintégrés à l'école, soit inscrits dans une formation professionnelle. Or, d'une part, aucune de ces alternatives ne font qu'ils deviennent rapidement indépendants et d'autre part, les solutions offertes par ces organismes sont généralement moins avantageuses en termes économiques que les activités qu'ils développent dans la rue. Les programmes d'insertion professionnelle les rémunèrent généralement moins que les activités économiques exercées dans la rue.

Nous venons de confronter les aspects négatifs des institutions, avec les aspects positifs de la rue. Analysons maintenant les aspects de la rue que les jeunes repoussent – la violence, l'insécurité, l'humiliation, le froid et la faim – et confrontons-les aux aspects des institutions dont les jeunes sont satisfaits – les activités lucratives, les équipements, le confort, la nourriture, les amis et les formations scolaires et professionnelles.

Tout d'abord, rappelons qu'un peu plus de la moitié des jeunes identifie la violence et l'insécurité comme les principaux aspects négatifs de la rue. Cependant, aucun jeune ne fait référence à la tranquillité ou à la sécurité qui sont présentes dans les établissements institutionnels. Une des raisons qui expliquent pourquoi les jeunes n'accèdent pas aux institutions dans l'objectif d'échapper à la violence présente dans la rue, réside dans le fait qu'ils mettent en place des stratégies leur permettant de les éviter ou de s'y mesurer directement. En revanche, les aspects matériels des institutions semblent représenter une motivation suffisante pour fréquenter ces organismes. Un jeune sur quatre se réfère au froid ou à la faim comme étant des aspects négatifs de la rue, et une majorité de jeunes voient dans les institutions une possibilité de répondre à leurs besoins. Même si, dans la rue, ils ont acquis les compétences nécessaires pour satisfaire leur faim et éviter le froid et les incommodités, dans les institutions, leurs besoins matériels sont satisfaits de manière automatique et gratuite.

Quant aux autres aspects positifs des institutions (les activités lucratives et les amis), les jeunes les retrouvent également dans l'espace de la rue. Elles ne peuvent donc représenter une motivation suffisante pour les fréquenter. Le seul aspect des institutions qui semble faire totalement défaut dans la rue est la formation scolaire ou professionnelle à

laquelle l'enfant/jeune peut uniquement accéder en s'intégrant dans les programmes proposés par les institutions caritatives. Néanmoins, la rue représente également pour eux un espace formatif dans lequel ils acquièrent des apprentissages et des compétences dont ils ne pourraient bénéficier dans aucun autre espace.

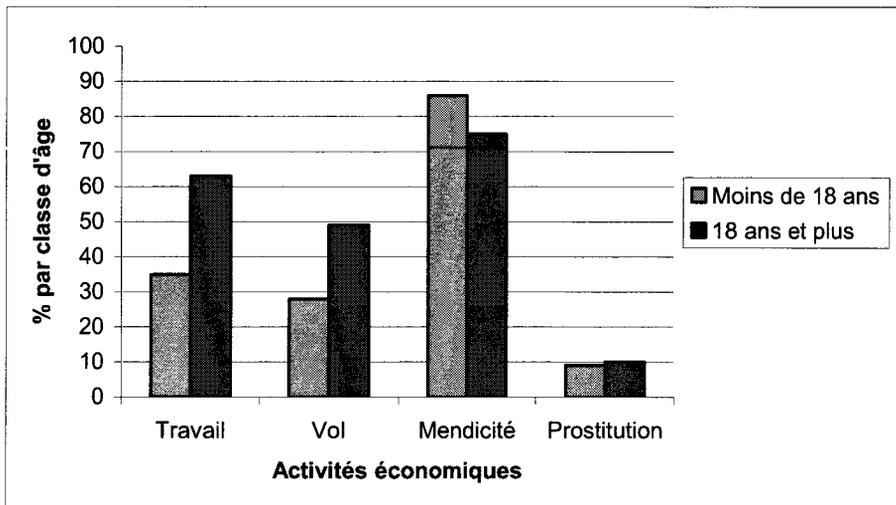
Le rejet de l'institution se produit lorsque le jeune procède à une évaluation des aspects positifs et négatifs de la rue et des institutions. D'un côté, il se trouve face à la rue, espace dans lequel il subit des contraintes, mais qui lui offre des éléments qu'il valorise fortement ; d'un autre côté, il est confronté aux institutions au sein desquelles il est également soumis à des contraintes (non pas liées à la résolution de ses besoins élémentaires, mais à l'exécution de différentes tâches), mais où il ne bénéficie ni de la liberté, ni de l'autonomie dont il jouit dans la rue. Ainsi, les éléments qui permettent de comprendre pourquoi les enfants/jeunes se sentent attirés par la rue sont fondamentaux pour saisir la raison pour laquelle ils renoncent à la vie dans les institutions : le rejet de ces dernières est fortement lié à l'attraction qu'ils ressentent pour la rue. Ils les refusent parce que la rue leur offre plus d'avantages que les institutions, avantages qu'ils évaluent eux-mêmes selon ce qu'ils désirent et veulent éviter par-dessus tout. Par conséquent, même si les institutions leur offrent une assistance complète, c'est-à-dire des conditions de vie différentes de celles qu'ils avaient dans leur famille et dans la rue, ils choisissent la rue parce qu'elle leur offre des possibilités qu'aucun autre espace ne peut leur donner. La rue est pour les jeunes de loin plus attrayante que d'autres espaces de vie qu'ils connaissent. Alors que, dans cet espace, ils peuvent établir un équilibre en satisfaisant leurs besoins élémentaires et en adoptant des modes de vie particuliers pour se protéger d'agressions ou dangers potentiels, dans les institutions, il leur est impossible de combler leur soif de liberté, d'autonomie et de diversion.

Bien évidemment, le choix de la rue s'accompagne d'une évaluation entre ce qu'ils perdent et ce qu'ils gagnent. Aussi, le rejet de l'institution n'est pas absolu. Les enfants choisissent aussi la rue en fonction de ce qu'ils peuvent tirer des institutions, sans avoir à s'intégrer dans leurs programmes : « Beaucoup de jeunes préfèrent renoncer aux avantages et à la sécurité que leur offrent les institutions pour retourner dans la rue, quitte à revenir dans les foyers quand ils ont des problèmes » (Lutte, 1997 : 223).

4.3 Détournement de l'institution

Si nous introduisons dans un graphique les données sur les activités exercées par les enfants/jeunes de la rue selon deux catégories, les mineurs et les majeurs d'âge, nous remarquons que ceux qui ont 18 ans ou plus sont globalement plus actifs que ceux qui ont moins de 18 ans. En dehors de la mendicité, la proportion de majeurs qui travaillent ou qui se consacrent à des activités illicites est sensiblement plus élevée que celle des mineurs.

Graphique 8. Répartition des activités économiques exercées par les enfants/jeunes, par classe d'âge¹⁵⁰



Nous pouvons interpréter cet écart de deux façons : soit les revenus obtenus grâce à la mendicité permettent à une majorité de mineurs de subvenir en grande partie à leurs besoins – contrairement aux majeurs pour qui la mendicité est beaucoup moins rentable –, soit les mineurs disposent d'une ressource complémentaire qui n'aurait pas été identifiée dès le départ. Nous pensons que ces tentatives d'explication sont toutes deux valables. D'une part, l'exercice de la mendicité peut s'avérer une ressource suffisante pour vivre dans la rue, et d'autre part, les différents services proposés par les institutions et destinés aux moins de dix-huit ans peuvent représenter pour ces derniers un moyen de subsistance intéressant. Cette dernière explication est particulièrement convaincante : de nombreuses études sur les populations des sans-abri ont identifié les institutions comme étant une ressource indispensable pour survivre dans un contexte de haute précarité (Rullac, 2005 ; Rouay-Lambert, 2004 ; Zeneidi-Henry, 2002 ; Guillou, 1998 ; entre autres). D'après ces études, les sans-abri organisent leurs activités et planifient leur temps en fonction de ces

¹⁵⁰ La répartition est faite proportionnellement au pourcentage de jeunes majeurs (57%) et mineurs (43%).

structures et des services qu'elles offrent. Nous allons voir comment, à l'instar de cette population, les jeunes perçoivent généralement les institutions comme un moyen d'améliorer leur qualité de vie dans la rue à travers les différentes aides qu'elles proposent, et non pas toujours comme une alternative à celle-ci.

La totalité des jeunes de notre échantillon connaissent l'existence des institutions d'assistance. Lors de l'application des questionnaires, ils ont tous été capables de fournir entre un et neuf noms différents d'organismes caritatifs (quatre en moyenne). Par ailleurs, la majorité (92%) d'entre eux ont déjà vécu dans une ou plusieurs de ces structures à un moment ou à un autre de leur trajectoire. Enfin, les institutions représentent une ressource de subsistance supplémentaire pour 56% des jeunes. Ce chiffre comprend les jeunes qui fréquentent une ou plusieurs institutions de manière régulière (trente et un) ou occasionnelle (vingt-trois)¹⁵¹. Les motifs de leurs visites sont, par ordre d'importance, prendre une douche, manger, participer à des activités, laver leurs vêtements ou s'en procurer des neufs, se « reposer » et accéder à des services divers (médicaux, psychologiques, etc.).

Les institutions représentent une opportunité pour les jeunes d'améliorer leur quotidien dans la rue. Elles constituent un élément de plus dans un contexte où l'on se voit rapidement contraint à développer des stratégies de subsistance pour pouvoir y demeurer. Pour cette raison, les jeunes ne renoncent pas totalement aux services des institutions. Ils vont toutefois disposer de ces dernières, compte tenu de leurs carences dans la rue et non pas d'objectifs éducatifs prédéfinis par les organismes caritatifs. Ceci les conduit à exploiter les services qui les intéressent et à renoncer à ceux qui ne correspondent pas à leurs attentes ou qui requièrent un engagement auquel ils ne veulent pas se soumettre. Ainsi, une fois que les jeunes atteignent les objectifs qu'ils se sont fixés – se guérir d'une blessure, manger, se laver, surmonter un moment de dépression, fuir un danger – ils repartent dans la rue.

Ces visites aux institutions s'inscrivent progressivement dans une routine : plusieurs jeunes établissent un emploi du temps en fonction des services que les institutions offrent certains jours de la semaine. À titre d'exemple, certains jeunes du groupe de Niños Héroes vont au cinéma le mercredi avec la fondation Renacimiento, prennent leur douche le vendredi, soit le seul jour où la fondation Visión Mundial leur donne l'autorisation

¹⁵¹ Deux jeunes n'ont pas fourni de réponse.

d'accéder à leurs services, et mangent à *Casa Alianza* les jours où l'institution organise des ateliers ouverts aux jeunes qui n'y vivent pas. Dans le cadre d'une étude réalisée au sein de *Casa Alianza*, j'ai observé comment des jeunes de la rue qui se prostituaient régulièrement, accédaient aux installations de la fondation à des fins personnelles, principalement pour résoudre des problèmes liés à l'exercice de la prostitution, comme, par exemple, se soigner d'une maladie sexuellement transmissible. Ainsi, j'ai noté que les jeunes cherchaient à tirer régulièrement profit de l'institution tout en s'assurant la possibilité d'un retour en son sein. Ce constat n'est pas nouveau : il a déjà été réalisé par Lucchini (1996) dans le cadre d'une étude sur les enfants de la rue de Montevideo.

Ici, les enfants/jeunes de la rue sont conscients du fait qu'ils doivent également répondre à certaines demandes des institutions s'ils veulent se faciliter des visites futures.

« Comme j'étais petit eh bien n'importe qui me ramassait de la rue et faisait attention à moi...C'était facile pour moi de vivre comme ça [...]. Mais avec le temps, alors que c'était facile de sortir de la maison d'accueil et d'aller dans la rue, eh bien je perdais aussi les opportunités dans la maison d'accueil » (Leonardo, 18 ans).

Quand bien même le personnel des institutions reconnaît les intentions réelles des jeunes, il va privilégier les éléments qu'il considère comme positifs – l'assistance assidue à des thérapies ou à des réunions, par exemple – à défaut des éléments négatifs – l'usage de l'institution pour des objectifs inverses à ceux qu'elle a établis. Pour les travailleurs sociaux, l'assistance ponctuelle du jeune peut signifier une aspiration à une vie différente, et le caractère persévérant de ses visites, une recherche de changement. Les institutions perçoivent le processus d'intégration et de resocialisation des jeunes comme une dynamique à plus long terme vis-à-vis de laquelle il faut se montrer patient : « Ne vous attendez pas à de bons résultats en peu de temps et ne ressentez aucune frustration s'il vous semble que ces enfants ne prêtent pas attention à vos efforts. Ils ont besoin de temps avant de décider ce qui est le mieux pour eux. Parfois, ils paraîtront se désintéresser de tout. C'est alors que les éducateurs auront besoin de faire preuve de persévérance. Petit à petit, les choses évolueront et l'éducateur commencera à percevoir des résultats » (BICE, 1992 : 85).

Par ailleurs, si les jeunes réussissent à obtenir des avantages des institutions et des éducateurs, c'est parce qu'ils respectent aussi certaines obligations vis-à-vis d'eux. Les services offerts sont, d'une certaine manière, soumis à des conditions. En substance, les enfants/jeunes doivent manifester une volonté d'insertion à travers leur participation assidue aux activités proposées par l'institution. Pour cette raison, plusieurs organismes qui n'ont pas observé de changement significatif dans le comportement des jeunes, ont établi une limite aux entrées et sorties de ces derniers, puis ont fini par en refuser certains systématiquement.

« Nous sommes allés à plusieurs promenades [organisées par l'institution Pro Niños de la Calle] mais après on commençait à se croire à l'hôtel. On entrainait, on mangeait, on se douchait et on sortait. C'est pour ça qu'on nous laisse plus entrer, parce qu'ils disent que c'est un jeu pour nous, qu'on peut seulement aller là-bas pour participer [aux activités] et seulement si tu veux t'en sortir » (David, 15 ans).

Les institutions n'ont pas seulement à faire face aux enfants/jeunes qui vivent principalement dans la rue et font un usage régulier ou sporadique de leurs services, mais aussi à ceux qui séjournent plus ou moins longtemps dans leurs structures, fuguent et s'y réintègrent quelques semaines ou quelques mois plus tard. Dans une étude réalisée sur les entrées et sorties d'enfants et de jeunes de la rue dans le cadre d'*Hogares Providencia*, cette institution a obtenu les résultats suivants : au début de l'année 1988, 343 individus résidaient dans l'institution. À la fin de l'année, 63% d'entre eux avaient fugué de l'institution et y étaient revenus entre une et dix-sept fois (Sauri et Vidales, 1989).

Bien sûr, s'il nous est impossible d'affirmer que la présence des jeunes dans les institutions ne correspond que rarement à une volonté d'intégration de leur part, nous pouvons certifier qu'elle représente pour beaucoup une stratégie de subsistance. Nous avons observé au cours des parties précédentes comment l'adaptation des jeunes au contexte de la rue dépend de leur habileté à identifier des recours potentiels qu'ils vont pouvoir exploiter. Dans ce contexte, ils apprennent aussi à tirer profit des institutions, celles-ci n'étant pas perçues comme une alternative de vie à long terme, mais bien comme une manière d'améliorer leur qualité de vie dans la rue à travers l'usage régulier ou sporadique des services qu'elles offrent. Dans ce sens, elles représentent une stratégie de

subsistance parmi d'autres. Ces stratégies face aux institutions ont été notamment analysées par Rullac dans le cas du SDF en contexte français :

« Le détournement du dispositif représente une stratégie parce qu'elle nécessite une volonté d'améliorer son quotidien, une projection dans le temps, une capacité à analyser sa situation en fonction du contexte, une élaboration d'actions visant à modifier son environnement et des ajustements constants en fonction du "climat" relationnel et institutionnel. Fort d'une rationalité ancrée dans leur réalité, de nombreux sans-abri obtiennent du SAMU Social ce que ce dernier refuse théoriquement de donner » (Rullac, 2005 : 109).

Il en va de même pour les jeunes de la rue qui ont compris qu'ils peuvent bénéficier des services des institutions en persuadant les travailleurs sociaux de leur volonté de s'intégrer. Ils vont ainsi agir, d'une certaine manière, par « instrumentalisation de leur situation » en montrant qu'ils rejettent la situation dans laquelle ils sont. Toujours à propos des SDF, Taboada Léonetti (1994 : 211) constate que le sujet « accepte [...] le statut qui lui est proposé (celui d'assisté par exemple [...]) mais [qu']il *joue* à être celui qu'on attend qu'il soit ; ce rôle lui permet d'obtenir des avantages de la part de l'autre (aides, allocations, aumônes) ». Par ailleurs, dans le cas des jeunes de la rue, ils ont connaissance de ce qu'ils peuvent obtenir ou pas des institutions et agissent en conséquence. À titre d'exemple, un jeune du groupe de Niños Héroes, José Luis (19 ans, frère de Francisco), dont le pied était gravement infecté, refusait de se rendre dans une institution qui lui proposait de le soigner. Il demandait à être directement soigné dans la rue et ne voulait pas se plier aux exigences de l'institution. Au bout de quelques jours, celle-ci s'est vue obligée de l'assister directement dans la rue, alors que cela allait, théoriquement, contre ses principes.

Enfin, et contrairement à ce que nous pensions au départ, cette stratégie ne se limite pas aux mineurs. En effet, nous constatons que sur les cinquante-six jeunes qui fréquentent des institutions, seulement vingt-quatre sont mineurs, ce qui veut dire qu'il existe exactement la même proportion de mineurs que de majeurs qui leur rendent visite¹⁵². Nous pensons dès lors que si les mineurs exploitent globalement moins de ressources que les majeurs, c'est parce qu'ils réussissent à obtenir davantage de profit d'une seule activité, la mendicité. Ils n'ont donc pas besoin d'exercer différentes activités pour améliorer leurs gains.

¹⁵² Soit 24 mineurs sur 43 et 32 majeurs sur 57, ce qui donne dans les deux cas une proportion de 56%.

La présence d'institutions sur leur territoire ou en dehors de celui-ci, ou encore l'intrusion d'intervenants sociaux dans leur espace de vie, représentent une opportunité que les jeunes ne manqueront pas de saisir. Ce qui importe réellement, ce n'est pas de trouver des alternatives à la rue, mais bien d'exploiter au mieux leurs opportunités afin de demeurer dans celle-ci : « Street children tend to view the social service institutions as an integral part of street life, not as a way out » (Hecht, 1998 : 174). Ainsi, l'institution fait partie intégrante de l'univers de la rue, elle n'est pas un élément distinct sur lequel les jeunes n'auraient aucune emprise. Elle est un élément exploitable au même titre que d'autres intervenant dans l'espace de la rue, ou qui y sont présents de manière quasi continue. Alors que les institutions visent une resocialisation des jeunes à travers leur réinsertion dans différents réseaux sociaux (école, travail, famille), elles sont, de facto, instrumentalisées par les jeunes.

La rue est un espace rempli d'opportunités, et les jeunes ont appris à exploiter les institutions caritatives au même titre qu'ils ont appris à tirer profit d'autres éléments, personnes ou événements : « In the same way that kids ask for money in the street, they ask for clothing, food, money, and other favors at the institutions » (Hecht, 1998 : 180). Les enfants/jeunes utilisent ces assistances, de la même manière qu'ils mettent en place d'autres moyens de subsistance. Par conséquent, alors que les institutions ont pour objectif de réintégrer les enfants et les jeunes de la rue dans la société, de leur offrir une « nouvelle vie », de les réadapter à l'éducation formelle, en quelques mots de leur donner les moyens de sortir de la rue, les jeunes perçoivent principalement les institutions comme une solution passagère à certains de leurs problèmes, et les éducateurs, comme un moyen d'accéder facilement aux institutions. Ceci conduit à une forte contradiction entre les objectifs recherchés par les différentes institutions et l'utilisation que les enfants font de leurs programmes : « While benefactors speak of giving the children a new life, the latter plead for a pair of shorts, money, and a snack » (Hecht, 1998 : 187).

* * * * *

Nous avons étudié dans ce chapitre, les ressources qui sont exploitées par les jeunes pour subsister et s'adapter au milieu de la rue, ainsi que les stratégies qu'ils mettent en œuvre dans une perspective d'amélioration de leurs conditions de vie. Cependant, nous avons analysé exclusivement les stratégies qu'ils développent principalement de manière

individuelle, et qui relèvent, en conséquence, des connaissances et de l'expérience propres à chacun et de leur capacité à mobiliser ces dernières. Les compétences étant hétérogènes, ils exploitent leur environnement de manière différenciée, pas seulement conformément à leurs besoins, mais aussi en fonction des possibilités d'action dont ils disposent. Nous allons à présent voir, comment il existe d'autres modes d'adaptation plus globaux au contexte de la rue, qui sont développés par une grande partie des enfants/jeunes qui vivent dans la rue. Il s'agit, notamment, de stratégies centrales dans l'acquisition et la conservation d'une protection essentielle à leur permanence dans cet espace.

**CHAPITRE 5 : LA
CONSTITUTION DE GROUPES ET
L'EXPLOITATION DE L'ESPACE
COMME PRINCIPAUX MODES
D'ADAPTATION AU CONTEXTE
DE LA RUE**

Nous identifions deux stratégies centrales d'adaptation au contexte de la rue qui sont développées de manière collective par les enfants/jeunes de la rue : la constitution de groupes et l'exploitation de l'espace. D'une part, les jeunes font preuve d'une capacité à se regrouper et à produire des modes organisationnels qui leur permettent de faire face à leur environnement. D'autre part, ils monopolisent des portions de l'espace public qu'ils territorialisent et qui les aident à gérer les dynamiques internes aux groupes et à développer des modes d'intégration « par la marge ».

1 LES GROUPES DE JEUNES

Dans cette partie, nous analyserons l'organisation interne aux groupes de jeunes qui font l'objet de notre étude en nous centrant, tout particulièrement, sur leur structure et les différentes fonctions qui lui sont attribuées. Nous étudierons également le cas particulier des enfants/jeunes qui ne sont pas insérés dans un groupe, et nous verrons pourquoi, dans leur cas, le contexte de la rue est davantage pénible à vivre.

1.1 Structure des groupes

Nous distinguons la constitution de deux types de groupes différents : les « groupes territoriaux », structurés pour contrôler un espace délimité géographiquement, et les « groupes utilitaires », organisés autour d'une activité en particulier (Tessier, 1998 : 56). Jusqu'ici, nous avons uniquement parlé du premier type : il s'agit du groupe principal de référence de chaque jeune qui porte le nom de la zone dans laquelle il est ancré. Alors que la totalité des jeunes observés sont intégrés dans un groupe territorial, une partie seulement l'est dans un groupe utilitaire.

Les premiers groupes sont organisés selon une même structure. Cette dernière ne se voit pas modifiée selon la taille du groupe, les caractéristiques de l'espace occupé ou d'autres critères, mais est constante d'un groupe à l'autre. Ces groupes ne sont pas structurés autour d'un ou plusieurs leaders¹⁵³, comme c'est le cas des *gangs* étudiés traditionnellement aux États-Unis ou celui des bandes de jeunes délinquants, mais alternativement autour de plusieurs membres qui se distinguent pour leurs compétences ou connaissances spécifiques. Autrement dit, il n'existe pas à proprement parler de(s) leader(s) déterminé(s) ; ce(s) dernier(s) varie(nt) en fonction de l'activité développée. Suivant cette logique, nous ne trouvons pas dans les groupes de hiérarchie stable : elle dépend du savoir-faire de chaque enfant/jeune relatif au contexte de la rue. Alors que l'un peut se distinguer par son habileté à voler par exemple, l'autre peut l'être pour sa capacité à exercer une ou plusieurs activités lucratives en obtenant ainsi des revenus plus élevés que ses pairs. Ainsi, d'après plusieurs membres du groupe de Niños Héroes, Luis « el Pinocho » de 14 ans, est le plus adroit pour acheter de la drogue dans les *vecindades* de la zone de la Lagunilla tout en négociant avec la police :

« "El Pinocho" est celui qui sait y faire le mieux, il connaît bien. Ils l'ont arrêté avec vingt, trente papiers [de cocaïne] et ils ne l'ont pas embarqué.

Les autres ont peur, à cause des flics » (David, 15 ans).

Dans la zone de Santa Anita, Liliana (19 ans) est renommée pour avoir un réseau de relations étendu au-delà du quartier dans lequel s'est fixé son groupe. Cela lui permet

¹⁵³ Contrairement à ce qu'affirment certaines études réalisées par des institutions d'assistance et les acteurs de terrain. Pendant mon travail bénévole comme éducatrice de rue et lors de la réalisation d'un diagnostic des zones observées, les travailleurs sociaux m'ont demandé à plusieurs reprises de repérer les « leaders » de chaque groupe.

d'accéder à des opportunités qui sont refusées aux autres membres. Ceci ne lui accorde ni plus ni moins d'autorité sur le groupe, mais lui donne la possibilité d'acquérir des marchandises inaccessibles ou difficiles à obtenir par ses pairs et dont l'ensemble va pouvoir tirer profit. Liliana est notamment celle qui a obtenu le téléviseur qu'elle a placé dans une aire commune du terrain vague de Santa Anita. Les compétences de chacun ne sont donc pas seulement exploitées à titre personnel – s'acheter des biens d'usage privé –, mais aussi pour le bénéfice du groupe dans son ensemble. Dans cette perspective, chaque jeune exerce une certaine influence dans un champ spécifique sans que celle-ci soit de caractère autoritaire :

« La réputation de l'enfant dans son réseau est fonction des compétences [...] qui lui sont reconnues. Il y a donc une hiérarchie des réputations qui est l'équivalent fonctionnel de l'organisation hiérarchisée des bandes avec un leadership centralisé. C'est en effet cette distribution différentielle des réputations qui assure l'ordre dans le réseau et non pas des relations réglées par la soumission à un chef » (Lucchini, 1999 : 9).

Les capacités de chaque jeune ont une fonction importante de protection et de survie pour le groupe, elles ne sont pas exploitées pour exercer du pouvoir ou établir des hiérarchies. Pour cette raison, les jeunes qui ne sont pas assez compétents ou expérimentés dans un domaine en particulier, bénéficient de la solidarité des autres membres et ne sont pas victimes de leur pouvoir. C'est le cas de Julio (19 ans) du groupe de Santa Anita qui ne se prête pas à la mendicité car il éprouve une « grande honte ». Accédant alors à moins de ressources que ses pairs et éprouvant plus de difficultés pour obtenir gratuitement de la nourriture, il s'associe automatiquement à d'autres membres du groupe qui vont lui procurer des aliments qu'eux mêmes se verront offrir au marché. Sa faiblesse, quant à l'exercice de la mendicité, n'a donc pas de conséquences significatives sur l'obtention de ressources nécessaires à sa subsistance dans la rue, ni d'ailleurs sur la place qu'il détient au sein du groupe.

Par ailleurs, quand bien même ce type de structure peut être perçu comme fragile lors des conflits internes ou des agressions externes, il ne l'est absolument pas : les jeunes s'unissent automatiquement face à des offenses ou attaques provenant de l'extérieur et régulent les problèmes internes en tenant compte de plusieurs critères, tels que l'âge de ceux qui se battent et le motif de la dispute (Taracena et Tavera, 1998 : 72), mais surtout,

d'après nous, la sécurité du groupe. Pour illustrer ce dernier point, prenons l'exemple d'Alejandro qui, sous l'effet de la drogue, a mis accidentellement feu à l'immeuble dans lequel le groupe de Niños Héroes logeait depuis plusieurs mois, provoquant ainsi l'évacuation de tous ses habitants et la clôture du bâtiment. Les jeunes sont brusquement restés sans refuge et ont perdu toutes les affaires qu'ils possédaient : matelas, couvertures, vêtements, fauteuils, téléviseurs, chaînes hi-fi etc. Pour assurer la sécurité du groupe à l'avenir et éviter d'autres accidents, ils ont décidé de faire en sorte qu'Alejandro s'abstienne d'y revenir (il avait disparu pendant la nuit). Enfin, lorsqu'il est réapparu, César a pris l'initiative de lui dire que sa « femme » Mayra avait été arrêtée¹⁵⁴ à la suite de son acte et que lui-même était recherché par la police. Ce mensonge leur a permis de se débarrasser temporairement d'Alejandro et de veiller à la tranquillité du groupe en évitant d'éventuels conflits¹⁵⁵. Dans le même ordre d'idées, Taracena et Tavera (1998 : 74) ont observé dans une bande de Mexico, comment les jeunes n'acceptaient pas de femmes au sein de leur groupe, car elles avaient été dans le passé la cause de nombreuses bagarres internes. Elles ont notamment observé comment une fille qui s'était intégrée pendant deux mois à un groupe, a provoqué des disputes entre différents membres avec qui elle avait entretenu des rapports sexuels. Les jeunes se sont alors vus obligés de lui demander de quitter le groupe.

Ici, ce n'est donc pas à un ou plusieurs jeunes déterminés que correspond la décision d'exclure un membre du groupe, mais bien à l'ensemble des jeunes qui font ce choix en fonction de leurs priorités. De la même manière, un membre quelconque du groupe peut prendre une décision individuellement lorsqu'elle lui semble indispensable pour le bien-être de la collectivité. À titre d'exemple, lorsque Liliana (19 ans) du groupe de Santa Anita, s'est rendu compte qu'un individu était entré dans leur terrain vague accompagné d'un membre du groupe, elle s'est renseigné sur son identité, puis, le considérant dangereux (il s'agissait d'un individu ivre d'une quarantaine d'années), lui a demandé de partir en lui

¹⁵⁴ Elle était en réalité partie dans une institution.

¹⁵⁵ Cet exemple illustre bien ce que nous disions au chapitre V (1.2) sur le fait que l'action de dénoncer un membre de la bande, ou toute autre personne, est une attitude qui est désapprouvée par les jeunes même si cette personne a transgressé une norme issue de leur propre système de valeurs. Dans le cas ci-dessus, nous remarquons que, même si Alejandro a mis en danger la sécurité des membres de sa bande – et a donc transgressé la règle qui consiste à toujours veiller sur la sécurité du groupe –, les jeunes ne le dénoncent pas ni ne révèlent aux individus externes au groupe avec qui ils entretiennent un quelconque type de relation, qui est le responsable/coupable de cet accident. Cela ne veut pas dire qu'ils le défendent, mais qu'ils désapprouvent l'attitude de dénonciation. D'ailleurs, l'un des jeunes dit à Alejandro qu'il devrait se rendre lui-même à la police, ce qui montre bien qu'il condamne fortement son comportement mais qu'il ne cherche pas à le dénoncer.

expliquant qu'il ne « pouvait pas être là ». Elle s'est alors adressée à la fille qui l'avait laissé entrer et lui a expliqué qu'il ne fallait pas accepter « n'importe qui » dans le groupe.

Par conséquent, même s'il n'existe pas un ou plusieurs jeunes qui remplissent le rôle de leader ou qui représentent une figure centrale de contrôle, les jeunes parviennent à réguler les situations de tension et d'instabilité en fonction de ce qui leur paraît essentiel pour assurer la sécurité et la pérennité du groupe. Cette structure non hiérarchisée a été analysée dans d'autres études portant sur la problématique des enfants/jeunes de la rue en contexte mexicain ou latino-américain (Taracena et Tavera, 1998 [Mexique] ; Hecht, 1998 [Brésil] ; Lutte, 1997 [Guatemala] ; Lucchini, 1993, 1996 [Brésil et Uruguay] ; entre autres). D'autres travaux en contexte africain (Lugalla et Mbwambo, 1999 [Tanzanie] ; Marguerat et Poitou, 1994 [Togo]) ou même latino-américain (De Venanzi, 2003 [Venezuela]) ont tout de même identifié des leaders au sein des groupes étudiés. Chez ces derniers, le leader est celui qui sait se battre le mieux, qui est solidaire avec les membres du groupe, qui sait voler, qui ne se laisse pas prendre par la police, en somme, qui détient des compétences plus étendues que ses pairs. Il assure également une fonction de sécurité et de guide pour le groupe et décide notamment des jeunes qui peuvent s'y insérer et de ceux qui ne le peuvent pas. L'âge, la force physique et le temps passé dans la rue sont des facteurs qui aident à devenir leader. Whyte (2002 [1943]), identifiait déjà des « meneurs » au sein des *gangs* italiens, qui occupaient une position privilégiée dans le groupe. Cette position se fondait également sur différentes compétences : capacités à maintenir le groupe uni, aptitude à bouger en société, talent dans la bagarre et habileté à argumenter (Whyte, *op. cit.*, p. 53). Les compétences sont donc, dans un cas ou dans l'autre, celles qui confèrent un certain statut aux différents membres d'une bande et une dynamique aux groupes. Chez ces groupes organisés hiérarchiquement, nous trouvons également des rites d'intégration et d'expulsion au cours desquels le ou les dirigeants exercent un contrôle absolu. Remarquons ici, en référence à l'exemple décrit plus haut, que César n'a pas choisi d'expulser Alejandro – il s'agit d'une décision qui a été prise collectivement et mise en pratique par ses soins –, et qu'Alejandro a été mis à part officieusement et non pas de manière formelle. Les rites seraient donc particuliers, selon mes propres observations et celles de différents auteurs, des bandes qui ont une hiérarchie établie. En effet, dans le cas qui nous occupe, nous ne trouvons ni des pratiques définies qui permettent aux jeunes de s'insérer dans un groupe ou de le quitter, ni de pénalités imposées. Les membres des groupes que j'ai observés à Mexico sont libres de s'incorporer dans ces derniers ou de les

quitter, de changer de groupe et/ou de retourner dans un ancien, sans avoir de comptes à rendre à personne, ce, à partir du moment où ils respectent certaines règles implicites qui permettent d'assurer la protection et la stabilité du groupe et de chacun de ses membres. Nous avons donc davantage affaire, d'après Lucchini (1996), à une structure en forme de « réseau » que de « bande ». Nous sommes d'accord avec cet auteur dans le sens où les jeunes ne sont pas soumis à une ou des autorités, mais se trouvent dans une situation de réciprocité. Toutefois, contrairement aux groupes que Lucchini a étudiés – qui ne disposent pas d'un espace fortement approprié – et aux groupes étudiés par Hecht (1998) – qui sont instables et éphémères –, les groupes que j'ai observés s'organisent pour la majorité d'entre eux autour d'un territoire et ont une durée de vie assez élevée, soit de plus de dix ans pour les groupes de Niños Héroes et de La Raza. Par ailleurs, et selon la définition de Feixa (1998 : 268), nous pourrions parler de bande dans la mesure où elle se définit principalement en fonction de son attachement à un territoire précis. Nous trouvons également quelques similitudes avec les *gangs* étudiés par l'école de Chicago, particulièrement par Thrasher (1963 [1926]) et par Whyte (2002 [1943]) qui soulignent les structures internes des groupes¹⁵⁶ en mettant en relief les éléments de solidarité morale entre les membres, la conscience de groupe et la relation à un territoire précis. Aussi, même s'il s'agit de problématiques très différentes, il nous est possible d'utiliser le terme de « bande » dans le sens de « regroupement de personnes » sans pour autant se référer à une structure précise. Par ailleurs, dans certaines publications nord-américaines, nous retrouvons la notion de *gang* qui renvoie aux groupes d'enfants/jeunes de la rue dans différents contextes (Magazine, 2003 ; McCreery, 2001). Les jeunes, eux, n'utilisent pas ce concept pour se référer au groupe dans lequel ils sont insérés, mais comme synonyme de « pairs », d'« amis », de « potes », ou à travers le concept de « *ser banda* » : être du même clan, être solidaire, etc. Ainsi, lorsqu'ils repèrent un enfant ou jeune qui semble vivre dans la rue, ils ne lui demandent pas à quelle « bande » il appartient, mais quel est son territoire de référence : « *¿ por dónde te quedas ?* » (tu restes où ? tu traînes vers où ?).

Nous venons d'analyser la structure des groupes territoriaux. Focalisons-nous à présent sur celle des groupes utilitaires. Ces derniers sont constitués par des jeunes qui s'unissent pour exercer une activité en particulier. Nous n'avons pas réalisé suffisamment

¹⁵⁶ Même si, dans le cas de F. Thrasher, la majorité de ses données n'étaient visiblement pas de première main ni issues de l'observation directe (le terme d'observation participante n'apparaît qu'à la fin des années 1930). J. Platt, « La première vague de l'école de sociologie de Chicago. Le mythe des données de première main », in D. Cefaï, *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2003, p. 139-161.

d'observations à ce sujet, mais nous pouvons identifier leur structure à partir des entretiens. Ils sont structurés d'une manière semblable – ils ne possèdent ni leaders, ni rites d'intégration – mais ne s'organisent pas autour d'un espace approprié. Ils tendent cependant à être moins stables et leurs membres plus mobiles. Taracena et Tavera (1998 : 74) affirment que lors de la constitution de sous-groupes, c'est-à-dire de groupes utilitaires, les jeunes peuvent accepter la direction provisoire de l'un d'entre eux.

Enfin, insistons sur le fait que ce n'est pas parce que les groupes territoriaux et utilitaires ne sont pas structurés selon une hiérarchie, qu'ils ne sont pas organisés du tout. De même, ce n'est pas non plus parce que la société ne leur reconnaît pas d'organisation ni d'existence structurée, qu'ils n'en ont pas une. Whyte (2002 [1943]) démontrait déjà comment la communauté italienne faisait preuve d'une organisation « différente » et non pas d'un manque d'organisation : elle paraissait désorganisée parce qu'on lui attribuait comme point de comparaison la société américaine réglée selon certaines normes. Il rejette ainsi le concept de « désorganisation sociale », propre à l'école de Chicago : « Le problème de Cornerville, ce n'est pas le manque d'organisation ; c'est le fait que son organisation sociale propre ne parvient pas à s'adapter à la structure de la société qui l'englobe » (Whyte, 2002 [1943] : 303). Dans ce même ordre d'idées, Duvignaud (1970)¹⁵⁷ affirmera quelques décennies plus tard que les faits d'anomie n'indiquent pas une absence de règles chez les sujets, mais l'adoption de règles qui ne sont ni en vigueur, ni légitimes pour la société. L'idée d'une organisation « hors normes » n'est donc pas nouvelle, mais elle est essentielle à prendre en compte. En ce qui concerne le sujet qui nous préoccupe, il est primordial de reconnaître leur capacité d'organisation à des enfants/jeunes dont les compétences sont souvent niées par les institutions d'assistance et par la société en général. Ces dernières, tout en ignorant leur besoins réels, leur attribuent une grande difficulté à adopter une vie « structurée » ainsi qu'un manque de volonté d'intégration sociale.

Il est donc important d'insister sur l'organisation dont font preuve les enfants/jeunes pour s'adapter au milieu de la rue, car elle leur permet notamment de s'intégrer « par la marge ». C'est dans ce sens que nous analyserons ultérieurement les concepts « d'intégration dans les marges » et de « socialisation marginalisée » empruntés respectivement à Taboada Léonetti (1994) et à Parazelli (2002), et que nous verrons dans quelle mesure les enfants se socialisent et s'intègrent dans la ville et dans un quartier en

¹⁵⁷ Cité par Parazelli (2002 : 138).

particulier à travers des dynamiques organisationnelles et des pratiques sociales et spatiales particulières. Comme Thrasher (1963 [1926]), qui prenait déjà ses distances par rapport aux « connotations déviationnistes et pathologiques prédominantes dans la criminologie de l'époque »¹⁵⁸ (Feixa, 1998 : 50), il est essentiel pour nous de ne pas concevoir exclusivement la problématique des enfants/jeunes de la rue d'un point de vue « normatif » :

« Ne penser les problèmes des enfants [...] vivant dans les rues de Mexico qu'en termes d'exclusion, revient à promouvoir la vision d'un individu idéal défini par son appartenance à une société normative. Favoriser par contre une compréhension plus fine et nuancée de ces enfants implique de participer à la construction d'une image sociale différente du problème » (Taracena, 1995 : 106).

Il faut prendre en compte que leurs dynamiques ne révèlent pas seulement des formes de précarité et d'exclusion, mais surtout une nécessité et une volonté de s'intégrer à travers une autre voie que celle admise et légitimée socialement, même s'il est vrai que cette analyse est d'autant plus difficile à défendre et à assumer qu'il s'agit ici d'un problème qui touche des enfants et des mineurs qui devraient faire l'objet d'une prise en charge automatique (par l'État si les parents ne sont pas en mesure de le faire) et d'une protection spéciale, d'après ce que stipule dans la Convention internationale des droits de l'enfant (1989).

1.2 La fonction du groupe

Comme nous venons de le voir, les enfants/jeunes de la rue de Mexico sont insérés dans deux groupes différents : d'un côté, dans un groupe principal à travers lequel ils s'approprient un espace, et de l'autre côté, dans un groupe secondaire qui leur fournit une structure temporaire pour exercer une activité délimitée. Nous avons déjà vu comment l'organisation de ces deux groupes est semblable en certains points ; nous verrons maintenant comment ces derniers développent également une fonction assez similaire. Pour ce faire, nous analyserons, dans un premier temps, la fonction des groupes territoriaux puis, dans un deuxième temps, celle des groupes utilitaires.

¹⁵⁸ En espagnol dans le texte (ma traduction).

Contrairement aux *gangs* ou bandes de jeunes délinquants dont nous avons parlé plus haut, la fonction des groupes territoriaux chez les enfants/jeunes de la rue est, d'après Lucchini (1996), principalement utilitaire. En effet, nous avons mentionné antérieurement comment le fait de constituer des bandes représente un moyen pour les jeunes d'obtenir une protection nécessaire à leur permanence dans la rue. L'accès à la sécurité représente d'ailleurs, pour différents auteurs (Lucchini, 1996 ; Lugalla et Mbwambo, 1999 ; Lutte, 1997), la raison principale d'adoption d'un tel mode d'organisation. La recherche de protection est dès lors sans doute à l'origine de la formation de groupes d'enfants de la rue, de même que la recherche d'identité l'est pour les *gangs* ou les bandes juvéniles¹⁵⁹ (Reguillo Cruz, 1991). Une autre fonction importante que remplit le groupe est de répondre à des besoins d'ordre matériel. Rappelons que le groupe permet de s'approprier un espace, de l'aménager et de l'investir. Par ce biais, les jeunes disposent d'un territoire qui est utilisé comme un habitat relativement stable et qui facilite un accès continu à certaines ressources, dont la plus importante est celle d'un refuge contre le froid, les intempéries et d'éventuelles agressions provenant de l'extérieur. En fonction de leur emplacement, le territoire leur offre aussi la possibilité d'accéder plus facilement à d'autres ressources indispensables comme à de l'eau, des toilettes ou des espaces où ils peuvent accomplir les gestes de leur hygiène personnelle et répondre à leurs besoins physiques. Par ailleurs, comme il a déjà été dit, disposer d'un espace propre leur permet d'entrer en possession d'objets divers qui leur sont d'une utilité tant individuelle que collective.

En dehors d'une fonction purement utilitaire, les groupes territoriaux remplissent aussi d'autres fonctions non moins importantes. Nous avons interrogé les jeunes à propos des aspects positifs qu'ils perçoivent de la bande à laquelle ils appartiennent et nous avons constaté que la majorité des aspects mentionnés dépendent de la relation qu'ils entretiennent avec les différents membres. Ainsi, la moitié des jeunes ont répondu qu'ils s'« entendent bien » avec les jeunes du groupe : « Ils me traitent bien », « Ils me respectent », « Ils ne me frappent pas », « Ils sont tranquilles », et un tiers a fait part de la solidarité qui prévaut chez eux : « Si tu as un problème, ils ne te laissent pas mourir seul », « Ils me donnent à manger »..

« Dans ce groupe, nous sommes unis. On s'assoit et on parle. Ici, je me sens bien. On est davantage des frères, qu'une bande. On se connaît depuis

¹⁵⁹ Punks, skinheads, *cholos*, taggers, *pachucos*, etc.

longtemps. Il y a quelques salauds aussi, mais on est comme des frères »
(Leonardo, 18 ans).

D'autres encore, ont mentionné les aspects ludiques du groupe et ont précisé qu'il s'agit de leur « famille ». Nous voyons ici que l'une des valeurs essentielles pour les jeunes de la rue est la solidarité qui prévaut entre les membres de leur groupe. La multitude d'expressions et de synonymes qui prédominent dans leur vocabulaire pour exprimer cette valeur, prouve son importance : « *hacer el paro* » (aider, prêter de l'argent, faire quelque chose pour quelqu'un), « *carnal* » (frère de sang, ami), « *valedor* », « *cuate* » (ami), « *mocharse* » (partager), « *ser banda* », « *ser la bandota* » (être de son sang, être solidaire, appartenir au même quartier ou à un groupe d'amis). Cette valeur s'oppose à la conduite qu'ils répriment le plus, celle de dénoncer un ami, de le trahir, mais aussi d'être individualiste et égoïste. Cette conduite se retrouve également dans différentes expressions utilisées quotidiennement : « *ser chiva* » (moucharder, cafeter), « *pasarse de lanza* », « *mancharse* », « *ser abusivo* » (abuser, abuser de la confiance), « *ser ojete* », « *ser gandalla* », « *ser culero* » (être prépondérant, être un mauvais ami, ne pas avoir de considération pour les autres). L'approbation et le respect de cette valeur, facilitent l'adaptation des jeunes dans la rue et leur garantissent une protection nécessaire à leur bien-être.

Un autre aspect positif des groupes qui a été cité par les jeunes est le divertissement qu'ils y connaissent. Nous consacrons toute une partie du chapitre suivant à décrire la relation qu'entretiennent les jeunes avec leur groupe de pairs ainsi que les aspects ludiques de la rue, aussi nous ne nous attarderons pas ici à en faire l'analyse. Précisons seulement que l'identification et l'étude de la fonction récréative du groupe et de la rue, favorisent la compréhension de leur relation à cet espace et nous aident à comprendre pourquoi la rue représente pour beaucoup de jeunes une référence positive.

À la suite de ce que nous venons de dire, et en nous appuyant sur les observations de terrain et sur différentes études, nous pouvons affirmer que les groupes territoriaux ne sont pas dépourvus d'une fonction identitaire, même si celle-ci ne constitue pas une raison justifiant leur création. Comme le précise Lutte (1997 : 181) « La bande est la seule organisation sociale dans laquelle les filles et les garçons des rues se reconnaissent », elle constitue leur groupe de référence et c'est autour de celle-ci qu'ils se créent progressivement une identité propre aux jeunes de la rue, mais surtout au groupe et au

territoire auquel ils appartiennent, ce qui pourrait justifier, d'une certaine manière, qu'ils se reconnaissent ou se dénomment par rapport au nom du quartier ou de la zone dans laquelle ils sont ancrés.

Dès lors, le groupe assure aussi une fonction socialisante et identitaire. Le milieu de la rue et la bande fournissent à ces jeunes une structure qui remplace la famille et l'école comme instances de socialisation. Le groupe de pairs, perçu initialement comme un agent de socialisation secondaire, devient ici un agent central de socialisation. Taracena et Tavera (1998 : 85) voient d'ailleurs le groupe comme un substitut familial et Lutte (1997 : 180) lui attribue un rôle « pédagogique ». Ainsi, les jeunes se reproduisent socialement à l'intérieur d'un espace et à travers leur organisation en bandes. Leurs modes d'organisation les conduisent à l'élaboration et à l'établissement de règles – plus ou moins explicites –, de conduites et de langages, c'est-à-dire au développement d'un système relationnel propre aux enfants/jeunes de la rue, en général, et à leur groupe de pairs, en particulier. Dans ce sens, ils témoignent davantage d'un processus d'inscription sociale « par la marge », que d'un phénomène exclusif de déviance et d'exclusion.



Enfin, une partie des jeunes qui font l'objet de notre étude sont également insérés dans des groupes utilitaires. Ces derniers représentent principalement un support pour réaliser des activités multiples. Il peut s'agir de sous-groupes constitués par des membres du groupe territorial d'appartenance ou par des membres d'autres bandes de jeunes de la rue. Dans le premier cas, j'ai observé comment certains jeunes de la zone de Niños Héroes se regroupent pour voler ou exercer la « manche agressive ». Dans le deuxième cas, qui a été bien plus difficile pour moi à observer, il est question de jeunes qui s'unissent à des membres provenant de groupes territoriaux différents des leurs, avec lesquels ils ont établi un contact à un moment ou à un autre de leur « parcours » dans la rue. De manière générale, ils se sont connus parce qu'ils ont vécu dans une même institution d'assistance ou ont appartenu au même groupe territorial. Ils maintiennent alors une relation plus ou moins régulière, résultant d'intérêts ou d'affinités réciproques. Ainsi, 69% des jeunes disent fréquenter des membres d'autres zones pour des motifs divers : principalement pour se divertir et se droguer (80%), mais aussi pour mendier, manger, voler et acheter ou vendre de la drogue (rappelons que près de la moitié des jeunes qui disent se réunir pour voler, le font avec des jeunes d'un autre groupe territorial). À titre d'exemple, certains jeunes de la zone de José Martí se réunissent pendant la nuit pour voler avec des membres

du groupe de Salto del Agua. Par ailleurs, certains jeunes de ce groupe qui se consacrent régulièrement à la prostitution, ont développé des réseaux de relations avec des membres du groupe de Zarco. Il est possible qu'ils se soient rencontrés au cours de l'exercice de la prostitution, dans le parc Alameda notamment, qu'ils disent tous fréquenter. Quant à plusieurs jeunes des groupes d'Excelsior, Plaza del Estudiante et Barranca del Muerto, ils se déplacent pendant la journée dans des groupes voisins situés dans des zones de commerce ambulant, pour se procurer à manger auprès des commerçants.

Un aspect ressort lorsque nous cernons de plus près la question des groupes utilitaires : il existe certains groupes territoriaux dans lesquels la quasi-totalité des membres sont intégrés dans des groupes utilitaires, alors que dans d'autres groupes, la proportion entre ceux qui sont insérés dans des sous-groupes et ceux qui ne le sont pas paraît être bien plus équilibrée. Dans le second cas, nous remarquons qu'il s'agit de groupes territoriaux qui existent depuis plus de dix ans (Niños Héroes, La Raza et Zarco), alors que les autres existent depuis quelques années seulement ou sont des groupes très instables : soit ils ont dû changer de territoire à plusieurs reprises, soit leurs membres sont très mobiles¹⁶⁰. Il se peut alors, que plus un individu s'ancre dans un territoire en particulier, et plus la durée de vie de chaque membre au sein de ce territoire est grande, moins cet individu a de chances de fréquenter d'autres groupes de jeunes car plus il s'intègre dans un quartier en particulier. Nous pourrions penser ici que c'est peut-être parce qu'il s'agit de groupes plus isolés que d'autres : les groupes d'Excelsior, José Martí et Zarco¹⁶¹ sont géographiquement très proches les uns des autres, alors que ceux de Niños Héroes et de La Raza, par exemple, ne sont proches d'aucun groupe. Cependant, les membres de Santa Anita qui sont aussi très isolés de par leur situation géographique, entretiennent pour la majorité d'entre eux des relations avec d'autres groupes. Par ailleurs, nous remarquons que la majorité des groupes avec lesquels les jeunes sont en relation sont situés dans des quartiers géographiquement très éloignés. De plus, les membres d'un même groupe n'interagissent pas tous avec d'autres membres issus d'un même groupe, mais avec ceux de groupes différents. Il ne s'agit donc pas seulement de réseaux de relations collectifs, mais aussi individuels : ils dépendent du parcours de vie de chacun. Notre hypothèse se vérifie donc : les membres des groupes les plus stables et qui ont une durée de vie plus élevée que les autres, fréquentent

¹⁶⁰ Précisons ici que les groupes de Buenavista et de Santa Anita ont changé de lieu de vie ou ont brusquement disparu quelques semaines après la fin de mon travail de terrain.

¹⁶¹ Cf. figure n°3.

moins les membres d'autres groupes, car leurs stratégies de subsistance et leur réseaux de relations se fondent principalement sur le quartier.

Enfin, rappelons que la majorité des jeunes se réunissent avec d'autres groupes dans un objectif de divertissement et comme « passe-temps ». Par conséquent, même si les groupes territoriaux revêtent une fonction identitaire importante, les groupes utilitaires n'en sont pas dépourvus pour autant.

1.3 Les jeunes non insérés dans un groupe

Nous venons de voir comment le groupe fournit une structure aux enfants/jeunes qui leur permet notamment d'acquérir plus de sécurité, d'accéder plus facilement à certaines ressources, d'entrer en possession d'objets divers ainsi que de les conserver, de se créer une identité relative au groupe de référence et enfin, de développer des relations avec d'autres acteurs de la ville et de s'intégrer dans un quartier.

Cependant, même si l'insertion dans une bande paraît essentielle pour vivre dans la rue, certains jeunes ne s'y intègrent pas, ce qui implique un autre mode d'organisation qui les conduit à l'élaboration de stratégies de subsistance différentes. Comme nous le disions auparavant, l'isolement du jeune représente généralement une étape transitoire ; néanmoins, nous avons repéré certains sujets pour qui elle s'est révélée permanente. En effet, nous disposons de témoignages de jeunes vivant en institution, qui ont toujours vécu seuls dans la rue. Nous les identifierons et saisirons pourquoi, à la différence des autres, ils ne se sont jamais insérés dans un groupe.

Nous pouvons dès à présent formuler une remarque principale autour de l'échantillon d'individus qui vivaient dans une institution au moment de l'enquête : il s'agit de jeunes qui ont vécu relativement peu de temps dans la rue – de quelques semaines à quelques mois – et qui se sont rapidement incorporés dans une institution. Deux observations découlent de cette remarque : le mode de vie en solitaire est incompatible avec la vie dans la rue à long terme, et à l'inverse, on ne perdure dans cet espace qu'à travers l'adhésion à un groupe. Il nous paraît donc essentiel d'insister sur l'importance du groupe et sur sa dimension « intégratrice » dans les dynamiques de la rue.

Distinguons les spécificités propres aux jeunes qui ont vécu dans la rue à l'écart d'un groupe. Avant toute chose, il s'agit de sujets qui se trouvent davantage démunis face à leur

environnement et tout particulièrement en difficulté pour trouver des espaces où dormir la nuit. Ils se déplacent alors généralement d'un point vers l'autre, à la recherche d'un lieu qui réponde à leurs attentes et dans lequel ils se trouvent en sécurité.

« Les premiers jours je suis resté dans une foire, puis dans un cirque. Je suis resté dans un bar, je suis resté sous les palmiers, dans d'autres endroits, dans la rue, sur Gustavo Madero¹⁶² » (Oscar, 17 ans).

Contrairement aux jeunes qui dépendent d'une bande, ceux qui sont seuls doivent élaborer continuellement des stratégies de subsistance qui leur permettent d'exploiter et de tirer un maximum de profit de leur environnement et de ses ressources. Les premiers réussissent à mettre en place certaines routines qui leur facilitent un accès plus ou moins continu à ces ressources, alors que les seconds sont contraints de chercher quotidiennement les moyens pour y accéder. Nous remarquons que c'est également vrai, à un degré moindre cependant, pour les jeunes qui sont insérés dans un groupe mais qui ne disposent pas d'un territoire. En somme, le groupe et l'appropriation d'un espace leur fournissent une structure et une organisation solides à partir desquelles ils établissent et entretiennent certaines dynamiques qui ne correspondent plus seulement, selon nous, à de la survie pure.

Ainsi, l'absence d'un groupe de référence génère chez les sujets une certaine incertitude quant à la manière dont ils obtiendront chaque jour les ressources nécessaires à leur survie, et les place par conséquent dans une situation d'instabilité permanente. Dans de telles circonstances, ils font l'objet d'une grande vulnérabilité et vont chercher des alternatives à cette situation. Pour cette raison, nous voyons comment ces jeunes s'insèrent rapidement dans une institution et comment ils ont une probabilité plus élevée de s'y stabiliser. En effet, leur situation dans la rue les empêche d'établir une relation positive vis-à-vis de celle-ci. Elle ne leur permet pas non plus de développer une identité d'enfant de la rue.

Pour les jeunes qui vivent seuls, la rue représente davantage une référence négative que positive. C'est le cas également pour des jeunes insérés dans un groupe mais qui ne vivent pas positivement leur appartenance. Par conséquent, nous identifierons ultérieurement les conditions dans lesquelles les jeunes développent une relation positive à la rue, et analyserons de plus près leur rapport avec le groupe et avec leur milieu, pour comprendre

¹⁶² Avenue.

finalement pourquoi certains restent dans cet espace et l'adoptent comme mode de vie à plus ou moins long terme tandis que d'autres, au contraire, le quittent définitivement.

2 LE RAPPORT A L'ESPACE

Nous intéressant tout particulièrement aux jeunes insérés dans un groupe, nous analyserons leur relation à l'espace ainsi que les différentes fonctions qu'ils lui attribuent, à travers des exemples précis des formes d'investissement, d'appropriation et d'exploitation des aires publiques. Nous verrons alors comment son utilisation représente un aspect fondamental de leur vie dans la rue, qui explique en partie pourquoi leur rapport à celle-ci est davantage positif que négatif.

2.1 Évaluer un espace

Contrairement aux SDF en France qui, d'après Rouay-Lambert (2004 : 35), considèrent moins les aspects fonctionnels d'un lieu que les relations sociales qui peuvent s'y tisser¹⁶³, les enfants et les jeunes de la rue de Mexico évaluent un espace de vie potentiel en fonction de trois éléments principaux : ses ressources matérielles, sa sécurité et sa rentabilité.

Le premier de ces éléments englobe toute une série d'aspects pratiques de la vie quotidienne, dont sont automatiquement privées les personnes qui ne possèdent pas de logement. Ainsi, Wako (2003 : 143) dans une étude sur les SDF au Japon, a observé comment ces derniers choisissent de s'installer dans certains parcs de la ville d'Osaka en fonction de la proximité de toilettes, d'eau courante et d'éclairage des routes. Pessanha Neves (2004) identifie quant à elle comment des populations sans-abri de Rio de Janeiro s'installent dans des espaces qui leur fournissent un refuge : « espaces protégés par des marquises, les viaducs, les maisons à l'abandon ou en ruines, les cabines téléphoniques » etc. (p. 53). Nous entendrons donc par ressources matérielles, non pas seulement des éléments divers du mobilier urbain que les jeunes prennent en compte au moment de s'installer dans un espace, mais aussi la morphologie dudit espace. Ainsi, il importe que le lieu convoité offre un refuge contre les intempéries (un pont, un tunnel), qu'il dispose d'une source d'eau proche (une fontaine, un dépôt d'eau), ou qu'il soit équipé de toilettes publiques ou du moins d'un endroit isolé pour uriner et déféquer. Ainsi, nous remarquons comment la majorité des groupes étudiés sont installés dans des endroits qui leur offrent un

¹⁶³ Pour cet auteur, l'important chez les SDF n'est pas le lieu en soi, mais le fait d'y être toléré.

refuge contre le froid et la pluie : dans des immeubles abandonnés (Niños Héroes), dans les égouts (Indios Verdes, Mariano Escobedo), dans le métro (Guerrero, Cuauhtémoc), sous les ponts (Boulevard Puerto Aéreo), dans des fontaines (Mariano Escobedo), dans des passages souterrains (Pino Suárez), etc.¹⁶⁴

Lorsqu'un espace ne répond pas totalement aux attentes des jeunes, mais que ces derniers décident tout de même de s'y installer, ils vont développer des stratégies leur permettant d'établir un équilibre entre l'absence de ressources et la satisfaction de leurs besoins. Lorsque les membres du groupe de Niños Héroes ont perdu l'immeuble dans lequel ils s'étaient établis, ils ont cherché un espace de vie dans l'urgence et se sont installés dans un parc, puis quelques semaines plus tard, sur un trottoir. Alors que dans l'immeuble, ils disposaient de toilettes, dans ces nouveaux espaces situés à la vue de tout le monde, ils ont dû recourir à des alternatives. Il leur fallait trouver le moyen de faire leurs besoins à l'abri des regards. C'est ainsi qu'il est possible d'observer comment différents jeunes défèquent d'une manière particulière : ils prennent un seau destiné à cet effet, s'enveloppent dans une couverture assez grande et longue pour se couvrir jusqu'aux pieds et s'assoient sur celui-ci en prenant bien soin que personne ne puisse se douter de ce qu'ils sont en train de faire. De l'extérieur, on n'aperçoit qu'une personne assise entourée d'une couverture. Néanmoins, nous avons observé deux jeunes qui, semblant avoir perdu toute pudeur, ne cherchaient pas à se cacher du regard des passants : une fille du groupe de Niños Héroes qui a uriné sur le trottoir en plein jour et un garçon de La Raza qui a fait sa toilette personnelle entièrement nu dans le parc où il habitait¹⁶⁵. À force d'avoir à partager leur intimité, non seulement avec les membres du groupe, mais aussi avec les passants, certains jeunes perdent tout sens de la pudeur. Comme le révèle Zeneidi-Henry (2002 : 207) avec l'exemple des SDF : « Les espaces publics se posent comme des espaces non habitables, interdisant par principe le privatif. Or la marginalité des SDF repousse les limites usuelles, en transformant les espaces publics en enveloppes corporelles, en convoquant l'intimité de tous les jours hors des murs ».

Un autre élément évalué au moment de choisir un espace de vie satisfaisant est la protection qu'ils peuvent en obtenir. En effet, les jeunes étant exposés à des agressions provenant de populations diverses, l'espace doit leur offrir une certaine sécurité, tant matérielle – des égouts, un mur, un grillage, une rue éclairée pendant la nuit –, que

¹⁶⁴ Cf. index photographique en annexes.

¹⁶⁵ Cf. index photographique en annexes, cliché n°62, jeune en arrière plan.

symbolique – la présence d'une institution d'assistance, celle d'agents de sécurité avec qui ils peuvent négocier leur tranquillité, etc. Les « squats »¹⁶⁶ sont les espaces qui semblent réunir aussi bien des éléments matériels indispensables, qu'une plus grande sécurité. En effet, lorsqu'on demande aux membres de Niños Héroes quels sont les espaces qu'ils préfèrent parmi tous ceux qu'ils se sont appropriés, ils répondent sans hésiter les immeubles abandonnés.

« L'immeuble [était mieux], parce qu'on n'avait pas froid et on avait la télé et tout ça et ici on a rien, que des couvertures. C'était mieux, personne ne venait pour nous frapper [...]. Tu pouvais prendre une douche, tu pouvais laver ce que tu voulais » (Francisco, 17 ans).

« Dans l'immeuble, c'était mieux parce que personne te faisait chier, j'avais ma chambre, mon petit fauteuil, mon lit et une télé. C'était mieux [...]. J'aimais aussi big brother¹⁶⁷ parce que c'était un peu pareil comme dans l'immeuble, c'était comme une maison abandonnée, il y avait de la lumière, de l'eau » (Carlos "Chino", 18 ans).

Ainsi, pour se préserver d'autrui, les jeunes apprennent à louvoyer entre visibilité et invisibilité, à être vus et reconnus, ou passer inaperçus. En fonction de l'espace approprié, la stratégie adoptée est différente : alors que les jeunes qui ont choisi les égouts ou un « squat » comme lieu de vie jouent de leur invisibilité pour être tranquilles, ceux qui occupent les parcs sont obligés d'accentuer leur présence pour accéder à une certaine sécurité¹⁶⁸. Pour ces derniers, plus ils réussissent à légitimer leur présence à travers leur relation durable à un même espace, moins ils ont d'ennuis avec les agents de police, par exemple. Dans certains contextes où les jeunes sont établis depuis plusieurs années sur le même territoire, les policiers peuvent même représenter un allié contre des agressions externes. De la même manière, les groupes qui sont installés à proximité d'une institution d'assistance bénéficient d'une protection symbolique : l'institution *Casa Alianza* disposant d'un programme de soutien légal aux mineurs victimes de sévices, luttant directement contre l'impunité de ceux qui violent les droits des enfants et ayant élevé la voix à

¹⁶⁶ Il s'agit de squats à proprement parler, mais nous mettons ce mot entre guillemets parce que les jeunes n'utilisent pas ce mot pour se référer aux immeubles ou bâtiments abandonnés qu'ils occupent ou ont occupé.

¹⁶⁷ Nom donné à un squat.

¹⁶⁸ Cf. stratégie de « contrôle de visibilité », ch. IV, 2.2.

plusieurs reprises à la suite d'expulsions violentes de mineurs par des agents de police, joue directement et indirectement un rôle protecteur envers les jeunes de la rue et tout particulièrement envers les membres du groupe de Zarco, situés à une rue de l'institution.

Enfin, les jeunes choisissent aussi un espace en fonction de sa rentabilité. Celle-ci est mesurée en termes monétaires et de subsistance, et concerne moins l'espace délimité que les jeunes choisissent pour vivre, que le quartier dans lequel ledit espace s'insère. Par conséquent, les jeunes valorisent les endroits à l'écart, mais inscrits dans des zones où ils peuvent exercer des activités multiples et variées en en retirant un maximum de profit : s'ils s'efforcent de trouver des endroits à l'abri des regards, l'objectif n'est pas de s'isoler du reste de la population et de limiter les contacts avec celle-ci, mais bien d'acquérir un certain degré de sécurité, de protection et d'intimité. Ainsi, les groupes de Boulevard Puerto Aereo, Pino Suárez et Mariano Escobedo bénéficient d'espaces de vie qui leur offrent simultanément une sécurité élevée et un accès important à des ressources.

- Le premier est situé au croisement de deux avenues au trafic très élevé et dans une zone importante de commerce formel et informel où sont notamment implantés plusieurs hypermarchés et grands magasins.

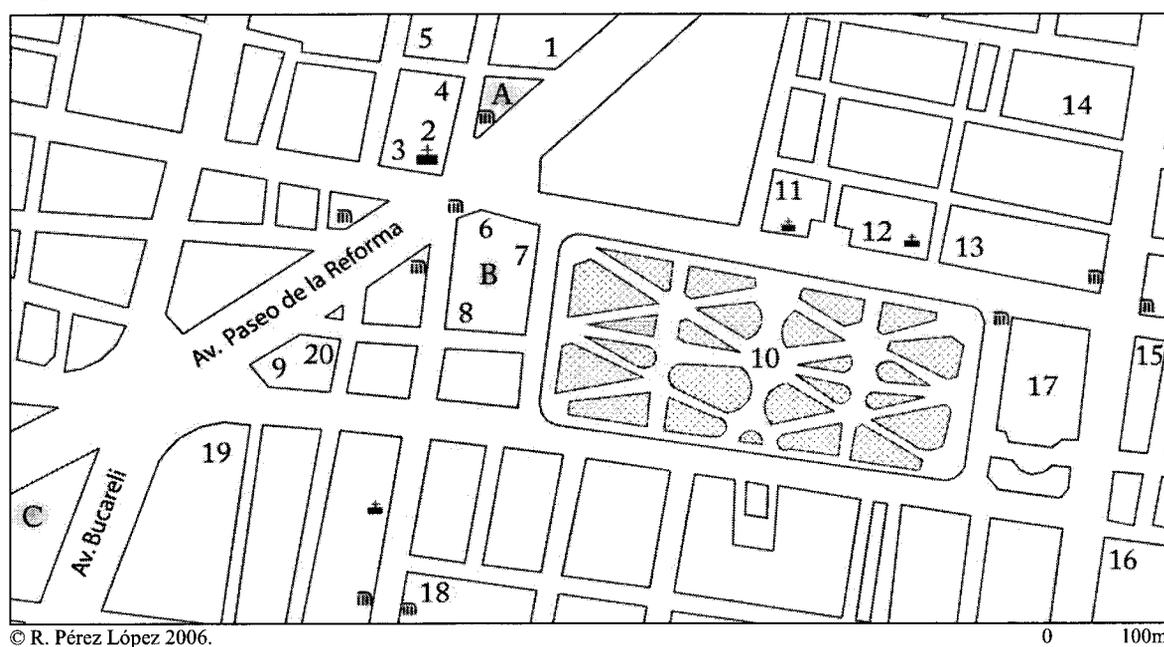
- Le deuxième s'est établi dans une zone de commerce de standing et en plein centre-ville.

- Le troisième est placé dans un quartier d'affaires où se trouvent de nombreux services destinés aux employés : restaurants, banques, commerces divers, etc.

Il s'agit donc de lieux avec une forte densité de passage dans lesquels les jeunes peuvent tirer profit de différents éléments et personnes. Cependant, il n'est pas aisé de trouver des espaces de vie qui regroupent ces deux caractéristiques à la fois, et les jeunes doivent la plupart du temps opter pour l'une ou pour l'autre. Le groupe de Zarco est situé à un point clef du centre-ville : sur l'avenue Reforma, en face du parc Alameda, près de plusieurs musées et pas très loin de monuments de la ville – le Palais des Beaux Arts, la Tour latino-américaine, le bâtiment de la Loterie nationale, l'Office national de la poste. Il est également entouré de cinémas et d'hôtels touristiques et se situe en face de l'Église de Saint-Hippolyte qui est quotidiennement visitée par les nombreux fidèles de Saint Jude Thaddée. Il s'agit d'un espace très fréquenté où se concentrent d'importantes ressources pouvant être exploitées par les jeunes. Ils sont donc privilégiés quant à l'emplacement de

leur espace de vie, mais plutôt défavorisés quant aux caractéristiques de ce dernier : ils se trouvent dans un coin de la place où ils ont réussi tant bien que mal à construire une tente sous laquelle ils peuvent s'abriter¹⁶⁹. La tente, de petite taille, ne parvient toutefois pas à héberger tous les membres du groupe : certains dorment à l'extérieur, sur des matelas placés à côté du mur d'un stationnement. Situés il y a quelques années à l'intérieur d'une fontaine (en 2001), ils ont été expulsés de celle-ci pour cause de travaux. Alors que cet espace leur offrait une grande intimité, celui dont ils disposent désormais les contraint à exhiber leurs pratiques quotidiennes. Il en va de même pour les autres groupes qui sont situés en plein centre-ville. Celui d'Excelsior, de José Martí et de Salto del Agua, établis sur un trottoir, et ceux de Plaza del Estudiante, Plaza Talavera et La Soledad, installés sur une place : ils bénéficient d'une très bonne situation, mais leur espace de vie est très précaire.

Figure 3. Carte du quartier du groupe de Zarco, José Martí et Excelsior.

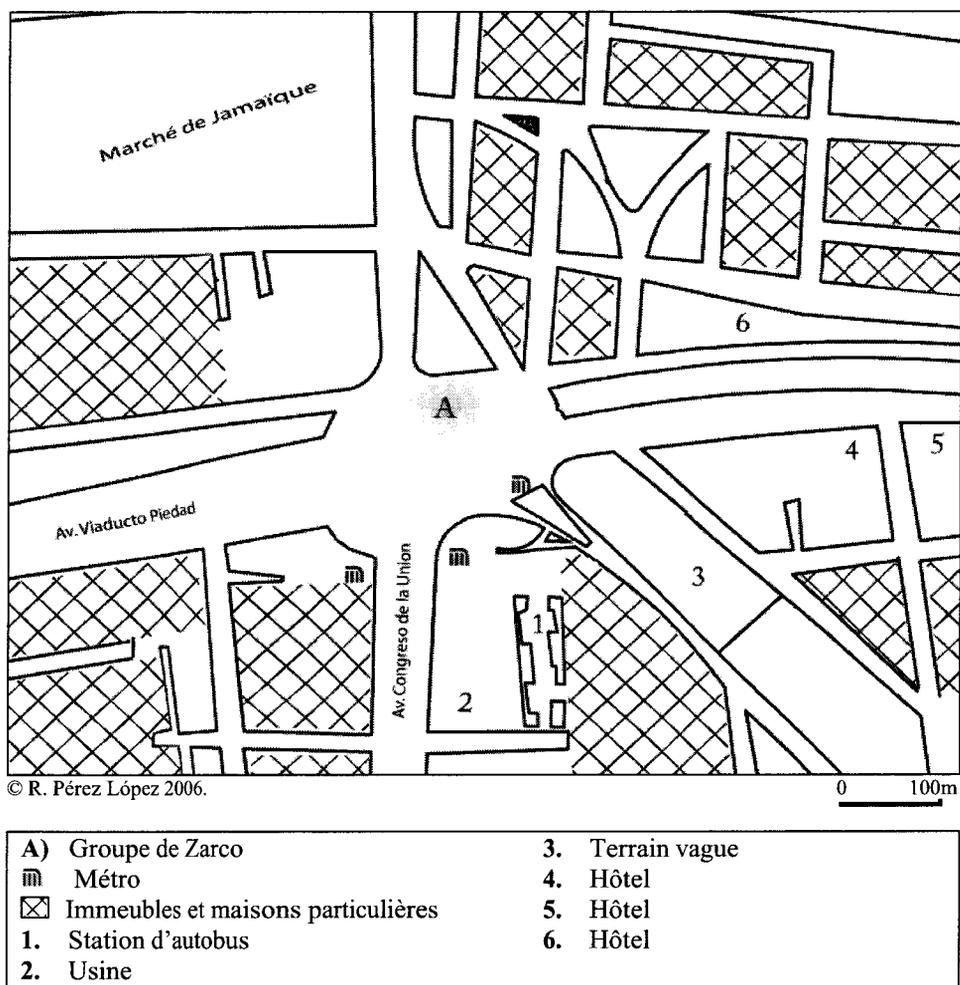


A) Groupe de Zarco	5. Bibliothèque	14. Théâtre
B) Groupe de José Martí	6. Musée	15. Office National de la Poste
C) Groupe de Excelsior	7. Musée	16. Tour Latino-américaine
■ Église	8. Musée	17. Palais des Beaux-Arts
▣ Métro	9. Loterie Nationale	18. Théâtre
1. Institution Casa Alianza	10. Parc Alameda	19. Cinéma
2. Église de St-Hippolyte	11. Musée	20. Cinéma
3. Hôpital	12. Musée	
4. École	13. Théâtre	

¹⁶⁹ Cf. index photographique en annexes, cliché n°35.

À l'inverse, le groupe de Santa Anita dispose d'un immense terrain vague protégé par une clôture qui l'entoure de tous côtés. Il s'agit de l'un des espaces les plus isolés et inaccessibles : il se trouve sur un rond-point, entre deux voies rapides. Il est dénué de fonction apparente et ne représente pas un lieu de passage pour les piétons. Cet emplacement exceptionnel a permis aux jeunes d'investir et d'aménager intensément leur territoire. Cependant, ce dernier est établi dans un quartier d'habitations dont sont absents les commerçants informels, les bureaux, les hôpitaux ou encore les établissements publics, contrairement au quartier où est implanté le groupe de Niños Héroe. Les jeunes sont alors limités quant aux activités à exercer pour obtenir des gains. Ils focalisent leurs stratégies de subsistance autour de l'une des rares ressources pouvant être exploitées : le marché de Santa Anita qui se trouve à quelques minutes de leur lieu de vie.

Figure 4. Carte du quartier du groupe de Santa Anita.



De même, les membres de la bande d'Indios Verdes sont implantés dans un parc entouré d'une grille qui interdit l'accès à toute personne qui n'appartient pas au groupe, mais le quartier les limite quant à la pratique d'activités lucratives diverses.

Ainsi, les jeunes choisissent un espace en fonction du bénéfice qu'ils pensent pouvoir en tirer, ce qui représente, comme l'affirme Madoeuf (1995 : 161), une compétence non négligeable : « L'espace se décompose en territoires, en places fixes ou en parcours d'inégal profit. L'espace a une valeur ; en prendre conscience, savoir l'apprécier et l'exploiter est aussi un élément de compétence ». Néanmoins, à défaut de pouvoir bénéficier simultanément des aspects positifs d'un quartier et de ceux d'un lieu de vie délimité, ils font un choix en fonction de leurs priorités et s'adaptent le mieux possible à leur environnement en essayant de pallier ses carences.

Voyons à présent de façon concrète, à partir d'extraits d'entretiens et en nous appuyant sur les notes de terrain, comment les jeunes repèrent un espace et prennent la décision d'y rester. Tout d'abord, nous remarquons qu'ils ne semblent chercher un nouveau lieu que lorsqu'ils sont expulsés d'un territoire ou à la suite de problèmes ou de complications dans celui-ci. Nous n'avons pas de témoignages de jeunes qui auraient cherché un nouvel espace parce que celui dans lequel ils vivaient ne leur convenait plus. Nous pouvons en déduire, que lorsque le groupe décide de s'installer à un endroit, il fait en sorte de l'accommoder en fonction de ses attentes et de s'y ajuster au mieux afin qu'il lui procure la plus grande satisfaction possible. Somme toute, les modes d'adaptation à l'espace sont aussi importants que les caractéristiques intrinsèques de ces derniers : un espace qui regrouperait une majorité d'éléments convoités, mais qui souffrirait d'un manque d'investissement et/ou d'engagement de la part des jeunes, pourrait s'avérer inapproprié pour ces derniers.

Le parc qui a été investi par le groupe de Niños Héroes lors de la fermeture de l'immeuble qu'ils occupaient, ne répondait que faiblement aux attentes des jeunes : il possédait bien une source d'eau et d'électricité ainsi que des toilettes à proximité, mais ne proposait pas le moindre abri pour s'y réfugier. Cependant, les jeunes ont rapidement construit plusieurs tentes, transformant ainsi cet espace en un lieu plus « accueillant ». Il en va de même pour les membres du groupe de Santa Anita qui ont choisi de s'installer dans un espace qui, au départ, leur semblait inhospitalier. Remarquons tout de même que s'ils sont tous d'accord pour affirmer que l'espace était très dégradé et repoussant au moment de leur installation, les versions à propos de leur découverte du terrain vague sont disparates. Alors que Miguel, 21 ans, affirme qu'ils ont été expulsés de leur ancien lieu de vie un jour d'intempérie et qu'en cherchant un endroit où se réfugier ils ont trouvé le terrain vague, les versions de Leonardo et d'Esteban sont sensiblement différentes :

« On restait sur une rampe et puis nous avons été délogés parce qu'on a fait des conneries, pour fumer de la marihuana, pour l'hygiène et pour tout ça...Et on est venus ici...Les autres ne voulaient pas, ils voulaient aller dans un autre endroit avec leurs sacs et alors je leur ai dit : "Moi je vais dans ce terrain vague", et alors ils ont dit : "Eh bien si lui y va, allons voir". Tout était dans un état désolant, la pièce que j'ai maintenant était en ruines, un matelas brûlé, affreux, [...] il y avait des pierres, des boîtes de conserve, un vrai bordel » (Leonardo, 18 ans).

« Une fois, on est descendus de la rampe et nous sommes passés par le pont. On allait au marché et alors on a vu que c'était ouvert ici. Un mec est entré pour pisser et alors il a vu comment c'était, tout noir, toutes les pièces, c'était macabre [...]. Il n'y avait pas de lumière...Et puis nous sommes restés ici » (Esteban, 18 ans).

Même s'il n'est pas aisé de rétablir des événements à partir des témoignages des jeunes – les narrations sont imprécises et ne coïncident pas toujours les unes avec les autres – nous pouvons trouver certains éléments qui concordent. Alors que les récits sur la découverte du terrain vague sont équivoques, leurs descriptions de celui-ci concordent parfaitement. Les souvenirs intacts sont vraisemblablement ceux qui sont imprégnés d'une signification particulière pour les jeunes et concrètement, dans le cas ci-dessus, ceux qui sont liés à l'exploration d'un espace qui ne représentait rien pour eux au début mais qui est devenu, au fil du temps, leur lieu de référence et d'appartenance par excellence. Quoi qu'il en soit, l'installation dans un espace en particulier est la plupart du temps réalisée dans l'urgence plus qu'elle n'est le produit d'une recherche active. Il ne serait donc pas juste d'affirmer qu'elle est le fruit d'une forte rationalisation qui consisterait à évaluer chaque espace et à le mettre à l'épreuve : l'identification d'un lieu qu'on va s'approprier et son évaluation consistent principalement à s'assurer qu'il dispose d'un minimum d'éléments, lesquels varient en fonction des priorités de chaque groupe.

2.2 S'approprier un espace

Lorsque les jeunes évaluent un espace et décident de s'y installer, ils vont progressivement modifier sa morphologie afin d'en tirer profit tout en l'adaptant à leur mode de vie. L'inscription matérielle du groupe dans un espace en particulier, entraîne son

appropriation. Cette notion d'appropriation transmet deux idées principales : « D'une part, celle d'adaptation de quelque chose à un usage défini ou à une destination précise ; d'autre part, celle, qui découle de la première, d'action visant à rendre propre quelque chose » (Serfaty-Garzon, 2003 : 27). Ici, il ne s'agit donc pas d'occuper un espace temporairement – comme peut le faire par exemple le passant qui s'assied sur un banc pendant un temps limité – mais de l'investir et de le marquer dans la durée par sa présence. C'est ainsi que les jeunes vont construire de véritables campements en improvisant des habitations à l'aide de couvertures, de plastiques et de cordes offerts, trouvés par hasard ou cherchés dans les décharges de la ville. Francisco, du groupe de Niños Héroes, restitue en quelques mots comment lui et ses pairs ont érigé une tente dans l'urgence, quelques heures après l'incendie de l'immeuble qui les abritait :

« On avait une bâche, on nous l'a offerte dans le marché. On a fait une petite maison comme ça, avec des bâtons. On avait quelques couvertures et un matelas » (Francisco, 17 ans).

Pour sa part, Esteban du groupe de Santa Anita, décrit la manière selon laquelle les membres de sa bande ont investi leur espace et comment il s'est lui-même aménagé une chambre qu'il partage avec sa petite amie Gloria :

« Eh bien avant, il y avait ici plein de bâches. Toutes ces bâches étaient bien sales mais sales, super noires, et on les a lavées un jour et alors toute la bande a commencé à se faire ses chambres, chacun pour soi. Eux sont arrivés avant moi, Leonardo, Alejandra... Et le matelas, je l'ai trouvé dans la poubelle, les couvertures, le miroir...Celles-ci [des couvertures], "Macareno" [Miguel] me les a offertes. Le fauteuil je l'ai eu de la poubelle et les peluches sont un cadeau que Yolia [institution caritative] a fait à Gloria » (Esteban, 18 ans).

De par sa situation d'isolement, l'espace de Santa Anita se prête à un investissement et à un aménagement importants sans répercussions sur les populations environnantes ou les passants. C'est pour cette raison qu'il a atteint un degré d'appropriation si élevé : non seulement parce que les jeunes ont bouleversé sa physionomie en y construisant plusieurs tentes et en y installant des fauteuils, tables, matelas et autres acquisitions, mais aussi parce

qu'il a été l'objet d'une privatisation dans le sens où les membres du groupe sont les seuls à le fréquenter et/ou à y passer. Nous verrons plus loin comment cette forte appropriation leur a permis d'organiser leur lieu de vie à la manière d'un espace domestique.

Nous observons toutefois plusieurs groupes dont les espaces font l'objet d'un faible degré d'appropriation. Il s'agit, pour la majorité, de bandes réduites à cinq membres ou moins, ou qui ont choisi le trottoir comme lieu d'occupation. Ainsi par exemple, les membres des bandes de Bondonjito, Buenavista, Salto del Agua et Excelsior n'ont pas modifié l'aspect de l'espace dans lequel ils se sont installés, mais y ont juste placé un minimum d'objets personnels qui leur permettent de s'abriter du froid pendant la nuit et de dormir avec un minimum de confort. Ce faible aménagement les empêche notamment d'accéder à une forte territorialisation de leur espace et à son usage exclusif. En nous basant sur la définition de Serfaty-Garzon (2003), nous pouvons créer une échelle de degré d'appropriation idéale-typique dans laquelle une appropriation forte correspond aux espaces ayant subi une adaptation à un usage défini par les jeunes et à une possession exclusive par ses derniers, et inversement, une appropriation faible concerne les espaces qui ont fait l'objet d'une transformation ne répondant pas à un objectif préétabli par les jeunes ni à leurs besoins, et qui sont partagés avec d'autres usagers.

Les jeunes ne s'approprient pas seulement des espaces publics mais aussi, quoique dans une moindre mesure, des espaces privés. C'est le cas des membres du groupe de Niños Héroes qui ont envahi ce type de lieux à deux reprises (en onze ans)¹⁷⁰. Une première fois, un appartement dans lequel ils sont entrés en accord avec le propriétaire qui tolérait leur présence dans la mesure où ils maintenaient les lieux en bon état, et une deuxième fois, les deux derniers étages de l'immeuble dans lequel je les ai connus. Le squat semble représenter – du moins pour les membres du groupe de Niños Héroes – le type d'espace le plus convoité. Quelques mois après la fin de mon travail de terrain et en revenant dans cette zone, j'ai rencontré par hasard Ulises et d'autres jeunes. Nous avons un peu bavardé et je leur ai demandé ce qu'ils envisageaient de faire, quels étaient leurs « projets », en leur précisant que je savais aussi bien qu'eux qu'ils n'avaient pas envie d'aller dans une institution¹⁷¹. Ils m'ont répondu que depuis la perte de leur immeuble « ce n'était plus

¹⁷⁰ Cf. figure n°5.

¹⁷¹ Rappelons qu'en interrogeant les jeunes sur leurs « projets de vie », ils me répondaient toujours avec le même discours normatif qui visait à me faire croire qu'ils avaient pour objectif de quitter la rue et de s'intégrer dans une institution.

pareil », et qu'ils étaient en train d'en chercher un autre dans lequel ils pourraient s'installer et reprendre une vie « plus tranquille ».

Enfin, précisons que les groupes de jeunes observés, se sont appropriés des espaces qui sont localisés dans les quartiers populaires de la ville. À cela, nous trouvons deux explications possibles : tout d'abord, parce qu'il s'agit de quartiers qui, contrairement aux zones plus aisées, possèdent des ressources pouvant être exploitées par les jeunes et ensuite, que dans ces lieux, leur présence est plus ou moins tolérée alors que dans les quartiers plus aisés, elle est fortement réprimandée.

Tous les jeunes de la rue ne s'approprient pas des espaces ni ne les aménagent en lieux de vie. Pendant la journée, certains errent dans un quartier ou squattent les trottoirs sans pour autant s'y stabiliser définitivement ; et pendant la nuit, ils vont s'installer dans des espaces différents :

« Pour dormir on réunissait du papier journal et on se faisait des couvertures avec du journal et on dormait sous les marches du restaurant La Escuela, c'est là qu'on restait des fois. D'autres fois, on partait au marché San Camilito, d'autres fois on restait dans un parking, d'autres fois dans un terrain vague, d'autres fois sur des bancs » (Antonio, 26 ans).

Ces différents espaces sont des lieux de passage et non des lieux territorialisés. Les jeunes en font une utilisation différente, soit parce qu'il s'agit de jeunes isolés (non intégrés dans un groupe) – et par conséquent l'appropriation individuelle d'un espace leur est impraticable –, soit parce que les espaces dans lesquels ils vivent ne se prêtent pas à leur aménagement et moins encore à leur appropriation. Par ailleurs, les espaces qu'ils fréquentent pendant la journée sont différents de ceux qu'ils utilisent la nuit étant donné que les premiers ne leur offrent pas la sécurité ou la protection recherchées pendant leur sommeil, et les seconds ne sont pas adaptés à leurs besoins journaliers. Ainsi, les bouches d'aération qui soufflent de l'air tiède et qui permettent aux jeunes de se maintenir au chaud à 2200 mètres d'altitude, n'ont aucune fonctionnalité pendant la journée, et les trottoirs ou marchés, qui sont idéaux pour faire la manche, sont considérés trop dangereux pour y dormir la nuit.

Deux groupes seulement de notre échantillon ne disposaient pas de territoire. Celui de Guerrero faisait régulièrement des tentatives d'appropriation d'un bout de trottoir, mais sans succès : soit leurs affaires, restées sans surveillance, disparaissaient, soit la police exigeait d'eux qu'ils « circulent ». Étant l'un des rares groupes de notre échantillon ne possédant aucun espace de vie en propre, on peut se demander quelles sont les spécificités de la bande ou de l'espace qui l'empêchent de se fixer durablement dans un endroit¹⁷². Nous pouvons tenter de répondre à cette question en formulant trois hypothèses principales.

- Premièrement, il s'agit d'un petit groupe de cinq membres pour lequel l'appropriation d'un espace peut représenter une tâche plus difficile à réaliser, que pour un groupe composé d'un effectif plus important. On remarque d'ailleurs que les petits groupes (Bondojito, Buenavista et Mariano Escobedo), même quand ils possèdent un territoire, l'aménagent peu. Ces trois groupes se sont limités à réunir le strict minimum pour pouvoir dormir la nuit : matelas, cartons et couvertures. L'espace n'est pas fortement investi comme lieu de vie, il représente principalement un lieu pour dormir la nuit.

- Deuxièmement, la zone dans laquelle ils vivent ne semble pas offrir d'espaces propices à une appropriation. Les trottoirs, à forte densité de passage, ne s'y prêtent que difficilement car d'autres acteurs de la ville, dont principalement les commerçants ambulants, les investissent en masse et de façon continue.

- Troisièmement, le quartier de la Guerrero, particulièrement la zone délimitée à l'intérieur de laquelle les jeunes se déplacent, est fortement surveillée par la police : elle représente un lieu clé dans la distribution et le petit trafic de drogue. Ainsi, les actions quotidiennes des jeunes se trouvent sous le contrôle permanent des agents de police. Le peu d'objets qu'ils possèdent sont alors occultés dès qu'ils ne sont plus utilisés : matelas, couvertures, vêtements et autres objets personnels sont placés derrière la porte d'accès au métro. De même, dans la zone de Niños Héroes, Ulises raconte comment, depuis que son groupe s'est installé dans un nouvel espace de vie qui fait l'objet d'une faible appropriation, il est obligé de cacher ses couvertures dans un égout pour qu'on ne les lui vole pas.

¹⁷² Le groupe de Galerías (quatre membres) ne disposait pas non plus d'un espace propre, cependant il n'a pas fait l'objet d'assez d'observations pour nous risquer à émettre une explication.

Sans aucun doute, ces trois hypothèses contribuent à expliquer l'impossibilité de certains groupes de s'approprier un espace. Elles permettent également de saisir des dynamiques spécifiques à ces groupes en particulier. En effet, nous avons remarqué que les membres du groupe de Guerrero sont rarement ensemble pendant la journée, contrairement aux membres d'autres groupes. Chacun cherche individuellement sa source de nourriture, généralement auprès des commerçants informels qui travaillent dans le quartier, et tous exercent une activité économique différente. Cela nous semble être le résultat de l'absence d'un territoire qui servirait notamment comme point de réunion du groupe. Pour les membres de bandes qui se sont approprié un espace, leur territoire est le point de référence par excellence : ils s'y réunissent à différents moments de la journée et à la tombée de la nuit, et y exercent des activités collectives, comme par exemple jouer aux cartes ou se droguer. Il est un lieu de sociabilité entre les membres du groupe. Ainsi, si le territoire assure une fonction principalement utilitaire, il n'est pas pour autant dépourvu d'autres fonctions. L'appropriation d'un espace revêt aussi une grande importance pour ces jeunes car, comme l'affirment Lagrée et Lew-Fai (1985 : 47) à propos des jeunes des banlieues, il reste le « dernier "domaine d'activité" où ils peuvent participer à la vie sociale et conquérir auprès de leurs proches la reconnaissance dont ils sont privés par ailleurs ». Cependant, même si cette appropriation est pour les jeunes une source importante d'identité et représente un moyen de subsistance et d'adaptation à un mode de vie précaire, elle relève pour le « sens commun » d'une action principalement déviante dans le sens où ils « font acte d'appropriation privative de l'espace public, dérogeant ainsi à la règle, puisque l'espace public est, par essence, non appropriable » (Rouay-Lambert, 2001 : 168).

2.3 Détournement des espaces publics

Si l'appropriation est l'« acte de faire sien par l'attribution d'un sens », le détournement « modifie un sens déjà attribué » (Hossard et Jarvin, 2005 : 23). Ainsi, l'occupation à long terme de certaines aires publiques conduit nécessairement à leur détournement, car en les investissant comme des lieux de vie, les jeunes soustraient les espaces et le mobilier urbain à leur fonction d'origine : les bancs se convertissent en lits, les fontaines se transforment en salles de bain démesurées dans lesquelles ils font leur toilette, et les parcs en terrains vagues couverts de déchets et d'excréments de personnes et de chiens. Inévitablement, ces espaces et équipements deviennent inaccessibles aux passants et, par conséquent, sont voués à un usage exclusif des jeunes. Ainsi, le passage souterrain pour piétons dans lequel

s'est installé le groupe de Pino Suárez est devenu avec le temps inutilisable pour le reste des usagers. Alors qu'il ne représentait au début qu'un abri temporaire, les jeunes l'ont investi progressivement jusqu'à y entraver la libre circulation des passants. De la même façon, le parc dans lequel le groupe de La Raza s'est installé a subi une forte détérioration et une certaine répugnance des usagers à y passer ou à s'y arrêter. Nous observons des effets similaires dans d'autres espaces que se sont appropriés les jeunes : sur les places Talavera et Del Estudiante et dans la zone de José Martí, où les bancs détournés pour des besoins personnels n'offrent plus la possibilité de s'y reposer ; dans le parc investi par le groupe de Niños Héroes, où la présence massive des jeunes empêche l'accès aux espaces verts ; ou encore sur tous ces trottoirs qui représentent les principales voies de circulation pour les piétons, mais qui deviennent des lieux de passage désagréables ou difficiles d'accès.

Alors que, dans certains cas, la non-fréquentation de l'espace de la part des usagers semble être liée à une impossibilité matérielle – à une difficulté à emprunter le passage souterrain de Pino Suárez dont l'entrée est fortement encombrée, par exemple – dans d'autres cas, il est évident qu'elle découle de la décision d'éviter volontairement un lieu, de le contourner et de l'exclure des pratiques spatiales quotidiennes – même si ceci provoque un détour dans les itinéraires des intéressés. En effet, contrairement au passage souterrain, le parc de La Raza ne fait pas l'objet d'un investissement important. Les jeunes, à la suite de problèmes rencontrés avec les autorités, se sont limités à y laisser traîner quelques matelas, couvertures et vêtements. Il nous semble alors que ce ne sont pas tant les objets en tant que tels ou les individus qui obstruent la circulation, que l'invasion d'un espace public dont l'usage est régi par des règles implicites :

« Ce n'est pas uniquement l'être en tant que tel qui perturbe mais bien la perception que les usagers et les citoyens ont de sa présence. Ces derniers se sentent désappropriés d'une part de l'espace qu'ils devraient équitablement se partager, dans le respect des règles communément admises de coexistence des espaces intimes » (Rouay-Lambert, 2001 : 167-168).

À cette argumentation, on peut ajouter celle de Calogirou qui signale comment cette confrontation entre différents usages et pratiques de l'espace urbain peut mener à des tensions entre les différents usagers :

« Peuvent être désignées comme dérangeantes, déviantes ou marginales des attitudes et des comportements ne correspondant pas aux attentes conformes et acceptables par la société [...]. Les espaces du public constituent des espaces de sociabilité problématiques parce que ce sont des lieux accessibles à tous où coexistent par conséquent des modalités plurielles de les occuper physiquement, sensoriellement, symboliquement » (Calogirou, 1996 : 10).

Ces conflits d'intérêts se font d'autant plus sentir que plusieurs groupes de jeunes revendiquent certains espaces publics comme étant de leur utilisation privée, dépouillant ainsi d'autres usagers de leur droit à les utiliser. De ce fait, si quelqu'un s'y aventure, ils identifient rapidement sa présence et exigent de lui qu'il la justifie. C'est le cas des groupes qui se sont approprié un espace à un degré très élevé ou qui ont développé un fort sentiment d'appartenance à un territoire ou à un espace délimité. Nous pensons tout particulièrement aux membres des groupes de Niños Héroes et de Santa Anita, que nous avons vus à plusieurs reprises interpellé des individus et les questionner à propos de leur identité ou du motif de leur présence dans la zone. Les jeunes du premier groupe, malgré l'absence d'un espace fortement approprié et aménagé, possèdent un sentiment d'appartenance très marqué au quartier et à des lieux qu'ils occupent pendant la journée, dont principalement les alentours d'une pharmacie qui se trouve à quelques minutes de leur lieu de vie. À l'inverse, ceux du second groupe, disposent d'un territoire qui est devenu, *de facto*, à usage totalement privé ; mais, vivant depuis peu de temps dans le quartier, ils n'ont pas développé un fort sentiment d'appartenance envers celui-ci. Malgré un rapport différent à l'espace, ces deux groupes ont des intérêts en commun : la défense et le maintien de lieux de vie et d'espaces de subsistance.

Précisons, pour finir, que tous les espaces dans lesquels sont installés les jeunes ne font pas l'objet d'un détournement, car une bonne partie d'entre eux n'ont pas une fonction bien définie ou ne sont pas fréquentés habituellement par les passants : terrains vagues, édifices détruits, égouts, etc. Il s'agit de « lieux oubliés, invisibles, difficilement accessibles et peu fréquentés [...] [qui] ne sont pas de prime abord destinés aux activités humaines » (Laberge et Roy, 2001 : 120). Par conséquent, les espaces qui peuvent être à l'origine de tensions entre des individus, sont exclusivement ceux qui ont une fonction bien

définie et qui représentent un intérêt significatif pour différents usagers des espaces publics.

2.4 Conservation du territoire

Le détournement de l'espace entraîne sa dégradation ainsi qu'une impossibilité pour l'ensemble des individus d'en disposer équitablement. De ce fait, les enfants et jeunes de la rue suscitent des tensions entre eux et toute une série d'acteurs sociaux qui revendiquent leur droit à l'utilisation des aires publiques. Il s'agit des usagers de l'espace urbain et des habitants d'un quartier, mais aussi des commerçants informels qui cherchent à préserver leur propre appropriation d'un espace, ou les pouvoirs publics qui doivent garantir aux citoyens l'utilisation des biens collectifs.

Face à ces tensions et à ces conflits d'intérêts, et l'objectif étant de conserver les seuls espaces qu'ils peuvent revendiquer, soit les « lieux de leur existence » (Esterle-Hedibel, 1996 : 117), ils se voient obligés de mettre en place des stratégies pour défendre leur territoire. Ici, il ne s'agit pas, comme dans le cas des bandes des banlieues ou *gangs*, de maintenir l'honneur ou la réputation du groupe, mais de protéger un espace indispensable à leur vie dans la rue dans des conditions les moins précaires possible. À travers cette protection permanente du territoire, ils tentent, comme d'autres, de légitimer leur existence « sans cesse remise en cause » (Esterle-Hedibel, 1996 : 115).

Ainsi, c'est dans le but de conserver ces espaces, pour les sujets qui nous intéressent, et de les récupérer, pour les autres usagers des aires publiques, qu'ont lieu des affrontements. À titre d'exemple, les habitants du quartier où se trouve le parc dans lequel s'était établi le groupe de Niños Héroes, ont fait pression sur les jeunes pour qu'ils aillent s'installer ailleurs. Ce parc, situé à la limite d'un quartier plus aisé (*Roma*) que celui dans lequel le groupe est installé (*Doctores*), est au cœur d'enjeux multiples. Ici, il n'est pas seulement question pour les voisins d'accéder à des aires publiques qu'ils revendiquent, mais aussi de maintenir la valeur symbolique de leur quartier. Par conséquent, c'est à la suite de confrontations verbales entre les jeunes et les usagers du parc ainsi que les autorités, que les premiers ont décidé, malgré une volonté de conserver leur espace de vie, de s'en chercher un nouveau dans lequel ils obtiendraient plus de tranquillité. Du fait que l'espace ne répondait pas totalement à leurs attentes, n'offrant qu'une protection et une commodité assez restreintes, et qu'il faisait l'objet d'une faible appropriation, le groupe n'a pas

cherché à défendre son territoire coûte que coûte. À l'inverse, le groupe de Pino Suárez situé dans un passage souterrain, a protégé son espace de vie si intensément que les autorités, impuissantes face à sa persévérance, ont décidé – une fois les membres du groupe sortis – de fermer le passage pour un temps indéfini, créant un préjudice pour les jeunes sans pour autant réparer celui encouru par les piétons. Quant au groupe de Santa Anita, il n'est pas entré en conflit avec les usagers, mais avec des SDF qui sont venus dans la zone revendiquer l'espace qu'ils occupaient auparavant. Tantôt, les tensions entre les uns et les autres sont si intenses que cela amène certains individus à commettre des actes criminels à l'égard des jeunes. Nous disposons effectivement de plusieurs témoignages de sujets qui ont été enfermés dans des égouts ou dont l'espace de vie a été incendié.

Les jeunes peuvent aussi entrer en conflit avec les commerçants qui travaillent près de leur lieu de vie ou dans les espaces qu'ils utilisent pour exercer des activités diverses. Même s'ils maintiennent généralement de bonnes relations avec les commerçants, ces derniers sont conscients que la présence d'enfants/jeunes de la rue sur leur lieu de travail peut représenter un préjudice pour leurs ventes. En interrogeant des commerçants de différentes zones à ce propos¹⁷³, 71% ont répondu que la présence des jeunes pouvait effectivement provoquer des problèmes pour les raisons suivantes : parce qu'ils donnent un aspect dévalorisant à la zone, parce qu'ils sont agressifs et intimident les clients, parce qu'ils volent, parce qu'ils font la manche et parce que leur lieu de vie est sale. Ici encore, il s'agit d'intérêts divergents : les commerçants voient leurs intérêts économiques mis en danger par la présence des jeunes, et les jeunes doivent protéger leur mode de vie et de subsistance. Cependant, malgré ces tensions latentes, la majorité des groupes étudiés ont développé une relation amicale avec les commerçants, ce qui leur permet notamment d'atténuer les conflits qui pourraient naître entre eux. Dans certaines zones, ils sont même parvenus à des négociations afin d'éviter de porter atteinte à leurs intérêts respectifs. Ainsi par exemple, les jeunes du groupe Guerrero ne fréquentent certains espaces qu'à des moments précis de la journée ou s'abstiennent d'importuner les clients des commerçants en faisant la manche.

Nous avons aussi découvert dans certains entretiens comment les jeunes pouvaient entrer en conflit avec d'autres groupes de jeunes de la rue pour des questions de territoire.

¹⁷³ Dans le cadre d'une étude sur les enfants de la rue mandatée en 2001 par l'institution d'assistance privée Casa Alianza, à laquelle j'ai participé.

Ici, il ne s'agirait pas de confrontations verbales ou de tensions inexprimées, mais d'affrontements physiques.

« On a eu des problèmes avec ceux de Tasqueña, avec ceux de la Station du Nord, avec ceux de Chapultepec [...]. En passant par Chapultepec, bien crades avec des bouteilles pour laver les pare-brises et des éponges, ils se sont dit "Ces mecs veulent nous piquer notre territoire", et c'est comme ça qu'ont commencé les disputes, pour des questions de territoire. Regarde, mon territoire allait de El Caballito jusqu'à Salto del Agua. On se réunissait tous à Garibaldi, environ trois cent garçons et filles. Lorsqu'il y avait des bagarres avec d'autres bandes tu voyais un, deux, trois, quatre, cinq, cent, deux cents, trois cents mecs qui commençaient à sortir de derrière de Guadalajara, de Rivapalacios¹⁷⁴ et d'autres mecs qu'on réunissait à Garibaldi en sifflant. On allait tous ensemble : "Avec qui y a un problème ?", "Eh bien avec ceux de la Station du Nord", et toute la bande marchait jusqu'à la gare et là-bas, ils nous attendaient avec une autre bande, et on commençait à se bastonner » (Antonio, 26 ans).

Nous remarquons toutefois que les témoignages de jeunes qui disent s'être battus pour des questions de territoire, racontent des faits qui ont eu lieu entre dix et quinze ans auparavant. Rien ne semble indiquer que cela arrivait encore au moment de notre recherche. En effet, nous avons exclusivement observé des disputes entre des membres de bandes différentes pour des questions non territoriales. Magazine (2003), qui a réalisé une étude sur deux bandes de jeunes de la rue de Mexico, affirme que les défis qu'ils se lancent au nom présumé d'un territoire ne répondent en réalité qu'à des conflits personnels entre deux ou plusieurs membres des groupes. Selon cet auteur, les jeunes de la rue ne seraient jamais concernés par la défense d'un territoire, contrairement aux *gangs* ou aux bandes de quartiers populaires mexicains. Nos observations affirment le contraire : ce n'est pas parce que cette défense implique rarement des confrontations physiques, que les jeunes ne protègent pas leur territoire. Ces derniers tentent de conserver au mieux leurs espaces de vie au prix d'efforts constants qui cherchent principalement à développer des relations amicales avec les individus afin, notamment, d'obtenir une certaine reconnaissance. Il ne

¹⁷⁴ Noms de rues.

s'agit pas ici d'une conception défensive du territoire : ils le marquent pour pouvoir y vivre et légitimer leur présence.

Enfin, les agents de police représentent les acteurs de la ville avec lesquels les jeunes entrent le plus souvent en conflit pour des questions principalement liées à l'usage des espaces publics. Alors qu'en France, avec les politiques de la ville, visant à un contrôle plus rigoureux de l'espace public, les autorités ont mis en place des équipements particuliers pour dissuader les SDF de s'ancrer dans certains endroits ou de détourner le mobilier urbain¹⁷⁵ et ont réduit au minimum le mobilier urbain (Zeneidi-Henry, 2002 : 204), à Mexico, elles procèdent régulièrement à des expulsions en force¹⁷⁶. Comme nous l'avons déjà vu dans les chapitres précédents, un programme de rénovation a été lancé dans le District Fédéral afin de « retirer » de la voie publique les enfants et jeunes de la rue. Ce programme a été notamment appliqué dans la « zona rosa », quartier chic de la ville regroupant des boutiques, restaurants, bars et discothèques destinés à une population aisée. Si, aujourd'hui, les enfants ne sont plus autant ancrés physiquement dans le quartier, ils continuent à déambuler dans la zone qui représente pour eux une source importante de revenus.

Toutefois, étant donné que les zones restent rarement sous surveillance policière, les expulsions ne sont pas toujours définitives. Par conséquent, lorsque l'espace est réappropriable – dans le cas par exemple d'une vigilance policière faible –, il est prévisible que les jeunes s'y réinstallent. Le groupe de La Raza, qui a été sujet à des confrontations régulières avec la police, s'est réapproprié à plusieurs reprises le parc dans lequel il s'est installé. Impuissante face à ces retours, la mairie a envoyé des travailleurs sociaux pour tenter d'aboutir à un accord avec les jeunes. À la suite de négociations entre fonctionnaires et jeunes, ces derniers ont été autorisés à rester dans le parc s'ils le maintenaient propre ; par la suite des logements rudimentaires leur ont été proposés gratuitement à condition qu'ils quittent le parc. D'emblée, ils ont renoncé au parc mais après quelques mois, une partie du groupe s'y est réinstallé et l'autre est restée dans les habitations situées à

¹⁷⁵ Voir notamment l'article de D. Terrolle, « La ville dissuasive : l'envers de la solidarité avec les SDF », *Espaces et Sociétés*, n° 116-117, 2004, p. 142-157 et les photos publiées par G. Paté et S. Argillet sur le mobilier urbain parisien, « Bancs publics. Regard sociologique sur l'ordinaire des espaces urbains », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 159, septembre 2005, p. 116-120.

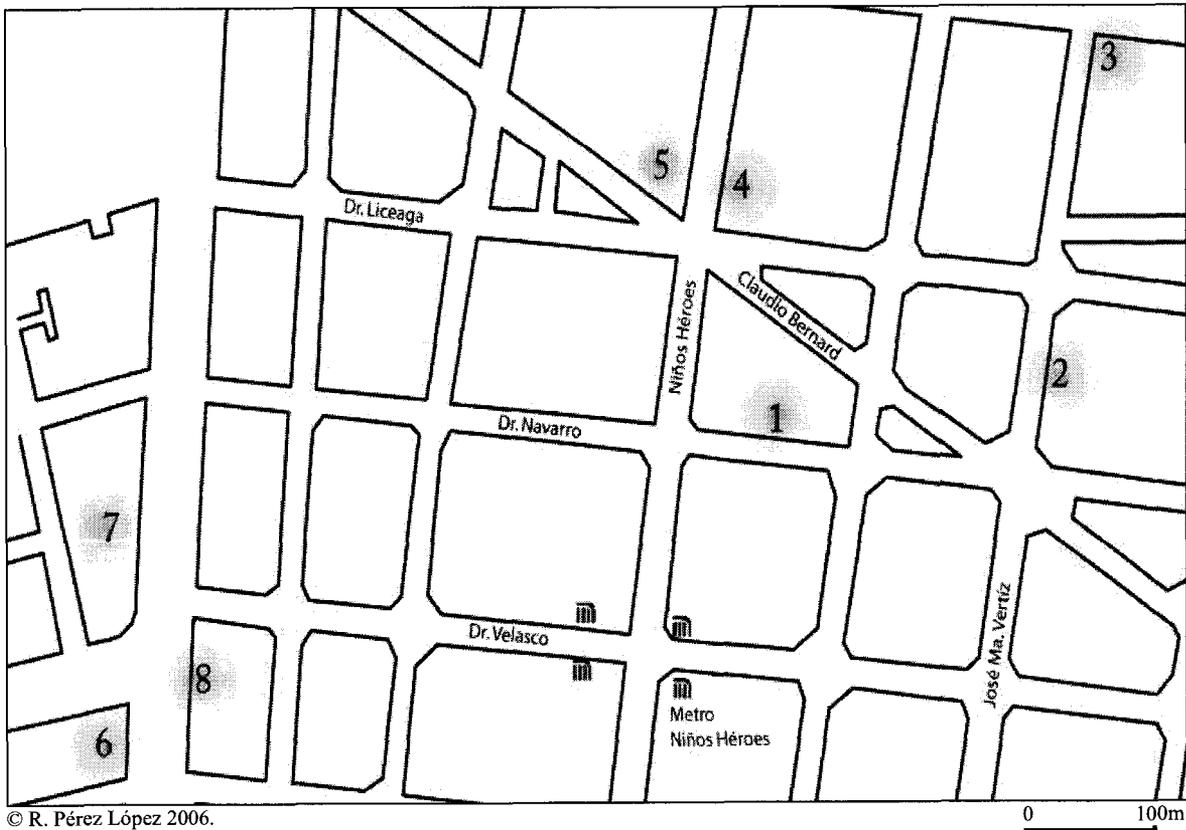
¹⁷⁶ Remarquons toutefois que la mise en place d'un mobilier urbain cherchant à empêcher certaines populations de s'installer de manière permanente dans certains espaces, peut également s'observer dans le centre historique de Mexico. Cependant, ces constructions (principalement des jardinières) ne visent pas les SDF, comme c'est le cas dans le contexte français, mais les commerçants informels dont on veut éviter le retour dans les espaces qui ont été réaménagés.

quelques rues de leur ancien lieu de vie. Au moment de l'enquête de terrain, certains jeunes utilisaient alternativement les deux espaces : le parc et ses alentours au cours de la journée pour y exploiter différentes ressources économiques, passer le temps avec leurs pairs et avoir des échanges amicaux avec les habitants du quartier et des travailleurs divers – commerçants informels et chauffeurs de bus –, et les habitations pendant la nuit afin de bénéficier davantage de commodité et de sécurité.

Précisons ici que l'abandon d'un espace et la recherche d'un nouveau site ne résultent pas toujours de conflits entre les jeunes et d'autres acteurs de la ville. Dans le cas du groupe de Niños Héroes, ces changements sont survenus, dans une partie importante des cas, à la suite d'un accident (mort d'un membre du groupe, incendie) ou de l'intervention d'entreprises de travaux publics ou privés sur leur lieu de vie. À partir d'entretiens informels réalisés dans cette zone, nous avons comptabilisé huit endroits différents que le groupe s'est appropriés au cours d'une période de dix ans.

Il y a environ dix ans, le groupe se situait sur un terrain vague de la rue Navarro ([1], cf. figure 5 ci-dessous). C'est à ce moment-là que César, le plus ancien membre, s'y est intégré. Les jeunes ont dû quitter cet espace lorsque le nouveau propriétaire a entrepris la construction d'un stationnement. Ils se sont alors installés dans les ruines d'un édifice détruit par le séisme de 1985 [2], qui était entouré d'eau et qu'ils ont nommé « titanic ». Ils y sont restés approximativement trois ans, puis ont été expulsés par la mairie à la suite de la mort accidentelle par noyade d'un garçon de 17 ans et de celle par déshydratation d'une fille du même âge. Le troisième espace dans lequel ils sont restés était aussi un terrain vague [3] qu'ils ont dû abandonner après un ou deux ans, au moment de la réalisation de travaux publics. Ils ont alors négocié avec un employé d'une centrale électrique de pouvoir rester à l'intérieur de celle-ci [4], ce qu'ils ont fait pendant une durée de quatre ans. À la suite d'un nouveau décès par déshydratation d'un garçon de 18 ans, ils ont été contraints de renoncer à leur lieu de vie et ont découvert un appartement abandonné qu'ils ont nommé « big brother » [5], dans lequel ils sont restés pendant un an jusqu'à leur expulsion par le propriétaire. Ils ont alors trouvé un immeuble [6] dans lequel ils ont vécu pendant un an également jusqu'en mars 2004, puis à la suite de l'incendie de celui-ci, se sont installés dans le parc [7] situé juste en face. Les conflits survenus avec les voisins à la suite de leur occupation du parc les ont amenés à le quitter et à s'établir sur le trottoir et sur les marches d'un ancien théâtre [8].

Figure 5. Carte du quartier de la zone de Niños Héroes : localisation des différents lieux appropriés par le groupe depuis 1994



- | | |
|---|--|
| 1. Terrain vague (≈1994) | 6. Immeuble (2003-mars 2004) |
| 2. Ruines d'un immeuble « titanic » (≈1994-1997) | 7. Parc (mars 2004-juin 2004) |
| 3. Terrain vague (≈1997-1998) | 8. Trottoir et marches d'un ancien théâtre (juin 2004-jusqu'à la date) |
| 4. Centrale électrique (≈1998-2002) | |
| 5. Appartement abandonné « big brother » (≈2002-2003) | |

On voit ici comment les jeunes peuvent perdre un espace pour des raisons qui ne sont pas directement liées à des conflits d'intérêts. Par conséquent, l'appropriation d'un espace par les enfants et jeunes de la rue n'est évidemment pas définitive, même si elle peut durer de nombreuses années. Dans un contexte où ils sont régulièrement confrontés à des imprévus et des difficultés de toutes sortes, ils apprennent à défendre leur territoire en développant des stratégies qui leur permettent de le conserver. Ici, l'intégration dans un quartier ainsi que la présence continue dans celui-ci sont essentielles pour conserver un territoire : « La durée agit comme un facteur qui construit et pérennise le territoire. Le maintien de celui-ci passe par une présence régulière et une fidélité constante à l'espace investi » (Zeneidi-Henry, 2002 : 220). De cette manière, ce n'est donc plus seulement l'appropriation et l'exploitation d'espaces diversifiés qui permettent aux jeunes de vivre dans la rue, mais aussi leur conservation. Cette conservation signifie plus que sortir

vainqueur d'une confrontation avec les autorités ou avec les habitants d'un quartier. Elle signifie aussi préserver la seule chose qu'ils « possèdent » : les espaces publics. Ceux-ci sont les témoins de leurs histoires individuelles et collectives, des lieux de mémoire qui conservent des étapes de vie intimement liées à leur parcours dans un quartier et à leur intégration dans la ville.

3 ENTRE SEDENTARITE ET MOBILITE

Ainsi, nous voyons comment l'espace représente une ressource importante pour les enfants et jeunes de la rue : d'un côté, ils l'exploitent comme un lieu de vie, et de l'autre, comme principale ressource de subsistance à travers les activités qu'ils y exercent. Nous verrons ici comment l'espace de vie des jeunes ne représente pas seulement un refuge, mais aussi un espace domestique organisé, et comment les différents espaces publics font l'objet de stratégies qui sont mises en place autour de lui. Ces usages multiples de l'espace sont totalement complémentaires et indispensables à la consolidation et à la préservation de leurs modes de vie et de leurs pratiques quotidiennes dans la rue.

3.1 L'espace comme habitat

Le territoire est le produit des représentations et des pratiques de ceux qui l'occupent et l'exploitent. D'après Fischer (1992 : 27) il « n'existe pas en soi [et] n'a de réalité qu'à travers celui qui s'y trouve ». Ainsi, l'espace domestique en tant que territoire, obéit à la même logique : « Les fondements de l'existence domestique se situent au niveau de la construction de sens autour de ces morceaux d'espaces » (Zeneidi-Henry, 2002 : 204). Nous parlerons dans cette partie de la manière dont les jeunes transforment les espaces publics en espaces domestiques, et du sens que prennent pour eux ces territoires du quotidien. Pour saisir ce dernier point, nous examinerons quelques exemples concrets de formes d'appropriation et d'aménagement de l'espace.

Il y a un an et demi, les jeunes du groupe de Santa Anita se sont installés dans un terrain vague qui était déjà équipé avant leur arrivée : il possédait trois petites constructions en béton, des sanitaires et un lavoir¹⁷⁷. Les constructions ont été restaurées par les jeunes et aménagées en chambres à coucher avec des matelas, des couvertures et des étagères. Avec le temps, ils ont décoré les murs avec des images adhésives et des affiches, et ont acquis

¹⁷⁷ Ces constructions ont été réalisées en 1982 par les ouvriers chargés de l'édification du viaduc de la ligne 4 du métro.

une multitude d'objets aux usages divers qu'ils ont trouvés dans la décharge du marché située à quelques minutes de leur lieu de vie. Ces possessions « donnent corps à la domesticité », affirme Zeneidi-Henry (2004 : 25) à propos d'objets récupérés par les SDF en contexte français. Dans l'étude qui nous intéresse, il s'agit aussi de bâtir et « faire vivre » l'espace domestique.

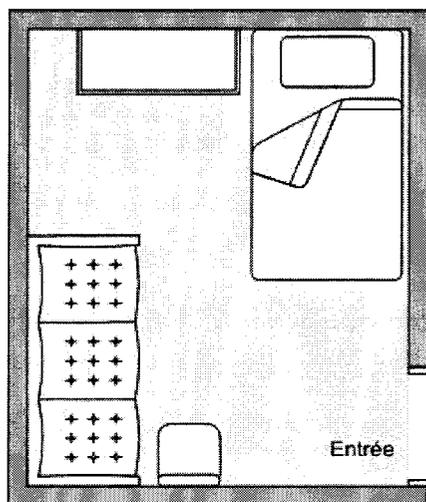
Les jeunes qui sont arrivés progressivement, ont construit des tentes qu'ils ont aménagées d'une manière similaire. Chaque chambre est partagée soit par un couple, soit par deux membres du groupe. La chambre qu'Alejandra (22 ans) et Miguel (21 ans) partagent, possède un matelas situé dans un coin de l'espace, un petit meuble placé à côté du lit, un assez grand canapé et une chaise. Ce mobilier, réuni progressivement par les deux jeunes et l'ancien petit copain d'Alejandra qui avait quitté le groupe quelques semaines avant le début de l'enquête de terrain dans la zone, a été arrangé de façon à maximiser l'espace disponible. De nombreuses peluches se trouvent sur le lit, ainsi que quelques couvertures qu'Alejandra prend soin de plier après son réveil (Miguel dort sur le canapé). Les deux jeunes ont plié et rangé leurs vêtements dans le meuble puis les ont couverts avec un grand tapis. Sur celui-ci, ils ont placé différents objets décoratifs – un crucifix avec une bougie et une photo du Père Chinchachoma¹⁷⁸ ainsi que deux images de la Vierge de Guadeloupe, un petit drapeau du Mexique, des fleurs en plastique, un masque et des voitures miniatures – autant qu'utilitaires : une brosse à dents, une brosse à cheveux, un cahier, une bouteille de parfum, des récipients en plastique contenant des objets divers, un réveil, deux rouleaux de scotch, un cutter, deux verres et du papier toilette. Sur les murs, des affiches de football et de lutte mexicaine ont été accrochées, ainsi que des pages de journaux et des figurines en plastique. On y trouve également une photo encadrée de bateaux sur la mer et une peinture représentant un lac et des montagnes.

Quand bien même toutes les chambres ne disposent pas d'un mobilier aussi important – elles n'ont généralement qu'un matelas et quelques caisses en contreplaqué que les jeunes utilisent comme étagères – on constate chez la majorité des sujets une forte volonté de les transformer en des lieux personnels, intimes, avec lesquels ils peuvent s'identifier, et qui reflètent une partie de leur individualité. D'après nous, l'organisation, l'investissement et l'« embellissement » des espaces privés révèlent un désir aigu de stabilité et de « routinisation » de leur quotidien, de la même manière que l'appropriation d'un espace

¹⁷⁸ Cf. note de bas de page n°106.

public indique, aussi, une recherche de reconnaissance et un réel besoin d'accéder à un espace social.

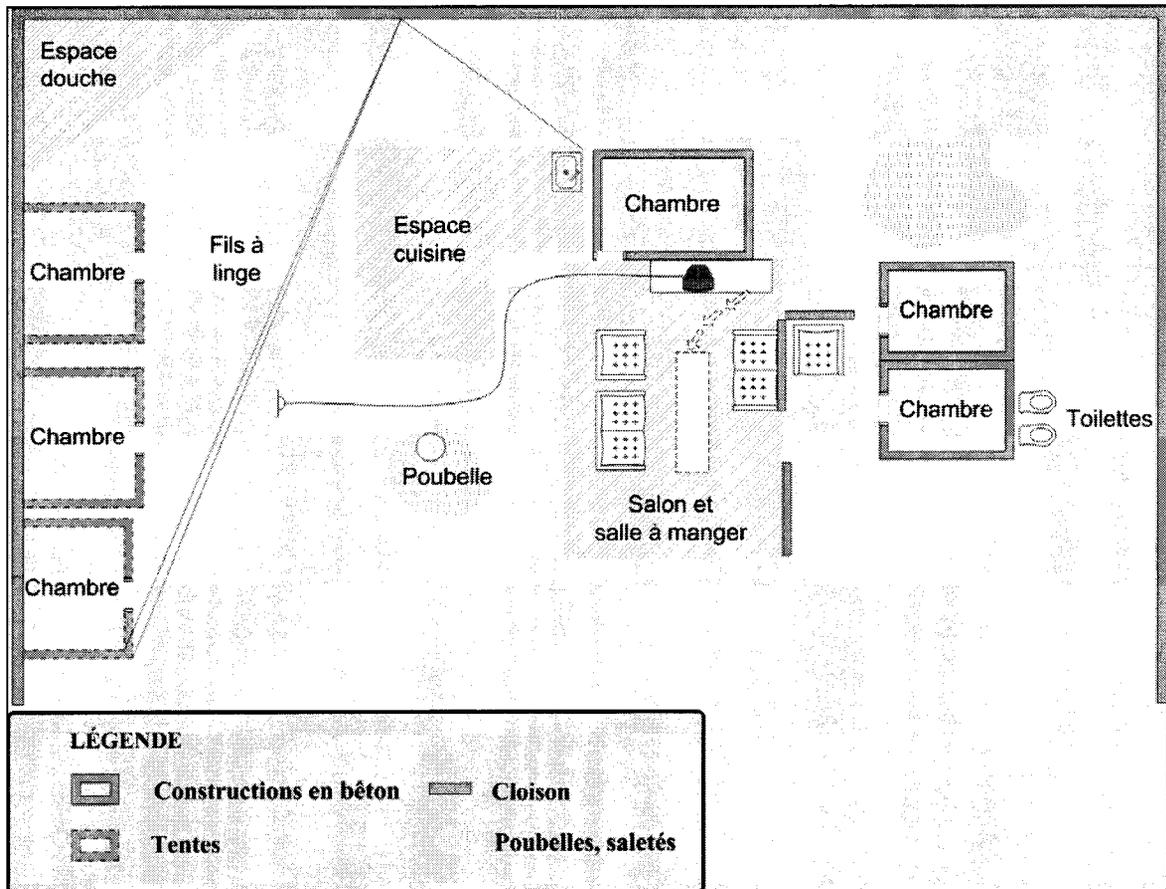
Figure 6. Croquis de la chambre d'Alejandra et Miguel (Santa Anita)



© R. Pérez López 2006.

Les espaces privés que nous venons de décrire se situent dans un espace public qui fait également l'objet d'une appropriation privative. Ainsi, le groupe de Santa Anita a aménagé un terrain vague de sorte à reproduire un espace domestique. Au centre de cet espace, les jeunes ont créé un salon avec trois fauteuils, une table et un téléviseur ainsi qu'un espace cuisine qu'ils utilisent collectivement pour cuire des aliments au feu de bois. Le salon est également utilisé comme salle à manger : les jeunes déplacent alors la table sur laquelle se trouve le téléviseur vers le centre des fauteuils. Enfin, l'espace douche se trouve dans un coin du terrain ; il est protégé par une bâche en plastique et ne dispose pas d'installation d'eau. Le groupe s'en procure dans un local situé en face de leur espace de vie.

Figure 7. Plan de l'espace de vie du groupe de Santa Anita



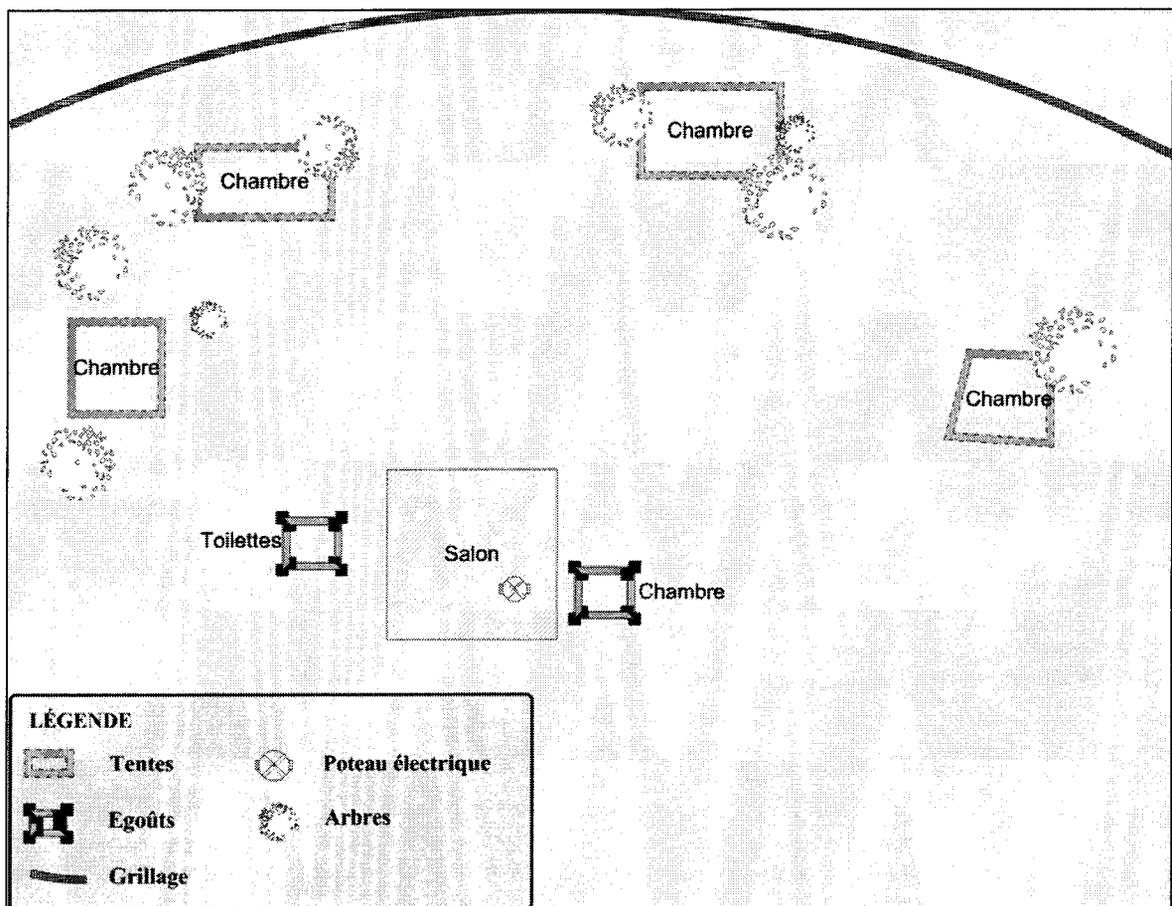
© R. Pérez López 2006

Nous voyons ici comment le terrain vague fait l'objet d'une véritable planification et dispose aussi bien d'espaces privés – les chambres à coucher – que d'espaces communs – le salon, la cuisine, la douche et les toilettes. Même si les espaces que se sont appropriés les jeunes subissent toujours une transformation, cette distribution n'est pas fréquente et se situe généralement à un niveau plus rudimentaire, c'est-à-dire qu'elle constitue rarement la reproduction fidèle d'un foyer, mais en reprend souvent certains éléments.

À titre d'exemple, les groupes d'Indios Verdes et Pino Suárez ont organisé leur espace d'une manière similaire, mais sans toutefois réunir tous les éléments que l'on retrouve dans un espace domestique type. En ce qui concerne le premier groupe, il a construit quatre tentes à l'aide de cordes qu'il a attachées aux arbres du parc. Chacune de ces tentes, qui représentent ici également des chambres privées, est partagée par deux ou trois membres du groupe. On trouve aussi un égout qui est utilisé à des fins d'habitation. Le salon, qui ne dispose pas de mobilier ni d'équipement hormis un poteau électrique, se trouve assez éloigné de la plupart des chambres. Il sert de point de regroupement, mais aussi, parfois, de salle à manger. Sur la base du poteau se trouve une image de la Vierge de Guadeloupe

avec une bougie. Les toilettes se trouvent ici près du salon et non pas dans un coin isolé, comme c'est normalement le cas. Les jeunes utilisent l'un des égouts comme W.C., ce qui leur permet notamment de préserver la propreté du parc. Nous remarquons que leur territoire ne dispose ni d'espace cuisine, ni d'espace douche. Par ailleurs, ce groupe, contrairement à celui de Santa Anita, ne prépare pas de repas collectif. Les jeunes cherchent plutôt leur nourriture de manière individuelle et viennent la consommer parfois dans l'espace salon, ou alors s'y réunissent dans celui-ci lorsqu'une institution d'assistance leur amène à manger. Par ailleurs, et étant donné qu'ils ne disposent pas d'un espace particulier destiné à la réalisation de leur toilette intime, les jeunes se lavent en plein air à l'aide d'un seau rempli d'eau, ce, à la vue de tous.

Figure 8. Plan de l'espace de vie du groupe d'Indios Verdes

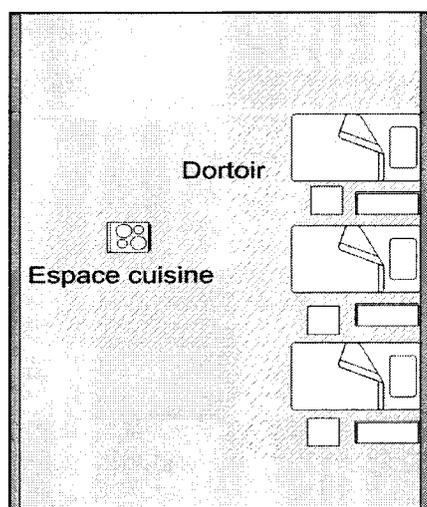


© R. Pérez López 2006.

Contrairement aux deux premiers groupes, celui de Pino Suárez dispose d'un lieu de vie assez réduit qui n'a pas été organisé en fonction d'une séparation nette entre espaces privés et espaces communs. Tout autrement, ils ont aménagé un dortoir à l'aide de trois lits (matelas et structure) qui ont été alignés puis séparés par des caisses. On trouve, sur ces dernières, des vêtements empilés, des petits jouets de collection et différents objets à usage

personnel ou collectif. En face du dortoir se situe l'espace cuisine qui, bien que très petit et sale, est fort bien aménagé. Il possède une gazinière, des poêles, des casseroles, des assiettes et d'autres ustensiles de cuisine ainsi que quelques aliments de base pour cuisiner : huile, sel et boîtes de conserve. D'après les témoignages des jeunes, les membres du groupe se cotisent quotidiennement afin de préparer un repas collectif. À la différence d'autres groupes, celui-ci semble partager davantage entre ses membres et réaliser des activités de manière moins individuelle, ce qui se reflète particulièrement dans l'organisation de son espace de vie.

Figure 9. Plan de l'espace de vie du groupe de Pino Suárez



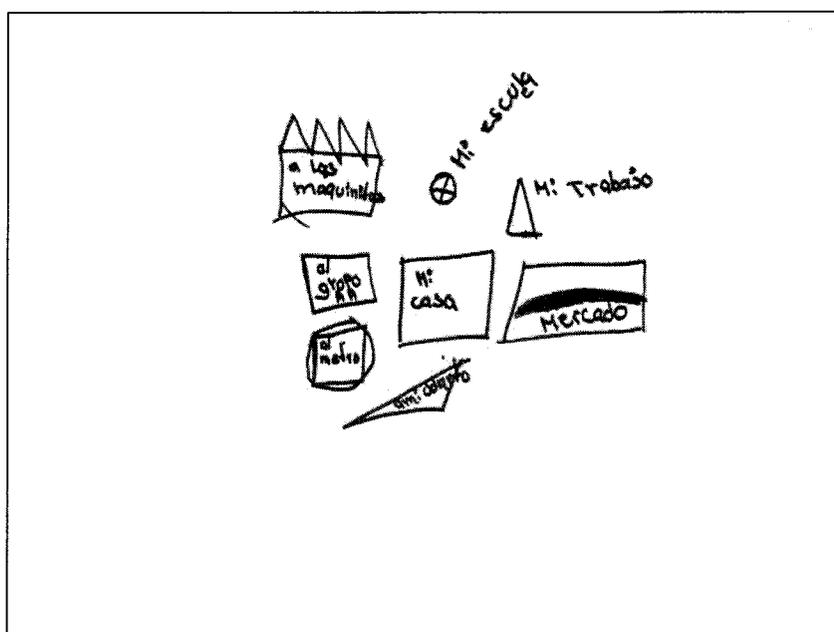
© R. Pérez López 2006

Pour sa part, le groupe de Santa Anita, disposant d'un territoire extrêmement isolé et sans fonction apparente, a pu se permettre un aménagement plus important que d'autres groupes. Cependant, nous pouvons nous demander si cette transformation intensive d'un lieu de vie ne dépend que de ce seul critère. Le groupe d'Indios Verdes, qui dispose également d'un territoire retiré et qui n'était pas fréquenté avant même qu'il ne se l'approprie, n'a pas subi une telle transformation alors qu'il existe depuis bien plus longtemps que celui de Santa Anita (quinze ans contre un an et demi). En analysant les différences qui existent entre ces deux groupes, nous remarquons que le premier a fréquemment fait l'objet d'une « désappropriation », alors que le second n'a jamais été confronté à ce type d'action de la part des pouvoirs publics. Lors de ces confrontations avec les autorités, les jeunes se voient généralement confisquer leurs objets personnels et leur mobilier, ce qui pourrait expliquer, en partie, le faible aménagement d'un territoire qui est fortement approprié.

Cependant, dans tous les cas, les espaces qui ont un degré élevé d'appropriation sont perçus par les enfants/jeunes de la rue comme des lieux du privé, des espaces à soi, qui leur appartiennent. Comme le précise Zeneidi-Henry (2004 : 24) « n'importe quel type d'espace peut être considéré comme un espace domestique, dès lors que leurs occupants les considèrent comme tels ». C'est pour cette raison qu'une fois qu'on a été accepté dans leur territoire, on est d'une certaine manière traité comme un invité : il m'a été à plusieurs occasions offert à boire et à manger, indépendamment du fait que je puisse me trouver dans une position économiquement plus privilégiée ou qu'ils ne possèdent pas assez d'aliments pour satisfaire les besoins de tous.

Quant aux chambres, espaces intimes dans des lieux du privé, elles sont respectées comme telles par les différents membres d'un groupe. Ainsi, les jeunes de Santa Anita se demandent mutuellement l'autorisation pour aller dans la chambre d'un tiers. Ils se reconnaissent mutuellement leurs espaces privés. Cependant, ces espaces ne sont pas toujours respectés quand ceux qui les occupent sont absents : les jeunes de Santa Anita se rendent en cachette dans les chambres d'autrui pour y jeter un coup d'œil ou pour voler quelque objet convoité. Les jeunes distinguent ainsi leur espace qu'ils partagent avec le reste des membres de leur groupe, de leur lieu de vie privé. C'est ainsi que, sur la carte mentale de Leonardo, on trouve indiqué « ma maison » (*mi casa*) comme le lieu de vie du groupe et « ma chambre » (*mi cuarto*) comme son espace privé.

Figure 10. Carte mentale de Leonardo (18 ans), Santa Anita



Enfin, dans ce contexte, la séparation catégorique entre espaces publics et espaces privés, « le chez-soi, espace du privé, par définition espace intime, espace du caché où l'on fait ce que l'on veut, s'oppose la plupart du temps à l'extérieur, espace du public, espace du visible » (Calogirou, 1996 : 5), n'est pas fonctionnelle. Ici, l'espace intime piétine sur l'espace public et vice versa. De même que les jeunes portent atteinte aux usagers en détournant les espaces de leur fonction d'origine et en altérant l'ordre établi, les usagers perturbent l'intimité des jeunes. En résumé, l'appropriation, l'aménagement et l'organisation d'espaces publics, ainsi que la transformation de territoires en espaces domestiques, permettent notamment aux jeunes d'accéder à une plus grande intimité. Nous allons voir maintenant comment les espaces publics sont aussi utilisés pour d'autres fins que l'appropriation.

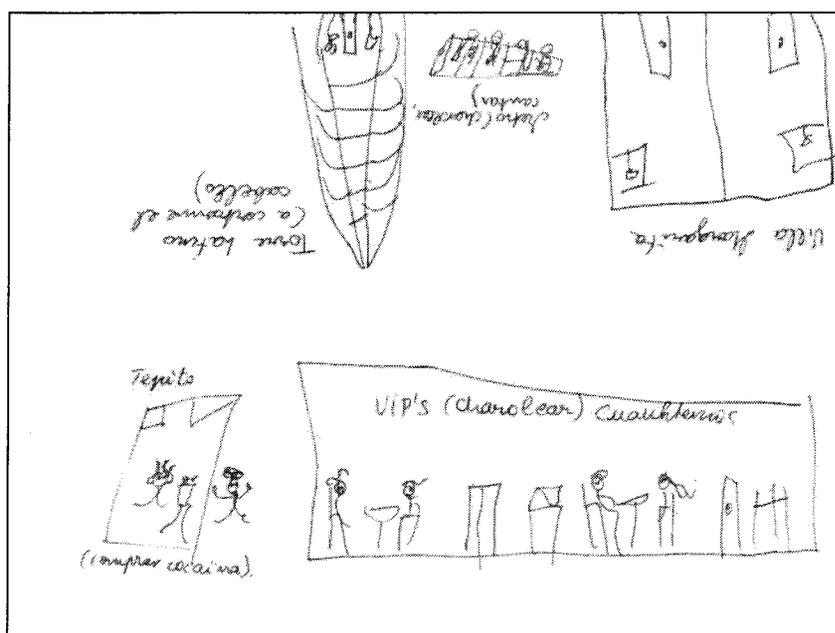
3.2 L'espace comme ressource pour vivre

Nous avons déjà vu comment certaines activités, dont tout particulièrement la mendicité, peuvent apporter plus ou moins d'argent aux jeunes en fonction, notamment, du lieu où elles se développent. Cela étant, l'espace détient incontestablement une valeur inégale pour les enfants/jeunes, de même que pour d'autres acteurs de la ville. Nous insisterons dans cette partie sur les modes différenciés d'utilisation des espaces publics par les sujets qui nous intéressent, en fournissant quelques exemples concrets de leurs pratiques spatiales.

Les jeunes associent fréquemment un espace à une activité particulière. Si nous nous penchons sur les cartes mentales élaborées par les membres des groupes de Niños Héroes et de Santa Anita, nous remarquons que plusieurs ont dessiné des lieux distinctement séparés les uns des autres et sans lien apparent. Sur les cartes de Leonardo (reproduite plus haut) et de Carlos "Chino" (ci-dessous), on observe comment les espaces ont été, d'une part, représentés par des formes géométriques variées, et d'autre part, reproduits compte tenu de leur forme visuelle (tour latino-américaine, métro et institution Villa Margarita) ou de leur fonction (intérieur du restaurant Vip's et *vecindades* du marché de Tepito). Nous notons immédiatement comment dans les deux cas, ces lieux sont intimement liés aux activités qu'on y exerce. Carlos "Chino" qui est illettré, m'a demandé à inscrire sur sa carte chaque lieu suivi d'une annotation sur la fonction qu'il lui attribue. Ainsi, à exception de l'institution d'assistance, les espaces qu'il a dessinés sont accompagnés d'un verbe d'action. On apprend alors qu'il demande de l'argent à l'extérieur du restaurant Vip's,

qu'il chante et mendie dans le métro, qu'il se fait couper les cheveux dans un local qui se trouve situé près de la tour latino-américaine et qu'il achète de la drogue dans le marché de Tepito. Remarquons qu'en ce qui concerne le dessin du marché, il a représenté l'action en se dessinant lui-même en train d'acheter de la cocaïne à un dealer. Enfin, en complétant les informations fournies par sa carte mentale avec celles obtenues par observation et à la suite d'entretiens, nous apprenons qu'il visite occasionnellement l'institution pour bénéficier des services qu'elle propose.

Figure 11. Carte mentale de Carlos "Chino" (18 ans), Niños Héroes

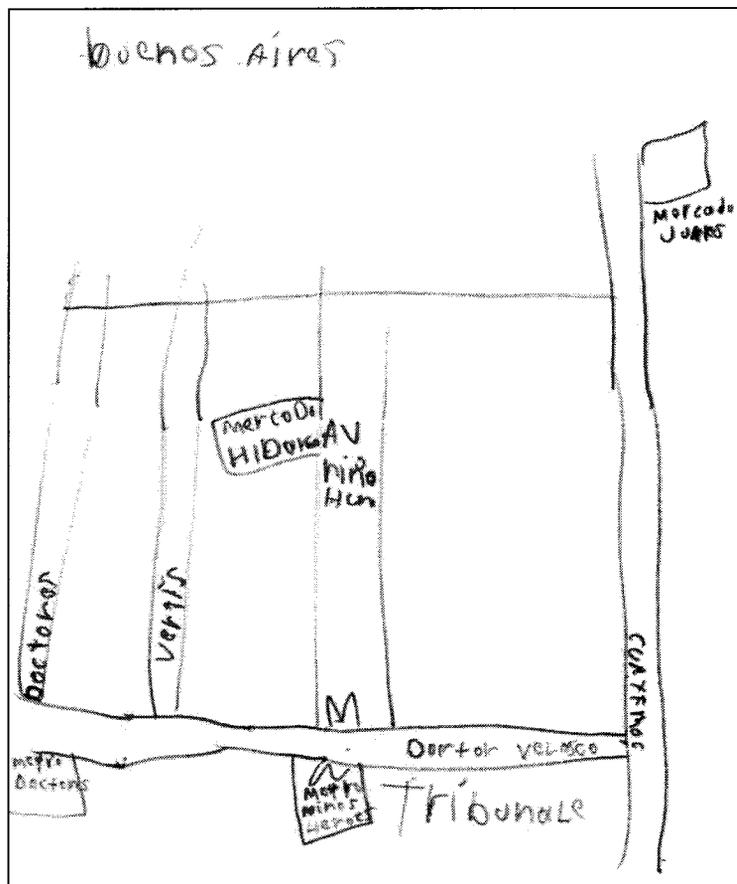


Pour sa part, Leonardo a élaboré une carte en représentant les espaces qu'il fréquente, tant privés que publics, par des formes différentes : le groupe d'Alcooliques Anonymes dans lequel il suit des thérapies, un local où il joue aux jeux vidéo, le métro qu'il utilise principalement comme moyen de déplacement, le bâtiment où il travaille en faisant le ménage, une école dans laquelle il assiste à des cours d'informatique, son espace de vie, sa chambre, et enfin le marché de Jamaïque qui est le lieu par excellence où le groupe se procure argent et nourriture. Dans ce cas-ci, le sujet n'a pas précisé par écrit l'activité qu'il associe à chaque espace, mais il nous l'a indiquée oralement.

Nous pouvons formuler plusieurs remarques à propos des cartes réalisées par les jeunes en général, et par ces deux jeunes en particulier. Premièrement, on constate une tendance à dessiner principalement des lieux que l'on fréquente dans un objectif précis : mendier, se procurer à manger, obtenir de la drogue, jouer, suivre des thérapies, etc. Les lieux de

passage sont signalés plus rarement, et lorsque c'est le cas, ils sont clairement distingués des espaces auxquels on assigne une fonction utilitaire.

Figure 12. Carte mentale de Carlos (20 ans), Niños Héroes



Deuxièmement, Leonardo et Carlos "Chino" ne semblent pas prêter attention aux distances entre les différents espaces. Alors que le travail du premier (« *mi trabajo* ») se trouve à quarante minutes environ de son lieu de vie (« *mi casa* ») et le marché de Jamaïque (« *mercado* ») seulement à dix minutes, ces lieux sont représentés à égale distance les uns des autres. De même, Carlos "Chino" dispose les espaces sur sa carte de telle manière qu'ils paraissent limitrophes, alors qu'ils sont matériellement très éloignés. Dans les deux cas, ce sont des espaces fréquentés régulièrement et/ou qui détiennent une place importante dans leur quotidien. Il s'agit pour ces jeunes d'un ensemble cohérent de lieux qui se situent à l'intérieur de leur espace symbolique, c'est-à-dire d'un espace qu'ils construisent progressivement et qui détient un sens particulier pour eux. Ceci pourrait notamment expliquer le peu d'importance accordée à la distance physique. Nous constatons, toutefois, que seulement une minorité de cartes mentales sont structurées selon

ce modèle : la majorité des jeunes ont tenté, tant bien que mal, de respecter l'éloignement entre différents points de leur quartier et de la ville.

Par ailleurs, dans les deux cas, on ne trouve pas d'articulation entre les lieux alors que dans une majorité de dessins, les espaces sont reliés par des lignes ou sont présentés comme étant insérés à l'intérieur d'un espace délimité ou d'un quartier. Nous tenterons, dans les chapitres qui suivent, d'apporter une explication à ces disparités en nous appuyant sur l'expérience individuelle des jeunes et sur la manière dont ils se positionnent face à la rue et y perçoivent leur vie. Bien entendu, notre interprétation reposera davantage sur des observations effectuées sur le terrain, que sur une analyse rigoureuse des cartes mentales des jeunes¹⁷⁹ car, comme l'affirme Bonin (2004), les cartes mentales sont en général « utiles pour le problème de l'appréciation des distances, de l'orientation, qui sont fonction de la proximité et de la fréquentation », c'est-à-dire pour les « aspects structurels et fonctionnels de l'espace mental » et « beaucoup moins [pour] les aspects symboliques ». D'après l'auteur, l'étude des représentations constitue un domaine peu abordé au moyen de cet outil méthodologique. Aussi, nous intéressant également à la carte cognitive comme moyen d'obtenir des indices sur la manière dont les jeunes vivent et perçoivent la rue, nous proposerons par la suite une exploration, puis une interprétation flexible de ces cartes, en nous appuyant principalement sur les données recueillies à l'aide d'autres instruments de recherche.

Enfin, pour revenir aux remarques faites à propos des dessins réalisés par les jeunes, nous observons également que les lieux représentés ne sont pas seulement des espaces qui détiennent une pure fonction de subsistance, mais aussi une fonction ludique et sociale. À titre d'exemple, pour Miguel (carte mentale reproduite ci-dessous) le métro « Etiopia » et l'avenue « Coruña » sont uniquement des lieux de divertissement, des endroits où il entretient des relations avec des membres d'autres groupes de jeunes de la rue. De même, et bien que ce soit plus difficilement observable, sur la carte mentale de Gloria (ci-dessous) on distingue deux espaces qui, en réalité, n'en font qu'un seul. Il s'agit du marché de Jamaïque qui représente simultanément un lieu d'approvisionnement alimentaire et monétaire (« *Jamaica comidas* ») et un lieu de sociabilité (« *mercado* »). Précisons une fois encore que ce type d'observation ne découle pas seulement de la lecture d'une carte, mais

¹⁷⁹ Pour une meilleure compréhension de la manière dont ont été exploitées les cartes mentales, se référer au premier chapitre de cette thèse.

constitue le produit de la combinaison de cette dernière avec d'autres données de première main.

Figure 13. Carte mentale de Miguel (21 ans), Santa Anita

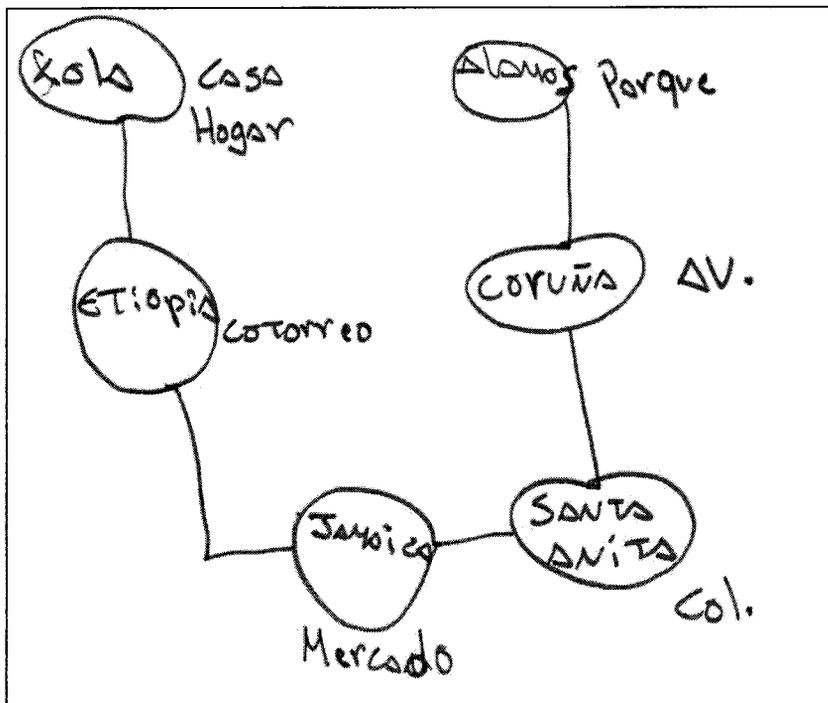
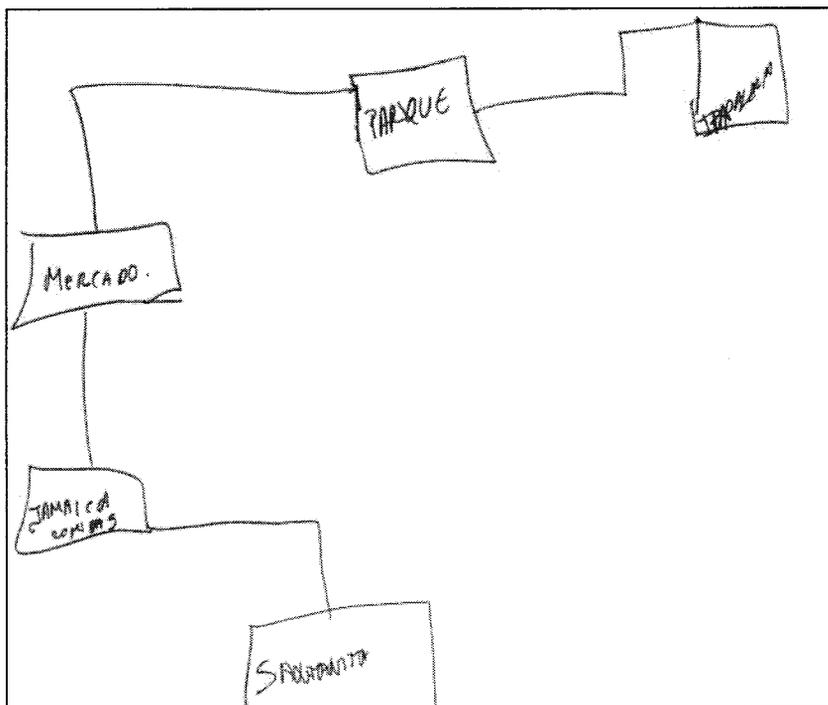


Figure 14. Carte mentale de Gloria (22 ans), Santa Anita

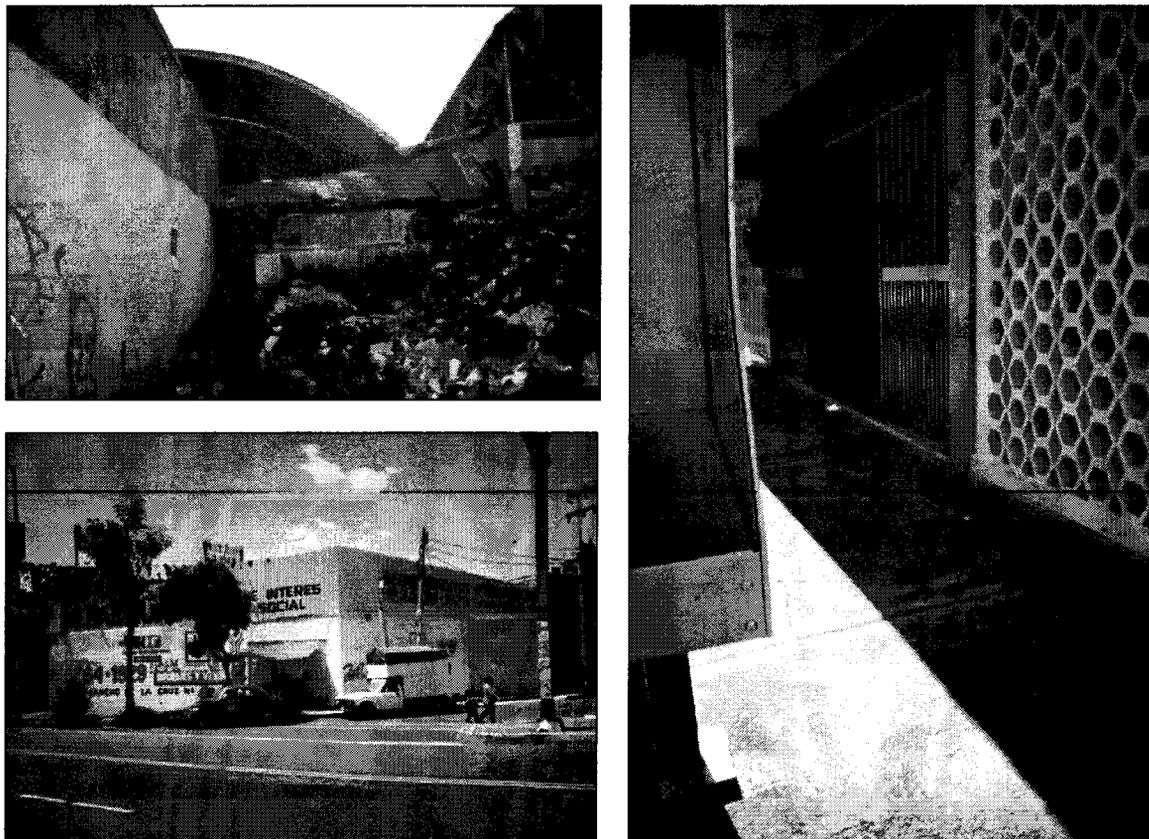


Ainsi, bien que la majorité des espaces représentés par les jeunes aient une fonction utilitaire, on distingue souvent des lieux de passage, des rues ou avenues qui font partie de leurs pratiques quotidiennes et qui dépendent du quartier ou de l'espace à l'intérieur duquel ils se déplacent et s'organisent. On retrouve une logique similaire en ce qui concerne les photographies prises par les jeunes dans le cadre de la méthode exploratoire d'analyse des pratiques spatiales et des réseaux sociaux. Leonardo et Elena n'ont pas seulement pris des clichés d'endroits dotés d'une fonction matérielle, mais aussi des espaces qui ne semblent pas avoir de fonction apparente si ce n'est celle de passage ou de sociabilité. Ainsi, nous trouvons aussi bien sur ces photographies le marché de Jamaïque, la décharge du marché, l'endroit où ils s'approvisionnent en eau, le métro etc., qu'une route, un parc, un local de jeu ou une imprimerie, soit une multitude d'espaces qui ne leur apportent pas de bénéfices en termes économiques ou de survie, mais qui leur permettent d'établir, de développer et de renforcer des relations sociales avec, notamment, les travailleurs et les habitants d'un quartier, mais aussi entre les membres du groupe. Ainsi par exemple, l'imprimerie se trouve sur la route qui va de l'espace de vie du groupe de Santa Anita au marché. Tous les jeunes connaissent les travailleurs de cet établissement et entretiennent avec eux des relations plus ou moins privilégiées.

Cliché 3. Lieux de passage (photographies réalisées par les jeunes).



Cliché 4. Lieux exploités pour subsistance (photographies réalisées par les jeunes)



* * * * *

Nous venons de voir comment l'espace de la rue est exploité par les sujets qui nous intéressent dans une perspective d'adaptation et de subsistance. Nous avons également vu comment les aires publiques représentent une ressource inestimable parce qu'elles leur permettent d'accéder à un lieu de vie plus ou moins stable ainsi que d'exploiter des ressources économiques. Nous verrons maintenant comment ces lieux sont aussi importants parce qu'ils font partie de leur quotidien et s'inscrivent dans un quartier avec lequel ils s'identifient. C'est autour de ces micro-espaces du quotidien qu'ils vont alors créer des relations sociales avec les membres de leur bande ou des personnes extérieures à celle-ci. La ville, en général, et la rue, en particulier, ne signifient pas seulement pour eux une multitude d'espaces aux aspects fonctionnels qui leur permettent de subsister, mais aussi un cadre d'existence qui leur ouvre de nouvelles perspectives quant à des modes de vie et de socialisation. Pour ces raisons, nous pensons que l'on ne peut pas seulement

parler de pratiques de survie lorsque l'on se réfère aux enfants et jeunes de la rue. Leur relation à cet espace va au-delà d'un simple rapport de survie, sinon comment expliquer qu'ils ne prennent pas la décision de s'intégrer dans une institution d'assistance ? Comment interpréter, si l'on considère que leur relation à la rue se limite à la survie, le fait qu'ils choisissent de rester dans celle-ci alors qu'ils disposent d'autres alternatives qui n'exigent pas de leur part de chercher les moyens pour satisfaire leurs besoins ? Quel est l'intérêt de se maintenir dans un milieu hostile si celui-ci ne leur apporte absolument rien sur un plan symbolique, social ou identitaire ? Et enfin, comment comprendre leur attachement à cet espace si ce n'est qu'il représente en fin de compte une structure suffisamment positive pour choisir, d'une certaine manière, d'y demeurer ? C'est notamment à ces questions que nous tenterons de répondre dans les chapitres qui suivent.

**TROISIEME PARTIE : LA MARGE COMME
MOTEUR D'INTEGRATION « PARALLELE »**

CHAPITRE 6 : RELATIONS SOCIALES ET RESEAUX DE SOCIABILITE

Dans le présent chapitre, nous montrerons comment la vie dans la rue n'implique pas forcément une fragilité des liens sociaux. Nous y verrons comment la vie sociale des enfants et des jeunes de Mexico est intense et ne se caractérise pas par l'instabilité ou le court terme. Lorsqu'un enfant arrive dans la rue, il reconstitue un réseau de sociabilité aussi bien avec son groupe de pairs qu'avec d'autres acteurs avec lesquels il interagit régulièrement. Ceci lui permet non seulement de subsister dans ce nouveau contexte qui est dès l'abord caractérisé par une grande violence, mais aussi de s'intégrer de manière positive dans les dynamiques de la rue. Ainsi, nous décrirons dans un premier temps la nature des relations que les jeunes entretiennent entre eux, puis, dans un deuxième temps, celle qu'ils nouent avec d'autres acteurs qui pratiquent la ville au quotidien.

1 LE GROUPE DE PAIRS

Nous avons analysé au cours du chapitre V, les différentes fonctions que détiennent les groupes formés par les enfants et jeunes de la rue. Nous nous proposons dans cette partie de décrire les relations d'amitié et de solidarité qui s'établissent à l'intérieur des bandes, ainsi que de voir quels sont les modes de divertissement des jeunes qui contribuent à faire de la rue un espace récréatif.

1.1 Relations d'amitié et de solidarité

La majorité des aspects positifs que les enfants et jeunes de la rue perçoivent de leur appartenance à une bande sont liés à la relation qu'ils entretiennent avec ses différents

membres, et non pas aux bénéfiques pratiques et immédiats qu'ils peuvent en tirer¹⁸⁰. Même si le groupe détient une fonction primordiale de subsistance, il signifie le point de référence par excellence à partir duquel les jeunes tissent des relations d'amitié aussi bien avec leurs pairs, qu'avec des personnes qui vivent ou travaillent dans le quartier dans lequel ils vivent. Par ailleurs, nous constatons que la relation que les jeunes nouent avec les membres de leur groupe constitue un des éléments qui contribue à expliquer l'attrait qu'ils ressentent pour la vie dans la rue. Ainsi, dans le groupe de Niños Héroes, une mère dont le fils avait fugué s'est approchée d'un jeune pour lui demander, sur un ton réprobateur, pourquoi il ne rentrait pas chez lui et ne quittait pas définitivement la rue. Le jeune à riposté qu'il n'y avait pas de motif pour qu'il abandonne la rue : « *Pourquoi j'aurais envie de partir ? J'ai tout ici. Mes potes. Parce qu'en réalité ce sont mes frères* ». De même, lorsque nous leur demandons d'identifier les aspects positifs qu'ils perçoivent de l'espace de la rue, plus d'un jeune sur trois cite la relation qu'il entretient avec ses pairs. Cette relation se fonde notamment sur le partage de conditions de vie identiques et d'un passé rempli d'expériences similaires, mais aussi sur l'appartenance au même groupe et au même territoire, la consommation de drogues, la réalisation de vols collectifs, les jeux et les divertissements, l'entraide, la solidarité et l'interdépendance mutuelle.

Focalisons-nous ici sur les relations d'amitié et de solidarité que les jeunes entretiennent entre eux. Lors de l'enquête de terrain, j'ai rarement observé d'attitude individualiste ou égoïste provenant des jeunes. Au contraire, j'ai remarqué qu'ils partagent de bon gré, n'opposent pas de refus à une demande de soutien provenant d'un tiers et prennent en compte les membres de la bande lorsqu'ils se trouvent devant une occasion dont ils peuvent tirer profit. En ce qui concerne ce dernier point, j'ai observé à plusieurs reprises que lorsqu'une institution caritative apporte de la nourriture ou des vêtements, les jeunes qui sont présents ne saisissent pas seulement ce dont ils ont besoin personnellement, mais mettent également de côté des aliments et des habits pour ceux qui ne sont pas là. Par ailleurs, ils se montrent attentifs envers ceux qui ont davantage besoin de protection – les filles, les petits enfants, les femmes enceintes – ou qui éprouvent plus de mal à se débrouiller dans le milieu de la rue – Julio, du groupe de Santa Anita, qui éprouve de grandes difficultés à se suffire par lui-même ou Jacqueline, de Niños Héroes, qui ne peut réaliser les mêmes activités que les autres à cause de son handicap physique.

¹⁸⁰ Cf. ch. V, 1.2.

Bien entendu, si les membres d'une même bande interagissent entre eux, partagent les mêmes objectifs et éprouvent un sentiment d'appartenance envers leur groupe territorial, ils n'entretiennent pas les mêmes rapports les uns avec les autres. Le nombre de jeunes au sein d'une bande pouvant s'élever à vingt-cinq et plus, la constitution de petits groupes de deux ou trois individus permet d'entreprendre plus facilement des activités ensemble. À l'intérieur des bandes se nouent alors des alliances et se développent des amitiés plus solides entre certains sujets. Lorsque j'ai proposé aux jeunes de Niños Héroes et de Santa Anita de les prendre en photo selon leurs propres directives, ils se sont automatiquement réunis en groupes de deux ou trois¹⁸¹ et n'ont à aucun moment sollicité une photographie du groupe complet. Les clichés que nous disposons témoignent des liaisons que nous avons observées lors de notre enquête de terrain.

Ainsi, sur l'une des photographies¹⁸², nous observons Francisco, 17 ans, et Ulises, 14 ans, du groupe de Niños Héroes. Malgré leurs trois ans de différence, ils paraissent avoir le même âge : ils sont de petite taille et d'apparence grêle. Ils sont très vifs et se déplacent constamment dans le quartier et en dehors de celui-ci, sauf lorsqu'ils s'assoient sur le trottoir pour jouer aux cartes ou aux dominos et pour se droguer. Ils se sont rencontrés dans l'institution *Visión Mundial* – située à quelques minutes de leur lieu de vie – où ils ont vécu pendant plusieurs années avant de sortir dans la rue et de s'intégrer dans le groupe de Niños Héroes. Ils vivent tous les deux dans ce groupe depuis deux ans et demi et partagent plusieurs activités quotidiennes : ils mendient ensemble devant les bureaux du Procureur Général du District Fédéral et devant un cinéma, et sollicitent de la nourriture auprès des commerçants informels qui sont implantés aux alentours de la pharmacie dans laquelle ils se réunissent avec les différents membres de la bande. Ils se rendent également dans les *vecindades* de la zone de la *Lagunilla* pour se procurer de la drogue à moindre prix, ainsi que celle de César qui, ayant eu maintes fois des problèmes avec la police et ayant fait plusieurs années de prison, ne s'aventure plus dans cette zone. Ils sympathisent d'ailleurs beaucoup avec César tout en ressentant une grande admiration pour lui. Il représente en quelque sorte un modèle à suivre pour eux, ainsi que pour membres du groupe : il ne possède pas seulement une grande expérience de la vie dans la rue, mais semble en outre être assez satisfait d'un mode de vie qu'il mène depuis vingt-cinq ans déjà. Par ailleurs, Francisco et Ulises sont généralement réticents vis-à-vis des institutions d'assistance et des

¹⁸¹ Cf. index photographique en annexes, clichés n° 36, 40, 42, 49, 55, 56, 57 et 58.

¹⁸² *Ibid.*, cliché n° 49.

éducateurs sociaux. Ils entretiennent toutefois un rapport plus ou moins régulier avec l'institution *Visión Mundial* qui les autorise à prendre une douche le vendredi et les invite occasionnellement au cinéma. Ils adorent jouer, et lorsque je me rendais dans la zone, ce sont toujours eux qui s'approchaient en premier pour voir quels jeux j'avais ramenés. Ils se considèrent « comme des frères » et ne se séparent que rarement. Parfois, ils se réunissent également avec trois autres jeunes du groupe : Luis, 13 ans, « Esponja », 12 ans et David, 15 ans.

Sur les photographies prises dans le groupe de Santa Anita, nous pouvons aussi nous rendre compte des alliances entre différents membres, dont celle de Juan (14 ans) et de Martín (16 ans)¹⁸³. Leur amitié semble déjà dater d'un certain temps, puisqu'ils ont vécu au même moment dans l'institution *Hogares Providencia* et dans le groupe de La Raza. Les premiers jours de l'enquête de terrain, ils étaient les seuls à dormir dehors, sans l'abri d'un toit. Après quelques semaines, ils ont construit une tente pour s'y abriter et dormir la nuit. Ils ont alors commencé à partager leurs différentes possessions, dont un lecteur de CD et une chaîne hi-fi, ainsi que leurs vêtements et la drogue. Comme Francisco et Ulises, ils ont des activités communes, à savoir mendier dans le marché de Jamaïque et solliciter de la nourriture auprès des commerçants qui y travaillent. Ils disent du bien l'un de l'autre et sont particulièrement solidaires entre eux. Martín est également très lié à Julio¹⁸⁴ (19 ans), mais passe moins de temps avec lui car il a une petite amie dans le groupe¹⁸⁵. Dans cette même bande, nous trouvons un autre petit groupe constitué par Leonardo (18 ans), sa copine Elena (16 ans) et Edgar (17 ans)¹⁸⁶. Ces trois jeunes ont plusieurs points en commun : ils ont un travail formel, tentent de mendier le moins possible et ont arrêté de se droguer au solvant. Si nous nous penchons sur les caractéristiques des jeunes qui composent ces deux « sous-groupes », nous remarquons d'emblée qu'ils ne partagent ni les mêmes activités économiques, ni les mêmes intérêts. Les premiers se consacrent essentiellement à la mendicité ou dépendent d'elle¹⁸⁷, ne travaillent pas et se droguent quotidiennement au solvant, tandis que les seconds délaissent progressivement la mendicité au profit d'une activité économique formelle et ne consomment plus que de la marihuana. Par ailleurs, leur manière de se situer vis-à-vis de la rue diverge sensiblement :

¹⁸³ Cf. index photographique en annexes, cliché n° 55.

¹⁸⁴ *Ibid.*, cliché n° 57.

¹⁸⁵ *Ibid.*, cliché n° 58.

¹⁸⁶ *Ibid.*, cliché n° 56.

¹⁸⁷ Julio ne mendie pas car il éprouve « de la honte » à le faire, mais vit de ce que les autres jeunes mendient pour lui.

alors que, la rue constituant pour les premiers une référence principalement positive, ils ne cherchent pas d'alternative à celle-ci, pour les seconds, elle représente plutôt une référence négative et ils cherchent les moyens de s'en éloigner. Aussi, même si je n'ai que rarement observé des conflits ou disputes entre les différents jeunes, j'ai perçu quelques tensions ou du moins des désaccords entre eux. Dans cet extrait d'entretien, Leonardo critique le comportement de Martín lorsqu'il va demander de la nourriture au marché de Jamaïque :

« Moi je ne veux plus aller au marché, [...] il y a des gens qui nous disent : "Vous payez un loyer ou quoi ? Vous allez payer combien la semaine ?". Parce qu'après il y en a [des jeunes de la bande] qui arrivent, sifflent et disent : "Quoi ? Tu m'offres pas une petite pièce ?". Putain, ce sont les conneries de Tyson [Martín], de ce con. Une autre fois je me souviens qu'il était en train de demander un taco à une dame [...] et qu'elle nous [...] prépare un taco vraiment gros et que Tyson regarde la dame et dit : "Quoi, seulement ça ? Mais vous ne pensez pas rajouter un peu d'haricots ?", et la dame rajoute des haricots, "Et la sauce ?", et elle rajoute la sauce, "Et la viande ?", et elle dit : "Arrête de faire chier, il n'y a plus rien, casse-toi, fais pas chier". Et alors je dis à Tyson : "Fais pas chier, tu veux pas qu'elle te montre la carte, tant que t'y es ? " [...]. Et c'est pour ça que les gens après s'énervent, et à cause d'un con, on doit tous payer » (Leonardo, 18 ans).

Par conséquent, lorsque l'on parle de solidarité entre les différents membres d'un groupe, de camaraderie ou encore de soutien, il est important de considérer d'emblée que les relations entre eux ne sont pas uniformes. Il existe des relations d'amitié qui sont plus intenses que d'autres, des relations conflictuelles ou de complicité accrue. Dès lors, si l'on est généralement solidaire avec le groupe et ses membres comme un ensemble homogène, des alliances particulières se mettent en place entre pairs en fonction de différents critères comme l'âge, les affinités, les activités économiques, ou encore la manière d'envisager la vie dans la rue.

Pour demeurer au sein d'un groupe, il est donc essentiel pour les jeunes de la rue de maintenir de bonnes relations avec les membres de leur bande. Pour cette raison, les motifs les plus évoqués par les jeunes pour expliquer leur départ d'un groupe et leur insertion

dans un autre sont la mauvaise entente avec un ou plusieurs membres de la bande et la rencontre de jeunes d'autres bandes avec qui ils s'entendent mieux. Ainsi, lorsqu'ils estiment que la relation avec leurs pairs s'est détériorée et qu'ils ont la possibilité de changer de groupe, ils vont s'insérer dans un nouveau. D'après les résultats des questionnaires, 20% des jeunes ont vécu dans un seul groupe (dans celui où ils ont été interrogés), 33% dans deux groupes, 35% dans trois et 12% dans quatre ou plus. Ainsi, pendant le camp qui a été réalisé par *Renacimiento*, trois jeunes du groupe de Buenavista se sont liés d'amitié avec plusieurs membres du groupe de Niños Héroes et un jour après le retour à la capitale, ils se sont intégrés dans ce dernier. Non seulement ce groupe leur offrait la possibilité de développer davantage de relations avec des jeunes de la rue (le nombre de membres du groupe de Buenavista ne s'élève qu'à six alors que celui de Niños Héroes en compte vingt environ), mais aussi d'après eux, celle d'accéder à plus de divertissement.

1.2 Récréation et divertissement

La rue représente un espace de divertissement pour beaucoup de jeunes. Rappelons l'ennui qu'ils ressentent au sein des institutions d'assistance, sentiment qui s'oppose fortement à la diversion qu'ils rencontrent dans la rue. Cet aspect récréatif de la rue est dû, avant tout, aux dynamiques qui se jouent au sein des groupes et aux diverses activités qu'ils partagent avec leurs pairs. Curieusement, si l'on transpose les jeunes dans un contexte autre mais qui leur permet de conserver des dynamiques similaires et des activités récréatives, l'ennui apparaît quasi mécaniquement. C'est le cas par exemple des jeunes du groupe de Niños Héroes qui ont participé au camp au bord de la mer : au bout de deux jours, plusieurs d'entre eux ont exprimé l'ennui qu'ils ressentaient et leur désir de retourner à Mexico. Ramón, un garçon de 14 ans du groupe de La Raza, a fui le camp et est reparti à la capitale dans le compartiment à bagages d'un autobus. Nous pensons donc que l'aspect divertissant de la rue résulte aussi de leur situation d'indépendance dans laquelle ce sont les jeunes qui décident et gèrent leurs activités, sans avoir à subir le contrôle d'une figure autoritaire. Nous verrons ici pourquoi les jeunes n'octroient jamais un caractère monotone à l'espace de la rue, en nous centrant sur les activités divertissantes qu'ils mettent en place. Ces dernières sont de deux ordres : les unes, à caractère proprement ludique, tandis que les autres n'ont pas pour finalité principale la diversion, bien qu'elles puissent développer cet aspect-là.

Les premières se réfèrent à l'ensemble des activités que les jeunes développent dans l'intention de s'amuser. Celles-ci sont nombreuses : jouer aux jeux vidéo, aux cartes, aller à la foire, à la piscine, au cinéma, etc. Elles n'impliquent pas toujours une dépense d'argent, ce qui explique, en partie, qu'une minorité seulement de jeunes destinent leurs gains à la réalisation de ces activités.

« Eh bien on s'amuse, on joue. On rentre dans le cinéma, comme ça, sans payer pour voir des films, et après on va à Chapultepec, à la foire. Et sinon on réunit vingt-cinq pesos et on va nager. Ici on s'amuse, on est avec les potes » (Ulises, 14 ans).

« On allait aussi à l'État de Mexico, à la place Cuacualco. On demandait de l'argent sur toute la place, après on rentrait dans le cinéma en cachette, on jouait aux jeux vidéo, on jonglait aux feux [...]. Tout ça pour s'amuser, juste pour s'amuser. Après on allait se laver dans une fontaine qui était un peu profonde [...], une fontaine dans laquelle les gens lancent des monnaies, alors nous on ramassait l'argent » (David, 15 ans).

Si l'on se penche sur les photographies qui ont été prises dans le cadre de l'analyse de l'espace et des réseaux sociaux, on remarque que seulement trois clichés se rapportent à des lieux purement destinés à se divertir ou à se distraire régulièrement¹⁸⁸ : une papeterie qui dispose d'une machine de jeux vidéo, un terrain de football et un terrain de basket-ball. Malgré cela, nous pensons que cette sous-représentation de ce type de clichés n'indique pas une indifférence de la part des jeunes vis-à-vis des activités ludiques. En effet, d'une part, il n'est pas toujours possible d'associer certaines activités à un espace en particulier, et d'autre part, seuls les espaces qui détiennent une fonction ludique *visible* ont été pris en compte, or plusieurs autres sont exploités pour y développer des activités récréatives. À titre d'exemple, la consommation de drogue – qui comporte une fonction ludique importante, comme nous le verrons par la suite – ne s'effectue pas dans des lieux qui seraient exclusivement destinés à cette consommation. De même, les espaces destinés principalement au développement d'activités lucratives, n'excluent pas que l'on puisse aussi y mettre en place des activités ludiques.

¹⁸⁸ Gloria a réalisé plusieurs clichés d'un stade de football, mais elle ne s'y rend que lors de l'événement annuel *Mundialito* organisé par l'institution d'assistance *Renacimiento*. C'est pour cette raison que nous n'avons pas pris en compte ces photographies.

Cliché 5. Lieux destinés au divertissement (photographies réalisées par les jeunes)



Les voyages représentent aussi un aspect important de la diversion dans la rue. La majorité des jeunes en ont fait l'expérience et certains dès les premières semaines de vie dans la rue, dont principalement ceux de notre échantillon qui proviennent de l'extérieur du District Fédéral et qui sont arrivés à la capitale seuls ou avec un ami.

« "On va connaître Mexico", "Oui, on va voir ce qui s'y passe", qu'on disait. Et je connaissais un petit [...] qui me disait : "Allez, on part", et alors nous sommes montés dans le train et avons mendié pour arriver au D.F. » (Esteban, 18 ans).

Ici, le départ des jeunes de leur ville d'origine vers la capitale semble être principalement motivé par une envie de découverte et d'aventure. Par la suite, lorsqu'ils s'intègrent dans un groupe du District Fédéral, les voyages deviennent une activité de divertissement à caractère régulier ou occasionnel. Dans le groupe de Niños Héroes, ils sont prévus quelques jours à l'avance par plusieurs membres de la bande qui décident de quitter la capitale pour *« prendre des vacances » (tomar vacaciones)* et s'amuser (*cotorrear, echar coto*). Leurs destinations favorites sont les plages d'Acapulco situées à seulement quatre heures de route du District Fédéral. D'après les témoignages des jeunes,

ces trajets se multiplient pendant la période des pluies ou lorsque le froid de l'hiver devient insupportable. Ces voyages font partie intégrante de la vie dans la rue. Ils représentent une source importante de divertissement et d'aventure qui fait de cet espace un lieu plus agréable à vivre. Selon le discours d'Antonio, les voyages et les aventures qui en découlent participeraient même à l'élaboration de l'identité de l'enfant de la rue.

« Tu vois, l'enfant de la rue, c'est celui qui a vécu une vie comme la mienne. Celui qui a voyagé en train, qui a souffert du froid, qui est tombé des trains. Celui qui a dû prendre un bateau [...]. Ces aventures, je te parie que personne, personne au monde ne les a vécues plus que moi » (Antonio, 26 ans).

Les enfants et jeunes de la rue mettent en place un deuxième type d'activités à caractère de divertissement : le vol et la consommation de drogue. Ces activités détiennent une fonction ludique considérable, même si elles possèdent d'autres fonctions non moins importantes – identitaires, de survie, etc. Commençons par analyser le vol comme activité ludique¹⁸⁹. D'après les témoignages réunis, il s'agit de vols collectifs qui sont commis par plusieurs membres d'un groupe territorial ou utilitaire. Dans l'extrait d'entretien ci-dessous, il est question de vols commis par les membres du groupe de Niños Héroes.

« Après on volait [...] aux vendeurs de Balderas. On arrivait la nuit : "On va boire un coup, mais on a pas de cigarettes", "Eh bien pourquoi on va pas voir le mec-là et on lui prend des boissons ?". Et alors on arrivait tous et "Poum, poum", on prenait des cigarettes ou autre chose et alors le mec disait : "Fils de putes." On se mettait à courir et il nous lançait des canettes [...]. Alors on les buvait et on se foutait de sa gueule et après on allait dans un magasin [...], on entraient tous et "Poum, poum". Comme il y avait juste un mec qui surveillait on prenait des boissons, des chips et tout ça. Et alors on sortait et on venait boire des bières dans le parc » (César, 32 ans).

Plusieurs éléments nous permettent de déterminer que les raisons qui ont motivé ces différents vols sont davantage d'ordre ludique qu'économique. Premièrement, la marchandise qui est volée (boissons alcoolisées, cigarettes et chips) ne correspond pas à

¹⁸⁹ Le vol comme activité lucrative a été analysé au Chapitre IV, 3.3.

celle qui est habituellement convoitée dans la majorité des vols que les jeunes commettent. Deuxièmement, nous remarquons qu'ils rient et se moquent des commerçants : il n'y a pas de signes de violence de leur part, contrairement aux vols qui sont réalisés dans une finalité de subsistance. Dans cet exemple, le vol s'inscrit dans un contexte de divertissement, ce qui explique pourquoi les jeunes ne sont pas agressifs et n'utilisent pas d'armes blanches. Enfin, remarquons que la décision de commettre un vol est motivée, dès le départ, par le divertissement (boire et fumer). Aussi, une fois le vol commis, les jeunes vont dans le parc pour consommer en groupe le fruit de leur larcin.

Quant à la dernière activité, la consommation de drogue, nous verrons ici comment elle possède également une fonction ludique. La quasi-totalité (95%) des jeunes qui ont été interrogés par questionnaire consomment des psychotropes. Huit jeunes sur dix le font de manière quotidienne. Les produits les plus utilisés sont par ordre d'importance le solvant, la marijuana, le crack, la cocaïne et les cachets pharmaceutiques. Lorsqu'on interroge les jeunes au sujet de la drogue, ils déclarent qu'« avant » ils en consommaient moins et consacraient plus de temps à jouer et à s'amuser. Nous avons effectivement remarqué comment, proportionnellement aux années vécues dans la rue, les jeunes délaissent les jeux au profit de la drogue. Néanmoins, nous pensons que le caractère ludique de la rue ne s'en voit pas pour autant atteint, étant donné que la consommation de psychotropes possède une fonction récréative importante. À partir de différentes études réalisées sur les enfants de la rue dans différents pays latino-américains, Lucchini (1996 : 216) parvient à attribuer plusieurs fonctions à la consommation de psychotropes chez les enfants de la rue, soit quatre fonctions de nature collective – ludique, rituelle, identitaire et de provocation/revendication – et quatre autres de nature individuelle – hédoniste, physiologique, de rupture des inhibitions et de variation de la gamme des sensations. La nature individuelle de cette fonction répond à un besoin ou à une motivation d'ordre personnel, tandis que la fonction collective est dominée par une dynamique de groupe. L'auteur associe ces différentes fonctions à des types de consommation différents. Par exemple, lorsque la consommation détient une fonction ludique, c'est le mode de consommation « doux » qui prévaut. Selon cette idée, il n'y a pas de drogues douces ou dures en soi, mais une consommation douce ou forte de substances psychotropes. En ce qui nous concerne, la marijuana – généralement consommée de manière occasionnelle, en petites quantités et en groupe – correspond plutôt à un mode de consommation doux et répond à des besoins de nature collective, alors que le solvant – consommé plus

régulièrement, en grandes quantités et plus souvent en solitaire – est lié à un type de consommation fort et répond davantage à des besoins de nature individuelle. Bien sûr, ces deux substances peuvent être associées à d'autres fonctions, selon l'utilisation que l'on en fait. Aussi, si la marijuana détient généralement une fonction ludique, elle peut détenir une autre fonction lorsque les conditions de sa consommation varient. Il en va de même pour l'inhalation de solvant qui possède des fonctions ludiques lorsque, par exemple, les jeunes de Niños Héroes se regroupent dans un lieu qu'ils considèrent comme récréatif (un parc), autour de boissons alcoolisées et de cigarettes. Toute consommation de drogue qui rentre dans ce cadre, possède forcément une fonction ludique : elle vient en complément des autres activités qui sont entreprises dans le but de se divertir.

Signalons, avant de terminer, que l'identification faite par Lucchini des différentes fonctions que détient la consommation de drogue chez les enfants de la rue, permet à l'auteur d'affirmer que celle-ci étant essentiellement multifonctionnelle, elle diffère de la consommation qu'en font les toxicomanes. Dans le cas qui nous intéresse, le degré de dépendance vis-à-vis de ces substances varie en fonction de la drogue consommée et du type d'utilisation que l'on en fait. Par ailleurs, la recherche et la consommation de drogue ne monopolisent pas toutes les ressources et les motivations des jeunes de la rue, raison pour laquelle on ne peut pas parler de toxicodépendance chez eux. Cette constatation est primordiale, car une toxicodépendance diminuerait leur marge de manœuvre et leur emprise sur l'environnement, ce qui limiterait leur capacité d'acteurs sociaux. Les jeunes qui font l'objet de notre étude, alternent généralement entre un type de consommation et un autre, ce qui ne veut pas dire qu'aucun enfant ne tombe dans la toxicodépendance, mais que celle-ci n'est pas une conséquence inéluctable du mode de vie de la rue : d'après mes propres observations, une minorité seulement de jeunes deviennent toxicomanes. Par conséquent, si la consommation de drogue est fortement liée à la vie dans la rue, la toxicodépendance, pour sa part, ne l'est pas. Remarquons que neuf jeunes sur dix ont commencé à consommer de la drogue après leur arrivée dans la rue, et que dès le départ, c'est la fonction collective de cette consommation qui domine : les jeunes découvrent la drogue lorsqu'ils commencent à s'introduire dans un groupe. Cette consommation répond donc aux dynamiques existantes dans les groupes, mais aussi à une volonté d'insertion de la part du jeune. Elle crée une cohésion entre le jeune et son groupe de pairs, qui lui permet, progressivement, de s'adapter au contexte de la rue.

2 LES PERSONNES EXTERIEURES AU GROUPE

Les jeunes de la rue n'entretiennent pas seulement des relations avec leurs pairs, mais aussi avec une multitude d'acteurs qui pratiquent la ville au quotidien. La nature de ces relations peut varier en fonction du groupe étudié. Chaque groupe a ses spécificités et est intégré au sein d'un quartier qui détient aussi des caractéristiques particulières. Pour cette raison, nous proposons au cours de cette partie de décrire les relations que les jeunes de cinq groupes différents – Niños Héroes, La Raza, Zarco, Buenavista et Santa Anita – ont nouées avec leur entourage

2.1 Interactions avec les commerçants

D'après les résultats des questionnaires, plus de huit jeunes sur dix entretiennent une relation plus ou moins régulière avec les commerçants. Ici, nous analysons le type d'interactions que les membres des cinq groupes cités plus haut entretiennent avec les vendeurs généralement implantés au sein de leur quartier et, dans une moindre mesure, en dehors de celui-ci.

Les jeunes du groupe de Niños Héroes se déplacent, dès qu'ils se réveillent, vers la pharmacie et ses environs. C'est là qu'ils ont l'habitude de se droguer, de mendier et d'interagir entre eux et avec d'autres personnes qui vivent dans le quartier, le fréquentent ou y travaillent. À cet endroit sont également implantés plusieurs commerçants informels qui vendent des aliments cuisinés et des boissons, mais aussi d'autres produits comme des livres, des fleurs ou des bricoles à bas prix importées de Chine. Les membres de cette bande ont noué une relation avec les commerçants qui leur permet de satisfaire facilement leurs besoins alimentaires : pratiquement neuf jeunes sur dix disent interagir régulièrement avec eux et affirment qu'ils leur offrent à manger. De même, un peu plus de la moitié leur rendent des petits services en échange de nourriture – leur apporter de l'eau, aller acheter des *tortillas*¹⁹⁰, faire la vaisselle, nettoyer le stand – et presque deux tiers en échange d'argent. Les jeunes n'interagissent évidemment pas avec l'ensemble des commerçants du quartier pas plus qu'ils ne choisissent de manière aléatoire ceux à qui ils vont demander de la nourriture : ils n'établissent une relation qu'avec certains d'entre eux. Ainsi, Jesús identifie les commerçants avec lesquels il interagit et tente de décrire la nature de la relation qu'il entretient avec chacun d'eux :

¹⁹⁰ Galettes de maïs qui constituent la base de l'alimentation au Mexique.

« Je connais ceux qui vendent des livres, des quesadillas et des tacos¹⁹¹. Je connais ceux qui vendent des jus... Je m'entends bien avec celui qui vend des livres, je lui dis bonjour, je lui donne un coup de pied et je m'en vais en courant et on rigole. Et puis j'aide celui qui fait des quesadillas. Et celui qui vend des jus eh ben il m'offre des jus, on reste là et on parle. La dame qui prépare des quesadillas eh ben je l'aide tous les jours entre 15h et 16h et 18h et 19h. Je range son stand, je le lie avec une corde et je le porte et alors elle me donne mon argent » (Jesús, 13 ans).

La majorité des commerçants avec lesquels les jeunes de ce groupe interagissent sont situés aux alentours de la pharmacie et dans les espaces que les jeunes fréquentent et occupent régulièrement pendant la journée. Néanmoins, les jeunes connaissent d'autres vendeurs qui travaillent dans des espaces plus retirés. Ulises, par exemple, entretient une relation étroite avec un commerçant qui vend des films pirates à la sortie du cinéma où il a l'habitude de mendier aux heures de projection. Il raconte être très uni à cette personne dont il parle de manière affectueuse et précise qu'il regrette son absence car cela fait quelques jours qu'elle ne se rend pas au cinéma. De même, César dit bien s'entendre avec des vendeurs implantés à deux pas de la pharmacie, mais aussi dans d'autres rues du quartier : « Je connais ceux de Martínez, García Diego, Velasco, ceux de Liceaga¹⁹² ». Il rapporte comment il a déjà été invité à manger chez eux à plusieurs reprises et comment il a aidé l'un d'eux à repeindre sa maison. Nous pouvons donc voir comment les jeunes développent bien plus qu'une relation utilitaire avec les commerçants. Nous avons observé comment ils aiment passer leur temps à bavarder avec eux, debout à l'intérieur des stands ou assis à côté des clients qui mangent. Leurs sujets de conversation sont assez variés. Les jeunes s'intéressent au travail que les commerçants font et à leur vie privée, et les interrogent à propos de la marchandise qu'ils vendent, des plats qu'ils cuisinent et de la relation qu'ils entretiennent avec les différents membres de leur famille. Les commerçants, pour leur part, s'attachent au vécu et au quotidien des jeunes : « Raconte-moi un peu, tu as des frères et sœurs ? », « Ça te plaisait là où tu habitais avec ta famille ? » et « Comment ça va aujourd'hui ? », « Où est-ce que tu étais passé ? Je ne t'ai pas vu de toute la journée », « Qu'est-ce que tu as prévu de faire maintenant ? ». Ils se permettent de leur donner des conseils et de leur faire des commentaires à propos de leur comportement : « Tu

¹⁹¹ Plats mexicains à base de *tortillas*.

¹⁹² Noms de rues.

devrais aller avec les travailleurs sociaux qui sont passés tout à l'heure, ils sont là pour t'aider », « Arrête de te chamailler avec les autres », « Tu es vraiment têtue ! », « Pense à soigner ta blessure pour qu'elle ne s'infecte pas », etc. Les commerçants deviennent donc progressivement les interlocuteurs privilégiés des jeunes. Ces derniers partagent avec eux leurs soucis, leurs malheurs et leurs joies. Ils les informent sur les derniers événements qui ont eu lieu dans le quartier et leur racontent des anecdotes à propos des différents membres du groupe. Citons comme exemples le fait qu'ils les ont informé avec terreur de l'assassinat d'une jeune femme dans le quartier, leur ont décrit la manière dont Marisol a cassé une bouteille en verre sur la tête de son petit ami ou encore leur ont fait part avec inquiétude de l'incendie de l'immeuble où ils logeaient. À force de partager un espace quotidien, les frontières existant entre les commerçants et les jeunes s'estompent et font place à l'établissement de relations amicales et de « bon voisinage ». Nous avons d'ailleurs constaté que les commerçants sont la plupart du temps au courant des déplacements quotidiens des jeunes : il suffisait que je leur demande pour être informée de leur emplacement ou de ce qu'ils pouvaient être en train de faire à ce moment-là.

De prime abord, ces relations entre des personnes qui se fréquentent au quotidien peuvent nous sembler tout à fait naturelles. Elles ne sont pourtant pas si spontanées qu'on peut le croire et ce, pour deux raisons principales. D'une part, la présence d'enfants et jeunes de la rue dans des zones de commerçants peuvent représenter un désagrément pour des personnes qui cherchent à vendre leur marchandise le mieux possible. Ainsi, certains jeunes nous ont rapporté avoir fait l'objet d'insultes ou de remarques désagréables de la part de commerçants : « *sale puant* » (*pinche mugroso*), « *sale enfant de la rue* » (*pinche niño de la calle*), « *tu ferais mieux de travailler* » (*mejor ponte a trabajar*), etc. À titre d'exemple, Ulises précisait au cours d'un entretien, que lui et ses pairs avaient occasionnellement des problèmes avec les vendeurs situés à côté de la pharmacie. Ces derniers, incommodés par les ordures qu'ils laissent traîner par terre et par la consommation de drogues, auraient appelé la police à plusieurs reprises pour qu'elle les expulse de cet endroit. D'autre part, nous avons remarqué que les jeunes communiquent assez difficilement avec des personnes qui ne font pas partie de leur groupe. Ce n'est pas tant qu'ils éprouvent du mal à interagir avec elles, mais plutôt qu'ils tendent à limiter leur conversation à l'essentiel. C'est d'ailleurs pour cette raison que j'ai éprouvé autant de difficultés, au début, à obtenir des informations de la part des jeunes et que mes questions sont souvent restées sans réponse : ils les ignoraient ou les évitaient en me demandant

ironiquement si j'étais détective privé. Aussi, insistons sur le fait que cela ne va pas de soi, d'un côté, que plusieurs commerçants perçoivent les jeunes avec bienveillance et les aident dans leur vie quotidienne et, d'un autre côté, que les jeunes incluent les commerçants dans leurs dynamiques et interactions habituelles, faisant d'eux des individus détenant une place importante dans leur quotidien.

Dans le cas du groupe de La Raza, les stands de commerçants sont situés à la sortie du métro, à quelques mètres du parc que les jeunes ont choisi comme lieu de vie. Dans ce groupe, la totalité des jeunes interrogés affirment interagir régulièrement avec les vendeurs qui sont implantés dans la zone : neuf jeunes sur dix obtiennent de la nourriture gratuite de leur part, un peu plus de la moitié travaillent pour eux et sept jeunes leur rendent des services en échange de nourriture et de boissons. Par ailleurs, certains commerçants leur confient leur stand lorsqu'ils doivent s'en éloigner pour se rendre aux toilettes. Ramón, jeune garçon de 14 ans qui vit dans la zone de La Raza depuis sept ans, s'entend spécialement bien avec le vendeur de confiseries. Outre le fait de lui rendre régulièrement des services comme celui d'aller faire de la monnaie ou surveiller son stand lorsqu'il doit s'absenter, il passe énormément de temps avec lui à bavarder et à jouer aux cartes. Par ailleurs, ce commerçant d'une trentaine d'années, se rend aussi dans le parc pour cohabiter avec les jeunes, acquérir du solvant et se droguer. Contrairement aux membres d'autres groupes, les jeunes de La Raza n'interagissent pas seulement avec les commerçants autour du travail ou de l'échange de services, mais aussi autour du divertissement et de la cohabitation dans leur lieu même de vie.

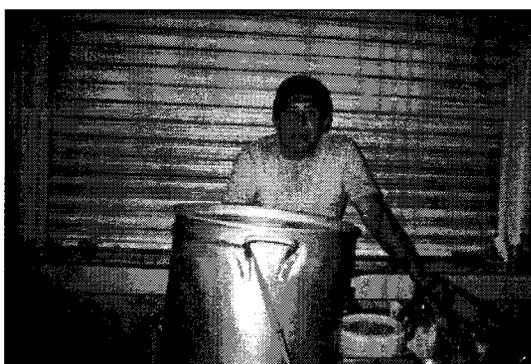
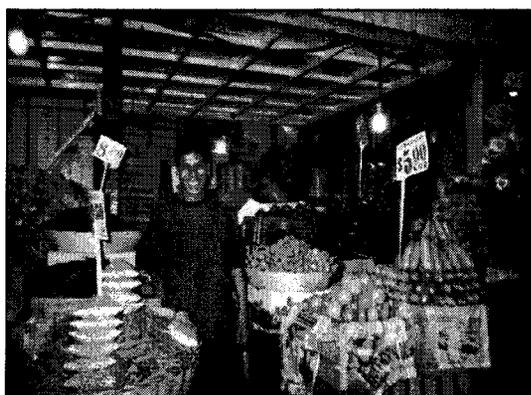
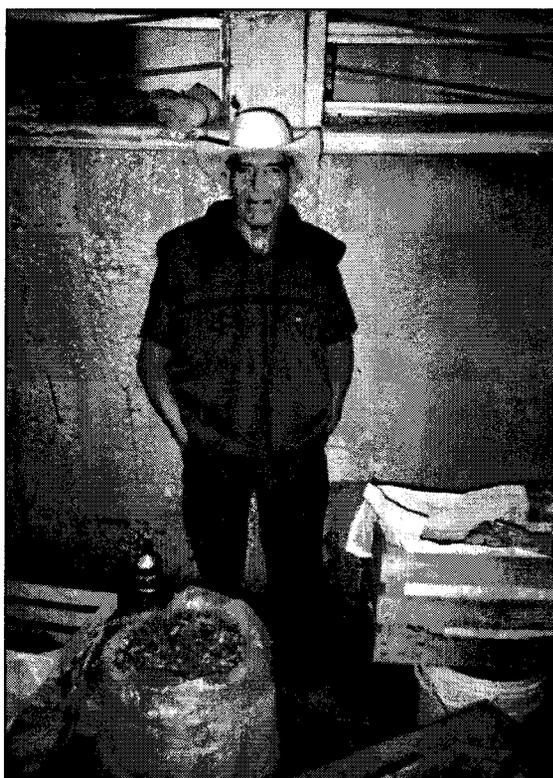
En ce qui concerne les jeunes du groupe de Zarco, installés sur une place du centre-ville, ils sont ceux parmi les cinq groupes que nous étudions ici qui entretiennent les relations les plus faibles avec les commerçants. Alors que ce groupe se trouve dans des conditions similaires à celles de La Raza – de nombreux commerçants sont implantés dans le quartier et son espace de vie est limitrophe à l'espace de travail des commerçants –, les dynamiques de ces deux groupes, en ce qui concerne leurs interactions avec les commerçants, sont très différentes. Ici, un jeune sur trois déclare ne pas entretenir de rapports avec les vendeurs. Ceci ne se traduit pas nécessairement par de l'indifférence des uns vis-à-vis des autres : comme c'est le cas dans d'autres zones étudiées, les commerçants les aident en leur offrant de la nourriture et montrent de l'intérêt pour eux en les interrogeant à propos de leur passé familial et de leur vie dans la rue. Ils partagent également avec eux l'eau courante et le câble électrique d'un poteau public : alors que les

commerçants l'utilisent pour s'éclairer, mixer des fruits ou chauffer des aliments au micro-onde, les jeunes le font pour écouter la radio et regarder la télévision. Néanmoins, il faudrait comprendre pourquoi, contrairement aux jeunes d'autres groupes, une proportion bien plus importante n'interagit pas avec les commerçants. Nous ne voyons qu'une explication à ceci : les jeunes qui appartiennent à ce groupe sont très conflictuels. Ils ne sont pas seulement perçus comme tels par les éducateurs sociaux, mais aussi par les membres d'autres groupes de jeunes de la rue. J'ai moi-même observé de nombreuses disputes et bagarres entre les membres de cette bande et il m'a personnellement semblé très difficile d'entrer en relation avec eux. Ceci pourrait expliquer pourquoi la relation entre les commerçants et les jeunes de la rue est plus difficile à établir dans cette zone. Nous avons vu, dans le cas du groupe de Niños Héroes, que les commerçants peuvent se sentir dérangés par la présence et le comportement des jeunes. C'est d'autant plus vrai dans une zone où il y a souvent des bagarres.

Pour leur part, les jeunes du groupe de Buenavista, installés sur un stationnement entre un hypermarché et un grand magasin, n'entretiennent pas non plus beaucoup de relations avec les commerçants. Ici, l'absence de vendeurs aux alentours de l'endroit où ils vivent, les contraint à se diriger vers d'autres quartiers où il y a du commerce, comme au marché de la Lagunilla, situé à environ vingt minutes à pied de leur lieu de vie, ou encore à un marché itinérant (*tianguis*) hebdomadaire qui s'installe les jeudis à quelques rues de là. Ici, contrairement à la situation géographique des groupes de La Raza et de Niños Héroes, leur emplacement ne leur permet pas d'établir de relation amicale avec les commerçants. De même, nous remarquons que les membres de ce groupe n'interagissent que rarement avec d'autres individus extérieurs à la bande. À l'opposé d'autres groupes, ils ne vivent pas au sein d'un quartier d'habitations, mais dans une zone fréquentée par des personnes qui viennent en voiture faire les courses dans les grandes surfaces. Cette situation ne leur donne pas la possibilité d'établir des relations assidues avec des personnes extérieures à leur bande. Nous pensons que l'emplacement géographique des jeunes et le fait de ne pas posséder d'espace fortement territorialisé peuvent être responsables de la dissolution progressive du groupe. N'ayant alors pas pu s'intégrer dans le quartier en développant un véritable sentiment d'appartenance envers lui, certains jeunes sont retournés dans leurs familles respectives, d'autres sont partis dans des maisons d'accueil, et d'autres encore se sont insérés dans le groupe de Niños Héroes.

Enfin, l'ensemble des jeunes du dernier groupe étudié, Santa Anita, interagit avec les commerçants qui vendent de la nourriture à l'intérieur du marché de Jamaïque situé à quelques minutes de leur lieu de vie, ainsi qu'avec les commerçants ambulants qui vendent à l'intérieur ou à l'extérieur de ce même marché. Ils reçoivent également de la nourriture gratuitement de leur part et c'est le seul groupe dont tous les membres travaillent pour les commerçants.

Cliché 6. Commerçants du marché de Santa Anita (photographies réalisées par les jeunes)



Les jeunes de ce groupe se rendent au marché à différents moments de la journée : le matin, l'après-midi et en début de soirée. À partir de 18h, tous les jeunes s'y dirigent pour jeter les poubelles des commerçants qui commencent à ranger leurs marchandises et à

fermer leurs stands. S'agissant d'un marché assez imposant – il est le deuxième marché aux fleurs le plus important de la ville –, les jeunes connaissent beaucoup de commerçants qui sont solidaires avec eux. Ce marché représente donc un des points centraux dans l'organisation de leur quotidien et l'unique source de nourriture pour les jeunes qui ne se déplacent qu'occasionnellement en dehors du quartier. Si nous comptabilisons le nombre de clichés réalisés par les jeunes ayant participé au projet d'analyse de l'espace et des réseaux sociaux, nous constatons que près de la moitié ont été pris dans le marché de Jamaïque, soit trente sur un total de soixante-six.

Tableau 12. Nombre de photographies réalisées par lieu, Santa Anita

	Elena, 16 ans	Gloria, 22 ans	Leonardo, 18 ans	TOTAL
Marché de Jamaïque	14	7	9	30
Autres marchés	-	-	2	2
Imprimerie	1	3	2	6
Lieu de regroupement de la bande	3	-	-	3
Métro	2	-	-	2
Local où ils vont chercher de l'eau	1	-	-	1
Stade	-	8	-	8
Parcs	-	-	3	3
Institutions	-	-	1	1
Lieux de passage	4	-	6	10
TOTAL	25	18	23	66

Par ailleurs, les deux tiers des clichés qui ont été pris dans le marché représentent des personnes avec qui les jeunes interagissent quotidiennement, soit onze commerçants et vendeurs ambulants, et neuf personnes qui travaillent dans la décharge ou le stationnement du marché. Parmi les trente-six clichés restants, dix-neuf représentent également des personnes. Néanmoins, la moitié n'entretiennent aucune relation avec les jeunes : ces derniers ne les connaissaient pas mais leur ont demandé de poser pour la photo. En comptabilisant donc uniquement le nombre de personnes avec qui ils interagissent régulièrement (vingt-neuf), nous remarquons que plus des deux tiers de celles-ci travaillent dans le marché. Ce dernier n'est donc pas seulement essentiel en termes de survie, mais aussi en termes de sociabilité. Évidemment, les commerçants représentent avant tout une source primordiale de subsistance. Lorsque j'ai interrogé les jeunes à propos des personnes et des lieux qu'ils conserveraient si certains devaient disparaître de leur vie, ils ont choisi

une majorité de clichés pris dans ce marché, soit neuf sur quinze, et les raisons qu'ils ont fournies concernant leur choix étaient d'ordre matériel ou économique : « *Cette femme m'offre du café* », « *La femme qui s'occupe de la décharge me permet de fouiller dans les poubelles* », « *Cet homme m'offre des tacos* », etc. Ce sont les mêmes raisons qui ressortent du discours d'Alejandra lorsqu'elle m'a fait part de ses soirées passées au marché de Jamaïque auprès des commerçants :

« Je suis allée jeter les poubelles des commerçants, ils en avaient pas beaucoup, et l'un d'eux m'a donné dix pesos, une quesadilla et deux pains et un autre monsieur cinq pesos. Alors un autre monsieur m'a appelé : "Tu peux aider ma sœur à jeter la poubelle et laver sa cuisinière ?" et il m'a donné trois pesos cinquante pour jeter la poubelle et vingt pesos pour laver la cuisinière, et alors en tout, j'ai réussi à avoir quarante neuf pesos et cinquante centimes [...]. Et puis un autre jour je suis partie demander des tacos et qu'on me dit : "Si tu me ramènes du pain, je te prépare une torta¹⁹³". Alors je suis allée à la boulangerie et je leur ai demandé qu'ils m'offrent un pain, mais j'avais encore faim et alors je demande à un monsieur que je connais déjà qu'il m'offre une torta et il m'a dit : "Reviens dans dix ou quinze minutes", et j'attends assise et après un temps il me donne la torta et je lui dis : "Merci Don Luis". L'autre jour je lui avais balayé son stand et il m'a donné quarante pesos pour aller acheter des œufs, c'était cool qu'il ait eu confiance en moi » (Alejandra, 22 ans).

Cependant, même si la relation des jeunes avec les commerçants est principalement motivée par l'obtention de nourriture, nous identifions quelques éléments dans le discours des jeunes qui nous indiquent qu'il ne s'agit pas de la seule chose qu'ils recherchent dans leur relation avec eux. Par exemple, Alejandra précise ci-dessus que cela lui fait plaisir que *Don Luis*, le commerçant du marché de Jamaïque qui vend des *tortas*, ait eu confiance en elle et lui ait confié de l'argent : « *c'était cool qu'il ait eu confiance en moi* ». D'autres jeunes ont évoqué la relation étroite qu'ils entretiennent avec certains commerçants et l'affection qu'ils ressentent pour eux. Dans le groupe de Niños Héroes, plusieurs jeunes racontent comment les commerçants leur donnent des conseils et s'intéressent à eux. Remarquons cependant que les jeunes de Santa Anita n'entretiennent pas de relations aussi

¹⁹³ Sorte de sandwich.

étroites avec les commerçants comme c'est le cas chez les jeunes du groupe de Niños Héroes. En effet, ceux de Santa Anita ne partagent pas le même espace avec les commerçants et passent beaucoup de temps à l'intérieur du terrain vague qui leur sert d'espace de vie. Ils n'ont donc pas toujours l'occasion de partager du temps avec eux.

Après avoir analysé les interactions qu'entretiennent avec les commerçants les jeunes qui se sont insérés dans des groupes territoriaux différents, nous pouvons retenir que l'intensité de leurs relations est déterminée par un facteur principal : la présence ou non de commerçants dans la zone qui est investie par les bandes de jeunes. Nous voyons comment, dans la zone de Buenavista, où la présence de commerçants est plus faible qu'ailleurs, non seulement les jeunes n'entretiennent pas une relation régulière avec les commerçants, mais leur relation avec eux est plus superficielle que dans d'autres zones. Cependant, avec l'exemple de Zarco, nous voyons comment il ne paraît pas suffisant de se situer dans une zone commerçante pour développer des relations avec les vendeurs ; une certaine volonté est nécessaire pour parvenir à établir des relations et les maintenir. Enfin, insistons sur le fait que, même si la base de cette relation est utilitaire, les interactions ne se limitent pas seulement à une recherche de nourriture. Nous le voyons bien chez les jeunes de Niños Héroes et de La Raza, et dans une moindre mesure chez ceux de Santa Anita, où les interactions autour de la subsistance leur permettent de créer des liens qui sont d'une toute autre nature.

2.2 Interactions avec d'autres individus qui pratiquent la ville

Nous venons de voir les relations que les enfants/jeunes de la rue entretiennent avec les commerçants – la plupart informels – implantés à proximité de leur lieu de vie. Nous discernons dans cette partie, les relations qu'ils nouent avec des personnes qu'ils rencontrent dans le quartier ou en dehors de celui-ci, en nous référant constamment à une zone en particulier.

Les jeunes de Niños Héroes interagissent avec une multitude de personnes au sein du quartier dans lequel ils se sont implantés il y a plus de dix ans. Ces personnes sont principalement des habitants du quartier, des dealers et des employés de la fonction publique. Généralement, les membres d'une même bande nouent des relations avec les mêmes personnes. Il se peut toutefois que certains jeunes interagissent avec des individus inconnus du reste du groupe. C'est souvent le cas lorsqu'un jeune exerce une activité

économique qui le met en rapport avec des personnes qui n'entretiennent aucune relation avec les autres membres de la bande. Donnons pour exemple celui de Carlos "Chino" et d'Alejandro, qui travaillent tous les deux le soir dans les wagons du métro – l'un comme fakir et l'autre en jouant de l'harmonica – et qui ont noué des relations avec les commerçants ambulants qui vendent leurs denrées dans cet espace. Ils échangent quelques mots lorsqu'ils se croisent dans les wagons et se demandent l'un à l'autre comment vont les « affaires ». Néanmoins, ces relations restent superficielles et n'ont pas vraiment d'influence sur la vie des jeunes, si ce n'est de rendre leurs conditions de travail plus agréables. Les relations qui ont plus d'impact au niveau de leur quotidien sont celles qu'ils nouent à l'intérieur de leur quartier. Dans ce dernier, ils connaissent notamment une femme d'une quarantaine d'années qui vit dans un appartement situé à deux rues de leur espace de vie. Les jeunes ressentent de l'admiration pour cette personne qui « *ne se laisse pas faire* » et qui est « *respectée* » par « *tous les gens du quartier* ». Ils éprouvent d'ailleurs une certaine fierté à être des « *amis* » de cette femme qu'ils nomment « *la vieille* » (*la ruca*). En effet, ils déclarent qu'établir une relation avec elle représente une tâche difficile en raison de son caractère « *rude* » et solitaire : si l'on en croit les jeunes, « *la vieille* » se consacre à voler des banques ; lorsqu'elle entre en conflit avec les autorités, elle fait appel à des avocats « *qu'elle a largement les moyens de payer* » et « *menace les juges et leur famille pour qu'ils la laissent libre* ». Peu importe ici la véracité de ces propos. Ce qui est intéressant à constater, c'est que cette personne représente une figure importante pour les jeunes de la rue : elle est à la fois quelqu'un qui « *sait y faire* » et qui « *s'en sort bien* », c'est-à-dire une personne qui dispose de compétences informelles et qui réussit à retirer beaucoup d'argent de ses activités illégales. David tente de peindre un portrait d'elle tout en louant ses exploits :

« Elle fume des joints aussi, elle m'offre de la marihuana. Elle habite par ici. Elle fait partie des nôtres. Elle est allée en prison aussi. Si tu la fais chier, elle te casse la gueule, c'est une vraie brute. Elle parle comme un homme, elle se bat comme un homme et l'autre jour elle a cassé la gueule à deux filles [...], elle leur a dit : "Quoi, filles de putes, vous voulez me voler, moi ? [...]" . Et qu'elle en coince une et la jette par terre et qu'elle coince l'autre par les cheveux et la bute » (David, 15 ans).

D'autres personnes qui vivent dans le quartier interagissent également avec l'ensemble des jeunes du groupe de Niños Héroes. C'est le cas notamment de deux dealers qui vendent de la cocaïne, du crack et de la marijuana. Alors que les jeunes ont établi une relation avec eux par le biais de la drogue, leurs relations ne se limitent pas à l'achat de celle-ci : ils considèrent leur marchandise trop chère et préfèrent se la procurer au marché de la *Lagunilla*. Ils ne lui en achètent que lorsqu'ils ont besoin d'être dépannés rapidement ou lorsqu'ils ont obtenu beaucoup d'argent d'un vol et qu'ils peuvent dès lors se permettre de l'acheter à un prix plus élevé que d'habitude. Leurs relations ne tournent donc pas seulement autour du thème de la drogue et de l'argent, mais surtout autour de conversations se rapportant à leur quotidien. Les jeunes partagent aussi quelques moments avec la propriétaire du magasin où ils vont jouer aux jeux vidéo, qui est « *très sympa* » (*bien buena onda*), et avec les amis de César qui gardent les voitures dans le parking de l'hôpital. Ils interagissent également avec plusieurs femmes d'une cinquantaine d'années, dont je n'ai pas réussi à déterminer l'identité. J'ignore si elles vivent dans le quartier, y travaillent ou s'y rendent seulement pour y visiter les jeunes. Je sais seulement qu'elles ne font pas partie d'une institution caritative ou religieuse et qu'elles ne se connaissent pas entre elles. Ces personnes ont un comportement généreux envers les jeunes à qui elles apportent parfois de la nourriture, des vêtements et des jeux. Elles se montrent également très attentives aux récits des heurs et malheurs des jeunes. Ces derniers paraissent très heureux lorsque l'une d'elles vient les voir. Ils sont très attachés à ces femmes, non seulement parce qu'elles représentent une source de nourriture et de vêtements, mais aussi parce qu'elles se comportent de manière indulgente et généreuse envers eux et leur donnent le sentiment d'être importants.

Enfin, les membres du groupe de Niños Héroes ont également établi des relations avec les travailleurs publics qui sont employés dans l'hôpital situé en face de la pharmacie ou dans les bureaux du Procureur Général du District Fédéral. D'après les témoignages des jeunes, plusieurs sont très aimables avec eux : ils leur offrent quelque menue monnaie et leur apportent occasionnellement des couvertures et des habits. Certains les ont même invités à manger chez eux. Ils les connaissent depuis plusieurs années et les rencontrent quotidiennement, à l'exception du samedi et du dimanche. Ainsi, les jeunes disent être très attachés à leur quartier parce qu'ils s'entendent bien avec les personnes qu'ils y fréquentent : « *J'aime bien les gens de cette zone, comment ils se comportent avec nous, je connais bien la zone et je connais bien les gens* », commente Jesús qui, défiguré par des

brûlures subies dans son enfance, reçoit facilement la charité. Jesús connaît plusieurs travailleurs de l'hôpital qui viennent le chercher devant la pharmacie pour lui offrir de l'argent ou de la nourriture. Lorsqu'ils n'est pas là, ces personnes demandent à ses compagnons où se trouve « *Jesús, le petit brûlé* » (Jesús, el quemadito). Enfin, en dehors de leur quartier, les jeunes interagissent avec les dealers du marché de la *Lagunilla* et particulièrement avec l'un d'eux, qu'ils nomment « *el güero* »¹⁹⁴, qui est celui qui leur fournit habituellement la drogue. Ils disent obtenir de lui du « *bon matos* » parce qu'ils se connaissent bien et affirment être avantagés par rapport à d'autres acheteurs qui ne sont pas aussi bien « *servis* » qu'eux.

Dans la zone de La Raza, les jeunes interagissent également avec des personnes qui vivent dans le quartier, ou le fréquentent régulièrement. Ici, ils entretiennent des relations privilégiées avec les chauffeurs de bus urbains et leurs auxiliaires. Ces relations ne tournent pas seulement, ici encore, autour de l'aide que les jeunes leur apportent – ils les aident notamment à nettoyer leur véhicule – mais aussi autour du jeu. Deux chauffeurs et deux jeunes auxiliaires de 16 et 19 ans se rendent dans le parc à la fin de leur journée de travail pour jouer aux cartes avec les jeunes de la rue. Contrairement aux commerçants du quartier qui achètent du solvant aux jeunes, les travailleurs de bus ne consomment pas de drogue. Ainsi, vers la fin de l'après-midi, le parc se remplit de personnes qui n'appartiennent pas à la bande, mais qui viennent cohabiter avec les filles et les garçons de la rue. Nous avons notamment observé à plusieurs reprises une femme d'environ 25 ans, bien habillée et semblant sortir de son travail, venir dans le parc pour inhaler du solvant et parler avec les jeunes. D'autres personnes viennent également consommer de la drogue et/ou jouer aux cartes. Malheureusement, je n'ai pas pu en apprendre plus sur l'identité de ces personnes. Je peux néanmoins affirmer sans risque de me tromper que les jeunes apprécient le fait qu'elles leur rendent visite et qu'elles partagent du temps avec eux.

Contrairement aux membres des groupes de Niños Héroes et de La Raza, ceux de la bande de Zarco sont davantage insérés au sein d'une zone de passage qu'à l'intérieur d'un quartier d'habitations. Ceci pourrait expliquer le fait qu'ils entretiennent peu ou pas de relations avec les habitants de la zone. Cependant, il existe dans ce quartier une population importante de travailleurs qui sont employés dans les secteurs public et privé. Cette situation devrait, comme dans la zone Niños Héroes, permettre aux jeunes de nouer des

¹⁹⁴ Mexicanisme qui veut dire « blanc » ou « blond ».

rapports avec plusieurs individus qui fréquentent quotidiennement la zone. Au contraire, les jeunes de cette bande semblent se replier sur eux-mêmes et n'expriment aucun intérêt quant à l'établissement de relations avec des tiers. Par ailleurs, comme ils pratiquent la manche agressive à tout moment de la journée et sont globalement plus âgés que les membres d'autres groupes et incontestablement plus hostiles, les passants ne cherchent pas non plus à entrer en contact avec eux. Aussi, et en dehors des interactions qu'ils ont avec certains commerçants, nous n'avons observé dans cette zone que les relations qu'ils entretiennent avec trois types d'acteurs : des jeunes de la rue appartenant à d'autres bandes, des jeunes hommes qui se rendent à l'Église une fois par mois, et les éducateurs qui travaillent dans l'institution *Casa Alianza* située juste en face de la place. Les premiers sont des membres de groupes qui se situent à proximité, à savoir des groupes de José Martí et d'Excelsior. Ils réalisent différentes activités ensemble que nous avons d'ailleurs décrites au cours du chapitre V, 2.1. Les seconds sont des jeunes hommes entre vingt-cinq et trente-cinq ans environ, qui viennent chaque dernier samedi du mois à l'Église vénérer Saint Jude Thaddée, patron des causes désespérées. Ils portent des débardeurs et des scapulaires à leur cou et ont des tatouages aux bras représentant la Vierge de Guadeloupe, le Christ ou Saint Jude. Certains disent avoir fait de la prison. Ils vont sur la place fumer de la marijuana et parler avec les jeunes. Cependant, leur relation avec ceux-ci n'est que très sporadique. On observe pourtant que les jeunes ressentent l'envie de communiquer avec eux, de partager de la drogue et d'en savoir plus sur leur passé. Enfin, les derniers sont les éducateurs et les travailleurs de *Casa Alianza*. Souvent, les jeunes leur demandent de petites faveurs et insistent pour pouvoir accéder aux services de l'institution. Ils demandent aussi de l'eau à l'agent de police qui surveille les installations de l'institution et jouent beaucoup avec les éducateurs en suscitant leur pitié pour qu'ils les laissent entrer ou pour qu'ils prennent du temps pour les écouter.

Quant au groupe de Buenavista, leur situation géographique ne leur permet d'établir que difficilement des relations avec des tiers. En dehors de quelques commerçants, et des travailleurs sociaux et des missionnaires qui viennent régulièrement dans la zone, les jeunes interagissent aussi avec les clients des supermarchés, mais dans un but purement utilitaire : ils les aident à porter leurs sachets en échange de menue monnaie, leur demandent de l'argent ou à manger.

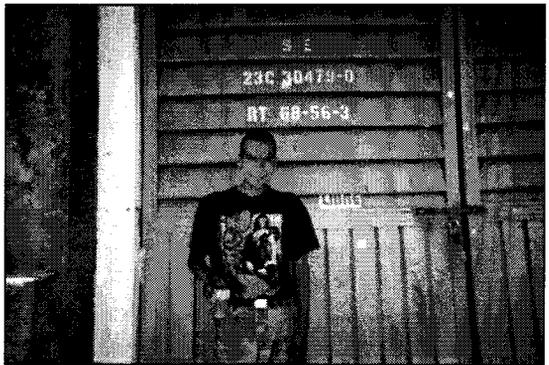
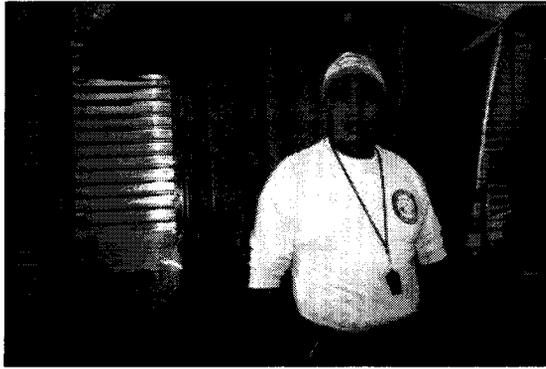
Enfin, le dernier groupe que nous étudions ici, celui de Santa Anita, n'entretient pas seulement des relations avec les commerçants, mais aussi avec d'autres travailleurs du

marché de Jamaïque. D'ailleurs, la majorité des relations que les jeunes entretiennent avec des individus qui ne font pas partie de leur bande, se concentrent autour de ce marché. Observons, dans les exemples reproduits ci-dessous (cliché 7), que les jeunes ont réalisé plusieurs clichés de travailleurs du marché. Parmi eux, nous trouvons des hommes qui gardent les voitures du stationnement de Jamaïque de manière réglementaire (hommes en blanc) ou informelle (jeune avec son verre de bière à la main), et une mère et sa fille qui travaillent dans la décharge d'ordures. Tous les membres du groupe connaissent ces personnes. À propos des deux hommes en blanc qui apparaissent ensemble sur l'une des photographies, Gloria commente :

« Ça fait super longtemps que je les connais, depuis que je connais le marché de Jamaïque [...]. Le monsieur à gauche de la photo est super sympa, on l'appelle "Chaparro". Quand j'avais mon piercing au nez il n'arrêtait pas de me faire chier : "Enlève-le", "Ça te va pas bien", "Je ne vais plus rien te donner si tu ne l'enlèves pas". Il est très aimable ce monsieur et en plus il nous donne... Ce n'est pas parce qu'il nous donne de l'argent, mais parce qu'il nous donne son amitié et il nous traite pas comme d'autres gens qui nous disent : "Nique ta mère". Le monsieur de droite est aussi très sympa il me donne à manger, à boire, un peso, deux pesos. Il nous traite comme si on était de sa famille » (Gloria, 22 ans).

Remarquons ici que Gloria précise que l'amitié qu'elle témoigne vis-à-vis de ces deux individus ne dépend pas seulement des cadeaux qu'ils lui font, mais aussi du comportement qu'ils adoptent avec elle. D'autres témoignages de jeunes coïncident d'ailleurs avec ces propos : ce qui importe à Leonardo et Elena, ce n'est pas tant d'obtenir des biens de leur part, mais bien d'être traités avec « respect » et « gentillesse ». Quant aux deux femmes qui travaillent dans la décharge, elles permettent aux jeunes de fouiller dans la poubelle pour récupérer des objets qu'ils vont pouvoir recycler et utiliser ensuite dans le terrain vague, ce qui, aux dires des jeunes, est très généreux de leur part puisqu'elles-mêmes vivent des matériaux qu'elles trouvent dans la poubelle et qui peuvent être revendus (cartons, cannettes, bouteilles en verre, vêtements et *tortillas* sèches). Tous les jeunes du groupe de Santa Anita interagissent avec ces deux femmes lorsqu'ils vont jeter les poubelles des commerçants, ou à un autre moment de la journée.

Cliché 7. Autres travailleurs du marché (photographies prises par les jeunes)

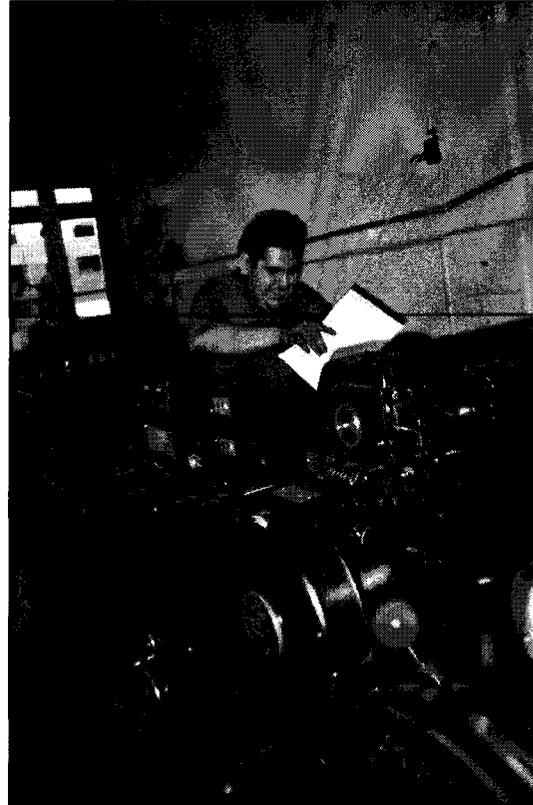


Les jeunes du groupe de Santa Anita interagissent aussi avec des individus qui ne travaillent pas dans le marché de Jamaïque (cf. clichés reproduits ci-dessous). Il s'agit en partie de plusieurs travailleurs d'une imprimerie située à trois minutes de leur lieu de vie. Ils les ont connus par le biais de Gloria et Leonardo qui ont travaillé dans cette imprimerie pendant plusieurs mois. Gloria déclare que tous les membres de la bande les connaissent, mais elle précise que ses rapports avec l'un d'entre eux, Isidro, (ci-dessous, sur la première photo où elle apparaît avec lui) sont privilégiés :

« Ils nous offrent à manger. Ils achètent de la nourriture au kilo et ce qu'il leur reste, eh bien ils nous l'offrent : des haricots, des tacos... Et toute la

bande mange [...]. Les autres connaissent aussi Isidro, mais pas comme moi. Moi j'ai plus vécu avec lui, je suis comme sa sœur, je lui dis : "Tu es mon grand frère" » (Gloria, 22 ans).

Cliché 8. Autres personnes (photographies réalisées par les jeunes).



Enfin, ils interagissent aussi avec des jeunes avec qui ils étaient auparavant dans l'institution *Hogares Providencia*, lesquels continuent à vivre dans cette institution et poursuivent leurs études au lycée. Ils se rencontrent dans le terrain vague pour fumer de la marijuana, jouer aux cartes et au football, et passer le temps. D'autres jeunes scolarisés amis de Tristán qui a repris ses études de lycée alors même qu'il vit dans la rue¹⁹⁵, viennent aussi dans le terrain vague pour acheter de la marijuana ou du solvant aux jeunes et se droguer avec eux. Ils ne sont cependant pas acceptés par la totalité du groupe, et ont déjà été expulsés par Elena.

¹⁹⁵ Il s'agit du seul cas que nous connaissions. Normalement, les jeunes s'intègrent dans une institution avant de poursuivre des études.

Précisons, avant de finir, que les cinq groupes auxquels nous nous référons dans cette partie, reçoivent fréquemment la visite d'éducateurs de rue, de travailleurs sociaux ou de membres d'institutions ecclésiastiques. Par ailleurs, ils entretiennent aussi des relations sporadiques avec une multitude de passants qui leur donnent de l'argent, de la nourriture et des vêtements, et ce, d'autant plus, lors des fêtes religieuses (Noël, Semaine Sainte, fête de la Vierge de Guadeloupe, etc.).

2.3 Fonction des réseaux de relations

Nous venons de voir comment les groupes d'enfants/jeunes de la rue qui font l'objet de cette étude ne nouent pas tous des relations avec les mêmes populations. Ils s'adaptent généralement aux caractéristiques du quartier dans lequel ils vivent et tendent à exploiter certains réseaux de sociabilité plus que d'autres. Si, généralement, celui des commerçants est le plus utilisé pour des motifs évidents de subsistance, d'autres ne sont pas pour autant sous-estimés. Par ailleurs, nous remarquons que les réseaux sociaux qu'ils développent sont le plus souvent collectifs et non individuels. Les membres d'un groupe exploitent souvent les mêmes réseaux, même si certains nouent des relations privilégiées avec certaines personnes. Enfin, ces réseaux se trouvent généralement situés au sein des quartiers dans lesquels se sont implantées les différentes bandes. Essayons à présent de déterminer les différentes fonctions que remplissent ces réseaux de sociabilité pour les enfants et jeunes qui vivent dans la rue. Nous en discernons principalement deux : une première qui se réfère à la subsistance du groupe dans son ensemble et à celle de chaque jeune pris individuellement, et une seconde qui se rapporte à l'intégration de chaque jeune dans le contexte de la rue.

La première fonction que nous attribuons aux réseaux sociaux a déjà été identifiée au cours de recherches qui portent sur des populations vivant dans des conditions précaires. Ces études démontrent l'importance des échanges solidaires pour la survie des individus qui font partie d'un même réseau de sociabilité. Par exemple, le problème central que tente de résoudre Adler de Lomnitz (2003 [1975]) est de comprendre comment il est possible que les paysans migrent vers la ville alors qu'ils y sont automatiquement marginalisés et vivent dans des conditions de grande précarité. L'auteur démontre, à la suite de cela, comment en réalité les paysans développent des manières de résoudre positivement leurs problèmes d'adaptation à un milieu urbain hostile à partir de la mise en place de réseaux d'échanges mutuels. Ces derniers utilisent l'une des rares ressources dont disposent les

marginiaux : les ressources sociales. Nous remarquons néanmoins quelques différences entre ces réseaux et ceux que nous avons étudiés. En effet, contrairement aux observations réalisées par Adler de Lomnitz (2003 [1975]) à propos de l'échange réciproque comme stratégie de survie individuelle et collective des habitants de la communauté Cerrada de Cándor, quartier situé dans les faubourgs de Mexico, les relations de solidarité que les enfants et jeunes de la rue entretiennent avec d'autres populations ne sont pas régies par la réciprocité. Ceci s'explique par le fait que les jeunes interagissent principalement avec des personnes qui ne partagent pas la même situation socio-économique qu'eux. Alors que les « marginaux » dont parle Adler de Lomnitz survivent à travers l'établissement de réseaux d'échanges réciproques et les « sous-prolétaires à la rue » à travers un système similaire d'interdépendance (Lanzarini, 2000), les enfants et jeunes de la rue dépendent davantage de la générosité des individus avec lesquels ils interagissent. S'il est vrai qu'une grande partie d'entre eux entretiennent un rapport d'entraide et d'échange de faveurs et de services avec les commerçants, il n'existe pas d'interdépendance, car celle-ci surgit du « croisement de deux nécessités de survie » ; elle prend forme à travers le « partage du nécessaire » avec les personnes qui se trouvent dans des conditions de vie similaires (Lanzarini, 2000 : 251). Néanmoins, tandis que les jeunes reçoivent plus qu'ils n'apportent en ce qui concerne les individus externes à leur bande, ils s'assistent et s'aident mutuellement entre pairs parce qu'ils partagent un intérêt commun : s'adapter de façon idoine au contexte de la rue. Il existe une réelle interdépendance entre les membres d'une même bande, mais contrairement aux études que nous avons citées ci-dessus, ce n'est pas seulement elle qui leur permet de subsister. Ici, la survie du groupe dépend davantage des relations qu'il a réussi à nouer avec des personnes qui sont fixées, ou qui circulent dans le quartier au sein duquel il est implanté.

La deuxième fonction des réseaux sociaux ne revêt pas un caractère vital pour les jeunes, mais leur permet de s'intégrer de manière positive au milieu de la rue. Cette fonction n'est pas souvent identifiée dans des études relatives aux enfants et jeunes de la rue. En effet, alors que nous avons observé comment les relations que les enfants et jeunes entretiennent entre eux et avec leur entourage sont assez stables et constantes dans le temps, différents auteurs qui ont effectué des recherches auprès de cette population dans d'autres contextes géographiques, qualifient plutôt leurs relations sociales d'« éphémères », d'« instables » ou de « brèves ». C'est le cas par exemple des recherches menées par Lucchini (1993) à Rio de Janeiro (Brésil) et par Morelle (2005) à Yaoundé

(Cameroun). En cherchant à déterminer les éléments pouvant servir à expliquer les disparités entre un contexte et un autre, nous avons identifié deux facteurs principaux qui, nous semble-t-il, influencent la nature des relations que les jeunes nouent entre eux et avec leur entourage. Dans les deux études citées ci-dessus, nous constatons une grande mobilité chez les jeunes et l'impossibilité pour eux de s'implanter dans un lieu, de s'approprier un espace, de construire des territoires fixes et aux contours nets. Contrairement aux jeunes de la rue de Mexico qui s'établissent dans des espaces de manière plus ou moins durable, ceux de Rio et de Yaoundé ne possèdent pas de lieux d'ancrage. D'autre part, ils ne se constituent pas en bandes, et lorsque c'est le cas, celles-ci tendent généralement à être très instables. Or, en l'absence d'un territoire de référence et d'un groupe d'appartenance, il est très difficile d'établir des relations régulières et durables. Celles-ci sont souvent de nature sporadique et se limitent à un rapport utilitaire. Nous pouvons en déduire, que les pratiques spatiales et les formes d'organisation des jeunes qui font l'objet de notre étude, leur permettent d'établir des relations durables avec différents acteurs qui pratiquent la ville au quotidien. Contrairement aux jeunes de Yaoundé, on trouve chez eux un réel attachement aux espaces territorialisés, occupés et pratiqués au quotidien, ainsi qu'aux personnes avec lesquelles ils interagissent en permanence.

* * * * *

Les enfants et jeunes de la rue de Mexico ne sont pas isolés socialement, bien au contraire. Ils nouent des relations sociales et mettent en place des réseaux de sociabilité qui possèdent un effet intégrateur aux dynamiques de la rue, et qui nous aident à comprendre l'attrait qu'ils ressentent pour ce milieu. Les relations d'amitié qu'ils entretiennent aussi bien entre eux, qu'avec d'autres acteurs de la ville, leur permettent de s'enraciner dans la rue, dans un quartier, de s'y identifier et d'en faire leur référence par excellence.

CHAPITRE 7 : LA RUE COMME REFERENCE

Nous avons vu au cours des chapitres précédents comment les enfants et les jeunes parviennent à neutraliser, du moins en partie, les aspects néfastes de la rue en développant des pratiques sociales et spatiales qui leur permettent de faire face à leur quotidien. Néanmoins, malgré la mise en place de stratégies qui favorisent leur adaptation à ce milieu, tous les jeunes n'entretiennent pas le même type de rapport avec la rue. Dans ce chapitre, il nous semble donc utile, dans un premier temps, d'identifier les facteurs qui contribuent à faire de la rue un espace plutôt positif ou négatif, en insistant sur le fait que la rue signifie avant tout un espace aux facettes aussi multiples que contradictoires. Dans un deuxième temps, nous verrons comment les jeunes pour qui la rue constitue une référence principalement positive, parviennent à construire une identité forte autour de ce milieu. Cette construction d'une identité positive va de pair avec l'attachement à un quartier et l'intégration dans les dynamiques urbaines. C'est ce que nous verrons dans un troisième temps. Enfin, il s'agira d'analyser comment la « marge » offre aux jeunes la possibilité d'être des habitants de la ville et des citoyens à part entière tout en leur permettant de rompre partiellement avec des processus de marginalisation et de stigmatisation aigus.

1 LE RAPPORT A LA RUE

Vivre dans la rue n'a évidemment pas le même sens pour tous les enfants et jeunes. L'objet de cette partie est de saisir les différents types de rapports que les jeunes entretiennent avec la rue et de comprendre pourquoi cet espace constitue pour certains une référence positive, alors que d'autres le ressentent de façon plutôt négative. Nous chercherons donc à discerner les facteurs qui influencent, ou même déterminent le rapport du jeune à la rue.

1.1 La rue comme référence positive

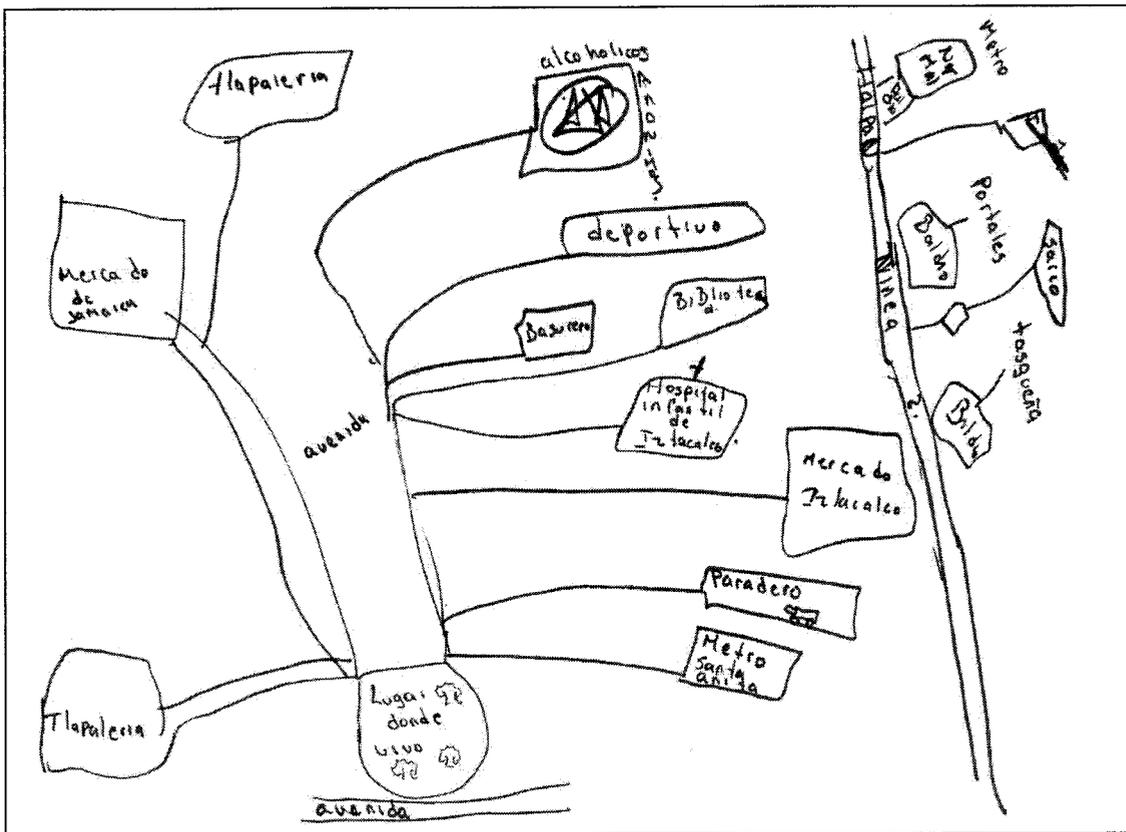
Nous analyserons ici quelques cas de jeunes pour lesquels la rue représentait une référence principalement positive au moment de l'enquête de terrain, ce, afin de mettre en évidence les éléments qui influencent leur manière de vivre cet espace. Nous distinguons les jeunes qui maintiennent un rapport plutôt positif à la rue de ceux qui entretiennent une relation plutôt négative en fonction de deux critères : la recherche ou non d'alternatives à la rue et leurs discours à propos de celle-ci.

Commençons par analyser les pratiques quotidiennes de Liliana, 19 ans, du groupe de Santa Anita. En nous penchant sur sa carte mentale, nous remarquons spontanément qu'elle fait preuve d'une activité intense, tant à l'intérieur du quartier dans lequel s'est ancré son groupe, qu'en dehors de celui-ci. Elle distingue d'ailleurs ces deux espaces et les dissocie nettement sur son dessin : dans le sens horizontal de la feuille, elle représente les espaces qui se trouvent dans son quartier, c'est-à-dire ceux qui sont accessibles à pied en vingt minutes tout au plus, et sur le coin droit dans le sens vertical de la feuille, elle indique ceux qui se trouvent en dehors de son quartier, tous accessibles en métro en moins de trente minutes. Au sein de son quartier, elle indique, à partir de l'espace où elle vit avec son groupe (*lugar dónde vivo*), une multitude d'endroits qu'elle dit fréquenter régulièrement : deux marchés (*mercado de Jamaica* et *mercado de Iztacalco*) où elle mendie et quémande de la nourriture, deux drogueries (*tlapalería*) où elle achète sa drogue, le métro (*metro Santa Anita*) qu'elle emprunte quotidiennement, un arrêt de bus (*paradero*) où elle mendie de l'argent, l'hôpital pour enfants (*hospital infantil de Iztacalco*) qui offre des services gratuits aux mineurs de la rue et qu'elle fréquente lorsqu'elle est « très » malade¹⁹⁶, une bibliothèque (*biblioteca*) dont on n'a pas réussi à déterminer la fonction, une décharge (*basurero*) où elle récupère des objets qu'elle vend ensuite, un stade (*deportivo*) où elle se réunit pour se droguer, et enfin le groupe d'Alcooliques Anonymes (*Alcoholicos Anónimos*) qu'elle fréquente de manière occasionnelle. En dehors de son quartier, elle indique trois stations de métro situées sur la ligne 2 (*Normal, Portales* et *Tasqueña*) ainsi que la bande de Zarco, fixée à la sortie de la station de métro Hidalgo qui se trouve sur la même ligne. Ces lieux détiennent une double fonction économique et sociale : Liliana vend des encens et des sucettes à la sortie du métro et rend visite aux groupes de jeunes qui sont ancrés à proximité. Elle associe d'ailleurs chaque station au mot

¹⁹⁶ Officiellement, les services médicaux sont exclusivement destinés aux jeunes mineurs. Néanmoins, dans la pratique, ils sont également utilisés par les jeunes majeurs qui jouent sur leur âge pour pouvoir y accéder.

« baldío » (terrain vague), ce dernier étant utilisé par les jeunes pour désigner des espaces qui sont occupés par des groupes de jeunes de la rue. Dans ces différentes zones, elle entretient également des relations avec les commerçants. Elle raconte notamment qu'elle travaille pour certains d'entre eux et que ceux de Tasqueña la paient très bien en échange de « pas grand chose, juste laver leur comal¹⁹⁷ ».

Figure 15. Carte mentale de Liliana (19 ans), Santa Anita



Les informations que Liliana nous fournit sur son quotidien à partir de l'explication de sa carte mentale peuvent être assorties d'autres informations obtenues à partir d'observations de terrain et d'entretiens informels. Nous remarquons notamment qu'elle a omis – volontairement ou non – de dessiner un espace qu'elle fréquente régulièrement : l'institution d'assistance *Yolia*, située à plus d'une heure en métro, qu'elle visite trois fois par semaine pour manger, prendre une douche et suivre des cours d'informatique. Par ailleurs, en dehors de l'exercice d'activités économiques comme la vente ambulante et la mendicité, elle s'adonne également au vol, seule ou avec des jeunes de la rue d'autres groupes. Précisons qu'elle vit depuis neuf ans selon le mode de vie de la rue et qu'elle a vécu entre un mois et deux ans dans quatre institutions caritatives différentes. Ces

¹⁹⁷ Plaque en métal utilisée pour la cuisson des aliments.

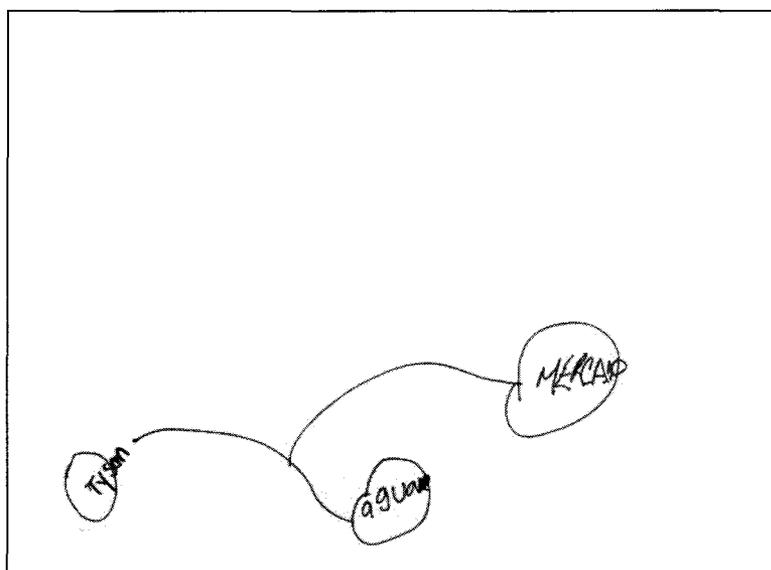
dernières lui sont très familières et elle a été capable, lors du questionnaire, de citer dix noms d'institutions différentes. En considérant toutes ces observations, nous constatons que Liliana est très active, aussi bien sur le plan économique que social : elle réalise une grande variété d'activités lucratives et entretient des liens avec plusieurs jeunes de groupes différents (au cours du questionnaire, elle cite neuf groupes auxquels elle dit rendre visite de manière plus ou moins régulière). Par ailleurs, se déplaçant dans une multitude d'espaces différents, elle n'a pas seulement une bonne connaissance de son quartier, mais aussi de la ville dans son ensemble. Ainsi, lorsqu'on lui demande ce qu'elle aime de la rue, elle répond sans hésiter : « *Je connais beaucoup de personnes, il y a des personnes qui m'écoutent, des jeunes de la bande, mais aussi beaucoup d'autres personnes* ». Nous pouvons dire que son rapport positif à la rue est en relation étroite avec son réseau social très développé et qui s'étend en dehors du groupe au sein duquel elle est insérée. Précisons ici que cette relation à la rue comporte aussi une dimension négative : Liliana décrit la rue comme un endroit violent pour y avoir subi maintes fois des coups de la part des policiers, et pour y être régulièrement victime « *d'humiliations, de mépris et de discrimination* ». Cependant, elle est parvenue à créer un équilibre entre les côtés positifs et négatifs de la rue tout en tirant profit de son environnement (sur le plan économique, mais surtout social), ce qui explique que son rapport à la rue soit davantage positif que négatif.

Prenons maintenant l'exemple de Martín, 16 ans, qui vit depuis six ans selon le mode de vie de la rue et depuis un an dans le groupe de Santa Anita. À l'opposé de la carte mentale élaborée par Liliana, son dessin se restreint à trois espaces seulement : le lieu où il va chercher de l'eau pour se laver ou laver ses vêtements (*agua*), le marché de Jamaïque (*mercado*) et son lieu de vie qu'il indique par son surnom : *Tyson*. Sa carte mentale reflète assez fidèlement ses dynamiques spatiales et ses pratiques quotidiennes. En effet, il se déplace assez rarement en dehors de son quartier et exerce toutes ses activités économiques à l'intérieur du marché de Jamaïque : il y mendie et jette les poubelles des commerçants en échange d'une pièce de monnaie, ce qui, d'après lui, suffit à obtenir entre 80 et 100 pesos par jour¹⁹⁸. Étant donné qu'il n'a pas besoin d'acheter de la nourriture puisqu'elle lui est offerte par les commerçants, il dépense une partie importante de ses gains en drogue et en confiseries. Par conséquent, son réseau social est bien plus restreint que celui de Liliana et se limite aux membres de son groupe et aux personnes qu'il rencontre sur le marché. Ce repli sur le quartier et sur quelques espaces en particulier ne signifie pas pour autant que

¹⁹⁸ Entre 6,15 € et 7,70 €.

son rapport à la rue soit négatif, bien au contraire. L'attrait qu'il ressent pour cet espace est davantage lié au rapport qu'il entretient avec les membres de sa bande qu'il dit connaître depuis très longtemps et à sa vie dans un quartier où il obtient « facilement » de l'argent et de la nourriture et où les personnes sont « aimables » avec lui. Contrairement à Liliana, il est parvenu à tisser un lien plus intime avec son quartier et les personnes qu'il y fréquente ainsi qu'avec les jeunes de sa bande, ce qui stimule et facilite son ancrage dans un quartier et son adaptation positive au contexte de la rue.

Figure 16. Carte mentale de Martín (16 ans), Santa Anita



Quant aux jeunes du groupe de Niños Héroes, nombreux sont ceux qui maintiennent une relation positive à la rue. Cela se perçoit d'autant plus chez Jacqueline (21 ans), Francisco (17 ans), David (15 ans), Ulises (14 ans), Jesús (13 ans), Luis (13 ans) et « Esponja » (12 ans). Nous observons ici une cohésion particulièrement forte entre les membres de la bande ainsi qu'une identité de groupe très marquée. Par ailleurs, les jeunes n'entretiennent pas seulement une relation très étroite entre eux, mais aussi avec le quartier comme espace géographique et social. Cela se doit notamment au fait que le groupe, dont la constitution remonte à dix ans ou plus, est parvenu au cours des années à se ménager une place au sein du quartier et à légitimer d'une certaine manière son existence auprès des populations avec qui il interagit. Leur ancrage dans la rue et leur attachement au groupe et à la zone où ils sont implantés sont devenus si intenses, que les éducateurs de rue de l'institution *Pro Niños de la Calle* ont interrompu leurs visites dans le quartier pendant plus d'un an, alors qu'une partie importante de jeunes sont mineurs et répondent de ce fait aux

critères de l'institution. Par ailleurs, les éducateurs, conscients du fait que les jeunes ne désirent pas (encore) élaborer un projet de sortie de la rue, leur ont strictement interdit l'accès à leurs locaux.

Il est bien d'autres exemples du même type au sein d'autres groupes de jeunes de la rue ; néanmoins nous nous bornerons à citer un dernier exemple, cette fois d'un jeune qui a réussi à développer un rapport positif à la rue malgré des expériences très néfastes qu'il y a vécues. Il s'agit de Ramón du groupe de La Raza. Ce jeune garçon de quatorze ans à l'allure frêle, paraît n'en avoir que dix : il est maigre, de petite taille, au visage rond et pâle, et à la voix aiguë et enfantine. Avant de quitter son foyer familial, Ramón vivait avec sa mère et ses dix frères et sœurs. Sa famille vivait dans une situation de grande précarité : sa mère se consacrant à la vente ambulante – elle vendait des chewing-gums et des cigarettes –, elle ne parvenait pas à subvenir aux besoins de ses enfants, même si plusieurs d'entre eux participaient à l'économie familiale. Ramón, rapidement débordé par de nombreuses responsabilités, choisit alors de fuguer. Une fois dans la rue, il est victime à deux reprises d'abus sexuel et de violence physique. À la suite d'un vol, il est enfermé dans un établissement pénitencier pour mineurs. Malgré ces mauvaises expériences, Ramón ne cherche pas d'alternative à la rue : alors qu'il affirme ne pas avoir souffert de mauvais traitements de la part de sa mère et lui rend régulièrement visite, il ne veut pas rentrer chez lui. Il n'accepte pas non plus les propositions des différents organismes caritatifs qui lui offrent une vie différente au sein de leurs structures. La rue représente donc pour Ramón l'espace qui répond le plus à ses attentes, ou du moins un espace préférable pour lui à son foyer familial et aux institutions d'assistance. En nous penchant sur son quotidien, nous remarquons que plusieurs éléments lui permettent de créer un équilibre dans la rue. En effet, il entretient une relation très étroite avec plusieurs commerçants de son quartier qui se préoccupent de lui et sont très solidaires envers lui : ils lui offrent automatiquement à manger sans qu'il n'ait à le solliciter et lui achètent ses médicaments lorsqu'il est malade. Son aspect suscite de la pitié chez de nombreuses personnes et lui permet d'obtenir beaucoup d'argent de la part des passants et d'autres usagers des espaces publics. Au sein de son groupe, plusieurs filles de plus de vingt ans s'occupent aussi particulièrement de lui et le protègent. Ramón cherche souvent l'affection des jeunes de sa bande et de personnes extérieures à celle-ci : elles représentent pour lui une famille « de substitution » sans qu'il n'ait à se plier aux contraintes imposées par une « vraie » famille (en l'occurrence la sienne) ou par les institutions caritatives. Par ailleurs,

Ramón dit aimer la liberté et la drogue, et la rue représente à ses yeux un espace aux aspects ludiques importants : rappelons que c'est lui qui a fui au bout de deux jours le camp organisé par *Renacimiento* au bord de la mer parce qu'il s'y « ennuyait ».

Les jeunes mettent en place des « stratégies de contournement » (Taboada Léonetti, 1994), décrites plus haut (ch. IV, 1.3), qui leur permettent de développer une vision positive de la rue en se référant à un système de valeurs qu'ils trouvent auprès de leurs pairs et plus largement dans le contexte de la rue. L'adoption de ces stratégies les aident à développer une image positive d'eux-mêmes : celle que leur renvoie le groupe et d'autres personnes avec lesquelles ils maintiennent des relations amicales. Ainsi, sur la base des exemples que nous venons de citer, nous avons identifié plusieurs éléments qui expliquent, en partie, que la rue soit une référence positive pour beaucoup de jeunes qui y vivent : les relations qu'ils entretiennent avec leurs pairs ; les relations qu'ils entretiennent avec des personnes extérieures à leur groupe au sein de leur quartier ou en dehors de celui-ci ; leur rapport à la ville et à la zone dans laquelle ils sont implantés ; leur identification à un groupe et à une zone en particulier. Dans la partie suivante, nous verrons quels sont les facteurs qui contribuent à faire de la rue un espace vécu de manière principalement négative.

1.2 La rue comme référence négative

La majorité des jeunes observés qui entretiennent un rapport négatif à la rue ont dix-huit ans ou plus. Ne pouvant plus rester dans institutions caritatives, ils disposent automatiquement de moins d'options que les mineurs pour sortir de la rue. Nous avons pu identifier ces jeunes parce qu'ils tiennent généralement un discours négatif sur la rue et/ou cherchent, de manière plus ou moins active, des alternatives à celle-ci. D'autres indices nous ont également permis de les reconnaître. Ainsi par exemple, en nous penchant sur les cartes mentales de Mayra et d'Alejandra, respectivement de la zone de Niños Héroes et de Santa Anita, nous remarquons qu'elles sont les seules à avoir indiqué sur leur dessin le logement de leurs parents qu'elles ont dénommé de la même manière : « ma maison » (*mi casa*). Cette représentation, qui ne semble pas avoir sa place ici – d'une part, la consigne était de dessiner les espaces vécus au quotidien, or dans les deux cas cela fait sept ans qu'elles n'ont eu aucun contact avec leur famille d'origine et d'autre part, elles utilisent l'adjectif possessif « ma » pour désigner un espace qu'elles ont fui et dans lequel elles ne désirent plus retourner – est révélatrice de la manière dont ces deux jeunes femmes se

positionnent face à la rue. En effet, en les faisant parler de leur carte mentale, nous découvrons que le fait d'avoir dessiné ce lieu dévoile un besoin intense de fuir une réalité quotidienne qui ne leur convient pas et ce, d'autant plus, dans le cas de Mayra qui a dessiné le trajet de Mexico à son foyer familial : on perçoit au centre de sa carte la ville de Mexico reliée par une route à *Morelia*, capitale de l'État de Michoacán, reliée à son tour au terminal d'autobus de la ville de *Zacapu*, et enfin à son village natal, *Tariácuri*, où se trouve la maison de ses parents. Alors même qu'elles laissent entendre clairement ne pas vouloir rentrer chez leurs parents, leur foyer familial représente la seule option qui semble leur rester face à un manque d'alternatives.

Figure 17. Carte mentale de Mayra, 22 ans



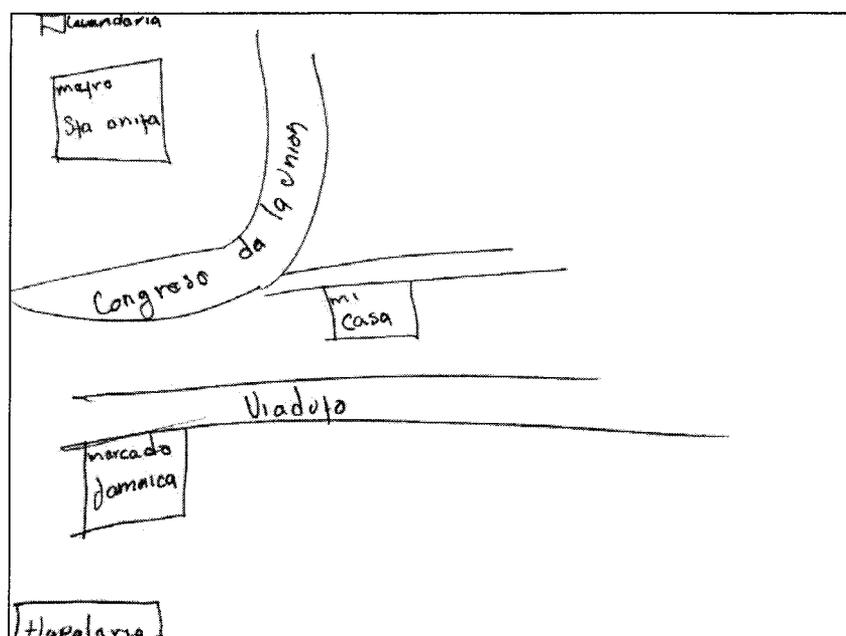
Examinons de plus près le cas de Mayra. En dégageant des entretiens formels et informels ses propos relatifs à la manière dont elle perçoit la rue, nous constatons qu'elle se trouve engagée depuis plusieurs années dans un processus de sortie de la rue. En effet, la naissance de sa fille, il y a cinq ans, a provoqué chez elle un désir de réinsertion sociale. Elle a alors arrêté de se droguer et a entrepris des activités de vente ambulante afin de laisser de côté la mendicité, qu'elle n'a toutefois jamais réussi à arrêter complètement. La rue est alors devenue avec le temps une référence de moins en moins positive et elle a commencé à fréquenter une institution caritative qui accueillait des mères célibataires en situation de grande précarité. Cependant, l'impossibilité d'être avec son petit copain lui a fait quitter l'institution à plusieurs reprises. Lorsque je l'ai rencontrée, elle venait de quitter

une nouvelle fois cette institution dont elle n'était plus du tout satisfaite. Son rapport à la rue était pourtant plus négatif que d'habitude : sa relation avec son petit copain se détériorait au point d'envisager de le quitter définitivement et une nouvelle grossesse lui faisait prendre conscience qu'elle ne pouvait plus continuer à vivre entre la rue et l'institution. En prenant ses responsabilités envers ses enfants – Mayra est la seule jeune qui vivait dans la rue avec ses enfants et qui ne les avait pas laissés chez un membre de sa famille – la rue est rapidement devenue une référence négative. Pourtant, elle a toujours été bien intégrée au sein du groupe de Niños Héroes et n'a jamais cessé d'entretenir une bonne relation avec ses pairs et les personnes du quartier qui sont devenus d'autant plus solidaires envers elle lorsqu'elle a eu ses enfants. Malgré cela, elle ne s'identifie plus à sa bande et au quartier dans lequel elle est insérée. L'institution d'assistance ne semble pas non plus représenter une solution pour elle. Pour cette raison, elle fait plusieurs aller-retour entre l'institution – qui ne répond pas à ses attentes – et la rue – qui ne constitue plus une référence positive –, soit entre deux espaces qu'elle repousse successivement. Elle cherche désespérément une issue à sa situation, mais ne trouve aucune autre option. Dans la zone de Niños Héroes, elle est la seule qui insistait pour que je revienne chaque jour : je représentais d'une certaine manière un pont entre le monde de la rue et une vie différente. Elle valorisait beaucoup notre relation ainsi que celle qu'elle entretenait avec d'autres personnes non issues du milieu de la rue, et cherchait constamment à connaître notre opinion sur sa vie en nous demandant conseil sur ce qu'elle devait faire. Quelques jours après l'élaboration de sa carte, elle a rencontré des éducateurs sociaux de l'institution *Casa Alianza* qui ont accepté de l'accueillir dans leur institution malgré son âge et sa situation de mère. Je ne l'ai plus revue dans le groupe de Niños Héroes mais l'ai croisée à plusieurs reprises dans le métro. Lorsque je l'ai rencontrée pour la dernière fois, soit un an et demi plus tard, elle était enceinte d'un quatrième enfant et louait une chambre avec son nouveau petit ami.

Le cas d'Alejandra est différent. Elle passe le plus de temps possible dans le terrain vague de Santa Anita, dans la chambre qu'elle a aménagée et qu'elle partage avec un membre du groupe, et malgré son rapport négatif à la rue ne cherche pas activement des options qui lui permettent de la quitter. Sur sa carte mentale, elle indique le terrain vague de Santa Anita (*metro Santa Anita*) et les seuls endroits où elle se déplace : le marché de Jamaïque (*mercado de Jamaica*) où elle va chercher de la nourriture, la droguerie (*tlapalería*) où elle achète du solvant, et enfin la blanchisserie (*lavandería*) où elle fait

laver son linge. Son quotidien se limite à ces trois déplacements, elle évite autant qu'elle peut de sortir et ne le fait que lorsqu'elle en éprouve la nécessité. D'ailleurs, le seul fait de sortir représente pour elle un grand effort à faire, elle me le laissait entendre de manière explicite et cela peut se lire sur son dessin : deux voies rapides (*Viaducto* et *Congreso de la Unión*) qui sont très difficiles à traverser par l'absence de feux rouges et de passages piétonniers, la séparent du marché de Jamaïque et de la droguerie, comme s'il s'agissait d'obstacles à franchir. Nous constatons d'ailleurs que, contrairement aux cartes de Liliana et de Martín ainsi que d'autres jeunes, elle ne dessine pas des lignes entre les différents endroits qui semblent exprimer davantage de fluidité dans les déplacements. Aussi, si Liliana a également indiqué ces avenues (sans toutefois indiquer leur nom), elle l'a fait d'une manière très différente : elles ne semblent pas la gêner dans ses déplacements en ville, lesquels sont très nombreux, comme nous avons pu le voir.

Figure 18. Carte mentale d'Alejandra, 22 ans



Alejandra passe donc le plus clair de son temps dans sa chambre, isolée du reste du groupe. Elle fait quotidiennement le ménage dans sa pièce et c'est elle qui s'est investie le plus dans sa chambre¹⁹⁹. Lorsqu'elle se rend au marché de Jamaïque, elle évite de faire la manche qu'elle qualifie d'« activité honteuse » et préfère rendre des petits services aux commerçants du marché en échange de nourriture ou d'argent. Elle aime économiser l'argent qu'elle gagne, mais dépense une partie de ses gains dans de la drogue, du papier

¹⁹⁹ Cf. index photographique en annexes, clichés n° 20 et 21.

toilette et le lavage de son linge. Lors de nos discussions informelles, le thème de l'ennui revient souvent : les journées lui semblent « *trop longues* » et rien ne l'amuse. Comme dans le cas de Mayra, l'indication du foyer familial sur sa carte peut être interprété comme un fort besoin de fuir la rue. Elle ne dit pas explicitement qu'elle veut retourner chez ses parents mais n'arrête pas de répéter qu'elle hait cette vie et qu'elle ne veut plus être dans la rue : elle est victime d'humiliations comme d'autres jeunes, mais paraît en souffrir davantage. Par ailleurs, elle ne s'identifie pas aux membres de sa bande dont elle désapprouve le comportement et aspire à posséder en propre un véritable espace et des affaires que personne ne lui vole. Cependant, elle précise qu'elle est trop âgée pour être accueillie dans des institutions d'assistance²⁰⁰ et qu'elle ne gagne pas assez d'argent pour louer une chambre. En l'absence d'alternatives, elle se replie sur elle-même et subit les humiliations sans leur faire face. Quelques semaines après l'élaboration de sa carte, elle est rentrée chez ses parents adoptifs, dans la maison qu'elle avait indiquée sur sa carte.

D'autres jeunes du groupe de Santa Anita maintiennent aussi une relation négative à la rue, mais leur comportement est très différent. Alors qu'Alejandra adopte une « stratégie de défense » au sens donné par Taboada Léonetti (1994), c'est-à-dire en intériorisant une image négative de soi, celle que la société lui renvoie, et en se résignant à sa situation par l'adoption d'un comportement passif, Edgar, Elena, Esteban et Leonardo adoptent une « stratégie de dégageant », en refusant la situation dans laquelle ils se trouvent et en cherchant des alternatives à celle-ci. Alors que la première intériorise une image négative, les seconds la contestent et cherchent à sortir de leur situation en construisant une image plus positive d'eux-mêmes. Ils tentent de se détacher symboliquement de cet espace en s'écartant de tout ce qui tend à les stigmatiser : l'usage de vêtements sales, la consommation de solvant et l'exercice de la mendicité. Ainsi, d'une part ils lavent régulièrement leurs vêtements, entretiennent une hygiène corporelle quotidienne et utilisent des produits comme de la crème et du gel pour cheveux. Ensuite, ils ne consomment plus de solvant, lequel est une drogue qui est davantage associée aux personnes qui vivent dans la rue et qu'ils considèrent comme une « *mauvaise drogue* ». Ils préfèrent alors fumer de la marijuana dont la consommation crée, d'après eux, moins de dépendance et est socialement mieux acceptée. Enfin, ils ont sensiblement réduit leur exercice de la

²⁰⁰ Les institutions caritatives permettent, dans une certaine mesure, aux majeurs d'utiliser sporadiquement leurs services, mais leur règlement leur interdit de les prendre en charge de manière continue.

mendicité, font un travail formel et suivent des cours d'informatique. Pour sa part, Edgar suit des cours au lycée où il s'est inscrit avec l'aide d'une assistante sociale.

Nous pouvons nous demander ici ce qui fait que la rue est pour eux une référence négative alors qu'ils maintiennent globalement de bons rapports avec leurs pairs et avec les personnes du quartier, en majorité des commerçants. Nous pensons que leur rapport à la rue s'est progressivement modifié depuis qu'une assistante sociale de la mairie leur rend régulièrement visite. En leur proposant des options de réinsertion indépendantes de toute institution caritative, comme la réalisation d'un travail formel et l'assistance à des cours d'informatique, les jeunes ont pris conscience de leur possibilité de sortir de la rue sans avoir à s'intégrer dans une maison d'accueil et sans avoir à perdre leur indépendance. Pour tous, l'objectif à plus long terme est de parvenir à économiser suffisamment d'argent pour pouvoir louer une chambre ou un petit appartement. Ainsi, au contact de nouveaux acteurs – les élèves de l'école et les employés qui travaillent avec eux – qui ne connaissent pas forcément leur situation de jeunes de la rue et leur renvoient une image différente d'eux-mêmes, leur identité se reconstruit autour de nouvelles références et évolue donc forcément.

Le désir de sortir de la rue touche beaucoup d'autres jeunes sous des formes différentes. Les observations que j'ai faites lors de mon travail de terrain comme éducatrice de rue dans l'institution *Pro Niños de la Calle*, nous fournissent d'autres exemples de jeunes qui maintiennent un rapport négatif avec la rue et souhaitent s'en sortir. Alors que, dans les exemples que nous venons de citer, les jeunes n'ont pas développé de conflit avec leur groupe ou d'autres personnes, mais plutôt avec la rue en tant que milieu qui les stigmatise et les renferme dans une image négative d'eux-mêmes, d'autres exemples nous montrent que ce n'est pas toujours la raison qui les motive à vouloir quitter la rue. En effet, plusieurs jeunes ne parviennent pas à s'intégrer dans l'espace de la rue et/ou dans un groupe qui les soutienne. J'ai rencontré Luis, 17 ans, du groupe de Mariano Escobedo, lors de mes sorties avec une éducatrice de *Pro Niños de la Calle*. Il nettoyait les pare-brises des voitures et travaillait avec les chauffeurs de bus. Lorsque nous lui avons parlé, il s'est montré méfiant et nous a semblé très timide. Nous avons vite appris qu'il n'avait jamais rencontré d'éducateurs et ne connaissait pas d'institution d'assistance. Nous lui avons rendu visite pendant trois jours pour tenter de le canaliser vers l'institution, et au quatrième jour il a accepté de nous suivre. Comme l'institution ne lui proposait qu'un lieu où rester pendant la journée, Luis nous a fait savoir au bout de deux semaines qu'il ne voulait plus

retourner dans la rue. L'institution l'a alors rapidement canalisé vers un organisme caritatif qui possédait un centre d'hébergement fixe. D'après les assistants sociaux, son processus de sortie de la rue a été très rapide. En tentant de déterminer les raisons qui ont pu l'amener à quitter la rue aussi rapidement, nous nous rendons compte qu'il n'entretenait pas une relation positive avec les membres de son groupe : il avait un comportement très marqué de soumission et de peur envers eux. Il était le plus jeune de son groupe et était subordonné aux autres membres auxquels il devait remettre une partie de ses gains quotidiens. Par ailleurs, ils lui volaient ses affaires personnelles et ne lui permettaient pas de faire ce qu'il voulait. Ils l'avaient même menacé pour qu'il ne retourne plus dans l'institution, car depuis, il ne travaillait plus et ne pouvait donc pas donner une partie de son argent. Son groupe ne représentant pas une référence identitaire pour lui, sa relation à la rue se limitait à la subsistance, à l'instar de celle de jeunes qui ne sont pas intégrés dans un groupe. Pour cette raison, Luis n'a jamais émis un discours valorisant sur la rue.

Avant de terminer, précisons que, pour une grande majorité de ces jeunes, la rue a été à un moment ou à un autre une référence positive, ce qui se constate aisément en relisant les entretiens formels et informels où l'on voit que le rapport à la rue évolue, change, se modifie. Cela m'a sauté aux yeux dans le cas de Leonardo, lorsque je l'ai interrogé à propos des photos qu'il avait prises dans le cadre de l'analyse de l'espace et des réseaux sociaux à travers la photographie. En effet, alors que je lui ai demandé de photographier des lieux qu'il fréquentait régulièrement, la majorité de ses clichés représentait des lieux qu'il ne pratiquait plus depuis des mois. En lui demandant pourquoi il avait pris telle ou telle photo, il répondait : « *Pour me rappeler qu'avant je travaillais là ...* », « *Avant je vivais là, cela me rappelle beaucoup de choses* », « *Avant je me droguais dans le parc avec la bande, je voulais conserver ce souvenir* », etc. Ses propos reposaient principalement sur un discours nostalgique : il se projetait dans l'espace de la rue à une époque où elle représentait encore pour lui une référence positive. Curieusement, ne se trouvant plus dans un rapport principalement positif vis-à-vis de celle-ci, il a photographié des espaces qu'il fréquentait lorsqu'elle était encore une référence positive. S'il est parvenu à se détacher physiquement de ces espaces, il éprouve du mal à s'en détacher symboliquement, car ils ont été, à un moment ou à un autre, constitutifs de son identité. Sans être totalement ancré dans le milieu de la rue, il ne s'en détache pas non plus totalement. Son rapport à la rue est ambivalent, il oscille entre le passé et le présent. Ainsi, si la rue est vécue de manière principalement positive ou négative, elle reste avant tout un espace ambigu.

1.3 Un rapport à la rue ambigu et évolutif

En effet, la position des jeunes face à la rue ne peut pas être saisie de manière aussi catégorique. Celui qui entretient vis-à-vis d'elle un rapport plutôt positif, y perçoit aussi des aspects négatifs, et vice versa. L'espace de la rue est principalement ambivalent. Il est synonyme de liberté, d'indépendance, d'autonomie, mais également de froid, de dangers, de violences, de confrontations policières, etc. Il représente une référence à partir de laquelle on peut tisser une identité positive, mais cette identité représente en même temps ce que la société rejette et cherche à refouler. La rue permet de nouer des relations avec toute une série d'acteurs différents, mais ces acteurs peuvent aussi renvoyer une image négative d'eux-mêmes aux jeunes. Ainsi, bien qu'ils parviennent généralement à créer un équilibre entre les aspects positifs et négatifs de la rue en s'intégrant notamment dans un groupe, leur rapport à la rue reste avant tout ambigu : « [ils] entretien[nent] avec la rue un rapport qui est un mélange d'attraction et de répulsion, et qui se caractérise par son ambivalence [...]. Le[ur] rapport [à] la rue [...] est avant tout conflictuel » (Lucchini, 1993 : 18). Nous devons cependant préciser que, même si ces deux aspects cohabitent constamment, l'un d'eux ressort toujours plus que l'autre, ce qui nous permet de dire que le rapport du jeune à la rue est « principalement » ou « plutôt » négatif ou positif. Ainsi, lorsque les jeunes y demeurent pendant de nombreuses années alors qu'ils sont encore mineurs, nous pouvons affirmer que, dans la majorité des cas, la rue représente pour eux une référence principalement positive ou du moins qu'il s'agit de l'espace qui, par rapport à d'autres, correspond le plus à leurs attentes. Ces constatations nous amènent à nous poser la question de la sortie de la rue. Quels sont les facteurs qui conduisent les jeunes à « s'en sortir » et ceux qui les amènent à y rester ?

Avant de répondre à cette question, rappelons que le rapport du jeune à la rue n'est pas statique et donc, évolue forcément. Nous l'avons vu plus haut avec l'exemple de Leonardo. Nous pouvons alors identifier différentes étapes quant à la relation que le jeune entretient avec la rue. La première étape correspond au moment où l'enfant/jeune découvre la rue : elle représente un espace inconnu et peu exploré face auquel il ne prend pas encore position. Il se sent avant tout désorienté. La seconde surgit lorsqu'il découvre les aspects positifs de la rue que sont principalement la liberté, l'indépendance, le divertissement et les amis. La rue est stimulante et principalement ludique. Au cours de la troisième phase, il découvre le côté négatif de la rue, les abus, le froid, les dangers, et prend conscience de sa vulnérabilité. Enfin, dans la dernière phase, il met en place des stratégies qui lui permettent

de faire face à cette même vulnérabilité. Il crée un équilibre entre les côtés positifs et négatifs de la rue. Ces étapes ne suivent pas forcément un ordre chronologique : il n'est pas exclu que les jeunes découvrent les aspects négatifs de la rue avant d'en découvrir les côtés positifs, ou qu'ils soient découverts en même temps. Néanmoins, nous pouvons affirmer que la majorité des jeunes qui vivent depuis un certain temps dans la rue sont passés par ces différentes étapes, hormis peut-être ceux qui ne sont pas insérés dans un groupe. Nous pouvons alors dire que le facteur principal qui détermine le rapport du jeune à la rue une fois qu'il a atteint une certaine stabilité (dernière phase), ne réside pas seulement dans son habileté à affronter les aléas du quotidien : chacun, à l'intérieur d'un groupe, y parvient de manière plus ou moins affirmée. Il réside dans la manière dont le jeune se situe face aux activités qu'il développe dans la rue : valorise-t-il les stratégies qu'il met en place pour s'adapter ? Ces stratégies participent-elles à l'élaboration d'une identité positive, ou au contraire, sont-elles vécues par le jeune comme une stigmatisation ? À titre d'exemple, la réalisation d'une certaine activité économique ne signifie pas la même chose pour tous les jeunes. Alors que pour César par exemple, la réalisation régulière d'une activité informelle – nettoyage de voitures – lui permet en quelque sorte de « formaliser » son mode de vie dans une perspective d'amélioration de ses conditions d'existence dans la rue, pour Edgar, Esteban, Elena et Leonardo de Santa Anita, elle les lie péjorativement à l'espace de la rue. Pour le premier, cette activité est valorisante, d'autant plus qu'elle lui permet d'obtenir beaucoup de gains ; pour les seconds, elle est stigmatisante. Ceci correspond à son tour à deux manières différentes de se positionner face à la rue : tandis que le premier la vit de manière principalement positive et l'assimile totalement comme mode de vie, les seconds la vivent plutôt de manière négative et n'acceptent pas la situation dans laquelle ils se trouvent. Ainsi, nous pensons que la construction d'une identité positive ou négative est ce qui détermine avant tout le rapport du jeune à la rue. Plus il construit son identité autour de l'espace de la rue, plus il vivra celle-ci de manière positive, et vice versa. Ainsi, si nous nous penchons sur les entretiens réalisés avec les jeunes de l'institution *Renacimiento*, nous remarquons que tous les jeunes, à l'exception d'Antonio, sont parvenus à quitter rapidement la rue, soit parce qu'ils ne se sont jamais intégrés à un groupe de jeunes (Mario, 20 ans, Miguel Angel, 19 ans, Fernando, 18 ans et Juan Carlos, 16 ans) ; soit parce que, tout insérés qu'ils sont dans un groupe, ils n'ont pas vraiment développé de sentiment d'appartenance envers lui (Oscar, 17 ans) ; soit encore parce qu'ils ont perdu ce sentiment d'appartenance au bout d'un certain temps (Genaro, 24 ans). Seul Antonio vivait la rue de manière positive, et il est le seul jeune en institution à émettre un discours positif sur elle.

Même s'il vit depuis plusieurs années dans l'institution *Renacimiento*, il semble n'avoir jamais perdu son identité de jeune de la rue : du haut de son mètre quatre-vingts, il s'autodéfinit encore comme un « enfant de la rue ». En nous intéressant de plus près à son parcours afin d'identifier ce qui a alors pu l'amener à quitter la rue, nous identifions un élément principal qui peut expliquer son éloignement progressif de cet espace.

Antonio raconte qu'il était un enfant très dynamique : il avait développé une grande habileté pour se mouvoir dans la rue, était intégré dans un groupe de jeunes et dans un quartier avec lesquels il s'identifiait pleinement, et appréciait énormément sa liberté. Il nous dit d'ailleurs qu'il est parti de chez lui par « curiosité » : « *Moi je ne suis pas allé dans la rue parce qu'on me maltraitait, rien de tout ça, je suis sorti parce que je me suis demandé : "Qu'est-ce qu'il y a derrière cette porte ?" »*. Néanmoins, à 17 ans, il est renversé par un camion et il doit subir une amputation de la jambe au niveau du mollet. Il reste pendant cinq mois à l'hôpital et ne trouve pas de prothèse à sa sortie. Il va alors dans l'institution *Renacimiento*, qu'il connaissait déjà, où on lui confirme qu'il n'existe pas de prothèses pour ce type de moignon. Il décide alors de se faire amputer un peu au-dessus du genou et dès qu'il obtient une prothèse par le biais de l'institution *Renacimiento*, il retourne dans la rue. Son handicap ne lui permet cependant pas de se débrouiller aussi bien qu'auparavant, et il plonge de plus en plus dans la consommation de drogues. Dans un même temps, il fréquente occasionnellement l'institution d'assistance qui lui propose de participer à une pièce de théâtre avec d'autres jeunes. Il accepte et se sent très motivé par cette activité artistique qui lui permet d'exprimer ses talents. Il abandonne alors progressivement la rue pour rester dans l'institution à temps complet. Ainsi, son handicap bouleverse son rapport à la rue. Néanmoins, Antonio ne semble pas s'éloigner de l'univers de la rue sur un plan symbolique : la rue continue à être une référence identitaire importante pour lui.

2 LA CONSTRUCTION D'UNE IDENTITE DANS ET PAR LA MARGE

Dans le contexte de la rue, il ne se produit pas une perte d'identité, mais une reconstruction et redéfinition de celle-ci, qui permettent aux jeunes de « continuer à exister socialement » (Lanzarini, 2000 : 109), c'est-à-dire de se créer une place sociale, même en situation de « marginalité ». Dans cette partie, nous analyserons l'identité des jeunes qui entretiennent une relation principalement positive avec la rue, et nous verrons sur quelles références elle se construit. Nous tenterons également de définir la nature de cette identité.

2.1 Éléments constitutifs de l'identité

Nous avons vu comme la relation du jeune à la rue est instable et évolue dans le temps. Cette transformation est due au fait que toute identité est en perpétuelle évolution : elle n'est pas un « état » mais un « construit évolutif » (Martin, 1992 : 583). Elle n'est pas figée, mais se recompose et se redéfinit sans cesse. Or, c'est cette même identité qui détermine directement la manière dont le jeune se positionne face à la rue. Dès lors, il paraît tout à fait logique que le rapport du jeune à la rue soit changeant, ce qui ne révèle pas, d'après nous, une fragilité de son identité, mais bien une consolidation croissante de celle-ci. Cette consolidation et cette construction de l'identité ont besoin d'un « autre » pour exister, d'une altérité, d'un « nous » face à un « vous » (Reguillo Cruz, 1991 : 583). Aussi, le discours identitaire des jeunes à partir duquel nous pouvons cerner leur identité est « tout autant un discours sur l'Autre [...] qu'une proclamation de soi [...], il est une manière de se situer les Autres par rapport à soi, et réciproquement » (Martin, 1992 : 583). L'identité suppose donc un processus de différenciation : « On s'identifie à, ou éventuellement contre, quelque chose » (Le Bossé, 1999 : 116). Mais à quoi se réfère exactement ce « nous », et qui incarne cet « autre » dans le discours des enfants/jeunes de la rue ? Avant de tenter de répondre à cette question, il convient de s'interroger sur les éléments qui participent directement à la composition de l'identité chez les jeunes de la rue. Nous en identifions principalement trois qui ont déjà fait l'objet d'une analyse au cours des chapitres antérieurs : l'intégration dans un groupe et les relations avec les pairs, l'appropriation de l'espace, et les relations avec d'autres individus.

Avant toute chose, l'identité se construit à travers une référence à un groupe. Lorsque l'enfant/jeune perd la totalité ou une partie des liens avec sa famille, ou rompt avec l'école et avec d'autres réseaux de sociabilité dans lesquels il est inséré, il construit parallèlement de nouveaux liens dans la rue et tout particulièrement avec des jeunes qui se trouvent dans la même situation que lui. Si nous examinons le discours des jeunes interviewés qui n'ont jamais été insérés dans un groupe, nous remarquons qu'ils n'ont développé aucun sentiment d'appartenance au contexte de la rue, ni au groupe « d'enfant de la rue ». Nous retranscrivons ci-dessous un extrait de l'entretien réalisé à Fernando (18 ans) afin d'examiner la manière dont il se situait par rapport aux autres enfants de la rue. Fernando fugue de chez lui à l'âge de douze ans. Depuis, il revendique fortement son identité homosexuelle. Il est très efféminé et coquet, et prend extrêmement soin de son hygiène corporelle :

« **Fernando** : J'aimais être tout seul...

Interviewer : Pourquoi tu n'allais pas avec d'autres enfants ?

Fernando : Parce qu'ils se battaient, ils volaient... Moi, ce que j'aimais, c'était d'aller d'un endroit à l'autre. J'allais à Acapulco, dans différents endroits, tout seul, sans personne qui me dise quoi faire.

Interviewer : Ce n'était pas trop dangereux d'être seul ?

Fernando : Eh bien laisse-moi te dire que je me sentais mieux seul, j'étais habitué, j'ai toujours été tout seul. J'avais des problèmes avec les plus grands, et un jour ils m'ont volé mes affaires et alors je suis resté seul. Parfois j'allais dans le cimetière pour dormir, seul [...].

Interviewer : Mais tu étais bien un enfant de la rue ?

Fernando : Eh bien non, laisse-moi te dire que non. Depuis que je suis petit, je me suis toujours occupé de moi, je n'ai jamais pensé : "Je vais être bien sale", je cherchais où prendre une douche [...]. J'étais toujours propre, deux ou trois fois j'étais sale mais je me sentais pas bien, je me disais : "Je ne sais pas comment je vais faire, mais il faut que je prenne une douche" ».

Nous relevons dans ce discours des indices qui indiquent que les enfants/jeunes de la rue ne constituaient pas une référence pour Fernando lorsqu'il vivait dans la rue. Il les percevait de l'extérieur sans, à aucun moment, s'identifier à eux : pendant qu'ils se « battaient » et « volaient », lui préférait voyager ; alors qu'ils étaient « sales », lui cherchait à se maintenir propre ; il n'aimait pas la saleté contrairement aux autres jeunes qui paraissaient s'en accommoder. Somme toute, il ne s'assimilait pas aux enfants qui, comme lui, vivaient dans la rue. Cette manière de percevoir les autres jeunes et de se placer face à eux, déterminait la relation que Fernando entretenait avec la rue et ses représentations sur celle-ci. Aussi, le fait de s'intégrer dans un groupe et de s'y assimiler permet aux jeunes de redéfinir leur identité. Rappelons que les jeunes en situation précaire font l'objet d'une reconnaissance sociale au sein de leur groupe dans des domaines où ils ne sont pas reconnus par la société (Rouilleau-Berger, 1997 ; Lagrée et Lew-Fai, 1985). Ceci leur permet notamment de construire une identité positive, même en situation de fragilité sociale.

Ensuite, l'appropriation d'un espace permet aux groupes et à leurs membres de s'y ancrer et d'y édifier leur identité collective. Pour Escalera (1999 : 100), le territoire est un « facteur clé dans la structuration de l'identité sociale ». Il est donc créateur d'identité : « Parce qu'il participe à part entière à la vie des individus et des groupes, le lieu influence, voire fonde, subjectivement au moins autant qu'objectivement, des identités culturelles et sociales » (Le Bossé, 1999 : 118). Le territoire contribue à raffermir le sentiment d'identité collective des individus qui l'occupent (Di Méo, 1999 : 77) et par là-même à maintenir la continuité de leur identité, tant personnelle que sociale. Par ailleurs, comme le fait remarquer Di Méo (2002 : 179), territoire et identité sont intimement liés l'un à l'autre : « L'identité fonctionne socialement comme le moyen de légitimer un groupe dans un espace (territoire) dont il tirera de substantielles ressources. Inversement, l'identité utilise le territoire comme l'un des ciments les plus efficaces des groupes sociaux ». Ainsi, l'identité participe à la composition du territoire, de même que le territoire contribue à l'élaboration de l'identité. Pour Parazelli (2000), l'appropriation de l'espace participe à la construction et à la structuration de l'identité des jeunes de la rue.

Enfin, les relations que les jeunes entretiennent avec des individus extérieurs à leur groupe, contribuent également à construire et à consolider leur identité et ce, de deux manières distinctes. D'une part, parce que certains individus qui vivent dans le quartier, y travaillent ou le fréquentent, représentent une référence positive pour les jeunes, même s'ils ne partagent pas les mêmes conditions de vie qu'eux – les dealers, les commerçants ou les travailleurs qui participent à des activités ludiques du groupe et certaines « personnalités » du quartier comme par exemple « la vieille » de Niños Héroes²⁰¹. D'autre part, parce que d'autres individus font justement partie de cette « altérité » dont nous avons parlé précédemment, et dont les jeunes ont également besoin pour se définir et renforcer leur identité de groupe. Par conséquent, les relations entre pairs, l'enclavement spatial et les relations avec divers acteurs de la ville sont des éléments essentiels à la construction de l'identité chez les enfants et les jeunes de la rue. Bien sûr, l'identité se construit aussi, et avant tout, dans la durée. Dès lors, l'ancrage spatial mais aussi temporel, jouent un rôle important dans cette construction.

²⁰¹ Cf. ch. VI, 2.2.

2.2 Identité d'enfant/de jeune de la rue

Maintenant que nous connaissons les facteurs qui participent à la création de l'identité chez l'enfant/jeune de la rue, nous allons nous interroger sur la nature de cette identité. Existe-t-il un « nous » constitué par une identité d'enfant et/ou de jeune de la rue, et en opposition à qui ou à quoi se définit-il ? Nous entendons les jeunes employer parfois l'expression d'« enfant de la rue », soit en affirmant leur appartenance collective à un groupe « *Nous, les enfants de la rue* » (*Nosotros los niños de la calle*), soit en définissant leur identité individuelle « *Je suis un enfant de la rue* » (*Soy un niño de la calle*). Nous ne les entendons jamais faire usage du mot « jeune », quand bien même plusieurs d'entre eux sont de jeunes adultes. Ainsi, Antonio, qui a conservé son identité d'enfant de la rue bien qu'il vive dans une maison d'accueil depuis plusieurs années, revendique son appartenance à ce groupe :

« Tu commences à t'éduquer par toi-même et tu gagnes de l'expérience. C'est comme ça un enfant des rues. [...]. Moi je n'ai peur de rien, je demande à la vie juste un peu plus de vie, qu'elle me donne la possibilité de continuer à voyager, de continuer à être ce que je suis. C'est ça qu'un enfant de la rue comme moi aimerait faire, connaître beaucoup de personnes, des lieux inattendus [...] » (Antonio, 26 ans).

Pour Antonio, la rue représente une « école de vie » qui, selon le concept de Lucchini (1999 : 10), concerne les compétences acquises, la débrouillardise et l'apprentissage de soi. Cette « école de vie » qui participe à la construction de l'identité de l'enfant de la rue, constitue toujours pour Antonio une référence positive. Outre le fait de valoriser les apprentissages qu'il a faits dans cet espace, il apprécie également le mode de vie qu'il y a mené :

« De la même manière que j'aimais conduire un camion, j'aimais l'adrénaline d'être poursuivi par la police. De la même manière que j'aimais chanter, j'aimais me battre avec les garçons de mon âge. Pour moi ma vie a été comme ça et je l'ai aimée. De fait, si je meurs et je renaiss, j'aimerais être à nouveau un enfant de la rue » (Antonio, 26 ans).

Néanmoins, rares sont ceux qui revendiquent expressément une identité d'enfant de la rue. L'usage de l'expression « enfant de la rue » chez les jeunes qui vivaient dans cet espace au moment de l'enquête de terrain, avait généralement lieu lorsqu'ils essayaient d'obtenir de l'argent des passants ou tentaient d'avoir accès à des services destinés exclusivement aux enfants de la rue. Il nous semble que les jeunes se sont plutôt réapproprié cette expression pour jouer avec les représentations sociales en vigueur. Comme il a déjà été dit dans les chapitres précédents, ils reproduisent le discours dominant de la société et des travailleurs sociaux pour accéder à différentes formes de charité, pour provoquer la pitié ou la peur, et ce, en insistant sur leur identité d'enfant de la rue. Ainsi, lors des entretiens formels, trois jeunes seulement ont fait usage de cette expression et un jeune uniquement dans un sens identitaire (Antonio)²⁰². Les jeunes revendiquent principalement cette identité lorsqu'ils pensent pouvoir en tirer profit. Néanmoins, en nous centrant sur leur discours, nous identifions des indices qui révèlent plutôt une adhésion à certaines valeurs – un « nous » – qu'une désapprobation de certaines autres – un « autre ». En effet, contrairement aux bandes juvéniles de Mexico qui construisent une partie importante de leur identité autour de la réfutation explicite de la société et de ses valeurs (Reguillo Cruz, 1991), les jeunes de la rue ne se déclarent pas ouvertement en opposition avec elles. Il est donc très difficile de discerner un « autre » qui serait clairement identifié et défini par eux. Nous pouvons toutefois repérer dans leurs propos la présence d'une figure d'altérité qui revient constamment, à savoir celle incarnée par les parents, les agents de police, les travailleurs sociaux, les institutions d'assistance, et de manière plus large, tous les individus qui, de manière autoritaire, cherchent à réprimer leurs formes de vie et pratiques quotidiennes. En effet, s'il y a un discours qui est présent chez tous les jeunes indépendamment de la manière dont ils se situent face à la rue, c'est bien celui qui met en exergue la liberté et l'indépendance dont ils jouissent dans cet espace, ainsi que la possibilité d'échapper aux contraintes et aux obligations imposées par des tierces personnes. De la même manière, les espaces qu'ils s'approprient et transforment en territoires s'opposent aux lieux institutionnels comme l'école ou la famille, mais aussi aux institutions caritatives et à leurs structures physiques et symboliques imposantes. Les jeunes s'identifient à ces territoires qui sont en même temps « facteurs de [leur] identité » et « vecteur[s] de leur différenciation sociale » (Kokoreff, 1994 : 34). Dans ce sens,

²⁰² Les autres l'ont utilisé pour désigner des structures qui se chargent des enfants de la rue.

l'identité des jeunes se construit aussi en contraste avec ces figures autoritaires, bien que le processus ne se déroule pas forcément de manière consciente.

Mais revenons sur la construction de ce « nous », qui existe bel et bien chez ceux qui sont intégrés dans un groupe. Les jeunes que nous avons observés et qui vivent la rue de manière principalement positive, s'assimilent à cet espace contrairement, par exemple, aux jeunes de la rue de Yaoundé (Cameroun) qui refoulent leur situation de précarité en se projetant dans un « ailleurs » :

« Lorsque des jeunes prennent la pose dans les vêtements de marque, refusant d'être photographiés "au ghetto" et choisissant en arrière plan les lieux les plus prestigieux de Yaoundé [...], ils trahissent ce désir d'intégration et de ressemblance aux jeunes bourgeois de la capitale. Ils rêvent de l'Occident. Ils opposent cet espace vécu, subi, à ces espaces migratoires, rêvés » (Morelle, 2005 : 76).

Le cas des jeunes qui font l'objet de notre recherche est très différent. Quand bien même nous n'avons pas perçu d'actions de mise en exergue de leur appartenance au groupe d'enfants de la rue, ils ne font pas non plus appel à des références extérieures au monde de la rue, car contrairement aux jeunes de Yaoundé, cet espace n'est pas toujours « subi » : ils agissent directement sur lui pour en faire un lieu de vie positif. Ils ne cherchent pas non plus à ressembler à des figures intégrées de la société, ou à des jeunes qui proviennent de classes plus aisées.

Néanmoins, s'ils ne revendiquent pas de manière ostentatoire leur appartenance à un groupe, leurs gestes, attitudes, langages, représentations, goûts, pratiques sociales et spatiales, etc., révèlent leur appartenance à une bande au sein de laquelle il existe une véritable cohésion sociale entre ses membres. Nous pouvons indiquer, de manière non exhaustive, certains éléments qui sont porteurs d'identité et qui indiquent qu'ils appartiennent à un même groupe : la manière de se saluer en se touchant la paume de la main, fermant les poings et les frappant l'un contre l'autre ; les scapulaires qu'ils portent à leur cou et généralement au dessus du tee-shirt ; le genre de musique qu'ils écoutent, le rock urbain, et leur attachement à un groupe en particulier, « El Tri ». En ce qui concerne les vêtements, ils n'ont pas de codes vestimentaires spécifiques : ils portent le plus souvent ce qu'on leur offre, sauf quelques-uns, rares, qui préfèrent s'acheter leurs propres

vêtements. Quant au langage, ils ont des codes linguistiques particuliers qu'une personne non avertie ne peut pas saisir. À titre d'exemple, j'ai rencontré un jour un garçon dans la rue qui était en train de sniffer du solvant et j'ai commencé à parler avec lui. Je lui ai demandé où il achetait sa « boîte de conserve »²⁰³ et il ne m'a pas compris, alors que ce mot est couramment utilisé par les jeunes de la rue. Je lui ai également demandé où il « restait » (*¿por dónde te quedas ?*), question que se posent les jeunes de la rue entre eux pour savoir dans quelle zone ils vivent ou à quel groupe ils appartiennent, et il n'a pas non plus saisi la question. Il m'a expliqué qu'il vivait avec ses parents, mais qu'il travaillait dans la rue en lavant les pare-brises, puis qu'après il restait seul ou avec d'autres amis travailleurs et se droguait. Alors que ces références linguistiques sont partagées par tous les enfants et jeunes qui vivent dans la rue et sont insérés dans un groupe, elles sont méconnues de ceux qui n'interagissent pas avec eux²⁰⁴.

2.3 Identité de quartier, identité populaire

Malgré cela, nous n'identifions pas clairement une identité d'enfant ou de jeune de la rue. Les groupes de jeunes se distinguent clairement d'autres groupes de la rue à qui ils attribuent des caractéristiques différentes. Par exemple, plusieurs groupes faisant l'objet de notre étude, se démarquent du groupe de Zarco et n'aiment pas être assimilés à ses membres qu'ils considèrent comme trop violents. Il n'existe donc pas de symbiose entre tous les jeunes de la rue. Par ailleurs, l'identité d'enfant de la rue est bien trop péjorative pour que les jeunes la revendiquent et cherchent explicitement à l'intérioriser. En effet, le groupe d'enfant de la rue est stigmatisé socialement. Il évoque une référence négative pour une partie importante des individus et les jeunes sont entièrement conscients de la charge négative que véhicule le terme d'« enfant de la rue ». Francisco le manifeste clairement lorsqu'il dit que les gens l'humilient en l'« insultant » de « *sale puant* » et d'« *enfant de la rue* ». Cette identité n'est pas seulement péjorative pour les jeunes qui entretiennent une relation plutôt négative à la rue, mais aussi pour ceux qui ont un rapport plutôt positif avec cet espace. Il est bien trop pénible de construire une identité positive en adoptant un terme qui renvoie aux jeunes une image négative d'eux-mêmes et de la situation de précarité dans laquelle ils se trouvent. Or, les jeunes cherchent avant tout à se sentir le mieux possible dans la rue. Aussi, s'ils développent en partie un sentiment d'appartenance envers le

²⁰³ *Lata*, récipient dans lequel est vendu le solvant.

²⁰⁴ Ce sont ces mêmes références que j'ai utilisées pour accéder au groupe de Santa Anita alors que je ne connaissais aucun de ses membres.

groupe global d'enfants et jeunes de la rue, celui-ci ne constitue par leur identité à part entière. Leur identité se construit avant tout à partir du quartier et de la bande dans laquelle ils sont intégrés.

Remarquons d'ailleurs que certains traits que nous pensons être caractéristiques des jeunes de la rue, ne sont pas propres au groupe de jeunes de la rue en soi. Par exemple, nous retrouvons chez eux un langage qui est employé par les bandes juvéniles de Mexico (*chavos banda*). Ce langage a notamment été référencé dans les études de Feixa (1998), Reguillo Cruz (1991) et Hernández (1991). Ces bandes juvéniles ont surgi des secteurs populaires de Mexico dans les années 1980 (Castillo Berthier, 2002). Elles ont comme points communs un langage, un sentiment d'appartenance à un groupe, une identité territoriale forte, la consommation de drogue et le refus explicite des normes formelles. Elles se distinguent entre elles pour avoir des codes vestimentaires et des goûts musicaux différents. Leur principale activité consiste à cohabiter et la rue représente l'espace privilégié de leurs rencontres. Pour Reguillo Cruz (1991 : 32-33), le jeune issu des bandes juvéniles de Mexico construit son identité à partir d'une triple référence : une référence sociale (le groupe), une référence spatiale (le territoire) et une référence symbolique (style de vêtements, langage, goûts, etc.). Nous avons vu comment les deux premières références sont aussi valables dans la construction de l'identité chez les jeunes de la rue. Par ailleurs, nous remarquons que leur langage et certains gestes, comme la manière de se saluer, se retrouvent également chez d'autres populations des secteurs populaires de Mexico, comme par exemple les vendeurs ambulants, les dealers et les habitants des quartiers populaires. Les jeunes partagent donc certains codes avec d'autres usagers de la rue qui proviennent des secteurs populaires de la ville.

Par conséquent, nous pouvons identifier les facteurs qui jouent un rôle important dans le sentiment d'appartenance à un quartier ou aux groupes populaires de la ville, et ceux qui jouent un rôle dans le sentiment d'appartenance au groupe d'enfants de la rue. Parmi les premiers, nous trouvons les relations sociales qu'ils établissent avec les membres de leur groupe et le voisinage, leur relation au territoire, leur connaissance du quartier, leur langage, etc., alors que parmi les seconds, nous trouvons tout ce qui relève de leurs compétences et savoirs informels acquis dans le contexte de la rue, du partage des mêmes points de repères dans la ville liés à leur condition d'enfants/jeunes de la rue (l'emplacement de l'hôpital pour enfants de la rue et celui des différents institutions d'assistance et groupe de jeunes), du partage d'une trajectoire et d'un passé similaires, des

expériences vécues dans la rue, de leur relation aux institutions, etc. Ainsi, les jeunes construisent aussi une identité de quartier à partir des liens qu'ils tissent. Le quartier, que nous entendons ici principalement comme « l'espace subjectivé des pratiques quotidiennes des individus » (Morin et Rochefort, 2003 : 271), constitue pour eux un référent territorial fort. Les enfants et jeunes de la rue de Mexico sont davantage porteurs d'une identité locale, de quartier, que globale et en relation avec un groupe social en particulier. Plutôt qu'un sentiment d'appartenance au groupe « d'enfants de la rue », les jeunes développent un sentiment d'appartenance au milieu de la rue, qui, pour Parazelli (2000 : 195) entend « l'ensemble des lieux associés aux activités "souterraines", contre-culturelles et illicites de la société ». Ils entretiennent avec celle-ci un rapport bien plus direct et concret qu'avec une catégorie abstraite. L'identité de l'enfant et du jeune de la rue se construit principalement en fonction du groupe au sein duquel il est inséré et du quartier dans lequel il se déplace et exploite des ressources pour vivre. Dans ce sens, nous pouvons parler d'identité urbaine. C'est à travers cette identité qu'il parvient à s'intégrer de manière positive dans l'espace de la rue et dans les dynamiques d'un quartier.

3 S'INTEGRER DANS UN QUARTIER

Dans cette partie, nous soutenons l'idée que les jeunes produisent des formes d'intégration sociale au niveau local – celui du quartier. Dans un premier temps, nous verrons comment le quartier et ses espaces s'inscrivent dans la mémoire collective du groupe, et de par là même, comment la mémoire attache les jeunes de manière affective à un quartier et leur permet de sentir leur appartenance vis-à-vis de ce dernier. Ensuite, il s'agira d'analyser de quel type d'intégration il est possible de parler lorsque l'on se réfère à une population socialement exclue des pratiques sociales dominantes. Enfin, nous verrons comment cette intégration permet aux jeunes de s'extraire d'un quotidien qui serait uniquement régi par des pratiques de survie.

3.1 Histoire du groupe et mémoire collective

Comme le souligne Piveteau (1995), la mémoire « sémiotise » l'espace et en fait un territoire ; à l'inverse, le territoire contribue à fixer la mémoire. S'ancrer dans un espace, puis assurer la pérennité du territoire, permet aux groupes d'enfants et de jeunes de la rue de construire leur histoire et de l'inscrire dans la mémoire collective. Cette mémoire participe non seulement à la consolidation d'une identité commune, mais aussi au

renforcement de la cohésion des membres d'un groupe. Chez les jeunes de la rue, l'histoire collective se construit à partir de souvenirs partagés : « Les événements et le temps passés ensemble sont souvent remémorés et créent une histoire collective [...]. Les événements critiques [...] créent des souvenirs que l'on se rappelle et que l'on se redit souvent » (Hurtubise et Vatz Laaroussi, 2002 : 97).

Dans le groupe de Niños Héroes, cette histoire prend forme à travers l'évocation d'événements tragiques, dont principalement la mort d'un ou plusieurs membres du groupe. Ces décès sont ancrés dans la mémoire des lieux qu'ils se sont appropriés dans un passé. Ils se les remémorent toujours en se rapportant à un espace en particulier : les décès de Liliana et de Juan Carlos sont liés au terrain vague que les jeunes ont nommé « titanic », celui de Freddy à la centrale électrique, et ceux d'Aarón et d'Andrés à l'immeuble²⁰⁵. Les jeunes ne précisent jamais depuis combien de temps un jeune est décédé. Ils mentionnent seulement que c'est arrivé lorsqu'il vivait encore dans tel ou tel terrain vague. Aarón est celui qui reste le plus présent dans la mémoire du groupe de Niños Héroes : il était le frère d'Ulises et son décès est l'un des plus récents. J'ai observé à plusieurs reprises des scènes où les membres du groupe se remémoraient collectivement des jeunes qui étaient dans leur groupe et qui sont décédés à la suite d'accidents. À titre d'exemple, huit mois après la perte de l'immeuble dans lequel ils logeaient, Jesús a sorti une photo qu'il venait de voler à l'institution *Casa Alianza*, sur laquelle apparaissait le portrait d'Aarón. Ulises et David ont alors commencé à pleurer. Marisol est intervenue et leur a dit qu'il ne fallait pas qu'il pleurent, parce que sinon Aarón ne pourrait jamais reposer en paix. D'autres jeunes se sont rapprochés et ont formé un cercle pour les consoler l'un après l'autre. Ils ont alors commencé à évoquer des souvenirs qu'ils avaient d'Aarón : lorsqu'ils l'ont rencontré à *Visión Mundial*, lorsqu'ils vivaient avec lui dans l'immeuble, et enfin, une fois mort, lorsque *Casa Alianza* s'est occupée de sa dépouille, et qu'ils sont tous allés le veiller. D'autres événements négatifs sont remémorés par le groupe de Niños Héroes, comme par exemple des affrontements avec la police ou avec d'autres groupes de jeunes. Bien évidemment, la mémoire se construit aussi autour d'événements positifs et d'anecdotes surprenantes ou drôles à raconter. Ainsi, les jeunes retracent les aventures qu'ils ont vécues ensemble, les vols qu'ils ont commis, et qui avaient un aspect essentiellement ludique, les voyages qu'ils ont faits seuls ou avec une institution caritative, etc., mais ils partagent aussi des anecdotes personnelles qui ont été récupérées par l'ensemble du groupe : les prouesses

²⁰⁵ Cf. figure n°5.

réalisées par César qui est reconnu comme étant un « très bon boxeur », celles de Luis qui est parvenu à s'échapper à plusieurs reprises des bâtiments de la police, les intrigues amoureuses de Marisol et, dans une plus large mesure, toutes les aventures propres à chaque jeune, qu'ils ont vécues à l'intérieur ou à l'extérieur du quartier et qu'ils ont partagées à un moment ou à un autre avec leurs pairs. Les histoires individuelles viennent se greffer à l'histoire collective du groupe et l'enrichissent d'une multitude d'anecdotes qui sont intériorisées individuellement par tous les membres, puis remémorées collectivement.

Quant au groupe de Santa Anita, il possède également une mémoire collective importante alors qu'il n'existe que depuis deux ans²⁰⁶, et que la plupart de ses membres l'ont rejoint un an après sa constitution. Cette mémoire devrait donc être logiquement bâtie sur des événements plutôt proches dans le temps. Il n'en est pourtant rien. Alors que la majorité des jeunes partagent le même espace de vie depuis seulement un an, nous remarquons qu'ils proviennent pratiquement tous (onze sur treize) de *Hogares Providencia*, institution d'assistance dans laquelle ils ont vécu au même moment. L'ayant quittée quelques années après la mort du Père Chinchachoma, ils se sont finalement regroupés dans un terrain vague situé dans le même quartier que l'institution. Dans ce cas-ci, la mémoire n'est pas liée à des espaces qu'ils se seraient appropriés tout au long de leur histoire en tant que groupe, mais à leur passé comme membres d'une même institution. Ici, le Père et leur vie commune dans l'institution sont fréquemment remémorés par ces jeunes qui se dénomment eux-mêmes les « orphelins de Chinchachoma ». Ces évocations régulières de l'institution et non des territoires du quartier au sein duquel ils sont implantés, proviennent donc de ce passé qu'ils partagent et d'une identité collective construite sur des références autres que celles fournies par le milieu de la rue. Il s'agit néanmoins d'un cas unique parmi les groupes de jeunes que j'ai observés à Mexico. Chez les groupes qui ont un long vécu en commun, comme c'est le cas de ceux de La Raza, Zarco, Indios Verdes, et Salto del Agua, la mémoire collective se construit principalement à partir d'un ensemble de souvenirs partagés qui sont en rapport avec leur vie commune dans la rue et avec un ou plusieurs territoires de référence. À ce propos, Halbwachs (1950) précise que la mémoire collective est indissociable du cadre spatial dans lequel elle se déroule. Pour que surgissent des souvenirs et pour ressaisir le passé, il est indispensable de se « transporter en pensée » à l'intérieur d'un espace. Cet espace est celui avec lequel nous entretenons une relation étroite, celui que « nous occupons, où nous repassons souvent, où

²⁰⁶ Pendant six mois sur la « rampe » et pendant un an et demi dans le terrain vague.

nous avons toujours accès, et qu'en tout cas notre imagination ou notre pensée est à chaque moment capable de reconstruire » (Halbwachs, 1950 : 93). Pour les jeunes, le groupe d'appartenance, le milieu de la rue et les territoires habités et pratiqués aussi bien dans le présent que dans le passé, constituent des référents identitaires par excellence à partir desquels ils forgent leur histoire collective. Cette histoire, partagée, remémorée, les attache d'autant plus à un quartier en particulier et leur permet de s'y intégrer de manière positive.

3.2 La marge comme mode d'intégration parallèle

Cette intégration qui s'opère notamment à travers la socialisation des enfants et des jeunes dans l'univers de la rue, ne se rapporte évidemment pas à celle qui est légitimée par la société. Elle correspond en réalité à une intégration « informelle » et/ou « parallèle ». Ainsi, différents types de socialisation et d'intégration ont été identifiés et analysés dans des études qui ne portent pas seulement sur la question des enfants et des jeunes de la rue, mais aussi sur celles d'autres populations dites « marginales » et ce, au sein de contextes très variés. Les auteurs désignent ces formes d'insertion et de socialisation en des termes différents. Ainsi, Parazelli (2002), Hurtubise et Vatz Laaroussi (2000) qui ont étudié les jeunes de la rue à Montréal, se réfèrent respectivement à une socialisation « marginalisée » et « alternative » ; Pedrazzini et Sanchez (1994) parlent d'une « socialisation informelle » en se rapportant aux habitants des quartiers populaires autoconstruits de Caracas ; Taboada Léonetti (1994) et Garnier-Muller (2000) utilisent respectivement les termes d'« insertion dans les marges » et de « formes diverses d'intégration sociale » en parlant des populations marginales en contexte français ; Guillou et Moreau de Bellaing (2004) mentionnent un « processus d'intégration déviant » qui touche les jeunes SDF en France, etc.

Mentionner un modèle d'intégration et/ou de socialisation parallèle, pousse à affirmer qu'il n'existe pas un, mais plusieurs modèles d'insertion, et donc que la norme n'est pas unique et absolue, mais flexible et plurielle. Or, si la norme est plurielle, il convient de s'interroger sur ce qui est normal et sur ce qui est pathologique. Comment doit-on alors comprendre les notions de déviance, d'exclusion et de marginalité ? Avec Becker (1985 [1963]) et Goffman (1975 [1963]), nous avons appris que les attributs de déviance et de stigmatisme sont une question de point de vue. Le « déviant » ou le « stigmatisé » n'existe pas sans le regard qu'on lui porte ; il n'existe pas en soi, mais uniquement à travers le jugement de tiers : « La déviance est une propriété non du comportement lui-même, mais de l'interaction entre la personne qui commet l'acte et celles qui réagissent à cet acte »

(Becker, 1985 [1963] : 38). La déviance est donc ici davantage définie en fonction du jugement de valeur que les personnes portent sur d'autres, qu'en fonction du comportement propre à un groupe d'individus. Si les fumeurs de marijuana sont considérés comme déviants, eux-mêmes ne se perçoivent pas pour autant comme tels. Comme le précise Becker, celui qui est étiqueté d'« outsider » peut réfuter la norme selon laquelle on le juge ou même « dénie[r] à ceux qui le jugent la compétence ou la légitimité pour le faire » (Becker, 1985 [1963] : 25). Ainsi, le fumeur de marijuana se « sent libre de fumer de la marijuana dans la mesure où il parvient à se convaincre que les conceptions conventionnelles de cet usage ne sont que des idées de personnes étrangères et ignorantes, et où il leur substitue le point de vue "de l'intérieur" acquis par l'expérience de la drogue en compagnie d'autres fumeurs » (Becker, 1985 [1963] : 102). Selon cette logique, si l'on se situe du côté de la société dite « intégrée », un comportement pathologique se réfère à toute attitude considérée comme étant en rupture avec celles qui sont communément admises, alors que si l'on se situe du côté de ceux qui sont perçus comme déviants, on ne perçoit pas forcément son comportement comme relevant du domaine du pathologique. En d'autres termes et dans le cas qui nous intéresse, alors que le comportement des enfants et jeunes de la rue à Mexico tend à être condamné socialement, les jeunes le normalisent en lui attribuant un caractère de légitimité. Les comportements des jeunes, leur mode de vie et les activités qu'ils exercent, acquièrent une certaine légitimité « de l'intérieur », c'est-à-dire à travers le groupe auquel ils appartiennent. Les jeunes se reconnaissent mutuellement leurs compétences et les valorisent à l'intérieur de leur propre système. Pour cette raison, il est indispensable, selon Parazelli (2002 : 139), d'approcher les pratiques des jeunes de la rue non pas comme un « développement pathologique », ou une « simple expression de la désorganisation sociale », ou encore une « déviance face aux normes », mais bien comme des « tentatives de socialisation ».

À propos des enfants de la rue à Yaoundé, Morelle (2005 : 78) affirme que s'ancrer dans la rue signifie se priver de la possibilité de s'intégrer. Or, en tenant compte de ce que nous venons de dire et en nous appuyant sur les propos des différents auteurs cités, nous pouvons objecter que si la vie dans la rue ne permet pas aux jeunes de se créer une place reconnue selon les normes sociales en vigueur dans la société mexicaine, elle leur permet d'en construire une qui est admise par leurs pairs et par toute une série d'acteurs avec lesquels ils interagissent au quotidien. Cette intégration – qui se fait par des voies informelles – est possible parce que les individus en situation d'exclusion et de précarité



s'appuient sur une identité collective valorisée et se rattachent généralement à un autre système de valeurs et de normes ainsi qu'à un groupe qui valorise « ce qu'on est et ce que l'on fait » (Taboada Léonetti, 1994 : 190). Autrement dit, ils parviennent à construire des systèmes qui sont perçus positivement par ceux qui les vivent de l'intérieur. Comme le précise Kokoreff (1994 : 38), les jeunes des banlieues en contexte français intériorisent rapidement des sentiments d'exclusion et trouvent alors dans le « deal » un modèle différent de réussite. Ces propos peuvent être complétés par ceux de Garnier-Muller (2000 : 94) qui affirme que la reconnaissance sociale chez les jeunes des banlieues passe en partie par la petite et la moyenne délinquance. Nous pouvons rajouter que pour Taboada Léonetti (1994 : 192), la délinquance signifie avant tout pour les jeunes des quartiers défavorisés de la « débrouille ». Elle représente un moyen de « survie sociale » et de « sortie de la pauvreté » et mène donc à une « forme d'intégration sociale [...] au sein d'un groupe qui dispose de [...] ses modèles identificatoires valorisants ».

Insistons ici sur le fait que ces formes différentes d'insertion ne sont évidemment pas acceptées de manière officielle, mais sont « autoproclamées » par les populations dites « marginales » (Pedrazzini et Sanchez, 1994 : 99). Pour ces auteurs, ces « nouvelles légitimités » se matérialisent dans trois domaines : le spatial, l'économique et le social. Le premier est principalement lié à la prolifération des quartiers « autoconstruits », à savoir à l'invasion illégale de terrains dans les périphéries des grandes agglomérations latino-américaines²⁰⁷. Le second touche directement à l'économie informelle, et le troisième à « un modèle de socialisation, qui ne cherche pas à être alternatif mais qui est obligé de l'être, et dont le "produit" est de trois types, malandros, bandes et enfants de la rue » (Pedrazzini et Sanchez, 1994 : 96). Il semble donc que ces « nouvelles légitimités » se multiplient sous des formes différentes et dans des contextes très divers, ce qui nous oblige à inscrire les pratiques des enfants et jeunes de la rue dans un cadre plus large incluant plusieurs échelles géographiques dont celles – dans le cas qui nous concerne – du pays (Mexique), de la ville (Mexico) et du quartier (Guerrero, Doctores, etc.), tout en tenant compte de comparaisons pouvant être faites avec d'autres pays dans lesquels on observe des pratiques d'intégration et de socialisation similaires. Nous ne sommes donc pas face à des pratiques sociales isolées, mais généralisées. Au Mexique particulièrement, les enfants et jeunes de la rue ne sont pas la seule population qui touche à des formes parallèles d'intégration ou du moins, à des « tentatives de socialisation » et/ou de « légitimation ».

²⁰⁷ Phénomène très visible dans la périphérie de Mexico.

Nombreux sont les individus qui, pour des raisons de nature sociale et économique, intègrent des logiques différentes de « survie » et/ou de reconnaissance sociale : commerçants ambulants et autres populations qui dépendent de l'économie informelle, dealers, habitants de quartiers « autoconstruits », bandes juvéniles, etc. Ceci explique, en partie, qu'à Mexico les enfants/jeunes de la rue ne sont pas les seuls qui tentent de s'approprier d'une portion de l'espace public et entrent, parfois, en concurrence avec d'autres individus qui cherchent eux aussi à tirer profit de ces espaces urbains.

Précisons cependant, que l'adoption – volontaire ou non – d'autres formes de socialisation, d'intégration et de « survie » économique et sociale, ne supprime pas les rapports de domination dans lesquels les populations en situation de précarité sont insérées : « La référence à une autre autorité, c'est-à-dire à d'autres systèmes de valeurs, n'annule pas la situation défavorable dans laquelle se trouve le sujet, ni les rapports de pouvoir inégaux qui ont permis à l'un de stigmatiser l'autre » (Taboada Léonetti, 1994 : 189). On ne cherche en aucun cas ici à idéaliser ou à embellir la situation dans laquelle se trouvent ces jeunes. Nous voulons juste insister sur le fait que loin de subir sans résistance leur condition de dominés, ils réagissent à leur situation et tentent d'y faire face par différents moyens. Soulignons tout de même, qu'ils ne revendiquent pas un système de vie comme peuvent le faire d'autres groupes qui se situent volontairement à la marge de la société et prétendent à un mode de vie alternatif – squatteurs, punks, groupes de nudistes, etc. – ou des groupes qui s'y trouvent involontairement mais qui entrent dans des processus de fortes revendications identitaires pour faire reconnaître leurs droits, – différents groupes ethniques, homosexuels, etc. Les groupes d'enfants et jeunes de la rue de Mexico n'ont pas choisi de manière consciente l'adoption du mode de vie de la rue ; ils ne sont pas en quête consciente de légitimation ou de différenciation sociale ; ils ne mettent pas en scène leur identité ; ils ne revendiquent pas leur rupture avec la société ni ne cherchent à ce que celle-ci reconnaisse leurs formes de vie. Ils savent toutefois qu'ils ont la possibilité d'opter pour une autre alternative de vie par le biais des institutions d'assistance, mais ils demeurent dans la rue sans pour autant déclarer de manière explicite qu'ils « préfèrent » ce mode de vie.

3.3 Routines ou survie ?

Nous interroger sur la norme et affirmer qu'il existe différentes formes de socialisation et d'insertion, nous mène à nous questionner à nouveau sur le concept de survie dont nous

avons déterminé l'usage qui en est fait en sciences sociales dans la première partie du chapitre IV. En effet, si nous considérons qu'il existe non pas une, mais plusieurs normes, pourquoi la survie ne serait-elle qu'une situation propre aux populations perçues comme exclues ou marginales ? Si ces populations parviennent à s'insérer de manière « parallèle », pourquoi alors ne pourrait-on pas considérer qu'elles peuvent aussi établir certaines routines qui leur permettent de se soustraire, du moins en partie, à un quotidien régi exclusivement par la subsistance ? Nous chercherons à fournir des exemples concrets qui témoignent davantage d'un quotidien marqué par des routines et des habitudes bien ancrées, que par des logiques de survie.

Le jeune parvient au fil du temps passé dans la rue à une routinisation importante de son mode de vie. Ses actions perdent progressivement le caractère d'urgence qu'elles pouvaient posséder dans une phase initiale – lorsqu'il n'était pas encore intégré dans un groupe – pour s'insérer dans des dynamiques plus stables. Son quotidien cesse alors de tourner autour de la survie. Il met en place des activités routinières et développe des habitudes qui favorisent l'amélioration de sa vie dans la rue. Vue sous cet angle, la pure survie chez les enfants et jeunes de rue de Mexico correspond à une étape provisoire qui est progressivement dépassée dès lors qu'ils s'intègrent au sein d'un groupe de pairs. Le discours des jeunes à propos de leur vie dans cet espace, révèle bien cet aspect répétitif de leur quotidien :

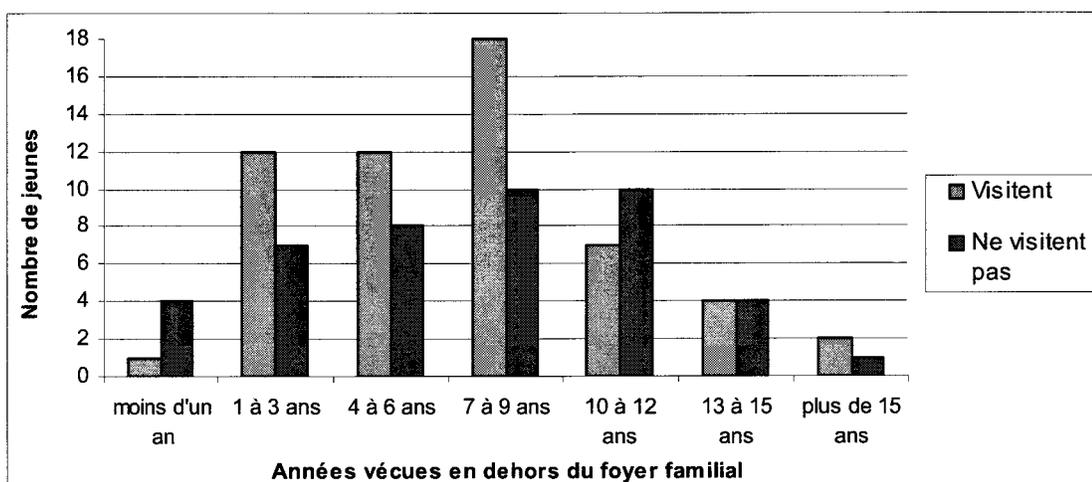
« La première chose que je fais quand je me lève, c'est sniffer un peu de solvant, ou alors me fumer une clope. Je me lève vers 11 heures, je plie mes couvertures et je les mets à l'intérieur de l'égout [...] pour qu'on me les vole pas et puis je range les matelas. Je vais alors prendre mon petit déjeuner et je dors un peu dans le métro. Vers 18h-19h, on va au cinéma pour mendier » (Ulises, 14 ans).

« On se lève, on va prendre notre petit déjeuner. Je me lave avant le visage et après on va prendre le petit déjeuner chez les commerçants qui sont à côté du métro. Et puis on mendie au même endroit et on réunit de l'argent pour s'acheter notre solvant. Hier je me suis levé à 10 heures, je suis allé à Visión Mundial pour me doucher [...]. Normalement on se douche là tous les vendredis matin, mais comme aujourd'hui [vendredi] ceux de Visión

Mundial ne sont pas là, nous y sommes allés hier[...]. Après, à 19h, on va toujours à Cinemex [cinéma] » (Francisco, 17 ans).

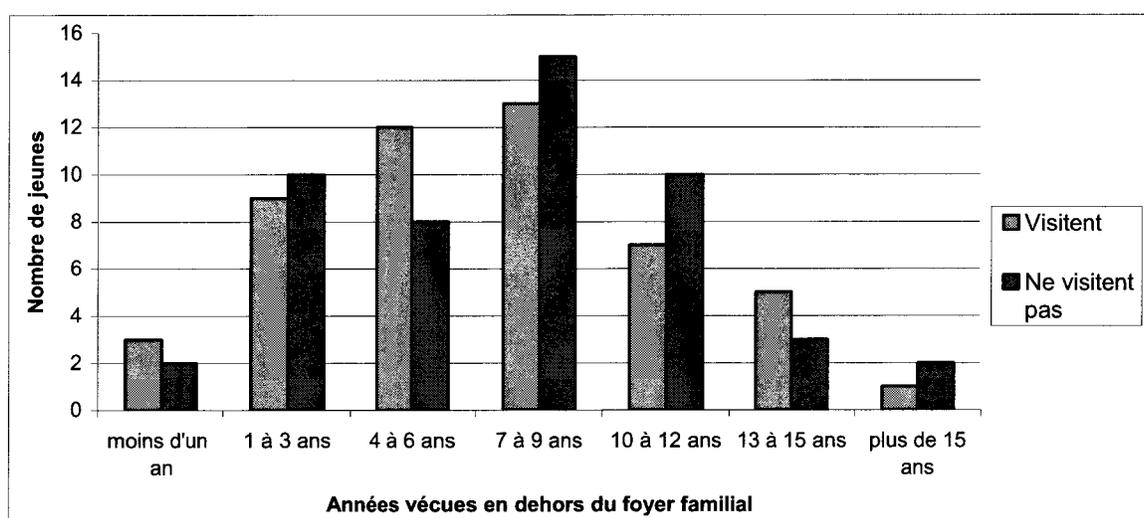
Comme l'indiquent les propos de Francisco, certains jeunes du groupe de Niños Héroes fréquentent l'institution *Visión Mundial* une fois par semaine pour prendre une douche. Nous avons déjà fait remarquer dans le chapitre IV, 4.3, comment les jeunes insèrent les institutions d'assistance dans les logiques de la rue et en font un espace exploitable au même titre que d'autres. Utiliser les services de ces institutions pour améliorer leur qualité de vie dans la rue, fait partie des routines que les jeunes mettent en place. Rappelons que 56% des jeunes interrogés par questionnaire rendent visite aux organismes caritatifs, pourcentage assez élevé si l'on considère qu'un peu plus de la moitié sont majeurs et ont donc plus difficilement accès aux services de celles-ci. Nous constatons par ailleurs que ces visites ne diminuent pas en fonction des années que les jeunes vivent selon le mode de vie de la rue. En effet, lors de la première année de vie dans la rue, seulement un jeune sur cinq fréquente les institutions. Entre un et neuf ans de vie dans cet espace, la proportion entre ceux qui les fréquentent et ceux qui ne les fréquentent pas, s'inverse : plus de trois jeunes sur cinq les visitent. Finalement, cette tendance s'inverse après neuf ans de vie dans la rue, puis se stabilise après douze ans. Ainsi, le fait de fréquenter les organismes caritatifs ne représente pas une situation provisoire ou instable dans laquelle les jeunes chercheraient les moyens de sortir de la rue. Ces nombreuses visites n'expriment pas des aspirations à une vie différente : les jeunes ne sont pas en quête incessante de moyens pour sortir de la rue.

Graphique 9. Rapport entre les enfants/jeunes qui visitent les institutions d'assistance et ceux qui ne les visitent pas, en fonction des années vécues en dehors du foyer familial.



Il en va de même pour les visites que les jeunes rendent à leur famille d'origine. Nous remarquons ici également que non seulement les jeunes qui vivent depuis peu de temps dans la rue rendent visite à leur famille, mais aussi ceux qui y vivent depuis plusieurs années. La moitié des jeunes interrogés par questionnaire, disent fréquenter de manière plus ou moins régulière des membres de leur famille et ce, même au-delà de dix ans passés selon le mode de vie de la rue. Remarquons dans le graphique reproduit ci-dessous, que la proportion entre ceux qui visitent leur famille et ceux qui ne la visitent pas, reste assez équilibrée au cours des années vécues en dehors du foyer familial.

Graphique 10. Rapport entre les enfants/jeunes qui visitent leur famille et ceux qui ne la visitent pas, en fonction des années vécues en dehors du foyer familial.



Ceci dit, pour déterminer si les jeunes ont réellement élaboré des routines autour des institutions et de leurs familles respectives, il est nécessaire d'identifier la fréquence des visites qu'ils leur rendent. Dans le cas des institutions, un peu plus de la moitié des jeunes les visitent de manière régulière, alors que l'autre moitié ne le font que de manière occasionnelle, c'est-à-dire lorsqu'ils ont besoin d'un service en particulier. Aussi, une partie importante des jeunes semble avoir établi une solide routine autour des organismes caritatifs. Néanmoins, les jeunes qui les fréquentent de manière épisodique, entretiennent une relation assidue avec elles dans le sens où la réponse qu'ils fournissent à certains de leurs besoins se trouve justement au sein de ces institutions. En d'autres termes, la régularité provient ici du fait qu'ils recourent automatiquement aux institutions lorsqu'ils requièrent une assistance spécialisée – un médecin, par exemple – ou cherchent à accéder à certains services – lavage de vêtements, douches, etc. Dans le cas des familles néanmoins, seule une minorité de jeunes leur rendent visite régulièrement, ce qui ne nous permet pas

de parler de routines. Cependant, ce que nous montre bien le graphique n°10, c'est que les jeunes ne coupent pas les ponts avec leur famille au fil du temps passé dans la rue. La famille reste une référence constante, même si elle n'est pas toujours assumée. Aussi, ce n'est pas le caractère routinier dans le rapport avec la famille d'origine que nous souhaitons souligner ici – puisque celui-ci n'existe que rarement – mais bien une certaine continuité dans leur mode de vie de la rue : les anciennes attaches ne se brisent pas toujours avec le temps. Il n'y a pas une désorganisation dans la rue qui mènerait à rompre définitivement avec le passé. Au contraire, on constate une certaine continuité avec le passé, et en particulier avec la famille.

Les visites aux institutions et aux membres de la famille ne révèlent donc pas forcément une recherche active pour sortir de la rue. Bien sûr, parmi ces nombreuses visites, on trouve des tentatives de sortie de la part des jeunes. Rappelons que le jeune entretient un rapport ambigu avec la rue et que ce rapport évolue dans le temps. Néanmoins, nous pouvons affirmer que ces visites font partie de routines ou du moins, révèlent une certaine stabilité de leurs pratiques urbaines. Il en va de même pour les lieux et les personnes qu'ils fréquentent au quotidien et qui fournissent une certaine stabilité à leurs modes de vie. Jour après jour, ils pratiquent les mêmes espaces, parlent aux mêmes personnes, fréquentent les mêmes rues. Leurs actions quotidiennes ne sont ni désorganisées, ni improvisées. Elles suivent une routine qui est construite et renforcée avec le temps. Or, cette routinisation de leurs modes de vie ne nous permet pas de parler de survie. Les jeunes savent où aller pour demander de l'argent, auprès de qui en solliciter et de quelle manière. Ils n'ont pas d'incertitude du lendemain dans le sens où ils ne se préoccupent pas de l'endroit où ils vont pouvoir dormir, ou s'ils vont pouvoir manger. S'il est vrai qu'ils sont conscients du fait que la vie est éphémère et que l'on peut la perdre à n'importe quel instant, c'est dans la mesure où ils peuvent être victimes d'un accident et non pas dans celle où les ressources qu'ils trouvent dans leur environnement viendraient à disparaître.

4 S'INSCRIRE DANS LA VILLE

Ainsi, les réseaux de sociabilité mis en place par les enfants et jeunes de la rue, leurs pratiques spatiales, leur intégration dans une parcelle de la ville, l'adoption de routines, la fréquentation assidue de certains lieux, ainsi que leur stabilité et leur présence continue au sein d'un quartier, nous poussent à considérer les jeunes comme des citoyens à part entière.

L'objectif de cette partie est double. D'une part, il s'agit de démontrer que les jeunes font partie intégrante de la ville et que, ce faisant, ils ne peuvent pas être considérés comme des individus « à la marge » des pratiques sociales citadines. D'autre part, que n'étant justement pas exclus de certaines des pratiques sociales et se sentant eux-mêmes intégrés dans certains circuits, il faut tenir compte de la possibilité que la rue puisse devenir pour eux un mode de vie permanent.

4.1 Habiter la ville

Alors même que le concept d'habitat renvoie de manière assez systématique à celui de logement, nous tenterons ici d'expliquer dans quelle mesure il nous est possible d'affirmer que les jeunes de la rue, dont les formes de résidence sont considérées comme extrêmement précaires, habitent la ville. Pour ce faire, nous éclaircirons d'abord la notion d'habitat, puis celle de citoyen, afin d'apporter des réponses concrètes aux questions qui nous préoccupent. Dans quel sens peut-on dire que les jeunes de la rue habitent la ville ? Pourquoi est-il possible de reconnaître le statut de citoyens à des jeunes considérés comme marginaux et généralement exclus de toutes formes de socialité ?

D'après Heidegger (1958 [1954]), l'habitat est intrinsèque à la condition humaine : « Être homme veut dire : être sur terre comme mortel, c'est-à-dire : habiter » (p.173). Pour cet auteur, les concepts de l'existence et de l'habitat sont inhérents l'un à l'autre. On ne peut donc pas exister sans habiter : « Le fait que dans une langue [...] "j'habite" et "je suis" aient pu être utilisés indistinctement est une indication certaine sur la mesure dans laquelle l'habitation est coextensive avec l'essence de l'être humain » (Liiceanu, 1983 : 105)²⁰⁸. Dans ce sens, le fait d'habiter engage la totalité des individus indépendamment du fait qu'ils possèdent/occupent ou non un logement. D'ailleurs, pour bien d'autres auteurs, disposer d'un logement ne semble pas être une condition *sine qua non* pour habiter. Par exemple, pour Stock (2004), habiter signifie davantage pratiquer des lieux géographiques : « Les êtres humains n'habitent [...] pas seulement lorsqu'ils résident ; n'importe quelle pratique des lieux contribue à l'habiter ». De la même manière, Allen (2004 : 139) affirme que l'habitat ne se limite pas au logement, mais représente plutôt « le produit d'une rencontre entre une personne et un habitat ». Deux éléments ressortent des propos de ces auteurs.

²⁰⁸ Cité dans P. Korosec-Serfaty (1985 : 71).

Le premier est qu'il est possible d'habiter tous types de lieux, même s'ils ne sont pas à proprement parler des espaces d'habitation. La seule condition pour habiter des lieux consiste à les pratiquer. Ainsi, en adoptant le point de vue de ces auteurs et dans le cadre de notre étude, nous pouvons dire que les jeunes habitent l'ensemble des lieux qu'ils pratiquent régulièrement. Non pas seulement ceux qu'ils se sont appropriés et qu'ils ont convertis en territoires plus ou moins stables – les espaces où ils dorment – mais aussi ceux qu'ils fréquentent au quotidien pour y développer différents types d'activités à caractère économique ou autre – les marchés, les trottoirs, etc. Dans cette perspective, les jeunes habitent différents espaces situés à l'intérieur du quartier dans lequel ils sont implantés et, dans une plus large mesure, à l'intérieur de la ville dans la mesure où le quartier fait forcément partie de la ville, mais aussi où les jeunes élargissent leurs pratiques urbaines à d'autres espaces situés en dehors du quartier. Ces espaces occupés ou fréquentés – parcs, places, bancs, fontaines, trottoirs, ponts, égouts, terrains vagues, bâtiments abandonnés, etc. – s'inscrivent matériellement dans la ville et sont représentatifs de celle-ci.

Le second élément qui ressort des propos de ces auteurs est qu'habiter un lieu ne se réduit pas à s'y trouver physiquement. Habiter implique bien davantage établir des relations avec ce lieu. Comme le souligne Zeneidi-Henry (2004 : 21) : « Habiter, c'est d'abord prendre possession physiquement des lieux, faire corps avec, y créer des attaches et y mettre un sens. Il s'agit de loger son être dans l'espace prévu, d'y imposer sa propre temporalité, de le remplir d'un quotidien ». En d'autres termes, « L'habiter désigne l'ensemble des conduites, représentations, significations, investissements relatifs à l'espace habité. Il ne concerne donc pas un ou des objets mais un système de relations à l'espace habité » (Allen, 2004 : 138). Chez les enfants et jeunes de la rue de Mexico, nous ne remarquons pas seulement une nécessité de créer, de construire et d'aménager des territoires, c'est-à-dire d'exister à travers l'élaboration d'un espace domestique, mais aussi un attachement aux espaces pratiqués dans le présent et à ceux vécus dans le passé. Sur le plan matériel, ces espaces leur donnent les moyens d'exploiter des ressources indispensables à leur survie et de créer un lieu de refuge, de protection ; sur le plan affectif, ils leur offrent la possibilité de construire un habitat ainsi que d'établir des relations avec leurs pairs et d'autres individus présents dans leur quotidien. Ces espaces font partie intégrante de leur vie dans la rue et de ce fait, participent à la construction de leur identité. Ils prennent sens dans leur quotidien et dans leurs trajectoires individuelles et collectives : « L'habiter, en tant qu'ensemble des pratiques des lieux, implique que les lieux ainsi

pratiqués ont un certain sens pour les hommes » (Stock, 2004). Les jeunes y ont grandi, y ont fait des apprentissages et y ont acquis des compétences relatives au contexte de la rue. C'est bien là que l'habiter ne se limite pas à une simple occupation mais consiste principalement à « établir des relations avec son environnement » (Zeneidi-Henry, 2004 : 22). Dans cette perspective, les enfants et jeunes de la rue habitent la ville. Or, défendre l'idée selon laquelle ils habitent la ville, c'est aussi considérer l'idée d'une possible citoyenneté. Il est alors nécessaire de s'interroger sur la manière dont s'exprime cette citoyenneté et sur ce qu'elle implique. Est-il possible d'affirmer qu'habiter en ville est l'unique condition à remplir pour être citoyen ?

L'étude réalisée par Baby-Collin (2002) à propos des habitants des quartiers populaires de Caracas (Venezuela) et de La Paz (Bolivie), nous apporte d'intéressants éléments de réflexion à ce propos. En effet, l'auteur soutient que ces habitants sont des citoyens malgré leur situation d'apparente marginalité. Pour appuyer ses propos, il propose de différencier « être dans la ville », c'est-à-dire se déplacer en ville, d'« être de la ville », à savoir se sentir en ville comme « chez soi ». Ainsi, être de la ville, être citoyen, passe par « un attachement aux lieux [...], un sentiment d'intégration (de bien-être et de coexistence avec les autres), [...] d'identification (une expression de similitude avec les autres) et [...] d'appartenance aux lieux et aux groupes qui les occupent » (Baby-Collin, 2002 : 43)²⁰⁹. La citoyenneté est alors une construction qui implique une identification à l'espace urbain et aux individus qui les pratiquent. D'après ce même auteur, la citoyenneté suppose aussi d'être reconnu comme citoyen par le reste de la population. Dans ce sens, nous pouvons affirmer que les jeunes de la rue sont plus citoyens que, par exemple, les populations aisées mexicaines. Alors que les premiers se sentent urbains et s'identifient à la ville, les secondes s'identifient davantage aux espaces privés. En effet, les couches aisées mexicaines qui se déplacent en voitures individuelles, s'intègrent le plus souvent dans des circuits fermés tout en cherchant à s'extraire le plus possible de l'espace public (Guerrien, 2004 : 83). Se repliant dans des quartiers chics et sécurisés, leurs pratiques de l'espace public et urbain sont très réduites : elles se déplacent généralement d'espace privé en espace privé. Dans ce contexte, il existe une réelle difficulté à s'attacher aux espaces publics de la ville – qui sont perçus comme des lieux impraticables car non sécurisés – et de par là même, le sentiment d'identification à la ville et aux individus qui la pratiquent est bien plus faible que celui des couches populaires de la société. Il est d'ailleurs utile de constater que les populations

²⁰⁹ En espagnol dans le texte (ma traduction).

considérées comme marginales sont celles qui sont le mieux intégrées dans la ville et qui ont développé un véritable sentiment d'appartenance envers elle, et non pas celles qui ont un contact très restreint avec les espaces urbains et avec le reste des citoyens. Une fois de plus, nous voyons comment le degré d'intégration/d'exclusion s'évalue principalement en fonction d'un critère économique. Or, remarquons ici que les populations populaires et dites « marginales », « habitent » davantage la ville que les couches plus aisées, et qu'elles constituent une partie importante de la population qui peut être considérée comme « citadine ».

Aussi, se trouver en situation de vulnérabilité sociale ou de « marginalité », ne devrait pas interdire, *a priori*, l'accès à la ville ni au « titre » de citoyen. Bien au contraire, tout semble indiquer que dans le cas de Mexico, les enfants/jeunes de la rue peuvent être considérés comme des citoyens dans le sens où leurs déplacements quotidiens dans les espaces publics, l'usage qu'ils en font et leur attachement envers eux, les mènent à développer un fort sentiment d'appartenance envers le paysage urbain. Ce dernier constitue une référence à trois niveaux : celle du groupe d'appartenance, celle du quartier dans lequel les jeunes s'inscrivent et celle de la ville prise dans sa globalité. Ce qui donne, par exemple, « J'appartiens à un groupe (Niños Héroes) qui s'inscrit dans un quartier (Doctores), lequel s'inscrit à son tour dans la ville (Mexico) ». Le jeune se construit et se reconnaît dans ces trois éléments caractérisés par leur nature urbaine. Par ailleurs, s'il n'est pas reconnu comme citoyen ou habitant de la ville par la société dans son ensemble, il l'est du moins par les individus avec lesquels il interagit à l'échelle du quartier. Ainsi, en nous appuyant sur les propos de Beyhum (2000 : 15), nous pensons que ce sont effectivement les espaces publics qui « donnent sa consistance à l'identité citadine ». Cette identité suppose, d'après l'auteur, « une connaissance particulière de la ville et surtout de ses espaces publics, de leur fonctionnement, de leurs normes, de leurs clés d'entrée, de leurs codes ». Ainsi, pour être citoyen, il faut également être en possession de certaines compétences et d'un savoir-faire liés à la ville. Les enfants et jeunes de la rue disposent de ces connaissances bien mieux que d'autres populations qui ont une relation moins intense avec les espaces publics.

En guise de conclusion, nous souhaitons insister sur la nécessité de prendre en compte les pratiques urbaines et sociales des enfants et jeunes de la rue afin de comprendre comment il est possible qu'ils habitent la ville et soient des citoyens, et fassent par conséquent partie intégrante de la ville et ne se situent pas en marge de celle-ci. En

adoptant ce point de vue, nous ne pouvons que refouler la perspective qui considère ces populations comme « marginales » ou même « exclues socialement ». D'après nous, le concept de « marginalité » ne doit pas englober indifféremment l'ensemble des pratiques propres à une population. Lorsque l'on fait usage de cette notion, il nous semble indispensable de préciser par rapport à quoi ou à qui on considère telle ou telle pratique comme marginale. Nous venons de voir comment les jeunes sont intégrés dans les dynamiques globales de la ville, ce qui ne nous permet pas de les considérer, dans cette pratique du moins, comme des marginaux. Ils sont des acteurs de la ville à part entière et participent, dans ce sens, à la construction d'une identité citadine.

4.2 La rue comme mode de vie permanent

Les études réalisées au sujet des enfants et jeunes de la rue s'interrogent généralement sur les modalités et possibilités de sortie de la rue (Morelle, 2004 ; Hecht, 1998 ; Lutte, 1997 ; Lucchini, 1996 ; Marguerat et Poitou, 1994 ; etc.) ou en font leur principal thème de recherche (Colombo, 2003 ; Lucchini, 1999 ; etc.). Nous avons nous-même tenté d'apporter des réponses à ce thème en suggérant que la sortie de la rue est facilitée par un rapport plutôt négatif à celle-ci (ch. VII, 1.3). À notre connaissance, il n'existe cependant pas d'études qui s'attachent à observer l'adoption du mode de vie de la rue sur le long terme ou qui perçoivent ce dernier comme un mode de vie alternatif permanent. Aussi, dans cette partie nous chercherons à voir à quoi peut ressembler l'avenir de jeunes qui décident, de manière plus ou moins délibérée, de demeurer dans cet espace. Alors que la vie dans la rue est souvent perçue comme un épisode passager dans les trajectoires des enfants et jeunes de la rue (Parazelli, 2002 ; Hurtubise et Vatz Laaroussi, 2000 ; Lucchini, 1993), il nous paraît important de considérer la possibilité qu'elle devienne pour plusieurs jeunes de la rue, un mode de vie permanent. Par ailleurs, étant donné que nous avons parlé plus haut de la possibilité d'une intégration « par la marge », il est maintenant nécessaire de réfléchir à cette possibilité sur le long terme. Adopter le mode de vie de la rue est-il envisageable à long terme, et sous quelle forme ? De quelle intégration peut-on parler en dehors des structures officielles d'insertion et en l'absence de l'acquisition d'un logement formel et d'un travail salarié ? Pour répondre à ces quelques questions, nous proposons d'analyser le cas de César (32 ans) qui vit dans la rue depuis vingt-cinq ans.

César, mince, de taille moyenne, aux traits marqués et fatigués et aux cheveux très noirs, est toujours bien rasé et veille à porter des vêtements propres – un tee-shirt et un

jean. Il est très vif et dynamique, et parvient rarement à rester sur place. Il dit ne jamais avoir fréquenté d'institution caritative ni avoir cherché une alternative de vie à la rue, et déclare que sa vie lui semble « normale » et qu'il s'y est « habitué » après « tant d'années ». Il explique qu'il y a eu des transformations significatives au cours de sa vie et qu'il a lui-même beaucoup « changé ». Ce changement est lié, d'après lui, à une transformation de son comportement et à une évolution de ses habitudes quotidiennes. D'un côté, il dit avoir appris à se « comporter », à ne plus se « laisser emporter » comme « avant », lorsqu'il passait son temps à se battre. De l'autre, il affirme que ses activités ont changé : alors qu'il y a quelques années, il se consacrait au vol, à la vente de drogue et à la mendicité, il a abandonné l'exercice de ces activités au profit d'un « travail » (précisons, informel : lavage et gardiennage de voitures). Ces changements signifient pour César une normalisation de sa situation, ce qui implique être parvenu à trouver un certain équilibre émotionnel, économique et social à travers notamment son changement de comportement, le fait de cesser de dormir dans la rue mais de chercher plutôt d'autres espaces de repos (hôtels et squats), l'exercice d'une activité économique plus constante, l'arrêt de multiples activités lucratives passagères (nettoyage des pare-brises, vente ambulante), illégales (vol, vente de drogue) et stigmatisantes (mendicité) et la stabilité de ses relations sociales à l'intérieur du quartier. César considère ses revenus tout à fait corrects – il est conscient de gagner bien plus que le salaire minimum établi au Mexique – et largement suffisants pour satisfaire ses besoins et payer l'hôtel qui lui coûte 80 pesos²¹⁰ la nuit. Depuis l'incendie de l'immeuble où César restait avec les autres enfants et jeunes de la rue, il dort quotidiennement à l'hôtel. Alors que ce dernier revient plus cher mensuellement que la location d'une chambre dans le même quartier – 2400 pesos contre 1200 environ²¹¹ –, César n'envisage pas d'en louer une. Le mode de vie qu'il mène depuis toutes ces années lui procure une liberté et une indépendance qui pourraient être fragilisées s'il décidait de se stabiliser par le biais d'un logement formel.

Ainsi, il se considère satisfait de sa situation financière et de son mode de vie, ce que l'on pourrait expliquer en s'appuyant sur une analyse de la pauvreté réalisée par Paugam (2005) à propos notamment du Mezzogiorno (Italie), région peu développée économiquement. Alors que, selon l'auteur, l'insatisfaction financière devrait logiquement

²¹⁰ Environ 6.15 €. 1€ ± 13 pesos. Taux de change d'avril 2006

²¹¹ Respectivement 184 € et 82 €.

croître avec le niveau de pauvreté et les problèmes économiques de développement, il n'en est rien :

« Il faut [...] considérer que le niveau d'aspiration des plus défavorisés varie selon les potentialités de satisfaction des besoins offertes dans leur région [...]. Les normes de bien-être dépendent en partie du degré du développement économique et [...] les frustrations risquent d'être proportionnellement plus fortes lorsque la privation intervient au milieu de l'abondance [...] » (Paugam, 2005 : 130).

Dans le cas qui nous concerne, l'intégration de César dans un quartier populaire et au sein de logiques de l'économie informelle, lui permet de ne pas se sentir en situation de privation économique, ni même incommodé par sa situation d'informalité quant à l'activité qu'il exerce. Par ailleurs, nous pouvons définir le travail qu'il effectue comme stable dans le sens donné par Paugam (2005 : 126) : « L'emploi stable peut être défini à partir de deux critères : avoir un emploi régulier et être satisfait de la sécurité qu'il procure ». En effet, l'emploi de César est régulier dans le sens où il l'effectue tous les jours de la semaine – dans le quartier *Doctores* pendant la semaine et dans un quartier plus aisé le week-end – et dans celui où il existe une demande constante de la part des chauffeurs de voitures particulières pour se faire garder leur voiture. Ce travail lui procure également une sécurité sur le plan financier : ses revenus sont assez constants et largement suffisants pour répondre à ses besoins journaliers. Cette stabilité de son travail renforce ce que nous avons affirmé plus haut, à savoir comment les populations en situation de précarité ne sont pas régies uniquement par des logiques de survie.

Ainsi, César se sent bien intégré dans le quartier dans lequel il se trouve depuis plus de dix ans déjà. Il se reconnaît dans ce quartier où tous les habitants sont « *fous, drogués [et] voleurs* », et où il rencontre rarement des problèmes, contrairement à d'autres quartiers, comme celui de La Roma situé à quelques minutes de là, où les personnes sont « *méfiantes parce qu'elles ont plus d'argent [...]. Elles nous voient et elles ont peur, elles pensent qu'on va leur voler leurs affaires* ». Lorsqu'on lui demande quelles sont ses perspectives d'avenir, il ne mentionne jamais la sortie de la rue, ce qui démontre qu'il a fini par intégrer ce mode de vie comme un mode stable et permanent, contrairement à d'autres jeunes qui nous répondent toujours qu'ils vont finir par quitter la rue et/ou par s'intégrer dans une institution d'assistance. Ce discours normatif est d'ailleurs très présent parmi les enfants et

jeunes de la rue qui le reproduisent pour éviter d'entrer en conflit avec les éducateurs et les personnes en général qui attendent souvent la même chose d'eux, à savoir qu'ils quittent la rue et se réintègrent dans la société par des voies formelles et généralement par le biais des institutions d'assistance privées ou publiques. Ainsi, Ulises me racontait les mauvaises expériences qu'il avait connues dans la rue en expliquant que pour cette raison, il préférait rester avec d'autres jeunes comme lui. Je lui ai alors demandé si c'était le moyen de protection qu'il avait trouvé pour faire face aux dangers de la rue, et il a un peu détourné la question en expliquant que pour se protéger, il fallait quitter la rue :

« Interviewer : C'est une façon de te protéger ça ? De rester avec eux ? »

Ulises : Et aller aussi dans une maison d'accueil et faire attention à moi pour qu'il ne m'arrive rien.

Interviewer : Mais de quelle manière tu peux faire attention à toi dans la rue ?

Ulises : Eh ben que des gens des maisons d'accueil viennent et qu'on parle avec eux.

Interviewer : Mais dans la rue ?

Ulises : Aller à l'hôtel...ne plus me droguer et aller dans une maison d'accueil pour arrêter de me droguer.

Cette obstination à fournir toujours le même type de réponse, dévoile bien ce que nous avons dit plus haut. Remarquons que César ne reproduit pas ce type de discours, d'une part parce qu'il n'est plus considéré comme un enfant ou jeune de la rue et ne reçoit plus depuis longtemps l'aide d'institutions d'assistance, et d'autre part, parce qu'il n'envisage pas de quitter un jour la rue, alors que beaucoup de jeunes le font (de manière consciente ou non). Il reproduit cependant lui aussi un certain type de discours normatif, qu'il remet néanmoins rapidement en question. De la sorte, lorsque je l'interroge sur la manière dont il perçoit son avenir, il répond : *« Il faudrait peut-être que je sois un peu plus constant dans mon travail, parce que sinon... »*, mais il se rattrape aussitôt et rajoute : *« enfin, parce que sinon quoi ? Ça sert à quoi [d'être plus constant] ? »*. Comme l'indique Taboada Léonetti (1994 : 192) : *« Certaines valeurs morales, la notion du bien et du mal, ont été intériorisées par des sujets qui peuvent échapper difficilement à l'idéal collectif de la société globale »*. Pour

cette raison, on peut expliquer qu'il reproduise un discours qui relève bien plus d'un mécanisme que d'une réflexion. César est cependant le seul à remettre en question ce discours. Aussi, lorsqu'il parle d'être plus constant, il se réfère au respect de certains horaires et à l'obligation de se réveiller tous les jours à la même heure. En se demandant « *ça sert à quoi ?* », il est conscient que le fait de modifier ses horaires ne changera pas le montant de ses revenus et que, par conséquent, il n'y a pas de raison valable pour adopter d'autres horaires. Ses premiers propos sont révélateurs de l'intériorisation de la norme dominante qui exige le respect de certaines règles implicites et explicites, dont notamment celle du respect des horaires de travail et la rigueur dans l'emploi. Il faut indiquer qu'il ne reproduit pas ce discours quant à la sortie de la rue, qui n'a plus vraiment de sens pour lui.

Ainsi, il est parvenu à normaliser sa situation en s'installant dans un mode de vie dans lequel il est bien intégré. Il justifie ce mode de vie en précisant que son salaire est plus élevé que le salaire minimum, qu'il peut dépenser son argent sans contraintes et qu'il est libre de faire ce qu'il veut. Nous pensons que la « réussite » dans ce mode de vie provient notamment du fait qu'il est possible de parvenir à équilibrer les rapports de domination dont certains individus sont automatiquement victimes par leur situation d'« exclusion sociale ». En effet, nous pensons que cette domination se fait moins sentir – sans être pour autant moins présente – parce que les jeunes de la rue sont entourés de personnes qui touchent aussi à des modes de vie informels et/ou illégitimes : d'autres employés du secteur informel avec lesquels ils partagent le même type de travail, les commerçants ambulants, les dealers, leurs pairs, etc. Ainsi, César est intégré au sein d'un quartier populaire dans lequel il est reconnu par une grande partie de ses habitants, et l'économie informelle lui procure une reconnaissance sociale qu'il n'obtiendrait probablement pas en s'insérant dans les logiques d'économie formelles, étant donné qu'il ne possède ni les compétences, ni les connaissances requises pour s'insérer dans le monde du travail salarié : il ne sait ni lire, ni écrire, il ne possède pas de diplôme scolaire et n'a suivi aucune formation professionnelle. Il dispose cependant des compétences nécessaires pour réussir dans le secteur de l'économie informelle. Dans ce sens, et comme l'indique Crétiéneau, la question de l'intégration sociale doit se poser en d'autres termes que ceux utilisés habituellement. L'auteur se demande si « les individus exclus n'ont-ils pas plutôt intérêt à participer à [des] réseaux de production et d'échange du "rez-de-chaussée" qui leur offrent la possibilité de se construire et de se poser en tant qu'acteur plutôt que de s'évertuer à intégrer une société qui apparaît aujourd'hui très fermée » (Crétiéneau, 2004 : 6). Ainsi,

nous soutenons l'idée que « l'inversion du sens normatif » (Taboada Léonetti, 1994) et l'adoption de modes de vie non reconnus par la société hégémonique, permettent aux individus généralement stigmatisés, mis à la marge et condamnés à l'exclusion sociale et aux difficultés économiques permanentes, d'exercer leur citoyenneté et d'accéder à une certaine dignité et à une vie reconnue, si ce n'est par la société dans son ensemble, du moins par une partie de la société : celle qui est constituée par des individus qui se trouvent également exclus des dynamiques sociales dominantes. Précisons toutefois que cette inversion du sens normatif peut être ambivalente et causer des préjudices sur l'identité individuelle (Taboada Léonetti, 1994 : 192). Elle reste cependant le seul moyen dont disposent les plus démunis, pour s'intégrer « par la marge ». Par ailleurs, si elle peut être vécue de manière ambiguë par les individus en situation de marginalité sociale, elle ne les mène pas forcément vers un processus d'abandon ou de clochardisation. Le cas de César nous en fournit un bon exemple. Enfin, ce même exemple de César nous permet de voir qu'il n'existe pas forcément un « après rue », mais bien une continuation au sein des logiques sociales qui se déploient dans le milieu même de la rue.

* * * * *

Pour conclure ce chapitre, trois idées sont à mettre en avant. Premièrement, que dans le contexte mexicain où 28,3%²¹² de la population active tire ses revenus du secteur informel (chiffre qui passe à 29,55% au niveau du District Fédéral) et 40% de la population vit sous le seuil de pauvreté (CEPAL, 2005 : 19), la norme touchant à l'économie ou à l'emploi n'a plus lieu d'être considérée comme le produit d'une règle de conduite admise par la majorité des individus. Ici, il est nécessaire de se demander où se situe la norme lorsqu'une partie importante de la population ne répond pas aux critères normatifs imposés par la société dans un domaine donné, ainsi que de différencier la norme « statistique » de celle qui est « morale ». Deuxièmement, qu'une situation considérée comme précaire ou marginale ne génère pas forcément une identité négative. Au contraire, les individus qui sont insérés dans des logiques d'économie informelle ou dans des logiques « marginales » de vie, ont la possibilité de se créer une identité valorisante en produisant et en adhérant à

²¹² Il s'agit du pourcentage de la population occupée qui travaille dans de « très petites entreprises » (*micronegocios*) non agricoles, sans nom ou registre, ainsi que celle travaillant dans les « très petites entreprises enregistrées » mais qui ne dispose ni de contrat de travail, ni de sécurité sociale. Ces pourcentages ont été élaborés d'après les chiffres du Ministère du Développement économique (*Secretaría de Desarrollo Económico, SEDECO*) dont les données sont tirées de l'enquête nationale d'emploi de l'INEGI (*Encuesta Nacional de Empleo del INEGI, 2004*) et de l'enquête nationale d'occupation et d'emploi (*Encuesta nacional de ocupación y empleo 2005*).

d'autres normes/valeurs. Ainsi, Paugam (2005 : 130), en se référant à la manière dont les individus subissent le chômage, explique que « lorsque ce phénomène [de chômage] se produit dans une région prospère et dynamique, les chômeurs [peuvent] davantage se rendre compte de l'écart qui les sépare des autres catégories de la population et en éprouver ainsi une amertume et frustration plus forts ». À l'inverse, cette frustration peut être neutralisée ou disparaître lorsque le chômeur est inséré dans une région plus pauvre en termes économiques. Nous pouvons transposer ces observations au contexte des enfants et jeunes de la rue qui sont insérés au sein de quartiers populaires et dans des logiques d'économie parallèle : dans ce contexte, ils ressentent plus faiblement les logiques de mise à l'écart et de stigmatisation. Troisièmement, que les enfants et jeunes de la rue se créent leur place dans la société à travers des dynamiques sociales informelles. Cette place serait sans doute plus difficilement conquise à travers les voies d'intégration formelles. Si nous ne cherchons pas ici à mettre en doute que la vie dans la rue est le produit d'une domination sociale dont sont victimes les plus démunis (Gaboriau et Terrolle, 2003), nous pouvons affirmer que cette domination est ressentie à un moindre degré lorsque les individus sont insérés dans des dynamiques sociales marginales et qu'ils vivent leur situation de manière principalement positive.

CONCLUSION

Les jeunes de la rue : des acteurs sociaux/des acteurs de la ville

Tout au long de ce travail, nous avons abordé la question des enfants/jeunes de la rue en tenant compte de leur capacité d'acteurs sociaux. Nous avons démontré comment ils sont non seulement capables d'interagir avec leur milieu, mais aussi d'attribuer un sens différent à leur situation de marginalité et de précarité sociale. Ils parviennent à s'adapter à leur environnement et à y faire face en s'appuyant sur trois éléments majeurs : les espaces publics, les individus qui les pratiquent, et les institutions caritatives.

L'espace public est aussi bien utilisé comme lieu de vie, que pour les différentes ressources économiques qui peuvent y être exploitées. Lorsqu'il est pratiqué à titre d'habitat, les jeunes le choisissent en fonction de différents attributs qui lui confèrent un caractère plus ou moins hospitalier. Ils se l'approprient et modifient sa morphologie en l'aménageant de manière à l'adapter à leurs différents besoins. Ces derniers n'incluent pas seulement leurs nécessités primaires – disposer d'un abri qui leur offre une protection vis-à-vis des agressions externes, qu'elles soient naturelles ou humaines –, mais englobent aussi celles qui ne sont pas considérées comme vitales. Au-delà du simple abri fonctionnel, l'espace représente un foyer intime et privé que les jeunes décorent et personnifient et au travers duquel ils expriment leur individualité. Converti en territoire, l'espace devient non seulement la propriété des jeunes, mais en outre, ces derniers sentent qu'ils lui appartiennent. Dans ce sens, il revêt une importance aussi grande tant au niveau de la subsistance et du confort, que sur un plan affectif. L'espace est également exploité en fonction des ressources économiques potentielles qu'il détient. Les jeunes apprennent à reconnaître les spécificités des différents espaces et à en évaluer le potentiel économique. Afin d'améliorer leurs gains provenant principalement d'activités illicites et du secteur informel, ils mettent en place des stratégies et exploitent des outils acquis dans le milieu de

la rue. Nous pouvons par exemple constater la facilité avec laquelle ils jouent avec les représentations dont ils font l'objet pour parvenir à leurs fins. Par ailleurs, tout en cherchant les moyens de subvenir à leurs besoins, les enfants/jeunes de la rue établissent des relations avec des personnes qui fréquentent et/ou utilisent ces espaces du quotidien.

Nombreuses sont en effet les relations qu'ils développent avec différents individus et ce, principalement au sein du quartier où ils sont ancrés. D'une part, ils sont en relation constante avec les membres du groupe auquel ils appartiennent et d'autre part, ils mettent progressivement en place des réseaux de sociabilité avec des individus extérieurs à leur groupe. Ces relations, de natures diverses, détiennent deux fonctions principales : une première de protection et de subsistance, et une seconde, non moins importante, de sociabilité. En se constituant en groupes, les jeunes ouvrent la voie à des logiques d'entraide et de solidarité, et acquièrent une plus grande protection face à l'adversité. Ils développent également des relations amicales et affectives avec leurs pairs, ce qui les conduit à s'attacher d'autant plus à leur bande et à développer un sentiment d'appartenance envers celle-ci. En ce qui touche aux relations qu'ils entretiennent avec d'autres individus, elles ne se limitent pas non plus à obtenir une aide nécessaire à leur survie à travers l'acquisition d'argent et d'aliments : les jeunes accordent une importance particulière aux échanges amicaux et conviviaux avec les personnes qu'ils apprécient. Loin d'être des sujets isolés et désocialisés, ils développent et entretiennent des réseaux de sociabilité qui favorisent leur enracinement dans un quartier et leur insertion au sein de dynamiques sociales locales.

Les institutions caritatives constituent un autre élément qui est exploité par les enfants/jeunes de la rue à des fins de subsistance. À ce titre, elles font partie intégrante de l'univers de la rue sur lequel les jeunes ont une emprise : ils développent des stratégies qui leur permettent de déjouer les contraintes imposées par les institutions et parviennent à les détourner de leurs objectifs initiaux. Aussi, les relations qu'ils entretiennent avec les éducateurs sociaux sont de nature très différente de celles qu'ils ont avec d'autres individus avec lesquels ils interagissent dans l'espace public. Ici, il s'agit d'une relation purement utilitaire : les jeunes établissent des relations amicales avec les éducateurs dans la mesure où ces derniers peuvent les aider à combler certains de leurs besoins vitaux, à surmonter leurs peurs et angoisses passagères, ou même à accéder aux services offerts par les institutions caritatives. Tandis que les travailleurs sociaux cherchent à persuader les jeunes de la nocivité de l'environnement dans lequel ils se trouvent et de l'impérative nécessité de

s'en défaire pour parvenir à une « réinsertion sociale », les jeunes s'attachent au mode de vie qu'ils mènent dans la rue et cherchent à établir des relations avec des individus qui facilitent non seulement leur intégration dans des dynamiques informelles, mais qui participent aussi à la construction de leur identité et à l'établissement d'un rapport positif avec le milieu de la rue. Les éducateurs représentent d'une certaine manière une figure d'adversité dans le sens où ils renvoient aux jeunes une image négative d'eux-mêmes et du comportement qu'ils adoptent dans la rue. Ils peuvent constituer à ce titre un élément déstabilisant, susceptible de fragiliser la cohésion du groupe et de détériorer le rapport des jeunes à la rue.

Enfin, à travers l'exploitation des ces différentes ressources et le développement de stratégies, de savoir-faire, de compétences, d'apprentissages, etc., les jeunes parviennent à s'intégrer dans un quartier et à faire de la rue une référence positive. Ils réussissent à instaurer des routines et à rompre avec des logiques de survie pure. Il est donc important de saisir leur point de vue pour comprendre la manière dont ils sont des acteurs sociaux capables d'agir sur leur quotidien. Comme l'affirme Marche (2002), les personnes en situation d'exclusion et de marginalité sociale « sont susceptibles de jouer un rôle actif dans la résolution de leur situation d'exclusion, ce qui nécessite la reconnaissance de leur capacité à agir et donc de leur égale dignité » (p. 49). Dans le cas qui nous concerne, la « résolution de leur situation d'exclusion » ne consiste pas forcément à chercher les moyens de sortir de la rue, mais à trouver – de façon souvent inconsciente – la manière de s'intégrer par d'autres biais que ceux qui sont reconnus socialement et de s'insérer dans des dynamiques sociales informelles qui leur donnent la possibilité de construire une identité valorisée et valorisante. Pour saisir le point de vue de ces jeunes et les dynamiques auxquelles ils participent, il nous a paru essentiel de s'intéresser de plus près au contexte dans lequel ils s'inscrivent, à savoir la ville de Mexico dans son ensemble, et les quartiers populaires en particulier.

Les quartiers populaires de Mexico

Outre le fait d'apporter un éclairage sur les pratiques sociales des enfants/jeunes de la rue, cette étude invite à une réflexion plus large sur les conditions de vie des populations qui habitent les quartiers populaires de la ville de Mexico. En résidant dans ces quartiers, j'ai pu observer les logiques d'économie informelle qui touchent non seulement les habitants qui sont au chômage, mais aussi ceux qui disposent d'un emploi stable et formel.

L'économie informelle revêt de multiples formes, dont la plus visible – sans toutefois être la plus répandue – est celle du commerce établi sur la voie publique. Nous trouvons d'autres formes bien plus courantes et qui touchent une population plus large : l'organisation de tombolas, la mise en place de *tandas*²¹³, la vente de nourriture à domicile, par commande ou devant le trottoir de la maison, l'improvisation de boutiques dans les cours des *vecindades* où l'on revend divers objets achetés à moindre coût dans les commerces du centre-ville, etc. Tout en analysant et même en participant à ces différentes pratiques, il a été possible d'en discerner d'autres dont principalement les relations intrafamiliales, et tout particulièrement les relations entre parents et enfants. Ceci a permis de comparer ces observations avec les propos des jeunes interviewés quant aux relations qu'ils entretenaient avec les membres de leur famille. Certaines similitudes ont été relevées, comme par exemple la participation précoce des enfants aux différentes tâches ménagères et les responsabilités qui leur sont attribuées dès leur plus jeune âge. Ce constat a son importance. Il permet de saisir certains aspects de l'éducation des enfants et de comprendre que la responsabilisation de l'enfant vis-à-vis du foyer familial est une pratique répandue dans les classes populaires et n'est pas seulement caractéristique des foyers dont sont issus les enfants/jeunes de la rue. Tout compte fait, cette approche participante et compréhensive, est venue compléter mon enquête de terrain et m'a aidé à mieux comprendre les pratiques sociales qui ont lieu à l'intérieur des quartiers populaires, ainsi qu'à mieux saisir l'intégration des jeunes de la rue au sein des dynamiques de ces quartiers et de l'économie informelle qui touche un pourcentage significatif de la population. Aussi, lorsque nous constatons l'amplitude de l'économie informelle, quelques interrogations surgissent rapidement : une légitimation des pratiques sociales et économiques des jeunes de la rue et des populations issues des quartiers populaires est-elle envisageable ? Les enfants/jeunes de la rue sont-ils en mesure de participer, en tant qu'acteurs sociaux, à un changement social ?

²¹³ Système de prêt et d'épargne qui requiert d'un organisateur qu'il se charge de mobiliser un réseau de personnes qui vont s'engager à lui remettre une certaine somme d'argent entre une à deux fois par mois pendant un temps fixé préalablement. L'organisateur s'occupe de distribuer tour à tour la somme réunie aux participants. Ces participants, qui ont été classés sur une liste, reçoivent successivement le total de la somme réunie par l'organisateur. Pour les premiers de la liste, la somme obtenue correspond à un prêt sans intérêts – ils remboursent progressivement l'argent –, alors que pour les derniers, il est plutôt question d'un mode d'épargne.

Vers un changement social ?

Ces interrogations pourraient facilement provoquer indignation et révolte chez une partie importante des individus qui défendent la cause des enfant/jeunes de la rue et qui se battent pour garantir leurs droits. En effet, s'il peut paraître compréhensible d'attribuer une certaine légitimité sociale aux habitants des quartiers « autoconstruits » ou aux individus qui s'adonnent à l'économie informelle, par exemple, partant du constat que l'État ne fournit pas toujours des solutions aux problèmes du logement et de l'emploi, il n'est pas concevable que la société puisse légitimer les pratiques sociales des enfants et des jeunes qui vivent dans la rue. D'une part, et contrairement à bon nombre de citoyens qui sont laissés pour compte, les jeunes reçoivent l'aide des institutions caritatives et ont la possibilité d'accéder à d'autres alternatives de vie. D'autre part, reconnaître le mode de vie de ces jeunes reviendrait à aller à l'encontre des lois nationales et internationales relatives à la protection de l'enfance. Loin de chercher à entrer dans une controverse de nature éthique, les observations que j'ai réalisées m'ont amenée à m'interroger sur le potentiel de changement sur le plan social de ces jeunes, mais aussi des habitants des quartiers populaires. Les pratiques de ces deux groupes ont en commun le fait de participer à l'économie informelle et d'exercer certaines activités qui ne sont pas toujours reconnues socialement. Nous ne tenons donc ici pas forcément compte du fait de vivre à proprement parler dans la rue, mais plutôt des moyens qui sont déployés pour subsister. Et ce, principalement, en ce qui concerne des jeunes qui sont parvenus à développer un rapport positif à la rue, à adopter de manière stable un mode de vie informel et à s'y établir à long terme.

Précisons que le changement social provient notamment d'une légitimation progressive de phénomènes considérés à un moment donné comme déviants. Dans ce sens, les normes sociales évoluent et se modifient, et la marge n'est pas statique. Elle est « instable, [...] fluctue et se déplace dans le temps : les marginaux d'hier, imposent leur norme aujourd'hui » (Menegaldo, 2002 : 23) ; elle se modifie et peut se révéler comme une « réserve potentielle de transformation sociale » (Marche, 2002 : 53). Cette transformation s'exprime à deux niveaux : à celui de la structure sociale, et à celui des représentations sociales. Si, dans le cas des groupes d'enfants et de jeunes qui ont fait l'objet de notre étude, il est fort peu probable que l'État légitime leur mode de vie, on peut concevoir que cette population puisse participer à un changement au niveau des comportements sociaux, à une évolution des représentations sociales vis-à-vis d'eux, et à une déconstruction des

processus de stigmatisation dont ils font l'objet. Au niveau des représentations et des comportements sociaux, il est possible d'envisager deux changements majeurs. D'une part, et après avoir mis en évidence tout au long de cette thèse les stratégies des jeunes et les choix qu'ils opèrent, il est envisageable que leur parole soit progressivement prise en compte par les politiques d'assistance, et plus largement par les politiques sociales, quant à la recherche de solutions de leur propre situation de précarité. Alors que ces politiques agissent la plupart du temps en leur imposant des modes de vie et des voies d'intégration qui leur conviennent, pense-t-on, peut-être que les jeunes de la rue et les populations en situation de précarité parviendront à imposer leur voix en témoignant de ce qui leur semble le mieux pour eux. Ils pourraient alors participer à la résolution de leurs propres problèmes. D'autre part, en participant à la construction et à l'amélioration de leur mode de vie ainsi qu'à la consolidation de leurs pratiques quotidiennes, les jeunes modifient le sens communément attribué à la vie dans la rue, en le rendant plus positif. Ils diffusent alors dans leur entourage proche une signification différente de ce qu'ils vivent au quotidien, ce qui est à son tour susceptible de s'étendre à d'autres franges de la population. Les représentations quant aux pratiques sociales des enfants/jeunes de la rue ainsi que celles des habitants des quartiers populaires, peuvent alors évoluer. Comme l'indiquent Pedrazzini et Sanchez (1994 : 96) : « Si le temps de la légalisation de telles activités ne semble pas encore venu, on peut néanmoins déjà parler de leur légitimation sociale ».

BIBLIOGRAPHIE

1 REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES CITEES DANS LE CORPS DU TEXTE

- ADLER DE LOMNITZ Larissa, 2003 (1975), *Como sobreviven los marginados*, Mexico, Siglo XXI, 229 p.
- ADLER Patricia A., ADLER Peter, 1987, *Membership Roles in Field Research*, Newbury Park, Sage, 96 p.
- ALEMANY Lilian, 1997, *Las familias de los niños y las niñas de la calle : estudio de las familias involucradas en el Programa de Reintegración Familiar de la Fundación Casa Alianza*, Mexico, Quiera, Fundación Casa Alianza de México, THAIS, Consultoría en Desarrollo Social, 60 p.
- ALLEN Barbara, 2004, « Les relations entre le dedans et le dehors : la construction du sens du chez soi dans les quartiers d'habitat social », in B. Collignon, J.-F. Staszak, *Espaces domestiques : construire, habiter, représenter*, Paris, Bréal, p. 137-148.
- ALTHABE Gérard, 1990, « Ethnologie du contemporain et enquête de terrain », *Terrain* [en ligne], n° 14, <http://terrain.revues.org/document2976.html> (page consultée le 05/08/06).
- ANDERSON Nels, 1993, *Le Hobo. Sociologie du sans-abri*, Paris, Nathan, 319 p.
- ARBORIO Anne-Marie, FOURNIER Pierre, 1999, *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe*, Paris, Nathan, 128 p.
- ARENAL Sandra et al., 1997, *La infancia negada*, Monterrey, Universidad Autónoma de Nuevo León, 73 p.
- AVILÉS Karina, ESCARPIT Françoise, 2001, *Los niños de las coladeras*, Mexico, La Jornada, 162 p.
- AZAOLA Elena, 1994, « Pobreza, infancia y delincuencia. Hacia una política para los menores infractores », *Nueva Sociedad*, n° 131, mai-juin, p.144-155.
- AZAOLA Elena, 1990, *La institución correccional en México: una mirada extraviada*, Mexico, Siglo XXI, 368 p.

- BABY-COLLIN Virginie, 2002, « Estar en la ciudad y ser de la ciudad : convertirse en ciudadano en los barrios populares de Caracas y La Paz », *Trace*, n° 42, p. 38-53.
- BAILLY Antoine, 1990, « Paysages et représentations », *Mappemonde*, n° 3, p. 10-13.
- BANQUE MONDIALE, 2004, *World Development Report 2005*, New York, Oxford University Press et Banque Mondiale, 288 p.
- BECKER Howard S., 1985 (1963), *Outsiders. Étude de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 248 p.
- BEYHUM Nabil, 2000, « La ville », Contribution à la III^e Conférence ministérielle sur la Culture, 14 et 15 juin 2001, Cotonou (Bénin), Agence intergouvernementale de la francophonie, 18 p.
- BÉZILLE Hélène, 2000, « De l'usage du témoignage dans la recherche en sciences sociales », in J. Feldman, R. Kohn (dir.), *L'éthique dans la pratique des sciences humaines : dilemmes*, Paris, L'Harmattan, p. 201-222.
- BICE, 1987, *Sans toit ni frontière : les enfants de la rue*, Paris, Fayard, 420 p.
- BONIN Sophie, 2004, « Au-delà de la représentation, le paysage », *Strates* [en ligne], n° 11, janvier, <http://strates.revues.org/document390.html> (page consultée le 20/05/05).
- BONTE Pierre, IZARD Michel (dir.), 1991, *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris, PUF, 864 p.
- BOUDON Raymond, 2003, *Raison, bonnes raisons*, Paris, PUF, 192 p.
- BOURDIEU Pierre, 1993, *La misère du monde*, Paris, Éditions du seuil, 1460 p.
- BOURDIEU Pierre, 1980, *Le sens pratique*, Paris, Les Éditions de Minuit, 475 p.
- BOURDIEU Pierre, WACQUANT Loïc, 1992, *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, Éditions du seuil, 267 p.
- BRAIS Nicole, 2000, *La dimension géographique de l'articulation vie professionnelle/vie familiale : stratégies spatiales familiales dans la région du Québec*, Thèse de Doctorat en géographie, Québec, Université Laval, 502 p.
- CALDERÓN GÓMEZ Judith, 2003, *Infancia sin Amparo*, Mexico, Grijalbo et La Jornada, 281 p.
- CALLEJA JIMÉNEZ José Pablo *et al*, 2004, *Conociendo a la infancia que vive en la calle*, Gijón, Escuela Universitaria de trabajo social de Gijón et Casa Alianza, 114 p.
- CALOGIROU Claire, 1996, « L'espace du privé, l'espace du public. Frontières et rencontres », *Migrants-Formation*, n°107, p. 5-13.

- CAMARENA BOLAÑOS José M., 1986, *Memorias del Primer Simposium sobre Asistencia Social Privada*, Mexico, Junta de Asistencia Privada para el Distrito Federal.
- CASA ALIANZA, 1997, *Planeación anual*, document non édité, Mexico.
- CASTILLO BERTHIER Héctor, 2002, « De la transgresión a la nueva identidad social », *Desacatos*, n° 9, p. 57-71.
- CAUVIN Colette, 1999, « Propositions pour une approche de la cognition spatiale intra urbaine », *Cybergéo* [en ligne], n°72, janvier, <http://www.cybergegeo.presse.fr/geocult/texte/cognima.htm>, (page consultée le 13/05/05)
- CÉFAÏ Daniel, 2003, *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 615 p.
- CEPAL, 2005, *Anuario Estadístico de América Latina y el Caribe 2004*, Santiago de Chile, Comisión Económica para América Latina y el Caribe, 484 p.
- CHAMPAGNE Patrick, 1993, « La vision médiatique », in P. Bourdieu (dir.), *La misère du monde*, Paris, Éditions du seuil, p. 95-123.
- CHAPON Nathalie, 1995, « Espace économique et travail de l'enfant : analyse à partir d'expériences », in S. Tessier (dir.), *L'enfant des rues et son univers*, Paris, Syros, p. 117-128.
- COLEMAN James, 1990, *Foundations of social theory*, Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press, 1014 p.
- COLOMBO Annamaria, 2003, « La sortie de la rue des jeunes à Montréal : processus ou objectif d'intervention ? », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 16, n° 2, p. 192-210.
- COPANS Jean, 1998, *L'enquête ethnologique de terrain*, Paris, Nathan, 128 p.
- CORNEJO PORTUGAL Inés, 1999, « Los hijos del asfalto: una prospección cualitativa a los niños de la calle », *Convergencia*, n° 19, p. 207-243.
- COSTA LEITE Ligia, 2003, *Les enfants des rues au Brésil : mythes et idéologies : XVI^e-XX^e siècles*, Paris, L'Harmattan, 208 p.
- COZIC Mikaël, 2005, *Fondements cognitifs du choix en rationalité limitée*, Thèse de Doctorat en Philosophie, Paris, Sorbonne, 484 p.
- CRÉTIÉNEAU Anne-Marie, 2004, « Les stratégies de survie individuelles : des enseignements utiles pour une approche du développement économique », 1ères journées du développement du GRES, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 16 et 17 septembre, 15 p.
- CROZIER Michel, FRIEDBERG Erhard, 1977, *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, 500 p.

- DE VENANZI Augusto, HOBAICA Gisela, 2003, « Niños de la calle ¿una clase social? », *Trabajo y Sociedad*, vol. 5, n° 6, juillet-septembre, p. 52-70.
- DECLERCK Patrick, 2001, *Les naufragés, avec les clochards de Paris*, Paris, Pocket, 458 p.
- DÉFOSSEZ Anne-Claire, 1995, « Travail de l'enfant : insertion ou exploitation », in S. Tessier (dir.), *Langages et cultures des enfants de la rue*, Paris, Karthala, p. 75-78.
- DI MÉO Guy, 2002, « L'identité : une médiation essentielle du rapport espace/société », *Géocarrefour*, vol. 77, n° 2, p. 175-184.
- DI MÉO Guy, 1999, « Géographies tranquilles du quotidien. Une analyse de la contribution des sciences sociales et de la géographie à l'étude des pratiques spatiales », *Cahiers de Géographie du Québec*, vol. 43, n° 118, p. 75-93.
- DE MONTMOLLIN Maurice, 1984, *L'intelligence de la tâche*, Berne, Peter Lang, 190 p.
- DIMENSTEIN Gilberto 1994, *Los Niños de la Calle en Brasil*, Madrid, Fundamentos, 140p.
- DUBET François, 2005, « Pour une conception dialogique de l'individu », *EspacesTemps.net* [en ligne], <http://espacestemp.net/document1438.html> (page web consultée 12/04/2005).
- DURÁN JUÁREZ Juan Manuel, 2004, « Introduction », *Estudios Jaliscienses*, n° 55, février, p.3-5
- EDNICA, 1992, « *Callejeros* », Boletín de Información n° 2.
- ENNEW Judith, 2003, « Difficult Circumstances : some reflections on Street Children in Africa », *Children, Youth and Environments* [en ligne], vol.13, n° 1, http://cye.colorado.edu/vol13Article_Reprints/DifficultCircum_AfricaInsight.pdf (page web consultée le 23/11/2005).
- ESCALERA Javier, 1999, « Territorio, límites, fronteras : construcción social del espacio e identificación colectiva », in J. Pujadas (dir.), *Globalización, fronteras culturales y políticas y ciudadanía*, Santiago de Compostela, FAAEE-AGA, p. 99-110.
- ESTERLE-HEDIBEL Maryse, 1996, « Tourner, virer ; partir et revenir. Stratégies d'occupation de l'espace par des bandes de jeunes dans des quartiers populaires de la banlieue parisienne », *Migrants-Formation*, n°107, p. 102-121.
- FAVRET-SAADA Jeanne, 1977, *Les mots, la mort, les sorts*, Paris, Gallimard, 332 p.
- FEIXA Carles, 1998, *De jóvenes, bandas y tribus*, Barcelone, Ariel, 287 p.
- FERNÁNDEZ David, 1995, *Malabareando : la cultura de los niños de la calle*, Mexico, Universidad Iberoamericana, 242 p.
- FERRAND Alexis, 1999, *Guide pratique d'analyse de données sur les réseaux personnels*, Lille, Université des Sciences et Technologies de Lille, 35 p.

- FISCHER Gustave-Nicolas, 1992, *Psychologie sociale de l'environnement*, Toulouse, Privat, 240 p.
- FRÉTIGNÉ Cédric, 2004, « Les vendeurs de presse SDF. Itinéraire d'une recherche », *Esprit Critique* [en ligne], vol.6, n°1, <http://vcampus.univ-perp.fr/espritcritique/0601/esp0601article11.html> (page consultée le 12/04/05).
- FRÉTIGNÉ Cédric, 1999, *Sociologie de l'exclusion*, Paris, L'Harmattan, 207 p.
- GABORIAU Patrick, 2004, « Mettre les questions à la question. Travail de terrain et raisonnement sur les "sans-logis" », *Espaces et Sociétés*, n° 116-117, p.111-123.
- GABORIAU Patrick, 1993, *Clochard : L'univers d'un groupe de sans-abri parisiens*, Paris, Julliard, 235 p.
- GABORIAU Patrick, TERROLLE Daniel, (dir.), 2003, *Ethnologie des sans-logis : Étude d'une forme de domination sociale*, Paris, L'Harmattan, 210 p.
- GARDELLA Edouard, LE MÉNER Erwan, 2005, « Les SDF victimes du « nettoyage » des espaces publics ? », in N. Hossard, J. Magdalena, *C'est ma ville. De l'appropriation et du détournement de l'espace public*, Paris, L'Harmattan, p. 71-81.
- GENTILE Maria Florencia, 2005, « Garçons et filles en situation de rue. Pertinence analytique des notions de genre et de rapports sociaux de sexe », *Actes du 1er Congrès du GIS Amérique latine : Discours et pratiques de pouvoir en Amérique latine, de la période précolombienne à nos jours*, Université de La Rochelle, 3-4 novembre, 38 p.
- GHASARIAN Christian (dir.), 2002, *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive, nouveaux terrains, nouvelles pratiques et enjeux*, Paris, Armand Colin, 256 p.
- GIDDENS Anthony, 1987, *La constitution de la société : éléments de la théorie de la structuration*, Paris, PUF, p. 474.
- GOFFMAN Erving, 1975 (1963), *Stigmate : les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les Éditions de Minuit, 175 p.
- GOFFMAN Erving, 1968, *Asiles : Études sur la condition des malades mentaux*, Paris, Les Éditions de Minuit, 452 p.
- GOLD Raymond, 2003, « Jeux de rôles sur le terrain : observation et participation dans l'enquête sociologique », in D. Céfai (dir.), *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, p. 341-349.
- GRIESBACH Margarita, SAURI Gerardo, 1997, *Con la calle en las venas*, Mexico, EDNICA, 316 p.
- GUERRIEN Marc, 2004, *L'enfance agitée d'une mégalopole. Transition urbaine et fragmentation de l'espace dans la vallée de Mexico*, Thèse de Doctorat en géographie, Paris, EHESS, 388 p.

- GUILLAUME Jean-François, 2000, « Des jeunes face aux institutions », *Lien Social et Politiques – RIAC*, n° 43, p. 113-120.
- GUILLOU Jacques, 1998, *Les jeunes sans domicile fixe et la rue*, Paris, L'Harmattan, 132p.
- GUILLOU Jacques, MOREAU DE BELLAING Louis, 2004, *Figures de l'exclusion : parcours de sans domicile fixe*, Paris, L'Harmattan, 263 p.
- HALBWACHS Maurice, 1950, *La mémoire collective*, Paris, PUF, 105 p. Édition en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/Halbwachs_maurice/memoire_collective/memoire_collective.html
- HAMEL Jacques, 1989, « Pour la méthode de cas. Considérations méthodologiques et perspectives générales », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 13, n° 3, p. 59-72,
- HECHT Tobias, 1998, *At Home in the street : street children of northeast brazil*, New York, Cambridge University Press, 267 p.
- HEIDEGGER Martin, 1958 (1954), *Essais et Conférences*, Paris, Gallimard, 349 p.
- HERNÁNDEZ ESPEJO Octavio, 1998, « La fotografía como técnica de registro etnográfico », *Cuicuilco*, vol. 5, n°13, mai-août, p. 31-51.
- HERNÁNDEZ Laura, 1991, « Ideología y lenguaje : el léxico de los chavos-banda », *Signos*, n° 5, p. 49-60.
- HOSSARD Nicolas, JARVIN Magdalena, (dir.), 2005, *C'est ma ville. De l'appropriation et du détournement de l'espace public*, Paris, L'Harmattan, 284 p.
- HURTUBISE Roch, VATZ LAAROUSSI Michèle, 2002, « Réseaux, stratégies et compétences : pour une analyse des dynamiques sociales à l'oeuvre chez les jeunes de la rue », *L'Homme et la Société*, n°143-144, janvier-juin, p.87-103.
- HURTUBISE Roch, VATZ LAAROUSSI Michèle, 2000, « Jeunes dans/de la rue et stratégies de réseaux » in D. Laberge (Dir.), *L'errance urbaine*, Sainte-Foy, Les Éditions Multimondes, p. 179-192.
- INEGI, 2001, « Distrito Federal : tabulados Básicos » in *XII Censo General de Población y Vivienda 2000*, Aguascalientes.
- INEGI, 2000, « Porcentaje de la población de 15 años y más sin instrucción o con la primaria incompleta por entidad federativa y sexo » et « Indicadores básicos de población » in *XII Censo General de Población y Vivienda 2000*, Mexico.
- INEGI, 1995, « Indicadores de hogares y familias por entidad federativa », in *I Censo de población y vivienda 1995*, Mexico.
- INSEE, 2006, *Tableaux de l'économie française (édition 2006)*, Paris, INSEE, 204 p.

- INVERNIZZI Antonella, 2002, *L'enfant qui vit dans les rues en Afrique, en Asie et en Europe de l'Est. Bibliographie commentée*, Fribourg, Université de Fribourg, 23 p. Consultable en ligne : <http://unifr.ch/socsem/bibliocomm.html>
- INVERNIZZI Antonella, 2001, *La vie quotidienne des enfants travailleurs*, Paris, L'Harmattan, 286 p.
- INVERNIZZI Antonella, LUCCHINI Riccardo, 1996, « L'enfant, l'institution et les intervenants sociaux », in R. Lucchini, *Sociologie de la survie : l'enfant dans la rue*, Paris, PUF, p. 221-286.
- IZARD Michel, 1991, « Méthode ethnographique » in P. Bonte, M. Izard (dir.), *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris, PUF, p. 470-474.
- KOKOREFF Michel, 1994, « La dimension spatiale des modes de vie des jeunes. Le cas d'une cité de la banlieue parisienne », *Sociétés Contemporaines*, n°17, mars, p. 29-40.
- KOROSÉC-SERFATY Perla, 1985, « Expériences et pratiques de la maison », in A. Irwin, C. Werner, *Home Environnements : Human Behavior and Environment. Advances in Theory and Research*, New York, Plenum Press, p. 65-86. Consultable en ligne : <http://www.perlaserfaty.net/images/Exp%C3%A9rience%20et%20pratiques%20de%20la%20maison%20-%20un%20texte%20de%20Perla%20Ser.PDF>
- LABERGE Danielle, ROY Shirley, 2003, « Continuité identitaire et survie » in V. Châtel, M.-H. Soulet (dir.), *Agir en situation de vulnérabilité*, Québec, Les Presses de L'Université Laval, p. 143-156.
- LABERGE Danielle, ROY Shirley, 2001, « Pour être, il faut être quelque part : la domiciliation comme condition d'accès à l'espace public », *Sociologie et Sociétés*, vol. 33, n° 2, p. 115-131.
- LABOV William, 1978, *Le parler ordinaire. La langue dans les ghettos noirs des États-Unis*, Paris, Minuit, 351 p.
- LAGRÉE Jean-Charles, LEW-FAI Paula, 1985, « Pairs et repères », in *Problèmes de jeunesse et régulation sociale*, Actes des cinquièmes journées internationales de Vauresson, Vauresson, CRIV, p. 47-61.
- LANZARINI Corinne, 2000, *Survivre dans le monde sous-prolétaire*, Paris, PUF, 280 p.
- LAPLANTINE François, 1996, *La description ethnographique*, Paris, Nathan, 128 p.
- LE BOSSÉ Mathias, 1999, « Les questions d'identité en géographie culturelle. Quelques aperçus contemporains », *Géographie et Cultures*, n° 31, p. 115-126.
- LE BOTERF Guy, 1998, *L'ingénierie des compétences*, Paris, Éditions d'Organisation, 415 p.
- LE BOTERF Guy, 1994, *De la compétence. Essai sur un attracteur étrange*, Paris, Éditions d'Organisation, 176 p.

- LE GOFF Jacques, 1979, « Les marginaux dans l'occident médiéval » in B. Vincent (dir.), *Les marginaux et les exclus dans l'histoire*, Paris, Union Général d'Éditions, p. 19-28.
- LE ROUX Johann, 1996, « Street children in South Africa : findings from interviews on the background of street children in Pretoria », *Adolescence*, vol 38, n° 112, p. 423-431
- LEPOUTRE David, 2001, « La photo volée. Les pièges de l'ethnographie de banlieue », *Ethnologie française*, n° 1, tome 31, p. 89-101.
- LEPOUTRE David, 1997, *Coeur de banlieue. Codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob, 362 p.
- LEROY Étienne, 1995, « Espace public et socialisation dans les métropoles : quelques préliminaires à une problématique interculturelle », in S. Tessier (dir.), *L'enfant des rues et son univers*, Paris, Syros, p. 31-45.
- LESERVOISIER Olivier (dir.), 2005, *Terrains ethnographiques et hiérarchies sociales. Retour réflexif sur la situation d'enquête*, Paris, Karthala, 327 p.
- LEVENSON Gregorio, 1997, *Chicos de la calle, historias de vida*, Buenos Aires, Fundación red. Solidaria Azul y Blanca, 63 p.
- LEWIS Oscar, 1963 (1961), *Les enfants de Sanchez, autobiographie d'une famille mexicaine*, Paris, Gallimard, 638 p.
- LIICEANU Gabriel, 1983, « Repères pour une herméneutique de l'habitation », in H. Damian, J.P. Raynaud (dir.), *Les symboles du lieu : l'habitation de l'homme*, Paris, Éditions de L'Herne, p. 105-116.
- LINDON Alicia, 2001, « Vers une périphérie en archipel ? Notes sur la nouvelle croissance périphérique de Mexico », *Cahiers des Amériques Latines*, n° 38, juillet-décembre, p. 119-140.
- LÓPEZ ARELLANO José, 1987, « L'anthropologie dans la crise et les crises de l'anthropologie au Mexique, 1979-1986 », *Anthropologie et Sociétés*, vol.11, n° 3, p. 79-102.
- LÓPEZ ECHEVERRI, Ovidio, 1990, *El menor en situación extraordinaria. Acciones, logros y perspectivas a favor de los niños trabajadores y de la calle*, Mexico, UNICEF, 96 p.
- LUCCHINI Riccardo, 1999, « L'enfant de la rue : carrière, identité et sortie de la rue », *Working Paper*, n° 325, Fribourg, Université de Fribourg, 30 p.
- LUCCHINI Riccardo, 1998, « Images de l'enfant en situation de rue et interventions » in S. Tessier, *À la recherche des enfants de rues*, Paris, Karthala, p. 259-275.
- LUCCHINI Riccardo, 1997, « Entre fugue et expulsion : le départ de l'enfant dans la rue », *Working Paper* n° 287, Université de Fribourg, 24 p.

- LUCCHINI Riccardo, 1996, *Sociologie de la survie : l'enfant dans la rue*, Paris, PUF, 336p.
- LUCCHINI Riccardo, 1993, *Enfant de la rue, identité, sociabilité, drogue*, Genève, Librairie Droz, 272 p.
- LUCCHINI Riccardo, 1988, « Enfants de la rue, survie et adaptation. Projet de recherche dans trois pays de l'Amérique Latine », *Working Paper*, n° 120, Fribourg, Université de Fribourg, 15 p.
- LUGALLA Joe, MBWAMBO Jessie Kazeni, 1999, « Street Children and street life in urban Tanzania: the culture of surviving and its implications for children's health », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 23, n°2, p.329-344.
- LUTTE Gérard, 1997, *Les enfants de la rue au Guatemala*, Paris, L'Harmattan, 264 p.
- MADOEUF Anna, 1995, « Compétences de la rue, apprentissage de la ville. Les espaces centraux, objets de convoitises enfantines », in S. Tessier (dir.), *L'enfant des rues et son univers*, Paris, Syros, p.155-164.
- MAGAZINE Roger, 2003, « An innovative combination of neoliberalism and State corporatism : the case of a locally based NGO in Mexico City », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 590, novembre, p. 243-256.
- MARCHE Guillaume, 2002, « Marginalité, exclusion, déviance : tentative de conceptualisation sociologique », in H. Menegaldo, *Figures de la marge. Marginalité et identité dans le monde contemporain*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 41-57.
- MARCIAL Rogelio, 1997, « Vida en las calles. Infancia y juventud en exclusión social », *Estudios Jaliscienses*, n° 28, p.19-34.
- MARGUERAT Yves, POITOU Danièle, 1994, *À l'écoute des enfants des rues en Afrique Noire*, Paris, Fayard, 627 p.
- MARPSAT Maryse, 1999, « Un avantage sous contrainte : le risque moindre pour les femmes de se trouver sans abri », *Population*, vol. 54, n° 6, p. 885-932.
- MARTIN Denis-Constant, 1992, « Le choix d'identité », *Revue française de science politique*, vol. 42, n° 4, p. 582-593.
- MARTIN Norman, 1985, « Pobres, mendigos y vagabundos en la nueva España, 1702-1766 : antecedentes y soluciones presentadas », *Estudios de Historia Novohispana*, n° 8, p. 99-126.
- MAUSS Marcel, 1967, *Manuel d'ethnographie*, Paris, Payot, 362 p.
- MCCREERY Kathleen, 2001, « From Street to Stage with Children in Brazil and Ghana », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 575, p.122-147.

- MEJÍA MACHUCA Jorge, RODRIGUEZ Eduardo, 1997, « Infancia-Adolescencia: sus derechos fundamentales y la seguridad ciudadana », *Estudios Jaliscienses*, n° 28, p. 5-18.
- MEMMI Dominique, ARDUIN Pascal, 2002, « L'affichage du corporel comme ruse du faible : les SDF parisiens », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 113, juillet-décembre, p. 213-232.
- MENEGALDO Hélène, 2002, « Réflexion(s) dans les marges », in H. Menegaldo, *Figures de la marge. Marginalité et identité dans le monde contemporain*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 21-39.
- MERCHERS Jacques, PHARO Patrick, 1992, « Compétences et connaissances expertes. Propriétés publiques et cognitives pratiques », *Société contemporaine*, n°4, p. 89-108.
- MERIENNE SIERRA Maricel, 1995, *Violence et tendresse : les enfants de la rue Bogotá*, Paris, L'Harmattan, 100 p.
- MICHELIN Yves, 1998, « Des appareils photos jetables au service d'un projet de développement : représentations paysagères et stratégies des acteurs locaux de la montagne thernoise », *Cybergeo* [en ligne], n°65, décembre, <http://www.cybergeo.presse.fr/geocult/texte/michelin.htm> (page consultée le 13/05/05).
- MORELLE Marie, 2005, « Jeunes de la rue et "culture de la rue" à Yaoundé (Cameroun) : micro-culture, sous-culture ou pseudo-culture ? », *Géographie et Cultures*, n° 55, p. 59-79.
- MORELLE Marie, 2004, *La rue des enfants, les enfants des rues. L'exemple de Yaoundé (Cameroun) et d'Antanarivo (Madagascar)*, Thèse de Doctorat en géographie, Paris, Panthéon Sorbonne, 315 p.
- MORIN Richard, ROCHEFORT Michel, 2003, « L'apport des services de proximité à la construction d'une identité de quartier : analyse de service d'économie sociale et solidaire dans trois quartiers de Montréal », *Recherches sociographiques*, XLIV, n° 2, p. 267-290.
- MUSSET Alain, 1997, *Le Mexique, économies et sociétés*, Paris, Ellipses, 96 p.
- OBADIA Lionel, 2003, *L'ethnographie comme dialogue. Immersion et interaction dans l'enquête de terrain*, Paris, Publisud, 219 p.
- ONU, 2003, « Urban and rural areas 2003 », New York, Département of Economic and Social Affairs, Population Division (ONU).
- ORTÍZ Antolina, 1999, *Vidas callejeras : pasos sin rumbo. La dolorosa realidad de los niños de la calle*, Mexico, Promexa, 157 p.
- PAIVA Vanessa, 1998, « Évaluation des ONG en Amérique Latine », in S. Tessier (dir.), *À la recherche des enfants de rues*, Paris, Karthala, p. 297-312.

- PARAZELLI Michel, 2002, *La rue attractive, Parcours et pratiques identitaires des jeunes de la rue*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 358 p.
- PARAZELLI Michel, 2000, « L'appropriation de l'espace et les jeunes de la rue : un enjeu identitaire », in D. Laberge (dir.), *L'errance urbaine*, Sainte-Foy, Multimondes, p. 193-220.
- PATÉ Gilles, ARGILLET Stéphane, 2005, « Bancs publics. Regard sociologique sur l'ordinaire des espaces urbains », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 159, p. 116-120.
- PAUGAM Serge, 2005, *Les formes élémentaires de la pauvreté*, Paris, PUF, 276 p.
- PEDRAZZINI Yves et al, 2001, *Forum électronique sur les violences urbaines. Cahier de propositions*, Lausanne, Fondation pour le progrès de l'Homme, 14 p. Consultable en ligne : www.alliance21.org/2003/IMG/pdf/violences_fr-2.pdf.
- PEDRAZZINI Yves, SANCHEZ Magaly, 1994, « Nouvelles légitimités sociales et violence urbaine à Caracas » in *Jeunes en révolte en changement social*, Paris, L'Harmattan, p. 91-113.
- PERALDI Michel (dir.), 2001, *Cabas et Containers*, Paris, Maisonneuve et Larose, 361 p.
- PÉREZ LÓPEZ Ruth, 2005, « Aprendiendo a sobrevivir: el uso del comercio informal como estrategia de subsistencia para los niños y jóvenes en situación de calle », in *El ambulante en la Ciudad de México : investigaciones recientes*, Mexico, PUEC-CEMCA, p.1-19.
- PÉREZ TOLEDO Sonia, 1993, « Los vagos de la Ciudad de México y el Tribunal de Vagos en la primera mitad del siglo XIX », *Secuencia*, n° 27, p. 27-42.
- PERRENOUD Philippe, 1999, « Construire des compétences, tout un programme ! », *Vie pédagogique*, n° 112, p.16-20.
- PERRENOUD Philippe, 1998, « Construire des compétences, est-ce tourner le dos aux savoirs ? », *Résonances. Mensuel de l'école valaisanne*, n° 3, novembre, p. 3-7.
- PESSANHA NEVES Delma, 2004, « Les habitants "de la rue" à Rio de Janeiro (Brésil) : la gestion des intolérances », *Espaces et Sociétés*, n° 116-117, p. 47-62.
- PIVETEAU Jean-Luc, 1995, *Temps du territoire. Continuités et ruptures dans la relation de l'homme à l'espace*, Genève, Zoé, 265 p.
- PLATT Jennifer, 2003, « La première vague de l'école de sociologie de Chicago. Le mythe des données de première main », in D. Cefaï (dir.), *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, p. 139-161.
- PLATTET Patrick, 2002, « La course des deux voûtes du renne, commentaire ethnologique d'une photographie de terrain », *ethnographiques.org* [en ligne] n°2, novembre, <http://www.ethnographiques.org/2002/Plattet.html> (page consultée le 09/02/2005)

- POLLAK Michael, 1990, *L'expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale*, Paris, Métailié, 342 p.
- PUJOL Rebeca, TORRES Eduardo, 2000, « Videncia y eficacia de los derechos de los niños y niñas en México y los impactos de la globalización » in Y. Caraveo Corona (dir.), *Infancia, legislación y política*, Mexico, UAM, p. 37-58.
- REGUILLO CRUZ Rossana, 1991, *En la calle otra vez. Las bandas : identidad urbana y usos de comunicación*, Guadalajara, Iteso, 278 p.
- RIVARD Jacinthe, 2004, « Des pratiques autour des jeunes/enfants des rues : une perspective internationale », *Perspectives communautaires*, vol.17, n° 1, p. 126-148.
- RODRIGUEZ GABARRON Luís, 1993, *Metodología participativa, infancia callejera y programas de atención*, Xalapa, Fundación Latinoamericana de consultores, 302 p.
- ROSTAING Corinne, 1996, « Les détenus : de la stigmatisation à la négociation d'autres identités », in S. Paugam, *L'exclusion : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 354-362.
- ROUAY-LAMBERT Sophie, 2004, « Sur les traces des sans-abri. Le cas exemplaire de Joan », *Espaces et Sociétés*, n° 116-117, p. 29-46.
- ROUAY-LAMBERT Sophie, 2001, « SDF et citadins dans l'espace public », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°90, p. 165-172.
- ROULLEAU-BERGER Laurence, 1997, « L'expérience de la précarité juvénile dans les espaces intermédiaires », *Formation Emploi*, n° 57, p. 3-13.
- RULLAC Stéphane, 2005, *Et si les SDF n'étaient pas des exclus ? Essai anthropologique pour une définition positive*, Paris, L'Harmattan, 146 p.
- SACRISTÁN Maria Cristina, 1994, « El pensamiento ilustrado ante los grupos marginados de la Ciudad de México, 1767-1824 » in R. Hernández Franyuti, *La Ciudad de México en la primera mitad del siglo XIX. Tome I: Economía y estructura urbana*, Mexico, Instituto Mora, p. 187-249.
- SAURI Gerardo, VIDALES Moisés, 1989, *Análisis de la Situación en Hogares Providencia durante 1988*, Mexico, Hogares Providencia.
- SAVAGE Leonard J., 1954, *The foundations of statistics*, New York, Wiley, 294 p.
- SCHTEINGART Martha, RUBALCAVA Rosa María, 2000, « Segregación urbana en el Área metropolitana de la Ciudad de México » in G. Garza, *La Ciudad de México en el fin del segundo Milenio*, Mexico, Gobierno del Distrito Federal et Colegio de México, p. 287-296.
- SCHTEINGART Martha, 2000, « La investigación urbana en América Latina », *Papeles de Población*, n° 23, p. 9-25.

- SCHWARTZ Olivier, 1993, « L'empirisme irréductible » postface à N. Anderson, *Le Hobo. Sociologie du sans-abri*, Paris, Nathan, 530 p.
- SCHWARTZ Olivier, 1990, *Le monde privé des ouvriers*, Paris, PUF, 531 p.
- SECRETARÍA DE DESARROLLO ECONÓMICO, 2001, « Distrito Federal : densidad de población por delegación » in *La Ciudad de México en cifras*, Mexico, GDF.
- SERFATY-GARZON Perla, 2003, « L'appropriation » in M. Segaud *et al.*, *Dictionnaire critique de l'habitat et du logement*, Paris, Armand Colin, p. 27-30.
- SIMON Herbert, 1957, *Models of Man*, New York, Wiley, 287 p.
- SOULET Marc-Henry, 2003, « Faire face et s'en sortir : vers une théorie de l'agir faible », in V. Châtel et M.-H. Soulet (dir.), *Agir en situation de vulnérabilité*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p.167-213.
- STOCK Mathis, 2004, « L'habiter comme pratique des lieux géographiques », *EspacesTemps.net* [en ligne], <http://espacestems.net/document1138.html> (page consultée le 13/05/05).
- STÖCKLIN Daniel, 2000, *Enfants de la rue en Chine*, Paris, Karthala, 368 p.
- TABOADA LÉONETTI Isabel, 1994, « Les stratégies de réponse » in V. De Gaulejac et Taboada Léonetti, *La lutte des places, insertion et désinsertion*, Paris, Desclée de Brouwer, p. 181-227.
- TARACENA Elvia, 1995, « Enfants de la rue et enfants dans la rue à Mexico », *Lien Social et Politiques – RIAC*, n° 34, p. 101-107.
- TARACENA Elvia, TAVERA Maria Luisa., 1998, « La fonction du groupe chez les enfants de la rue à Mexico » in S. Tessier (dir.), *À la recherche des enfants de rues*, Paris, Karthala , p. 70-87.
- TERROLLE Daniel, 2004, « La ville dissuasive : l'envers de la solidarité avec les SDF », *Espaces et Sociétés*, n°116-117, p. 142-157.
- TESSIER Stéphane, 1998, « Deux axes de recherche: la notion du groupe et le travail de l'enfant » in S. Tessier (dir.), *À la recherche des enfants de rues*, Paris, Karthala, p. 55-66.
- TESSIER Stéphane (dir.), 1995, *L'enfant des rues et son univers*, Paris, Syros, 227 p.
- THRASHER Frederic, 1963 (1926), *The gang. A study of 1313 gangs in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press, 388 p.
- UNESCO, 1995, *En la calle con los niños : programas para la reinserción de los niños de la calle*, Paris, UNESCO, 330 p.
- UNICEF, 2005, « Pauvreté des enfants dans certains pays de l'OCDE », in *La situation des enfants dans le monde 2005*, Paris, UNICEF, 152 p.

- UNICEF, 1997, *La situation des enfants dans le monde 1997*, Paris, UNICEF, 120 p.
- UNICEF, 1996, *II Censo de los niños y niñas en situación de calle*, Mexico, UNICEF, 42p.
- VON NEUMANN John , MORGENSTERN Oskar, 1944, *Theory of games and economic behavior*, Princenton, Princenton University Press, 739 p.
- WAKO Kenji, 2003, « Les SDF dans les jardins publics considérés comme espaces libres : Approche socio-historique de la vie quotidienne dans les parcs », *Annales de la recherche urbaine*, n° 94, p. 139-146.
- WHYTE William Foote, 2002 (1943), *Street Corner Society: la structure sociale d'un quartier italo-américain*, Paris, La Découverte, 403 p.
- ZAMORANO VILLAREAL Claudia C., 2003, « La aplicación de la noción de estrategia en los estudios urbanos franceses : las estrategias residenciales », *Sociológica*, n° 51, janvier-avril, p. 165-187.
- ZAMUDIO CÁRDENAS Lucero, 1998, « Usage de l'espace urbain : pour une typologie des compétences » et « La représentation de l'argent et les enfants des rues », in S. Tessier, *À la recherche des enfants de rues*, Paris, Karthala, p. 67-69 et p. 117-135.
- ZAVALA Silvio, 1972 (1947), *La filosofía política en la Conquista de América*, Mexico, Fondo de cultura económica, 167 p.
- ZENEIDI-HENRY Djemila, 2004, « La rue domestiquée », in B. Collignon, J.-F. Staszak (dir.), *Espaces domestiques : construire, habiter, représenter*, Paris, Bréal, p.20-32.
- ZENEIDI-HENRY Djemila, 2002, *Les SDF et la ville : géographie du savoir-vivre*, Paris, Bréal, 288 p.

2 REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES COMPLEMENTAIRES

- ABELLARD Alain, 2003, « Survivre dans la rue au Guatemala », *Le Monde*, 7 juillet 2003.
- ABRIC Jean-Claude, CAMPOS Pedro, 1996, « Les éducateurs et leur représentation sociale de l'enfant de la rue au Brésil », in J.-C. Abric (dir.), *Exclusion sociale, insertion et prévention*, Saint-Agne, Erès, p. 137-150.
- BAILLET Maryse, 1997, « Éducateur de rue : acteur ou pompier social ? », *Sauvegarde de l'Enfance*, n° 3, p. 152-155.
- BIBARS Iman, 1998, « Street children in Egypt : from the home to the street to inappropriate corrective institutions », *Environment and Urbanization*, vol. 10, n° 1, p. 201-216.
- BONETTI Michel, 1994, *Habiter : le bricolage imaginaire de l'espace*, Marseille/Paris, Hommes et Perspectives/Desclée de Brouwer, 230 p.
- BRODY Jeanne, 2005, *La rue*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 312 p.
- BUENO BUENO Agustín, 1990, *Niños de la calle, medio social desfavorecido y conducta infantil*, Barcelone, Liberaf, 32 p.
- BUÑUEL Luis, 1950, *Los Olvidados*, Mexique (film).
- CALOGIROU Claire, TOUCHÉ Marc, 1991, « Des jeunes et la rue : les rapports physiques et sonores des skateurs aux espaces urbains », *Espaces et Sociétés*, n° 90-91, p.43-68.
- CARRETEIRO Teresa Cristina, 1993, *Exclusion sociale et construction de l'identité*, Paris, L'Harmattan. 270 p.
- CASTEL Robert, 1995, « Les pièges de l'exclusion », *Lien Social et Politiques – RIAC*, n°34, automne, p. 13-21.
- CASTEX Jean, COHEN Jean-Louis, DEPAULE Jean-Charles, 1995, *Histoire urbaine, anthropologie de l'espace*, Paris, Éditions du CNRS, 101 p.
- CHEVALIER Eric (dir.), *L'enfant et la ville*, Paris, Syros, 1993, 211 p.
- COLLIN Laura, 1992, « Chavos banda: transgresión o conformismo », *Estudios sobre culturas contemporáneas*, vol. 5, n° 13-14, p. 211-222.
- CONORD Sylvaine, 2002, « Le choix de l'image en anthropologie, qu'est-ce qu'une "bonne" photographie? », *ethnographiques.org* [en ligne] n°2, novembre, <http://www.ethnographiques.org/2002/Conord.html> (page consultée le 09/02/2005)
- CONSEIL DE L'EUROPE, 1994, *Les enfants de la rue. Programme de recherches coordonnées dans le domaine social (1992-1993)*, Strasbourg, Les Éditions du Conseil de l'Europe, 77 p.

- CUSSON Maurice, 1981, *Délinquants pourquoi ?*, Paris, Armand Collin, 275 p.
- DUBET François, 1987, *La galère : jeunes en survie*, Paris, Fayard, 497 p.
- ELIAS Norbert, 2001 (1965), *Logiques de l'exclusion*, Paris, Pocket, 341 p.
- FLETES CORONA Ricardo, 1996, *La infancia abandonada*, Guadalajara, El Colegio de Jalisco, 115 p.
- GAUTHIER Alain (dir.), 1997, *Au frontières du social : l'exclu*, Paris, L'Harmattan, 249p.
- GAUTHIER Madeleine, 1994, « Entre l'excentricité et l'exclusion : les marges comme révélateur de la société », *Sociologie et sociétés*, vol. XXVI, automne, p. 177-188.
- GUILLOU Jacques, MOREAU DE BELLAING Louis, 1999, *Misère et pauvreté : sans domicile fixe et sous-prolétaires*, Paris, L'Harmattan, 277 p.
- HANNERZ Ulf, 1983, *Explorer la ville: éléments d'anthropologie urbaine*, Paris, Minuit, 432 p.
- JÉRÔME Laurent, « Les itinéraires de l'exclusion pour un groupe de sans-abri », *Ethnologies*, vol. 24, n° 2. p. 101-117.
- KARSZ Saül (dir.), 2004, *L'Exclusion : définir pour en finir*, Paris, Dunod, 184 p.
- KOKOREFF Michel, 1996, « Jeunes et espace urbains : bilan des recherches 1977-1994 », *Sociologie et Sociétés*, vol. 28, n° 1, p.159-176.
- KOKOREFF Michel, 1993, « L'espace des jeunes : territoires, identités et mobilité », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 59-60, p.170-179.
- LABERGE, Danielle (dir.), 2000, *L'errance urbaine*, Montréal, Éditions Multimonde, 439p.
- LUCCHINI Riccardo, 1997, « Deviance and street children un Latin America : the limits of a functionalist approach », Working Paper n° 288, Université de Fribourg, 11 p.
- LUCCHINI Riccardo, 1988, « Enfant de la rue et consommation de drogues, Working Paper n° 127, Université de Fribourg, 29 p.
- MARCIAL Rogelio, 2001, *Jóvenes y presencia colectiva*, Guadalajara, El Colegio de Jalisco, 152 p.
- MESINI Béatrice, PELEN Jean-Noël, ROULLEAU-BERGER Laurence, 2001, « Exclusions, inventions et résistances », in D. Schnapper, *Exclusions, au coeur de la cité*, Paris, Anthropos, p.101-144.
- MÉTRAL Jean (dir.), 1997, *Les aléas du lien social. Constructions identitaires et culturelles dans la ville*, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, 206p.
- MONNET Jérôme, 2001, *La ville et son double*, Paris, Nathan, 224 p.

- MONNET Jérôme, 2000, *L'urbanisme dans les Amériques*, Paris, Karthala, 205 p.
- MONOD Jean, 1968, *Les barjots. Essai d'ethnologie des bandes de jeunes*, Paris, Juillard, 477 p.
- MUFUNE Pempelani, 2000, « Les jeunes de la rue en Afrique Australe », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, n° 164, p. 263-274.
- NIEUWENHUYTS Olga, 1997, « Spaces for the children of the urban poor : experiences with participatory action research (PAR) », *Environment and Urbanization*, vol. 9, n° 1, p. 233-249.
- NUÑEZ Oscar, 1988, « Groupes populaires et changement social à Mexico », in P.-H. Chombart de Lauwe, *Culture-action des groupes dominés. Rapports à l'espace et développement local*, Paris, L'Harmattan, p. 78-92.
- OGIEN Albert, 1999, *Sociologie de la déviance*, Paris, Armand Colin, 230 p.
- PARAZELLI Michel, 2004, « Jeunes de la rue et gestionnaires urbains : une topologie conflictuelle », in P. Boudreault, M. Parazelli (dir.), *L'imaginaire urbain et les jeunes*, Sainte-Foy, Presses Universitaires du Québec, p.181-202.
- PARAZELLI Michel, 2003, « Jóvenes marginales a la búsqueda de un verdadero vínculo social », in J.-L. Pérez Islas *et al.*, *Nuevas miradas sobre los jóvenes*, Mexico, Instituto Mexicano de la Juventud, p. 339-351.
- PARAZELLI Michel, 2000, « L'imaginaire familialiste et l'intervention sociale auprès des jeunes de la rue : une piste d'intervention collective à Montréal », *Santé mentale au Québec*, XXV, n° 2, p.40-46.
- PARAZELLI Michel, 1996, « Les pratiques de socialisation marginalisées des jeunes de la rue dans l'espace urbain montréalais », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 27, p. 47-62.
- PAUGAM Serge, 1996, *L'exclusion : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 583 p.
- PEDRAZZINI Yves, SANCHEZ Magali, 2001, « Le barrio, la rue, les gangs. Une critique de la sociologie urbaine », in M. Bassand *et al.*, *Enjeux de la sociologie urbaine*, Lausanne, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, p. 39-61.
- PÉREZ LÓPEZ Ruth, 2005, « S'approprier la ville : pratiques spatiales des jeunes de la rue à Mexico », in N. Hossard, M. Jarvin, *C'est ma ville*, Paris, L'Harmattan, p.83-93.
- PÉREZ LÓPEZ Ruth, 2004, « Niño/joven de la calle : ciudad e integración », *Ciudades*, n°63, juillet-septembre, p. 38-42.
- RAULIN Anne, 2001, *Anthropologie urbaine*, Paris, Armand Collin, 188 p.
- REGUILLO CRUZ Rossana, 1993, « Las bandas : entre el mito y el estereotipo ¿emergencia de nuevas formas de comunicación? », *Estudios sobre culturas contemporáneas*, vol. 9, n° 11, p. 183-195.

- RENÉ Jean-François, 1994, « Jeunes adultes et vie précaire : la place grandissante des ressources intermédiaires », *Lien Social et Politiques – RIAC*, n° 32, p. 151-161.
- RONCAYOLO Marcel, 1990, *La ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, 288 p.
- ROY Shirley, 1995, « L'itinérance : forme exemplaire d'exclusion sociale ? », *Lien Social et Politiques – RIAC*, n° 34, automne, p. 73-80.
- SABATTINI Andrea, 1996, *On becoming a street child : a field study in the city of Cordoba*, Amsterdam, Université d'Amsterdam, 175 p.
- SALMON-MARCHAT Léa, 2004, *Les enfants de la rue à Abidjan*, Paris, L'Harmattan, 249 p.
- SARAVÍ Gonzalo A., 2004, « Juventud y violencia en América Latina. Reflexiones sobre exclusión social y crisis urbana », *Desacatos*, n° 14, p. 127-142.
- SIQUERIA Maria Dilma, 1996, « A vida escorrendo pelo ralo : as alternativas de existência dos meninos de rua », *Estudos de Psicologia*, n° 2, p. 161-174.
- SOULET Marc-Henry (dir.), 1994, *De la non-intégration : essai de définition théorique d'un problème social contemporain*, Fribourg, Éditions Universitaires, p. 137-149.
- TAP Pierre, MALEWSKA-PEYRE Hanna (dir.), 1993, *Marginalités et troubles de la socialisation*, Paris, PUF, 334 p.
- TARACENA Elvia, 2002, « De la economía informal a vivir en la calle : supervivencia de un sector de jóvenes en Ciudad de México », *Proposiciones*, n° 34, p. 131-145.
- VERPRAET Gilles, 1994, *La socialisation urbaine. Transitions sociales et transactions culturelles dans la cité périphérique*, Paris, L'Harmattan, 255 p.
- VRIGNON Bernard, 1996, « De la famille au quartier : l'appropriation de l'espace public par les jeunes issus de l'immigration », *Migrants-Formation*, n° 107, p. 122-139.
- WILLIAMS Terry M., 1990, *Cocaine Kids. Un ethnologue chez les dealers adolescents*, Paris, Gallimard, 220 p.
- WIRTH Louis, 1984 (1938), « Le phénomène urbain comme mode de vie » in Y. Grafmeyer, I. Joseph (dir), *L'école de Chicago : naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, p. 255-281.
- XIBERRAS Martine, 1998, *Les théories de l'exclusion*, Paris, Armand Colin, 242 p.

ANNEXES

1 OUTILS DE RECHERCHE

1.1 Questionnaire (traduit de l'espagnol)

Enquêteur :	
Zone:	
Date:	
Prénom :	Temps qu'il a vécu dans la zone:
Surnom :	Temps qu'il a vécu en dehors de son foyer familial :
Âge :	Scolarité :
Sexe :	Sait-il lire et écrire ?
Ville d'origine :	A-t-il des enfants ? Si oui, combien?
Avec qui est-il arrivé à la capitale ?	

1. FAMILLE

1.1 Foyer familial

1.1.1 Avec qui vivais-tu avant de fuguer ?

1.1.2 Quel était le travail des personnes avec qui tu vivais ?

1.1.3 Combien as-tu de frères et sœurs ?

_____ biologiques
_____ non biologiques

1.1.4 Comment qualifierais-tu ta relation avec les personnes avec qui tu vivais ?

Très bonne () Bonne ()
Mauvaise () Très mauvaise ()

1.1.5 Rends-tu visite à ta famille ?

Oui () Non () (passer à la question 2)

1.1.6 Avec quelle fréquence ?

Tous les jours () Une fois par semaine () Une fois par mois () Occasionnellement ()
Autre () :

2. ARRIVÉE DANS LA RUE

2.1 Sortie

2.1.1 Quel âge avais-tu la première fois que tu as fugué ?

2.1.2 Pourquoi as-tu fugué ?

2.1.3 Avec qui ?

2.2 Lieu d'arrivée

2.2.1 À quelle zone ou endroit es-tu arrivé la première fois que tu as fugué ?

2.2.2 Pourquoi es-tu arrivé à cette zone/endroit?

2.2.3 Tu connaissais quelqu'un dans cette zone/endroit ?

Oui () Non ()

3. VIOLENCE**3.1 Dans le foyer familial**

3.1.1 As-tu souffert de mauvais traitements chez toi ? Oui () Non ()

3.1.2 As-tu souffert d'abus sexuel chez toi ? Oui () Non ()

3.2 Dans la rue

3.2.1 As-tu souffert de mauvais traitements dans la rue? Oui () Non ()

3.2.2 As-tu souffert d'abus sexuel dans la rue ? Oui () Non ()

3.3 Perception de la violence

3.3.1 Peux-tu me dire quels sont, pour toi, les aspects positifs de la rue ?

3.3.2 Et les aspects négatifs ?

4. ADDICTIONS**4.1 Drogues**

4.1.1 Tu te drogues ? Oui () Non () (passer à la question 5)

4.1.2 Avec qu'elle fréquence ?

4.1.3 Quelles drogues consommes-tu ?

4.1.4 À quel âge as-tu commencé à te droguer ?

4.1.5 Comment obtiens-tu ta drogue ?

4.1.6 À qui offres-tu de la drogue ?
À des membres de mon groupe ()
À des personnes externes à mon groupe () À personne ()**5. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES****5.1 Travail**

5.1.1 Tu travailles ? Oui () Non () (passer à la question 5.2)

5.1.2 Quelles sont les activités que tu réalises ?

5.1.3 Où les réalises-tu ?

5.1.4 Combien d'argent peux-tu gagner en un jour de travail ?

5.2 Vol

5.2.1 Tu voles ? Oui () Non () (passer à la question 5.3)

5.2.2 Tu le fais seul ou en groupe ?
Seul () (passer à la question 5.3)
En groupe ()5.2.3 Pour voler, tu te réunis avec des membres de ton groupe ou d'autres groupes ?
De mon groupe () D'autres groupes (*)
Autre (*) *Spécifier :**5.3 Mendicité**

5.3.1 Tu mendies ? Oui () Non () (passer à la question 5.4)

5.3.2 Combien d'argent peux-tu gagner en un jour de mendicité ?	
5.3.3 À quel endroit est-ce que tu mendies ?	
5.4 Prostitution	
5.4.1 Te prostitues-tu ?	Oui () Non () (passer à la question 5.5)
5.4.2 Pour de l'argent et/ou en échange d'autre chose ?	Pour de l'argent () Pour autre chose (*) *Spécifier :
5.4.3 Combien d'argent demandes-tu pour un service ?	
5.4.4 Où est-ce que tu te prostitues ?	
5.5 Drogue	
5.5.1 Vends-tu de la drogue ?	Oui () Non () (passer à la question 5.6)
5.5.2 Pour de l'argent ou en échange d'autre chose ?	Pour de l'argent () Pour autre chose (*) *Spécifier :
5.5.3 À qui la vends-tu ?	À des membres de mon groupe () À des personnes externes à mon groupe ()
5.5 Dépenses	
5.5.1 Que fais-tu avec l'argent que tu gagnes ? Peux-tu me dire trois choses que tu fais avec ton argent et les classer par ordre d'importance ?	1. 2. 3.
6. SÉXUALITÉ	
6.1 Maladies sexuellement transmissibles	
6.1.1 As-tu déjà eu une maladie sexuelle dans la rue ?	Oui () Non () (passer à la question 6.2)
6.1.2 As-tu demandé de l'aide ?	Oui () Non () (passer à la question 6.2)
6.1.3 À qui ? Où ?	
6.2 Grossesses	
6.2.1 Es-tu déjà tombée enceinte ?	Oui () Non () (passer à la question 7.1)
6.2.2 As-tu demandé de l'aide ?	Oui () Non ()
6.2.3 As-tu avorté ?	Oui () Non () (passer à la question 7.1)
6.2.4 Pour ce faire, as-tu demandé de l'aide ?	Oui () Non () (passer à la question 7.1)
6.2.5 À qui ? Où ?	
7. RESEAUX DE RELATIONS	
7.1 Le groupe	
7.1.1 Qu'est-ce qui te plaît de ton groupe ?	
7.1.2 Qu'est-ce qui te plaît du quartier dans lequel tu vis ?	

7.1.3 Tu as un(e) petit (e) amie (e) ?	Oui () Non () (passer à la question 7.2)
7.1.4 Depuis quand ?	
7.1.5 Ton/ta ami(e) appartient à ton groupe ?	Oui () (passer à la question 7.2) Non ()
7.1.6 Si non, de quelle zone il/elle est ?	
7.2 Autres groupes	
7.2.1 Fréquentes-tu des jeunes d'autres groupes ?	Oui () Non () (passer à la question 7.2.4)
7.2.2 De quels groupes ?	
7.2.3 Quelles activités réalisez-vous ensemble ?	
7.2.4 Ton groupe a-t-il déjà eu des conflits avec d'autres groupes ?	Oui () Non ()
7.2.5 Pour quels motifs ?	
7.2.6 As-tu déjà vécu dans un autre groupe ?	Oui () (voir tableau) Non () (passer à la question 7.3)
7.2.7 Dans lequel ?	Voir tableau
7.2.8 Pourquoi l'as-tu quitté ?	Voir tableau
Nom du groupe 1 : Motif du départ : Nom du groupe 2 : Motif du départ :	
7.3 Police	
7.3.1 En général, ta relation avec la police est bonne ou mauvaise ?	Bonne () Mauvaise ()
7.3.2 Pourquoi est-elle bonne/mauvaise ?	
7.3.3 As-tu déjà été arrêté par la police ?	Oui () Non () (passer à la question 7.4)
7.3.4 Combien de fois ?	
7.3.5 Pour quels motifs ?	
7.3.6 As-tu déjà été en prison ou en maison de redressement ?	Oui () Non ()
7.3.7 As-tu demandé de l'aide ?	Oui () À qui, où ? Non ()
7.4 Commerçants informels	
7.4.1 En général, ta relation avec les commerçants est bonne ou mauvaise ?	Bonne () Mauvaise ()
7.4.2 Pourquoi est-elle bonne/mauvaise ?	

7.4.3 Quel type de relation entretiens-tu avec les commerçants ?

Ils m'offrent de la nourriture
 Je les aide en échange d'argent
 Je les aide en échange d'autre chose (*), Autre , spécifier :

* Spécifier :

7.5 Institutions d'assistance

7.5.1 Donne moi le nom des institutions d'assistance que tu connais.

7.5.2 Quelles sont les institutions qui te rendent visite et celles que tu rends visite?
 Celles qui me rendent visite :

Celles que je visite :

7.5.3 Pourquoi leur rends-tu visite ?

7.5.4 Avec quelle fréquence ?

7.5.5 Que penses-tu des institutions en général ?

7.5.6 As-tu déjà vécu dans une institution ?

Oui (voir tableau) Non (Fin du questionnaire)

7.5.7 Dans laquelle ?

Voir tableau

7.5.8 Pendant combien de temps ?

Voir tableau

7.5.9 Qu'est-ce qui te plaisait de cette institution ?

Voir tableau

7.5.10 Qu'est-ce qui te déplaisait de cette institution ?

Voir tableau

7.5.11 Pourquoi l'as-tu quitté ?

Voir tableau

Nom de l'institution 1:

Temps (approximatif) vécu dans celle-ci :

Ce qui te plaisait de l'institution (+) :

Ce qui te déplaisait de l'institution (-) :

Motif de départ :

(et ainsi de suite pour les autres institutions)

1.2 Grille d'entretien : entretiens semi-directifs

La famille

- Description du cadre familial : ville d'origine, métier des parents, activités des frères et sœurs, place dans la fratrie et responsabilités assignées.
- Type de relation avec les différents membres de la famille (parents, oncles, tantes, grands parents, frères et sœurs). Conflits avec les adultes responsables de l'enfant ? Perception des conflits et stratégies pour y faire face.
- Premières fugues et prise de décisions : quels sont les éléments qui incitent l'enfant à partir de chez lui ? Et ceux qui le poussent à rester dans la rue ?
- Interprétation du destin de l'enfant : se perçoit-il comme victime ou responsable des causes qui l'ont poussé à quitter son foyer ?

La rue

- Premières perceptions de la rue et rapport à cet espace dans la ville natale de l'enfant ou dans son quartier d'origine. Activités économiques réalisées et interactions avec le voisinage et les adultes.
- Prise de contact avec des enfants de la rue dans son lieu d'origine. Comment les reconnaît-il ? Comment les perçoit-il ?
- Consommation de drogues.
- Déménagement de la périphérie vers le centre ou d'autres États vers la capitale : qu'est-ce qui le pousse à venir à la capitale/au centre ? Quelles sont ses attentes vis-à-vis de celle-ci/celui-ci ? Arrive t'il seul ou accompagné ?
- Prise de contact avec d'autres enfants de la rue et intégration dans un groupe.

Le groupe

- Relations avec les différents membres du groupe (les plus âgés, les filles/garçons).
- Statut au sein du groupe, perception de son groupe et d'autres groupes.

Les personnes externes au groupe

- Type de relation (d'amitié, d'échange, utilitaire, ...) avec les personnes qui vivent ou fréquentent le quartier régulièrement : commerçants, petits trafiquants de drogue, voisins, policiers, passants, etc.
- Interactions avec des personnes d'autres quartiers : bandes de jeunes, personnes qui leur vendent de la drogue, etc.
- Confrontation à différents dangers, intimidations ou menaces. Quels sont les moyens mobilisés pour faire face aux dangers de la rue ? Quelles sont les stratégies développées pour les éviter (si elles existent) ? Subit-il ces événements ou agit-il sur ces derniers ?

L'espace

- Relation du groupe à l'espace : appropriation des espaces publics de la ville et territorialisation.
- Relation de l'enfant à l'espace : mobilité dans le quartier et en dehors de celui-ci (facilités ou difficultés ressenties dans ses déplacements), connaissance de la ville et des moyens de transports, compétences et apprentissages en relation à l'espace.

Les activités économiques

- Activités choisies: pourquoi telle activité plutôt qu'une autre ? La réalise t'il seul ou en groupe ? Quelles compétences mobilise t'il ? Quels apprentissages développe t'il en relation avec tel ou tel type d'activité?
- Type d'activités développées : informelles (laveurs de pare-brises, vente ambulante, aide aux commerçants), illicites (vol, prostitution, vente de drogue) et tolérées (mendicité).
- Lieux où elles sont développées, facilité d'accès, montant des revenus, heures mobilisées, etc.

Les institutions

- Type d'interactions avec les éducateurs de rue.
- Fréquentation des institutions et premières tentatives de sortie de la rue.
- Refus de l'institution et fugue.
- Allers et retours rue-institution/institution-rue.

L'avenir

- Perception du futur proche et perspectives de vie.
- Reproduction d'un discours fondé sur la norme (« trouver un travail », « cesser de se droguer », « s'intégrer dans un foyer », etc.) ?

1.3 Grille d'entretien : entretiens directifs, étude des réseaux sociaux à travers la photographie (traduit de l'espagnol).

Données générales sur l'interrogé :

- Prénom, âge, temps dans la zone, temps dans la rue, État d'origine, alphabétisation.

Questions sur les personnes :

(Indiquer celui qui a pris le cliché)

1. Dans quel endroit a été prise cette photo ?
2. Depuis quand connais-tu cette personne ?
3. Sais-tu comment elle s'appelle ?
4. Comment et où l'as-tu rencontrée ?
5. Dans quel endroit as-tu l'habitude de la rencontrer ?
6. À quel moment de la journée as-tu l'habitude de la rencontrer ? (la rencontre t'il régulièrement, par hasard, ...)
7. Connais-tu son métier ou son occupation ?
8. Selon toi, cette personne connaît-elle d'autres personnes qui sont sur les photos et (dans le cas affirmatif) pourquoi les connaît-elles ? [Indiquer les numéros des photographies des personnes qu'il pense qu'elle connaît]
9. Selon toi, les autres membres de ton groupe connaissent-ils cette personne et (dans le cas affirmatif) pourquoi les connaissent-ils ? [Indiquer les numéros des photographies des personnes qu'il pense qu'ils connaissent]
10. Pourrais-tu me parler un peu plus de ta relation avec cette personne ? (t'entends-tu bien avec elle ? que faites vous ensemble ? ...)

Question finale :

- A. Si toutes les personnes que tu as photographiées devaient disparaître de ta vie et tu ne pouvais conserver que deux ou trois relations, lesquelles conserverais-tu et pourquoi ?

Questions sur les lieux :

(Indiquer celui qui a pris le cliché)

1. Que représente cette photographie ?
2. Dans quel endroit a été prise cette photo ?
3. Fréquentes-tu régulièrement cet endroit ou pas ?
4. Lorsque tu y vas, qu'y fais-tu ?
5. Pourquoi l'as-tu photographié ?

Question finale :

- B. Si tous ces endroits photographiés devaient disparaître de ta vie et tu ne pouvais en conserver que deux ou trois, lesquels conserverais-tu et pourquoi.

1.4 Tableau récapitulatif des jeunes ayant dessiné des cartes mentales

Prénom	Zone	Âge	Temps vécu en dehors du foyer familial	Temps vécu dans le groupe	Dernière année de scolarité	Annotations faites par le jeune?	
Alejandra	Santa Anita	22	7 ans	10 mois	3ème	oui	<ul style="list-style-type: none"> ▪ "Lavanderia" ▪ "Metro Santa Anita" ▪ "Congreso de la Unión" ▪ "Mi casa"
Carlos	Niños Héroes	20	1 an	1 mois	CM1	oui	<ul style="list-style-type: none"> ▪ "Mercado Juárez" ▪ "Cuahtémoc" ▪ "Mercado de Hidalgo" ▪ "Doctor Velasco" ▪ "Tribunales" ▪ "Metro Niños Héroes"
Carlos "Chino"	Niños Héroes	18	10 ans	7 ans	CP	non	<ul style="list-style-type: none"> ▪ "VIP'S Cuauhtémoc" ▪ "Tepito" ▪ "Villa Margarita"
Elena	Santa Anita	16	6 ans	1 an	5ème	oui	<ul style="list-style-type: none"> ▪ "Santa Anita" ▪ "Mercado Jamaica" ▪ "Sur 8" ▪ "Tesoncle"
Esteban	Santa Anita	18	8 ans	1 an et demi	CE2	oui	<ul style="list-style-type: none"> ▪ "Santa Anita" ▪ "Mercado Santa Anita" ▪ "Después"
Francisco	Niños Héroes	17	3 ans	2 ans et demi	CE1	non	<ul style="list-style-type: none"> ▪ "Tlapalería, metro Guerrero" ▪ "Cinemex" ▪ "Tacos Mercado" ▪ "Visión Mundial"
Gloria C.	Santa Anita	16	9 ans	5 mois	CE2	non	<ul style="list-style-type: none"> ▪ "Santa Anita" ▪ "Tlapalería"
Gloria G.	Santa Anita	22	9 ans	1 an	3ème	oui	<ul style="list-style-type: none"> ▪ "Santa Anita" ▪ "Jamaica comidas" ▪ "Mercado"
Jesús	Niños Héroes	13	5 ans	2 ans	CE2	non	<ul style="list-style-type: none"> ▪ "Metro Balderas" ▪ "Tribunales" ▪ "Doctores" ▪ "Insurgentes"

Prénom	Zone	Âge	Temps vécu en dehors du foyer familial	Temps vécu dans le groupe	Dernière année de scolarité	Annotations faites par le jeune?	
Juan	Santa Anita	14	6 ans	1 an	CE1	oui	<ul style="list-style-type: none"> ▪ "Santa Anita"
Julio	Santa Anita	19	8 ans	1 an et demi	CE2	non	<ul style="list-style-type: none"> ▪ "Metro" ▪ "Casa Hogar Xola" ▪ "Tlapaleria"
Leonardo	Santa Anita	18	10 ans	2 ans	4ème	oui	<ul style="list-style-type: none"> ▪ "Mi casa" ▪ "A mi cuarto" ▪ "Al metro" ▪ "Al grupo AA"
Liliana	Santa Anita	19	9 ans	2 mois	CM2	oui	<ul style="list-style-type: none"> ▪ "Avenida" ▪ "Lugar donde vivo" ▪ "Tlapaleria" ▪ "Avenida" ▪ "Mercado Jamaica" ▪ "Tlapaleria" ▪ "Alcohólicos anónimos" ▪ "Deportivo" ▪ "Basurero" ▪ "Zarco"
Martín	Santa Anita	16	6 ans	1 an	CM2	oui	<ul style="list-style-type: none"> ▪ "Tyson" ▪ "Agua"
Mayra	Niños Héroes	22	9 ans	4 ans	CM2	oui	<ul style="list-style-type: none"> ▪ "Mexico metro" ▪ "El rancho" ▪ "Mi casa"
Miguel	Santa Anita	21	13 ans	1 an	3ème	oui	<ul style="list-style-type: none"> ▪ "Xola, Casa hogar" ▪ "Etiopia, cotorreo" ▪ "Jamaica, Mercado"
Sergio	Niños Héroes	20	11 ans	8 ans	CM2	oui	<ul style="list-style-type: none"> ▪ "Niño" ▪ "Melmecco"
Ulises	Niños Héroes	14	3 ans	2 ans et demi	CM1	non	<ul style="list-style-type: none"> ▪ "Metro Niños Héroes" ▪ "Rodeo" ▪ "Tribunales charolear" ▪ "Me voy a dormir al metro"

2 HISTOIRES DE VIE DES JEUNES INTERROGES PAR ENTRETIEN

Alejandro, 24 ans. Niños Héroes.

Alejandro vivait avec ses parents et ses frères à Acapulco. À l'âge de neuf ans et après avoir souffert de mauvais traitements de la part de sa mère et de ses frères, il part avec ses amis à Puerto Vallarta, ville située à environ 700 kilomètres d'Acapulco. Il vit un temps dans la rue en recevant l'aide de nombreuses personnes qui lui offrent de l'argent et de la nourriture. Après un an, il se rend à Mexico. Il arrive au terminal d'autobus de Tasqueña où il rencontre d'autres enfants et jeunes de la rue. Il est arrêté par des agents de police pour consommation de drogues, puis emmené en maison de redressement. À sa sortie, il est placé dans l'institution Hogares Providencia où il séjourne pendant un an. Il fait alors une fugue et vit successivement dans différentes zones avant de se retrouver à Niños Héroes. N'ayant vécu que très peu de temps en institution, il n'a pratiquement pas fréquenté l'école et sait à peine lire et écrire. Il est souvent drogué et a un caractère violent. Il change rarement de vêtements et, à cause de son âge, n'a pas accès aux institutions pour faire sa toilette. Il s'identifie beaucoup avec le groupe d'enfants de la rue : il répète constamment qu'il est un « enfant » de la rue. Il vole et joue de l'harmonica dans le métro. Il dépense son argent pour acheter de la drogue et de la nourriture pour ses enfants ainsi que pour sa petite amie, Mayra.

Antonio, 26 ans. Institution Renacimiento.

Antonio perd sa mère à l'âge de cinq ans. Il reste seul avec son père et part de chez lui « par curiosité ». Il se perd et se retrouve par hasard à la gare routière de sa ville natale. Il y vit pendant un mois, seul. Pendant la journée, il mendie quelques menues monnaies aux passants et la nuit, il dort à l'intérieur des autobus sans que personne ne s'en aperçoive. Une nuit, alors qu'il dort, l'autobus démarre. Il se retrouve à Mexico, au terminal d'autobus du Nord. Le même jour, il prend un bus au hasard et descend à la place Garibaldi : l'ambiance lui plaît, il y a des mariachis qui jouent et une foule nombreuse. Les premiers jours, il chante sur la place pour obtenir quelque monnaie des touristes et des passants. Il est rapidement repéré par des travailleurs sociaux qui l'emmènent dans une institution. Peu de temps après, il fugue et repart à Garibaldi. Il est ramené dans l'institution, mais fugue à nouveau. Il aime trop la liberté. Il rencontre alors d'autres enfants et développe peu à peu toute une série d'activités pour subvenir à ses besoins : il mendie, nettoie les pare-brises des voitures, apprend à cracher du feu, vend des ballons et fait le clown dans les microbus. Il dort avec ses pairs à des endroits différents de la place Garibaldi, sur du papier journal. Vers l'âge de douze ou treize ans, il commence à voler. Il ne dérobe pas seulement des affaires aux passants, mais s'attaque aux boutiques du centre pendant la nuit. Il commet également quelques vols à main armée. Avec l'argent ainsi obtenu, il s'achète de la nourriture et des vêtements, et s'offre de temps à autre l'hôtel pour ne pas souffrir du froid. Rapidement, il est inculpé de vol et se retrouve dans une maison de redressement où il séjourne pendant quelques mois. Il est alors transféré dans

l'institution *Renacimiento*. Cette institution plaît particulièrement à Antonio parce que, contrairement aux autres, il peut sortir quand il le souhaite. Comme il se bat continuellement avec les autres enfants, il est expulsé et repart à Garibaldi. On lui permet de revenir dans l'institution, mais il n'y demeure jamais longtemps. Il préfère de loin la vie à Garibaldi. Avec son groupe de pairs, il commence à fumer de la marijuana, puis à inhaler du solvant. Il est arrêté par la police pour consommation de drogues, remis en maison de redressement et replacé dans l'institution *Renacimiento*. Il retourne rapidement à Garibaldi. Quelques années plus tard, des amis lui apprennent à conduire un camion. À 17 ans, il est renversé par un camion et perd sa jambe. Après l'opération et plusieurs mois d'hospitalisation, il va dans l'institution *Renacimiento* dans laquelle il finit par rester indéfiniment.

Carlos "Chino", 18 ans. Niños Héroes

Carlos provient de l'État de Veracruz où il vivait avec ses parents et ses frères et sœurs. Après la séparation de ses parents, lui et ses frères et sœurs commencent à travailler en vendant des cigarettes, des cacahuètes et des chewing-gums afin d'aider financièrement leur mère. Le matin, Carlos va à l'école et l'après-midi, il sort dans la rue pour travailler. Sa première fugue, il la fait à huit ans, à la suite d'une dispute avec sa mère au cours de laquelle elle le frappe. Il a peur de retourner chez lui et reste quelques jours dans la rue. Il y rencontre des jeunes plus grands que lui, avec lesquels il passe ses journées. Les gens sont aimables avec lui et lui donnent de l'argent et de la nourriture. Il apprend à lustrer les chaussures et gagne rapidement de l'argent qu'il dépense dans les jeux. Il réalise qu'il peut facilement vivre sans le soutien de sa mère et après quelques aller-retour entre la rue et le foyer familial, il décide de rester dans la rue. Après huit mois dans les rues de sa ville natale, il prend un train en cachette et arrive à la capitale. Il reste alors à la gare où il s'insère dans un groupe d'enfants et de jeunes de la rue qui habitent là. Leur principale activité étant le vol, il s'y initie d'emblée. À la suite de la fermeture de la gare, le groupe change de lieu de vie et se dissout progressivement. Carlos se rend alors dans l'institution *Visión Mundial* où il rencontre des jeunes du groupe de Niños Héroes. Il repart dans la rue et s'insère dans ce groupe. Pour gagner de l'argent, il chante dans le métro et fait le fakir.

César, 32 ans. Niños Héroes.

César commence à fuguer à l'âge de sept ans. Après quelques tentatives visant à rester dans la rue pendant plus de quelques jours, il prend un bus et arrive à la gare routière de Tasqueña. Les premiers jours, il est seul et éprouve une grande peur. Il ne sort pas de la gare. Il récupère les restes de nourriture que les clients des établissements des fast-foods laissent dans leur assiette et fait sa toilette dans les W.C. publics. Il rencontre alors d'autres enfants et jeunes de la rue qui lui apprennent à voler. Il vole en groupe, mais aussi seul, car cela lui rapporte plus d'argent. Il se retrouve rapidement en maison de redressement. À sa sortie, il repart à Tasqueña où il commence à voler les chauffeurs de taxi et dans des maisons particulières. Il gagne suffisamment d'argent pour dormir

régulièrement à l'hôtel en compagnie de ses amis. Il reste dans ce groupe pendant dix-sept ans sans jamais fréquenter d'institutions d'assistance. Au cours d'un vol, il est arrêté par la police et fait deux ans de prison. Lorsqu'il est remis en liberté, il retourne à Tasqueña où un membre de la bande l'invite à aller dans le groupe de Niños Héroes. Pendant un temps, César fait de nombreux aller-retour entre son groupe et celui de Niños Héroes. Ayant acquis une très bonne expérience de la rue et étant reconnu pour ses nombreuses prouesses lors des bagarres, les jeunes de Niños Héroes insistent pour qu'il reste avec eux : il est en mesure de les défendre face à des agresseurs potentiels. César cherche alors à arrêter de voler et trouve un travail comme aide-ferblantier. Il travaille successivement dans différents ateliers d'artisans. Après quelques années, il arrête de travailler. Il mendie un peu et, avec les jeunes du groupe, vole les commerçants pour s'amuser. Il réussit à établir une relation très intime avec les jeunes. Comme il a un casier judiciaire important et ne veut pas risquer de se retrouver en prison, il envoie les plus jeunes acheter sa drogue. Il ne vole plus, mais gagne suffisamment d'argent en nettoyant et en gardant des voitures.

David, 15 ans. Niños Héroes.

David est né à Mexico. Sa mère décède lorsqu'il est en bas âge et son père se remarie. Les trois filles de sa belle-mère qui sont plus âgées que lui le frappent souvent et exercent une grande tyrannie sur lui. À sept ans, et profitant que personne n'est à la maison, il fugue. Il prend un bus et descend au dernier arrêt, à la gare routière de Tasqueña, près de l'arrêt de métro qui porte le même nom. Un mois durant, il reste seul dans le métro. Pendant ce temps, il mendie. Avec l'argent qu'il gagne, il s'achète de la nourriture et des jouets. Il rencontre alors d'autres enfants et jeunes de la rue qui lui proposent de rester avec eux. Ils sont plus âgés que David et s'occupent de lui : ils lui offrent une partie de la marchandise qu'ils volent – friandises, chips, nourriture, sodas. Il commence à voler avec eux, jusqu'à qu'ils soient arrêtés par la police puis placés dans une institution d'assistance. David n'aime pas être là : les éducateurs sont trop stricts et il se fait constamment punir. Après trois mois, il fugue, rencontre Francisco et reste avec lui et d'autres jeunes. Il découvre les solvants ; il mendie et vole. Avec son nouveau groupe, il réalise beaucoup d'activités à caractère ludique. Il passe son temps à se divertir et vole principalement des jouets et des friandises. Il fréquente aussi l'institution Pro Niños de la Calle, mais seulement lorsque celle-ci propose des sorties ou des jeux. Avec les membres de son groupe, il rencontre les jeunes de Niños Héroes dans le terrain vague qu'ils nomment « Titanic » et décide d'y rester. Il poursuit ses activités ludiques avec les membres de son nouveau groupe. Depuis quelque temps, il réunit quotidiennement de l'argent pour pouvoir dormir à l'hôtel avec César.

Esteban, 18 ans. Santa Anita.

Esteban vivait avec sa mère et son beau-père dans un petit village de l'État de Veracruz. Il subit régulièrement des mauvais traitements de la part de son beau-père qu'il est obligé d'accompagner quotidiennement à son travail. Il fugue à l'âge de dix ans. Il

arrive à la gare routière de son village et commence à vendre des chewing-gums et des cigarettes. Il y fait rapidement la connaissance d'autres jeunes qui vivent dans la rue. Ils lui apprennent à laver les voitures et à trouver de quoi manger, puis lui proposent d'aller avec eux à la ville de Veracruz. Là-bas, il est recueilli avec les autres jeunes par le DIF et reste quelques mois dans ses locaux. Attiré par la capitale, il fugue avec ses amis et se retrouve à Mexico. Dans le centre-ville, des policiers leur parlent de Casa Alianza et les y accompagnent. Esteban reste un mois dans cette institution et lorsqu'il entend parler du Père Chinchachoma, il fugue à nouveau et se rend à Hogares Providencia. Il y passe plusieurs années et quelques jours après la mort du Père, il quitte l'institution. Il se retrouve à nouveau dans la rue et fait la rencontre de Gloria qui vit avec ses parents. Gloria s'occupe de lui en lui offrant de la nourriture et des couvertures et en lui lavant ses vêtements. Elle s'enfuit avec Esteban lorsqu'il commence à vivre dans le terrain vague de Santa Anita. À dix-sept ans, Esteban va chercher son acte de naissance chez ses parents afin de pouvoir obtenir un travail formel.

Fernando, 17 ans. Institution Renacimiento

Fernando vivait avec ses parents et ses frères dans l'État de Guerrero. Ses parents se séparent quand il a six ans. Fernando doit alors aider sa mère qui n'a plus le temps de s'occuper des tâches ménagères. Le matin il va à l'école, et l'après-midi il rentre à la maison pour faire le ménage et préparer à manger. Quelques années plus tard, sa mère se remarie. Fernando est toujours responsable du ménage et lorsqu'il ne le fait pas, il est puni. Il fait sa première fugue à douze ans, mais ne sachant pas où aller, il retourne rapidement chez lui. Pendant un temps, il vole de l'argent à sa mère pour se réunir avec ses amis homosexuels. Lorsque sa mère apprend son homosexualité, elle l'insulte et le roue de coups. Fernando décide alors de partir à Mexico, chez son père. Au bout de deux semaines, il commence à avoir des problèmes avec lui à cause de son homosexualité et décide de partir. Il visite des amis à l'est de la ville et il reste avec eux dans un appartement qu'ils louent. Il traîne beaucoup dans la rue et est identifié par des éducateurs de rue qui lui proposent de se rendre avec eux à Casa Alianza. Il ne s'y plaît pas et sort dans la rue. Il reste seul dans la rue, il n'aime pas se joindre aux autres enfants qui y vivent car ils « volent » et « se battent ». Il a déjà eu des problèmes avec les plus grands qui l'ont frappé et lui ont volé ses affaires. Comme il n'aime pas être sale, il fréquente des institutions pour pouvoir faire sa toilette, mais il n'y reste jamais longtemps. Il vend des friandises dans la rue. Parfois, ses gains lui permettent de se payer une chambre d'hôtel. Attiré par la mer, il décide de se rendre à Acapulco. Il visite une institution d'assistance pour prendre une douche et y rencontre un garçon dont il tombe amoureux. Il reste avec lui pendant cinq mois. Il retourne alors à Mexico, mais ne veut plus rester dans la rue. Il se retrouve à Renacimiento, puis fréquente d'autres institutions. Finalement, il décide de prendre des cours de cuisine et retourne à Renacimiento.

Francisco, 17 ans. Niños Héroes.

Francisco fait partie d'une famille nombreuse. Il a quatorze frères et sœurs biologiques dont certains habitent avec leurs parents ou d'autres membres de la famille, tandis que d'autres se trouvent dans des institutions d'assistance et d'autres encore vivent dans la rue. Il n'aime pas se rendre à l'école et préfère traîner dans la rue. Comme ses parents ne s'occupent pas beaucoup de lui, dès le CE1 il cesse de fréquenter l'école. À quatorze ans, sa mère le place à Visión Mundial où il rencontre quatre de ses frères et sœurs. Il reste dans l'institution pendant six mois, puis s'évade avec un de ses frères qui lui présente les membres du groupe de Barranca del Muerto. Dans ce groupe, ils sont souvent attaqués par des inconnus et Francisco part avec son frère dans le groupe de Niños Héroes. Il se plaît dans ce groupe, mais après quelques semaines, il participe à un vol collectif et se retrouve pendant un mois dans une maison de redressement avant d'être placé à Casa Alianza. Il s'évade et rejoint le groupe de Niños Héroes. Il fréquente de temps en temps ses parents et ce, spécialement, à Noël et pendant les fêtes. Il ne veut pas rentrer chez lui ni rester dans une institution. Il fréquente Visión Mundial une fois par semaine pour pouvoir faire sa toilette.

Genaro, 24 ans. Institution Renacimiento.

Genaro vivait dans un village de l'État de Veracruz. Dès son plus jeune âge, il aime rester avec ses amis dans la rue. Il rentre tard à la maison et son père finit par lui interdire de sortir. Il se dispute beaucoup avec son père et les problèmes chez lui s'accroissent. À l'âge de dix ans, il ne supporte plus d'être à la maison et s'enfuit. Il arrive à la gare routière où il rencontre d'autres enfants de la rue. Il rencontre aussi des chauffeurs d'autobus et commence à travailler pour eux. La vie dans la rue lui plaît de même que l'ambiance qui règne dans la gare routière. Il apprend à chanter dans les bus et à gagner de l'argent. Il vend des chewing-gums, des cacahuètes et des sucettes, et rencontre un grand nombre de personnes qui le traitent aimablement. Avec ses pairs, il a des problèmes dans la gare où les agents de police leur réclament de l'argent pour pouvoir dormir là. Ils rejoignent un marché où ils sont plus tranquilles pour dormir la nuit. Après trois ans de vie dans la rue, son père le cherche et lui dit qu'ils vont déménager parce que son petit frère a besoin de soins intensifs dans un hôpital. Après une longue réflexion, Genaro décide de partir avec eux. Pendant deux ans et demi, il reste avec ses parents et travaille dans la rue en lustrant des chaussures. Lorsque son frère décède, ils retournent dans leur village et Genaro rejoint ses amis qui vivent toujours dans la rue. Ils l'invitent à aller à Cancún pour gagner de l'argent et part avec eux pendant deux semaines. Il gagne beaucoup d'argent en vendant divers produits aux touristes, et on lui dit qu'à Mexico, il y a encore plus d'argent. Il s'y rend avec quelques amis qui s'adonnent au vol à main armée, et il apprend à voler. Il a seize ans et possède de grosses sommes d'argent. Il dort à l'hôtel et s'achète des vêtements neufs. Après six mois, il rencontre une personne qui lui propose de se rendre dans une institution pour reprendre ses études. L'idée le séduit et il se retrouve à Renacimiento. Il reprend l'école et, parallèlement, apprend le métier de boulanger. Il rencontre une jeune femme avec laquelle il décide de se marier. Comme il

n'a pas assez d'argent pour les préparatifs du mariage, il se remet à voler. Il se donne trois mois pour réunir l'argent. Entre-temps il retourne à Veracruz pour rendre visite à ses parents, mais il rencontre un problème dans la gare routière et, portant toujours sur lui un pistolet, tire sur une personne. Il est emprisonné, mais le directeur de Renacimiento paie une partie de sa caution et il est remis en liberté. Il se marie et loue pendant six mois un appartement avec sa femme dans l'État de Mexico. Il continue à voler, est arrêté puis remis en prison. Il y reste un an et demi. Sa femme le quitte. À sa sortie de prison, il retourne à Renacimiento, trouve un travail dans un restaurant comme serveur puis décide de louer une chambre.

Gloria, 22 ans. Santa Anita.

Gloria est née à Mexico. Ses parents, tous deux commerçants ambulants, ont migré de l'État du Chiapas peu avant sa naissance. Au terme des départs successifs du foyer familial de ses grands frères et sœurs, elle en arrive à assumer seule la charge de ses petits frères. Ses parents exigent non seulement de sa part de s'en occuper, mais aussi de faire le ménage et de travailler en vendant de la nourriture dans la rue. Son père la bat. Gloria fait la connaissance d'une prostituée ; à la suite d'une grosse dispute avec ses parents, elle fugue pendant trois mois et reste avec elle, dans son appartement. Elle a treize ans. Elle retourne dans sa famille mais refait rapidement une fugue. Elle mendie dans le métro la journée et dort seule dans la rue jusqu'à qu'elle rencontre des jeunes du groupe de La Raza. Elle partage pendant quelques mois son quotidien avec eux, puis part vivre chez sa sœur où elle tombe amoureuse d'un jeune homme et tombe enceinte. Elle va vivre avec lui mais rencontre rapidement des problèmes et décide de retourner chez ses parents. Elle ne reçoit aucun soutien de leur part et reprend son travail de vendeuse ambulante. Après son accouchement, elle reprend son travail de manière encore plus ardue, afin de subvenir aux besoins de son bébé. Un an plus tard, elle repart dans la rue avec sa petite fille et une amie l'introduit dans le groupe d'Indios Verdes. Elle éprouve beaucoup de difficultés à vivre dans la rue avec sa petite fille, mais rencontre une personne qui l'amène dans une institution qui accueille les mères célibataires avec leurs enfants. Elle y reste pendant trois ans et demi et retourne vivre dans la rue après avoir laissé sa petite fille chez ses parents. Elle repart chez ses parents, et c'est à cette époque qu'elle rencontre Esteban. Dans le terrain vague de Santa Anita, elle partage une tente avec lui et tombe à nouveau enceinte. Ensemble, ils cherchent à économiser avant la naissance de leur enfant pour pouvoir louer une chambre.

Jacqueline, 21 ans. Niños Héros.

Jacqueline est fille unique. Elle vit seule avec sa mère jusqu'à l'âge de dix ans. L'homme avec lequel sa mère se remarie a un comportement très violent et Jacqueline doit régulièrement supporter des coups. Une voisine s'aperçoit des mauvais traitements qu'elle subit et appelle la police. Jacqueline est amenée devant le Ministère Public et est placée chez son oncle et sa tante. Elle ne s'entend pas très bien avec eux, et à l'âge de quatorze ans, décide de partir dans une institution religieuse. Elle ne s'y plait guère et

cherche une autre institution qui puisse l'accueillir. Elle se retrouve à Casa Alianza. Elle se fait de nouvelles amies et s'enfuit avec elles dans la rue. Dans le groupe Zarco, elle commence à mendier et à se droguer. Après quelques mois, elle retourne chez sa tante et son oncle. À dix-huit ans, elle se fait opérer du dos et commence à travailler en faisant le ménage chez une femme qui la paie entre 30 et 60 pesos par jour. Elle doit remettre la totalité de ses gains à sa tante et s'occuper des tâches ménagères. Son dos lui fait extrêmement mal et elle retourne à Zarco. On lui parle d'une institution, elle décide d'aller voir. Elle n'y est pas acceptée car elle a atteint sa majorité. Elle rencontre des membres du groupe de Niños Héroes et part avec eux. Elle apprécie sa nouvelle compagnie et reste dans le groupe. Elle participe à un vol collectif et fait de la prison pendant un mois et demi. À sa sortie, elle rejoint le groupe de Niños Héroes. Elle y vit depuis quatre ans. Son handicap physique étant très aigu, elle ne peut pas réaliser les mêmes activités que ses pairs, mais reçoit leur aide. Elle a également recours aux services des institutions qui lui ouvrent leurs portes malgré son âge. Lorsqu'elle peut se le permettre, elle loue une chambre d'hôtel.

Jesús, 13 ans. Niños Héroes.

Jesús vivait avec sa mère et ses six frères et sœurs dans l'État de Mexico. Les problèmes économiques sont nombreux dans sa famille et il fugue avec l'une de ses sœurs à l'âge de huit ans. Il s'insère dans le groupe d'Hidalgo où il reste pendant deux ans. Il se fait agresser à plusieurs reprises : on lui plante un couteau dans le ventre alors qu'il cherche à défendre sa sœur, on lui casse un bras lors d'une bagarre, et il est abusé sexuellement. Le quartier lui paraît trop dangereux et il part à la recherche d'un autre endroit plus tranquille. Il connaît des jeunes qui vivent entre le parc Alameda et la place Zarco. Il reste avec eux pendant quelques mois. Il participe alors à une sortie avec l'institution Renacimiento au cours de laquelle il rencontre des enfants du groupe de Niños Héroes. Il décide alors de rester avec eux. Il s'attache très rapidement à son nouveau quartier qui lui paraît moins dangereux que ceux qu'il a connus auparavant. Il se consacre à la mendicité et parvient à obtenir beaucoup d'argent des passants, qui s'apitoient facilement sur son état physique - il est brûlé au visage. Il partage parfois une chambre d'hôtel avec Jacqueline.

Juan Carlos, 16 ans. Institution Renacimiento.

Les parents de Juan Carlos meurent alors qu'il a à peine quatre mois. Il est adopté par des amis de la famille. Il ne s'entend pas bien avec eux, ni avec sa demi-sœur, et sort souvent dans la rue pour s'amuser. Il délaisse de plus en plus l'école et se fait des amis dans la rue. Un jour, alors qu'il revient tard à la maison, il se dispute avec son père adoptif qui lui dit de partir et de ne plus revenir. Juan Carlos a huit ans et il ne sait pas où aller. L'une de ses sœurs biologiques vit non loin de là et il décide de la rejoindre. Il reste quelques jours avec elle, puis avec un frère qui habite à Mexico. Pendant trois mois, il l'aide dans son travail, jusqu'au jour où il rencontre une personne qui lui propose d'aller dans une institution. Cela lui semble une bonne idée, mais l'institution ne lui plaît pas et il

n'y reste que quelques semaines. Il s'enfuit et se retrouve seul dans la rue pendant un mois. Il n'aime pas la rue et n'y connaît personne. Il rencontre un autre enfant qui vit lui aussi seul dans la rue, et ensemble, ils partent dans une institution. Cette dernière ne lui plaît pas parce qu'il n'a pas le droit de sortir ni de rentrer comme il veut. Il demande alors à changer d'institution et il est placé à Renacimiento. Il y vit depuis sept ans.

Leonardo, 18 ans. Santa Anita.

Leonardo fait sa première fugue à huit ans, après avoir fait l'objet de mauvais traitements de la part de son beau-père. Il ne reste que quelques jours dans la rue, mais continue à s'enfuir de chez lui régulièrement. Il passe une partie importante de son temps avec des bandes de jeunes de son quartier et parfois, dort seul dans la rue. Pour empêcher Leonardo de refaire des fugues, son beau-père décide de l'emmener avec lui à son travail. Il continue à le frapper et à neuf ans, Leonardo fait sa dernière fugue. Il est accueilli par un groupe de jeunes de la rue qui sont plus âgés que lui. Comme il est petit, ils s'occupent de lui et lui permettent de dormir avec eux à l'intérieur de bureaux abandonnés. Pendant qu'ils volent, Leonardo reste seul. Après un mois, les jeunes décident de l'emmener dans une institution. Il se retrouve à Hogares Providencia où il fait la connaissance du Père Chinchachoma. Il est alors placé dans une annexe de l'institution où se retrouvent les plus petits. Avec ses nouveaux amis, il commence à consommer de la drogue à l'intérieur de l'institution, et un an plus tard s'enfuit avec eux et s'installe dans le parc Alameda. Il y reste six mois environ et commence à faire des aller-retour entre la rue et les institutions. Il reste pendant de longues périodes dans un espace ou dans l'autre. Il vole, mendie et reçoit l'aide des plus âgés. Il apprend à voler à main armée en même temps qu'il fréquente d'autres institutions. Cela dure plusieurs années. À la suite d'une grosse bagarre au cours de laquelle il est amené aux urgences, il devient de plus en plus violent et se retrouve à deux reprises dans des maisons de redressement. Il retourne à Hogares Providencia où il rencontre Elena. Il réduit sa consommation de drogue mais préfère retourner dans la rue. Il quitte l'institution et Elena le rejoint plus tard. Dans le terrain vague de Santa Anita, il partage une chambre en béton avec elle. Il s'y plaît et s'entend bien avec les membres de son groupe, mais cherche une alternative à la rue.

Mario, 20 ans. Institution Renacimiento.

Mario provient d'une famille nombreuse de six enfants. Dès son plus jeune âge, il aide son père à travailler dans les champs et à vendre du maïs. Un jour, il tombe malade et reste dans son lit. Il ne va pas vendre du maïs comme il a l'habitude de le faire. Il ne va pas non plus chercher son père à un kilomètre de la maison pour l'aider à transporter sa marchandise. Lorsque son père revient du travail, il commence à insulter Mario et à lui dire qu'il n'est qu'un fainéant et le frappe. Mario a six ans et c'est la première fois qu'on le bat. Il part en courant chez ses grands-parents, mais son père l'y rejoint aussitôt. À quatorze ans, il est fatigué de travailler et de se disputer avec son père et fugue de chez lui. Il vit pendant un mois dans la rue, mais continue à fréquenter l'école. Quand il termine le cycle secondaire, il quitte son village et arrive à la ville de Veracruz. Il est le

dernier de ses frères et sœurs à partir de chez lui. Quelques semaines durant, il survit en rendant des services aux habitants : il fait la vaisselle, nettoie les jardins, etc. En échange, on lui offre de la nourriture et on lui permet de dormir dans la cour, dans le hamac. Dans un premier temps, la rue lui plaît parce qu'il n'a pas de comptes à rendre à son père. Il ne se joint pas aux autres enfants de la rue qu'il trouve « trop sales ». Il préfère se réunir avec des enfants de familles « plus aisées ». Après un mois, il réalise que ses besoins ne se limitent pas à manger et à dormir : il veut reprendre ses études et pouvoir bien s'habiller. Il ne souhaite pas rentrer chez lui où ses parents n'ont même pas assez d'argent pour lui « acheter un déodorant ». Il se rappelle alors que l'un de ses frères est à Mexico et décide de le rejoindre. Il arrive directement dans l'institution Renacimiento, mais au lieu de reprendre ses études, il commence à travailler pour gagner de l'argent. Son frère lui apprend à lustrer les chaussures, et au bout de quelques jours, il gagne suffisamment d'argent pour pouvoir s'acheter des vêtements neufs. Il travaille pendant quelques mois dans la rue, puis le directeur de l'institution lui propose un travail dans un cinéma. Il accepte. Au bout d'un an et à l'échéance de son contrat, il commence à vendre des objets divers dans la rue. Il aime gagner de l'argent et pouvoir investir dans ce qu'il aime. Avec le temps, son goût pour l'argent s'atténue et il s'intéresse de plus en plus au travail social. Le directeur lui propose de se joindre aux travailleurs sociaux pour aller chercher des enfants dans la rue. Plus tard, il parvient à décrocher un petit contrat dans une ONG locale, sort de l'institution et loue un appartement au centre-ville avec deux de ses amis.

Mayra, 22 ans. Niños Héros.

Mayra n'a pas particulièrement de problèmes avec ses parents. Elle sort souvent avec ses amies pour aller danser. Elle traîne beaucoup dans la rue et à treize ans, attirée par la capitale, elle vole de l'argent à ses parents et prend un bus avec l'une de ses cousines. Elle arrive à Mexico et dort les premiers jours à l'hôtel. Quand elle n'a plus d'argent, elle rejoint le parc Alameda où elle rencontre des jeunes de la rue. Elle y reste pendant plusieurs mois. Elle entend parler d'une institution d'assistance, s'y rend mais sort aussitôt. Après avoir vécu trois ans dans le parc Alameda, elle rencontre Alejandro et tombe enceinte. Elle l'accompagne dans la zone de Niños Héros où elle s'installe. Elle accouche et va vivre avec la famille d'Alejandro, à Acapulco, sur la côte Pacifique. Le couple se dispute avec les parents d'Alejandro et ils retournent à Mexico, dans le groupe de Niños Héros. Ils repartent de temps en temps à Acapulco. Mayra tombe enceinte une deuxième fois, accouche et reste dans une institution où on l'accepte avec ses deux enfants. Elle part à nouveau à Acapulco avec Alejandro, mais deux mois plus tard et au terme de nombreuses disputes, elle revient sur Mexico. Mayra se lasse d'Alejandro et veut le quitter. Elle tombe enceinte une troisième fois et quitte Alejandro avant d'accoucher. Ni la rue, ni les institutions ne lui conviennent, mais comme elle n'a pas d'autres alternatives, elle décide de rester dans une institution qu'elle finit par quitter. Elle est finalement recueillie par des éducateurs de Casa Alianza en décembre 2004. Quelques mois plus tard, elle rencontre un jeune homme et tombe enceinte pour la quatrième fois. Ensemble, ils mendient dans le métro et louent une chambre d'hôtel où ils peuvent vivre avec les enfants.

Miguel Angel, 19 ans. Institution Renacimiento.

Lorsque Miguel Angel vient au monde, sa mère a quatorze ans. Elle a beaucoup de problèmes avec ses parents qui n'acceptent pas le fait qu'elle soit tombée enceinte si jeune. Finalement, ils la soutiennent et tout se passe bien jusqu'à l'âge de ses quatre ans. Sa mère se marie et il part vivre avec elle et son beau-père. Il est expulsé de la maternelle à cause des nombreuses bêtises qu'il fait. Sa mère est très en colère et commence à le frapper. À partir de ce moment, il fait l'objet de mauvais traitements de la part de sa mère et de son beau-père. Il est constamment puni et doit s'occuper des travaux ménagers. Les mauvais traitements envers lui s'intensifient : il est roué de coups, brûlé avec le fer à repasser, frappé avec une ceinture ... Il fugue une première fois, mais la faim l'oblige à aller demander de la nourriture à sa grand-mère. Sa mère va le chercher et le ramène à la maison. Miguel Angel est continuellement battu et il ne supporte plus la vie au domicile familial. Il fugue définitivement à l'âge de six ans. Il prend un autobus et arrive à Cuernavaca, à quelques kilomètres de la ville de Mexico. Il reste dans la rue et propose ses services dans les maisons particulières. Comme il est très petit, les personnes lui offrent à manger et le laissent dormir chez eux. Pendant six mois environ, il reste seul dans la rue. Il joue de temps en temps avec des enfants de son âge, mais n'en rencontre pas qui vivent dans la rue comme lui. Une personne lui propose d'aller dans une institution et il accepte. Il y reste jusqu'à l'âge de dix ans. Il est alors envoyé dans une autre institution où il s'y plaît beaucoup : il peut se consacrer à ses études, jouer avec d'autres enfants et échapper aux coups de ses parents. À treize ans, il est emmené à Renacimiento où il continue ses études. Finalement, à dix-neuf ans, il décroche un emploi dans un hypermarché. Il reste quelque temps encore dans l'institution, puis, avec l'argent qu'il gagne, décide de sortir et de louer un appartement avec Mario et un autre jeune de l'institution.

Oscar, 17 ans. Institution Renacimiento.

Oscar est abandonné par sa mère à l'âge de trois ans. Il vit alors avec ses grands-parents jusqu'à l'âge de six ans. Victime d'abus sexuels et de mauvais traitements de la part de son grand-père, il décide de partir. Les premiers jours, il se sent perdu et ne sait pas où aller. Il dort seul dans des endroits différents. Il est identifié par un éducateur de rue qui l'emmène à Visión Mundial. Quelques années plus tard, il fait la connaissance d'Aarón, le frère d'Ulises. Il tombe amoureux de lui et fugue de l'institution pour s'installer dans le groupe de Niños Héroes. Ils ont quelques disputes et Oscar part à Casa Alianza, y reste pendant plusieurs mois, fugue et se retrouve dans le groupe de Zarco. Après quelques semaines, il retourne à Casa Alianza où il demeure pendant plus d'un an. Il repart dans la rue, puis s'insère dans une nouvelle institution pendant plus de deux ans. Il ressort et rencontre des jeunes du parc de la Soledad. Quelques semaines plus tard, il retourne dans une institution, mais se bat avec un jeune et est conduit dans l'institution Renacimiento. Après deux ans, il dit qu'il ne retourne plus dans les groupes de jeunes de la rue avec qui il a vécu, parce qu'il ne connaît pratiquement plus personne. Ses amis ne s'y trouvent plus et Aarón est mort. Par ailleurs, l'institution lui plaît : il a des amis homosexuels et il peut entrer et sortir comme il le souhaite.

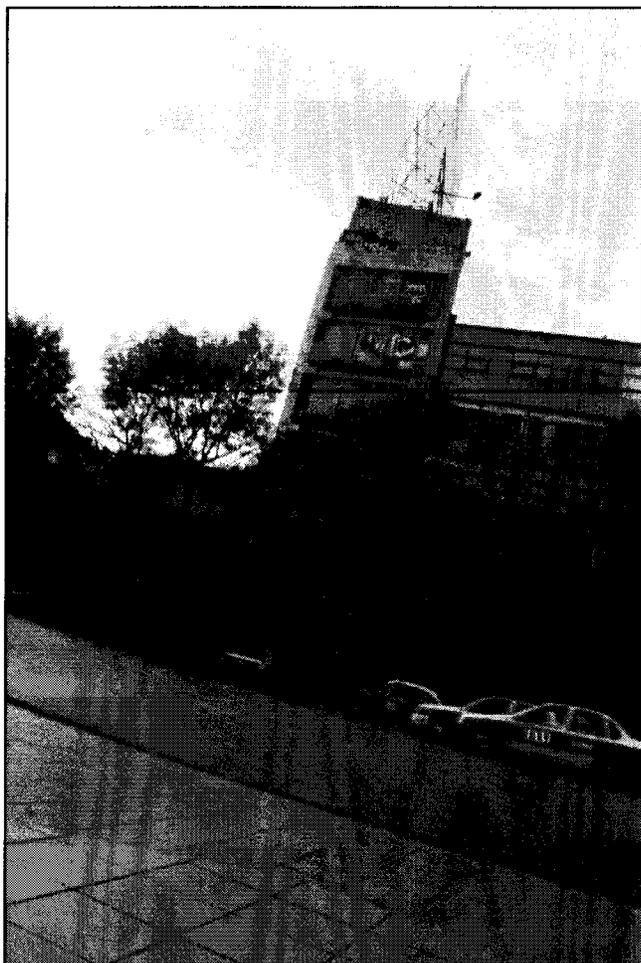
Ulises, 14 ans. Niños Héroes.

Ulises perd sa mère dès son plus jeune âge. Il reste seul avec son frère, sa sœur et son beau-père. Ce dernier ne se comporte pas bien envers eux et il les frappe. Ils fuguent tous les trois et un ami les emmène dans le groupe de Niños Héroes où ils restent pendant quelques semaines. Ils sont alors repérés par des éducateurs de rue qui les emmènent à Visión Mundial. Ulises reste pendant six mois à l'intérieur, mais sort et rejoint les membres du groupe de Niños Héroes dans l'immeuble où ils vivent. À cette époque, son frère Aarón meurt d'anémie. Sa sœur vit avec lui. Il participe à des vols collectifs et est envoyé avec les autres membres du groupe dans une maison de redressement. Il ressort et reprend ses activités dans la rue. La mendicité est sa principale source de revenus. Il fréquente une fois par mois l'institution Visión Mundial pour faire sa toilette. La rue détient pour lui un aspect ludique important et il la préfère de loin aux institutions d'assistance.

3 PHOTOGRAPHIES

3.1 Espaces de vie et lieux d'occupation

Niños Héroes



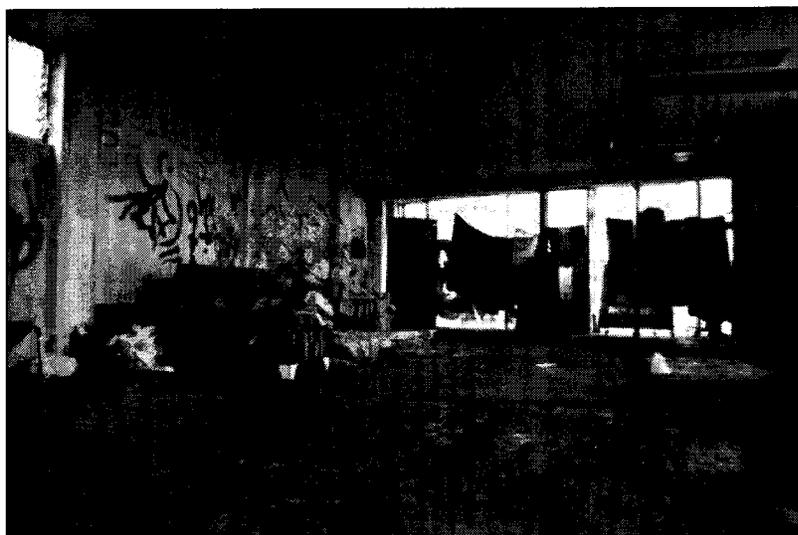
L'immeuble

(Photo 1)



À l'intérieur de
l'immeuble

(Photo 2)



(Photo 3)

Aux alentours de la
pharmacie



(Photo 4)



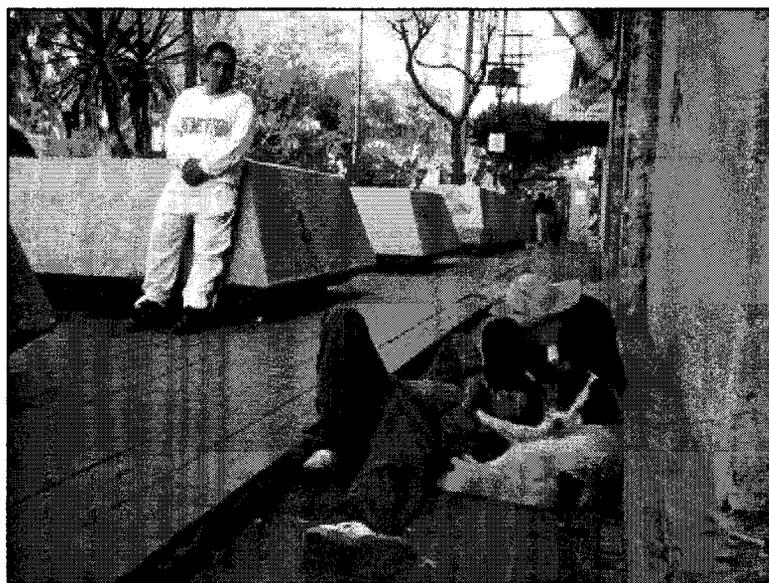
(Photo 5)



(Photo 6)



(Photo 7)



(Photo 8)



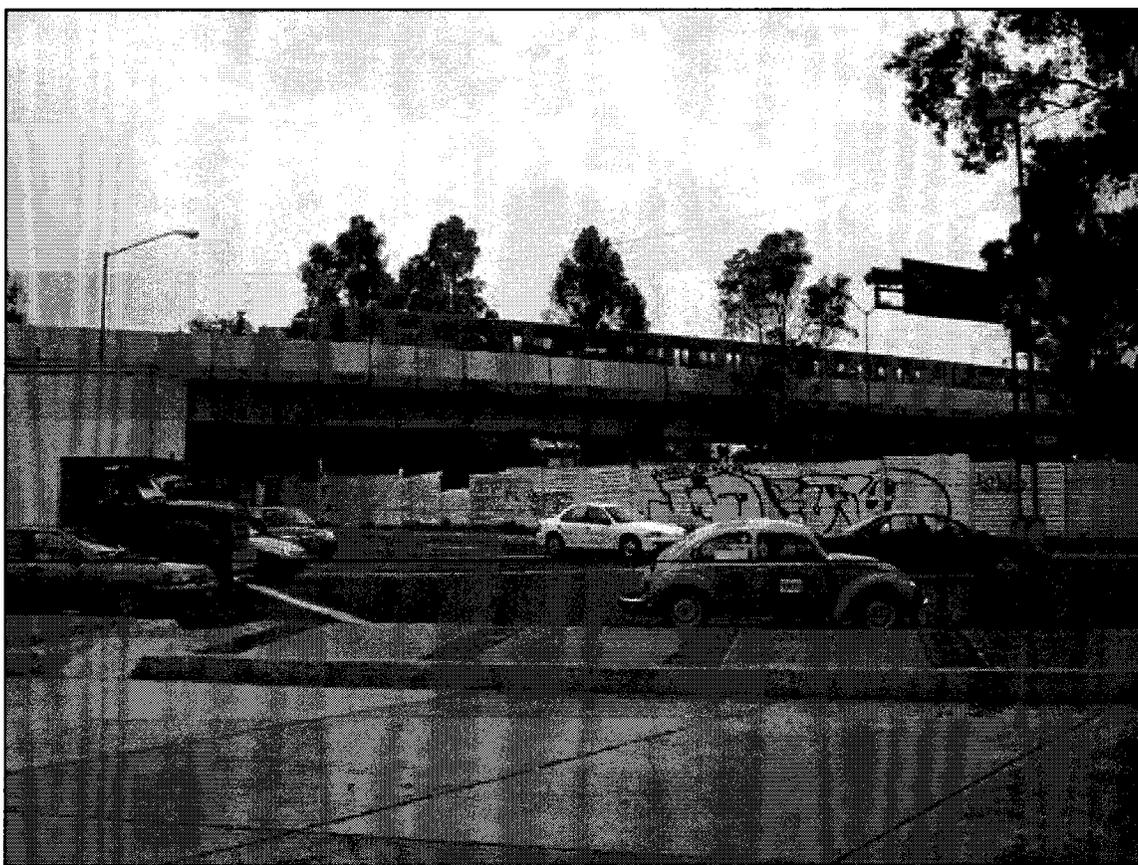
Sur les
marchés
d'un
ancien
théâtre

(Photo 9)



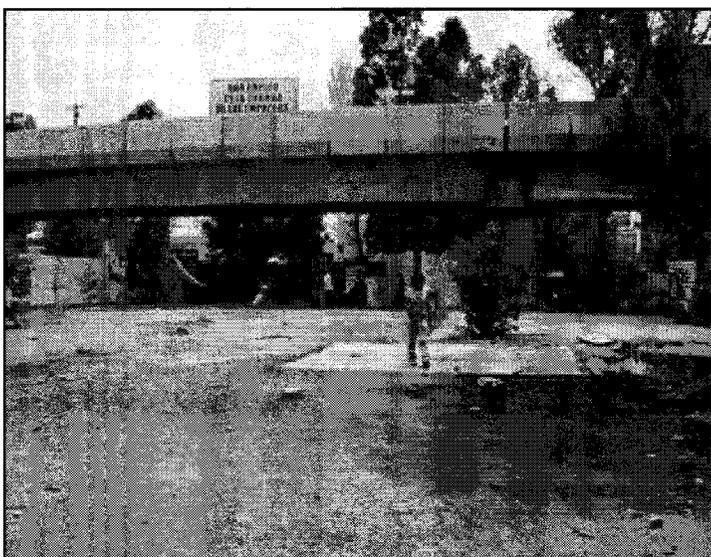
(Photo 10)

Santa Anita

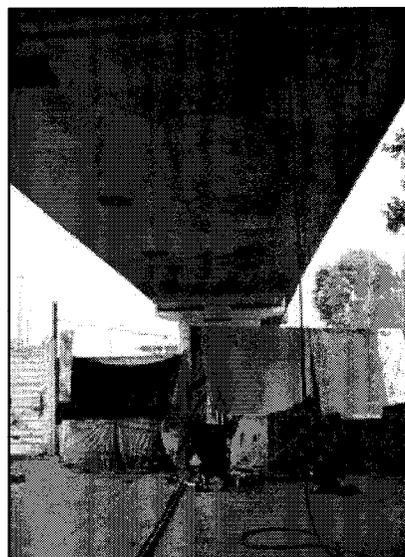


(Photo 11)

Rond point : vue extérieure du terrain vague



(Photo 12)



(Photo 13)

Vue intérieure du terrain vague

Le salon



(Photo 14)



(Photo 15)

Le coin cuisine



(Photo 16)



(Photo 17)

Les toilettes

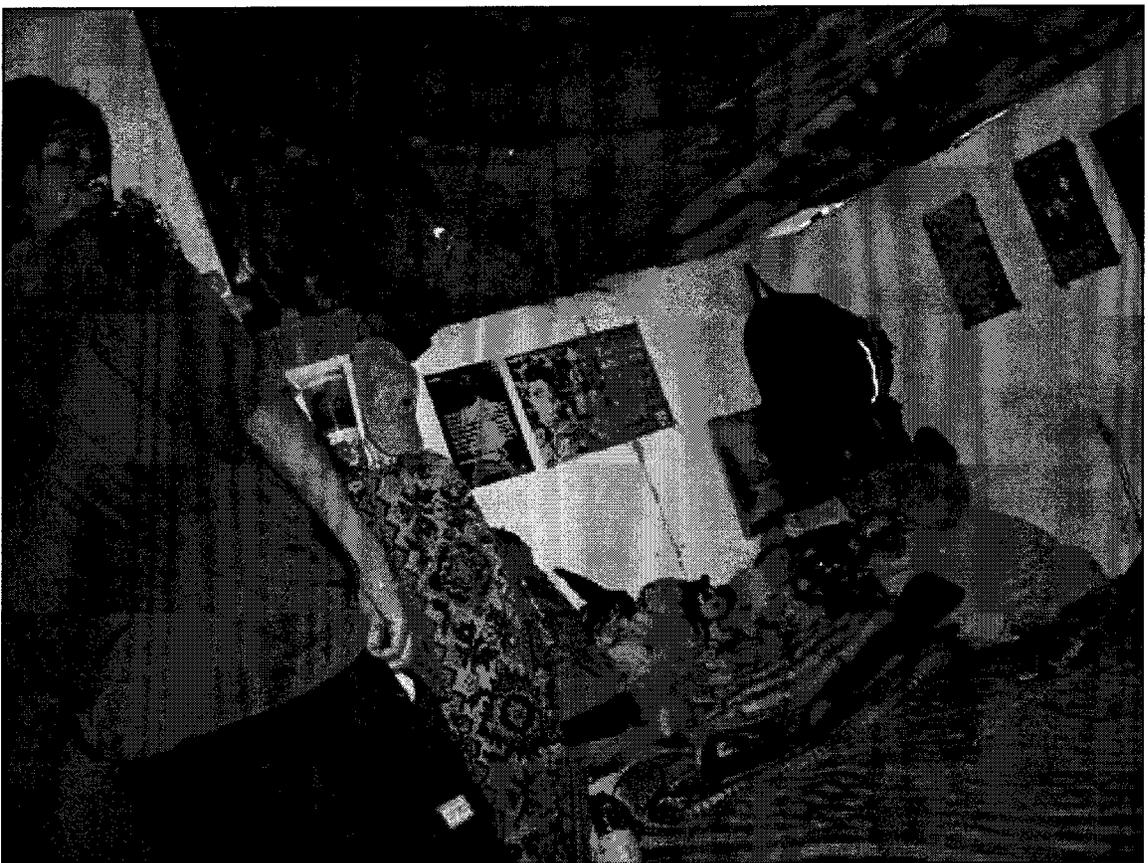


(Photo 18)

Le coin douche



(Photo 19) Tentes : les chambres vues de l'extérieur



(Photo 20) L'intérieur des chambres



(Photo 21)



(Photo 22)



(Photo 23)

La Raza



Le parc

(Photo 24)



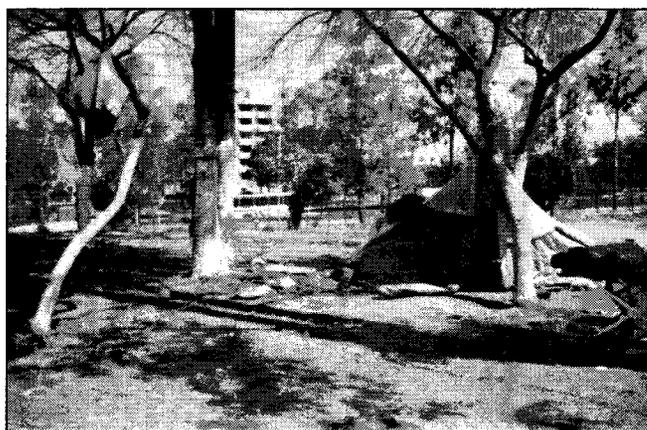
(Photo 25)

Logements offerts par
la mairie



(Photo 26)

Indios Verdes



Les tentes
construites dans le
parc

(Photo 27)



(Photo 28)



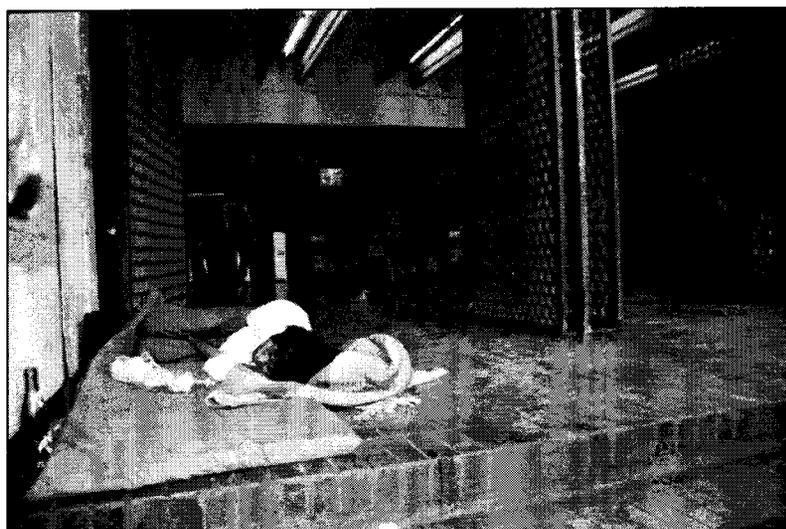
(Photo 29) Les égouts

Guerrero



Le quartier

(Photo 30)



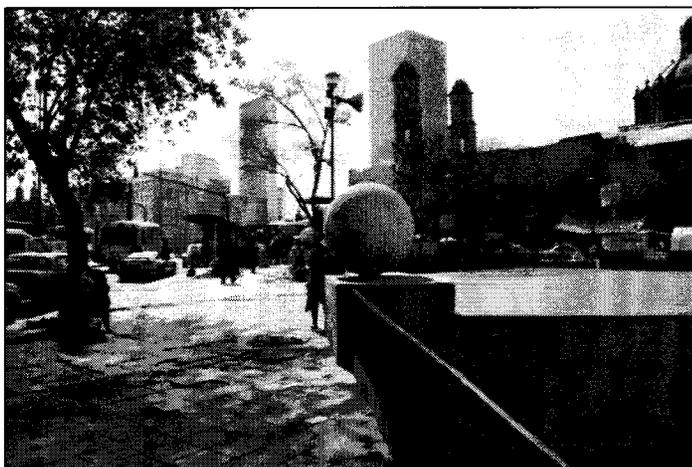
La sortie du métro

(Photo 31)



(Photo 32)

Zarco



(Photo 33)



La place

(Photo 34)



Une tente construite à l'abri des regards

(Photo 35)

3.2 Les groupes de jeunes

Niños Héroes



(Photo 36) Miguel, Francisco et Ulises



(Photo 37) Ulises et un ami



(Photo 38) Marta et Fernando



(Photo 39) Felipe et Jacqueline



(Photo 40) Francisco (à droite) et son frère Miguel



(Photo 41) Felipe et Francisco



(Photo 42) José Luis (frère de Francisco) et Ulises



(Photo 43) David, "Esponja", Felipe, Jacqueline et Jesús



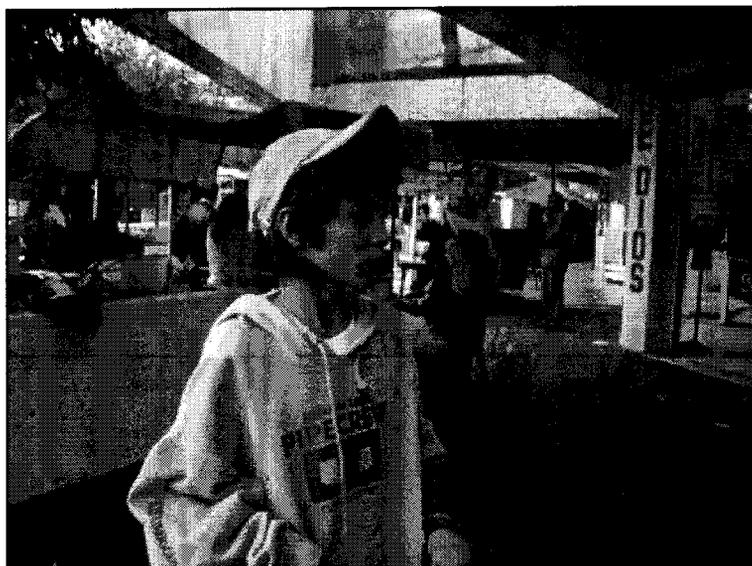
(Photo 44) Alejandro et son fils



(Photo 45) Mayra, Alejandro et leur enfant



(Photo 46) Marisol et Sergio



(Photo 47) "Esponja"



(Photo 48) Carlos "Chino" et sa copine Marisol



(Photo 49) Fracisco et Ulises

Santa Anita



(Photo 50) Gloria C., Gloria G. et Esteban



(Photo 51) Juan, Gloria C., Martín, Elena, Julio et Miguel



(Photo 52) Juan



(Photo 53) Leonardo et Elena



(Photo 54) Miguel (à droite) avec un ami



(Photo 55) Juan et Martín



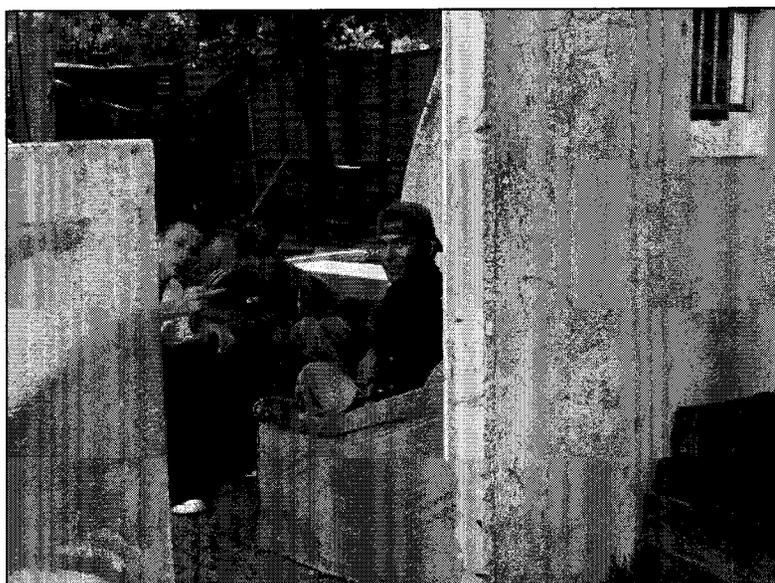
(Photo 56) Edgar, Elena et Leonardo



(Photo 57) Martín et Julio



(Photo 58) Julio et Gloria

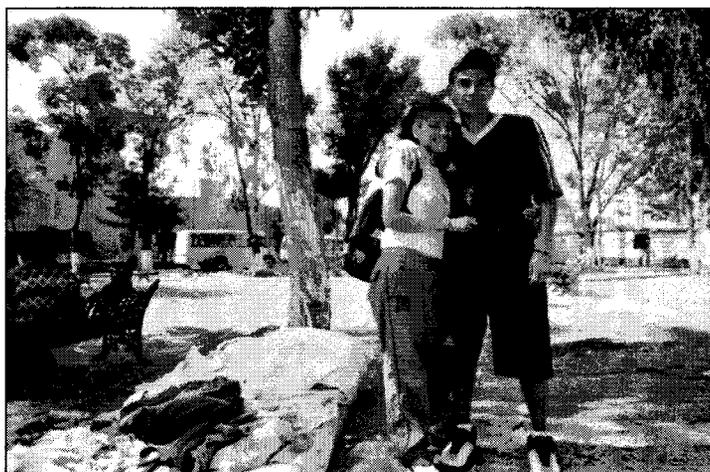


(Photo 59) Edgar, Leonardo et Esteban

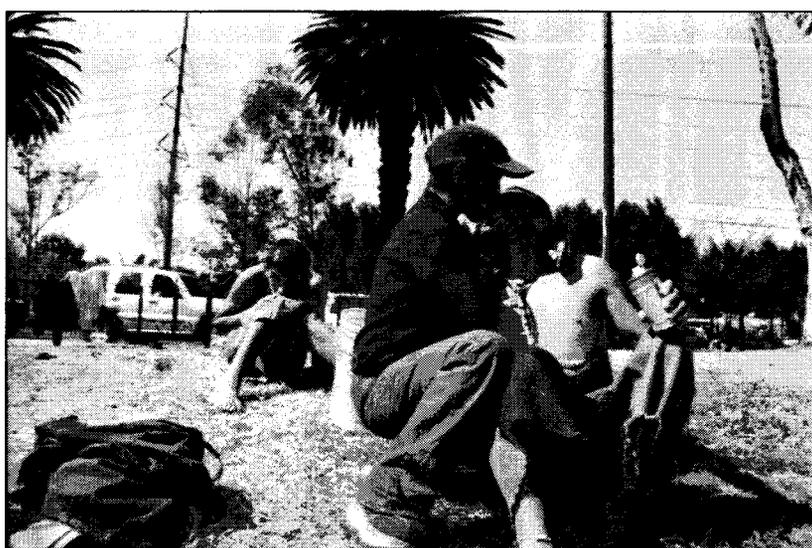


(Photo 60) Juan et Mario

La Raza



(Photo 61)



(Photo 62)



(Photo 63)

Indios Verdes



(Photo 64)

Guerrero



(Photo 65)

TABLES ET INDEX

1 LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 :	Description des zones observées	28
Tableau 2 :	Caractéristiques des groupes étudiés	60
Tableau 3 :	Scolarité, selon le système scolaire mexicain	64
Tableau 4 :	Récapitulatif des caractéristiques des jeunes interviewés.....	68
Tableau 5 :	Répartition des enfants/jeunes selon la structure familiale	71
Tableau 6 :	Répartition des enfants/jeunes selon la profession du chef de ménage.	73
Tableau 7 :	Nombre de frères et sœurs par enfant/jeune	74
Tableau 8 :	« Principaux types de représentations sociales de l'intervention auprès des jeunes de la rue » - Parazelli (2002 : 15).....	106
Tableau 9 :	Activités économiques informelles réalisées par les enfants/jeunes (effectifs cumulés).....	147
Tableau 10 :	Proportion (%) des enfants/jeunes qui se consacrent à une activité économique, selon la zone (pourcentages cumulés).	158
Tableau 11 :	Dépenses effectuées par les enfants/jeunes, par ordre d'importance..	166
Tableau 12 :	Nombre de photographies réalisées par lieu, Santa Anita	258

2 LISTE DES FIGURES

Figure 1.	District Fédéral : délégations étudiées	57
Figure 2.	Emplacement des groupes par délégation	58
Figure 3.	Carte du quartier du groupe de Zarco, José Martí et Excelsior.	207
Figure 4.	Carte du quartier du groupe de Santa Anita.	208
Figure 5.	Carte du quartier de la zone de Niños Héroes : localisation des différents lieux appropriés par le groupe depuis 1994.....	223
Figure 6.	Croquis de la chambre d’Alejandra et Miguel (Santa Anita).....	226
Figure 7.	Plan de l’espace de vie du groupe de Santa Anita.....	227
Figure 8.	Plan de l’espace de vie du groupe d’Indios Verdes.....	228
Figure 9.	Plan de l’espace de vie du groupe de Pino Suárez	229
Figure 10.	Carte mentale de Leonardo (18 ans), Santa Anita.....	230
Figure 11.	Carte mentale de Carlos "Chino" (18 ans), Niños Héroes.....	232
Figure 12.	Carte mentale de Carlos (20 ans), Niños Héroes.....	233
Figure 13.	Carte mentale de Miguel (21 ans), Santa Anita	235
Figure 14.	Carte mentale de Gloria (22 ans), Santa Anita	235
Figure 15.	Carte mentale de Liliana (19 ans), Santa Anita	273
Figure 16.	Carte mentale de Martín (16 ans), Santa Anita	275
Figure 17.	Carte mentale de Mayra, 22 ans.....	278
Figure 18.	Carte mentale d’Alejandra, 22 ans.....	280

3 LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Nombre de points étudiés par délégation.....	58
Graphique 2 : Région d'origine des enfants/jeunes	61
Graphique 3 : Distribution des enfants/jeunes, selon l'âge.....	62
Graphique 4 : Distribution des jeunes selon l'âge de la première fugue	63
Graphique 5 : Distribution des jeunes selon les années vécues en dehors du foyer familial	63
Graphique 6 : Rapport entre les enfants/jeunes qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas, selon la zone	150
Graphique 7 : Rapport entre les enfants/jeunes qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas, selon l'âge	151
Graphique 8 : Répartition des activités économiques exercées par les enfants/jeunes, par classe d'âge	181
Graphique 9 : Rapport entre les enfants/jeunes qui visitent les institutions d'assistance et ceux qui ne les visitent pas, en fonction des années vécues en dehors du foyer familial	303
Graphique 10 : Rapport entre les enfants/jeunes qui visitent leur famille et ceux qui ne la visitent pas, en fonction des années vécues en dehors du foyer familial.	304

4 LISTE DES CLICHES

Cliché 1. Pancho, 17 ans et Ulises, 14 ans. Zone de Niños Héroes.....	39
Cliché 2. Jeunes regardant la télévision. Zone de Santa Anita.....	40
Cliché 3. Lieux de passage (photographies réalisées par les jeunes).....	236
Cliché 4. Lieux exploités pour subsistance (photographies réalisées par les jeunes) 237
Cliché 5. Lieux destinés au divertissement (photographies réalisées par les jeunes) 248
Cliché 6. Commerçants du marché de Santa Anita (photographies réalisées par les jeunes)	257
Cliché 7. Autres travailleurs du marché (photographies prises par les jeunes)	266
Cliché 8. Autres personnes (photographies réalisées par les jeunes).....	267

5 INDEX DES AUTEURS

A

Adler de Lomnitz, Larissa, 268, 269
 Adler, Patricia A., 49
 Adler, Peter, 49
 Alemany, Lilian, 97
 Allen, Barbara, 306, 307
 Althabe, Gérard, 15
 Arborio, Anne Marie, 27
 Arduin, Pascal, 130
 Arenal, Sandra, 98
 Argillet, Stéphane, 221
 Avilés, Karina, 96
 Azaola, Elena, 106, 115, 116

B

Baby-Collin, Virginie, 308
 Bailly, Antoine, 35
 Becker, Howard S., 298, 299
 Beyhum, Nabil, 309
 Bézille, Hélène, 52
 Bonin, Sophie, 234
 Boudon, Raymond, 121, 122
 Bourdieu, Pierre, 123, 124
 Brais, Nicole, 122

C

Calderón Gómez, Judith, 96
 Calleja Jiménez, José Pablo, 74
 Calogirou, Claire, 216, 231
 Camarena Bolaños, José M., 106, 107
 Castillo Berthier, Héctor, 294
 Cauvin, Colette, 36, 38
 Céfaï, Daniel, 15, 26
 Champagne, Patrick, 105
 Chapon, Nathalie, 77, 78, 82
 Coleman, James, 121
 Colombo, Annamaria, 310
 Copans, Jean, 15
 Cornejo Portugal, Inés, 75
 Costa Leite, Ligia, 102, 161
 Cozic, Mikaël, 122
 Crétiéneau, Anne-Marie, 314
 Crozier, Michel, 129, 132, 134, 137

D

De Montmollin, Maurice, 136
 De Venanzi, Augusto, 70, 193
 Declerck, Patrick, 47
 Défoussez, Anne-Claire, 100
 Di Méo, Guy, 289
 Dimenstein, Gilberto, 96
 Dubet, François, 124
 Durán Juárez, Juan Manuel, 98

E

Ennew, Judith, 96
 Escalera, Javier, 289
 Escarpit, Françoise, 96
 Esterle-Hedibel, Maryse, 218

F

Favret-Saada, Jeanne, 48
 Feixa, Carles, 11, 194, 196, 294
 Fernández, David, 151
 Ferrand, Alexis, 40
 Fischer, Gustave-Nicolas, 224
 Fournier, Pierre, 27
 Frétygné, Cédric, 15, 96
 Friedberg, Erhard, 129, 132, 134, 137

G

Gaboriau, Patrick, 110, 128, 155, 316
 Gardella, Edouard, 112
 Garnier-Muller, Annie, 298, 300
 Gentile, Maria Florencia, 149, 156
 Ghasarian, Christian, 15, 21, 47, 53
 Giddens, Anthony, 124, 125
 Goffman, Erving, 128, 298
 Gold, Raymond, 26
 Griesbach, Margarita, 75
 Guerrien, Marc, 308
 Guillaume, Jean-François, 173
 Guillou, Jacques, 11, 181, 298

H

Halbwachs, Maurice, 297, 298
 Hecht, Tobias, 11, 81, 186, 193, 194, 310
 Heidegger, Martin, 306
 Hernández Espejo, Octavio, 39
 Hernández, Laura, 294
 Hobaica, Gisela, 70
 Hossard, Nicolas, 215
 Hurtubise, Roch, 11, 133, 296, 298, 310

I

Jarvin, Magdalena, 215

K

Kokoreff, Michel, 11, 173, 291, 300
 Korosec-Serfaty, Perla, 306

L

Laberge, Danielle, 14, 156, 217
 Labov, William, 44, 52
 Lagrée, Jean-Charles, 215, 288
 Lanzarini, Corinne, 269, 286
 Laplantine, François, 15, 45, 47
 Le Bossé, Mathias, 287, 289
 Le Boterf, Guy, 136
 Le Goff, Jacques, 104
 Le Méner, Erwan, 112

Le Roux, Johann, 75
 Lepoutre, David, 22, 48
 Leroy, Etienne, 171
 Leservoisiere, Olivier, 15
 Levenson, Gregorio, 75
 Lew-Fai, Paula, 215, 288
 Lewis, Oscar, 28
 Liiceanu, Gabriel, 306
 Lindon, Alicia, 69
 López Arellano, José, 98
 López Echeverri, Ovidio, 97
 Lucchini, Riccardo, 11, 14, 34, 43, 75, 81, 99, 100,
 101, 102, 112, 122, 135, 136, 141, 150, 168, 172,
 173, 174, 183, 191, 193, 194, 196, 197, 250, 251,
 269, 284, 290, 310
 Lugalla, Joe, 75, 81, 142, 193, 197
 Lutte, Gérard, 11, 75, 81, 157, 180, 193, 197, 198, 199,
 310

M

Madoeuf, Anna, 209
 Magazine, Roger, 194, 220
 Marche, Guillaume, 319, 321
 Marcial, Rogelio, 98
 Marguerat, Yves, 11, 75, 193, 310
 Marpsat, Maryse, 142
 Martin, Denis-Constant, 287
 Martin, Norman, 103
 Mauss, Marcel, 39
 Mbwambo, Jessie Kazeni, 75, 81, 142, 193, 197
 McCreery, Kathleen, 194
 Mejía Machuca, Jorge, 116
 Memmi, Dominique, 130
 Menegaldo, Hélène, 321
 Merchiers, Jacques, 137
 Merienne Serria, Maribel, 75
 Michelin, Yves, 40
 Moreau de Bellaing, Louis, 298
 Morelle, Marie, 14, 15, 269, 292, 299, 310
 Morgenstern, Oskar, 121
 Morin, Richard, 295
 Musset, Alain, 69

O

Obadia, Lionel, 15
 Ortíz, Antolina, 98

P

Paiva, Vanessa, 70, 101
 Parazelli, Michel, 11, 14, 34, 95, 105, 106, 109, 111,
 178, 195, 289, 295, 298, 299, 310
 Paté, Gilles, 221
 Paugam, Serge, 311, 312
 Pedrazzini, Yves, 104, 298, 300, 322
 Peraldi, Michel, 46, 49
 Pérez Toledo, Sonia, 104
 Perrenoud, Philippe, 136
 Pessanha Neves, Delma, 203
 Pharo, Patrick, 137
 Piveteau, Jean-Luc, 295
 Platt, Jennifer, 194
 Plattet, Patrick, 42
 Poitou, Danièle, 11, 75, 193, 310

Pujol, Rebeca, 98

R

Reguillo Cruz, Rossana, 197, 287, 291, 294
 Rivard, Jacinthe, 96, 104
 Rochefort, Michel, 295
 Rodriguez Gabarron, Luis, 98
 Rodriguez, Eduardo, 116
 Rostaing, Corinne, 128
 Rouay-Lambert, Sophie, 14, 181, 203, 215, 216
 Roulleau-Berger, Laurence, 11, 14, 288
 Roy, Shirley, 14, 156, 217
 Rubalcava, Rosa María, 56
 Rullac, Stéphane, 130, 131, 154, 181, 185

S

Sacristán, Maria Cristina, 104
 Sanchez, Magaly, 298, 300, 322
 Sauri, Gerardo, 75, 184
 Savage, Leonard J, 121
 Schteingart, Marta, 56, 98
 Schwartz, Olivier, 44, 45, 46, 49
 Serfaty-Garzon, Perla, 211, 212
 Simon, Herbert, 121, 122
 Soulet, Marc-Henry, 126, 128, 129, 130
 Stock, Mathis, 306, 308
 Stöcklin, Daniel, 11, 15, 75, 154

T

Taboada Léonetti, Isabel, 126, 127, 133, 135, 185, 195,
 277, 281
 Taracena, Elvia, 39, 191, 192, 193, 195, 196, 199
 Tavera, Maria Luisa, 39, 191, 192, 193, 195, 199
 Terrolle, Daniel, 128, 221, 316
 Tessier, Stéphane, 11, 100, 101, 190
 Thrasher, Frederic, 194, 195
 Torres, Eduardo, 98

V

Vatz Laaroussi, Michèle, 11, 133, 296, 298, 310
 Vidales, Moisés, 184
 Von Neumann, John, 121

W

Wacquand, Loïc, 123
 Wako, Kenji, 14, 203
 Whyte, William Foote, 25, 26, 193, 194, 195

Z

Zamorano Villareal, Claudia C., 123
 Zamudio Cárdenas, Lucero, 137, 138, 168
 Zavala, Silvio, 106, 107
 Zencidi-Henry, Djemila, 14, 37, 82, 103, 104, 141, 154,
 181, 204, 221, 223, 224, 225, 230

6 INDEX THEMATIQUE

A

Activités
 illicites, 49, 50, 158, 159, 164, 172, 181, 317
 informelles, 131, 157, 158
 lucratives, 59, 77, 78, 144, 150, 158, 159, 178, 179,
 181, 190, 208, 244, 247, 273, 274, 311
 ludiques, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 289
 Adaptations secondaires, 128
 Anthropologie mexicaine, 98

B

Bandes de jeunes délinquants, 159, 164, 190, 196
 Bandes juvéniles, 197, 291, 294, 301

C

Capital social, 14, 126, 127
 Carte mentale, 35, 37, 230, 231, 232, 233, 234, 235,
 272, 273, 274, 275, 277, 278, 279, 280
 Cartographie des quartiers, 37, 38, 207, 208, 223
 Changement social, 320, 321
 Chômage, 316, 319
 Citadin, 141, 154, 216, 218, 271, 305, 306, 308, 309
 Citadinité, 308, 315
 Clochardisation, 315
 Commerçants informels, 89, 144, 208, 215, 218, 221,
 222, 243, 252, 321
 Commerce informel, 56, 144
 Compétence (concept de), 136, 137, 138
 Compétences
 cognitives, 138
 instrumentales, 138
 Contrainte sociale, 125

D

Décès, 222, 296
 Dépenses, 165, 166, 167, 168, 169, 170
 Déterminismes sociaux, 82, 122, 125
 Déviance, 158, 199, 298, 299
 Domination sociale, 9, 125, 128, 133, 316
 Drogues (consommation de), 86, 159, 165, 242, 250,
 251, 254, 286
 Droits de l'enfant, 10, 108, 116, 196

E

École de Chicago, 194, 195
 Économie informelle, 144, 147, 300, 301, 312, 314,
 315, 317, 319, 320, 321
 Éducateurs de rue, 23, 24, 51, 52, 89, 115, 140, 268,
 275
 Entretien
 directif, 40
 informel, 168, 222, 273
 semi-directif, 28, 29, 30, 31

Espace

aménagement de l', 83, 211, 212, 224, 226, 227,
 228, 229, 231
 appropriation de l', 14, 15, 197, 210, 215, 270, 287,
 289, 301
 privatisation de l', 212, 215, 217, 226
 Espace public, 14, 31, 35, 51, 83, 84, 86, 89, 104, 112,
 113, 115, 141, 204, 212, 215, 217, 218, 221, 224,
 231, 276, 308, 309, 317
 Ethnographie, 21, 53
 Exclusion, 14, 53, 155, 196, 199, 298, 299, 300, 309,
 314, 315, 319

F

Famille, 71, 72, 73, 74, 75
 Fugue, 32, 61, 62, 63, 71, 75, 76, 81, 93, 140, 276, 287

G

Gains, 79, 144, 145, 147, 148, 152, 156, 157, 161, 166,
 168, 170, 185, 208, 247, 274, 280, 283, 285, 317
 Gangs, 190, 193, 194, 196, 197, 218, 220
 Groupe (fonction du), 196, 197, 198, 199, 201
 Groupe (structure du), 189, 190, 191, 193, 194
 Groupe territorial, 189, 190, 194, 195, 196, 197, 198,
 199, 200, 201, 243, 249, 260
 Groupe utilitaire, 190, 194, 195, 196, 199, 200, 201,
 249

H

Habitus, 123
 Hamel, Jacques, 34
Homo-œconomicus, 122
 Hostilité
 de l'espace, 83, 84, 117
 des individus, 85, 86, 87, 88, 89

I

Identité
 construction de l', 286, 287, 288, 289, 290, 291,
 292, 293, 294, 295
 négative, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283
 positive, 13, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 284,
 285, 288, 293
 Institutions d'assistance (détournement des), 171, 181,
 182, 183, 184, 185, 186
 Institutions d'assistance (rapport des jeunes aux), 171,
 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180
 Intégration "parallèle", 13, 14, 189, 195, 199, 286, 298,
 300, 310, 312, 313, 314, 315
 Intégration sociale, 13, 15, 195, 295, 298, 300, 314

L

Langage (employé par les jeunes), 198, 293, 294
Leader, 65, 169, 190, 191, 193, 194
 Loi de culture civique du D.F., 112, 113, 155

M

Maison de redressement, 12, 86, 88, 115, 117, 158
 Marge de manœuvre, 82, 122, 123, 124, 125, 128, 176, 251
 Marginalité, 13, 56, 103, 104, 129, 156, 204, 286, 298, 308, 309, 310, 315, 317, 319
 Mémoire collective, 295, 297
 Mendicité, 26, 32, 44, 50, 56, 59, 64, 74, 78, 89, 103, 132, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 162, 181, 185, 191, 231, 244, 273, 278, 281, 282, 311
 Mendicité déguisée, 155, 156
 Misérabilisme, 9, 96
 Mode de vie de la rue, 5, 10, 12, 17, 62, 63, 64, 77, 146, 148, 150, 156, 251, 273, 274, 301, 303, 304, 305, 310, 321

N

Norme sociale, 103, 299, 321

O

Observation de terrain, 22, 23, 24, 27, 28
 Observation participante, 26

P

Paternalisme, 106, 107, 111
 Photographie (outil de recherche), 38, 40, 41, 42, 236, 237, 248, 257, 258, 267
 Politiques d'assistance, 70, 95, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 322
 Politiques répressives, 86, 93, 112, 113, 114, 115, 116, 117
 Prison, 86, 88, 90, 117, 158, 243, 261, 264
 Prostitution, 32, 56, 59, 78, 85, 100, 150, 151, 164, 183, 199

Q

Quartiers d'habitations, 208, 256, 263
 Quartiers populaires, 26, 56, 92, 97, 213, 220, 294, 298, 308, 316, 319, 320, 321, 322

R

Raffles, 51, 86, 113, 114, 115, 143, 205, 221
 Reconnaissance sociale, 134, 137, 288, 300, 301, 314

Réintégration familiale, 74, 109
 Représentations sociales, 16, 95, 104, 105, 106, 108, 154, 291, 321
 Réseau social, 14, 16, 33, 35, 38, 40, 41, 51, 127, 139, 141, 145, 170, 186, 199, 200, 236, 241, 247, 258, 268, 269, 270, 283, 287, 305, 318
 Routines, 12, 14, 24, 153, 178, 202, 225, 301, 302, 303, 304, 305, 319

S

SDF, 47, 96, 109, 130, 131, 142, 154, 155, 164, 185, 203, 204, 219, 221, 225, 298
 Solidarité (entre pairs), 141, 191, 194, 197, 198, 241, 242, 245
 Sortie de la rue, 31, 157, 276, 278, 283, 284, 310, 312, 314
 Stigmate, 89, 104, 105, 130, 154, 271, 281, 282, 285, 293, 298, 315, 316, 322
 Stratégie
 de contournement, 133
 de défense, 133, 134, 281
 de dégageement, 133, 134, 281
 de subsistance, 12, 121, 133, 172, 182, 200, 201, 202, 208
 Stratégie de survie, 43, 85, 133, 138, 172, 269
 Survie (concept de), 14, 122, 132, 133

T

Théorie du choix rationnel, 81, 121, 122, 123, 124, 131, 135
 Toxicodépendance, 251
 Travail de l'enfant, 70, 73, 74, 77, 78, 276
 Travailleurs sociaux, 43, 52, 102, 183, 185, 190, 221, 244, 254, 256, 264, 268, 279, 291, 318

V

Vecindades, 50, 190, 231, 243, 320
 Vente de drogue, 32, 64, 158, 159, 163, 164, 311
 Victimisation, 96
 Violence intrafamiliale, 9, 76, 79, 80, 82
 Violence sexuelle, 85, 88, 143
 Vol, 32, 39, 48, 49, 78, 86, 87, 89, 98, 115, 121, 128, 130, 150, 151, 154, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 249, 250, 262, 273, 276, 311

